JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

6^e Législature

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

REPONSES DES MINISTRES

SOMMAIRE

1. Questions écrites (p. 651).
2. Réponses des ministres aux questions écrites (p. 693).
 - Premier ministre (p. 693).
 - Affaires étrangères (p. 693).
 - Agriculture (p. 698).
 - Anciens combattants (p. 706).
 - Budget (p. 708).
 - Commerce et artisanat (p. 712).
 - Commerce extérieur (p. 713).
 - Famille et condition féminine (p. 713).
 - Défense (p. 714).
 - Economie (p. 715).
 - Education (p. 718).
 - Environnement et cadre de vie (p. 718).
 - Fonction publique (p. 731).
 - Industrie (p. 733).
 - Industries agricoles et alimentaires (p. 737).
 - Intérieur (p. 737).
 - Jeunesse, sports et loisirs (p. 739).
 - Justice (p. 740).
 - Postes et télécommunications et télédiffusion (p. 742).
 - Santé et sécurité sociale (p. 744).
 - Transport (p. 752).
 - Travail et participation (p. 758).
 - Universités (p. 764).

3. Questions écrites pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse (p. 765).
4. Liste de rappel des questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires (p. 765).
5. Rectificatifs (p. 766).

QUESTIONS ECRITES

Impôt sur le revenu (quotient familial).

26241. — 25 février 1980. — M. Michel Couillet attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des handicapés mariés au regard de l'impôt sur le revenu. Actuellement, une personne handicapée, titulaire d'une carte d'invalidité au taux de 80 p. 100, perd le bénéfice d'une demi-part supplémentaire du fait de son mariage. Or, ce mariage n'est pas pour autant une amélioration du niveau de vie, puisque cette personne handicapée continue à rencontrer les mêmes problèmes et charges de tous ordres (tierce personne, transport, hébergement). Il lui demande d'accorder aux handicapés adultes mariés ou célibataires les mêmes bases d'exonération.

Chômage (indemnisation : allocations).

26242. — 25 février 1980. — M. Michel Couillet attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la situation des personnes ayant travaillé dans l'administration des P. et T. comme stagiaire puis licencié ensuite. Ces personnes ont donc été admises à l'aide publique au taux

journalier de 23 francs en plus de l'allocation mensuelle pour perte d'emploi servie par votre administration, de l'ordre de 1200 francs. Mais, depuis l'application des nouvelles réformes concernant l'indemnisation du chômage, l'aide publique a été remplacée par une allocation de base desservie par les Assedic, qui a refusé de leur verser. Il lui demande quels sont les droits auxquels peuvent prétendre les personnes dans ce cas en remplacement de l'aide publique puisque cette dernière leur a été supprimée.

Urbanisme (opérations habitat et vie sociale).

26243. — 25 février 1980. — M. Dominique Frelaut attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les opérations de réhabilitation de grands ensembles dans le cadre dénommé « Habitat et vie sociale », lancées par le Gouvernement. Outre les travaux de remise en état et de réfection, ces opérations comportent des améliorations de logements (isolation phonique), des adjonctions telles que balcons, des équipements collectifs nouveaux et une rénovation de l'environnement, en particulier au regard des espaces verts. Les changements des caractéristiques physiques ou d'environnement sont de nature à entraîner une majoration des valeurs locatives servant de base à la taxe d'habitation et éventuellement à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Toutes les deux à la charge des occupants, cela en vertu des articles 1516 et 1517 (§ I) du code général des impôts. Il est prévu toutefois que ces changements n'ont aucune incidence quand ils ne modifient pas de plus de 1/10 la valeur locative attribuée auparavant. Afin de conserver aux opérations « Habitat et vie sociale » l'intégrité de leur objectif social, et en considérant que les habitants concernés sont de conditions modestes, il apparaît indispensable que dans tous les cas, c'est-à-dire même lorsqu'elles entraîneraient une majoration de valeur locative de plus de 1/10, les opérations en cause seront placées sous le bénéfice de cette tolérance légale et n'entraîneront donc aucun relèvement des impôts locaux. Il lui demande si des instructions en ce sens seront données au service du cadastre.

Permis de conduire (auto-écoles).

26244. — 25 février 1980. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le Premier ministre sur la dégradation inquiétante de la situation économique des auto-écoles. Une étude de l'association pour la défense de l'enseignement de la conduite automobile montre en effet que les dépenses de cette profession se sont accrues en 1979 beaucoup plus vite que leurs prix. L'heure de leçon de conduite a augmenté de 100 p. 100 de 1970 à novembre 1979 alors que la valeur véhicule s'est accrue pendant la même période de 182 p. 100 et le prix du super de 162 p. 100. S'ajoutent à cela des charges nouvelles résultant du remplacement de la patente par la taxe professionnelle, des modifications des conditions administratives entre autres. Le pouvoir d'achat des 11 000 exploitants d'auto-école et de leurs 6 000 salariés s'est gravement détérioré. Il est à craindre que dans les conditions actuelles de nombreux établissements soient contraints de cesser leurs activités, provoquant ainsi du chômage et mettant en cause les possibilités de formation de nombreux candidats à l'examen du permis de conduire. Par de multiples interventions, l'attention des pouvoirs publics a été attirée sur cette situation. Aucune solution n'a été apportée à ce problème. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les exploitants.

Boissons et alcools (vins et viticulture : Bourgogne).

26245. — 25 février 1980. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'opinion des viticulteurs bourguignons à propos des nouvelles menaces relatives à l'enrichissement des vins. « Ils dénoncent à nouveau la carence totale de l'administration à vouloir résoudre le véritable problème de la chaptalisation. Le classement de la Bourgogne en zone C est une anomalie géographique et un défi au bon sens. En effet, les vignobles de Bourgogne offrent beaucoup de similitudes géographiques, climatiques et humaines avec les vignobles de la zone B, dits vignobles septentrionaux. Ils regrettent qu'ayant accepté dans la nouvelle réglementation sur l'enrichissement : une notion de richesse minimale ; une notion de degré maximal et un plafond limite de classement, ils ne puissent, à l'intérieur de ce cadre bien précis, enrichir les moûts selon les besoins de l'année et ainsi satisfaire par un produit de qualité la demande française et étrangère. La nouvelle barre fixée à 25 kilogrammes/hectare ne résout pas le problème d'enrichissement en Bourgogne. En effet, les 250 kilogrammes sont calculés à partir d'un rendement de

70 hectolitres/hectare en prenant un enrichissement maximal de 2°. 70 hectolitres/hectare est un rendement hautement improbable pour les 8/10 des A.O.C. bourguignonnes. Par ailleurs, la rude expérience des vendanges 1977 fait apparaître le bien fondé des dispositions prévues en faveur de la zone B, prévoyant une possibilité de chaptalisation exceptionnelle de 1° supplémentaire. Les viticulteurs bourguignons ne cesseront de dénoncer l'hypermétrie qui consiste à exiger des producteurs de la région une qualité digne de la tradition et à leur refuser les moyens d'y parvenir. Ils insistent auprès de tous les élus, des représentants de l'administration et de l'I.N.A.O. pour que ce problème crucial pour la viticulture et indigne d'une société moderne qui prône la concertation et la responsabilité soit rapidement résolu dans l'intérêt général. » Il lui demande de l'informer des dispositions qu'il compte prendre pour résoudre les problèmes exposés par la profession.

Politique extérieure (Sahara occidental).

26246. — 25 février 1980. — M. Louis Odru attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les nouvelles parues dans la presse quotidienne du 13 février et selon lesquelles de nouveaux conseillers militaires français seraient arrivés à la mi-janvier à Smara, ville du Sahara occidental, occupée par les forces de l'armée royale marocaine. Ces conseillers auraient pour tâche d'apporter un appui aux forces marocaines engagées dans une agression contre le peuple Sahraoui. Il lui demande de confirmer ou d'infirmer cette nouvelle.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

26247. — 25 février 1980. — M. Roland Renard expose à M. le ministre du budget qu'il semble que des erreurs aient été commises lors de l'assimilation pour la retraite des anciens corps d'officiers et sous-officiers de la direction générale des douanes et des droits indirects. C'est ainsi qu'un sous-officier des douanes retraité comme chef de poste principal de 1^{re} classe (grade le plus élevé à son époque de sous-officier) a été assimilé à un brigadier-chef par le décret du 31 octobre 1975. Il lui demande de bien vouloir faire vérifier les conditions dans lesquelles a été réalisée l'assimilation de cet ancien sous-officier des douanes et si sa situation nouvelle correspond bien à sa situation ancienne.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

26248. — 25 février 1980. — M. Roland Renard demande à M. le Premier ministre (Fonction publique) pour quelles raisons précises un chef de groupe de 10^e échelon à l'administration centrale du ministère des finances a pu être retraité, après trente ans de services, dont vingt-trois ans dans le cadre C comme appartenant au 9^e échelon du groupe VII.

Libertés publiques (droit à l'image : Eure).

26249. — 25 février 1980. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre de la justice sur le droit qu'a chaque individu de disposer de sa propre image. Une organisation de l'Eure a installé à l'entrée de ses locaux à Evreux une caméra filmant les passants sur la voie publique. Un décret n° 64-262 du 14 mars 1964 et un arrêté préfectoral (département de l'Eure AE/B1/710) du 8 juin 1964 relatifs aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communes définissent les conditions générales des exécutions de travaux dans l'entreprise ou en bordure des voies communales. Or, si ces documents traitent des permissions de voirie en général, et de la pose d'enseignes lumineuses en particulier, on ne relève nulle part des dispositions relatives à l'installation de caméras sur les murs, pignons d'immeuble, etc. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître dans quelles conditions un particulier peut se permettre d'installer une caméra attenante à son immeuble au-dessus du domaine public et de filmer les voies publiques ainsi que leurs usagers.

Edition, imprimerie et presse (entreprises : Alpes-Maritimes).

26250. — 25 février 1980. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre de la justice sur les graves atteintes aux libertés subies par le personnel de Nice-Matin à la suite de l'introduction de l'informatique dans cette entreprise. Celle-ci, déjà spécialisée dans les entraves de toutes sortes au droit de grève et au droit

syndical, utilise les procédés informatisés à des fins de fichage des personnels. Ainsi, grâce à un moyen informatique la direction de cette entreprise exerce un contrôle sans nuance, déshumanisé et injuste sur la production des clavistes, leur moyenne, etc. Ce contrôle constitue une pression psychologique intolérable sur ces opérateurs ainsi qu'une atteinte à leur droit et à leur dignité de travailleurs. Enfin, un ordinateur surveille les appels téléphoniques des journalistes ce qui constitue une atteinte à la liberté professionnelle et individuelle de ces travailleurs. Il proteste contre ces méthodes inadmissibles et estime que l'informatique devrait être un moyen de libérer l'homme plutôt qu'un instrument d'asservissement. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cessent ces pratiques et que soient respectés les droits de l'homme dans l'entreprise *Nice-Matin*.

S. N. C. F. (structures administratives : Paris).

26251. — 25 février 1980. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre des transports sur la décision prise par le Gouvernement d'imposer à la S. N. C. F. le transfert de certains de ses services dans la région lyonnaise. Il semblerait que le transfert du service des approvisionnements, avenue de Suffren, soit prévu pour 1982-1983. Ce transfert provoquera sur le plan de la région Ile-de-France de très graves problèmes : suppression directe de 800 emplois à Paris même ; suppression d'autres emplois à Paris et dans la périphérie (coconjoints, enfants) ; perte de plusieurs centaines de millions de francs au plan des recettes locales, commerces, artisanat, industries, etc. ; déséquilibre dans les activités sociales, culturelles et sportives. En conséquence, il lui demande de prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute perte d'emplois dans la région parisienne et de l'informer de ces dispositions.

Postes et télécommunications (centres de tri : Sarthe).

26252. — 25 février 1980. — M. Daniel Boulay attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la situation faite au centre de tri du Mans. Depuis juin 1979, date à laquelle l'administration a supprimé onze emplois au centre de tri, le service n'a cessé de se dégrader. Pour ne prendre que la dernière période en référence, les restes ont atteint certains jours, plus de 500 000 objets. Et contrairement à ce que déclare la direction départementale, cette situation n'est pas due à la récente grève de la S. N. C. F. Le 11 janvier, deux jours avant la grève, les restes se chiffraient ainsi : 102 000 plus en première catégorie, 315 000 en deuxième catégorie, 129 000 plus 280 sacs en troisième catégorie. Durant le mois de janvier, on en arrive à chiffrer les restes en deuxième et troisième catégorie en sacs et en chariots. Comme l'affirment les représentants du personnel, il manque bien des effectifs au centre de tri, pour assurer un service public normal. Le centre de tri automatique prévu au Mans ne sera fonctionnel qu'en 1982. Donc, durant deux ans, ce sont les usagers qui feront les frais de l'insuffisance des crédits d'Etat à cet important service public. La solution existe, il suffit de créer des emplois au centre de tri, afin de retrouver la situation d'avant juin 1979. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de faits.

Formation professionnelle et promotion sociale (stages).

26253. — 25 février 1980. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation matérielle très précaire des stagiaires de la formation professionnelle pour adultes. Ceux du C. F. P. A. d'Albi, constatant la dévalorisation de l'aide mensuelle qu'ils perçoivent, demandent que celle-ci soit revalorisée. Ils sont particulièrement attachés à l'indexation de cette prestation sur le S. M. I. C. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour aller dans ce sens.

Constructions navales (porte-conteneurs Korrigan).

26254. — 25 février 1980. — M. André Duroméas attire l'attention de M. le ministre des transports sur l'autorisation donnée à la Compagnie générale maritime de faire remotoriser le porte-conteneurs *Korrigan* au Japon. Les chantiers français connaissent en effet un chômage croissant, sont tout à fait aptes à accomplir le travail voulu, et la Compagnie générale maritime, compagnie nationale, se devrait de donner la préférence aux chantiers français. Il s'étonne qu'une telle décision ait pu être prise et lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les transformations du *Korrigan* soient effectuées par des chantiers français.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

26255. — 25 février 1980. — M. Edmond Garcin expose à M. le ministre du budget le cas d'une personne divorcée et remariée qui participe aux dépenses d'études supérieures de son enfant. La prise en compte des enfants âgés de moins de vingt-cinq ans, s'ils poursuivent leurs études, s'opère, par le rattachement à l'un ou à l'autre des parents (art. 3, loi de finance 1975). Cette même loi prévoit que « le contribuable divorcé, auquel l'enfant n'est pas rattaché, s'il n'a pas de charge de famille à faire valoir, bénéficie de la demi-part supplémentaire de quotient familial, dès l'année au cours de laquelle l'enfant atteint les dix-huit ans ». Ainsi, un parent divorcé, mais remarié, qui verse une pension en vertu d'une décision de justice, ne pourrait pas bénéficier de la modification du quotient prévu : deux parts s'il n'a pas d'enfant du second mariage qu'il ait un enfant d'un premier mariage poursuivant les études ou qu'il n'en ait pas, alors que cette charge pèse encore plus étant remarié. Ce cadre du quotient familial confronté à la nouvelle loi sur la majorité fait ressortir des anomalies surprenantes. Si ce cadre ne peut être interprété de façon moins rigide, une solution d'abattement forfaitaire, fonction de la valeur de la pension octroyée par décision de justice, dont pourrait bénéficier le parent ainsi défavorisé, ne pourrait-elle être introduite à l'échelon d'application.

Assurance vieillesse : généralités (pension de réversion).

26257. — 25 février 1980. — M. Louis Odru attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation particulière de Mme C..., âgée de quatre-vingt ans, qui vient de perdre son compagnon M. B... avec qui elle vivait maritalement depuis 1930. M. B... était marié et séparé de fait depuis 1920. Il avait tenté de divorcer afin de régulariser sa situation avec Mme C... mais s'étant heurté plusieurs fois au refus de son épouse, ils avaient fini par accepter cette situation. Aux yeux de tous, Mme C... après quarante-neuf ans de vie commune, était la véritable compagne de M. B... Aujourd'hui, il est décédé et elle se retrouve seule avec en moyenne 710 francs de ressources par mois provenant de ses retraites, c'est-à-dire moins que le strict minimum pour vivre. Elle avait espéré pouvoir toucher la réversion, au moins en partie des pensions de son compagnon. Mais l'épouse légitime de M. B... étant toujours en vie, Mme C... ne peut, au regard de la loi, prétendre à aucune réversion. Cependant, le grand âge de cette dame, ses très faibles ressources et la longue période de vie commune avec M. B... font de sa situation un cas extrêmement particulier. C'est pourquoi il lui demande s'il ne lui semble pas qu'une solution doive être trouvée pour permettre à Mme C... de percevoir une pension lui permettant de vivre.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

26258. — 25 février 1980. — M. Marcel Rigout attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur les conséquences du décret n° 80-24 du 15 janvier 1980 pour les retraités de l'artisanat. Cette disposition fixant les limites de l'intervention des organismes pratiquant une assurance complémentaire du risque maladie porte une grave atteinte à la liberté individuelle. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il entend prendre pour abroger cette disposition si profondément contraire aux intérêts et aux choix personnels des retraités de l'artisanat.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

26259. — 25 février 1980. — M. Marcel Rigout attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la gravité de l'atteinte portée à la liberté d'assurance et par voie de conséquence à la couverture des dépenses de santé et au mouvement mutualiste du fait d'imposer aux mutualistes un ticket modérateur d'ordre public. Il lui demande avec la plus vive instance l'abrogation de cette mesure.

Femmes (emploi).

26260. — 25 février 1980. — Mme Edwige Avice appelle l'attention de Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine sur la persistance des discriminations dont sont victimes les femmes en matière d'emploi et de salaires. Le constat est officiel : qui pourrait nier désormais que les femmes subissent à cet égard, plus gravement que les hommes, les effets de la crise. Les disparités sont présentes dans tous les

secteurs; ainsi l'emploi réminin, caractérisé par la sous-formation, la déqualification, la sous-promotion, la précarité de l'emploi, la sous-rémunération, la pénibilité des conditions de travail, la double journée de travail pour la plupart d'entre elles, montre l'accumulation d'inégalités dont sont victimes les femmes. Mais il ne suffit pas qu'un rapport officiel rappelle ces vérités: il faudrait enfin y porter remède. Elle lui demande en conséquence si elle compte prendre dans les plus brefs délais des mesures propres à faire disparaître ces discriminations, notamment en faisant venir en discussion à l'Assemblée nationale la proposition de loi n° 1223 du groupe parlementaire socialiste qui contient tout un dispositif de lutte contre les disparités de travail féminin.

Etrangers (cartes de résident étranger).

26261. — 25 février 1980. — M. Bernard Derosier appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les conditions dans lesquelles s'est engagée la discussion, par la commission nationale « Informatique et libertés » saisie pour avis, du projet d'arrêté relatif à l'informatisation des cartes de résident étranger. Avant même que cette commission ait donné son avis et que le projet de loi relatif aux conditions de séjour et de travail des étrangers en France ait été discuté au Parlement, il constate que ses services, par le canal du bulletin d'information du ministère de l'Intérieur, présentent comme déjà acquise la signature de cet arrêté et poursuivent la mise au point de ce fichier informatique. Pour s'en tenir à la forme, étant entendu que les protestations pourraient être multiples sur le fond de ce projet, il condamne une fois de plus l'arbitraire qui préside aux décisions gouvernementales en matière de libertés, des immigrés particulièrement, et regrette le peu de considération accordé aux travaux de la commission créée à cet effet, dont on voudrait forcer la décision. Il lui demande, en conséquence, de lui préciser où est actuellement la mise en place du réseau informatique et s'il compte en arrêter l'avancement dans l'attente de la décision de la commission nationale « Informatique et libertés ».

Assurance vieillesse: régimes autonomes et spéciaux (professions libérales: montant des pensions).

26262. — 25 février 1980. — M. Roger Duroure attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le faible montant des prestations versées aux allocataires de la caisse de retraite des experts comptables (Cavec) dont 84 p. 100 ont une retraite inférieure au S. M. I. C. Il lui rappelle que la loi n° 70-13 du 13 janvier 1970 a institué, au profit notamment du régime d'assurance vieillesse des professions libérales, une contribution sociale de solidarité que les sociétés d'expertise comptable et les sociétés d'entreprises de comptabilité constituées sous forme de capitaux sont tenues de verser à l'Organic. Or la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales qui coiffe la Cavec ne bénéficie pas de cette contribution sociale de solidarité et figure pour mémoire sur les arrêtés qui en fixent la répartition. En conséquence, il lui demande de lui indiquer s'il est possible de permettre à la Cavec de percevoir cette contribution versée par les sociétés mentionnées ci-dessus ou, dans la négative, les raisons qui s'opposent à cette non-perception.

Handicapés (logement).

26263. — 25 février 1980. — M. Gilbert Faure appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés que rencontrent les intéressés pour se faire accorder par les caisses d'allocations familiales (ou de mutualité sociale agricole) « les aides personnelles répondant à des besoins divers » prévues par l'article 54 de la loi du 30 juin 1975. Il lui demande, en conséquence, de lui communiquer le bilan des mesures prises en application de l'article 54 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975.

Postes et télécommunications (mandats postaux).

26264. — 25 février 1980. — M. Emmanuel Hamel signale à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion que les maires des localités où ont lieu des collectes sur la voie publique autorisées par les préfetures envoient très fréquemment le produit de celles-ci aux œuvres par mandat postal. Les frais occasionnés par ces envois viennent alors en déduction des sommes recueillies. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait possible d'associer le service public de la poste à ces collectes en exonérant des frais de mandat les envois effectués par les maires.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers).

26265. — 25 février 1980. — M. Pierre Lagouge attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'ambiguïté du décret n° 72-354 du 3 mai 1972 relatif aux comités techniques paritaires des établissements d'hospitalisation publics, en particulier l'article 13 qui stipule que « le comité technique paritaire émet des avis ou des vœux à la majorité des membres présents ». En effet, il advient que lors de l'ouverture d'une séance la représentation paritaire n'est pas réalisée, par exemple: quatre représentants de l'administration et six représentants des organisations syndicales. Dans ce cas tous les membres présents peuvent-ils néanmoins prendre part au vote. Si lors du vote la parité entre représentants de l'administration doit être respectée, comment répartir le droit de vote entre les différents syndicaux

Défense: ministère (personnel).

26266. — 25 février 1980. — M. Gérard Longuet demande à M. le ministre de la défense dans quelle mesure une officier général à la retraite a la possibilité de propager impunément des idées antimilitaristes et de s'exprimer en faveur des objecteurs de conscience en mettant en avant ses états de service, notamment par l'usage de son titre d'officier général.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26267. — 25 février 1980. — M. Gérard Longuet attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur la situation des revendeurs de fuel domestique. La réduction, voire la suppression des conditions de paiement accordées par les compagnies pétrolières, ajoutée aux contraintes administratives et à la stagnation de la rémunération des vendeurs, entraînent une dégradation de leurs conditions d'exploitation. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour permettre aux entreprises de distribution de poursuivre leur activité de façon normale et indépendante.

Communes (conseil municipal).

26268. — 25 février 1980. — M. Gérard Longuet expose à M. le ministre de l'Intérieur les faits suivants: aux termes de l'article L. 121-31 du code des communes, les délibérations du conseil municipal non soumises à approbation sont exécutoires de plein droit quinze jours après le dépôt auprès de l'autorité supérieure. Or souvent celle-ci soumet l'exécution de la délibération à une nécessaire consultation des services techniques. L'introduction discrétionnaire de cette condition d'exécution par l'autorité supérieure apparaît comme une tracasserie administrative supplémentaire sinon un renforcement de la tutelle. Pour éviter l'intervention discrétionnaire de la tutelle, il lui demande de préciser quelles délibérations non soumises à l'approbation peuvent être rendues exécutoires sous réserve de consultation des services techniques.

Communes (maires et adjoints).

26269. — 25 février 1980. — M. Gérard Longuet signale à M. le ministre de l'Intérieur que, dans certaines communes de petite taille, les maires et leurs adjoints renoncent à leurs indemnités pour alléger le budget communal et perdent corrélativement leurs droits à la retraite. Il lui demande pour quelles raisons ce désintéressement de ces magistrats municipaux, loin d'être récompensé, se trouve ainsi pénalisé.

Circulation routière (dépistage préventif de l'alcoolémie).

26270. — 25 février 1980. — M. Emile Bizet demande à M. le Premier ministre s'il est dans ses intentions de modifier la loi n° 78-732 du 12 juillet 1978 relative au contrôle du taux d'alcoolémie par l'alcootest dont le fonctionnement apparaît douteux. Il demande également quelles mesures il compte prendre pour réparer le préjudice subi par les automobilistes qui, victimes du mauvais fonctionnement des alcootests mis à la disposition de la gendarmerie, ont été sanctionnés et contraints au paiement d'une amende et auxquels une mesure de suspension de leur permis de conduire a été appliquée.

*Personnes nées ou mariées à l'étranger
(reconstitution des actes de naissance et de mariage).*

26271. — 25 février 1980. — M. Alexandre Bolo appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la loi n° 78-731 du 12 juillet 1978 qui prévoit la reconstitution des actes de naissance et de mariage des personnes nées ou mariées à l'étranger qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française par naturalisation ou par mariage. L'article 13 de ce texte dispose que la présente loi devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1979 ; un décret d'application devait attribuer les compétences de la loi au ministre du travail ou au ministre des affaires étrangères mais ce décret n'est toujours pas paru. Le Conseil d'Etat en mars 1979 a donné un avis favorable au projet de décret établi par le ministère des affaires étrangères, lequel précise que le service central de l'état civil installé à Nantes recueillerait les attributions résultant de la loi du 12 juillet 1978. M. le ministre des affaires étrangères a demandé que soient créés quinze emplois budgétaires (six agents de catégorie B et neuf de catégories C et D), pour faire face aux charges nouvelles résultant de la loi. Une réunion interministérielle qui s'est tenue fin décembre 1979 a reconnu que les compétences nouvelles données à la sous-direction de l'état civil du ministère des affaires étrangères nécessiteraient des moyens en personnel supplémentaires. Or, il semble que le projet de décret précité soit sur le point d'être signé alors qu'aucune garantie n'a été donnée au sujet de la création des quinze emplois budgétaires demandés et qui apparaissent indispensables pour l'application de la loi. En l'absence de ces créations d'emploi, le personnel de la sous-direction de l'état civil aurait à faire face à un accroissement considérable de ses tâches qui entraînerait inévitablement une dégradation importante de ses conditions de travail. Si les postes en cause n'étaient pas créés, le service public ne pourrait pas être assuré normalement en raison de cet état de chose et les Français qui ont séjourné au Maroc, en Tunisie, dans les pays de l'ex-Indochine ou en Algérie avant l'accès de ces pays à l'indépendance auraient à souffrir de cette insuffisance de personnels puisque la sous-direction de l'état civil est chargée notamment de conserver et de mettre à jour les registres de l'état civil de ces Etats. La situation ainsi créée serait particulièrement grave pour les Français ayant résidé en Algérie avant 1962 puisqu'une partie seulement des registres d'Algérie a pu être microfilmée et ramenée à Nantes. La reconstitution des actes d'état civil restés en Algérie à partir des documents fournis par les intéressés devrait être abandonnée, ce qui serait extrêmement fâcheux. Compte tenu des raisons qui précèdent, il lui demande de bien vouloir lui faire le point en ce qui concerne cette affaire. Il souhaiterait savoir si les crédits budgétaires mis à sa disposition permettraient les créations de postes indispensables et, dans l'affirmative, dans quel délai ces postes seront créés.

Service national (appelés).

26272. — 25 février 1980. — M. Alexandre Bolo demande à M. le ministre de la défense de lui faire connaître quels sont les critères de l'affectation géographique des appelés retenus par les directions régionales du service national.

Assurances (assurance de la construction).

26273. — 25 février 1980. — M. Alexandre Bolo expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, soulève de sérieuses difficultés d'interprétation, notamment en ce qui concerne l'obligation ou non d'assurance, pour le seul risque « dommages », des constructeurs de maisons individuelles qui n'ont pas la qualité de mandataire de leurs clients, mais seulement celle de loueur d'ouvrage. Il lui demande si l'obligation d'assurance dommages existe réellement pour les constructeurs de maisons individuelles.

*Anciens combattants et victimes de guerre
(monuments commémoratifs : Paris).*

26274. — 25 février 1980. — M. Gérard Chasseguet demande à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants qu'à l'exemple de ce qui a été fait pour les anciens combattants d'Afrique du Nord, les cendres d'un soldat inconnu d'Indochine soient également placées au cimetière Notre-Dame-de-Lorette, lors d'une cérémonie identique. Il serait juste, en effet, qu'un des leurs tombé sur cette terre asiatique pour l'honneur de la France, durant une guerre de neuf années, de 1945 à 1954, repose en ces hauts-lieux, aux côtés des anciens de 1914-1918, 1939-1945, déportés et anciens d'Algérie. Il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne cette suggestion.

Notariat (honoraires et tarifs).

26275. — 25 février 1980. — M. André Forens rappelle à M. le ministre de la justice que l'article 14 du décret n° 78-262 du 8 mars 1978, portant fixation du tarif des notaires est ainsi conçu : « Sont reçus gratuitement par les notaires, les actes dans l'intérêt des personnes admises au bénéfice de l'aide judiciaire lorsque ces actes sont passés à l'occasion ou en suite des instances dans lesquelles elles ont figuré, mais seulement dans le cas où ils doivent être visés pour timbre et enregistrés en débet ». Il lui demande comment doit être interprété cet article lorsque l'un des héritiers a obtenu l'aide judiciaire pour répondre à une demande en compte, liquidation et partage de la succession de sa mère ayant laissé un actif net à partager important lui revenant pour un quart et qui, dans ses attributions, a été gratifié de sommes importantes et d'immeubles d'une certaine valeur eu égard non seulement aux émoluments dus au notaire rédacteur de l'acte de partage mais encore au droit d'enregistrement (1 p. 100). Le fait par cet héritier d'être attributaire de sommes importantes et d'immeubles n'est-il pas suffisant pour permettre au notaire de percevoir normalement les émoluments sur un acte nécessitant généralement un travail long et compliqué et ne pas priver ainsi la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaire des 3 p. 100 lui revenant sur les émoluments.

Successions et libéralités (partage et rapports).

26276. — 25 février 1980. — M. André Forens expose à M. le ministre de la justice qu'aux termes des articles 858 et 860 du code civil, modifiés par la loi n° 71-523 du 3 juillet 1971, le rapport se fait en moins prenant, selon la valeur des biens donnés à l'époque du partage d'après leur état à l'époque de la donation. Il lui demande s'il est possible, à la suite du décès de l'un des donateurs — les donations ayant été consenties par les deux époux durant leur mariage — alors que les donations stipulent que les rapports auront lieu selon la valeur des biens au décès de chaque donateur, de reporter la valeur de ces rapports à la date du partage des biens de la succession du survivant des donateurs ou à la date de la donation-partage que celui-ci pourrait consentir à ses enfants donateurs avant son décès. Dans l'affirmative, il souhaite connaître le moyen qui pourrait être envisagé, étant bien entendu que toutes les parties sont d'accord (époux survivant et tous les enfants donateurs), pour reporter la date de l'évaluation des rapports, malgré le décès de l'un des donateurs, étant précisé que celui-ci a demandé dans son testament que tous les biens dépendant de sa succession, les rapports dus par les enfants et les biens du survivant soient évalués à la même date (donation-partage par le survivant ou partage de la succession de celui-ci).

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(rythmes scolaires : Aveyron).*

26277. — 25 février 1980. — M. Jacques Godfrain demande à M. le ministre de l'éducation si la circulaire du 23 mai 1979 (parue au *Bulletin officiel* n° 23) qui rappelle que l'arrêté fixant le règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires dispose que les activités qui se déroulent dans ces écoles doivent être réparties sur neuf demi-journées par semaine — et l'arrêté du 12 mai 1972 fixant au mercredi la journée hebdomadaire libérée en application de la loi du 28 mars 1982 — ne peuvent être appliqués avec une certaine souplesse dans certains cas spécifiques en fonction des traditions de certaines communes. Tel devrait être le cas, en particulier, à Roquefort-Soulzon dont l'activité économique agro-alimentaire attire quotidiennement les populations des communes voisines, dont les horaires de travail pourraient ainsi correspondre aux horaires de l'école (les parents pouvant amener les enfants avec eux). Il lui demande que l'appréciation des spécificités locales soit faite par les inspections d'académie locales.

Enseignement (transports maritimes).

26278. — 25 février 1980. — M. Guy Guermeur expose à M. le ministre des transports que l'important déficit sur le budget prévisionnel de 1979, enregistré par le conseil d'administration de l'A. G. E. A. M., met en lumière l'insuffisance des moyens consentis aux écoles d'apprentissage maritime. La prévision pour 1980 est plus alarmante encore puisqu'il est prévu un déficit d'un million et demi de francs pour cet exercice. Cet état de fait conduit à relever l'impérieuse nécessité pour un pays à vocation maritime comme le nôtre de se doter de moyens modernes de formation maritime. Celle-ci doit notamment, pour faire face à sa mission et parvenir à des résultats efficaces, disposer de moyens financiers

suffisants permettant un enseignement de qualité à tous les niveaux. D'autre part, il apparaît indispensable de promouvoir un enseignement supérieur maritime s'exerçant notamment dans les domaines de la pêche, de l'aquaculture, de la gestion des ports et des flottes, de la commercialisation et de la transformation. Il est d'ailleurs à noter que cette nécessité a été comprise par les pays en voie de développement, lesquels se dotent d'universités des pêches. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître son opinion sur les suggestions qu'il lui a présentées et sur les possibilités de leur mise en œuvre dans un proche avenir.

Politique extérieure (République fédérale d'Allemagne).

26279. — 25 février 1980. — M. François Grussenmeyer rappelle à M. le ministre des affaires étrangères l'engagement pris par la France vis-à-vis de la République fédérale d'Allemagne pour les travaux d'aménagement de la chute du Rhin, à Au-Neuburg, dont l'intérêt économique est d'une particulière importance, en particulier pour la navigation rhénane par la sauvegarde des berges et du lit du fleuve contre l'érosion. A cet effet, une somme de 70 millions de D. M. a déjà été versée à la R. F. A. conformément à la convention additionnelle signée par les deux pays en 1975. La R. F. A. ayant fait connaître son intention de ne pas adopter la solution technique française, une nouvelle proposition a été présentée par l'Allemagne aux techniciens français, le 10 janvier 1980. Le groupe des élus franco-allemand où siègent des conseillers régionaux d'Alsace en a été informé lors de sa réunion de Baden-Baden le 29 janvier dernier. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître la position de la France sur la nouvelle proposition technique de la R. F. A. en rappelant d'une part que le conseil régional d'Alsace et les communes du Nord du Bas-Rhin souhaitent ardemment cet aménagement et, d'autre part, que notre pays a respecté la convention bipartite en versant dans les délais sa contribution financière pour les travaux.

Français : langue (défense et usage).

26280. — 25 février 1980. — M. Marc Lauriol expose à M. le ministre de la culture et de la communication que le *Journal de physique*, publié par la Société française de physique, avec une subvention du Centre national de la recherche scientifique, réserve à la langue française une part sans cesse réduite puisque le nombre des articles rédigés en langue anglaise est passé de 5 p. 100 en 1970 à 80 p. 100 en 1978. Le numéro de juillet 1979 est rédigé entièrement en langue anglaise. En conséquence, il lui demande quelle est la politique du Gouvernement à l'égard de la défense de notre langue dans notre propre pays ; et, plus précisément : 1° s'il approuve la déclaration récente de l'un de nos académiciens selon laquelle : notre langage constitue « ce qui est le plus profondément nous-mêmes » ou encore s'il estime, comme vient de l'affirmer une haute personnalité québécoise, que « la dépossession de la langue » apparaît comme une condamnation à mort de l'identité nationale », étant observé que cette question touche au cœur même de notre culture et de notre communication ; 2° s'il n'estime pas que l'utilité pratique que peut présenter l'usage de l'anglais devrait se limiter d'une part, à la communication avec l'étranger, d'autre part, à l'admission de l'anglais comme simple langue auxiliaire pour les français et non comme langue de remplacement pour ceux-ci, ce qui devrait conduire, dans le cas du *Journal de physique*, à l'usage obligatoire du français avec traduction possible en anglais, conformément à ce qui se passe pour d'autres revues ; 3° les subventions prélevées sur les fonds publics devant respecter le libre accès des citoyens français aux services subventionnés et, par conséquent, le droit strict desdits citoyens à l'usage de leur langue, s'il a donné sur l'usage obligatoire du français par les organes subventionnés des instructions analogues à celles émanant de madame le ministre des universités et quelles mesures il compte prendre à l'égard du *Journal de physique* pour que ces principes élémentaires de droit, de correction et de dignité nationale soient respectés.

Français : langue (défense et usage).

26281. — 25 février 1980. — M. Marc Lauriol expose à M. le ministre des transports que, sur les avions d'une importante compagnie anglaise assurant le service régulier entre Paris et Londres, la langue anglaise est seule utilisée pour toutes explications et consignes, y compris celles de sécurité, données aux passagers qui comptent, naturellement, un grand nombre de nos compatriotes, voire de francophones. Il lui rappelle que, dans sa réponse du 23 octobre 1976 à la question écrite n° 31729 du 18 septembre 1976, il lui a indiqué que « un décret » prévoyait l'utilisation du français (et d'une langue officielle de l'O. A. C. I.) « sur tous les avions survolant notre territoire ». Il lui demande pourquoi

cette prescription n'est pas respectée sur des avions desservant régulièrement notre territoire et quelles mesures il compte prendre pour que ces errements cessent. Il ajoute qu'une action gouvernementale française est d'autant plus nécessaire que, si la France se confond en complaisance pour que l'on parle anglais chez elle, en revanche nos nationaux ignorant l'anglais et voyageant dans les pays anglo-saxons, même, depuis quelque temps, dans les îles dites anglo-normandes, sont traités avec mépris, voire avec impertinence, lorsqu'ils se permettent de ne pas pratiquer la langue anglaise. Les français sont en droit d'attendre de leur Gouvernement, garant de l'indépendance nationale, qu'il ne supporte pas (ce mot est employé dans son sens français) leur mise en condition de vassalité culturelle dans le monde.

Produits agricoles et alimentaires (céréales : Lorraine).

26282. — 25 février 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'agriculture qu'une circulaire en date du 31 décembre 1979, adressée aux préfets de régions, dispose notamment que « compte tenu du niveau d'équipement atteint en matière de stockage de collecte des céréales, l'aide de l'Etat aux investissements de ce secteur est suspendue, cette mesure pouvant être ultérieurement revue, en fonction de l'évolution de la politique de paiement des céréales à la qualité ». Il rappelle à ce sujet qu'il serait peut-être souhaitable de prévoir des mesures dérogatives pour la Lorraine car l'équipement est moins satisfaisant que la moyenne nationale, ce qui ressort d'ailleurs des chiffres cités ci-après : coefficient de rotation national : 1,61 ; coefficient de rotation Lorraine : 2,15, dont le plus élevé 2,58 et le plus faible 1,04 ; coefficient de rotation Moselle : 1,82, dont le plus élevé 2,54 et le plus faible 1,04. A cet élément d'information générale, il faut ajouter une caractéristique essentielle de la région Lorraine, compte tenu de son contexte particulier : 70 p. 100 de la collecte globale sont réalisés dès le 30 septembre suivant la récolte. Cela signifie, en prenant pour référence la récolte 1978, qui atteint 10 millions de quintaux, que la capacité de stockage nécessaire est de 7 millions de quintaux pour une capacité réelle de seulement 5 millions de quintaux. Il manque donc actuellement, en Lorraine, 2 millions de quintaux de capacité de stockage. La Lorraine a développé la production de céréales et d'oléagineux (sources de matières protéiques) plus tard que d'autres et se trouve, de ce fait, en retard de capacité de stockage ; cette dernière constitue un élément de régularisation des marchés, donc du revenu des producteurs. Par ailleurs, la situation géographique de la région la place fort bien pour les exportations vers la C. E. E. par la Moselle canalisée. Il lui demande donc quelles sont les suites qu'il est possible de donner à cette affaire.

Assurance vieillesse : généralités (retraite anticipée).

26283. — 25 février 1980. — M. Jean-Louis Masson appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur l'interprétation de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 et de ses décrets d'application, en ce qui concerne les anciens incorporés de force dans l'armée allemande s'étant évadés avant six mois d'incorporation. Ce laps de temps minimum est exigé par les caisses de retraite vieillesse de la sécurité sociale pour reconnaître le droit des anciens évadés concernés à la retraite anticipée. Cette condition apparaît surprenante, notamment parce que, préalablement à leur incorporation dans l'armée allemande, les intéressés avaient déjà dû accomplir des services dans des formations paramilitaires, et également parce que c'est mal reconnaître l'audace et la détermination qui les ont conduits à s'évader, dès qu'ils l'ont pu, et cela souvent au prix de représailles effectuées sur leur famille. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir, pour répondre à un souci d'équité et de logique, aménager les conditions dans lesquelles le titre d'évadé est reconnu aux incorporés de force dans l'armée allemande, en réduisant le temps d'incorporation exigé avant ladite évadation.

Communes (maires et adjoints).

26284. — 25 février 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de la justice qu'une circulaire ministérielle, parue au *Journal officiel* au mois de septembre 1964, prévoit qu'en application de l'article 175 du code pénal, il existe une incompatibilité légale entre les fonctions d'adjoint d'une commune et celles de directeur général d'une société d'économie mixte à laquelle cette commune participerait financièrement. Il souhaiterait savoir si le maire de la commune n'est pas susceptible d'une éventuelle poursuite pour complicité lorsqu'un de ses adjoints s'est rendu coupable dans les conditions ci-dessus évoquées d'une infraction à l'article 175 du code pénal et lorsqu'en toute connaissance de cause, le maire de la commune a cautionné le délit et a même favorisé sa continuation en dépit de l'engagement d'une procédure judiciaire.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

26285. — 25 février 1980. — M. Michel Noir rappelle à M. le ministre du budget que l'article 31 du code général des impôts indique les charges de la propriété déductibles pour la détermination du revenu net soumis à l'impôt sur le revenu pour les propriétés urbaines. Parmi ces charges figurent : « les dépenses d'amélioration afférentes aux locaux d'habitation, à l'exclusion des frais correspondant à des travaux de construction, de reconstruction ou d'agrandissement ». Il résulte des dispositions en cause que les travaux d'amélioration effectués dans des locaux loués à usage commercial ne sont pas déductibles des revenus immobiliers. Ainsi, le propriétaire d'un appartement mis en location qui installe le chauffage central dans ledit appartement a le droit de déduire l'intégralité de ses revenus immobiliers. Le même propriétaire qui, dans le même immeuble, mais à l'étage supérieur ou inférieur, installe dans un local de même superficie, ce même chauffage central, le local étant loué à usage commercial ou professionnel, n'a pas le droit de déduire ce même investissement. Il y a là une discrimination tout à fait illogique. Il existe en ce qui concerne les locaux industriels, commerciaux ou professionnels des difficultés de location dus au ralentissement économique et aux modifications du mode des activités. Pour faire face à ces difficultés, les propriétaires des locaux commerciaux essayent de moderniser ceux-ci ce qui entraîne parfois : la restructuration de l'appartement, sa division, l'installation du chauffage central d'un ascenseur, etc. ou même la transformation en local d'habitation. Ces locaux aménagés devraient rendre de meilleurs services à des commerçants ou à des industriels ou à des candidats à des locaux d'habitation si on les transforme comme tels. Ces travaux n'étant pas déductibles, les propriétaires ne sont pas incités à les faire exécuter. Il y a là une anomalie regrettable, c'est pourquoi, il lui demande de bien vouloir envisager une modification des textes en cause de telle sorte que les travaux d'amélioration effectués dans les locaux loués à usage commercial soient désormais déductibles des revenus immobiliers de leurs propriétaires.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

26286. — 25 février 1980. — M. Jacques Piot attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les dispositions du décret n° 80-24 du 15 janvier 1980 qui limite l'intervention des organismes mutualistes assurant une couverture complémentaire du risque maladie par l'instauration d'un ticket modérateur. Il observe que la mise en place de ce ticket modérateur d'ordre public ne peut avoir qu'une valeur symbolique quant à ses conséquences sur le financement de la sécurité sociale. En effet, il apparaît que les groupements mutualistes interviennent pour une faible part dans le déficit enregistré depuis de nombreuses années dans le budget de la sécurité sociale. Le déséquilibre provient principalement d'autres causes : notamment l'évolution sociale et démographique, le vieillissement de la population de notre pays et la prise en charge par le régime général de nouvelles dépenses. Cette mesure, qui a provoqué une vive émotion, risque donc de se révéler inefficace. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas nécessaire de rapporter ladite décision réglementaire et d'étudier d'autres moyens de nature à résorber le déficit de la sécurité sociale.

Famille (congé postnatal).

26287. — 25 février 1980. — M. Jean Fontaine signale à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'aux termes de l'article 21 de la loi 78-753 du 17 juillet 1978 un décret devait fixer les conditions d'application aux fonctionnaires et au personnel des établissements hospitaliers de soins et de cure du congé postnatal. Il lui demande de lui faire connaître où en est cette affaire.

Urbanisme (plans d'alignement).

26288. — 25 février 1980. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le fait que des plans d'alignement datant de 1863 se trouvent toujours en vigueur et continuent de frapper les immeubles concernés de servitudes de reculement qui impliquent entre autres qu'aucun travail confortatif ne peut être autorisé qui permettrait de retarder la démolition d'un immeuble ou sa mise à l'alignement après rescindement. Cela se traduit d'une façon pratique par le refus de permission de voirie opposé aux propriétaires d'immeubles d'habitation d'entreprendre des travaux tels que la réfection de la toiture et des avant-toits, la construction d'appuis de baie,

la réfection des enduits au moyen de techniques actuelles. On concevra cependant facilement qu'un plan datant de 1863 ne répond plus aux exigences modernes tant au point de vue de l'urbanisme que des techniques architecturales et de la construction appliquées aux immeubles. Il lui demande donc s'il ne lui paraîtrait pas opportun de réactualiser ce cadre désuet et d'éviter qu'il ne soit opposé aux particuliers.

Postes et télécommunications (téléphone).

26289. — 25 février 1980. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur l'incompréhension légitime qui peut parfois gagner les usagers potentiels du téléphone à l'égard de son administration devant les délais imposés pour en obtenir l'installation. Il lui cite le cas d'un retraité corrézien auquel il est demandé d'attendre deux années bien que le câble téléphonique passe devant sa porte. Il lui demande en conséquence s'il n'existe aucun moyen technique susceptible de faciliter des branchements de très proche voisinage même lorsque la ligne est saturée.

Hôtellerie et restauration (baux commerciaux).

26290. — 25 février 1980. — M. Robert Bisson demande à M. le ministre de la justice s'il résulte obligatoirement de l'article 504 du code général des impôts que tous les immeubles loués à usage de café, café-restaurant, ou débit de boissons, doivent être par bail authentique notarié.

Industrie : ministère (personnel).

26291. — 25 février 1980. — M. René Calfé expose à M. le ministre de l'industrie que les ingénieurs des T.P.E. (mines) ont appelé son attention sur l'écart de plus en plus grand qui existe entre les missions qui incombent aux directions interdépartementales de l'industrie et les moyens en personnel dont celles-ci disposent. Depuis une dizaine d'années, les tâches traditionnelles confiées aux ingénieurs des T.P.E. (mines) se sont alourdies. Il s'y ajoute une extension importante des missions qui leur sont confiées : le contrôle de l'utilisation des richesses minérales nationales et de la sécurité dans les mines et les carrières ; le contrôle technique de sécurité du parc de véhicules routiers ; le contrôle technique de sécurité en matière de construction et d'utilisation d'appareils à pression ; le contrôle technique de la sécurité dans la production de l'énergie nucléaire ; le contrôle technique de sécurité en matière d'explosifs ; le contrôle de la sécurité publique et de la protection de l'environnement dans le domaine industriel ; la participation au développement économique industriel et régional ; la mise en œuvre de la politique d'économie d'énergie dans l'industrie. Les ingénieurs en cause estiment qu'ils ne peuvent plus assurer dans de bonnes conditions toutes leurs attributions, ce qui est évidemment préjudiciable à la sécurité publique. Ils ne contestent pas le bien-fondé et la logique des activités nouvelles qui leur sont confiées et qui constituent un ensemble cohérent avec leurs missions anciennes. Le tout est compatible avec la vocation et la spécificité du service : promouvoir le développement industriel tout en garantissant la sécurité des personnes et en protégeant l'environnement. Soucieux d'assumer normalement leurs responsabilités, ils estiment indispensable de renforcer les effectifs des fonctionnaires concernés et de mieux structurer les tâches qui leur sont confiées. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sa position à l'égard du problème qu'il vient de lui exposer.

Actes administratifs (règlements d'administration publique).

26292. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de M. le Premier ministre sur certaines conséquences de la disparition, prévue par deux projets de loi récents, des règlements d'administration publique. Certes il s'était interrogé lui-même, par une question écrite n° 10731 du 5 janvier 1979, sur l'actualité d'une notion héritée d'un ordre constitutionnel antérieur à 1958. Mais il lui semble que la disparition pure et simple de cette catégorie d'actes, pure mesure de remise en ordre formelle, devrait s'accompagner d'une définition de procédures permettant la concertation entre Parlement et Gouvernement dans la phase d'élaboration et de préparation des décrets d'application des lois les plus importants. Il lui demande en conséquence quelles propositions il envisage de présenter en ce sens.

Frougnis : langue (défense et usage).

26293. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il ne considère pas que les dispositions protégeant, en France, l'usage de la langue française dans les contrats (art. 111 de l'ordonnance de Villiers-Cotterêts de 1539 et loi du 31 décembre 1975) risquent d'être contestées par une instance communautaire européenne ou un Etat membre de la Communauté comme imposant une entrave injustifiée aux échanges de biens, de services et de personnes entre les Etats membres, et quelles seraient, dans une telle hypothèse, les dispositions prises par le Gouvernement.

Politique extérieure (affaires étrangères : ministère).

26294. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères de bien vouloir lui fournir les informations suivantes sur les activités et les moyens d'action de son département en 1979 : 1° nombre d'Etats où la France est représentée; 2° nombre de conférences internationales à participation française; 3° nombre d'organisations internationales auxquelles la France apporte une contribution; 4° nombre d'accords conclus dans l'année; 5° nombre de télégrammes échangés entre l'administration centrale et les postes; 6° nombre total de postes diplomatiques et consulaires; 7° nombre d'agents diplomatiques et consulaires.

Communautés européennes (convention de Lomé).

26295. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté souhaiterait recevoir de M. le ministre des affaires étrangères des informations sur la production de sucre écoulée dans chacun des pays de la Communauté par la pays A. C. P., après le protocole « sucre » de la convention de Lomé. Il lui demande qu'il lui indique si les conditions dont bénéficie ce produit (garantie de prix et d'écoulement) s'inscrivent dans une politique d'aide au développement ou dans le cadre d'un système commercial. Il désire aussi qu'il lui soit précisé : 1° quels avantages retire la France de ce système commercial, si c'est la seconde hypothèse qui est retenue; 2° comment sont comptabilisées les dépenses engagées, au niveau de la C. E. E., s'il s'agit d'une aide au développement des pays A. C. P., et quelle est la part de la France dans ce dernier cas.

Politique économique et sociale (plans).

26296. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le ministre du budget la création par le décret n° 78-353 du 20 mars 1978 du Centre d'études prospectives et d'informations internationales. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° quel a été le budget de ce centre depuis sa création; 2° quelles ont été ses activités, en donnant en particulier la liste des études ou collaborations demandées aux administrations, entreprises publiques, etc., en application de l'article 5 du décret précité; 3° quel jugement peut être porté après bientôt deux ans d'existence sur l'efficacité du centre, laquelle est parfois contestée.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

26297. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté expose à M. le ministre du budget qu'il n'estime pas satisfaisante sa réponse à la question n° 12102 de M. Guy Guermeur concernant le caractère dissuasif de certaines dispositions du système fiscal français à l'égard du mariage et l'éventuelle substitution de la notion de part imposable à celle de foyer fiscal pour la détermination du revenu imposable au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il est notamment affirmé dans cette réponse : « Le Gouvernement est parfaitement conscient de la nécessité de ne pas aboutir par le biais de certaines mesures fiscales à désavantager dans certains cas les couples légitimes. » Mais les exemples cités par M. Guy Guermeur dans sa question écrite, et qui se réfèrent tous à de récentes mesures fiscales, montrent que cette affirmation s'apparente étroitement à une pétition de principe. Il ressort également des termes de la même réponse qu'il refuse de faire étudier par ses services la possibilité de substituer la notion de part imposable à celle de foyer fiscal. Pour étayer ce refus, il fait principalement valoir les avantages que présente cette dernière notion pour les familles où chacun des conjoints ne perçoit pas des revenus identiques. Sans doute un tel argument conserve-t-il encore aujourd'hui une indéfinissable valeur. Mais l'on peut penser qu'il est appelé à perdre de sa force dans un avenir prévisible en raison notamment du rapide développement du travail féminin. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures concrètes il entend prendre pour

éviter de désavantager sur le plan fiscal les couples légitimes par rapport aux concubins et s'il n'estime pas nécessaire de mettre à l'étude, dans les délais les plus brefs, la création d'un système d'imposition sur le revenu fondé sur la notion de part imposable.

Arts et spectacles (musique : Paris).

26298. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de la culture et de la communication si l'auditorium prévu un moment aux anciennes halles de Paris sera construit sur le parc public de La Villette.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel : Hérault).

26299. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le ministre de l'éducation qu'au cours de l'été 1979 la presse avait cité le cas d'une jeune femme enceinte de sept mois qui n'avait pu obtenir de dispense pour les épreuves physiques du concours de recrutement des écoles normales primaires. Les différentes interventions qu'avait suscitées le cas de cette étudiante — auprès du délégué à la condition féminine de l'Hérault, du recteur de l'académie de Montpellier, du ministère de la condition féminine — avaient abouti à la réponse suivante du ministère de l'éducation : « S'agissant d'un concours, les candidats ne peuvent être dispensés de participer aux épreuves d'éducation physique et sportive. Ils doivent les subir suivant leurs possibilités physiques. » Il lui demande si la rigueur de ce principe ne conduit pas à des injustices flagrantes et s'il ne convient pas d'en assouplir l'application.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (musées : Paris).

26300. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie quelles vont être les modalités d'organisation des études d'architecte et des techniques pour le futur musée de la Villette et si celles-ci vont prendre la forme d'un concours international d'architectes avec un jury ou si le choix de l'aménagement intérieur des anciens abattoirs sera laissé à l'établissement public et à son architecte. Dans le cas d'un concours international, quel sera le coût envisagé proposé aux architectes pour cet aménagement. Il souhaiterait également savoir quel est le montant prévu pour les démolitions des parties des abattoirs qui ne seront pas réutilisées. Peut-on être assuré que la tentative de récupération de ces immenses bâtiments et leur transformation ne reviendra pas en définitive plus cher que la construction pure et simple d'un bâtiment réellement destiné à recevoir un musée des sciences et des techniques.

Pétrole et produits raffinés (carburant et fuel domestique).

26301. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les difficultés qui assaillent actuellement les négociants en fuel domestique, difficultés dues, d'une part, au contingentement et, d'autre part, à la dégradation de leurs conditions d'exploitation depuis quelques années. Il lui demande, en conséquence, s'il ne pense pas qu'il serait nécessaire de relever leurs marges et par priorité celles relatives aux livraisons en petites quantités, s'il n'estime pas souhaitable que les conditions de paiement aux fournisseurs qui étaient en usage dans la profession soient maintenues et si, d'une manière générale, il n'envisage pas de favoriser la concertation entre toutes les parties intéressées afin d'apporter des solutions aux problèmes difficiles auxquels ont à faire face les négociants en fuel dont l'existence est indispensable à l'approvisionnement des consommateurs.

Conseil d'Etat (fonctionnement).

26302. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de la justice de bien vouloir lui exposer les motifs du décret n° 80-15 du 10 janvier 1980, modifiant le décret n° 63-766 du 30 juillet 1963 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 et relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat.

Français (langue : défense et usage).

26303. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de la justice sur quelles dispositions législatives ou sur quelle jurisprudence il se fonde pour affirmer qu'un acte

public rédigé en une autre langue que le français, au mépris des dispositions combinées de l'ordonnance de 1539 et de la loi du 31 décembre 1975, serait néanmoins considéré comme valide en tant qu'acte sous seing privé.

Administration (documents administratifs).

26304. — 25 février 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de la justice** s'il partage une opinion doctrinale récemment émise selon laquelle l'interconnexion de tous les fichiers automatisés de l'administration, même autorisée par une loi, porterait atteinte au principe constitutionnel du respect de la vie privée.

Radiodiffusion et télévision (monopole de l'Etat).

26305. — 25 février 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** et à la radiodiffusion s'il est exact que Télédiffusion de France éprouve des difficultés techniques et pratiques grandissantes à brouiller les émissions faites en violation du monopole d'Etat de la radiodiffusion-télévision. Il lui demande de lui indiquer quelles sommes ont été spécifiquement consacrées par T. D. F., chaque année depuis sa création, aux actions de brouillage en question, et quelle a été depuis la même date l'évolution des effectifs du personnel affecté à ces tâches. Il lui demande également si les dispositions de la loi du 26 juillet 1979, modifiant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion-télévision, sont applicables audit personnel.

Examens, concours et diplômes (équivalences de diplômes).

26306. — 25 février 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** où en est la reconnaissance mutuelle des diplômes de sages-femmes dans les pays de la Communauté. Une directive a-t-elle été adoptée, et quand entrera-t-elle en vigueur.

Voirie (tunnels).

26307. — 25 février 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des transports** quelles dispositions ont été prévues pour faire face aux échanges supplémentaires entre la France et l'Italie qu'occasionnera l'ouverture du tunnel Fréjus, prévue en juin 1980. Il souhaite savoir : 1° si cette date est bien maintenue ; 2° si l'amélioration du réseau routier actuel dans la proximité immédiate du tunnel est prévue, et pour quand ; 3° à quelles dates seront réalisées l'autoroute pour Saint-Jean-de-Maurienne et la voie rapide jusqu'au Freney ; 4° dans quelles conditions pourra s'effectuer un embranchement ferroviaire sur les terrains que les communes de Villarodin et Modane vont acquérir afin d'y aménager un centre de stockage pour fruits, légumes et produits industriels, et dont une partie des bâtiments existe déjà. S'il est envisagé de réaliser également une opération de groupage et dégroupage de la S. N. C. F. pour toute la France, et dans quel délai ; 5° si des conditions particulières de péage sont envisagées pour permettre le développement des stations de ski locales que les skieurs italiens fréquenteraient volontiers si les tarifs n'étaient pas trop élevés. Il insiste sur le fait que ces installations, urgentes compte tenu de la prochaine ouverture du tunnel, permettraient la création d'emplois susceptibles de résorber le chômage de la vallée de la Maurienne.

Justice (conseils de prud'hommes).

26308. — 25 février 1980. — **M. Jacques Cressard** demande à **M. le ministre de la justice** si un employé civil saisonnier contractuel de la défense était en droit de voter lors des élections prud'homales du 12 décembre 1979.

Justice (aide judiciaire).

26309. — 25 février 1980. — **M. Jean-Pierre Delalande** rappelle à **M. le ministre de la justice** que les demandes d'aide judiciaire sont adressées au procureur de la République du domicile du vendeur. Cette demande est formulée sur des imprimés spéciaux et elle est accompagnée d'une déclaration de ressources ou de situation fiscale et immobilière portant sur la dernière année civile. Le bureau d'aide judiciaire se prononce au vu du dossier après avoir entendu éventuellement le vendeur. Si le dossier pose un problème quel qu'il soit, une enquête est effectuée par le commis-

ariat de police du quartier. Il semble que sont alors convoqués non seulement le demandeur pour y fournir des explications mais éventuellement son ou ses adversaires contre lequel ou lesquels il exerce une action judiciaire. Parfois même l'avis du ou des adversaires sur la demande d'aide judiciaire est sollicité. Il semble que cette pratique ait lieu car l'avis de l'adversaire permettrait de déceler parfois des tentatives de fraudes. Il n'en demeure pas moins qu'une telle procédure est extrêmement choquante. Il serait particulièrement souhaitable que l'adversaire du demandeur de l'aide judiciaire ne soit pas au courant de la demande présentée et *a fortiori* qu'il n'ait à exprimer aucun avis à ce sujet. Par la suite et dans le déroulement de la procédure mentionnée, faite de l'aide judiciaire ne soit pas au courant de la demande présentée et il est pourtant évident que la pratique actuelle ne respecte pas la dignité des demandeurs d'aide judiciaire. Il lui demande de bien vouloir faire étudier ce problème afin de trouver une solution tenant compte des observations qu'il vient de lui présenter.

Assurance maladie maternité (cotisations).

26310. — 25 février 1980. — **M. Xavier Deniau** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conséquences des dispositions prises lors de la dernière session budgétaire concernant le financement de la sécurité sociale. Il s'agit notamment du projet de loi, adopté le 28 décembre 1979 par l'Assemblée nationale, tendant à soumettre les salariés retraités à une cotisation d'assurance maladie assise sur le montant des avantages perçus tant du régime général que des régimes complémentaires de retraite. Cette récente mesure est sans nul doute un coup supplémentaire porté à leur pouvoir d'achat déjà fortement entamé par la crise actuelle. Il lui demande les raisons qui ont amené le Gouvernement à proposer de telles mesures et la façon dont il envisage de compenser la baisse de revenus qu'elles entraînent pour les retraités.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (politique en faveur des retraités).

26311. — 25 février 1980. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** rappelle à **M. le ministre du budget** que des propositions de loi ont été déposées à l'Assemblée nationale et au Sénat, notamment sous les numéros 526, 618 et 253, en ce qui concerne les garanties à accorder aux retraités militaires pour continuer leur carrière dans la vie civile et pour percevoir l'intégralité des avantages sociaux qui résultent de l'exercice du droit au travail et que ces dispositions ont reçu l'accord du ministre de la défense. Il lui demande s'il compte reprendre dans un projet de loi les dispositions essentielles de ces propositions, conformément à des promesses qui ont été faites aux associations de retraités militaires.

Affaires étrangères : ministère (archives).

26312. — 25 février 1980. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** que le transfert au fort de Saint-Cyr des archives de son ministère provoque des réactions défavorables chez les historiens et les chercheurs. Il lui demande quels seront les frais de réalisation des projets, notamment ceux relatifs à l'aménagement du fort de Saint-Cyr, particulièrement humide et mal adapté à la réception de tels documents, et ceux relatifs aux frais de transport. Il lui demande le montant des crédits prévus pour la transformation des locaux actuels du ministère précédemment occupés par les archives en bureaux.

Personnes âgées (politique en faveur des personnes âgées).

26313. — 25 février 1980. — **M. Henri de Gastines** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des personnes âgées dont les ressources sont légèrement supérieures au plafond ouvrant droit au minimum vieillesse et qui, de ce fait, ne peuvent prétendre à aucun des avantages annexes qui sont consentis aux bénéficiaires de l'allocation complémentaire du Fonds national de solidarité. Cette allocation complémentaire est actuellement de 13 800 francs par personne. Elle est attribuée lorsque les ressources du ou des demandeurs ne sont pas supérieures aux plafonds de 14 700 francs pour une personne seule et 27 600 francs pour un ménage. Les avantages annexes ne sont pas négligeables puisqu'ils comprennent : le dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; le dégrèvement de la taxe d'habitation ; l'exonération totale de la taxe radio et télévision ; l'anticipation à soixante ans de la retraite « ancien combattant » dont le montant sera le même qu'à soixante-cinq ans (indice 33) ; l'exonération de la taxe de raccordement du téléphone ; le rem-

boursement à 80 p. 100 au lieu de 70 p. 100 de tous les frais médicaux, sauf les frais pharmaceutiques ainsi que le remboursement des frais de transport à 100 p. 100 en cas de maladie; l'exonération pour les assurés agricoles des cotisations Amexa ainsi que l'octroi par les caisses de mutualité sociale agricole de prêts d'amélioration de l'habitat sans intérêts. Enfin, certaines municipalités accordent aux titulaires de cette allocation d'autres avantages, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des transports en commun. Il est regrettable que les personnes dont les ressources dépassent de peu les plafonds précités, perdent des avantages qui peuvent atteindre au total plusieurs milliers de francs dans l'année. Il lui demande de bien vouloir faire évaluer la valeur moyenne des avantages annexes auxquels il vient de faire allusion. Il souhaiterait que, à défaut de pouvoir bénéficier de l'allocation du F.N.S., les personnes âgées dont les ressources sont inférieures aux plafonds ouvrant droit à majoration du F.N.S. augmentés de la valeur moyenne des avantages annexes, puissent en tout état de cause bénéficier de ces derniers.

Enseignement privé (enseignement supérieur et postbaccalauréat).

26314. — 25 février 1980. — M. Antoine Gissinger s'étonne auprès de M. le ministre des universités de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 4914 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 29 juillet 1978. Cette question a fait l'objet d'un premier rappel sous le n° 13082, publié au *Journal officiel* du 3 mars 1979, puis d'un second rappel sous le n° 17278, publié au *Journal officiel* du 13 juin 1979. Dix-neuf mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer l'aide financière apportée par l'Etat à l'enseignement supérieur privé pour les années 1970 à 1978. Cette aide est jugée, à l'heure présente, insuffisante par les responsables chargés de la formation de cet enseignement. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui indiquer les mesures envisagées pour résoudre le problème général du financement de l'enseignement supérieur privé.

Logement (prime de décohabitation des ménages ruraux).

26315. — 25 février 1980. — M. Jean-Louis Gosdoff rappelle à M. le ministre de l'agriculture que l'aide de l'Etat à l'habitat autonome des jeunes agriculteurs est accordée, aux termes de l'arrêté interministériel du 17 mars 1978, sous réserve que les revenus du jeune ménage ne dépassent pas un double plafond. Les deux conditions devant être remplies simultanément sont les suivantes : revenu cadastral utilisé pour déterminer l'assiette des cotisations d'assurance maladie d'un revenu maximum égal à 3840 francs; valeur des revenus imposables non agricoles égale au S.M.I.C. Il lui fait observer que cette dernière condition s'avère particulièrement rigoureuse et que la plupart des jeunes agriculteurs ne peuvent, de ce fait, bénéficier de cette aide. Il lui demande de bien vouloir aménager les plafonds de ressources exigés, de façon à permettre aux jeunes s'installant dans l'agriculture, et dont les revenus de l'année précédant leur installation sont pratiquement toujours supérieurs à ceux prévus, d'avoir droit à cet avantage, accordé actuellement de manière très restrictive.

Agriculture (structures agricoles : Manche).

26316. — 25 février 1980. — M. Pierre Godefroy demande à M. le ministre de l'agriculture quelle sera la destination des polders de la baie des Veys qui ont été acquis par la Compagnie des polders de l'Ouest qui est sous contrôle financier d'une banque hollandaise. Cette compagnie s'est engagée le 17 mai 1979 soit à rétrocéder ces terres à la S.A.F.E.R., soit à les donner en location à de jeunes agriculteurs de la région. Il semble que la compagnie soit revenue sur cet engagement puisqu'aucune suite ne lui a été donnée jusqu'à ce jour. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour que l'installation de ces jeunes agriculteurs français soit prioritaire.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

26317. — 25 février 1980. — M. Claude Labbé expose à M. le ministre du budget qu'il semble que des erreurs aient été commises lors de l'assimilation pour la retraite des anciens corps d'officiers et sous-officiers de la direction générale des douanes et des droits indirects. C'est ainsi qu'un sous-officier des douanes retraité comme chef de poste principal de 1^{re} classe (grade le plus élevé à son

époque de sous-officier) n'a été assimilé à un brigadier-chef par le décret du 31 octobre 1975. Il lui demande de bien vouloir faire vérifier les conditions dans lesquelles a été réalisée l'assimilation de cet ancien sous-officier des douanes et si sa situation nouvelle correspond bien à sa situation ancienne.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

26318. — 25 février 1980. — M. Claude Labbé demande à M. le Premier ministre (Fonction publique) pour quelles raisons précises un chef de groupe de 10^e échelon à l'administration centrale du ministère des finances a pu être retraité, après trente ans de services dont vingt-trois ans dans le cadre C, comme appartenant au neuvième échelon du groupe VII.

Enseignement (personnel).

26319. — 25 février 1980. — M. Pierre Latallade attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les autorisations spéciales d'absence et de dispense de service accordées aux représentants des syndicats de l'enseignement et dont la répartition ne semble pas correspondre à l'instruction du 14 septembre 1970 de M. le Premier ministre de l'époque, instruction prévoyant « qu'un élément important d'appréciation sera le résultat, dans chaque corps de fonctionnaires, des élections aux commissions administratives paritaires » (II B/2° b). La comparaison entre les décharges de service nationales et académiques des syndicats enseignants depuis 1972-1973 et les résultats des élections aux commissions administratives paritaires pour les personnels des lycées et collèges laisse apparaître une disparité flagrante des répartitions. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les décharges de service pour fonctions syndicales fassent l'objet d'une répartition plus conforme aux résultats des élections concernées.

Edition, imprimerie et presse (entreprises).

26320. — 25 février 1980. — M. Pierre Latallade attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation des imprimeries de labeur. Il apparaît, en effet, que les entreprises de presse bénéficient, de la part des pouvoirs publics, d'importantes aides financières, ce qui leur permet d'exercer une concurrence qui met chaque jour de plus en plus en péril l'avenir des imprimeries de labeur qui assurent pourtant l'impression des publications périodiques dont l'objet est similaire à celui de la presse. Les dangers que présentent pour cette dernière profession les privilèges fiscaux dont bénéficient les entreprises de presse, que ce soit en matière de taxe professionnelle ou d'investissement, ne manquent pas d'avoir des conséquences catastrophiques pour l'imprimerie de labeur. Il lui demande donc si, pour remédier à cette situation sans remettre en cause le principe de pluralisme de l'information, il ne serait pas préférable que l'aide à la presse soit désormais attachée à l'imprimé lui-même et non à l'imprimeur qui le réalise en fonction de son statut. Il semblerait donc, sous peine de condamner progressivement les imprimeries de labeur à l'inactivité qui engendrerait le chômage, que l'aide de la presse doive être attribuée de telle façon qu'elle soit sans influence sur les éléments du coût de réimpression d'un imprimé donné, que celui-ci soit réalisé par une imprimerie dite « de presse » ou une imprimerie dite « de labeur ».

Droits d'enregistrement de timbre (enregistrement : successions et libéralités).

26321. — 25 février 1980. — M. Pierre Mauger demande à M. le ministre du budget si, alors que l'article 870-24 du code rural stipule que le bail à long terme régi par les dispositions du chapitre VII de ce code doit être suivi d'un état des lieux établi selon les dispositions de l'article 809 de ce code, l'établissement d'un état des lieux est actuellement indispensable pour que soient exonérés à concurrence des trois quarts de leur valeur les biens donnés à bail dans les conditions prévues aux articles 870-24 à 870-26 et 870-29 du code rural lors de leur première transmission à titre gratuit durant le bail et ses renouvellements successifs en conformité des dispositions de l'article 793-2-3° du code général des impôts.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : partages).

26322. — 25 février 1980. — M. Pierre Mauger expose à M. le ministre du budget que deux frères A et B ont partagé des immeubles indivis entre eux dans la proportion de moitié pour chacun, les uns pour les avoir recueillis dans la succession de leur mère décédée

les laissant pour seuls héritiers, chacun pour moitié, et les autres qui dépendaient de la communauté ayant existé entre leurs parents tant pour les avoir recueillis dans la succession de leur père décédé les laissant pour seuls héritiers, chacun pour moitié que pour leur avoir été donnés conjointement et indivisément dans la proportion de moitié pour chacun, à charge par A, attributaire d'immeubles dépendant de la succession de sa mère et ayant dépendu de la communauté ayant existé entre ses parents de verser à B une soule et lui demande si l'administration est en droit de demander à A de répartir la soule dont il est débiteur proportionnellement à la valeur des deux catégories d'immeubles (immeubles dépendant de la succession de la mère et immeubles dépendant de la communauté des parents) afin de taxer une partie de la société au taux de 1 p. 100 et l'autre partie au taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement applicable aux ventes d'immeubles, alors qu'en cette hypothèse semble seul devoir être appliquée la taxe de publicité foncière ou le droit d'enregistrement au taux de 1 p. 100 en application des dispositions de l'article 748 du code général des impôts puisque le partage porte sur des biens immeubles dépendant d'une succession et d'une communauté conjugale et est intervenu uniquement entre les membres originaires de l'indivision.

Assurance vieillesse : généralités (allocations non contributions).

26323. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la tragique insuffisance du minimum vieillesse, qui comprend un avantage de base auquel s'ajoute l'allocation supplémentaire au titre du fonds national de solidarité. Ce minimum vieillesse représente actuellement 14 600 francs par an pour une personne seule, somme qui correspond approximativement à 50 p. 100 du S.M.I.C. annuel. Il lui demande de lui faire connaître ses intentions en ce qui concerne un relèvement substantiel de ce minimum et de lui indiquer si au cours de l'année 1980 peut être envisagée l'institution d'un « minimum social garanti », qui consisterait en une allocation unique égale, dans une première étape, à 65 p. 100 du S.M.I.C. en fonction d'un plafond de ressources à ne pas dépasser.

Politique extérieure (Cambodge).

26324. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec rappelle à M. le ministre des affaires étrangères la dramatique situation du peuple cambodgien, estompée dans l'actualité par la prise d'otages de Téhéran et le raid soviétique en Afghanistan. Si l'équilibre énergétique de l'Occident n'est pas mis en cause par les événements qui se déroulent actuellement au Sud-Est asiatique comme c'est le cas pour la situation iranienne, ils restent une insulte à la conscience universelle et aux droits les plus élémentaires de l'homme et du citoyen. Ayant relevé avec intérêt l'initiative de M. le Président de la République de relancer le dialogue Nord-Sud, il lui demande si la France entend à cette occasion poser le problème du peuple khmer et de son droit à décider souverainement de son destin.

Communautés européennes (politique agricole commune).

26325. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur certaines mesures récentes décidées par la commission de Bruxelles et qui paraissent inspirées d'une vue par trop exclusive des intérêts britanniques. Il lui demande à cet égard : 1° si le freinage, voire la suspension des exportations de lait et de viande bovine vers les pays de l'Est risquent de se prolonger et s'ils correspondent à une volonté commune des pays membres ; 2° si l'une des mesures significatives du rétablissement d'une véritable préférence communautaire au sein de la C.E.E. ne consisterait pas à décider la suppression des facilités accordées à l'importation en Grande-Bretagne du beurre néo-zélandais (126 000 tonnes en 1978) ; 3° s'il ne conviendrait pas de mettre fin à l'une des entraves au principe de la libre circulation des marchandises à l'intérieur de la C.E.E., à savoir l'impossibilité d'exporter vers la Grande-Bretagne du lait de consommation conditionné.

Fruits et légumes (fraises).

26326. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les résultats désastreux de la campagne « fraises » en 1979 que les seuls les régions de production en France. Ainsi que l'a souligné le colloque de la section nationale de la fraise de l'Afrofel qui s'est déroulé à Plougastel-Daoulas en décembre 1979, d'une part, la production au niveau national a baissé de 14 p. 100 en volume pour la saison 1979, d'autre part, dans la même période les prix ont connu une chute de 20 p. 100,

en particulier pour la fraise d'industrie. Cette dernière représente la moitié de la récolte bretonne, déjà défavorisée du fait de son éloignement par rapport aux centres de transformation. Il importe donc de redresser en 1980 une telle situation. En conséquence, il lui demande de lui indiquer les dispositions qu'il entend prendre en ce qui concerne : 1° le contrôle d'importations intempêtes en provenance des pays extérieurs à la C.E.E., l'Espagne et les pays de l'Est, notamment ; 2° les aides à la non-importation et à l'exportation des fraises cultivées sur notre sol ; 3° l'amélioration de la productivité de cette culture, qui contribue à juste titre à la réputation d'une région comme celle de Plougastel-Daoulas dans le Finistère.

Décorations (réglementation).

26327. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec attire l'attention de M. le ministre de la défense sur le mécanisme des barèmes appliqués pour l'avancement et l'attribution des décorations aux personnels des réserves de l'armée. La situation actuelle est, semble-t-il, la suivante : les critères retenus pour l'attribution de « témoignage de satisfaction », exprimés en points, sont fondés pour la plus large part sur le degré d'assiduité à participer ou à assister à des exercices militaires. Ces témoignages de satisfaction, qui constituent par ailleurs l'une des conditions premières dans les travaux de propositions pour la Légion d'honneur ou l'ordre national du Mérite, négligeraient, par conséquent, un facteur capital : la nature des activités exercées. Le simple bon sens admet, en effet, qu'il n'existe « à temps égaux passés » aucune commune mesure entre, d'une part, les responsabilités assumées et les activités opérationnelles exercées par un chef de corps, un commandant de compagnie, un chef de section ou un chef de groupe, et, d'autre part, les activités d'autres cadres participant ou simplement assistant à des exercices fonctionnels. Si l'on veut conserver aux avancements et aux décorations dans le cadre de la réserve la signification qui doit être la leur, il est nécessaire de faire en sorte que les activités opérationnelles soient privilégiées pour l'attribution de points par rapport aux activités fonctionnelles. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les dispositions qu'il entend prendre afin de corriger cette situation.

Cours d'eau (pollution et nuisances : Finistère).

26328. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la dégradation constante des cours d'eau et des sources souterraines constatée dans la région du Léon, dans le Finistère. Les eaux douces y sont, en effet, de plus en plus polluées par des nitrates et résidus chimiques. Dans certaines localités l'eau de robinet est devenue dangereuse pour les enfants en bas âge, et dans le meilleur des cas elle est considérée comme suspecte pour la consommation de table. De ces exemples chaque jour plus fréquents constatés à l'échelle de tout le territoire, il ressort que la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution pêche par insuffisance. S'agissant des structures administratives mises en place, il est tout à fait anormal de constater la quasi-inexistence dans la région Bretagne d'une station permanente de surveillance de la pollution, alors qu'elles sont extrêmement répandues dans les régions des bassins Adour-Garonne, Rhône, Rhin-Meuse, Artois-Picardie et Seine-Normandie. En conséquence, puisqu'il a compétence pour assurer la coordination interministérielle en matière de pollution, de police des eaux, de tutelle des agences de bassin et de lutte contre les inondations, il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° la responsabilité précise des dix ministères qui sont censés être concernés par le problème de l'eau ; 2° si la création d'un organisme de recherche et de décision, coiffant les structures existantes et coordonnant les opérations, ne lui paraît pas, dans de telles conditions, pour le moins opportune ; 3° les dispositions qu'il entend prendre pour créer les structures nécessaires en matière de lutte contre la pollution des eaux douces en Bretagne ; 4° les actions réalisées par ses services depuis les cinq dernières années en Bretagne, dans le but de réduire à la source les émissions polluantes pour les eaux douces et d'opérer le traitement des effluents pollués ; 5° le bilan de la police de l'eau depuis les cinq dernières années dans cette même région ; 6° les actions envisagées pour assurer à l'avenir une meilleure prévention de la pollution des eaux douces en particulier dans le Finistère.

Energie (énergie éolienne : Finistère).

26329. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec insiste de nouveau auprès de M. le ministre de l'industrie sur la nécessité d'encourager le plus possible, compte tenu de la rareté des ressources énergétiques d'origine fossile et de la hausse massive et continue du prix

de pétrole, l'utilisation des sources d'énergie renouvelable telles que l'énergie éolienne. Il importe, en effet, que soient développées dans les zones favorables toutes les expériences susceptibles de promouvoir les installations de petite et moyenne puissance utilisant la force du vent pour desservir l'habitat dispersé. Il importe, parallèlement, qu'avec le développement du marché soit abaissé le coût des équipements. Après l'aérogénérateur qui vient d'être installé à l'île d'Ouessant, il lui demande de lui faire connaître l'état d'avancement du projet patronné par la D.G.R.S.T., réalisé par la société Bertin et qui concerne la construction d'une éolienne de 3,60 mètres de diamètre, développant 0,7 kW dans un vent de 7 mètres par seconde. Il lui demande également de bien vouloir lui confirmer que cet aérogénérateur sera installé à Batz, Ile de la côte Nord du Finistère.

Eau et assainissement (pollution et nuisances : Bretagne).

26330. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur l'une de ses missions consistant à assurer une bonne gestion du sous-sol national. Il lui demande à cet égard de bien vouloir lui indiquer les actions entreprises par ses services depuis les cinq dernières années pour prévenir et traiter la pollution croissante des eaux souterraines, sources et nappes phréatiques en Bretagne et en particulier dans le Finistère.

Informatique (politique de l'informatique).

26331. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur l'avenir de l'industrie française de l'informatique et de la télématique, ainsi que sur les conséquences qui en résulteront à moyen terme pour notre pays. C'est un fait irréversible que la micro-informatique et les périphériques qui peuvent lui être associés, tels que terminaux à écrans, font de plus en plus partie de l'univers quotidien du grand public, que ce soit dans l'entreprise, dans les écoles ou chez soi. Les expériences qui sont actuellement en cours au niveau d'un département — ille-et-Vilaine — ou d'une ville — Vélizy — seront à cet égard riches d'enseignements. Au niveau national, l'enjeu, qui revêt une tout autre importance, a été particulièrement mis en relief dans le rapport Nora-Minc : d'une part, l'informatique est une technique visant à mieux maîtriser la masse d'informations, donc le savoir ; d'autre part, savoir égale pouvoir. Il s'agit bien, à terme, d'un véritable problème d'indépendance à l'échelle des pays. A ce titre, l'indépendance de la France passe par la mise au point de réseaux de communication plus sophistiqués mais aussi par l'existence sur son sol des fameuses banques de données dans lesquelles peuvent être théoriquement stockées, grâce au langage binaire, les connaissances au fur et à mesure qu'elles se vérifient. Or, tandis qu'aux U. S. A. se développent très rapidement ces banques du savoir, celles-ci se caractérisent en France par leur rareté et par le système qui les entoure. Il est dès lors plausible d'imaginer que dans les années à venir la France risque d'être tributaire du bon vouloir, américain par exemple, en matière de recherche ou dans maintes disciplines scientifiques. En conséquence, il lui demande : 1° quel est le nombre exact, la localisation, la spécialité et la capacité de stockage des banques de données existant à ce jour en France ; 2° quels en sont les utilisateurs actuels ainsi que le coût d'utilisation ; 3° quelles sont les autorités compétentes pour décider de leur création et en contrôler le financement et le fonctionnement ; 4° quelles sont les prochaines créations envisagées ; 5° quelles précautions sont prises sur le plan des libertés individuelles, notamment quant au risque de l'interconnexion des fichiers.

Prestations familiales (allocations prénatales et postnatales).

26332. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les abus pouvant résulter d'une utilisation partielle ou d'une interprétation tendancieuse de certains renseignements de caractère social figurant dans le fichier Gamin (Gestion automatisée de médecine Infantile) et destinés à la protection maternelle et infantile. L'objectif de surveillance sanitaire des jeunes enfants prévus par la loi du 15 juillet 1970 qui rend obligatoire l'établissement de certificats au cours des visites médicales post-natales est tout à fait louable, mais à cette condition que le dépistage des enfants dits « à risques » ne s'exerce pas d'une façon simpliste et aveugle, qui aurait pour conséquence de marginaliser l'enfant dans le contexte social en voulant lui assurer une prévention efficace sur le plan médical. Or, il semble que les critères retenus pour assurer ce dépistage ont un caractère sommaire et par conséquent inadapté. Afin d'éviter un tel dérapage de la surveillance sanitaire des jeunes enfants, M. Charles Miossec demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale :

1° s'il ne lui paraît pas nécessaire que les mentions contenues dans les certificats qui font l'objet d'un traitement informatisé soient beaucoup plus complètes et donc plus nuancées réduisant ainsi l'interprétation pas trop subjective des informations y figurant ; si, dès lors qu'il s'agit d'une application informatique étendue à l'échelle nationale, une instance de contrôle chargée d'en vérifier l'exploitation ne doit pas être désignée ; 3° si des premières conclusions peuvent être tirées après expérimentation dans quelques départements de ce programme national de traitement par ordinateur d'informations médicales qui étaient jusqu'alors propriété des parents.

Prothèses (prothésistes).

26333. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la profession d'appareilleur se trouve paralysée par une procédure administrative d'un parfait archaïsme. D'une part, l'exercice de la profession est soumis à un agrément délivré après avis d'une commission nationale, agrément étendu aux responsables techniques des succursales des sociétés les plus importantes, mais valable seulement pour un type d'appareil, de sorte que le plus souvent la complexité de la procédure décourage les fabricants de proposer une gamme complète d'appareils et institutionnalise ainsi un degré de spécialisation tout à fait préjudiciable aux besoins des handicapés physiques. D'autre part, une fois agréé, l'appareilleur ne peut fabriquer que des appareils admis par la nomenclature selon un cahier des charges particulièrement restrictif. En outre, toute adjonction d'appareil nouveau, décidée après avis d'une commission nationale consultative d'agrément siégeant auprès du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, toute modification de prix, décidée après avis de la commission interministérielle des prestations sanitaires, siégeant auprès du ministre de la santé, se heurtent à une inertie administrative de principe. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour mettre fin à cette obstruction quasi-institutionnelle à la nouveauté et au dynamisme de cette profession.

Handicapés (appareillage).

26334. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le problème de l'appareillage des handicapés et lui fait observer que les conclusions du rapport Heilbronner rédigé à la demande conjointe du ministère de la santé et de la sécurité sociale ainsi que du secrétariat d'Etat aux anciens combattants ont été publiées au mois de juin 1979. Cette étude montre à quel point l'organisation de l'appareillage en France, qui repose sur l'essentiel sur une procédure élaborée au lendemain de la guerre 1914-1918 et gérée par les vingt centres métropolitains relevant du secrétariat d'Etat aux anciens combattants est particulièrement inadaptée aux nécessités d'aujourd'hui puisqu'il faut compter un délai moyen de cinq à six mois avant de pouvoir disposer de l'appareil indispensable. Dans ces conditions, le contrôle a outrance exercé par plusieurs administrations devient intolérable pour les quelque 300 000 Français handicapés qui chaque année doivent se faire « appareiller ». En conséquence, il demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de bien vouloir lui préciser les réformes entreprises depuis juin 1979, notamment en ce qui concerne la suppression du caractère préalable de la prise en charge de la sécurité sociale, ainsi que la réduction du rôle des commissions d'appareillage. Il lui demande également si une véritable réforme des structures au niveau des administrations concernées est envisagée et quelles en sont les orientations.

Santé publique (politique de la santé : Finistère).

26335. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la répartition géographique de l'offre de soins médicaux dans le département du Finistère. A cette fin, il souhaiterait particulièrement connaître : 1° les effectifs et la densité moyenne (dans le Finistère ; en Bretagne ; en France) des personnels médicaux et paramédicaux suivants : médecins généralistes, médecins spécialistes, chirurgiens dentistes, masseurs kinésithérapeutes, sages-femmes, pharmaciens, pédicures, orthophonistes, orthopédistes et audio-prothésistes ; 2° le pourcentage de la population du Finistère résidant dans les communes de plus de 2 000 habitants et le taux de concentration de ces catégories dans les communes les plus importantes ; 3° le relevé des cantons les moins bien pourvus en ce qui concerne l'offre de santé des catégories mentionnées ; 4° l'effectif et la densité du personnel infirmier exerçant exclusivement dans les communes rurales du Finistère, avec indication de référence pour le reste de la Bretagne et pour la totalité du territoire.

Transports routiers (réglementation : Finistère).

26336. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec s'étonne auprès de M. le ministre des transports de la répartition du contingent supplémentaire de licences de transport en zone longue, telle qu'elle résulte des travaux de la commission nationale créée à cet effet. En effet, compte tenu du nombre des demandes enregistrées, d'une part, de l'éloignement, d'autre part, et des sujétions enfin, pesant sur ce département excentré n'ayant qu'une ouverture terrestre à l'est, le Finistère apparaît comme fortement et injustement pénalisé. 1,3 p. 100 d'attribution pour un département dont l'économie repose essentiellement sur sa capacité d'échanges rapides avec le reste du pays. Sept licences pour des jeunes désirant créer une entreprise de zone longue, c'est là semble-t-il la réponse des pouvoirs publics à la volonté de désenclavement de la Bretagne et du Finistère. Alors que le plan routier breton n'en est qu'à 70 p. 100 environ de sa réalisation dans sa partie ouest, alors que seuls les pouvoirs publics français appliquent une réglementation européenne parfaitement négligée de ses partenaires et ne tenant aucun compte de la spécificité bretonne, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le contingent 1980 de licences zone longue soit attribué en priorité à ceux qui en ont le plus besoin et quel critère de répartition supplémentaire il entend définir, afin que ne soient pas systématiquement pénalisés les transporteurs des régions les plus éloignées des grands centres de consommation ou de transformation.

Emploi et activité (pacte national pour l'emploi : Bretagne).

26337. — 25 février 1980. — M. Charles Miossec attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les résultats décevants du troisième pacte pour l'emploi concernant les travailleurs de plus de quarante-cinq ans en Bretagne. Dans le département du Finistère, seulement neuf primes pour l'embauche de travailleurs de plus de quarante-cinq ans avaient été demandées au 10 décembre 1979; encore fallait-il que ces personnes de plus de quarante-cinq ans fussent inscrites à l'A.N.P.E. depuis au moins un an. En ce qui concerne les cadres demandeurs d'emploi de plus de cinquante ans, on ne peut que déplorer l'absence d'incitation tendant à leur réinsertion dans la vie professionnelle, puisque la Bretagne est apparemment une des régions exclues du bénéfice de l'attribution à l'employeur embauchant un cadre de cette catégorie d'une prime de 36 000 francs versée en deux fois, moitié à l'embauche, moitié au début du septième mois, cette attribution étant applicable à partir du 1^{er} juillet et la demande ayant dû être faite au plus tard le 30 juin. Pourtant les statistiques du chômage révèlent que la Bretagne a été plus touchée encore que la Lorraine en 1978 par la crise économique: la moyenne mensuelle des demandeurs d'emploi non satisfaits par rapport à la population active étant de 5,5 p. 100 en 1978 pour la Bretagne et de 4,9 p. 100 pour la Lorraine. S'agissant des cadres demandeurs d'emploi, ils représentaient en 1979 (moyenne de juin) 2,5 p. 100 du total des demandeurs d'emploi pour la Bretagne et 2,4 p. 100 pour la Lorraine. En conséquence, il lui demande les dispositions qu'il entend prendre pour qu'en 1980 les demandeurs d'emploi de plus de quarante-cinq ans ne soient pas les oubliés d'une politique de soutien de l'emploi.

Contrôle des naissances (établissements).

26338. — 25 février 1980. — M. Lucien Neuwirth expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la dissolution du C.I.R.M. a provoqué une certaine émotion. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître ses intentions quant à la politique d'information qu'il entend mener dans les domaines que recouvraient les activités de l'organisme dissout et dans quelle mesure ses missions et leurs moyens seront préservés.

Assurance vieillesse: régime des fonctionnaires civils et militaires (montant des pensions).

26339. — 25 février 1980. — M. Pierre Pasquini appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur la discrimination que subisse en matière de traitement, par rapport à leurs homologues des armes, les lieutenants-colonels et capitaines retraités du cadre spécial de l'armée de terre, auxquels il n'est pas donné la possibilité d'une accession à l'échelon spécial dans ces deux grades. Il est difficilement admissible que deux lieutenants-colonels ou deux capitaines, les uns ayant appartenu à une arme, les autres au cadre spécial de l'armée de terre, réunissant les mêmes conditions d'ancienneté de services et de grade qui leur ont permis d'accéder aux mêmes échelons de solde durant toute leur carrière et admis à faire valoir leurs droits à la retraite, calculée sur la base des mêmes droits acquis, se trouvent différemment traités à compter du 1^{er} jan-

vier 1980 sous prétexte que les nouveaux statuts particuliers ne prévoient pas l'attribution de l'échelon spécial dans ces deux grades d'officier. C'est ainsi, par exemple, qu'un capitaine retraité ayant appartenu à une arme et qui totalise au minimum neuf ans et six mois de grade bénéficiera, à compter du 1^{er} janvier 1980, de l'échelon spécial alors que son camarade, capitaine du cadre spécial, justifiant de la même ancienneté de grade ne pourra y prétendre. Il lui demande de lui faire connaître les raisons pouvant donner un semblant de logique à ces différences et souhaite que toutes dispositions interviennent dans les meilleurs délais afin de faire cesser les mesures discriminatoires relevées, en prévoyant, à grade égal et anciennetés égales de service et de grade, des soldes similaires pour les actifs et des pensions égales pour les retraités.

Electricité et gaz (centrales de l'E. D. F. : Finistère).

26340. — 25 février 1980. — M. Paul Quilès s'inquiète auprès de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie du caractère profondément inadapté des enquêtes d'utilité publique. Les conditions de déroulement de la procédure relative au projet de centrale nucléaire de Plogoff démontrent l'urgence nécessaire d'une réforme qui, depuis de longues années, était jugée indispensable par les nombreuses commissions ou groupes de travail officiels qui ont été amenés à étudier ce dossier, en particulier par la commission Delmon. Il lui demande en conséquence: 1^o pourquoi il n'a pas été donné de suite aux propositions formulées par la commission Delmon en 1976 concernant la réforme des procédures d'enquête publique; 2^o si le Gouvernement n'estime pas nécessaire aujourd'hui d'engager rapidement une modification de ces procédures, qui permette enfin une réelle consultation des populations.

Impôt sur les sociétés (détermination du bénéfice imposable)

26341. — 25 février 1980. — M. Jean Valleix rappelle à M. le ministre du budget que, s'agissant des entreprises ayant leur siège social en France (donc leur centre de décisions), il aurait été admis, tant en doctrine qu'en jurisprudence, que lorsque les opérations réalisées par lesdites entreprises à l'étranger présentent un caractère habituel, c'est-à-dire ne pouvant être assimilées par leur nature et leur mode d'exécution à une activité exercée en France et sans aucune démarche ne soit entreprise en France pas plus que la conclusion de décisions d'achats et de ventes, les bénéfices résultant de ces opérations sont réputés réalisés hors de France et ne sont donc pas imposables à l'impôt sur les sociétés aux termes de l'article 209-1 du C.G.I., à moins qu'une convention internationale n'en dispose autrement. Il lui expose qu'en vertu de ce principe, il a été refusé, aux entreprises dont le siège social est en France, l'imputation, sur les bénéfices imposables en France, des déficits provenant des opérations effectuées à l'étranger. Il apparaît pourtant qu'une société qui réalise ce type d'opérations commerciales et qui n'a, ni représentant qualifié ni établissement à l'étranger, dépend du siège social en France pour les mouvements de fonds nécessaires à l'exécution de ces opérations. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser: 1^o si les bénéfices retirés de ces opérations échappent bien à l'impôt français, en vertu d'une doctrine et d'une jurisprudence constantes; 2^o si, dans la négative, les déficits provenant de ces opérations, lesquelles ont été exécutées rigoureusement dans les mêmes conditions, peuvent être déduits des bénéfices imposables en France; 3^o la position prise par l'administration fiscale à l'égard des entreprises ayant leur siège à l'étranger et réalisant, en France, le même type d'opérations, et cela en l'absence de toute convention internationale; 4^o sur un plan général les conditions commerciales et financières qui doivent être réunies pour que soit admise l'existence d'un cycle commercial complet à l'étranger, remarque étant faite, qu'à l'issue du conseil des ministres du 5 septembre 1979, il a été précisé que les bénéfices tirés des opérations industrielles ou commerciales normales, entièrement exécutées à l'étranger et excluant toute idée de fraude ou d'évasion fiscale (par le biais de sociétés installées dans des pays à régime fiscal privilégié) échappent à l'imposition en France.

Politique extérieure (Royaume-Uni).

26342. — 25 février 1980. — M. André-Georges Volsin attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'arrêté du 20 septembre 1969 fixant les conditions de validité et d'échange des permis de conduire délivrés à l'étranger (application de l'article R. 123 du code de la route) paru au *Journal officiel* du 9 octobre 1969 et rectificatif du 7 novembre 1969. Ce dernier prévoit dans son article 2: « la limitation de durée prévue à l'article 1^{er} ne s'applique pas aux conducteurs n'ayant pas la nationalité française,

titulaires d'une carte spéciale en cours de validité délivrée par le ministre des affaires étrangères attestant leur qualité. Il semblerait donc possible, qu'à titre de réciprocité, le ministère français des affaires étrangères puisse obtenir des autorités britanniques la même dispense, en faveur de ses fonctionnaires détachés en Grande-Bretagne (dont les professeurs nommés et rétribués par le ministère français des affaires étrangères), sur présentation d'une attestation délivrée par ce même ministère.

*Taxe sur la valeur ajoutée
(pétrole et produits raffinés).*

26343. — 25 février 1980. — M. Jean Auroux appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie car chaque mois, l'augmentation des loyers et des charges locatives, surtout en matière de chauffage, grève un peu plus le budget de millions de ménages français. Dans cette augmentation une part très importante revient à l'accroissement considérable du coût du chauffage qui est dû, certes, aux majorations de prix à la production du fuel, mais surtout à la hausse à la distribution du fait du calcul en pourcentage de la T.V.A. qui amplifie encore chaque fois cette hausse. Il lui demande donc, dans le cadre d'une politique de redistribution sociale, de bien vouloir examiner la possibilité de détaxer en tout ou partie le fuel domestique ou, à tout le moins, de dissocier le montant du produit de la T.V.A. de la hausse à la production du prix du fuel domestique.

Propriété industrielle (brevets d'invention).

26344. — 25 février 1980. — M. Jean Auroux attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les conséquences de la création d'une nouvelle « taxe de délivrance et d'impression » des brevets d'un montant de 450 F. En effet, cette nouvelle taxe ne peut que décourager ou dissuader la recherche de protection par dépôts de brevets et ceci va donc à l'encontre de la politique officiellement déclarée d'encouragement à l'innovation et aux inventions en France. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir prendre des mesures allant dans le même sens que ses déclarations et de prendre réellement les dispositions favorables à l'invention. Par ailleurs, il s'étonne du caractère rétroactif de l'application de cette nouvelle taxe.

*Affaires étrangères: ministère
(structures administratives: Loire-Atlantique).*

26345. — 25 février 1980. — M. François Autain appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les conséquences de la loi n° 78-731 du 12 juillet 1978 complétant et modifiant diverses dispositions du code civil, du code de la nationalité et du code de la santé publique. La reconstitution des actes de naissance et de mariage des personnes nées ou mariées à l'étranger acquérant la nationalité française représente une tâche considérable, pour la sous-direction de l'état civil du ministère des affaires étrangères qui recueille les attributions de cette loi. Or, la signature du décret d'application intervient sans qu'aucune garantie ne soit donnée au personnel quant à la création des quinze emplois budgétaires annoncés par M. le ministre des affaires étrangères lors de sa visite à Nantes le 13 novembre 1979. Une telle situation inquiète vivement les trois cents agents de la sous-direction de l'état civil de Nantes qui craignent, à juste titre, une détérioration de leurs conditions de travail. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour créer les quinze emplois prévus et préserver ainsi l'intérêt des usagers et le bon fonctionnement d'un service public.

Chômage: indemnisation (allocations).

26346. — 25 février 1980. — M. Gérard Bapt appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des anciens agents civils non fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics, en matière d'indemnisation du chômage. L'article L. 351-16 du code du travail modifié par la loi n° 79-32 du 16 janvier 1979 relative à l'aide aux travailleurs privés d'emploi prévoyait qu'un décret en conseil d'Etat déterminerait les conditions d'attribution d'une allocation à cette catégorie de travailleurs. Or, depuis le 1er janvier 1980, ce décret n'étant pas intervenu, les anciens agents civils non fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ne peuvent prétendre à une quelconque indemnisation. C'est la répétition particulièrement choquante à leur égard d'une situation qui s'était déjà produite après la publication de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi, et dont les décrets

d'application n'étaient intervenus que très tardivement. Il lui demande en conséquence s'il compte prendre à très court terme ce décret prévu par la loi du 16 janvier 1979 afin de remédier aux graves difficultés financières entraînées par ce retard pour les salariés concernés

Education physique et sportive (personnel).

26347. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Baylet appelle à nouveau l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation injuste des professeurs adjoints et chargés d'enseignement et d'éducation physique et sportive. Ces enseignants sont en effet victimes d'un statut discriminatoire tant sur le plan indiciaire que financier. Exerçant leur fonction dans les établissements secondaires, ils sont alignés sur les indices des instituteurs adjoints (sans bénéficier des mêmes avantages), et ce malgré un recrutement au niveau du baccalauréat et une formation de trois ans. Depuis plusieurs années, des engagements ont été pris tant au niveau de son ministère que du secrétariat d'Etat à la fonction publique, pour mettre un terme à cette injustice. Or, la situation persiste. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas, dans les plus brefs délais, revoir le classement des professeurs adjoints et chargés d'enseignement d'E.P.S. afin qu'il soit conforme à leur durée de formation et au niveau de leurs responsabilités.

*Assurance vieillesse: régime des fonctionnaires civils et militaires
(montant des pensions).*

26348. — 25 février 1980. — M. Raoul Bayou appelle l'attention de M. le ministre du budget sur l'inquiétude manifestée par les retraités militaires qui, après de nombreux et longs travaux de concertation, pensaient pouvoir s'acheminer vers la disparition des injustices et des inégalités dont ils sont victimes. Il lui demande s'il entend poursuivre la mise en œuvre des solutions proposées d'un commun accord en 1976 aux problèmes reconnus prioritaires, notamment celui de la revalorisation de leur pouvoir d'achat.

*Enseignement (agence nationale
pour le développement de l'éducation permanente).*

26349. — 25 février 1980. — M. Guy Bêche appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés financières de l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente. Des licenciements sont actuellement en cours au sein de cet organisme sans qu'aucune mesure ne soit intervenue pour redresser la situation, en comblant un déficit budgétaire qui était tout à fait prévisible. Or l'Adep a contribué pour sa part aux efforts de développement d'une politique coordonnée du service public en matière de formation professionnelle. Il lui rappelle que l'éducation permanente avait été présentée par la loi de 1971 comme une « obligation nationale », ce qui impliquait de prendre les moyens propres à faire respecter cette politique. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour éviter les licenciements projetés ainsi que la disparition de l'Adep.

Formation professionnelle et promotion sociale (personnel).

26350. — 25 février 1980. — M. Guy Bêche appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la suppression de l'abattement de zone de 2 p. 100 appliquée aux salaires des personnels de nombreux centres de l'A.F.P.A. Alors que les abattements de zone appliqués au S.M.I.G. disparaissent en vertu du décret n° 68-498 du 31 mai 1968, les agents de l'A.F.P.A. continueront néanmoins à en bénéficier, bien qu'aucun accord collectif ni même le statut de personnel ne l'ait prévu. Or cet avantage est désormais remis en cause en raison de l'opposition du ministère du budget. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour apporter dans les plus brefs délais une solution conforme à l'intérêt des personnels des centres de l'association pour la formation professionnelle des adultes.

Enseignement (fonctionnement).

26351. — 25 février 1980. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le Premier ministre sur l'irritation de nombreux élus locaux de communes rurales devant les difficultés qu'ils rencontrent pour pouvoir utiliser temporairement à des fins non scolaires des locaux scolaires vacants mais non officiellement désaffectés. Aux termes de la réglementation en vigueur, il faut théoriquement une autorisation préfectorale qui n'est pas accordée sans que, préalablement, ait été consultée toute la chaîne des autorités scolaires de l'inspecteur d'académie au directeur d'école, en passant par l'inspecteur

départemental de l'éducation nationale. Pour éviter toutes ces complications inutiles, les communes pourraient demander une désaffectation officielle, mais cette démarche impliquerait qu'elles n'aient plus aucun espoir de réouverture du local scolaire en cause. Or, dans la plupart des petites communes, le moindre groupe scolaire a deux ou trois classes, même s'il n'y en a plus qu'une qui soit ouverte. Si, dans trop de cas, la survie de la classe unique est menacée, dans d'autres, des espérances existent d'une progression possible des effectifs et donc d'une réutilisation par le service scolaire d'une classe supplémentaire. C'est dans ces situations là qu'il semble bien discutable de maintenir la lourde procédure de la demande d'autorisation préalable dans les conditions précitées chaque fois que doit se tenir dans la commune une réunion occasionnelle d'une mutuelle agricole, d'une organisation professionnelle ou d'un service administratif quelconque engagé dans une action d'information du public. Dans toutes ces occasions, la possibilité prévue par circulaire ministérielle de conclure une convention avec les utilisateurs potentiels de tels locaux ne convient absolument pas. Dans une période où il est largement question de l'accroissement des responsabilités locales, il lui demande si, à son initiative, un accord ne pourrait pas intervenir entre les ministères de l'intérieur et de l'éducation pour libérer les élus locaux de contraintes doublement mal perçues dans la mesure où, d'une part, elles débouchent sur un travail administratif totalement improductif et, d'autre part, elles concernent des locaux qui relèvent bien du patrimoine communal.

Assurance maladie maternité (prestations en espèces).

26352. — 25 février 1980. — M. Louis Besson attire l'attention de M. le ministre du budget sur le caractère trop restrictif des dispositions de l'article 2 du décret n° 78-854 du 9 août 1978 en matière d'indemnités journalières de repos pour les femmes suivant ou ayant suivi un stage de formation avant un congé de maternité. Le décret précité limite l'obligation de l'Etat aux cas des femmes concernées dont le repos de maternité a débuté pendant la durée du stage ou pendant le trimestre qui suit la fin de ce stage. Or il semblerait plus normal que cette garantie existe pour les trois trimestres suivant la fin du stage en cause. A défaut, la rémunération journalière peut être d'un montant très faible : 9,75 francs seulement dans certains cas, sinon dans de nombreux cas. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour un règlement plus équitable de ce problème.

Assurance maladie maternité (prestations en espèces).

26353. — 25 février 1980. — M. Louis Besson attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation sur le caractère trop restrictif des dispositions de l'article 2 du décret n° 78-854 du 9 août 1978 en matière d'indemnités journalières de repos pour les femmes suivant ou ayant suivi un stage de formation avant un congé de maternité. Le décret précité limite l'obligation de l'Etat aux cas des femmes concernées dont le repos de maternité a débuté pendant la durée du stage ou pendant le trimestre qui suit la fin de ce stage. Or il semblerait plus normal que cette garantie existe pour les trois trimestres suivant la fin du stage en cause. A défaut, la rémunération journalière peut être d'un montant très faible : 9,75 francs seulement dans certains cas, sinon dans de nombreux cas. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour un règlement plus équitable de ce problème.

Formation professionnelle et promotion sociale (établissements : Saône-et-Loire).

26354. — 25 février 1980. — M. André Billardon appelle l'attention de M. le ministre du travail sur le rôle très important que joue, dans le cadre de l'action collective de formation, l'association du centre d'éducation permanente et de promotion sociale de Montceau-les-Mines. Il s'inquiète que la subvention de l'Etat prévue pour 1980 soit bloquée au niveau de celle de 1979 alors que le nombre de stagiaires concernés ne cesse de croître. Il demande s'il n'estimerait pas indispensable que soient rapportées et adoptées les décisions concernant le calcul de la subvention de l'Etat et que soit accordée à l'A.C.E.P.P.S. une subvention supplémentaire pour 1980 de l'ordre de 70 000 francs.

Banques et établissements financiers (caisses d'épargne).

26355. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les conséquences du faible taux attribué aux épargnants des livrets A de la Caisse nationale d'épargne. Il note que le taux des livrets A n'a pas

été augmenté depuis le 1^{er} janvier 1976. La hausse des prix atteint 11,80 p. 100 pour l'année 1979. La perte des petits épargnants est évidente. A un moment où la spéculation sur l'or est effrénée, où les bénéfices des gros porteurs d'actions ne cessent de s'accroître, l'épargne familiale s'effondre. Il propose que le taux de 6,50 p. 100 soit modifié en fonction de la forte augmentation des prix de 1979 et soit, à terme, indexé sur l'inflation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Bibliothèques (bibliothèques municipales).

26356. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les conséquences des hausses de prix du livre. Il note que depuis la politique de libéralisation des prix du livre, les bibliothèques municipales sont fortement pénalisées. Les éditeurs indiquent une fourchette de prix et d'importantes différences sont constatées par les bibliothécaires. Ces derniers éprouvent de grandes difficultés à établir un budget prévisionnel. Il propose qu'une aide spéciale soit attribuée aux collectivités locales afin d'encourager la lecture publique et compenser la hausse des prix. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Enseignement secondaire (établissements : Charente).

26357. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du L.E.P. de Ma Campagne à Angoulême. Il note que trois postes de professeurs ont été supprimés en date du 1^{er} janvier 1980. Deux postes au lycée technique et un poste au L.E.P. Les ateliers sont déjà surchargés au niveau des élèves. La réduction des postes entraînera inévitablement des classes trop importantes au niveau des effectifs. Il propose que la décision de suppression des trois postes soit annulée et que des moyens supplémentaires soient attribués au L.E.P. afin de continuer un enseignement indispensable pour les jeunes du département de la Charente. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

26358. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur un problème d'indemnité représentative de logement. Il note qu'un instituteur titulaire d'un poste a été amené à effectuer un stage de formation professionnelle pour devenir instituteur psychologue scolaire. Pendant ses deux années de stage, l'instituteur, toujours titulaire de son poste d'enseignement, a été remplacé par un agent auxiliaire. Or il n'a pas perçu son indemnité représentative de logement durant ces deux années de stage. Les diverses interventions qu'il a entreprises sont restées sans réponse à ce jour. Il lui demande si l'agent intéressé est en mesure d'exiger un remboursement de cette indemnité auprès de la commune concernée.

Enseignement (personnel).

26359. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des personnels de services, de restauration et de laboratoire. Il note que les agents concernés ont une durée de travail en moyenne de 44 heures 30 qui est donc supérieure aux autres agents de l'éducation. Le développement des services ne s'accompagne pas d'un nombre croissant d'effectifs. Il propose qu'une réduction du temps de travail soit assurée à ce personnel et que des crédits supplémentaires soient prévus afin d'accroître le personnel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Enseignement préscolaire et élémentaire (fonctionnement : Charente).

26360. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les créations de postes nécessaires au département de la Charente. Il note qu'après une étude du syndicat national des instituteurs (section P. E. G. C.) l'ouverture de nouvelles classes maternelles, élémentaires et spéciales s'impose pour la rentrée scolaire 1980-1981. Il propose que des crédits importants en personnel soient attribués pour le département de la Charente. Il lui demande quelle mesure il compte prendre à cet effet.

Constructions navales (entreprises).

26361. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les difficultés des chantiers navals. Il note que le coût élevé de l'énergie du pétrole a eu pour conséquence une reprise partielle de l'industrie du charbon. De nombreux pays européens sont en mesure de développer leur production charbonnière. Cette relance industrielle devrait permettre aux chantiers navals d'accroître leur production. La France connaît à ce niveau de graves difficultés. Il propose qu'une aide spécifique du Gouvernement soit accordée à l'industrie des chantiers navals afin d'augmenter sa compétitivité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Intérieur : ministère (personnel).

26362. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'application de l'expérience « du mercredi libre » pour les pères et mères d'enfants scolarisés. Il note qu'une circulaire n° 332 du 12 septembre 1979 du ministère de la santé et de la sécurité sociale ainsi que du ministère du travail et de la participation a reconduit l'expérience permettant aux pères et mères de famille de s'absenter le mercredi pour s'occuper de leurs enfants. Il propose que cette mesure soit étendue au ministère de l'intérieur. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Voirie (chemins ruraux).

26363. — 25 février 1980. — M. Jacques Cambolive attire l'attention de M. le ministre du budget sur les inquiétudes de nombreux conseillers municipaux de communes rurales. En effet, les prêts bonifiés pour l'entretien des chemins ruraux sont fixés sans tenir compte de leur longueur. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre afin que ces prêts soient fixés au prorata de la longueur totale des chemins à entretenir.

Education physique et sportive (personnel).

26364. — 25 février 1980. — M. Jacques Cambolive attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les inquiétudes des professeurs adjoints et chargés d'enseignement d'E. P. S. En effet, ces derniers, dispensant l'éducation physique et sportive dans les mêmes établissements que les professeurs certifiés (secondaire, supérieur), sont les enseignants les plus mal rémunérés de France et les seuls du secondaire à être classés catégorie B. Malgré une réforme de leur recrutement en 1975 sur la base du baccalauréat, leur rémunération est alignée sur les indices des instituteurs adjoints, sans bénéficier d'aucun de leurs avantages : cadre actif, promotions internes, diverses indemnités. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre afin qu'un terme soit mis à la discrimination faite aux professeurs adjoints et chargés d'enseignement d'E. P. S.

Enseignement secondaire (programmes).

26365. — 25 février 1980. — M. Alain Chénard attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la réforme du second cycle des lycées applicable à la rentrée scolaire 1981 et spécialement sur les conséquences pour les sciences économiques et sociales en seconde. En effet, la suppression des séries en seconde risque d'aboutir à la marginalisation des sciences économiques et sociales du fait qu'elles deviendront optionnelles, comme la seconde langue vivante ou les langues anciennes, alors que M. le ministre lui-même a proclamé à maintes reprises sa volonté de donner à tous les jeunes une formation économique. Il lui demande donc quel avenir il compte réserver aux sciences économiques et à leurs enseignants, ainsi que les moyens qu'il prendra pour l'assurer.

Enseignement (personnel).

26366. — 25 février 1980. — M. Michel Crépeau attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le problème de la psychologie à l'école. Il apparaît en effet que si une convention collective a permis de déterminer, dès 1977, des conditions de travail claires pour les psychologues exerçant des activités dans le cadre de l'enseignement catholique, il ne semble pas en être de même pour ce qui concerne l'enseignement public. Les usages du service public de l'éducation ont pourtant droit à un service de qualité en ce qui concerne la psychologie à l'école. Celle-ci ne pourra défendre réellement les intérêts des enfants et des familles que par la mise

en œuvre d'une formation de haut niveau, par la reconnaissance officielle d'un code de déontologie et par une réelle indépendance professionnelle. Ces conditions exigent à l'évidence la mise en œuvre d'un statut du psychologue en milieu scolaire et la constitution d'un service de psychologie scolaire. Il souhaiterait savoir quelles sont les intentions du Gouvernement à cet égard et demande, en tout cas, que des initiatives soient prises dans le sens susindiqué.

Défense : ministère (personnel).

26367. — 25 février 1980. — M. Jean-Pierre Defontaine attire l'attention de M. le ministre de la défense sur le problème de la notation des agents des services extérieurs de son ministère. Le fait d'imposer une note moyenne à respecter, fixée en l'occurrence à seize, implique que l'on pénalise une partie des fonctionnaires qui devront, quelle que soit la motivation invoquée, être notés à moins de seize pour respecter les textes réglementaires. Ainsi s'est créée, pour des raisons purement statistiques, une injustice à l'égard de certains fonctionnaires des services extérieurs. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour supprimer cette réglementation sur la moyenne à respecter en matière de notation.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26368. — 25 février 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur la revendication des négociants en produits pétroliers et en particulier en fuel-oil domestique, qui souhaitent la mise en place d'une commission d'études qui rechercherait les solutions pour le maintien d'un réseau de distribution indépendant. Ces négociants considèrent qu'en raison, d'une part, des mesures d'encadrement de la distribution et, d'autre part, de la dégradation des conditions générales d'exploitation ils doivent se satisfaire d'une rémunération notablement insuffisante qui les conduit à disparaître ou à s'intégrer aux sociétés pétrolières. Il lui demande s'il envisage de mettre en place la commission d'études réclamée.

Etrangers (travailleurs étrangers).

26369. — 25 février 1980. — M. Bernard Derosier attire l'attention de M. le ministre du travail sur les conditions déplorables de travail et de logement réservées à certaines catégories d'immigrés pour la plupart en provenance de Turquie et employés clandestinement dans la confection française. Il regrette qu'au moment où des mesures sévères sont prises à l'encontre des étrangers une telle facilité soit accordée aux employeurs pour détourner la loi et l'obligation qui leur est faite d'être en règle vis-à-vis du code du travail et de la sécurité sociale. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour permettre à ces travailleurs de régulariser leur situation et de vivre décemment et dignement en France.

Education : ministère (personnel : Nord-Pas-de-Calais).

26370. — 25 février 1980. — M. Dominique Dupilet appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le refus opposé par le rectorat de l'académie de Lille aux demandes de titularisation des auxiliaires de bureau ayant accompli quatre années de services ; cela en dépit des dispositions du décret n° 76-307 du 8 avril 1976 et de la circulaire d'application B2B et FP n° 1274 stipulant que les dispositions dudit décret sont d'ordre permanent. Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il compte prendre pour faire appliquer sans restrictions le décret précité.

Agriculture (aides et prêts : Aquitaine).

26371. — 25 février 1980. — M. Henri Emmanuelli appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les problèmes que pose l'insuffisance de la dotation budgétaire affectée à la compagnie d'aménagement rural d'Aquitaine. Il lui rappelle que dans une interview accordée au journal *Sud-Ouest* en date du 21 septembre 1979 il avait annoncé que : « Les crédits hydrauliques agricoles en 1980 progresseront de 209 millions de francs à 275 millions de francs, sans compter les dotations des compagnies d'aménagement qui augmentent pour leur part d'environ 20 p. 100. » Il lui rappelle également que dans la même interview il précisait que : « la région Aquitaine bénéficierait d'une forte priorité, ceci conformément aux orientations du plan décennal du Sud-Ouest. » Or la dotation affectée à la C. A. R. A. ne paraît être que de 18 millions de francs contre 16 700 000 francs en 1979, soit une progression inférieure à 10 p. 100 alors que les crédits en provenance de l'établissement public régional d'Aquitaine sont, eux, en progression de 40 p. 100. Par suite la C. A. R. A. se voit dans l'obligation de se contenter de poursuivre

en priorité les opérations déjà engagées et de reporter en 1981 certaines opérations nouvelles. C'est notamment le cas pour le drainage du secteur aval du Bahus, dans le département des Landes, qui ne pourra être entrepris en 1980 faute de crédits suffisants. Dans ces conditions, et compte tenu des promesses qui ont été faites, il lui demande s'il lui paraît possible d'envisager, en cours d'année, une dotation complémentaire qui permette de répondre aux besoins chiffrés par le comité technique de la C. A. R. A.

Chasse (réglementation).

26372. — 25 février 1980. — **M. Henri Emmanuelli** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement** et du cadre de vie sur l'inquiétude suscitée chez les chasseurs du Sud-Ouest par les menaces que fait peser sur le maintien des chasses traditionnelles (alouette, ortolan, pigeon ramier, linotte mélodieuse, verdier et pinson) la direction du conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages. Il s'étonne de constater que le conseil national de la chasse de la faune sauvage n'ait pu mettre cette importante question à l'ordre du jour de sa réunion du 14 novembre 1979 en dépit de l'engagement qui avait été pris lors de sa précédente réunion du 4 juillet 1979. Il s'étonne de constater que les deux experts désignés par les associations de la nature pour réaliser une enquête sur les chasses traditionnelles n'aient pu accomplir leur mission dans les délais impartis et selon les instructions qui leur avaient été données. Il s'étonne de constater que **M. le directeur de la protection de la nature** ait pu prendre l'engagement de faire le nécessaire pour que l'alouette et l'ortolan soient classés comme espèces protégées, lors de la réunion de la commission permanente du conseil national de la protection de la nature du 25 juin 1979, avant même que soit étudié le rapport sur les chasses traditionnelles dont il avait pourtant lui-même demandé la rédaction. Il lui rappelle que le conseil régional cynégétique du Sud-Ouest, réuni le 1^{er} décembre 1979, a demandé, à l'unanimité, que soient adoptées des dérogations aux articles 5 à 8 de la directive en cause pour les espèces chassées traditionnellement dans le Sud-Ouest. Il lui rappelle également que le rapport sur les chasses traditionnelles, établi par les deux experts désignés par les organisations cynégétiques, mentionne dans ses conclusions que « les chasses traditionnelles doivent être maintenues ». En conséquence il lui demande, les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que soient effectivement maintenues les chasses traditionnelles pratiquées dans le Sud-Ouest de la France.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26373. — 25 février 1980. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les conséquences de la circulaire du 1^{er} juillet 1979 sur l'obligation qui est faite à l'acheteur public de conserver son distributeur du fuel-oil domestique en raison de l'impossibilité du transfert du droit d'approvisionnement chez le fournisseur. En effet, ces dispositions rendent pratiquement impossible le recours à une procédure concurrentielle et permettent aux fournisseurs de modifier à leur guise les conditions de contrats. Il lui demande en conséquence ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation.

Transports routiers (transports scolaires).

26374. — 25 février 1980. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les aides accordées en matière de transports scolaires. Ces subventions ne sont accordées qu'aux élèves fréquentant les établissements du premier et du second degré. Les élèves qui préparent un B. E. P. notamment, ne peuvent en bénéficier et sont ainsi pénalisés. Or, les charges d'une famille dont un ou plusieurs enfants poursuivent des études, peuvent être, en matière de transports, extrêmement élevées, surtout dans les zones rurales ou péri-urbaines. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour étendre, aux autres élèves que ceux des premier et second degrés, le bénéfice de ces aides.

Education : ministère (personnel).

26375. — 25 février 1980. — **M. Laurent Fabius** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, dans son article 2, le décret n° 59-308 du 14 février 1959, relatif aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires, a institué une péréquation des notations affectées par leur chef de service aux personnels appartenant à un même corps ou groupe de corps. S'agissant des personnels des catégories A et B de l'administration et de l'intendance universitaires, les modalités de péréquation ont été précisées par l'instruction permanente n° VI-68-354 du 18 septembre 1968 (§ 1, b).

Ce texte est aujourd'hui abrogé pour faire place à l'instruction permanente n° 79-418 du 29 novembre 1979, en raison de la réunion de l'intendance et de l'administration universitaires sous le statut commun de l'administration scolaire et universitaire. La nouvelle instruction permanente ayant abandonné toute référence à une quelconque péréquation des notes annuelles des fonctionnaires concernés, il lui demande de lui préciser : si la péréquation des notes est toujours en vigueur ; dans l'affirmative, si elle sera appliquée dès les opérations de notation 1980.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

26376. — 25 février 1980. — **M. Pierre Forgues** demande à **M. le ministre de la défense** s'il entend faire inscrire à la plus prochaine loi de finances rectificative plusieurs mesures en faveur des retraités militaires et des veuves de militaires. Ces catégories se voyant promettre chaque année un règlement de leur situation, sans qu'aucune mesure ne soit effectivement inscrite au budget, ne pense-t-il pas qu'il conviendrait de mettre un terme à une attitude choquante, en acceptant, par exemple, le principe d'un règlement sous la forme d'un échéancier de mesures étalées sur plusieurs années. Pour ce qui concerne l'année 1980, a-t-il l'intention de proposer des solutions sur les trois points suivants : reclassement dans les échelles de solde n° 4, retraite des sergents majors et maîtres retraités, augmentation de la pension de reversion des veuves de militaires.

Chasse (personnel).

26377. — 25 février 1980. — **M. Pierre Forgues** rappelle à **M. le ministre de l'environnement** et du cadre de vie les positions que son prédécesseur avait prises, lors d'un entretien avec les représentants des gardes de l'office national de la chasse et de la protection de la nature. Il s'était engagé à reconsidérer le rôle de ces personnels dans le cadre de la prévention contre la pollution sous toutes ses formes comme dans la lutte contre le braconnage. Depuis deux ans la recherche et la constatation des infractions à la police de la chasse, à celle de la pêche et à la protection de la nature est réglementée par l'article 2 du décret du 2 août 1977, n° 77-898. Or, aucune instruction n'a encore été donnée aux gardes de l'office national de la chasse pour l'exercice de ces fonctions. Il lui demande dans quel délai il compte prendre ces mesures qui rendraient effective la police de la nature, en donnant aux agents les instructions et les pouvoirs nécessaires.

Electricité et gaz (centrales privées).

26378. — 25 février 1980. — **M. Pierre Forgues** s'étonne de n'avoir pas reçu de réponse à sa question n° 1291 déposée le 10 mai 1978, posée à **M. le ministre de l'industrie**, à laquelle il attache une attention toute particulière et qui était ainsi rédigée : « **M. Pierre Forgues** rappelle à **M. le ministre de l'industrie** l'intérêt que représente pour de nombreuses communes rurales la possibilité d'équiper en petites centrales hydro-électriques de nombreux sites hydrauliques de faible dimension et l'importance non négligeable de ces équipements dans un bilan énergétique régional. Il lui demande si le Gouvernement compte mettre en œuvre les mesures incitatives suggérées par le rapport Pintat, qui prévoyait la simplification des procédures administratives, l'élévation du seuil des producteurs autonomes, l'accroissement des moyens de financement de ces installations. Il attire plus particulièrement son attention — sur l'anachronisme que représente la limite de 500 kW au-delà de laquelle il faut obligatoirement passer par le régime de la concession, qui peut n'être accordé qu'au terme d'une enquête extrêmement longue, pouvant atteindre jusqu'à huit années ; sur l'intérêt de ces petits équipements hydro-électriques pour des communes rurales et la nécessité pour ces collectivités locales de pouvoir trouver des financements appropriés, que ce soit auprès du Fonds de rénovation rurale ou du F. I. A. T., comme l'avait proposé le rapport Pintat, ou de tout autre institution financière appropriée. »

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26379. — 25 février 1980. — **M. Raymond Forni** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les problèmes que rencontrent à l'heure actuelle les consommateurs de l'Est de la France, en ce qui concerne la qualité du fuel domestique utilisé pour le chauffage de leurs immeubles. Sans évoquer le prix à la consommation, qui a augmenté dans des proportions considérables, il attire cependant son attention sur les normes de raffinage, qui semblent insuffisantes ou insuffisamment respectées pour que le produit donne satisfaction à ceux qui l'utilisent. Dans la région de ce par-

lementaire, les interventions sur les chaudières et canalisations ont connu une croissance extraordinaire, difficilement appréciable puisque ce phénomène n'existait pas auparavant. Le coût de ces interventions grève lourdement le budget des ménages, déjà gravement amputé. Lorsque l'on connaît les bénéfices réalisés par les compagnies pétrolières, les consommateurs sont en droit d'attendre une qualité irréprochable du produit livré. Aussi il lui demande quelles mesures il entend prendre pour faire respecter les normes de raffinage indispensables à la définition d'un produit apte à la consommation.

Edition, imprimerie et presse (entreprises).

26380. — 25 février 1980. — M. Joseph Franceschi rappelle à M. le ministre de l'Industrie la question écrite n° 20418 qu'il lui a posée à la date du 29 septembre 1979 au sujet des transactions de vente annoncées par le groupe Cino del Duca. Ce groupe étant considéré comme le deuxième groupe d'édition et d'imprimerie en France, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour empêcher qu'il ne passe entre les mains d'un groupe étranger ou d'un trust international ; 2° pour que le potentiel humain et matériel des trois imprimeries, celles de Maisons-Alfort, de Blois et de Biarritz, soit préservé.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

26381. — 25 février 1980. — M. Joseph Franceschi s'étonne auprès de M. le ministre de la culture et de la communication de n'avoir pas eu de réponse à la question écrite n° 20084 qu'il lui a posée à la date du 22 septembre 1979. Il lui en renouvelle les termes en lui précisant qu'à cette époque, et pratiquement au même moment, MM. François Mitterrand et Jacques Chirac avaient effectué un voyage outre-mer, le premier aux Antilles, en sa qualité de président du conseil général de la Nièvre, et le second à la Réunion, en qualité de maire de Paris. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quel temps d'antenne a été consacré à chacun de ces deux voyages par les journaux télévisés diffusés par les sociétés nationales T. F. 1 et Antenne 2.

Radiodiffusion et télévision (programmes : Ile-de-France).

26382. — 25 février 1980. — M. Joseph Franceschi s'étonne auprès de M. le ministre de la culture et de la communication de n'avoir pas eu de réponse à la question écrite n° 21441 qu'il lui a posée à la date du 21 octobre 1979. Il lui en renouvelle les termes en lui demandant de bien vouloir lui indiquer les temps de passage des différents députés, sénateurs et conseillers régionaux du département du Val-de-Marne, aux émissions F. R. 3-Ile-de-France, au cours des années 1978 et 1979.

Education physique et sportive (personnel).

26383. — 25 février 1980. — M. Joseph Franceschi appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation des professeurs adjoints et chargés d'enseignement d'E. P. S. Il lui précise que ces enseignants, qui dispensent l'éducation physique et sportive dans les mêmes établissements scolaires que les professeurs certifiés (secondaire et supérieur) sont les plus mal rémunérés et les seuls enseignants du second degré à être classés en catégorie B. Malgré une réforme de leur recrutement, en 1975, sur la base du baccalauréat, ils sont toujours alignés sur les indices des instituteurs adjoints (enseignants du premier degré) sans bénéficier d'aucun de leurs avantages : cadre actif, promotions internes, diverses indemnités. Devant les légitimes revendications de ce personnel, il lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour qu'il soit mis un terme à la discrimination faite aux professeurs adjoints et chargés d'enseignements d'E. P. S. et pour que leur classement dans la fonction publique soit conforme à leur durée de formation et à leurs secteurs d'intervention.

Impôts locaux (impôts directs).

26384. — 25 février 1980. — M. Jacques-Antoine Gau appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des personnes prises en charge par la sécurité sociale pour longue maladie qui, à la différence des bénéficiaires d'une pension d'invalidité, se trouvent assujetties à la taxe d'habitation et à la taxe du foncier bâti. Il s'étonne de la disparité, au regard des impôts locaux, existant entre deux catégories de malades, percevant les mêmes indemnités, disparité d'autant moins admissible que la mise en invalidité est la suite logique et quasi automatique de la période de trois ans, dite de « longue maladie ». Il lui demande : 1° s'il s'agit

d'une lacune dans les textes réglementaires ou d'une interprétation de la lettre du texte et non de son esprit, interprétation pouvant varier selon les temps et les lieux ; 2° quelles sont les mesures qu'il envisage pour faire cesser une telle discrimination entre les personnes se trouvant dans ces deux situations, et dont les ressources sont identiques.

Recherche scientifique et technique (établissements : Isère).

26385. — 25 février 1980. — M. Jacques-Antoine Gau appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation du personnel du centre de recherche et d'études pharmacologiques (C. R. E. P.) à Grenoble. Le C. R. E. P. est le centre de recherche du groupe Labaz qui a été racheté en 1973 par la Sanofi, holding financier de la S. N. E. A. (Société nationale Elf-Aquitaine). La Sanofi, qui a également absorbé la société Parcor, a décidé de regrouper toute la recherche dans un seul centre, à Toulouse. Il a donc été proposé au personnel employé à Grenoble (quarante-huit personnes) un reclassement à Toulouse. Vingt-huit personnes (soit 53,3 p. 100 du personnel) refusent ce reclassement (motif familial ou retraite proche). Les personnels concernés, ainsi que leurs représentants syndicaux s'étonnent de ce que la direction du C. R. E. P. n'ait pas essayé de les reclasser conformément à l'article 7 de l'accord signé le 3 mars 1970 sur la sécurité de l'emploi dans les industries chimiques. D'autant plus que la S. N. E. A. possède dans la région grenobloise deux établissements : Elf, à Saint-Martin-d'Hères (service de comptabilité d'Elf France qui emploie de nombreux intérimaires), et Dubernard-Hospital, à La Mure (matériel médical). En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les vingt-huit personnes qui ne veulent pas aller à Toulouse soient reclassées dans la région grenobloise.

Handicapés (allocations et ressources).

26386. — 25 février 1980. — M. Gérard Haesebroeck attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des travailleurs handicapés accueillis dans les centres d'aide par le travail. Déjà en 1979, par une question écrite (n° 14015), il avait sollicité du Gouvernement une dotation de crédits suffisante afin que la garantie de ressources soit payée régulièrement à ces travailleurs. Or, cette année encore, un retard de trois mois s'est produit dans le règlement de cette allocation et les C.A.T. ont dû procéder à une avance sur leur propre budget. De ce fait, les travailleurs handicapés n'ont pas perçu leur paie du mois de janvier. Cette situation n'aurait pas dû se reproduire en 1979 si des mesures concrètes avaient été prises, après l'expérience de 1978. Aussi il lui demande de bien vouloir débloquer d'urgence des crédits pour le paiement de la garantie de ressources et aussi de prévoir une dotation plus importante pour 1980, afin que les travailleurs handicapés puissent percevoir leur salaire régulièrement.

Enseignement (établissements : Finistère).

26387. — 25 février 1980. — Mme Marie Jacq attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la délicate situation de l'enseignement au centre héliomar de Perharidy, à Roscoff, dans le Finistère. L'école du centre a été créée en 1963 avec un protocole d'accord entre l'organisme gestionnaire et l'éducation nationale. A cette époque, le centre comptait 100 malades orthopédiques et 400 malades en aérium. Aujourd'hui, le recrutement s'est modifié et la section aérium marin n'existe plus. Les deux tiers des enfants souffrent de handicaps moteurs lourds et subissent soit une mise en traction, appareillage plâtre, kinésithérapie d'une heure par jour au moins. Beaucoup d'entre eux connaissent des troubles associés (troubles spatio-temporels, de langage, etc.). Enfin, le centre accueille également des malades métaboliques graves (muscoviscidose, maladie rénale, diabète, obésité), gravité qu'ils ignorent pas d'où handicaps psychologiques s'ajoutant souvent à des handicaps linguistiques ou sociaux. Un tiers des enfants est arabisant ou étranger, un tiers est composé de cas sociaux, un tiers enfin est très retardé scolairement ou débile léger. Or, au C.H.M. de Perharidy, il n'y a pas de classes à option « handicapés moteurs » alors que la circulaire du 5 janvier 1959 prévoyait cette classe à partir de douze handicapés moteurs ou polyhandicapés. Seuls un changement de statut et des créations de postes pourraient permettre aux enseignants d'assurer leur tâche à ces enfants qui ont besoin plus que les autres d'enseignants disponibles. L'école du C.H.M. de Perharidy ne devrait plus rester une école de plein air mais une école d'enseignement spécial annexée au centre. Il manque au moins quatre postes pour l'option « handicapés moteurs » et les effectifs devraient être de douze dans les classes de déficients physiques jusqu'au CM 2, de huit dans les classes d'adapt-

tion, de perfectionnement, de S.E.S. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre afin que les enfants du C.H.M. de Perharidy aient au moins la chance de bénéficier d'un enseignement correct et adapté à leurs besoins.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

26388. — 25 février 1980. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des professeurs de l'enseignement public qui ont en début ou en cours de carrière exercé dans des établissements privés sous contrat d'association. Par décret n° 78-349 du 17 mars 1978, les années exercées dans l'enseignement privé sont prises en compte dans le calcul de l'ancienneté mais ces années ne peuvent être validées (art. L. 5 du code des pensions) pour l'ouverture du droit à la retraite. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre afin de remédier à cette situation injuste.

Enseignement secondaire (personnel).

26389. — 25 février 1980. — **M. André Labarrère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait que les chefs d'établissement et les censeurs viennent, à la suite d'une longue période au cours de laquelle ils ont essayé de sensibiliser le ministère à leurs problèmes corporatifs, de prendre connaissance des avant-projets de modification des règles concernant la nomination, la rémunération et la promotion interne des personnels chargés d'un emploi de direction dans les lycées et collèges. Il apparaît à la lecture de ces textes que leurs orientations sont radicalement opposées à celles du projet de statut que les intéressés n'ont cessé de présenter à vos services. Ces personnels sont donc très inquiets de cette orientation, car ils souhaitent être des fonctionnaires responsables, confirmés à la tête de leurs établissements par une situation clairement définie et à l'abri de tout arbitraire. En outre, ils constatent que leur situation financière ne cesse de se dégrader et reste par conséquent insuffisante. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir prendre en considération les revendications de ces personnels et s'il entend les satisfaire.

Education : ministère (personnel).

26390. — 25 février 1980. — **M. Jean Laborde** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur le statut des infirmiers et infirmières des administrations de l'Etat et notamment des services de santé scolaire et des établissements publics d'enseignement. Le déroulement de la carrière de ces derniers ne leur permet pas d'accéder au deuxième et au troisième grade du groupe B qui sont couverts aux autres agents ayant un même niveau de formation et une responsabilité équivalente. Aussi, il souhaite connaître les raisons de cette situation disparitaire qui pourrait être corrigée si tous les personnels infirmiers de l'Etat pouvaient bénéficier des trois grades du groupe B.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26391. — 25 février 1980. — **M. Pierre Lagorce** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les incidences de la crise de l'énergie quant à la situation économique des horticulteurs et des pépiniéristes. Les entreprises en cause subissent durement les effets de la hausse des prix de l'énergie (pétrole, gaz liquéfié et F.O.D.). De surcroît et tout au moins pour le Sud-Ouest aquitain, les effets de cette augmentation générale sont aggravés par le raccourcissement des délais de règlement des factures pétrolières (trente jours au lieu de soixante, ou comptant en place de trente jours) ou la suppression des ristournes antérieures pour le gaz liquéfié. Or, pour la profession spécialisée dans la culture en serre, l'énergie atteint 30 p. 100 des chiffres d'affaires, ce qui lamine au-delà du supportable les marges bénéficiaires nettes. L'abandon de ces productions ne peut, par ailleurs, être normalement envisagé. En effet, le poids des investissements et la spécificité des structures interdisent concrètement toute reconversion rentable. Enfin, ce renoncement accroîtrait considérablement le déficit de la balance commerciale horticole nationale, déjà en progression sensible : 151,6 millions de francs en 1974, 308,6 millions de francs en 1978 et vraisemblablement 1 milliard de francs en 1979. Donc l'arrêt des entreprises aurait pour conséquence regrettable d'accroître le sous-emploi agricole et général tandis que l'économie du fuel importé entraînerait une importation supplémentaire de fleurs et de plantes étrangères supérieure de quatre fois. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il entend prendre pour aider ces entreprises de main-d'œuvre à survivre.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (S.N.C.F. : politique en faveur des retraités).

26392. — 25 février 1980. — **M. Pierre Lagorce** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation des retraités et veuves de retraités de la S.N.C.F. dont le pouvoir d'achat subit une érosion constante proportionnellement plus importante que celle, déjà exagérément sévère, supportée par l'ensemble des travailleurs actifs. Il signale, de même, les demandes de cette catégorie particulièrement intéressante de retraités concernant : la réversion à 66 p. 100 des pensions de veuves ; l'attribution d'une prime de vacances ; la répercussion automatique sur les retraites des avantages acquis par les actifs, en particulier au cas de revalorisation des grades ; la suppression de la T.V.A. sur les produits alimentaires de première nécessité. Il lui demande quelles suites il estime possible de donner à ces revendications.

Fleurs, graines et arbres (horticulteurs et pépiniéristes).

26393. — 25 février 1980. — **M. Pierre Lagorce** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les méfaits du « travail noir » en matière de production et de commercialisation, en dehors des limites réglementaires, de certains produits horticoles. De nombreux amateurs produisent, en effet, sans contrôle sanitaire et sans respecter les règles sociales et fiscales directes et indirectes, en principe obligatoires. Cette pratique s'étend aujourd'hui à des organismes nationaux ou locaux et en certains cas à certains exploitants agricoles. Dans ces conditions, une distorsion économique importante s'instaure qui va couramment du simple au double, lors de la mise au marché entre les professionnels qui respectent la législation et ceux qui ne s'y conforment pas. Il lui demande quelle mesure il envisage de prendre pour supprimer cette forme anormale de commerce.

Fleurs, graines et arbres (horticulteurs et pépiniéristes : Gironde).

26394. — 25 février 1980. — **M. Pierre Lagorce** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les effets regrettables de l'évolution trop rapide et élevée des charges sociales et de la législation sociale en général applicables aux salariés agricoles du secteur de l'horticulture et des pépiniéristes. En Gironde, en particulier, les chefs d'entreprise de cette spécialité déjà très atteints par le « travail noir » et dont la saison de vente s'étend de novembre à mars considèrent que la seule possibilité d'assainir leur trésorerie est de licencier leur personnel. Et l'on constate dans ce secteur que chaque augmentation du S.M.I.C. correspond à un accroissement du nombre des chômeurs. D'où déstabilisation de la population rurale et aggravation du sous-emploi. Cette situation est socialement inadmissible et économiquement dangereuse. Il convient donc que des mesures appropriées à une suppression de cette anomalie soient recherchées par concertation entre autorités publiques nationales et locales et représentants des organisations syndicales patronales et salariales. Il lui demande s'il peut lui faire connaître son avis au sujet de cette concertation qui paraît hautement souhaitable.

Lait et produits laitiers (lait).

26395. — 25 février 1980. — **M. Christian Laurissegues** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des syndicats de contrôle laitier. Ces derniers participent aux actions d'amélioration génétique pour lesquelles les crédits de l'Etat s'amenuisent d'année en année. Ils éprouvent de ce fait des difficultés financières qui ne pourront que s'aggraver avec l'assujettissement à la T.V.A. au taux de 17,5 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1980. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Boissons et alcools (vins et viticulture : Lot-et-Garonne).

26396. — 25 février 1980. — **M. Christian Laurissegues** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'inquiétude des viticulteurs à l'issue de la dernière campagne en Lot-et-Garonne. La dernière récolte a été particulièrement importante en volume malgré les baisses de superficie, un effort particulier ayant été fait pour l'amélioration de la productivité ainsi que la qualité. Néanmoins, la situation du marché laisse prévoir une perte de revenu pour les producteurs si des mesures ne sont pas prises. Les producteurs de Lot-et-Garonne proposent : une distillation régionalisée sur la base de 85 p. 100 du prix de campagne ; une limitation au minimum des importations et en particulier un strict respect de l'accord de Bruxelles sur le prix minimum pour la

circulation du vin. Par ailleurs, ils s'étonnent de la lenteur de la réalisation des engagements pris au moment des sinistres de 1977. En conséquence, il lui demande quelles mesures sont envisagées face à ces différentes propositions afin que les efforts de productivité et de qualité réalisés par les viticulteurs ne soient pas ruinés par une perte de revenus.

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(établissements : Morbihan).*

26397. — 25 février 1980. — M. Jean-Yves Le Drian appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation dans le Morbihan. Alors que pour l'année scolaire en cours les effectifs moyens dans les classes préélémentaires sont de vingt-neuf élèves par classe (soit une surcharge par rapport au niveau optimum de vingt-cinq élèves) et qu'ils vont encore s'accroître l'an prochain, de nombreuses classes de maternelle sont menacées de fermeture. De telles mesures vont à l'encontre de l'intérêt des enfants dont les parents réclament au contraire la création de nouveaux postes afin d'améliorer la qualité de l'enseignement. Il lui demande en conséquence de démentir au plus vite les rumeurs concernant la fermeture de classes maternelles à Lorient et dans sa région et d'apporter aux parents d'élèves les apaisements qu'ils souhaitent.

Communautés européennes (politique agricole commune).

26398. — 25 février 1980. — M. Louis Le Penec appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la notion d'excédents laitiers, différence entre la production et la consommation d'un pays, et sur son gonflement communautaire dû, entre autres, aux incohérences dans certains pays membres. C'est ainsi que le quota du beurre néo-zélandais importé en Grande-Bretagne, par dérogation aux règles du Marché commun, arrive à représenter la moitié du stock communautaire. L'échéance de validité de cette dérogation étant cette année, il lui demande de lui préciser la procédure et les modalités qui seront suivies pour en revenir à une situation normale en la matière ainsi que les initiatives envisagées par la France pour lui permettre l'exportation de lait de consommation conditionné vers la Grande-Bretagne.

Lait et produits laitiers (lait).

26399. — 25 février 1980. — M. Louis Le Penec expose à M. le ministre de l'agriculture la nécessité de conserver notre potentiel laitier national non seulement pour notre indépendance alimentaire mais également pour l'atout économique que peut constituer l'exportation vers des pays tiers à la Communauté, tant dans le cadre d'accords commerciaux que dans celui d'une politique d'aide alimentaire. Cette chance que peut constituer l'exportation nécessite cependant une adaptation des produits et des recherches actives sont menées dans ce domaine comme dans l'étude de nouvelles formes de protéines lactées. Aussi, il lui demande de lui préciser le montant des aides affectées aux recherches d'adaptation des produits laitiers à l'exportation et les mesures envisagées pour rendre plus facile l'obtention des licences d'exportation dans ce secteur économique.

Mutualité sociale agricole (cotisations).

26400. — 25 février 1980. — M. Louis Le Penec appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur une pratique des caisses de mutualité sociale agricole qui considèrent les enfants d'exploitants comme aides familiaux dès lors qu'ils sont inscrits à l'A.N.P.E. et vivent sur l'exploitation. Cette interprétation amène l'exploitant à une cotisation forcée même si le jeune concerné ne participe nullement à une mise en valeur de l'exploitation. En conséquence, il lui demande de lui préciser les bases légales et réglementaires de cette procédure et les initiatives qu'il envisage pour que soit cernée avec plus de vérité la situation des demandeurs d'emploi enfants d'exploitants.

Lait et produits laitiers (lait).

26401. — 25 février 1980. — M. Louis Le Penec appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le problème de la production laitière et les menaces que font peser les propositions de la commission de Bruxelles touchant la taxe de coresponsabilité et la pénalisation des entreprises augmentant leur collecte. Une telle mesure conforterait les positions acquises et pénaliserait une région comme la Bretagne où s'est développée une économie laitière compétitive par la valorisation prioritaire des atouts naturels plus que par le recours à une alimentation importée. Elle ne s'attaquerait pas aux véritables

responsables des excédents que sont les grands livreurs de Hollande, Allemagne du Nord et Grande-Bretagne. Il lui demande donc les initiatives qu'il envisage au niveau européen pour éviter l'application de mesures injustes pour nos producteurs et inefficaces pour rationaliser la production laitière.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

26402. — 25 février 1980. — M. Louis Le Penec appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des instituteurs, devenus « éducateurs » en 1962 et classés, par décret n° 74-176 du 21 février 1974, en catégorie B. Il s'avère pourtant que la grille indiciaire qui est la leur (262-430) est inférieure à la grille minimale de la catégorie (267-474 brut). En conséquence, il lui demande à quelle échéance pourra leur être attribuée la grille indiciaire afférente au cadre B et les mesures envisagées pour permettre à ce corps, pénalisé depuis le rapatriement d'Algérie, d'obtenir une place satisfaisante dans la fonction publique.

*Postes et télécommunications et télédiffusion :
secrétariat d'Etat (personnel).*

26403. — 25 février 1980. — M. Louis Le Penec appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la situation préoccupante de certains personnels. En effet beaucoup d'agents, malés à Paris pour être titularisés, sont mariés et, pour certains, attendent leur retour dans leur famille depuis plus de deux ans. Beaucoup connaissent des difficultés d'ordre financier et moral qui accroissent le mécontentement dans les services. Il lui demande donc le nombre exact de fonctionnaires mariés, employés dans ses services de la région parisienne, qui ont demandé et attendent leur retour en province. Il lui demande en outre les mesures qu'il compte prendre pour améliorer concrètement le sort de ces personnels et leur permettre de retrouver leur famille et leur région.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

26404. — 25 février 1980. — M. François Mitterrand appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences néfastes du décret n° 80-24 du 15 janvier 1980 fixant les limites de l'intervention des organismes pratiquant une assurance complémentaire du risque maladie. Ce décret impose de laisser à charge des bénéficiaires d'une protection complémentaire — de type mutualiste — une participation aux dépenses de santé égale à 20 p. 100 au moins du ticket modérateur — hors les cas d'hospitalisation. Cette décision relève tout d'abord d'une mauvaise appréciation de la formation des coûts de santé : porter atteinte au recours à des soins précoces risque d'accroître la fréquence des hospitalisations, plus onéreuses. Elle est aussi socialement injuste, car elle renforce le caractère inégalitaire de la consommation médicale et s'ajoute à des mesures récentes restreignant la protection sociale des Françaises et des Français. Elle constitue enfin une ingérence inadmissible dans la liberté de décision des mutualistes. Il lui demande donc de bien vouloir revenir sur une décision qui doit entrer en application le 1^{er} mai prochain.

Agriculture (politique agricole).

26405. — 25 février 1980. — M. Christian Pierret attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le décret n° 79-905 paru au *Journal officiel* du 23 novembre 1979, relatif à la réglementation des boisements de terres agricoles. Ce décret autorise la plantation en résineux de toute terre agricole, par simple déclaration préalable à la préfecture. Cette situation va provoquer un recul de l'activité agricole dans certaines régions, puisque les capitaux vont s'investir dans le boisement. Et ce ne sont pas les agriculteurs qui aujourd'hui peuvent racheter les terres disponibles. Par ailleurs, il est connu qu'une terre plantée de résineux, sauf travaux importants de défrichage et de souchage, n'aura plus d'utilisation agricole. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin aux excès et aux spéculations que permet ce décret.

*Commerce et artisanat
(politique en faveur du commerce et de l'artisanat).*

26406. — 25 février 1980. — M. Lucien Pignion attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur les travaux de préparation de la charte de l'artisanat. Il semble que certains organismes professionnels représentatifs tel le centre national des jeunes artisans soient exclus de la concertation préalable visant à la préparation du texte. Il lui demande selon quels critères spécifiques les organismes professionnels consultés sont-ils choisis.

Bourses et allocations d'études (primes d'équipement).

26407. — 25 février 1980. — M. Lucien Pignion attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les primes d'équipement accordées aux élèves de l'enseignement technique. Il lui demande, d'une part, pour quelles raisons les élèves des S. E. S. ne bénéficient pas de ces primes d'équipement, accordées aux élèves de L. E. P., et des établissements privés ou assimilés pour l'accomplissement de leurs travaux techniques, alors que les élèves de S.E.S. ont les mêmes contraintes, d'autre part, par quelles mesures compte-t-il supprimer cette injustice.

Postes et télécommunications et télédiffusion (bureau de poste : Rhône).

26408. — 25 février 1980. — M. Jean Poperen attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la situation du bureau de poste de Décines-Charpieu (Rhône), construit en 1938, et qui ne correspond plus, depuis plusieurs années déjà, aux besoins des usagers. En raison de l'accroissement démographique de la commune, dont la population est passée de 6 078 habitants en 1936 à 24 354 en 1979, l'exiguïté du bureau de poste ne permet pas aux agents de cette administration d'effectuer, dans des conditions satisfaisantes, les tâches sans cesse plus nombreuses qui leur sont confiées. Or, depuis 1967, le conseil municipal s'est préoccupé de cette question à maintes reprises, en liaison avec les services intéressés. C'est ainsi qu'il a acquis et cédé à l'Etat, en 1972, pour le franc symbolique, un terrain de 4 000 mètres carrés, afin de permettre la construction envisagée. D'après les informations reçues par le maire de la commune, tant de la direction régionale des postes que de la préfecture, la construction dont il s'agit devait être réalisée en 1979 ou en 1980 au plus tard. Aucune décision n'étant intervenue à ce jour, il lui demande instamment quelles mesures il compte prendre pour que soit entreprise, sans tarder, la réalisation de cet équipement indispensable.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

26409. — 25 février 1980. — M. Maurice Pourchon appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation des ouvriers des parcs et ateliers de l'équipement. En effet, une décision du Conseil d'Etat du 27 juillet 1979 annule la décision du ministre de l'économie et des finances et celle du ministre de l'équipement refusant le bénéfice du supplément familial de traitement aux ouvriers permanents des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes. Il souhaite donc connaître les mesures qui ont été prises à ce jour pour que l'application de la décision du Conseil d'Etat du 27 juillet 1979 devienne effective.

Matériels électriques et électroniques (entreprises : Yvelines).

26410. — 25 février 1980. — M. Michel Rocard s'inquiète auprès de M. le ministre de l'industrie des perspectives d'emploi de l'entreprise Adret Electronique à Trappes (Yvelines). Cette entreprise détient une situation unique sur le marché français des générateurs synthétiseurs de fréquence et couvre 60 p. 100 environ du marché national. Elle se trouve cependant en concurrence directe avec la multinationale américaine Hewlett-Packard. Il est cependant inquiétant de savoir qu'à la fin de 1978, l'armée a préféré passer un marché avec une entreprise américaine pour l'achat de matériels plus volumineux, de moindre performance et de coût égal aux produits d'Adret électronique. Une telle décision ne concourt évidemment pas à l'indépendance économique, technologique et militaire de notre pays. La situation des commandes inquiète toutefois le personnel de l'entreprise qui redoute des licenciements économiques. Il lui demande donc : 1° de bien vouloir s'informer auprès de son collègue le ministre de la défense des critères de choix qui ont prévalu dans la passation du marché évoqué ; 2° de lui indiquer quelles sont les directives données aux différentes administrations s'agissant de commandes à passer à des entreprises nationales qui se trouvent en compétition serrée avec des sociétés étrangères ; 3° quelles perspectives il peut indiquer concernant le secteur industriel de l'électronique de pointe et l'entreprise Adret Electronique en particulier.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

26411. — 25 février 1980. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre du budget s'il est exact que l'allocation de chômage garantie de ressources versée par les A.S.S.E.D.I.C. aux salariés de plus de soixante ans ayant perdu leur emploi est assimilée par les servi-

ces fiscaux à une « pension de retraite » et ne peut, de ce fait, bénéficier de l'abattement de 10 p. 100 pour frais professionnels appliqué aux salaires. Dans l'affirmative il lui demande sur quels textes l'administration peut être fondée à ne pas reconnaître aux sommes ainsi versées le caractère de salaire, alors que toutes les autres allocations de chômage sont imposables dans la catégorie traitements et salaires. En toute hypothèse, il lui demande s'il ne voit pas là une discrimination insupportable à l'égard des chômeurs les plus âgés et s'il n'envisage pas de prendre soit les modifications réglementaires appropriées, soit de proposer au Parlement une réforme qui ne serait qu'une mesure de justice sociale et d'équité.

Enseignement agricole (personnel).

26412. — 25 février 1980. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des personnels de service employés dans les établissements scolaires chargés de l'enseignement agricole public. Dans l'état actuel des choses ce secteur de l'enseignement technique compte plus de 40 p. 100 des personnels non titulaires, soit plus de 4 500 personnes. Ces derniers sont en majorité des agents de service contractuels qui assurent les tâches indispensables au fonctionnement des établissements scolaires. Malgré leur ancienneté, leurs compétences et leur dévouement, les perspectives de titularisation sont pratiquement inexistantes. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte envisager pour remédier à cette situation.

Enseignement agricole (personnel).

26413. — 25 février 1980. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des personnels contractuels enseignant dans les établissements agricoles publics. A l'heure actuelle plus de 700 maîtres auxiliaires n'ont aucune possibilité de titularisation dans l'enseignement technique agricole public. A ce chiffre il convient d'ajouter 900 agents employés à plein temps, rémunérés par les budgets d'établissements et un nombre élevé d'enseignants payés à la vacation dont certains à temps complet. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte envisager pour remédier à cette situation.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26414. — 25 février 1980. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des producteurs de l'horticulture et de la pépinière. Un nombre de plus en plus important de producteurs de cultures ornementales sous serres connaissent de graves difficultés liées en particulier à la hausse du prix du fuel et des gaz liquéfiés. La consommation de produits énergétiques représente 15 p. 100 à 30 p. 100 de leur chiffre d'affaires. L'abandon de ce secteur d'activité par les producteurs français aggraverait considérablement le déficit de notre balance commerciale horticole qui était déjà en 1978 de 508,6 millions de francs et avoisine 1 milliard de francs en 1979. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte envisager pour remédier à cette situation.

Education physique et sportive (enseignement supérieur et postbaccalauréat : Gironde).

26415. — 25 février 1980. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur le projet de construction d'une U.E.R. d'éducation physique et sportive sur le domaine universitaire de Bordeaux. En date du 17 décembre 1975, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports déclarait prioritaire la construction d'une U.E.R. d'E.P.S. à Bordeaux. A la suite de cette décision un architecte fut désigné. Le programme pédagogique fut arrêté le 10 juin 1976. La réunion d'appel d'offres fut faite le 23 juin 1976 et le dossier de construction normalement déposé. Le 24 mars 1977 le recteur chancelier informait le président de l'université de la délivrance du permis de construire. Une première tranche de crédits put alors être débouquée et versée aux instances régionales. Depuis, les opérations sont stoppées. Aussi, il lui demande quelles mesures elle compte envisager pour remédier à cette situation.

Education physique et sportive (enseignement supérieur et postbaccalauréat).

26416. — 25 février 1980. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur le projet de création du diplôme de maîtrise ès sciences des activités physiques et sportives. L'élévation du niveau des performances sportives, l'élargissement de la pratique sportive à de nouvelles couches de la population, la naissance de nouveaux sports, le développement dans les domaines les plus divers d'un style sportif, ainsi que les implications de ces

différents phénomènes dans le contexte économique et social nécessitent, tant au niveau des sciences biologiques que des sciences humaines, une recherche spécifique et une réflexion permanente de haut niveau conformes aux objectifs de l'enseignement supérieur tels qu'ils sont définis par l'article premier de la loi d'orientation. Celles-ci ne peuvent être assurées que par des personnes sensibilisées à ces problèmes, tant au plan théorique qu'au plan pratique, ayant reçu une formation adéquate faisant suite à la licence. Aussi, il lui demande quelles mesures elle compte envisager pour remédier à cette situation.

Français (Français d'origine islamique).

26417. — 25 février 1980. — **M. Gilbert Sénès** rappelle à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** que le Comité national pour les musulmans français (association régie par la loi de 1901) a été investi par arrêtés ministériels d'une mission d'aide aux Français musulmans et qu'à ce jour ceux-ci n'ont pas été rapportés. Il s'étonne dans ces conditions, que l'appellation « Comité national des associations et amicales de Français musulmans » ait été retenue par ses services et il lui demande s'il ne craint pas qu'une confusion s'établisse entre ces deux organismes. Il souhaite également savoir s'il n'est pas envisagé une nouvelle dénomination pour l'organe consultatif qui vient d'être créé.

Electricité et gaz (personnel d'E. D. F.).

26418. — 25 février 1980. — **M. Gilbert Sénès** constatant l'émotion créée parmi les personnels d'E. D. F. - G. F. F. au sujet des propositions de loi de MM. Tranchant et Voi..., dont l'objectif est en définitive de remettre en cause le fonds de 1 p. 100 des recettes E. D. F. pour leurs activités sociales et d'autre part de réglementer sévèrement leurs droits de grève, demande à **M. le ministre de l'Industrie** de lui faire connaître son sentiment sur ces deux textes et, par ailleurs, si le Gouvernement envisage une discussion par l'Assemblée de ces deux textes et dans quels délais.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26419. — 25 février 1980. — **M. Gilbert Sénès**, député, appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'Industrie** sur la situation des revendeurs de fuel domestique. Ce secteur d'activité doit assurer la livraison de produits dont les prix ont augmenté très rapidement alors que la rémunération des négociants fixée en valeur absolue est notoirement insuffisante. Dans de telles conditions de nombreuses petites entreprises familiales risquent de disparaître. Les professionnels ont exprimé le souhait pour étudier l'ensemble des problèmes de la distribution du F. O. D. que soit constituée une commission d'étude afin que soient recherchées les solutions permettant de maintenir un réseau de distribution. Il lui demande de lui faire connaître si des mesures sont envisagées afin de permettre aux petites entreprises de distribution de F. O. D. de faire face à leurs difficultés et si la constitution d'une commission pourrait être envisagée.

Boissons et alcools (vins et viticulture).

26420. — 25 février 1980. — **M. Joseph Vidal** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Agriculture** sur l'échec des négociations interprofessionnelles tendant à définir les trois niveaux de prix de la grille préalablement acceptée par l'O. N. I. V. I. T. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour défendre la viticulture méridionale et faire respecter des prix tenant compte à la fois des coûts de production et de la qualité des produits.

Agriculture (exploitants agricoles : Aude).

26421. — 25 février 1980. — **M. Joseph Vidal** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Agriculture** sur les conséquences des hausses intervenues à nouveau sur le prix des engrais. Depuis le début de la campagne (1^{er} juin 1979) les engrais azotés auront augmenté de 18 à 20 p. 100, les engrais ternaires de 17 à 18 p. 100 et les binaires de 14 à 16 p. 100. Ces hausses s'ajoutent à celles des agro-carburants, du matériel agricole et des produits chimiques divers nécessaires à la production agricole. Elles contribuent à aggraver les difficultés économiques et sociales du département de l'Aude dont la viticulture constitue l'une des principales ressources. Il lui demande quelles mesures rapides et efficaces il compte prendre, face à cette surcharge des frais d'exploitation, pour garantir le pouvoir d'achat des viticulteurs et des agriculteurs, ainsi que des jeunes qui viennent de prendre en charge, non sans difficultés financières, une exploitation.

Chauffage (chauffage domestique).

26422. — 25 février 1980. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur les ressources non négligeables en bois de chauffage dont dispose notre pays. Il lui demande quelles sont les mesures prises par le Gouvernement, dans le cadre des économies d'énergie et de l'incitation à la non-consommation des produits pétroliers, pour favoriser l'utilisation du bois de chauffage et des sous-produits de scierie comme combustible.

Politique extérieure (Afrique).

26423. — 25 février 1980. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de la coopération** sur la création le 28 décembre dernier à Paris de l'A. C. D. A. ou Action concertée pour le développement en Afrique. Il lui demande : 1° De lui préciser ses objectifs et les moyens d'action, notamment financiers, dont il se verra doté ; 2° De lui donner les raisons pour lesquelles le fonds exceptionnel de promotion pour l'Afrique dont la création e. la dotation avaient été annoncées au troisième sommet franco-africain en 1976 par le Président de la République n'a pas à ce jour encore été mis en place.

Professions et activités immobilières (sociétés civiles immobilières : Indre).

26424. — 25 février 1980. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur la S. C. I. du domaine d'Oublaissé, 36600 Luçay-le-Mâle, propriété de la secte « Hare Krishna », dont le gérant vient de faire parvenir « aux locataires, riverains et utilisateurs » de la cour intérieure de l'hôtel d'Argençon à Paris, une lettre prescrivant diverses interdictions ou limitations de circulation. Il lui demande si le gérant précité exerce bien ses fonctions en conformité avec le droit commercial français et rempli, en particulier, les conditions de nationalité exigées par le code.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique : Orne).

26425. — 25 février 1980. — **M. Hubert Basset** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur le problème de la fourniture de fuel aux agriculteurs de certaines régions du département de l'Orne, notamment aux jeunes agriculteurs n'ayant pas de références de distribution ou à ceux dont les références sont insuffisantes. Jusqu'à ces derniers mois, les services officiels remettaient des « bons de fuel » à ces agriculteurs. Depuis plusieurs semaines, les services de la préfecture ne délivrent plus ces bons et invitent les agriculteurs à se fournir en fuel auprès d'un revendeur qui acceptera de satisfaire leurs besoins. Cette situation lui paraît anormale pour les agriculteurs qui vont entrer dans la période des travaux de printemps. Il est difficile de donner à l'agriculture les moyens de produire si les carburants sont rationnés. Il souligne la nécessité de mettre en place un « carburant vert » pour les agriculteurs dont l'approvisionnement serait garanti et bénéficierait d'une détaxe substantielle. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage la mise en place de ce carburant vert, indispensable à l'agriculteur.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26426. — 25 février 1980. — **M. Claude Coulais** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les difficultés qu'éprouvent actuellement les négociants en produits pétroliers en raison, d'une part, du contingentement et, d'autre part, de la dégradation des conditions d'exploitation que connaît cette profession. La marge correspondant à la rémunération des négociants est en effet en constante diminution, ce qui a pour effet de ralentir considérablement l'investissement et risque de contraindre les négociants à s'intégrer aux compagnies pétrolières. Il lui demande s'il n'envisage pas, afin de préserver l'indépendance de la profession, d'appliquer au négoce des produits pétroliers un tarif propre, distinct de celui qui s'applique aux consommateurs, contrairement à ce qui se passe actuellement, et d'augmenter les coefficients affectant les différentes marges. Il lui demande, en outre, s'il n'envisage pas l'organisation d'une table ronde réunissant les administrations intéressées et les représentants de la profession.

Enseignement secondaire (personnel).

26427. — 25 février 1980. — **M. Jacques Doufflaques** attire l'attention de **M. le ministre de l'Éducation** sur les modifications des règles concernant la nomination, la rémunération et la promotion interne des personnels chargés d'un emploi de direction dans les lycées et collèges. Il lui demande quelles sont les orientations qu'il

compte prendre en la matière et, plus précisément : 1° quant au rétablissement d'un grade assorti des garanties statutaires de la fonction publique ; 2° quant à leur situation financière, qui mériterait d'être réexaminée pour concrétiser la reconnaissance matérielle de leur responsabilité effective à la tête des lycées et collèges.

Communes (personnel).

26428. — 25 février 1980. — **M. Jacques Doufflaques** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'intérêt qu'il y aurait à instituer, pour le personnel communal, un régime de travail à temps partiel autre que le travail à mi-temps. Cela permettrait au personnel communal de bénéficier, par exemple, d'un régime de travail de trente heures, sur quatre ou cinq jours, tel que cela est pratiqué depuis quelques mois dans les organismes de sécurité sociale. Il lui rappelle le projet de loi dont le conseil des ministres du 4 juin 1979 a décidé la préparation en vue d'instituer, à titre expérimental, un régime de travail à temps partiel dans certaines administrations et il souhaiterait savoir : 1° s'il a déjà été mis en vigueur dans certaines administrations et lesquelles ; 2° si ce régime peut être étendu aux collectivités locales.

Agriculture (coopératives, groupements et sociétés).

26429. — 25 février 1980. — **M. Maurice Dousset** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si la loi n° 73-1194 du 27 décembre 1973 obligeant tout employeur ayant la qualité de commerçant ou de personne morale de droit privé, même non commerçante, et occupant un ou plusieurs salariés à assurer ceux-ci contre le risque de non-paiement des créances résultant du contrat de travail, n'opère pas une discrimination entre les sociétés civiles d'exploitation agricole employant une main-d'œuvre d'appoint et les exploitants agricoles individuels. En effet, il apparaît souvent que des exploitants agricoles qui, sans pour autant renoncer à l'exploitation familiale, s'associent en famille ou entre voisins en constituant une société civile. Il ne semble pas que les sociétés dont il s'agit présentent des différences avec des exploitants individuels en ce qui concerne l'emploi d'une main-d'œuvre d'appoint. Cependant, les premiers supportent cette assurance obligatoire, tandis que les seconds en sont exonérés.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

26430. — 25 février 1980. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur le très grand intérêt spirituel, intellectuel et politique, au sens noble du terme, des poèmes de Karol Wojtyła, dont le pape Jean-Paul II vient d'autoriser la publication. Il lui demande combien d'émissions seront consacrées par Radio-France et chacune des trois sociétés françaises de télévision à cette publication que d'éminents académiciens, acteurs, poètes et philosophes français devraient pouvoir commenter publiquement pour le noble plaisir de millions d'auditeurs et téléspectateurs souhaitant des émissions de haute qualité comme Radio-France et les chaînes de télévision française sont capables d'en offrir à l'intelligence et au cœur des Françaises et des Français.

Justice (conseils de prud'hommes).

26431. — 25 février 1980. — **M. Maurice Dousset**, ayant remarqué qu'un certain nombre d'erreurs ou d'anomalies s'étaient glissées sur les listes électorales des conseils de prud'hommes, demande à **M. le ministre de la justice** s'il lui semble nécessaire, en l'absence de textes particuliers, que des recours en rectification de liste, procédure rendue opportune par ces imperfections, soient envisagés.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

26432. — 25 février 1980. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le problème de l'érosion de la valeur réelle des exonérations fiscales prévues à l'article 156-II du code général des impôts. Cet article prévoit que n'entrent pas en compte pour l'évaluation des revenus des contribuables les intérêts afférents aux dix premières annuités des prêts contractés pour la construction, l'acquisition ou les grosses réparations des immeubles dont le propriétaire se réserve la jouissance, ainsi que les dépenses de ravalement. La déduction était limitée à l'origine à 5 000 francs plus 500 francs par personne à charge. Ce plafond a été relevé à la suite du vote de la loi de finances pour 1975 et porté à 7 000 francs plus 1 000 francs par personne à charge. Mais depuis cette date, aucune nouvelle mesure de

relèvement de ce plafond n'a été prise malgré la poursuite de la hausse des prix. En outre, devant la nécessité d'économiser l'énergie, les dépenses effectuées par les particuliers, pour ce faire, ont été admises aussi en déduction des revenus, sans modification du plafond. Mais le montant des intérêts d'emprunt permet le plus souvent à lui seul d'atteindre la limite fixée ; le contribuable n'est plus, dès lors, incité à réaliser des investissements destinés à économiser l'énergie. Il lui demande donc si, ne lui paraissant pas opportun que le relèvement du plafond de déduction fiscale soit au moins équivalent à la hausse des prix, afin de préserver la valeur de celui-ci.

Jeux et paris (Loterie nationale).

26433. — 25 février 1980. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le fait que la publication des résultats des tirages de la Loterie nationale au *Journal officiel* comporte seulement le nom de la tranche, par exemple tranche du vendredi 13 ou tranche des oiseaux, sans préciser son numéro, par exemple 19° tranche pour celle du vendredi 13 tirée le 17 avril 1979 ou 25° tranche pour celle des oiseaux tirée le 23 mai 1979. Il lui demande les raisons de cette omission qui peut induire à confusion lors de la lecture des résultats et s'il n'estime pas devoir donner des directives pour que désormais les résultats de la Loterie nationale au *Journal officiel* comportent non seulement l'indication du nom de la tranche mais aussi celui de son numéro.

Enseignement secondaire (établissements : Rhône).

26434. — 25 février 1980. — **M. Emmanuel Hamel** demande à **M. le ministre de l'éducation** : 1° quel est le déficit en heures constaté dans les collèges du département du Rhône en : a) travaux manuels éducatifs ; b) musique ; 2° le pourcentage de ce déficit par rapport au nombre d'heures enseignées en ces matières dans les collèges du Rhône ; 3° ce qu'il compte faire pour mettre un terme à ce déficit.

Charbon (Charbonnages de France).

26435. — 25 février 1980. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la signification du choix du nouveau président des Charbonnages de France. Il lui demande quels sont les objectifs du nouveau responsable de cette société nationale en ce qui concerne : 1° l'emploi dans les mines et le niveau de vie des mineurs actifs et retraités ; 2° la production nationale de charbon, compte tenu d'une part de l'objectif d'indépendance énergétique nationale, d'autre part du prix comparé de la tonne de charbon extraite du sous-sol français et des mines plus productives des pays étrangers actuellement exportateurs de charbon, enfin du prix comparé présent et futur des différentes sources d'énergie ; 3° la situation financière des houillères nationales ; 4° les activités des Charbonnages de France dans les secteurs non miniers de ses activités (chimie, etc.).

Plus-values : impositions (immeubles).

26436. — 25 février 1980. — **M. François d'Harcourt** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur certaines contestations auxquelles donne lieu l'imposition sur la plus-value en application de l'ancien article 150 ter du C. G. I. dans sa rédaction de la loi de 1963 en cas de cession de terrain à titre gratuit. Dans le cas d'une donation simple, le taux applicable est de 50 p. 100. Or, certains services fiscaux appliquent un taux de 70 p. 100 lorsqu'il s'agit d'une cession de terrain résultant d'une donation à un enfant unique à l'occasion d'un contrat de mariage et en donation simple. Il lui demande s'il y a lieu dans un tel cas d'établir une différence d'imposition et s'il ne serait pas conforme à l'esprit du législateur d'appliquer une imposition à 50 p. 100.

Enseignement secondaire (enseignement technique et professionnel).

26437. — 25 février 1980. — **M. Robert Héraud** expose à **M. le Premier ministre** les difficultés d'interprétation auxquelles peut donner lieu la circulaire n° 76-325 du 19 octobre 1976, émanant des ministères de la santé et de la sécurité sociale et de l'éducation. Cette circulaire concerne les conditions d'utilisation de machines dangereuses par les élèves des établissements d'enseignement technique. Elle « invite » les inspecteurs du travail « à titre d'expérience » à accorder les dérogations prévues à l'article R. 234-22 du code du travail pour permettre, après visite médicale, aux jeunes en cours de formation de travailler sur ces machines qu'ils ont besoin d'apprendre à connaître et à faire fonctionner. Le caractère non contraignant des termes utilisés et l'impossibilité, dans

certain cas, d'établir entre les services intéressés l'« étroite collaboration » que prône ladite circulaire peut aboutir à des impasses. C'est ainsi que dans sa circonscription, il a été le témoin d'un litige tenant au fait que l'inspecteur du travail a la faculté de poser comme préalable à l'habilitation au travail sur machines dangereuses, une autorisation de chaque professeur d'atelier pour chaque emploi. Or, le professeur d'atelier a une fonction de type pédagogique et non administratif. Il peut estimer ne pas avoir à délivrer ces autorisations, et faire ainsi obstruction à l'enseignement. Une interprétation trop littérale et trop rigoureuse des textes en vigueur risque de paralyser la vie pédagogique d'un établissement scolaire. C'est pourquoi il demande à M. le Premier ministre si ces remarques peuvent justifier, à son avis, une modification des textes incriminés dans un sens susceptible de concilier à la fois les impératifs de formation des adolescents et la garantie de leur santé et de leur sécurité.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

26438. — 25 février 1980. — M. Robert Héraud attire l'attention de M. le Premier ministre sur la relative modicité des rémunérations consenties aux institutrices et aux instituteurs eu égard à l'importance de leur mission éducative et de leur rôle dans la société française; si, pour la plupart des catégories socio-professionnelles, les revendications de caractère qualitatif prennent le pas depuis plusieurs années sur les revendications de caractère quantitatif, pour les maîtres de l'école primaire, en revanche, une substantielle revalorisation des traitements me semblerait devoir être envisagée; l'amélioration des perspectives de carrière et la réforme de la formation ont apporté des solutions positives aux problèmes qualitatifs liés à cette profession. En revanche, les rémunérations, compte tenu du niveau de compétence et de dévouement exigé, de la charge de travail requise, apparaissent insuffisantes. Certes, des revendications salariales sont difficiles à satisfaire dans une conjoncture économique assez défavorable et à une époque où le Gouvernement s'efforce de mettre en œuvre, dans la rigueur, une politique globale de lutte contre l'inflation. Mais la collectivité toute entière aurait beaucoup à gagner à une promotion sociale des instituteurs français, ne serait-ce que par l'attrait qu'exercerait alors cette carrière sur des jeunes dotés d'un niveau de formation et d'aptitudes de plus en plus poussés. C'est pourquoi il souhaiterait savoir si les ministères du budget et de l'éducation nationale pourraient conjointement prendre les mesures appropriées pour donner satisfaction à cette catégorie de fonctionnaires.

Impôt sur le revenu (paiement).

26439. — 25 février 1980. — M. Robert Héraud attire l'attention de M. le ministre du budget sur les inconvénients qui résultent pour le contribuable du caractère très bref (souvent moins de dix jours) du délai séparant la réception de l'avertissement fiscal relatif au tiers provisionnel et la date limite au-delà de laquelle l'impôt est passible des majorations de retard. Une telle procédure ignore délibérément les circonstances légitimes qui exposent un contribuable à se trouver momentanément absent de son domicile (vacances, maladie, déplacements professionnels ou familiaux). Compte tenu du fait que l'avertissement comporte un papillon détachable devant être accolé au verso du titre de paiement, il ne paraît pas facile d'anticiper sur sa réception pour le règlement des sommes dues. L'administration, en tout cas, ne semble pas le souhaiter. Si aucune solution n'est apportée à ce problème, la liberté de choix dont dispose le contribuable entre le prélèvement automatique à la source et le versement aux échéances légales se trouverait compromise dans des conditions comparables à celles qui résulteraient d'une pression psychologique, même si les circonstances particulières évoquées ci-dessus présentent un caractère purement fortuit.

Communes (domaine public et privé).

26440. — 25 février 1980. — M. Robert Héraud expose à M. le ministre de la justice les difficultés rencontrées par les notaires pour l'établissement d'origines de propriétés trentenaires des immeubles appartenant à des communes, vendus soit à des particuliers, soit à des collectivités locales. Fréquemment, ces terrains dépendent du patrimoine privé des communes depuis plus d'un siècle et celles-ci sont dans l'impossibilité d'établir leur propriété en raison de la perte de leurs titres. Des recherches sont alors effectuées par les notaires qui interrogent les bureaux des hypothèques, au moyen de réquisitions d'état du chef de la commune demandant de préciser la mention d'acquisition. Or, les conservateurs des hypothèques ne délivrent pas de renseignements de plus de cinquante ans du jour de la réquisition, et si ceux-ci sont réclamés ensuite aux archives

départementales, les réponses peuvent être négatives. Une autre difficulté peut émaner de l'administration du cadastre qui refuse, en raison des erreurs existant parfois dans leurs documents et archives, de donner la concordance entre le nouveau et l'ancien cadastre: toute recherche de propriété aux hypothèques antérieurement à la rénovation du cadastre devient ainsi impossible. Etant donné qu'il n'est pas pensable de déclarer dans un acte, et cela sans aucun contrôle, que la propriété vendue appartient à la commune depuis des temps immémoriaux, quel moyen reste-t-il aux notaires pour justifier d'une propriété trentenaire transcrite au bureau des hypothèques et donner ainsi toute garantie à un acquéreur sans risque d'action en responsabilité pour l'officier public.

Départements et territoires d'outre-mer (Martinique).

26441. — 25 février 1980. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le Premier ministre que le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères va visiter la Barbade, Grenade, Trinidad. Ce qui est normal. Mais il va aussi visiter les Caraïbes. On peut se demander, lorsque le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères représente officiellement le Gouvernement à la Martinique, s'il ne sort pas de ses attributions, la Martinique étant encore un département français et donc échappant à la compétence du Quai d'Orsay.

Fruits et légumes (maraîchers : Loire-Atlantique).

26442. — 25 février 1980. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'agriculture que les adhérents de la fédération des groupements maraîchers nantais, réunis en assemblée générale le 26 janvier 1980 à Nantes, ont émis une motion dans laquelle, entre autres, d'une part, ils ont attiré l'attention du Gouvernement sur la situation économique désastreuse dans laquelle se trouve leur secteur d'activité du fait de la stagnation, voire de la régression des prix de vente, alors que dans le même temps, l'ensemble des charges d'exploitation connaît des hausses très importantes (énergie, charges sociales et salariales, conditionnements, etc.). D'autre part, ils ont souligné que si cette situation devait continuer, beaucoup de maraîchers de la région nantaise se verraient dans l'obligation d'abandonner leur profession, avec les conséquences que cela implique au niveau de l'économie départementale, approvisionnement des consommateurs, industries annexes... En conséquence, ils demandent aux pouvoirs publics une plus grande prise de conscience de leurs difficultés et la mise en œuvre de mesures urgentes pour redresser la situation, à savoir: l'application d'une véritable protection communautaire vis-à-vis des pays tiers, établissement de prix de référence pour l'ensemble des produits légumiers et l'actualisation impérative de ceux-ci en fonction des coûts de production, obligation pour tous les pays importateurs de respecter scrupuleusement les règles de normalisation en vigueur dans la communauté, garantie d'un financement de crédit agricole adapté à une situation de crise grave (augmentation de la durée des prêts, taux réduits, différés d'amortissement, prise en charge par l'Etat des intérêts pour les investissements réalisés). A ces requêtes s'en ajoutent d'autres, telles celles du « registre de producteurs », celles touchant au problème propre aux jeunes maraîchers notamment. M. Maujouan du Gasset attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur cette motion et lui demande ce qu'il compte faire pour sa prise en compte.

Service national (appelés).

26443. — 25 février 1980. — M. Arthur Paecht attire l'attention de M. le ministre de la défense sur la préoccupation d'un certain nombre d'étudiants qui ont choisi d'effectuer leur service national avant l'achèvement complet de leurs études et qui ont été incorporés en décembre 1979. Les intéressés vont, en effet, se trouver en sérieuse difficulté pour reprendre leurs études immédiatement après la fin de leur temps de service, dans la mesure où les cours de faculté, ainsi que les travaux dirigés obligatoires auront repris à partir du 15 octobre 1980 environ. Il lui demande par conséquent s'il est possible de leur accorder des facilités particulières pour qu'ils puissent assister aux cours et travaux dirigés obligatoires et éviter ainsi de perdre une année entière.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (paiement des pensions).

26444. — 25 février 1980. — M. Maurice Tissandler demande à M. le ministre du budget de bien vouloir l'informer sur l'application de l'article 62 de la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974, qui décidait du paiement mensuel et à terme échu des pensions, et précisait que cette réforme serait mise en œuvre progressivement à partir du 1^{er} juillet 1975.

Education physique et sportive (personnel).

26445. — 25 février 1980. — **M. Maurice Tissandier** appelle l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur l'illogisme et l'injustice du sort réservé à l'heure actuelle aux professeurs adjoints et chargés d'enseignement d'éducation physique. Il lui fait remarquer que ces enseignants dispensent l'éducation physique et sportive dans les mêmes classes et dans les mêmes établissements que les professeurs certifiés, qu'il s'agisse du secondaire ou du supérieur. Néanmoins, ils sont les seuls enseignants du second degré à être classés en catégorie B et sont de ce fait, mal rémunérés. Il constate que malgré la réforme de leur recrutement en 1975, établie sur la base du baccalauréat leurs indices sont restés alignés sur ceux des instituteurs adjoints (enseignants du premier degré), alors qu'ils ne bénéficient en revanche d'aucun des avantages de ceux-ci (promotions internes, diverses indemnités). Il déplore que les chargés d'enseignement d'éducation physique n'aient pas les mêmes indices que leurs collègues des autres disciplines et que les professeurs adjoints ne bénéficient pas d'une situation matérielle comparable à celle des autres catégories d'enseignants, formées comme eux en trois années. Il lui demande en conséquence s'il entend, et dans quel délai, prendre des mesures destinées à mettre un terme à la discrimination dont font l'objet présentement les professeurs adjoints et chargés d'enseignement d'éducation physique, afin de les reclasser dans la fonction publique conformément à leur durée de formation et à leurs secteurs d'intervention.

Hôtellerie et restauration (débits de boissons).

26446. — 25 février 1980. — **M. Maurice Tissandier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur l'utilisation fréquente par les brasseurs de la pratique des contrats de bière comportant une clause d'exclusivité en matière d'approvisionnement. L'objet de ce type de contrat est d'obliger un cafetier-limonadier, en contrepartie d'un avantage précaire ou matériel, à s'approvisionner exclusivement auprès d'un seul brasseur. Il lui signale que la pratique de ces contrats non seulement fait échec à la concurrence, ce qui est grave dans une période d'application d'une politique de libération des prix, mais emporte aussi un asservissement des cafetiers-limonadiers à l'égard des brasseurs, non compensé par l'avantage consenti par ces derniers. Il constate le caractère ambigu de la réglementation française en ce domaine, qui ne se prononce pas clairement sur le fait de savoir si ces contrats sont licites. En effet, les articles 37 du décret du 24 juin 1958 et 50 de l'ordonnance du 28 septembre 1976 qui semblent se prononcer en faveur du caractère illicite de ces contrats se heurtent à certaines dispositions non abrogées des lois du 14 octobre 1943 et 20 mars 1956, qui de par leur contenu sont un obstacle à la clarté du problème et à sa solution. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer : 1° si les contrats de bière comportant une clause d'exclusivité en matière d'approvisionnement sont licites ; 2° s'il ne conviendrait pas de condamner ce type de contrat, à moins qu'un équilibre plus juste puisse être trouvé dans les rapports qui s'établissent à l'occasion de ces contrats entre les brasseurs et les cafetiers-limonadiers.

Postes et télécommunications et télédiffusion (personnel : Indre).

26447. — 25 février 1980. — **M. Maurice Tissandier** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** et à la télédiffusion sur la situation des receveurs distributeurs des P. et T. du département de l'Indre. Il lui demande s'il entend prendre des mesures susceptibles de satisfaire aux principales revendications des receveurs distributeurs, en leur reconnaissant la qualité de comptable, en les intégrant dans le corps des receveurs avec un classement indiciaire en catégorie B, en garantissant l'amélioration de leurs conditions de travail (par l'accroissement de leurs effectifs), de logement et de sécurité.

Congès et vacances (étalement des vacances).

26448. — 25 février 1980. — **M. Paul Balmigère** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** la responsabilité particulière des pouvoirs publics dans l'établissement des vacances. De nombreux services publics sont en effet nécessaires dès l'arrivée des premiers vacanciers, leur absence durant les mois de juin et septembre pouvant réduire à néant les efforts réalisés par ailleurs pour étaler les vacances. L'ouverture des agences et antennes des P. et T. du début juin à fin septembre contribuerait à l'étalement souhaité. Il lui demande donc de faire étudier par les différents services publics l'allongement de la période d'ouverture des bureaux temporaires.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (professions et activités sociales : Hérault).

26449. — 25 février 1980. — **M. Paul Balmigère** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** l'opposition exprimée par une très large majorité des assistants et étudiants du service social de l'Hérault au projet de décret relatif à la réforme des études et du diplôme d'assistant de service social. Ce projet soulève, à juste titre, l'inquiétude et le mécontentement des assistants sociaux en exercice et des jeunes qui désirent s'orienter vers cette profession. Il prévoit, en effet, pour l'entrée dans les établissements de formation un examen de sélection organisé par les D. R. A. S. S., auquel peuvent se présenter des candidats non-bacheliers et non pourvus de diplômes équivalents au baccalauréat, ce qui signifie que le niveau d'entrée et celui des études risquent de se trouver déclassés par rapport au niveau actuel. Le projet prévoit également que les écoles de service social actuelles changeraient de dénomination pour devenir établissements de formation, appellation qui ne correspond pas à la spécificité de la formation, ni au niveau des études. Si la durée de ces dernières est maintenue (trois ans), la durée des stages augmente au détriment de l'enseignement théorique, ce qui, joint aux nouvelles conditions d'entrée, tend à abaisser le niveau des connaissances générales nécessaires à un bon exercice de la profession. En troisième année est prévu un stage d'adaptation qui, dans sa conception, est contraire au caractère polyvalent des études préparatoires au diplôme d'Etat ; par ailleurs, la pratique de tels stages suppose l'occupation de postes d'assistants de service social par des non-diplômés en cours de formation avec les risques qui en découlent. Enfin, les facilités de formation en cycle continu sans limitation dans le temps peuvent amener des personnes non diplômées à occuper indûment des emplois d'assistants du service social. Ces dispositions portent atteinte à la loi de 1946 qui régit les conditions d'exercice de la profession. Elles ont été élaborées sans concertation réelle avec les organisations représentatives de la profession, qui ont proposé une formation de quatre ans après le baccalauréat (niveau maîtrise) avec mise en place d'unités de valeur équivalentes à celles de l'université. Il lui demande donc de revenir sur le projet de réforme et d'en élaborer un nouveau qui tienne compte des souhaits des personnels et des nécessités de l'exercice de la profession.

Enseignement secondaire (établissements : Seine-et-Marne).

26450. — 25 février 1980. — **M. Gérard Bordu** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la demande adressée au recteur de l'académie de Créteil par la fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques de Chelles, pour obtenir un poste de langue arabe au lycée de la cité scolaire de Chelles. Depuis 1975, l'arabe est enseigné au C. E. S. Camille Corot de cette commune et chaque année un nombre de plus en plus important d'enfants choisit cette langue, soit en première, soit en seconde langue (16 élèves en 6^e cette année). Au moment où des liens d'amitié sont renoués avec l'Algérie, et quand notamment la ville de Chelles a des contacts culturels importants avec ce pays, il serait hautement souhaitable d'ouvrir pour ces élèves des sections LV1 et LV2 au lycée de la cité scolaire de Chelles. **M. Bordu** rappelle à **M. le ministre** qu'il n'existe aucune classe d'arabe dans le département de Seine-et-Marne au niveau du secondaire. Il est donc regrettable que ces enfants arrivant en seconde se voient dans l'obligation d'abandonner totalement la langue qu'ils avaient étudiée et pour laquelle ils étaient motivés. Il lui demande donc de prendre les dispositions financières qui s'imposent pour permettre à ces sections LV1 et LV2 de voir le jour à la rentrée prochaine au lycée de la cité scolaire de Chelles, afin de permettre à ces enfants de mener à terme l'étude de cette langue qui prend une part de plus en plus importante dans notre société moderne.

Postes et télécommunications et télédiffusion (bureaux de poste).

26451. — 25 février 1980. — **M. Gérard Bordu** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** et à la télédiffusion sur le fait que de nombreuses communes, à l'heure actuelle, participent au préfinancement de la construction d'un hôtel des postes sur leur territoire. Il lui demande de lui indiquer dans ce cas précis sur quels critères sont fixés les loyers que les postes et télécommunications locataires des hôtels concernés doivent verser à la commune.

Baux (baux d'habitation : Seine-et-Marne).

26452. — 25 février 1980. — **M. Gérard Bordu** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la décision de la caisse d'allocations familiales de Seine-et-Marne de ne plus accorder d'aides aux familles allocataires en difficulté, pour résorber

les retards de loyer. Auparavant ces allocataires pouvaient percevoir une avance récupérable sur les allocations, ce qui leur permettait de rattraper ce retard. Cette possibilité ne leur est plus offerte. De plus les allocations logements sont supprimées à l'allocataire tant qu'un retard de loyer subsiste, ce qui lui enlève toute possibilité de se rattraper. Il lui demande de lui faire savoir s'il s'agit d'une décision nationale ou juste localisée à la Seine-et-Marne, d'intervenir auprès de cette caisse pour que ces facilités soient de nouveau accordées aux allocataires qui rencontrent momentanément des difficultés financières et de prendre de toute façon des mesures qui permettent le remboursement de l'allocation logement au propriétaire ce qui réduirait d'autant le retard de loyer.

Sports (associations, clubs et fédérations).

26453. — 25 février 1980. — M. Robert Ballanger demande à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs de lui faire connaître la répartition des subventions (budgétaires et extra-budgétaires) entre les comités départementaux des fédérations sportives.

Papiers et cartons (entreprises : Corrèze).

26454. — 25 février 1980. — M. Jacques Chaminate informe M. le ministre de l'industrie de la situation qui est celle des salariés d'une usine de papeterie située à la gare d'Aubazine (19550 - Saint-Hilaire-Peyroux). Il s'agit d'une usine du groupe S. O. C. A. R. qui a compté jusqu'à 260 salariés et dont les effectifs actuels sont de 105. Une demande de 35 licenciements a été déposée et si ceux-ci intervenaient, cela créerait une situation risquant, à brève échéance, de mettre en péril l'existence même de cette entreprise. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces licenciements n'interviennent pas et assurer une relance de l'activité de cette entreprise.

S. N. C. F. (lignes).

26455. — 25 février 1980. — M. Jacques Chaminate rappelle à M. le ministre des transports sa question écrite du 20 décembre 1978 qui n'a reçu aucune suite. Les problèmes soulevés concernaient les mesures à mettre en œuvre pour le désenclavement du Massif Central et la question proposait de créer une relation entre Brive et Aurillac. En effet, en semaine, il n'existe aucune liaison entre ces deux villes de 4 h 30 à 11 h 44. Cette liaison est possible. Il suffirait de mettre un autorail supplémentaire au train 7941 (départ de Brive à 7 h 32) qui serait coupé à Saint-Denis pour la direction Aurillac. Ce train serait utile car il assurerait la correspondance du train 4431 venant de Limoges et pourrait, en période hivernale, être acheminé jusqu'au Lloran, station de sports d'hiver très fréquentée par les Brivistes. En conséquence, il reprend la conclusion de sa première question écrite en lui demandant s'il n'entend pas créer, avec la direction de la S.N.C.F., les conditions nécessaires à la mise en service de ce train dans les délais les meilleurs.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

26456. — 25 février 1980. — M. Jacques Chaminate rappelle à M. le ministre des transports que les personnes handicapées et invalides civils ne bénéficient pas, comme c'est le cas pour les pensionnés de guerre par exemple, de cartes de réduction pour la circulation sur les lignes S. N. C. F. Pour la plupart de ces personnes, leur handicap physique leur occasionne des frais supplémentaires lorsqu'elles ont à voyager. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas étendre aux handicapés et invalides civils les dispositions en vigueur pour les pensionnés de guerre.

Bois et forêts (pollutions et nuisances : Seine-et-Marne).

26457. — 25 février 1980. — M. Roger Combrisson attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les menaces de destruction du massif forestier de la forêt de Sénart. En effet, des projets autoroutiers (transformation de la R. N. 6 en voie autoroutière de deux fois quatre voies : F. 5), la construction d'un échangeur au carrefour de la Croix de Villeroy, l'urbanisation de la ville nouvelle de Melun-Sénart, supprimeraient près de 1200 hectares de massifs forestiers, ce qui, à terme, reviendrait à la destruction de son environnement, de sa flore, et de sa faune. Or, des milliers de Parisiens ou d'habitants de la banlieue, des enfants de centres aérés, des sportifs, apprécient cette forêt comme lieu de détente et de loisirs. De plus, bien que située près de Paris,

elle reste une des plus belles chênaies de la région Ile-de-France. Il lui demande en conséquence : 1° quelles mesures il compte prendre pour lever les emprises des voies autoroutières ; 2° pour cesser l'urbanisation et l'aménagement de la forêt.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26458. — 25 février 1980. — M. Michel Couillet attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'inquiétude des serristes horticoles très pénalisés par les augmentations des prix du fuel lourd (près de 90 p. 100 entre mars et décembre 1979), des gaz liquéfiés et du F. O. D. De plus, les dépositaires de ces carburants ont réduit leur délai de règlement. Cet état de choses provoque de réelles difficultés de trésorerie et porte un coup très grave à cette profession. Une reconversion de ces entreprises paraît impossible ; or, l'abandon des cultures ornementales sous serres par les producteurs français aggraverait le déficit de notre balance commerciale dans ce domaine. En effet, de 151,6 millions de francs en 1974, il est passé à 508,6 millions de francs en 1978, et combien celui-ci sera-t-il en 1979. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin d'éviter une aggravation des difficultés imposées à cette profession, par exemple en détaxant le fuel lourd et le fuel domestique et en maintenant les délais de règlement précédemment consentis.

Chômage : indemnisation (allocations).

26459. — 25 février 1980. — M. Michel Couillet attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat des postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la situation des personnes ayant travaillé dans l'administration des P. T. T. comme stagiaires, puis licenciées. Ces personnes ont donc été admises à l'aide publique au taux journalier de 23 francs en plus de l'allocation mensuelle pour perte d'emploi servie par son administration de l'ordre de 1200 francs. Mais depuis l'application des nouvelles réformes concernant l'indemnisation du chômage, l'aide publique a été remplacée par une allocation de base desservie par les Assedic, qu'on refuse de leur verser. Il lui demande quels sont les droits auxquels peuvent prétendre les personnes dans ce cas en remplacement de l'aide publique puisque cette dernière leur a été supprimée.

Intérieur : ministère (personnel : Loir-et-Cher).

26460. — 25 février 1980. — M. Guy Ducoloné appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la réponse que M. le préfet de Loir-et-Cher a adressée au secrétaire de la fédération du parti communiste français lui demandant une audience pour exposer les difficultés de nombreuses exploitations agricoles de ce département. Les termes de cette réponse sont les suivants : « Votre correspondance du 16 janvier appelle de ma part les observations suivantes. Je suis bien placé pour connaître les problèmes des exploitations agricoles en difficulté puisque j'ai déployé depuis mon arrivée dans ce département beaucoup d'efforts, notamment dans le domaine viticole, pour permettre aux agriculteurs de s'adapter. Pour l'élaboration des actions en cours ou à venir je suis en relation constante avec les organisations professionnelles et consulaires mais non avec les partis politiques, quels qu'ils soient, qui n'ont pas vocation à traiter ce genre de problème. J'ajouterai que le parti communiste est certainement le plus incompétent en la matière car on observe dans tous les pays où il prend le pouvoir, et notamment en U. R. S. S., des désastres agricoles sans précédent. Croyez, monsieur le secrétaire, à l'assurance de mes sentiments distingués. » Il lui demande : 1° s'il considère cette réponse conforme au rôle de son administration ; 2° quelles dispositions il compte prendre pour faire respecter le droit des partis politiques de traiter des problèmes économiques et sociaux de leur choix.

Mutualité sociale agricole (caisses : Allier).

26461. — 25 février 1980. — M. Pierre Goldberg expose à M. le ministre de l'agriculture les conséquences prévisibles du budget annexe des prestations sociales agricoles (Bapsa) 1980 pour les agriculteurs et la Mutualité sociale agricole de l'Allier. Il constate que les cotisations techniques sont en augmentation de 20 p. 100, à quoi s'ajoutera un rappel des cotisations d'Amexa égal à 4 p. 100 des cotisations 1979 ; que les cotisations pour les salariés progressent de 28,72 p. 100 alors que les prestations ne progresseront que de 13 à 14 p. 100 tant pour les exploitants que pour les salariés ; que ces augmentations se cumulent chaque année, sans que le revenu agricole ne progresse dans les mêmes conditions (dans l'Allier, où l'élevage est dominant, le revenu a même diminué). De graves difficultés financières sont à redouter pour la caisse de

mutualité sociale agricole de l'Allier en 1980. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour améliorer rapidement le revenu des éleveurs de l'Allier et leur permettre de faire face à leurs charges sociales.

Politique extérieure (Sahara occidental).

26462. — 25 février 1980. — M. Maxime Gremetz attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les Informations faisant état de la présence de conseillers militaires français à Smara, ville du Sahara occidental (et cela mi-janvier 1980). Il lui demande comment le Gouvernement français concilie-t-il la présence de conseillers militaires français auprès de l'armée marocaine avec ses affirmations de « neutralité » dans le conflit du Sahara occidental. Comment se fait-il que ses conseillers opèrent en dehors des frontières internationales reconnues du Maroc.

Politique extérieure (Sahara occidental).

26463. — 25 février 1980. — M. Maxime Gremetz rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que dans une réponse à une question écrite de M. L. Odru, concernant la reconnaissance du Polisario, il déclarait (*Journal officiel* du 8 septembre 1979) : « Le Gouvernement français ne peut établir de relations officielles avec un mouvement qui n'a pas d'existence légale puisqu'il n'a été reconnu par aucune organisation internationale... ». Depuis cette déclaration, l'assemblée générale de l'O. N. U. a voté, le 25 novembre 1979, à une écrasante majorité (88 voix pour et 6 contre) un texte affirmant : « L'assemblée générale recommande à cet effet que le front Polisario, représentant du peuple du Sahara occidental, participe pleinement à toute recherche d'une solution politique juste, durable et définitive de la question du Sahara occidental... ». Ainsi l'argument avancé par M. le ministre n'est plus valable aujourd'hui. Il lui demande que le Gouvernement français prenne en compte cette réalité nouvelle et reconnaisse enfin le front Polisario.

Enseignement secondaire (personnel).

26464. — 25 février 1980. — M. Guy Hermier attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes de fonctionnement que connaît le L. E. P. de La Calade, dans le 15^e arrondissement de Marseille. Depuis la rentrée scolaire, quatorze heures de cours ne sont pas assurées en classes terminales, dans les disciplines suivantes : droit, économie, correspondance commerciale, dactylographie. Si une telle situation devait se prolonger, c'est l'avenir de plusieurs dizaines d'enfants qui serait sérieusement compromis. C'est pourquoi, il lui demande de prendre des mesures pour qu'un poste soit créé le plus rapidement possible au L. E. P. La Calade.

Professions et activités sociales (oides ménagères).

26465. — 25 février 1980. — M. Parfait Jans indique à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que le bulletin « Actualités Service » qui, dans son numéro 345 de janvier 1980, traite de l'aide ménagère à domicile, souligne que si 280 000 personnes en bénéficient aujourd'hui, 55 000 personnes âgées supplémentaires devraient recevoir cette aide organisée par les bureaux d'aide sociale ou par des associations privées. D'autre part, il est indiqué que les dotations qui sont consenties à l'aide ménagère ont plus que triplé depuis 1974, passant de 300 millions à 1 milliard de francs. Ce service apporte une aide considérable aux personnes âgées et contribue très efficacement à leur maintien à domicile. S'il est juste d'en souhaiter l'extension, il semble normal de faire le point sur les structures existantes pour savoir si elles pourront faire face aux 55 000 demandes supplémentaires. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui apporter les précisions suivantes : 1° quel est le nombre actuel des aides ménagères et leur répartition entre les bureaux d'aide sociale et les associations privées ; 2° combien de bureaux d'aide sociale et d'associations privées contribuent-ils à la mise en œuvre de ce service ; 3° au sujet de la dotation atteignant 1 milliard de francs, quelle est la part réciproque de l'Etat, des collectivités locales (départements et communes), de la C. N. A. V. T. S., des régimes spéciaux et des caisses de retraite complémentaires ; 4° l'Etat envisage-t-il d'augmenter sa participation à ce service, très important pour le maintien à domicile, afin d'accroître le nombre des bénéficiaires ; 5° quelles mesures sont prises pour permettre aux régimes spéciaux de reprendre ou d'accroître le service rendu, compte tenu des difficultés signalées ces derniers temps ; 6° enfin quelles mesures sont envisagées pour permettre aux associations d'appliquer la loi sur la mensualisation et pour rendre effective la convention collective applicable depuis le 1^{er} janvier 1980.

Architecture (agréés en architecture).

26466. — 25 février 1980. — M. Emile Jourdan attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation des maîtres d'œuvre en bâtiment et travaux publics. Nombre d'entre eux sont gravement

menacés dans l'exercice de leur profession à la suite des décisions de rejet qui refusent de reconnaître leur qualification en vue de l'inscription au tableau régional de l'ordre des architectes. La loi sur l'architecture indique cependant que cet exercice est également ouvert sous le titre d'agréé en architecture aux personnes qui, sans porter le titre d'architecte, exerçaient une activité de conception dans le domaine de la construction avant la publication de la loi. La circulaire du 30 mai 1978 relative à son application demande que soient prises en considération et reconnues les situations acquises antérieurement. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre à l'égard des intéressés qui, dans les circonstances actuelles, sont dans l'obligation de cesser leur activité, et donc de supprimer un certain nombre d'emplois, ce qui, dans la conjoncture présente, ne ferait d'aggraver le chômage.

Architecture (agréés en architecture).

26467. — 25 février 1980. — M. Emile Jourdan attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation des maîtres d'œuvre en bâtiment et travaux publics. Nombre d'entre eux sont gravement menacés dans l'exercice de leur profession à la suite des décisions de rejet qui refusent de reconnaître leur qualification en vue de l'inscription au tableau régional de l'ordre des architectes. La loi sur l'architecture indique cependant que cet exercice est également ouvert sous le titre d'agréé en architecture aux personnes qui, sans porter le titre d'architecte, exerçaient une activité de conception dans le domaine de la construction avant la publication de la loi. La circulaire du 30 mai 1978 relative à son application demande que soient prises en considération et reconnues les situations acquises antérieurement. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre à l'égard des intéressés qui, dans les circonstances actuelles, sont dans l'obligation de cesser leur activité, et donc de supprimer un certain nombre d'emplois, ce qui, dans la conjoncture présente, ne ferait qu'aggraver le chômage.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

26468. — 25 février 1980. — Mme Chantal Leblanc attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des handicapés mariés, au regard de l'impôt sur le revenu. Actuellement, une personne handicapée titulaire d'une carte d'invalidité d'au moins 80 p. 100 perd en se mariant le bénéfice de la demi-part supplémentaire. Or, le mariage d'une personne handicapée à 80 p. 100 ne résout pas pour autant le problème de la tierce personne, des transports, de l'hébergement qui occasionne des frais supplémentaires. Elle lui demande donc de prendre toutes mesures pour que cet avantage fiscal pour le handicapé ne soit pas supprimé en cas de mariage.

Education physique et sportive (personnel).

26469. — 25 février 1980. — Mme Chantal Leblanc rappelle à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs les engagements qu'il avait pris pour revaloriser la situation des professeurs adjoints et chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive. Or, les professeurs adjoints et les chargés d'enseignement, malgré une réforme de leur recrutement sur la base du baccalauréat, sont toujours alignés sur les indices des instituteurs adjoints et non sur ceux des autres catégories formées comme eux en trois ans. Aussi elle lui demande de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à leur discrimination, pour que leur classement dans la fonction publique soit conforme à leur durée de formation et à leur secteur d'intervention.

Instruments de précision et d'optique (entreprises : Somme).

26470. — 25 février 1980. — Mme Chantal Leblanc attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le fait que, dans la nuit du 8 au 9 février 1980, la direction de l'entreprise Maillard à Abbeville (Somme) a fait déménager huit machines sans informer ni consulter le comité d'entreprise. En réaction, de 70 à 80 p. 100 du personnel se sont mis en grève pour demander une réunion extraordinaire du comité d'entreprise, le retour des machines et des négociations sur les salaires et les conditions de travail. La direction refuse, prolongeant ainsi ce conflit. Elle lui demande d'intervenir auprès de la direction de cette entreprise pour qu'elle accepte d'engager enfin les négociations.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements : Bretagne).

26471. — 25 février 1980. — M. François Leizour attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les décisions de fermetures de nombreuses classes de l'enseignement élémentaire et pré-élémentaire. Il constate que, sur la base d'instructions ministérielles, il

est procédé actuellement à tout un travail de réévaluation des effectifs, de globalisation et de regroupements. Il relève que les premières indications concernant la Bretagne annoncent, pour le Finistère: 133 fermetures de classes possibles contre seulement 68 ouvertures possibles; en Ille-et-Vilaine: 127 fermetures étudiées, sans qu'on connaisse encore le nombre d'ouvertures envisagées; pour les Côtes-du-Nord, on s'attend à un solde négatif de près de 50 classes, soit 7 p. 100 du total, alors que l'effectif total des élèves ne baissera que de 800 unités, soit de 1,50 p. 100. Il lui demande de vouloir bien préciser: combien d'écoles laïques risquent d'être ainsi fermées dans les campagnes bretonnes, en contradiction avec les intentions proclamées de maintenir les structures dont la disparition accentuerait encore l'exode rural; comment il compte assurer les besoins par exemple en postes de Gapp et en titulaires mobiles supplémentaires; si les instructions données aux académies impliquent la concertation avec les représentants des enseignants et des parents d'élèves ainsi qu'avec les élus des circonscriptions et des localités concernées.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(centres hospitaliers: Aisne).

26472. — 25 février 1980. — M. Daniel Le Meur attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la vive inquiétude du conseil d'administration et du personnel du centre hospitalier général de Saint-Quentin. Les prix de journée de 1980 n'ont pu être fixés jusqu'à ce jour par le préfet, le budget primitif du centre hospitalier pour 1980 ayant fait l'objet d'une demande de dérogation à laquelle votre ministère n'a pas encore répondu. Or la circulaire ministérielle n° 2726 du 15 septembre 1979, relative au calcul et à la fixation des prix de journée pour 1980, précisait que votre ministère notifierait son avis sur les demandes de dérogation aux préfets avant le 15 janvier 1980. Ce retard a de lourdes incidences sur le bon fonctionnement du centre hospitalier, en particulier pour le centre de psychothérapie, construit à la demande de votre ministère. C'est ainsi que l'ouverture de 25 lits nouveaux de psychiatrie, prévue pour le 1^{er} février 1980, ne peut être autorisée et qu'une promotion de dix infirmiers de psychiatrie, nouvellement diplômés, ne peut être assurée de son affectation. Le programme d'ouverture planifié sur cinq ans, mis en place et agréé par l'autorité de tutelle, est menacé. Par ailleurs, la position du ministère étant globale sur l'ensemble du budget, c'est la totalité de l'activité de l'établissement qui se trouve compromise par ce retard, notamment la situation de trésorerie qui risque de se trouver très gravement obérée si les prix de journée ne sont pas fixés avant la fin du mois de février. Ces préoccupations se trouvent aggravées par le fait que l'autorité préfectorale entend lier l'approbation de certaines délibérations, actuellement en cours, à la fixation des prix de journée. En conséquence, il lui demande quelle mesure urgente il compte prendre pour respecter les engagements pris et remédier à cette situation.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

26473. — 25 février 1980. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des titulaires de la « carte Vermeil », qui ont droit aujourd'hui, sous certaines conditions, à une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs S. N. C. F. En effet, si les personnes âgées concernées qui avaient droit auparavant à 30 p. 100 de réduction sur ces tarifs ont vu avec plaisir ce droit porté à 50 p. 100, elles ont par contre constaté le nombre important de jours restrictifs, notamment en fin de semaine, apporté à son exercice. Ces conditions anéantissent fréquemment des retraités à devoir s'acquitter d'un plein tarif pour les voyages retours, notamment lors de week-ends dans leur famille. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin de procéder à des aménagements permettant aux titulaires des « cartes Vermeil » de bénéficier du tarif à 50 p. 100 sur une plage de jours plus importante que celle en vigueur actuellement.

Professions et activités paramédicales (sages-femmes).

26474. — 25 février 1980. — M. Gilbert Millet attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la loi du 29 avril 1944 portant modification de la loi du 17 mai 1943 réglementant l'organisation des études en vue de l'obtention du diplôme de sage-femme. L'article 6 de cette loi interdit aux personnes de sexe masculin l'accès aux concours d'entrée dans les écoles de sages-femmes. Cette disposition discriminatoire est de toute évidence anachronique et injustifiable. Il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour modifier dans un sens équitable les dispositions de la loi sus-citée.

Transports urbains (R. A. T. P. : autobus).

26475. — 25 février 1980. — M. Robert Montdargen attire l'attention de M. le ministre des transports sur les difficultés existant à Bezons (Val-d'Oise) en matière de liaisons ferroviaires et routières. Parmi les différentes solutions proposées afin d'améliorer la desserte de la ville et les liaisons avec Paris pour la population bezonnaise, les élus locaux proposent le prolongement de la ligne R. A. T. P. 163, dont le terminus se situe dans le quartier dit « du Grand Cerf » à Bezons, à la gare de Houilles. Cette solution aurait pour mérite, entre autres, pour les habitants de Bezons d'améliorer considérablement leur liaison avec Paris par la possibilité offerte de rejoindre facilement la gare S. N. C. F. de Houilles dans les Yvelines, ainsi que par le R. E. R. Il lui demande dans quel délai un tel prolongement peut se réaliser.

Métaux (entreprises).

26476. — 25 février 1980. — M. Antoine Porcu attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur certaines informations concernant un éventuel marché passé par la société Usinor avec la République populaire de Chine. La société Usinor, dans laquelle l'Etat détient une participation majoritaire, serait en passe de conclure divers contrats de vente concernant les immobilisations suivantes: le haut fourneau de Thionville, considéré comme l'une des installations les plus modernes d'Europe; le train à billotte et agglomération de Thionville doté d'un des meilleurs systèmes de dépollution connu; le train à files d'Euzain (Nord); le train à files de la Chiers à Longwy; le train à feuillards de la Chiers à Longwy, ainsi que le système à coulée continue de l'aciérie de cette usine. Il s'agirait donc du démantèlement de diverses capacités de production non usées et dont la preuve de la compétitivité ne serait plus à faire, puisqu'une économie étrangère risque de s'en porter acquéreur. Alors que tous les experts s'accordent aujourd'hui à dire qu'à l'horizon 1985, le monde risque de connaître une pénurie d'acier, alors que les grandes sociétés sidérurgiques ouest-allemandes et belgo-luxembourgeoises modernisent leur capacité de production, continuent d'augmenter leur production et voient leur chiffre d'affaires croître, le gouvernement français prendrait-il l'immense responsabilité de laisser une sidérurgie dans laquelle l'Etat est majoritaire, dilapider ce qui constitue un élément de notre patrimoine national. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour empêcher toute tractation de ce type et les mesures qu'il compte prendre pour permettre une pleine utilisation de ces capacités de production.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(centres hospitaliers: Seine-Saint-Denis).

26477. — 25 février 1980. — M. Jack Ralite proteste auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale contre la dégradation des conditions de vie des personnes âgées, en particulier au niveau de l'hospitalisation. En Seine-Saint-Denis, chaque jour les hôpitaux renvoient des personnes du troisième et du quatrième âge alors que leur état de santé les rend totalement inaptes à subvenir à leur entretien, à leur simple survie. Ces situations dramatiques sont dénoncées quotidiennement. Les services sociaux de la ville d'Aubervilliers, une association humanitaire, la Main Tendue, m'en ont porté témoignage. En fait, ce sont les mesures prises depuis juillet dernier par votre gouvernement, dans le domaine de la santé, avec comme objectif la rentabilisation des lits d'hôpitaux, qui obligent à une rotation des malades, donc à une limitation des séjours de longue durée en médecine générale. C'est ainsi que sont renvoyés chez eux, nombre de malades âgés, dans un dénuement et un isolement extrêmes, alors même qu'une aide, des soins, une présence permanente leur sont absolument indispensables. Sans solution de maintien à domicile suffisant, sans un service d'aides ménagères développé et adapté, la situation de ces personnes âgées malades devient critique. Des dispositions urgentes doivent être prises pour donner une réponse humaine à leurs besoins de soin et d'aide: maintien dans le cadre hospitalier à chaque fois qu'il est nécessaire, moyens nouveaux pour l'accueil à domicile, développement du service des aides ménagères. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aller dans ce sens.

Politique extérieure (Viet-Nam).

26478. — 25 février 1980. — M. Jack Ralite s'étonne auprès de Mme le ministre des universités des difficultés rencontrées actuellement quant aux échanges de chercheurs venant de pays socialistes. Quand les demandes de visas sont présentées au ministère des affaires étrangères, le refus s'appuie, bien que ce ne soit pas exprimé aussi clairement, sur des risques de divulgation de travaux scientifiques pouvant avoir des implications d'ordre mili-

taire. Cela dans la dernière période a été plus particulièrement noté à propos d'échanges de chercheurs avec le Viet-Nam. Ne s'agit-il pas en vérité d'une intervention de la F. R. M. E. de nature à compromettre la coopération scientifique internationale et la bonne marche de nos laboratoires. De toute manière, l'argumentation avancée n'est pas recevable. Elle s'inscrit en totale contradiction avec, d'une part, les exigences du développement scientifique qui implique une coopération internationale sans exclusive, d'autre part, avec le rôle que la France pourrait et devrait jouer dans la formation des chercheurs notamment dans des pays comme la République démocratique du Viet-Nam. Il lui demande que ces discriminations inadmissibles cessent et que les universités puissent continuer, voire étendre leurs échanges de chercheurs avec tous les pays étrangers.

Enseignement secondaire (établissements : Charente).

26479. — 25 février 1980. — M. André Soury appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de l'internat du lycée de Confolens, dont l'extension est absolument indispensable. Alors qu'en 1978 l'inspection académique de la Charente a concilié à la nécessité de cette extension pour répondre aux besoins et aux conditions de sécurité, alors que les effectifs ont évolué et qu'il n'y a rien de justifié la mise en cause des dispositions envisagées, le rectorat refuserait l'extension. S'il en était ainsi la rentrée de 1980 serait gravement compromise. Les parents d'élèves, les enseignants, les élus de la région ont déjà fait savoir leur opposition résolue à un tel projet et leur détermination de mettre tout en œuvre pour que le lycée de Confolens ait l'internat lui permettant d'accueillir les élèves dans des conditions normales. En conséquence, il lui demande de bien vouloir donner dans les meilleurs délais les instructions nécessaires au rectorat de l'académie de Poitiers pour l'extension de l'internat du lycée de Confolens.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

26480. — 25 février 1980. — M. Théo Vial-Massat attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation fiscale paradoxale des familles d'accueil qui prennent en charge des enfants relevant des directions départementales de l'action sanitaire et sociale. En application de la loi n° 77-505 du 17 mai 1977 relative au statut légal des assistantes maternelles, les enfants placés sous la tutelle de la D. D. A. S. S. sont confiés pour une période indéterminée (dans la plupart des cas plusieurs années) à des familles d'accueil par un contrat de placement qui lie à la fois l'assistante maternelle et son conjoint. Les décrets d'application de cette loi prévoient une rémunération versée à l'assistante maternelle sur la base d'un minimum de deux heures par jour du taux horaire du Smic. Bien qu'il s'agisse d'un salaire nettement insuffisant eu égard à la tâche accomplie, cette rémunération est soumise à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et s'ajoute en conséquence au revenu imposable du foyer. Or, ces enfants confiés à la famille d'accueil n'ouvrent pas droit, au même titre que les propres enfants du même contribuable, à une demi-part fiscale par enfant à charge pour le calcul de l'impôt. Il s'avère particulièrement urgent et opportun que la situation fiscale de ces familles d'accueil soit revue et corrigée par l'administration afin que des dispositions leur permettent de bénéficier : soit d'une demi-part pour chaque enfant confié par la D. D. A. S. S. pour une durée égale ou supérieure à six mois; soit d'un abattement ou déduction forfaitaire sur le montant de leur revenu imposable. Il lui demande de bien vouloir intervenir dans le sens de ces modifications.

Jeunes (crimes, délits et contraventions : Hauts-de-Seine).

26481. — 25 février 1980. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre de la justice sur le problème de la détention des mineurs et sur l'application qui est faite des dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945. Celle-ci est ouvertement tournée, au tribunal de Nanterre où le procureur de la République a donné récemment des instructions verbales au parquet, afin que les informations judiciaires contre les mineurs soient le plus souvent possible ouvertes, non en matière correctionnelle, mais en matière criminelle. Ainsi, à Nanterre, les délits et infractions correctionnelles commis par des mineurs sont qualifiés systématiquement de façon à faire des infractions criminelles, mais qui seront jugées par le tribunal correctionnel. Ces pratiques visent à tourner la loi protégeant les mineurs de la détention provisoire en matière correctionnelle. Les résultats se sont rapidement fait sentir au tribunal de Nanterre : alors que la moyenne des mineurs incarcérés a été de quinze par mois pour l'année 1979 — chiffre déjà élevé — trente mineurs de moins de seize ans ont été envoyés en prison

pour le seul mois de janvier 1980; douze mandats de dépôt ont été délivrés contre des mineurs en matière criminelle, au lieu de cinq seulement l'avaient été en quatre ans. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que cessent ces pratiques partout où elles ont lieu et que la législation sur l'incarcération des mineurs soit respectée.

Impôts et taxes (Ile-de-France).

26482. — 25 février 1980. — M. Robert Vizet demande à M. le ministre du budget de lui communiquer pour chaque département de l'Ile-de-France et sur la période 1972 à 1978 l'évolution du produit de chaque impôt et taxe perçu par l'Etat et les collectivités locales.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

26483. — 25 février 1980. — M. Henri Bayard appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation fiscale des familles d'accueil qui prennent en charge des enfants relevant des directions départementales de l'action sanitaire et sociale. Il lui rappelle que les décrets d'application de la loi n° 77-505 du 17 mai 1977 relative au statut légal des assistantes maternelles prévoient une rémunération de ces dernières sur la base d'un minimum de deux heures par jour du taux horaire du Smic et que, bien qu'il s'agisse d'un salaire nettement insuffisant en égard à la tâche accomplie, cette rémunération, soumise à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, s'ajoute au revenu imposable du foyer. Il relève dans ces dispositions une contradiction flagrante puisque, d'une part, le salaire de l'assistante maternelle constitue une charge fiscale supplémentaire et occasionne la suppression de certains avantages familiaux et sociaux, tandis que, d'autre part, le ou les enfants confiés à la famille d'accueil n'ouvrent pas droit, au même titre que les propres enfants du contribuable, à une demi-part fiscale par enfant à charge pour le calcul de l'impôt. Se référant au code général des impôts qui stipule que « toute personne vivant au moins six mois sous le toit du contribuable est considérée comme fiscalement à charge », il s'étonne que des enfants, pupilles de l'Etat, hébergés, nourris, soignés et éduqués trois cent soixante-cinq jours par an par des familles d'accueil ne soient pas assimilés à des enfants fiscalement à charge. Il le prie de bien vouloir prendre en considération l'étendue du service rendu à l'Etat par les familles d'accueil et lui demande quelles mesures il entend prendre, de concert avec M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale, pour que la situation fiscale des familles d'accueil soit revue et corrigée et que des dispositions spéciales leur permettent de bénéficier, dès cette année, soit d'une demi-part pour chaque enfant confié par la D. D. A. S. S. pour une durée égale ou supérieure à six mois, soit d'un abattement ou déduction forfaitaire sur le montant de leur revenu imposable.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

26484. — 25 février 1980. — M. Henri Bayard appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité absolue de suspendre sans délai les fermetures quasi systématiques d'écoles primaires rurales dont la classe unique ne parvient pas à rassembler le nombre minimum d'élèves requis pour justifier l'emploi d'un instituteur ou d'une institutrice. Il a trop souvent constaté que la suppression d'une école primaire rurale à classe unique amorçait le mécanisme complexe de la progressive et implacable désertification des campagnes et plus particulièrement celle des bourgs et des hameaux sis dans les zones défavorisées de moyenne montagne et mal reliés aux centres urbains les plus proches. C'est pourquoi, avant que ne soit prise, unilatéralement, la décision irrévocable d'économiser la rémunération d'un enseignant du premier degré, il propose qu'une commission paritaire de concertation réunissant des représentants de l'administration départementale de tutelle (inspection académique), de la municipalité et des parents d'élèves concernés au premier chef, étudie objectivement le coût réel de l'opération, car, bien que l'Etat supprime un poste budgétaire, bien que la commune n'assume plus l'entretien des bâtiments scolaires ou ne subventionne plus la cantine communale, ils auraient tort de se targuer trop vite de faire des économies. En effet, lorsqu'il n'y aura plus d'école au village, qui financera le ramassage scolaire rendu nécessaire par cette regrettable disparition. Qui paiera les trop nombreux kilomètres à vide comptabilisés journalièrement par les entreprises de transport. Il considère que le ramassage scolaire et la concentration des enfants de six à onze ans au chef-lieu de canton ou dans le plus important des bourgs d'une aire géographique donnée portent atteinte à la qualité de la vie de ces enfants en les astreignant à de longs et pénibles trajets quotidiens qui, dès leur plus jeune âge, font d'eux

des déracinés, à l'heure même où d'aucuns réclament à cœur et à cris le droit, bien légitime d'ailleurs, de grandir et de vivre au pays. En outre, il craint que le redéploiement à outrance, récemment mis au goût du jour, n'améliore pas toujours une situation antérieure pourtant dénigrée sans ménagements. Aussi, il lui demande quelles mesures il entend prendre, de concert avec MM. les ministres de l'Intérieur et du budget, pour ne laisser entreprendre que les restructurations dont il est absolument sûr, qu'en permettant une réelle économie, tant pour l'Etat que pour les collectivités locales, elles ne lésent en aucune façon les intérêts et avantages non quantifiables des élèves des écoles primaires rurales à classe unique.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et reutes viagères).

26485. — 25 février 1980. — M. Henri Bayard appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation fiscale des familles d'accueil qui prennent en charge des enfants relevant des directions départementales de l'action sanitaire et sociale. Il lui rappelle que les décrets d'application de la loi n° 77-505 du 17 mai 1977 relative au statut légal des assistantes maternelles prévoient une rémunération de ces dernières sur la base d'un minimum de deux heures par jour du taux horaire du Smic et que, bien qu'il s'agisse d'un salaire nettement insuffisant en regard de la tâche accomplie, cette rémunération, soumise à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, s'ajoute au revenu imposable du foyer. Il relève dans ces dispositions une contradiction flagrante puisque, d'une part, le salaire de l'assistante maternelle constitue une charge fiscale supplémentaire et occasionne la suppression de certains avantages familiaux et sociaux, tandis que, d'autre part, le ou les enfants confiés à la famille d'accueil n'ouvrent pas droit, au même titre que les propres enfants du contribuable, à une demi-part fiscale par enfant à charge pour le calcul de l'impôt. Se référant au code général des impôts qui stipule que « toute personne vivant au moins six mois sous le toit du contribuable est considérée comme fiscalement à charge », il s'étonne que des enfants, pupilles de l'Etat, hébergés, nourris, soignés et éduqués trois cent soixante-cinq jours par an par des familles d'accueil ne soient pas assimilés à des enfants fiscalement à charge. Il le prie de bien vouloir prendre en considération l'étendue du service rendu à l'Etat par les familles d'accueil et lui demande quelles mesures il entend prendre, de concert avec M. le ministre du budget, pour que la situation fiscale des familles d'accueil soit revue et corrigée et que des dispositions spéciales leur permettent de bénéficier, dès cette année, soit d'une demi-part pour chaque enfant confié par la D. D. A. S. S. pour une durée égale ou supérieure à six mois, soit d'un abattement ou déduction forfaitaire sur le montant de leur revenu imposable.

Automobiles et cycles (pièces et équipements).

26486. — 25 février 1980. — M. Jean Brocard demande à M. le ministre des transports dans quelles conditions et dans quels délais la mise en œuvre, pour les véhicules automobiles, de la possibilité d'utilisation d'essence et de gaz liquéfié (approvisionnement mixte) pourra être effectué à l'image de ce qui se passe dans les différents pays européens.

Enseignement secondaire (personnel).

26487. — 25 février 1980. — M. Robert Fabre expose à M. le ministre de l'éducation qu'un drame récent, le suicide d'une maîtresse auxiliaire, vient de mettre en évidence les conditions de travail, souvent inhumaines, de cette catégorie d'enseignants. Parfois sans affectation, donc sans salaire, les maîtres auxiliaires vivent dans l'angoisse constante d'une hypothétique nomination, dont la durée est aléatoire; ils ne connaissent l'établissement où ils vont exercer qu'aux premiers jours de la rentrée scolaire. Chaque année, et souvent en cours d'année, leur résidence varie, se situant dans certains cas à plus de cent kilomètres de la résidence de leur famille. Les parents se trouvent ainsi séparés, privés de leurs jeunes enfants dont ils ne peuvent surveiller la santé et suivre l'éducation. De plus certains de ces auxiliaires ne bénéficient que d'horaires d'enseignement réduits, ramenant leur salaire au voisinage du S. M. I. C. ou même au-dessous. Enfin leurs changements fréquents d'affectation peuvent entraîner des retards dans le paiement de leur salaire, déjà dérisoire, ou des oublis dans le calcul de leurs indemnités et de leur avancement d'échelon. Il en résulte des situations de fatigue et d'anxiété insupportables, aboutissant dans de nombreux cas à des dépressions nerveuses, et même à des drames tels celui de la Sarthe. Il lui demande donc quelles mesures d'urgence il compte prendre pour mettre enfin un terme à la situation inac-

ceptable des maîtres et maîtresses auxiliaires qui, malgré des promesses antérieures reste toujours aussi préoccupante. En particulier il lui demande d'envisager dans un premier temps la titularisation automatique de tous les auxiliaires ayant exercé depuis cinq années. Cette mesure devant être assortie du rapprochement du lieu de la résidence familiale, et d'un plan de résorption rapide par titularisation de l'ensemble des enseignants exerçant en qualité d'auxiliaires.

Urbanisme (schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme : Alpes-Maritimes).

26488. — 25 février 1980. — M. Fernand Icart attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les difficultés résultant, dans le département des Alpes-Maritimes, de l'approbation d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S. D. A. U.) opposable aux tiers, qui remet en cause certaines dispositions de plans d'occupation des sols (P. O. S.) antérieurement rendus publics et approuvés. Les dispositions réglementaires du code de l'urbanisme semblent consacrer la prééminence des dispositions de ce S. D. A. U. sur celles des P. O. S. antérieurs, ce qui conduit à la remise en cause de divers projets que les intéressés pouvaient légitimement espérer pouvoir mener à leur terme dans la mesure où ils sont conformes aux documents qui, selon la définition même des P. O. S., « fixent les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols » dans la commune. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin qu'il soit tenu compte, dans les communes concernées, des possibilités d'occupation du sol que consacrent des P. O. S. dont la valeur et l'adaptation aux situations locales ne peuvent être mises en doute compte tenu de leur approbation récente, tant par les élus locaux que par l'administration.

Apprentissage (réglementation).

26489. — 25 février 1980. — M. Jean Proriot attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la nécessité de maintenir l'examen de fin d'apprentissage artisanal contrairement aux dispositions prises dans le décret du 2 février 1977. En effet, cette épreuve constitue une possibilité non négligeable pour les jeunes qui ne peuvent accéder au C. A. P. de justifier l'acquisition d'un niveau professionnel. Par ailleurs, cet examen permet à ces jeunes travailleurs, tous titulaires d'un contrat d'apprentissage, de pouvoir bénéficier des aides à l'installation artisanale et de préparer le brevet de maîtrise. La suppression définitive de cette épreuve ne ferait que restreindre l'accès aux professions essentiellement manuelles auxquelles se destinent chaque année environ 400 garçons et filles de la Haute-Loire.

Apprentissage (réglementation).

26490. — 25 février 1980. — M. Jean Proriot attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité de maintenir l'examen de fin d'apprentissage artisanal, contrairement aux dispositions prises dans le décret du 2 février 1977. En effet, cette épreuve constitue une possibilité non négligeable pour les jeunes qui ne peuvent accéder au C. A. P. de justifier l'acquisition d'un niveau professionnel. Par ailleurs, cet examen permet à ces jeunes travailleurs, tous titulaires d'un contrat d'apprentissage, de pouvoir bénéficier des aides à l'installation artisanale et de préparer le brevet de maîtrise. La suppression définitive de cette épreuve ne ferait que restreindre l'accès aux professions essentiellement manuelles auxquelles se destinent chaque année environ 400 garçons et filles de la Haute-Loire.

Apprentissage (réglementation).

26491. — 25 février 1980. — M. Jean Proriot attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la nécessité de maintenir l'examen de fin d'apprentissage artisanal, contrairement aux dispositions prises dans le décret du 2 février 1977. En effet, cette épreuve constitue une possibilité non négligeable pour les jeunes qui ne peuvent accéder au C. A. P. de justifier l'acquisition d'un niveau professionnel. Par ailleurs, cet examen permet à ces jeunes travailleurs, tous titulaires d'un contrat d'apprentissage, de pouvoir bénéficier des aides à l'installation artisanale et de préparer le brevet de maîtrise. La suppression définitive de cette épreuve ne ferait que restreindre l'accès aux professions essentiellement manuelles auxquelles se destinent chaque année environ 400 garçons et filles de la Haute-Loire.

Police (fonctionnement : Alpes-Maritimes).

26492. — 25 février 1980. — **M. Philippe Marchand** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la mort d'un gardien de la paix, abattu par quatre de ses collègues de la brigade de recherche et d'intervention, le 12 février à Vallauris. Le fonctionnement de ce service, qui a pour but d'entraîner les policiers qui le composent à une attitude constamment offensive, a pour résultat ces tirs instinctifs et suscite les plus grandes inquiétudes. D'autre part, la prolifération de ces missions trop sectorisées présente le danger de couper les intéressés, qui n'effectuent plus d'autres tâches, des réalités de la vie sociale et peut être un facteur de démotivation des gardiens de la paix en tenue dans la mesure où ces derniers peuvent être tentés de laisser la recherche des criminels à la brigade de recherche et d'intervention. Enfin, les satisfecits délivrés à la brigade qui a abattu Jacques Mesrine à Paris lui semblent de nature à encourager les autres à la pratique du tir sans sommation. Il lui demande s'il ne lui paraît pas urgent de mettre fin à la prolifération de ces brigades spécialisées.

Pétrole et produits raffinés (gaz de pétrole).

26493. — 25 février 1980. — **M. Michel Aurillac** prie **M. le ministre de l'Industrie** de lui indiquer, par département, le nombre de points de distribution de gaz de pétrole liquéfié, en fonctionnement. Il constate avec satisfaction que certaines administrations donnent l'exemple comme les P. T. T. qui vont équiper 450 fourgonnettes postales utilisant un mélange de gaz de pétrole liquéfié. Il aimerait savoir quelles mesures son administration compte prendre pour inciter à la consommation de ce produit.

Pétrole et produits raffinés (gaz de pétrole).

26494. — 25 février 1980. — **M. Michel Aurillac** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que les points de vente de gaz de pétrole liquéfié tendent à se multiplier. Il aimerait connaître les intentions de son ministère pour l'équipement de véhicules administratifs, notamment dans les directions de l'équipement, pouvant fonctionner avec ce procédé.

Professions et activités paramédicales (dentistes).

26495. — 25 février 1980. — **M. Gérard César** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les problèmes auxquels sont confrontés les chirurgiens-dentistes et qui ont conduit à la fermeture d'un grand nombre de cabinets le 31 janvier dernier. Il lui rappelle la très lourde charge que constitue la taxe professionnelle, laquelle devient insupportable pour nombre d'entre eux, notamment pour les jeunes praticiens installés depuis 1976 et qui ne bénéficient d'aucun écrêtement. L'attention de **M. le ministre du budget** se doit d'être attirée sur la pénalisation certaine que représentent pour la profession les mesures appliquées dans ce domaine. D'autre part, malgré la volonté exprimée de participer à la maîtrise des coûts de revient de la santé et d'apporter des solutions originales à l'exercice de l'art dentaire, les négociations entreprises n'ont pas eu de conclusion, ce qui est éminemment regrettable pour l'activité des chirurgiens-dentistes comme pour la santé bucco-dentaire des Français, et particulièrement celle des enfants. Enfin, des mesures sont également à envisager en ce qui concerne les modalités de détermination de l'allocation vieillesse des praticiens conventionnés, qui ont subi une minoration du pouvoir d'achat atteignant 6,54 p. 100 pour l'année 1980 par rapport à 1979. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître l'action qu'il envisage de poursuivre, dans le cadre de son département ministériel, d'une part, et en liaison avec son collègue, **M. le ministre du budget**, d'autre part, afin de donner aux problèmes restant en suspens avec les chirurgiens-dentistes et leurs organisations représentatives les solutions d'équité qui s'imposent.

Agriculture (indemnités de départ).

26496. — 25 février 1980. — **M. Pierre Gascher** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que lorsque l'épouse d'un agriculteur poursuit l'exploitation durant quelques années après que celui-ci ait obtenu sa mise à la retraite, elle ne peut prétendre à l'indemnité viagère de départ quand elle atteint l'âge de soixante-cinq ans et qu'elle envisage de cesser à son tour son activité. Il lui demande s'il n'envisage pas d'apporter aux conditions actuelles d'attribution de l'I. V. D., les aménagements qui s'imposent afin que cette indemnité puisse être logiquement accordée dans le cas particulier évoqué.

Assurance vieillesse : généralités (fonds national de solidarité).

26497. — 25 février 1980. — **M. Didier Julia** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que le décret n° 77-1478 du 30 décembre 1977 relatif au recouvrement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité sur la succession de l'allocataire a prévu que le montant à partir duquel il est procédé à ce recouvrement est fixé à 150 000 francs à compter du 31 décembre 1977. Le recouvrement s'exerce sur la partie de l'actif net successoral qui dépasse ce seuil et ne peut avoir pour conséquence d'abaisser cet actif net au-dessous de 150 000 F. Il lui rappelle que le plafond fixé pour la récupération a été déterminé pour tenir compte de la valeur moyenne d'une maison modeste. Il lui fait observer qu'un seuil fixé à 150 000 francs ne permet pas de tenir compte de cette valeur moyenne. Il serait plus raisonnable d'estimer celle-ci à environ 250 000 francs. Lorsqu'il s'agit par exemple d'un agriculteur (et particulièrement en Ile-de-France) qui ne dispose que du corps de ferme dans lequel il a toujours vécu, la valeur de celui-ci est toujours supérieure à 250 000 francs. Il lui demande de bien vouloir actualiser le plafond ainsi fixé en le portant au montant qu'il vient de lui suggérer.

Postes et télécommunications et télédiffusion (téléphone).

26498. — 25 février 1980. — **M. Claude Labbé** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion** que les pays suivants : Canada, principauté de Monaco, principauté d'Andorre et Etat d'Israël, semblent être les seuls Etats étrangers à bénéficier du tarif réduit appliqué en France aux communications téléphoniques établies après vingt heures ou les dimanches et jours fériés. Cette mesure peut être motivée pour les trois premiers nommés de ces Etats du fait que la langue française y est utilisée. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'appliquer également cette procédure avec les pays de la Communauté européenne, dans le cadre d'une recherche, toujours utile, de l'amélioration des relations avec nos partenaires européens.

Recherche scientifique et technique (personnel).

26499. — 25 février 1980. — **M. Marc Lauriol** expose à **Mme le ministre des universités** que le décret n° 79-686 du 9 août 1979 a modifié les décrets antérieurs et notamment ceux du 2 mars 1978. Ces derniers prévoyaient des transformations — au titre de la recherche — de postes d'assistants en maîtrises d'assistantat. Celles-ci sont supprimées, par le décret du 9 août 1979, à peine plus d'un an après leur création. Il faut noter que cette suppression est non seulement intervenue sans préavis ni mesures transitoires mais que la perspective de la parution prochaine du décret du 9 août 1979 a bloqué, dès juin 1979, les promotions en cours. En conséquence, il lui demande : 1° pour quelle raison, en à peine plus d'un an, le Gouvernement a changé d'attitude à l'égard des assistants se consacrant à la recherche. Il attache d'ailleurs plus d'importance à cette réponse qu'on a trop reproché à l'administration, en ce domaine, une instabilité qui ne constitue pas un bon exemple, notamment pour la jeunesse ; 2° pour quelle raison des mesures n'ont pas été prises afin d'assurer la continuité des promotions en cours, conformément à l'esprit du respect des droits acquis.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

26500. — 25 février 1980. — **M. Marc Lauriol** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la suppression sans préavis, par le décret n° 79-686 du 9 août 1979, de la liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant. Des assistants, menacés depuis 1978 par le « service lourd » de quinze heures (au lieu de six), s'étaient hâtés de remettre dans les délais réglementaires leur dossier de candidature à la Lafma. Ce dossier leur a tout simplement été renvoyé. L'accélération de leurs recherches — à laquelle ils avaient consenti sous la menace de conditions matérielles pénibles puisque certains étaient déjà soumis au service lourd — ne leur aura été d'aucune utilité. Il lui demande les raisons de la situation ainsi créée.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

26501. — 25 février 1980. — **M. Antoine Gissinger** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur les problèmes restant en suspens concernant les retraités militaires et leurs ayants-droit, problèmes dont **M. le ministre de la défense** a reconnu l'existence et qui ont motivé l'ouverture de pourparlers n'ayant toutefois pas débouché sur des résultats concrets. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° le bilan des mesures prises durant les cinq der-

nières années écoulées, afin de remédier aux inégalités constatées contradictoirement dans la situation de cette catégorie de retraités et subies, pour certaines, depuis de nombreuses années ; 2° les dispositions envisagées devant permettre, soit par la voie réglementaire, soit par la voie législative, d'apporter une solution aux questions restant encore en suspens (échelles de rémunération des sous-officiers, octroi d'une pension de reversion aux veuves ne bénéficiant actuellement que d'une allocation annuelle, reconnaissance du droit à l'exercice d'une profession civile et octroi de l'intégralité des avantages sociaux résultant de l'exercice de ce droit, etc.).

Assurance vieillesse : régime général (cotisations).

26502. — 25 février 1980. — **M. Michel Noir** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des assujettis au régime général de la sécurité sociale qui, ayant dépassé le plafond des 150 trimestres de cotisations ont fait valoir leurs droits à cette retraite avant l'âge de soixante-cinq ans, mais continuent, par ailleurs, à exercer une activité salariée. Les intéressés ne s'exposent pas l'obligation qui leur est faite de continuer à verser jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans des cotisations pour leur retraite vieillesse, alors que celle-ci est acquise et ne sera pas bonifiée par la poursuite de l'exercice de leur profession. Il lui demande s'il n'estime pas inéquitable et illogique cette retenue sur des salaires, qui ne peut trouver une justification quelconque et qui pénalise ceux des salariés à qui elle est appliquée. Il souhaite qu'un terme soit mis dans les meilleurs délais à une mesure aussi contestable.

Plus-values : imposition (immeubles).

26503. — 25 février 1980. — **M. Louis Sallé** expose à **M. le ministre du budget** qu'un contribuable devant prendre sa retraite en juillet 1980 (et son épouse en novembre 1979) a envisagé de vendre la résidence principale et la résidence secondaire qu'il possède afin de faire construire avec le produit de ces deux ventes une nouvelle résidence principale. La résidence secondaire est mise en vente en juillet 1978 et l'acte de vente effectivement conclu le 17 novembre 1978. La résidence principale est mise en vente en novembre 1978 et l'acte de vente signé le 20 juillet 1979. L'achat du terrain destiné à la construction de la nouvelle résidence principale a été effectué le 22 août 1978. Le permis de construire a été délivré le 1^{er} juin 1979 et l'achèvement des travaux est prévu pour la fin du mois d'avril 1980. La comparaison entre ces différentes dates montre bien que toutes ces opérations sont étroitement liées les unes aux autres. Or, en cas de vente d'une résidence secondaire et de la résidence principale en vue d'acquiescer une nouvelle résidence principale, l'exonération de la plus-value réalisée sur la résidence secondaire est possible même si la vente de cette résidence intervient avant celle de la résidence principale. Il faut cependant que les deux logements aient été mis en vente « simultanément » et que la résidence principale soit ensuite vendue dans un délai normal (Rép. min. Journal officiel A. N. du 25 août 1979, page 6768). Le problème qui se pose dans le cas particulier qui vient d'être évoqué est celui du sens qu'il convient de donner à l'adverbe « simultanément ». Une interprétation libérale de la réponse faite à la question écrite précitée devrait conduire à l'exonération de la résidence secondaire dans le cas particulier qu'il vient de lui exposer. Il lui demande si cette position qui apparaît comme la seule logique lui paraît être celle que doit adopter l'administration fiscale.

Retraites complémentaires (S. N. C. F.).

26504. — 25 février 1980. — **M. Louis Sallé** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que l'attention de **M. le ministre du travail** avait été attirée par **M. Alain Terrenoire**, en juillet 1976, sur la situation, en regard de la retraite complémentaire, des anciens combattants de la S. N. C. F. qui ont pris leur retraite avec moins de quinze ans de service, c'est-à-dire sans remplir la condition de durée minimum d'ouverture des droits à pension du régime spécial. Dans la réponse à cette question écrite (Journal officiel, A. N., du 29 octobre 1976, page 7245), il était dit que ce problème dépassait le cadre du règlement de retraite de la S. N. C. F. et intéressait également les anciens salariés des autres régimes spéciaux qui ne peuvent justifier que d'une courte période d'affiliation. Pour cette raison et compte tenu des problèmes organiques et financiers qui restaient à surmonter dans la recherche d'une solution satisfaisante, une étude était en cours, étude menée avec les autres départements ministériels concernés. L'auteur de la présente question avait lui-même interrogé à ce sujet **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** par une question écrite n° 38922 à laquelle il était répondu (Journal officiel, A. N., du 13 août 1977) que l'étude entreprise se poursuivait et qu'au cours des travaux,

diverses formules ont été évoquées, tendant à accorder aux intéressés un supplément de droit à pension les portant au niveau des avantages de vieillesse servis aux autres agents. Cette réponse concluait qu'aucune décision n'avait encore été prise. Il lui fait observer que la première question posée à ce sujet date maintenant de plus de trois ans et demi. Il semblerait normal que l'étude entreprise ait enfin abouti. Il lui demande de bien vouloir lui faire le point en ce qui concerne cette affaire.

S. N. C. F. (lignes).

26505. — 25 février 1980. — **M. Pierre Weisenhorn** expose à **M. le ministre des transports** que les régions et les départements sont amenés, dans le cadre des schémas régionaux de transports, à intervenir pour promouvoir certaines liaisons. C'est ainsi que des conventions ont été signées avec la S. N. C. F. pour compenser les insuffisances d'exploitation résultant des conditions de fonctionnement d'une ligne déterminée. On peut également concevoir qu'une collectivité locale reprenne à son compte l'exploitation d'une voie ferrée sous forme de concession ou de régie directe, avec des coûts inférieurs à ceux de la société nationale. Il lui demande quelle procédure permet à la collectivité locale de s'assurer, dans les meilleures conditions, la maîtrise de l'infrastructure. Il demande également selon quelles modalités peut être établi un statut de chemin de fer de prolongement.

Administration et régimes pénitentiaires (conditions de détention).

26506. — 25 février 1980. — **M. Adrien Zeller** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir lui préciser les dispositions en vigueur pour ce qui est de l'échange de courrier dans les prisons et dans quelles mesures ce courrier peut être censuré.

Circulation routière (sécurité).

26507. — 25 février 1980. — **M. Adrien Zeller** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les accidents de la circulation occasionnés par des personnes handicapées soit par la maladie, soit par l'âge. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les mesures préventives que le Gouvernement compte prendre face à ce problème.

Boissons et alcools (vins et viticulteurs : Bourgogne).

26508. — 25 février 1980. — **M. Philippe Malaud** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les doléances nombreuses et répétées des viticulteurs de Bourgogne au regard de la réglementation sur l'enrichissement des vins d'appellation d'origine contrôlée. Les intéressés estiment à juste raison que malgré l'abandon de la règle des 200 kilos-hectare, les nouveaux taux d'enrichissement ne résoudre pas le problème de la chaptalisation, les rendements fixés n'étant pas réalistes. Une solution, maintes fois réclamée, et plus conforme à la logique, consisterait à inclure le vignoble bourguignon au sein de la zone B dont les caractéristiques sont similaires, alors que le classement en zone C est considéré comme une anomalie géographique et un défi au bon sens. Il lui demande s'il entend prendre les dispositions nécessaires pour aboutir au classement en zone B du vignoble bourguignon.

Boissons et alcools (vins et viticulture).

26509. — 25 février 1980. — **M. Philippe Malaud** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des exploitants agricoles assujettis aux prestations d'alcool vinique qui constituent pour beaucoup d'entre eux une lourde charge. Il leur est impossible de comprendre qu'une distillation onéreuse pour eux comme pour l'Etat leur est imposée sans qu'ils soient autorisés à en retirer une fraction minimale pour leurs besoins professionnels. Il lui demande s'il ne lui paraît pas possible de les faire bénéficier d'une franchise d'alcool pur modulée à l'occasion de cette opération correspondant aux besoins professionnels. Toutefois, pour éviter d'accroître le volume d'alcool en franchise, les dispositions des articles 315, 316 et 317 du code général des impôts ne devraient s'appliquer qu'aux exploitants agricoles inscrits à l'assurance mutuelle des exploitants agricoles.

Recherche scientifique et technique (institut national de la recherche agronomique).

26510. — 25 février 1980. — **M. François Autain** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le projet de transformation de l'I. N. R. A. en établissement public à caractère industriel et commercial. Il s'étonne qu'une telle modification juridique puisse être envisagée avant que la commission d'audit sur le développe-

ment agricole et la valorisation de la recherche n'ait remis son rapport au Gouvernement. Il lui fait part de son inquiétude de constater que l'objectif principal de cette transformation serait de donner à l'I. N. R. A. la possibilité juridique de s'engager dans des filiales dont il n'est pas sûr que la puissance publique y demeurerait majoritaire. Une telle réforme, si elle était mise en place, ne manquerait pas d'entraîner la mainmise des intérêts privés sur l'institut, au détriment des recherches à long terme ou à finalité sociale et une détérioration des statuts de l'ensemble du personnel. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage de procéder à une concertation réelle de toutes les parties concernées et quelles mesures il compte prendre pour permettre à l'I. N. R. A. de conserver son caractère de grand service public de recherche.

Justice (conseils de prud'hommes).

26511. — 25 février 1980. — **M. François Autain** appelle l'attention de **M. le ministre de la Justice** sur l'application de l'article 25 du décret n° 79-394 du 17 mai 1979, instituant une amende de 160 à 600 francs pour les employeurs ayant contrevenu aux dispositions arrêtées dans le cadre de l'établissement des listes électorales prud'homales. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer le nombre de procès-verbaux dressés par l'inspection du travail, le nombre de jugements prononcés en 1979 par les tribunaux de police et les cours d'appel, le nombre de jugements de relaxe, le nombre de jugements condamnant les contrevenants à payer une somme inférieure au minimum prévu par l'article 25.

Justice (conseils de prud'hommes).

26512. — 25 février 1980. — **M. François Autain** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** de bien vouloir lui fournir le nombre de salariés involontairement privés de leur emploi inscrits en 1979 sur les listes électorales prud'homales, en application de l'article 18 du décret n° 79-394 du 17 mai 1979.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

26513. — 25 février 1980. — **M. Roland Belx** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'indignation des mutualistes face à l'instauration du ticket modérateur d'ordre public. L'ordonnance n° 67-707 inscrite dans la loi d'habilitation déposée en 1967, a été votée en 1968, après les élections législatives. Cette ordonnance contenait l'article 20 prévoyant l'instauration du ticket modérateur d'ordre public. Plus de douze ans après, le décret n° 80-24 du 15 janvier 1980 fixe les modalités d'application de l'article 20. Cette atteinte, déjà grave, au droit de chaque citoyen de contracter une couverture sociale complémentaire, intervient au moment où les travailleurs voient leur niveau de vie diminué, et leur emploi menacé. Par ailleurs, le Gouvernement admet que cette mesure n'aurait pas d'influence sur le déficit de la sécurité sociale. C'est pourquoi, il lui demande de bien vouloir examiner les mesures à prendre pour abroger l'article 20 susvisé.

Assurance vieillesse : généralités (pension de réversion).

26514. — 25 février 1980. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la contradiction qui semble exister entre les articles 38 et 39 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 qui étend l'application de la loi du 11 juillet 1975 à tous les conjoints divorcés, quel que soit le jugement rendu à l'occasion de leur divorce. A l'article 38 de cette loi, il est stipulé qu'au décès du mari, la retraite de réversion est répartie entre la veuve et la femme divorcée au prorata de la durée respective de chaque mariage et qu'au décès de l'un des bénéficiaires, sa part accroitra la part de l'autre. Or, l'article 39 précise que le partage des droits est opéré à titre définitif. Il lui demande si, dans un but d'égalité entre les femmes, un régime unique de partage de droits à titre définitif ne pourrait être généralisé.

Edition, imprimerie et presse (entreprises).

26515. — 25 février 1980. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur les conditions existant actuellement en matière de concurrence entre les imprimeries de presse et les imprimeries de labour. Le rapport du Conseil économique et social consacré à la gestion des entreprises de presse a estimé que les dispositions fiscales applicables aux imprimeries de presse leur permettaient de réaliser des travaux annexes à des prix sur lesquels les imprimeries de labour ne pouvaient que très difficilement s'aligner. Aussi les imprimeries de labour suggèrent-elles que l'aide en question soient accordée à l'imprimé lui-même et non à l'impri-

meur en fonction de son statut. Comme il est très souhaitable que le principe du pluralisme de l'information soit pleinement préservé, il lui demande si, sans remettre aucunement en cause l'aide à la presse écrite, il ne serait pas possible de l'inscrire dans un cadre tel qu'elle serait sans influence sur les prix de revient de la réalisation d'imprimés autres que ceux relevant directement des organes de presse.

Impôts locaux (impôts directs et contributions indirectes).

26516. — 25 février 1980. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les premières appréciations et questions formulées par les élus locaux dès qu'ils ont eu connaissance du texte de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale. En effet, s'ils observent très généralement que les nouvelles dispositions législatives n'apporteront que très peu de ressources supplémentaires aux collectivités locales ils s'interrogent ou expriment leur inquiétude quant aux conséquences de certains articles de cette loi. Ainsi, par exemple, ils doutent de l'opportunité de pondérer par l'importance relative de leurs bases respectives les variations des taux des taxes foncières et d'habitation pour définir le taux moyen de majoration que ne pourra excéder celui de la taxe professionnelle : la moyenne arithmétique et non pondérée aurait été une référence beaucoup plus simple pour la masse des petites communes dont les élus, devant les complexités de cette « pondération », doutent de pouvoir utiliser le peu de liberté que leur donne en fait l'article 2 de la loi pour ce vote direct annuel des taux de chaque taxe. Quant à la disposition prévue à l'article 3 et stipulant que les taux-plafond sont réduits des taux d'imposition votés par les organismes de coopération intercommunale à fiscalité propre elle donne à penser, sans doute avec raison, aux élus des communes membres d'un groupement intercommunal qui a lui seul met en recouvrement des impositions qui dépassent les taux-plafond en cause, qu'ils ne pourront plus du tout voter d'impôts pour leur budget propre communal, ce qui est absolument impensable. Au sujet de l'article 27, et compte tenu du fait que l'article 26 ne vise que les communes ayant un P. O. S. approuvé sans concerner les parts départementale et régionale de la taxe foncière non bâtie, ils s'interrogent sur son champ d'application et se demandent si ses dispositions intéressent bien — indistinctement — des terrains vendus dans des communes avec ou sans P. O. S. et les parts départementale et régionale comme la part communale de la taxe foncière non bâtie. Quant à l'imposition forfaitaire instituée dès 1980 sur certains pylones électriques par l'article 28 elle pose deux problèmes : celui de sa perception effective en 1980, compte tenu que le dernier alinéa de cet article stipule que « les éléments imposables sont déclarés avant le 1^{er} janvier de l'année d'imposition », et celui de son inscription dans les budgets primitifs 1980 dans la mesure où il ne semble pas possible — cette année du moins — d'en confondre le produit avec celui attendu des taxes foncière, professionnelle et d'habitation soumises à répartition. Il lui demande quelles réponses concrètes il peut faire à ces diverses questions et observations.

Circulation routière (sécurité).

26517. — 25 février 1980. — **M. André Billardon** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les conséquences de l'obligation du port du casque par tous les utilisateurs de véhicules à deux roues et à moteur en ville. Il souhaiterait connaître l'évolution suite à cette mesure du trafic des deux roues en zone urbaine et des accidents des conducteurs de deux roues. Il aimerait également savoir si des statistiques existent concernant les blessures à la tête occasionnées par des accidents survenus à des utilisateurs de véhicules d'une puissance inférieure à 50 centimètres cubes.

Enseignement secondaire (établissements : Charente).

26518. — 25 février 1980. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du C. E. S. Romain-Rolland à Soyaux (Charente). Il note que depuis 1975, le C. E. S. connaît d'importantes dégradations dues essentiellement à des malfaçons. La garantie décennale n'a pas pu être mise en jeu car l'entreprise avait fait faillite. Depuis, la municipalité a pris à sa charge de nombreux travaux. Or les loitures du C. E. S. sont à refaire douze ans à peine après la construction. La facture s'élève à 700 000 francs. Il propose qu'une subvention exceptionnelle soit accordée à la commune afin que les travaux se réalisent rapidement. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Enseignement secondaire (établissements : Charente).

26519. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes du collège Marguerite-de-Valois d'Angoulême. Il note que deux postes ont été supprimés, l'un de sciences physiques et l'autre de langues vivantes étrangères. Les effectifs du collège ne justifient nullement ces suppressions de postes. Il propose la création sur l'ensemble de l'établissement de groupes en sciences physiques, sciences naturelles et travail manuel et ce, afin que tous les élèves reçoivent un enseignement de qualité. Par ailleurs, il souhaite la création d'un enseignement de soutien supplémentaire, en particulier en français et en langues vivantes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Chauffage (économies d'énergie).

26520. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les conditions d'agrément des installateurs auprès des agences pour les économies d'énergie. Il note que les bureaux d'études techniques spécialisés en chauffage et conditionnement d'air ne sont pas considérés comme « experts ». Leur connaissance des problèmes énergétiques, leur collaboration étroite avec les installateurs sont autant d'éléments qui justifient pleinement une participation active de leur part aux agences pour les économies d'énergie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (budget).

26521. — 25 février 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences de la procédure du budget global pour les établissements publics hospitaliers. Il note que cette décision gouvernementale aura de lourdes conséquences sur le fonctionnement des établissements hospitaliers. Le budget global ne peut pas réellement prendre en compte les besoins des services des hôpitaux. La fonctionnarisation risque de s'accroître au niveau des chefs de services. Par ailleurs, le conseil d'administration perd une grande partie de son autonomie. Il propose que le budget soit établi sur proposition du conseil d'administration et après avis des responsables médicaux sans affectation de crédits globaux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

26522. — 25 février 1980. — M. Jacques Cambolive attire l'attention de M. le ministre de la défense sur les préoccupations des associations de retraités militaires et de leurs veuves. En effet, malgré de nombreuses promesses, chaque année réitérées, aucune mesure n'est effectivement inscrite au budget. Devant cette attitude choquante, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les améliorations qu'il compte apporter cette année à la situation de cette catégorie de personnels, et en particulier s'il compte résoudre le problème du reclassement dans les échelles de soldé n° 4, de la retraite des sergents-majors et des maîtres retraités, et de l'augmentation de la pension de reversion des veuves de militaires.

Edition, imprimerie et presse (entreprises).

26523. — 25 février 1980. — M. Alain Chénard expose à M. le ministre de l'industrie la situation de concurrence que connaissent les imprimeries de labeur de la part des entreprises de presse. Depuis 1937-1938, le remplacement des rotatives typo et la mise en place de rotatives offset dans la plupart des imprimeries chargées de la fabrication des journaux quotidiens a connu une progression particulièrement importante. Ainsi, en 1972, soixante-douze éléments imprimants sont entrés en service dans les imprimeries de presse alors que soixante éléments imprimants étaient implantés dans les imprimeries de labeur. Cinq ans plus tard, en 1977, ces chiffres passent respectivement à deux cent quatre-vingt-cinq pour les imprimeries de presse, contre quarante dans les imprimeries de labeur. La capacité théorique de production pour les rotatives en groupes est de 17 652 689 m²/heure, soit 423 664 536 m²/jour, et pour les rotatives en bandes de 10 152 320 m²/heure, soit 243 655 680 m²/jour. En fait, la surface de papier journal effectivement imprimée est de 23 200 894 m²/jour, car le pourcentage d'utilisation des rotatives de presse est de 5,5 p. 100 pour les machines en groupes et de 9,5 p. 100 pour celles en bandes. Cette évolution technologique inquiète tout un secteur industriel dont la mission dans la diffusion des idées, des opinions et des convictions est essen-

tielle. Les imprimeries de labeur sont en effet chargées, entre autres choses, de la fabrication des publications périodiques et des livres. Connaissant déjà la concurrence des imprimeries intégrées dans les administrations et les grandes entreprises, les imprimeries de labeur, dont l'une des responsabilités dans la profession est la formation pour l'apprentissage du personnel technique, sont très mal préparées pour répondre à la concurrence des imprimeries de presse quand ces dernières utilisent leur capacité de production pour réaliser des travaux annexes à leur activité principale d'impression des journaux quotidiens. En effet, les avantages fiscaux dont bénéficient les imprimeries de presse et qui ont été soulignés avec force dans le rapport sur la gestion des entreprises de presse examiné par le conseil économique et social dans sa séance des 22 et 23 mai 1979 mettent en péril l'avenir de cette industrie de transformation et, partant, l'emploi des cent mille salariés qui contribuent à son fonctionnement. Il lui demande, en conséquence, quelles initiatives il entend prendre pour maintenir un secteur dont il a la tuelle et qui demeure l'un des plus sûrs garants des droits au pluralisme de l'information et au développement des connaissances, droits qui s'inscrivent parmi les droits fondamentaux.

Formation professionnelle et promotion sociale (stages).

26524. — 25 février 1980. — M. Alain Chénard attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'application de la loi du 17 juillet 1978 relative à la promotion individuelle, au congé formation et à la rémunération des stagiaires de formation professionnelle. Si cette loi donne une situation nouvelle aux travailleurs en formation relevant du secteur sanitaire et social, son application, du fait du maintien de quotas anciens qui limitent considérablement la satisfaction des demandes de formation et du nouveau calcul de la rémunération qui entraîne un abaissement conséquent des ressources des bénéficiaires, paraît très restrictive. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre afin que l'esprit et le texte de cette loi soient concrètement appliqués.

Enseignement secondaire (personnel).

26525. — 25 février 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conditions d'application du décret du 21 avril 1972, concernant le corps des conseillers d'orientation. A titre de référence, quand des fonctionnaires deviennent professeurs, ils sont reclassés, soit suivant les normes du décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 s'ils étaient enseignants, soit à indice égal ou à défaut immédiatement supérieur s'ils ne l'étaient pas. Après titularisation (que leur titularisation résulte d'un concours ou d'une pérennisation) ils relèvent tous du décret de 1951 avec le coefficient caractéristique du corps de professeur auquel ils appartiennent. De même, pour les conseillers d'orientation, lors de leur titularisation, les reclassements diffèrent suivant leur origine mais ils sont ensuite intégrés dans un corps unique (avec deux grades) doté du coefficient 130 dans le décret du 5 décembre 1951. Après leur titularisation et pour tous les changements ultérieurs, ils relèvent donc du décret de 1951 qui est d'ailleurs appliqué lorsqu'ils deviennent professeurs. Or, cette situation paraît actuellement remise en cause. Il lui demande si les conseillers d'orientation relèvent postérieurement à leur titularisation du décret de 1951 comme la lecture du décret du 21 avril 1972 paraît le montrer (même si, comme les professeurs précités, ils n'en relevaient pas lors de leur titularisation).

Enseignement secondaire (personnel : Nord).

26526. — 25 février 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur un article paru dans un organe de presse de la région du Nord le 13 février 1980 et qui annonce le recrutement par le rectorat de « maîtres-auxiliaires » (nouveaux candidats) dans les disciplines littéraires suivantes : lettres modernes, lettres classiques, pour assurer des suppléances à temps complet ou temps partiel et dans toute l'Académie. Il lui demande : 1° si ce recrutement est effectué après que tous les maîtres-auxiliaires sans emploi à la rentrée de septembre 1979 aient été pourvus d'un poste ; 2° si ce recrutement est compatible avec l'objectif de résorption de l'auxiliaariat.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements).

26527. — 25 février 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'émotion soulevée chez les parents d'élèves et les enseignants par l'application des barèmes connus sous le nom de grille Guichard et des mesures de globalisation dans l'enseignement maternel et élémentaire, par les services des inspections académiques dans les travaux annuels de préparation

de la carte scolaire. Cette application conduit à la proposition d'un nombre important de fermetures de classes. Alors que les collectivités ont conduit un gros effort d'équipement, il lui demande s'il entend poursuivre l'application de ces mesures qui ne vont pas dans le sens d'une amélioration du service public d'éducation.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

26528. — 25 février 1980. — M. Hubert Dubedout attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le droit à l'aide ménagère en milieu urbain et en milieu rural. En octobre 1977, à Lyon, M. le Président de la République définissait l'objectif gouvernemental suivant : doubler, d'ici à 1981, le nombre des personnes âgées prises en charge par le service de l'aide ménagère à domicile. Malheureusement, les moyens indispensables n'ont pas suivi. C'est ainsi que la caisse régionale d'assurance maladie de Lyon a rencontré de grandes difficultés en 1979 pour faire face à des besoins croissants (2 400 000 heures) et, pour 1980, elle ne dispose sur la dotation du fonds national d'action sanitaire et sociale que de quoi régler au mieux 2 200 000 heures. Et pourtant pour le département de l'Isère qui est « en pointe », il y a eu seulement progression de 16,18 p. 100 du nombre des personnes âgées prises en charge entre 1976 et 1977, et 20,48 p. 100 de 1978 à 1979. Le rythme de progression fixé par le Président de la République n'a donc pas été atteint. Dans le même temps, le nombre d'heures affectées en moyenne n'a cessé de se réduire, et les participations demandées aux bénéficiaires ont fortement augmenté. Dans le secteur agricole, la situation est vraiment dramatique. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que l'aide ménagère devienne une véritable prestation légale garantissant l'évolution des financements au rythme de l'augmentation des besoins exprimés. Sa création serait la preuve de la reconnaissance par le Gouvernement du droit au service de l'aide ménagère, principal facteur du maintien à domicile. En outre, cette disposition permettrait d'éviter un certain nombre de journées d'hospitalisation humainement regrettables.

Élevage (volailles : Nord-Pas-de-Calais).

26529. — 25 février 1980. — M. Dominique Dupilet appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation de l'aviculture dans la région Nord-Pas-de-Calais. Forte consommatrice de poulets (en 1978 la consommation régionale s'élevait à 30 millions de poulets pour une production de l'ordre de 10 703 300) cette région accroît pourtant d'année en année le déficit de ce secteur économique. Si de nombreux exploitants hésitent à s'orienter vers la production avicole, ceci semble dû à des blocages essentiellement d'ordre financier. En effet, les organismes bancaires semblent réticents et hésitent à prêter les fonds nécessaires à la création d'élevages et surtout il n'existe pas de prêts bonifiés à long terme, les éleveurs ne pouvant obtenir actuellement que des prêts sur sept ans. Il lui demande, en conséquence, les décisions qu'il compte prendre afin que l'aviculture régionale, l'une des plus anciennes activités, ne disparaisse à moyen terme.

Communes (personnel).

26530. — 25 février 1980. — M. Roger Duroure attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la dégradation de la carrière des adjoints techniques des villes de France. N'ayant connu aucun relèvement indiciaire depuis 1948, cette profession souffre de problèmes d'équité et d'absence de cohérence, notamment dans l'attitude des préfetures face aux promotions accordées par les maires. Il lui demande donc s'il se propose d'intervenir pour assurer une meilleure cohérence dans le traitement des adjoints techniques et pour instaurer une grille indiciaire plus adéquate.

*Éducation physique et sportive
(enseignement supérieur et postbaccalauréat : Gironde).*

26531. — 25 février 1980. — M. Roger Duroure attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les difficultés de l'institut universitaire d'éducation physique et sportive de Bordeaux. Malgré l'éloignement du centre administratif et théorique des installations du stade universitaire et les conditions de travail difficiles dans les anciens laboratoires de la faculté de médecine, cette U. E. R. a bénéficié d'un effort important de l'université pour assurer une formation de qualité. Il rappelle à M. le ministre qu'a été annulé le projet de construction d'une U. E. R. d'éducation physique et sportive sur le domaine universitaire alors que le programme pédagogique était arrêté depuis 1975, le

permis de construire accordé depuis 1977, les crédits débloqués et versés aux instances régionales. Il lui demande quelles mesures il pense prendre — alors qu'après Nancy, Montpellier aura son U.E.R. d'E. P. S. — pour permettre la construction de cette U. E. R. et préserver ainsi la qualité de la formation donnée dans l'établissement de Bordeaux.

*Droits d'enregistrement et de timbre
(taxes sur les véhicules à moteur).*

26532. — 25 février 1980. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les modalités de paiement de la taxe sur les véhicules à moteur. Il souligne notamment que, lorsqu'une personne change de voiture en cours d'année et la remplace par un véhicule neuf, elle doit s'acquitter deux fois de cette taxe, ce qui représente une charge relativement élevée. Il semblerait plus juste que la taxe acquittée au titre du véhicule neuf soit calculée proportionnellement au temps qui reste à courir entre la date d'achat du nouveau véhicule et la fin de l'année en cours. En conséquence il lui demande quelles mesures il envisage de prendre en ce sens.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de reversion).

26533. — 25 février 1980. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des veuves d'assurés sociaux âgées de cinquante-cinq ans. La date d'entrée en jouissance de la pension de reversion n'étant fixée qu'à compter de la demande, passé le délai d'un an, beaucoup d'entre elles n'ayant pas sollicité cette pension, en ont perdu le bénéfice pendant plusieurs années. Il lui demande d'envisager de modifier les textes en vigueur et de prolonger à cinq ans le délai accordé aux veuves pour bénéficier de la fixation rétroactive de l'entrée en jouissance de leur pension de reversion. En tout état de cause, il lui demande de développer l'information des veuves sur les possibilités que leur offre la législation de sécurité sociale.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26534. — 25 février 1980. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'industrie que les négociants détaillants en produits pétroliers et en particulier du F. O. D. connaissent actuellement de très grosses difficultés liées, d'une part au contingentement, d'autre part aux conditions d'exploitation en dégradation constante depuis deux ans. Ces revendeurs souhaitent notamment la nomination d'une commission d'étude où ils pourraient apporter toutes les informations utiles susceptibles d'assurer leur survie et de maintenir ainsi un réseau de distribution indépendant. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour donner satisfaction aux intéressés.

S. N. C. F. (lignes).

26535. — 25 février 1980. — M. Pierre Forgues appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les conséquences pour les transports ferroviaires du décret du 24 septembre 1979, n° 79-832 relatif à la généralisation de la décentralisation en matière de transports collectifs régionaux. La S. N. C. F. prévoit pour l'été 1980, dans la région Midi-Pyrénées, la suppression des lignes omnibus d'Ax-les-Thermes—La Tour de Carol ; Sartat—Saint-Denis-lès-Martel ; Cahors—Capdenac ; Rodez—Séverac-le-Château, avec la possibilité pour certains d'un transfert sur autocars. Ce transfert de lignes aux autocars entraîne habituellement des pertes par rapport au trafic antérieur, ce qui permet ensuite des suppressions pures et simples. Il lui rappelle par ailleurs qu'à l'article 3 du décret, les établissements publics régionaux et les collectivités locales peuvent proposer, jusqu'au 30 juin 1980, des mesures de transfert ou des suppressions, et recevoir en contrepartie pendant sept ans une somme égale au montant des économies réalisées en plus de celles réalisées par la S. N. C. F. elle-même. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : pour éviter la désertification des zones rurales qui seront touchées à fois par les décisions de la S. N. C. F. et des collectivités locales ; pour éviter la privatisation que ne manqueront pas d'entraîner ces mesures dictées par le souci de rentabiliser ce secteur public, puisque les collectivités locales seront ainsi amenées à financer elles-mêmes les améliorations nécessaires aux réseaux régionaux ou à suppléer les carences de l'Etat par l'argent des contribuables et au détriment d'autres investissements communaux.

*Produits chimiques et parachimiques
(entreprises : Isère).*

26536. — 25 février 1980. — M. Jacques-Antoine Gau appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation du personnel du centre de recherche et d'études pharmacologiques (C. R. E. P.) à Grenoble. Le C. R. E. P. est le centre de recherche du groupe Labaz qui a été racheté en 1973 par la Sanofi, holding financier de la S. N. E. A. (société nationale Elf Aquitaine). La Sanofi, qui a également absorbé la société Parcor, a décidé de regrouper toute la recherche dans un seul centre, à Toulouse. Il a donc été proposé au personnel employé à Grenoble (quarante-huit personnes) un reclassement à Toulouse. Vingt-huit personnes (soit 58,3 p. 100 du personnel) refusent ce reclassement (motif familial ou retraite proche). Les personnels concernés, ainsi que leurs représentants syndicaux s'étonnent de ce que la direction du C. R. E. P. n'ait pas essayé de les reclasser conformément à l'article 7 de l'accord signé le 3 mars 1970 sur la sécurité de l'emploi dans les industries chimiques. D'autant plus que la S. N. E. A. possède dans la région grenobloise deux établissements : Elf à Saint-Martin-d'Hères (service de comptabilité d'Elf France qui emploie de nombreux intérimaires) et Dubernard-Hospital à La Mure (matériel médical). En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les vingt-huit personnes qui ne veulent pas aller à Toulouse soient reclassées dans la région grenobloise.

Enseignement secondaire (établissements : Aude).

26537. — 25 février 1980. — M. Pierre Guidoni, demande à M. le ministre de l'éducation, quelles mesures il compte prendre pour garantir que les engagements antérieurs concernant les travaux et la création de section au L. E. P. de Narbonne soient suivis d'effets. Il s'agit notamment des sections conducteur-routier, carrelage en trois ans, plomberie-sanitaire et peinture-vitrerie.

S. N. C. F. (personnel).

26538. — 25 février 1980. — M. Pierre Guidoni, demande à M. le ministre des transports, quelles réponses, il compte apporter aux revendications rappelées par les cheminots au cours de la semaine d'action du 12 janvier au 20 janvier 1980 : augmentation prioritaire des bas salaires et retraites sur la base d'un salaire mensuel nettement revalorisé dans le cadre d'une garantie du pouvoir d'achat pour tous et sa progression différenciée ainsi que des mesures propres à améliorer les déroulement de carrière dans toutes les filières, suppression des abattements de zone et intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement ; Amélioration et réduction du temps de travail pour tous (objectif 35 heures par semaine sans perte de salaire) et pour ce qui concerne les travaux pénibles et répétitifs, les services décalés, le travail de nuit 6 heures égales à 8 heures ; Abrogation de la consigne générale S 7 B n° 4 instituant l'équipement des trains pour un seul agent ; Extension des droits et de l'expression des travailleurs dans l'entreprise.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

26539. — 25 février 1980. — M. Gérard Haesebroeck attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés actuelles des services d'aide ménagère à domicile. L'augmentation des crédits pour l'exercice 1980 ne permet pas, en effet, de faire face à la progression des heures d'aide ménagère compte tenu des besoins réels des personnes âgées d'une part, et à l'évolution des charges de personnels, d'autre part. Cette situation va à l'encontre des objectifs que s'est fixé le Gouvernement à savoir, une augmentation des bénéficiaires de ce service car, dans certaines régions, gérer le service se traduira par une diminution du nombre d'heures de prestation. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il entend promouvoir afin que la prestation aide ménagère à domicile s'inscrive comme une action de prévoyance et non d'assistance ; pour qu'une réforme profonde des modalités juridiques et financières soit entreprise afin de supprimer l'état de précarité qui caractérise cette prestation ; pour instaurer une concertation permanente entre les instances ministérielles, les organismes financeurs et les associations employeurs afin de dégager les moyens nécessaires et suffisants pour satisfaire le désir légitime des retraités de demeurer à leur domicile.

Consommation (information et protection des consommateurs).

26540. — 25 février 1980. — M. Alain Hautecœur attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur les graves conséquences qu'entraîne la politique de libération des prix menée par le Gouvernement qui vient récemment de se traduire par la libération

des marges du commerce au niveau des consommateurs. Cette situation de confrontation directe entre les professionnels et les consommateurs aggrave en effet comme le soulignent les organisations de consommateurs et l'Institut national de la consommation le déséquilibre entre consommateurs et professionnels et accroît considérablement les difficultés du petit commerce et d'un grand nombre de salariés. Dans ce contexte, il lui rappelle les dix mesures proposées par l'Institut national de la consommation pour développer la concurrence, l'information et la protection des consommateurs et notamment celles visant à informer annuellement les consommateurs de l'application des « engagements de concurrence » par l'établissement d'un rapport d'activité de la direction générale de la concurrence et de la consommation à l'exemple de celui qui est publié chaque année par le service de la répression des fraudes. Au sujet des engagements de concurrence, il appelle son attention sur l'absence d'une véritable volonté politique de la part des pouvoirs publics capable de faire respecter les engagements pris par les professionnels envers les consommateurs comme en avait d'ailleurs témoigné la réponse qu'il avait obtenue à la question écrite n° 14777 concernant l'élimination des clauses présentant un caractère abusif. En conséquence, il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre en faveur des consommateurs en contrepartie de la libération des prix accordée aux professionnels ; 2° quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour faire jouer véritablement la concurrence afin qu'un juste rapport d'équilibre puisse être établi entre consommateurs et professionnels ; 3° s'il compte faire droit aux dix propositions formulées par l'Institut national de la consommation et demander à la direction générale de la concurrence et de la consommation d'établir un rapport faisant le point sur l'application des engagements souscrits par les professionnels.

Administration et régimes pénitentiaires (personnel).

26541. — 25 février 1980. — M. Gérard Houter appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur la revendication du personnel administratif de l'administration pénitentiaire concernant la « prime de sujétions spéciales pénitentiaires aux personnels des services extérieurs ». Il lui demande de lui indiquer pour quelle raison le droit revendiqué par ces personnels à cette prime n'est toujours pas reconnu.

Education physique et sportive (personnel).

26542. — 25 février 1980. — M. Roland Huguet attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation des enseignants en éducation physique et sportive, et particulièrement des maîtres auxiliaires ayant exercé plus de trois années. Il apparaît que des mesures de licenciement, s'appuyant sur les dispositions contenues dans la circulaire EPS/2 n° 73-232 du 29 août 1973 dont l'application avait été suspendue par la circulaire n° 75-215 du 16 septembre 1975, seraient prononcées lors de la prochaine rentrée scolaire à l'encontre de cette catégorie de personnel. Il lui demande donc comment le Gouvernement compte améliorer l'enseignement de l'éducation physique et sportive à l'école, résorber le chômage, et dans le même temps se priver de nombreux enseignants, dont le départ ne peut qu'accroître les difficultés d'exercice de cette activité.

Communes (personnel).

26543. — 25 février 1980. — Mme Marie Jacq attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les éléments nouveaux apparus lors d'une rencontre entre le syndicat national des secrétaires généraux des villes de France avec le secrétaire général adjoint de l'Elysée. Il apparaît qu'une négociation serait possible pour résoudre le problème actuel des secrétaires généraux des villes de moins de dix mille habitants pour leur intégration au corps des attachés. En conséquence, elle lui demande quelles négociations sont éventuellement en cours pour lever l'injustice actuelle du seul concours interne.

Assurance maladie, maternité (prestations en nature).

26544. — 25 février 1980. — Mme Marie Jacq attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les problèmes de remboursement des lunettes. Alors que son prédécesseur avait promis qu'un effort serait fait pour ce type de remboursement par la sécurité sociale, le taux de 19,05 francs appliqué jusqu'au 6 mai 1974 a été ramené à 18,65 F pour la monture. Ceci est d'autant plus lourd à supporter lorsqu'il s'agit d'enfants dont les montures et les verres sont changés souvent. En exemple, pour une dépense total de 430 francs (consultation 63 francs plus verres organiques et monture 367 francs, le remboursement n'est que de

90,57 francs (consultation 45 francs plus verres et monture 45,57 francs). Lorsqu'on sait de plus que ces problèmes concernent souvent parents et enfants d'une même famille, ceci représente des sommes considérables qui provoquent parfois plus que des réticences pour suivre à la lettre les indications des ophtalmologistes et ce sont encore les enfants des familles les plus défavorisées qui en pâtissent. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour rectifier cette anomalie.

Enseignement privé (enseignement supérieur et postbaccalauréat).

26545. — 25 février 1980. — M. Pierre Jagoret demande à M. le Premier ministre de vouloir bien lui préciser sur la base de quels critères un crédit de 500 000 francs, prélevés sur le fonds social européen, a été affecté à une école privée de formation d'officiers techniciens de la marine marchande. Il lui demande en outre si le choix de l'affectation de ce crédit relève de l'initiative des communautés européennes ou bien s'il est la conséquence d'une proposition du Gouvernement français. Il s'étonne que cette affectation intervienne au moment où le désengagement de l'Etat à l'égard des écoles de formation du personnel de la marine marchande contraint les collectivités locales et les établissements publics régionaux à financer de façon croissante le fonctionnement et les investissements des écoles de la région.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26546. — 25 février 1980. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les incidences de la crise de l'énergie quant à la situation économique des horticulteurs et des pépiniéristes. Les entreprises en cause subissent durement les effets de la hausse de prix de l'énergie (pétrole, gaz liquéfié et F.O.D.). De surcroît, et tout au moins le Sud-Ouest-Aquitaine, les effets de cette augmentation générale sont aggravés par le raccourcissement des délais de règlement des factures pétrolières (trente jours au lieu de soixante, ou comptant en place de trente jours) ou la suppression des ristournes antérieures pour le gaz liquéfié. Or, pour la profession spécialisée dans la culture en serre, l'énergie atteint 30 p. 100 des chiffres d'affaires, ce qui lamaine au-delà du supportable les marges bénéficiaires nettes. L'abandon de ces productions ne peut, par ailleurs, être normalement envisagé. En effet, le poids des investissements et la spécificité des structures interdisent concrètement toute reconversion rentable. Enfin, ce renoncement accroîtrait considérablement le déficit de la balance commerciale horticole nationale, déjà en progression sensible : 151,6 millions de francs en 1974, 508,6 millions de francs en 1978 et vraisemblablement 1 milliard de francs en 1979. Donc, l'arrêt des entreprises aurait pour conséquence regrettable d'accroître le sous-emploi agricole et général, tandis que l'économie du fuel importé entraînerait une importation supplémentaire de fleurs et de plantes étrangères supérieure de quatre fois. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il entend prendre pour aider ces entreprises de main-d'œuvre à survivre.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

26547. — 25 février 1980. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'évolution paradoxale de l'aide ménagère aux personnes âgées, en contradiction formelle dans les faits avec les déclarations officielles. L'objectif du Gouvernement en l'espèce a été clairement défini le 9 octobre 1977, à Lyon, par M. le Président de la République, lors des assises du troisième âge. Il y a indiqué que le but du Gouvernement était de « doubler en quatre ans le nombre de personnes âgées bénéficiant de ce service irremplaçable : l'aide ménagère à domicile ». Or il semble qu'une équivoque dommageable intervienne en ce domaine délicat. En effet, d'une part, le Conseil des ministres du 5 décembre écoulé a semblé étendre le bénéfice de l'aide ménagère à domicile à certaines catégories de retraités (fonctionnaires et agents des collectivités locales par exemple), jusqu'alors injustement exclues de cet avantage social. Mais, d'autre part, les crédits affectés pour 1980 à cette prestation indispensable contraindront les associations de soins et services à domicile à une réduction des heures de prestation dans certaines régions et à une nette insuffisance de leur nécessaire progression eu égard aux besoins réels dans d'autres. Les causes de cette régression du service rendu sont évidemment : l'évolution des salaires des personnels; l'aggravation très sensible des charges sociales; l'application de la convention nationale collective du 2 novembre 1979 à l'ensemble des personnels concernés. Il semble anormal que cette forme particulière de solidarité régresse, sinon en nombre de bénéficiaires, tout au moins — ce qui est capital — en nombre d'heures/jour par personne concernée. Il semblerait légitime : 1° que la prestation « aide ménagère à domicile » s'inscrive

comme une action de prévoyance et non d'assistance; 2° qu'une réforme profonde des modalités juridiques et financières soit entreprise afin de supprimer définitivement le caractère de précarité qui empreint la prestation « aide ménagère »; 3° qu'une concertation s'instaure entre les pouvoirs publics, les organismes financiers, les associations d'employeurs, les associations des retraités et les syndicats de salariés, concertation qui devrait permettre de dégager les moyens nécessaires et suffisants pour satisfaire le désir légitime des retraités à domicile. Il lui demande s'il peut lui faire connaître son avis sur ces suggestions qui paraissent susceptibles d'aboutir à une solution satisfaisante du problème posé.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

26548. — 25 février 1980. — M. Jean-Yves Le Drian attire l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la situation de l'horticulture française qui doit faire face aux graves conséquences de l'augmentation du prix du fuel domestique. S'agissant d'une consommation très importante pour les entreprises horticoles, puisqu'elle peut représenter de 15 à 30 p. 100 de leurs chiffres d'affaires, il y a là un risque évident pour l'équilibre financier de ces entreprises. En outre, et venant aggraver les effets de l'augmentation du prix, les délais de paiement ont été, dans bien des cas, ramenés de soixante à trente jours par les vendeurs du fuel, ce qui constitue une sérieuse menace pour la trésorerie des entreprises. Il lui rappelle que le déficit commercial de l'horticulture, qui a atteint 700 millions de francs en 1979, justifie à lui seul que les mesures appropriées soient prises pour aider les producteurs confrontés aux difficultés qui résultent du coût croissant de l'énergie nécessaire au chauffage des serres. Il lui rappelle, enfin, que ces producteurs ont déjà accompli des efforts considérables pour économiser l'énergie qui ont déjà eu pour effet de ramener la consommation de fuel par mètre carré de serre chauffée de 57 litres en 1972 à 42,5 litres en 1979. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour aider les producteurs horticoles à surmonter ces difficultés.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (colat des pensions).

26549. — 25 février 1980. — M. Georges Lemoiné demande à M. le ministre de la défense s'il entend faire inscrire à la plus prochaine loi de finances rectificative plusieurs mesures en faveur des retraités militaires et des veuves de militaires. Ces catégories se voyant promettre chaque année un règlement de leur situation, sans qu'aucune mesure ne soit effectivement inscrite au budget, il lui demande s'il ne pense pas qu'il conviendrait de mettre un terme à une attitude choquante, en acceptant, par exemple, le principe d'un règlement sous la forme d'un échéancier de mesures étalées sur plusieurs années, et si pour ce qui concerne l'année 1980 le ministre a l'intention de proposer des solutions sur les trois points suivants : reclassement dans les échelles de solde n° 4; retraite des sergents-majors et maîtres retraités; augmentation de la pension de reversion des veuves de militaires.

Electricité et gaz (centrales d'E. D. F. : Loire-Atlantique).

26550. — 25 février 1980. — M. Louis Le Pensec rappelle à M. le ministre de l'Industrie qu'E. D. F. a donné son accord pour la construction de deux centrales électriques à charbon de 600 mgw à Cordemais (4 et 5). L'entrée en service de ces deux centrales est nécessaire dans les plus brefs délais pour assurer l'approvisionnement électrique de la Bretagne et des Pays de Loire. Or, il apparaît que ce projet subit actuellement d'importants retards : la direction du Trésor n'a pas donné son accord pour la construction de Cordemais 5 qui n'est donc pas inscrite au budget 1980; la procédure de délivrance du permis de construire de Cordemais 4 est actuellement bloquée par la préfecture de Loire-Atlantique. Sa construction sera donc décalée dans le temps. Il est maintenant à craindre que la mise en service de Cordemais 4 ne puisse intervenir avant l'hiver 1983-1984. Dans ces conditions, il lui demande ainsi qu'au Gouvernement de prendre toutes mesures administratives de nature à accélérer la procédure de délivrance du permis de construire de la centrale de Cordemais 4; de prendre toutes les dispositions budgétaires, en particulier lors de la discussion du collectif budgétaire 1980 à l'Assemblée nationale, nécessaire au financement de Cordemais 5.

Postes et télécommunications et télédiffusion (courrier : Finistère).

26551. — 25 février 1980. — M. Louis Le Pensec appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur les conséquences de la fermeture pour travaux,

pendant quatre mois, de l'aérodrome de Guipavas au niveau des liaisons aéropostales du Finistère. Il lui demande de préciser les mesures prises pour éviter tout retard ou perturbation du courrier départ et arrivée de ce département.

Enseignement secondaire (manuels et fournitures).

26552 — 25 février 1980. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation particulière et injuste dans laquelle se trouvent certains élèves de lycée d'enseignement professionnel. Les élèves fréquentant un L. E. P. après la classe de 5^e ne bénéficient pas de la gratuité des fournitures scolaires comme leurs camarades entrés en 4^e de collège. Il lui demande pour quelle raison, ces élèves n'ont pas le droit à la gratuité des manuels et s'il compte y remédier.

Enseignement préscolaire et élémentaire (écoles normales).

26553. — 25 février 1980. — M. Philippe Madrelle attire à nouveau l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les suppressions de postes de professorat dans les écoles normales et la réduction des contingents d'élèves se destinant à la profession d'instituteurs. Bien qu'effectivement on puisse s'attendre à moyen terme à une baisse de la population scolaire, il n'en est pas moins vrai que le département de la Gironde connaît quant à lui le phénomène inverse avec un accroissement sensible de ces effectifs et, par conséquent, le besoin d'encadrement important. D'autre part, le Gouvernement semble s'engager sur la voie des restrictions d'emplois de formateurs avec suppression d'un poste de formateur sur sept actuellement alors que certains enseignements ne sont pas assurés (en Gironde, par exemple, manquent un professeur d'arts plastiques et un professeur d'éducation musicale). Il lui demande de bien vouloir lui préciser s'il ne pense pas que pour la Gironde la baisse de recrutement des élèves-instituteurs n'aura pas une forte répercussion sur la surcharge des classes élémentaires et préélémentaires et si des études chiffrées ont été faites à ce sujet. Il lui demande, d'autre part, de se prononcer sur la diminution des emplois de formateurs.

Enseignement secondaire (personnel).

26554. — 25 février 1980. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le grand mécontentement des documentalistes qui réclament la reconnaissance de leur profession et l'établissement d'un statut propre à leur profession. Depuis 1958, date de la création des services de documentation des établissements du second degré, le recrutement de responsables de ces centres est toujours disparate et fantaisiste. Après plusieurs préparations de projets, de décrets, les choses n'ont pas abouti et le dernier projet de décret propose d'affecter au centre de documentation et d'information les professeurs qui n'ont pas un service complet d'enseignement. Ce projet ne peut pas être pris au sérieux et il lui demande s'il pense réunir d'urgence un groupe de travail afin de réhabiliter la fonction de documentaliste en lui rendant son rôle pédagogique et en l'intégrant à l'équipe éducative.

Energie (géothermie : Gironde).

26555. — 25 février 1980. — M. Philippe Madrelle attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les possibilités d'utilisation géothermique pour le chauffage d'une Z.U.P., située sur la commune de Lormont, en Gironde. Un forage d'une profondeur de 1 058 mètres, réalisé en 1969, se trouve à environ 700 mètres de la Z.U.P., qui comprend 839 logements. Après des essais et des études, il semble que ce forage puisse être utilisé pour chauffer cette zone et, après épuisement des calories, pour l'alimentation en eau potable. Il lui demande de lui préciser, après étude complète de ce dossier, s'il n'envisage pas de dégager une aide financière pour l'exploitation de ce forage dans le cadre des économies d'énergie.

Communes (personnel).

26556. — 25 février 1980. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la dégradation constante de la carrière des adjoints techniques des villes de France du cadre B. Il souligne que, malgré les requêtes successives formulées par les associations des adjoints techniques des villes de France, aucune mesure n'a été prise en vue d'aménager équitablement cette fonction. Par exemple, la carrière d'adjoint technique n'a reçu aucun relèvement indiciaire depuis 1948, ce qui crée un déca-

lage regrettable entre les responsabilités inhérentes à la fonction et son statut initial. Il dénonce le rôle arbitraire joué par les préfetures qui accordent ou non, selon les départements, les promotions proposées par les maires. En conséquence, il lui demande les décisions qu'il compte prendre d'urgence pour permettre un aménagement équitable de la carrière des adjoints techniques et pour exiger que les nominations accordées par les préfetures puissent s'appliquer sans exception sur l'ensemble du territoire.

Communes (personnel).

26557. — 25 février 1980. — M. Bernard Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la dégradation de la situation indiciaire des adjoints techniques des villes de France. En 1973, des communes ont nommé leur adjoint technique chef de section. Ces promotions ont été accordées par certaines préfetures mais beaucoup d'autres les ont refusées. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre à l'équité légitimement revendiquée.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

26558. — 25 février 1980. — M. Claude Michel appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement sur la situation des ouvriers des parcs et ateliers de l'équipement. Il lui demande notamment, et compte tenu de la décision du Conseil d'Etat du 27 juillet 1979 annulant pour excès de pouvoir la décision implicite du ministre de l'économie et des finances et celle du ministre de l'équipement, de refuser le bénéfice du supplément familial de traitement aux « ouvriers permanents des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes », quelles sont les mesures qui seront prises pour qu'en application de cette décision les ouvriers des parcs et jardins bénéficient, rapidement, de ce supplément familial qu'ils sont les seuls, avec les personnels des laboratoires, à ne pas percevoir.

Pharmacie (personnel d'officines).

26559. — 25 février 1980. — M. Claude Michel appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la rumeur selon laquelle un C.A.P. d'employé de pharmacie serait en passe d'être créé. Il s'étonne d'un tel projet qui contredirait très largement la loi n° 77-745 du 6 juillet 1977 qui entendait élever le niveau de qualification des collaborateurs des pharmaciens, alors que les problèmes des aides-préparateurs et des vendeurs en fonction, lors de l'entrée en vigueur de la loi, restent non résolus en raison du refus d'admettre en équivalence une qualification acquise par l'expérience. Il lui demande, dans l'hypothèse où cette rumeur serait fondée, de renoncer à un tel projet.

Boissons et alcools (vins et viticulture).

26560. — 25 février 1980. — M. Henri Michel remercie M. le ministre de l'agriculture de sa réponse du 4 février 1980 à sa question écrite du 5 octobre 1979 (n° 20707) et de la confirmation du bien-fondé de la modification du décret en cause, modification devant faire disparaître cette « certaine inégalité entre les diverses régions viticoles qui ont droit à toutes les pratiques en vue de l'enrichissement ». Il lui demande donc à nouveau et avec insistance les raisons pour lesquelles, toutes formalités préalables étant remplies depuis deux ans, il n'a pas signé cette modification du décret de contrôle des Côtes-du-Rhône mettant ainsi ses actes en accord avec ses dires. Le fait que la plus grande partie des syndicats des Côtes-du-Rhône n'aient pas cette année procédé à l'enrichissement montrent leur responsabilité et devrait au contraire inciter à régler ce problème délicat à froid.

Circulation routière (sécurité).

26561. — 25 février 1980. — M. Henri Michel appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la nécessité de mettre en œuvre une politique globale visant à réduire le nombre de conducteurs de deux-roues accidentés. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il a mises en œuvre au cours de ces dernières années pour améliorer la sécurité des deux-roues sur les plans suivants : infrastructure routière ; modification des véhicules dans le sens d'une plus grande sécurité ; amélioration du signalement et de la visibilité ; mise en place d'une formation adaptée à ce mode de conduite. Il lui demande également s'il compte mettre en œuvre une information et une formation des futurs conducteurs dans le cadre des établissements d'enseignement ou d'autres établissements fréquentés par les jeunes.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

26562. — 25 février 1980. — **M. Rodolphe Pesce** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur l'injustice que subit la langue occitane par rapport aux autres langues régionales en ce qui concerne sa diffusion à la télévision. En effet, une langue qui n'a pas accès à la télévision est une langue qui est condamnée à disparaître. Or, la télévision française, qui ignore presque complètement les autres langues, ignore totalement l'occitan, langue parlée et surtout comprise par des millions de personnes dans trente et un départements. C'est pourquoi il paraît nécessaire que l'occitan bénéficie d'une place sur les antennes de FR 3 au moins égale à celle qui est faite à l'alsacien ou au breton. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour inciter les chaînes de télévision, et notamment FR 3 dont c'est la vocation, à mettre en place des émissions régulières en occitan.

Transports (transports de fonds).

26563. — 25 février 1980. — **M. Louis Philibert** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les risques grandissants que courent les convoyeurs de fonds et sur l'insuffisance des mesures de sécurité à leur endroit, à la suite de l'agression dont ont récemment été victimes deux transporteurs à Levallois-Perret. Leur statut est actuellement régi par le décret n° 79-618 du 13 juillet 1979 qui apparaît aujourd'hui insuffisant. Afin d'assurer la protection des convoyeurs et celle de la clientèle et du public, ils avancent les propositions suivantes : limiter les risques d'agression sur la voie publique par une autorisation légale d'emprunter les couloirs de circulation réservés aux bus et par l'aménagement d'emplacements de stationnement réservés devant les agences bancaires ; abaisser de 200 000 à 35 000 francs le seuil au-dessus duquel les dispositions du décret suscitée sont applicables ; enfin, doter les convoyeurs de fonds d'un statut national définissant leurs conditions d'activité et de sécurité. En conséquence, il lui demande de lui indiquer la suite qu'il compte donner à ces propositions.

Circulation routière (poids lourds).

26564. — 25 février 1980. — **M. Christian Pierret** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les graves conséquences des barrières de dégel pour les chauffeurs routiers. Informés trop tardivement de leur mise en place, ils se trouvent fréquemment bloqués, sans autre issue que d'attendre. Une information mieux adaptée permettrait l'éclatement du trafic vers d'autres directions. Lors des incidents récents au tunnel du mont Blanc, les chauffeurs routiers ont réitéré leur demande de construction, à intervalles réguliers, de terre-pleins de dimensions suffisantes pour pouvoir faire demi-tour. En ce qui concerne l'hygiène et la restauration, rien n'a été prévu pour ceux qui séjournent ainsi bien involontairement sur le bord de la route. Il lui demande s'il envisage de satisfaire les revendications des chauffeurs routiers et de prendre des mesures afin d'assurer à cette catégorie de travailleurs de meilleures conditions de travail.

Automobiles et cycles (entreprises : Yoelines).

26565. — 25 février 1980. — **M. Christian Pierret** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** de bien vouloir intervenir auprès de la direction de l'usine Talbot de Poissy pour que les dispositions du code du travail soient appliquées. Depuis plus de deux ans, aucune élection professionnelle n'y a eu lieu. La direction refuse de les organiser et en rejette la responsabilité sur la C. G. T. qui conteste la validité des précédents scrutins. Il semble pourtant légitime de s'interroger sur le caractère démocratique et libre de ces élections au vu des nombreuses pressions subies par les travailleurs de l'usine de Poissy ; les élections prud'homales tenues hors de l'entreprise semblent en apporter la preuve. Il lui demande d'agir avec vigueur pour que des élections libres se tiennent, enfin, dans cette usine.

Politique économique et sociale (pouvoir d'achat).

26566. — 25 février 1980. — **M. Lucien Pignion** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur l'évolution du pouvoir d'achat des salariés pendant l'année 1979. La direction générale de l'I.N.S.E.E. a démontré statistiquement une baisse globale du pouvoir d'achat de 2 p. 100 en 1979. Ayant entendu **M. le Premier ministre** prétendre que le pouvoir d'achat des salariés avait été maintenu au cours de l'année en question, il lui demande sur quelles sources il se fonde pour étayer ladite affirmation.

Industrie : ministère (personnel).

26567. — 25 février 1980. — **M. Lucien Pignion** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les conditions de travail des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Ces derniers sont particulièrement inquiétés de l'insuffisance des effectifs des directions interdépartementales de l'industrie. Alors que de nouvelles missions leur sont confiées en de nombreux domaines (installations classées, économie d'énergie, développement régional), les ingénieurs des travaux publics de l'Etat constatent une certaine stagnation du recrutement des fonctionnaires affectés à ces directions. Il lui demande les mesures qu'il envisage d'adopter afin de tenir compte des souhaits légitimes de ces fonctionnaires.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

26568. — 25 février 1980. — **M. Lucien Pignion** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés rencontrées par les aides ménagères à domicile. Les crédits prévus à cet effet pour l'année 1980 semblent insuffisants pour faire face à la progression des heures d'aide ménagère, compte tenu des besoins réels des personnes âgées et à l'évolution des charges de personnel. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour qu'une réforme des modalités juridiques et financières de cette aide soit entreprise à court terme afin de supprimer l'état de précarité caractérisant aujourd'hui cette aide.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (retraite anticipée).

26569. — 25 février 1980. — **M. Charles Pistre** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** que certains instituteurs, devenus P. E. G. C., ne peuvent pas prétendre à la retraite à cinquante-cinq ans, puisque le décompte de leurs années de service militaire — qui ne sont pas rattachées dans les services de catégorie B — leur interdit parfois d'atteindre les quinze ans d'ancienneté nécessaires dans le corps des instituteurs. Cette situation crée des discriminations dues à la différence de situations militaires puisque certains se voient pénalisés d'une période, qui peut atteindre trente mois, par rapport à leurs collègues féminines et à ceux qui ont été dispensés de service militaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (montant des pensions).

26570. — 25 février 1980. — **M. Charles Pistre** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur l'application des dispositions de la loi du 20 septembre 1948 prévoyant la péréquation intégrale des pensions. En effet les retraités de l'équipement, dont la cessation d'activité est antérieure à la création de grades et d'échelons nouveaux ou à un changement dans la dénomination des fonctions, ne peuvent prétendre bénéficier des avantages de pensions dont jouissent actuellement leurs collègues qui remplissent pourtant les mêmes fonctions nécessitant les mêmes compétences. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour revenir à la péréquation intégrale des pensions telles que prévues par la loi du 20 septembre 1948.

Education physique et sportive (personnel).

26571. — 25 février 1980. — **M. Michel Rocard** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur la situation des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive. Considérant que ces enseignants assument des responsabilités identiques à celles des autres professeurs de l'enseignement secondaire, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de revaloriser la situation de ces personnels en l'alignant sur des critères correspondant au service public d'éducation qu'ils assurent effectivement et à la formation de qualité qu'ils reçoivent.

Matériels électriques et électroniques (entreprises).

26572. — 25 février 1980. — **M. Michel Rocard** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés actuelles du département biomédical de la Compagnie générale de radiologie (C. G. R. - Blomédical). Sachant l'importance pour le devenir de l'activité et du développement de cette entreprise des commandes passées par les administrations publiques hospitalières, et au regard de l'importance des achats de matériel étranger effectués par celles-ci, il lui demande : 1° quelle est la part actuelle des commandes passées à des entreprises françaises et à des entreprises

étrangères dans les actions d'équipement des établissements hospitaliers (en volume et en pourcentage); 2° quelles sont les recommandations ou les directives données par l'administration en la matière; 3° si l'administration estime que dans certains secteurs les fabrications étrangères sont supérieures aux produits des entreprises françaises, quel effort de recherche est entrepris par les pouvoirs publics en la matière.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(centres hospitaliers: Ile-de-France).*

26573. — 25 février 1980. — M. Michel Rocard appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences de l'application de la loi sur la réforme des études médicales pour les hôpitaux non universitaires. Il lui fait part de l'extrême inquiétude des responsables et chefs de service des hôpitaux généraux, où les internes et étudiants en spécialité représentent, pour la région Ile-de-France, un tiers environ des personnels médicaux, notamment des services spécialisés. Il n'apparaît pas que les dispositions faisant obligation aux internes d'effectuer au moins un semestre dans les hôpitaux généraux soient de nature à pallier les difficultés résultant des nouveaux textes. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour associer les médecins et responsables des hôpitaux généraux à l'application des décrets résultant de la nouvelle loi et quelles dispositions il entend mettre en œuvre pour garantir aux habitants de la région Ile-de-France une couverture hospitalière suffisante en qualité et en quantité. Il lui paraîtrait en effet extrêmement déplorable que ces difficultés viennent s'ajouter à celles que connaissent déjà les établissements hospitaliers du fait des restrictions budgétaires imposées par le Gouvernement.

Formation professionnelle et promotion sociale (stages).

26574. — 25 février 1980. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des stagiaires de l'A. F. P. A. Le mode de calcul de la rémunération des stagiaires fixé par la loi du 17 juillet 1978 et les décrets d'application de mars 1979 entraînent pour l'ensemble d'entre eux une perte de 20 p. 100 par rapport au salaire antérieur. De plus, pour la majorité des stagiaires, vient s'ajouter, suivant leurs différentes catégories, une perte moyenne de 10 à 30 p. 100 par rapport au S. M. I. C., qui va parfois jusqu'à 75 p. 100, 85 p. 100 et même 95 p. 100. Enfin, par rapport aux dispositions antérieures, cette baisse du salaire est accentuée par le fait que celui-ci est déterminé par le S. M. I. C. à la date d'entrée en stage, sans revalorisation pendant une année. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

*Produits agricoles et alimentaires
(industries agricoles et alimentaires).*

26575. — 25 février 1980. — M. Dominique Taddel appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur la politique suivie par le Gouvernement en matière de contrôle des prix et ses répercussions sur l'ensemble du secteur agro-alimentaire. D'une part, en libérant les marges de distribution et en interdisant aux coopératives de répercuter les hausses subies en matière d'énergie, de transport et de consommation intermédiaire, ce nouveau dirigisme en matière de prix place l'ensemble du secteur agro-alimentaire dans une situation insupportable qui ne peut à terme que se répercuter sur les producteurs agricoles. D'autre part, il est indispensable que le financement des récoltes soit non seulement désencadré mais aussi étendu à certains autres produits comme le colza ou les fromages de garde, et d'une façon plus générale à tous les stocks que les entreprises exportatrices doivent constituer pour assurer un écoulement régulier de leurs produits sur les marchés extérieurs. Il lui demande quelles mesures il entend prendre sur ces deux points, à un moment où le Gouvernement s'appête à dégager de nouvelles orientations dans le secteur agro-alimentaire.

Bibliothèques (bibliothèques municipales).

26576. — 25 février 1980. — M. Dominique Taddel appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les problèmes découlant de la circulaire n° 467 du 11 décembre 1951 qui fait obligation aux collectivités locales désirant s'abonner à des journaux, revues ou périodiques de faire prendre par le conseil municipal une délibération fixant le nombre des abonnements souscrits et mentionnant les services au bénéfice desquels sont souscrits ces abonnements. Il lui demande si ces dispositions sont applicables aux abonnements souscrits par les bibliothèques municipales dont la vocation est d'offrir au public un choix très large et très varié de publications, adapté de façon régulière en fonction des besoins constatés par les

bibliothécaires. Il lui fait en outre remarquer que les acquisitions de livres dont le contenu est pourtant de même nature ne sont pas soumises à ces procédures contraignantes. Il exprime enfin le souhait que des instructions interprétatives soient publiées excluant du champ d'application de ce texte les périodiques destinés à être consultés par le public dans les services qui ont pour vocation de les proposer: bibliothèques, centres de documentation, et autres institutions de même nature, et limitant la procédure administrative au vote, par le conseil municipal, du crédit correspondant défini par son article et son sous-chapitre. Il lui demande quelles mesures il entend prendre à ce sujet.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

26577. — 25 février 1980. — M. Joseph Vidal appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le sort des personnes âgées bénéficiant de l'aide ménagère à domicile. Il constate que les crédits pour l'exercice de 1980 ne permettent pas de répondre à la progression des heures d'aide ménagère correspondant aux besoins réels des personnes âgées bénéficiant de cette prestation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que cette aide ne soit plus considérée comme une action d'assistance mais de prévoyance et qu'il soit ainsi possible aux retraités qui le souhaitent de demeurer à leur domicile.

Jeunes (travail saisonnier).

26578. — 25 février 1980. — M. Claude Wilquin attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le non-respect des droits sociaux des jeunes travailleurs saisonniers. Profitant d'une offre importante, notamment au moment des vacances scolaires, les employeurs n'hésitent pas à profiter de ces milliers de jeunes qui se présentent chaque année sur ce marché particulier de l'emploi. Les horaires sont souvent abusifs, les emplois instables, la non-déclaration à la sécurité sociale est quasi permanente, les conditions de travail et de logement sont souvent déplorables. Il lui demande s'il compte prendre des mesures réglementaires ou proposer au Parlement des dispositions législatives pour faire respecter au plus vite les droits de ces jeunes travailleurs.

Politique extérieure (pétrole et produits raffinés).

26579. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères de lui faire le point des mesures prises à la suite de la conférence de Tokyo pour limiter la consommation de pétrole tant par les pays ayant participé à cette conférence que par les pays membres de la C.E.E. Il lui demande également de lui préciser éventuellement quelles initiatives le Gouvernement français a prises ou est susceptible de prendre, notamment dans le cadre de la Communauté économique européenne, pour que les espoirs suscités à cette occasion ne soient pas déçus et que les engagements contractés à Tokyo soient fermement tenus.

Commerce et artisanat (législation).

26580. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que, pour la mise en location-gérance d'un fonds de commerce exploité en France, il est exigé que le propriétaire du fonds ait exercé la profession de commerçant durant sept années. Dans la mesure où certains droits étrangers reconnaissent la qualité de commerçant dans les mêmes conditions qu'en droit français, il lui demande s'il est possible d'admettre, pour le calcul du délai précité (art. 4 de la loi du 20 mars 1956), l'addition du délai d'exercice du commerce à l'étranger et en France. En cas de réponse négative, il souhaiterait savoir quelle est l'incidence des traités bilatéraux conclus par la France et des Etats étrangers (en particulier avec les Etats du Maghreb) sur ce problème. La qualité de ressortissant communautaire ne permet-elle pas sans problème l'addition de ces délais.

Habillement, cuirs et textiles (commerce extérieur).

26581. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre du commerce extérieur s'il peut fournir une estimation chiffrée des difficultés créées aux industries textiles françaises par les importations de certaines fibres artificielles en provenance des Etats-Unis. Il souhaiterait savoir quelles mesures sont envisagées: 1° au plan français; 2° au plan européen pour que les Etats-Unis respectent les engagements du G. A. T. T. auxquels ils ont souscrits, et dans quel délai les dispositions décidées seront-elles mises en œuvre.

Circulation routière (sécurité).

26582. — 25 février 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de la défense** quelles mesures sont prises dans le cas d'accidents de la route mortels ou graves, afin de permettre la découverte des causes réelles de l'accident, ces causes ayant une incidence pour les conducteurs : sur le plan judiciaire ; sur le plan de la sécurité, lorsque l'état du véhicule est à incriminer. Il attire son attention sur une note adressée à ses services par un expert judiciaire, lequel proposait qu'un certain nombre de mesures conservatoires des preuves soient prises, en cas d'accidents graves, telles, par exemple, que la conservation de la preuve : d'un mauvais usage des freins ou du mauvais état de ces derniers ; d'une mauvaise pression ou du mauvais état des pneus, du disque du chronotachygraphe. Cet expert demandait également, ainsi que l'arrêté du 7 avril 1980 en fait obligation, que tout accident grave pouvant avoir pour cause le mauvais état du véhicule fasse l'objet d'un avis au service des mines, celui-ci étant le seul à pouvoir déterminer de façon certaine la cause technique et mécanique d'un accident. En conséquence, il souhaite savoir : 1° combien d'accidents ont été signalés au service des mines depuis cinq ans ; 2° si les suggestions de l'expert judiciaire en question, dont la direction de la gendarmerie avait reconnu qu'elles étaient « dignes d'être prises en considération », ont été traduites dans des directives adressées aux unités de la gendarmerie nationale, et si tel n'est pas le cas, pourquoi ; 3° pour quelles raisons les services de police et de gendarmerie, qui ont le même rôle en matière de constats d'accidents, ne possèdent pas pour ce faire les mêmes imprimés. Une uniformisation ne paraît-elle pas souhaitable.

Matériels électriques et électroniques (politique industrielle).

26583. — 25 février 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** rappelle à **M. le ministre de l'industrie** que lors d'un comité de politique économique et sociale présidé le 20 décembre 1977 par **M. le Premier ministre** et consacré aux dossiers industriels, le principe d'une aide sélective à certaines entreprises d'instrumentation scientifique et médicale avait été arrêté. Des fonds publics devaient être versés par le biais de « contrats de croissance », prévoyant l'affectation d'aides pour le développement de matériels, notamment dans les domaines suivants : analyse, ultrasons médicaux, laser, instruments de mesures pour les télécommunications. Il demande à **M. le ministre de l'industrie** de lui faire connaître quelle a été l'efficacité de la politique ainsi amorcée en 1977, en lui précisant : 1° quel a été le montant des aides accordées en 1978 et 1979 au secteur de l'instrumentation scientifique et médicale ; 2° quelle a été, pour les mêmes années, la croissance, en volume, de ce secteur ; 3° quelle est, début 1980, la situation financière et économique de ce secteur.

Circulation routière (sécurité).

26584. — 25 février 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'intérieur**, quelles mesures sont prises dans le cas d'accidents de la route mortels ou graves, afin de permettre la découverte des causes réelles de l'accident, ces causes ayant une incidence pour les conducteurs : sur le plan de la sécurité, lorsque l'état du véhicule est à incriminer ; sur le plan judiciaire. Il attire son attention sur une note adressée à ses services par un expert judiciaire, lequel proposait qu'un certain nombre de mesures conservatoires des preuves soient prises en cas d'accidents graves, telles, par exemple, que la conservation de la preuve : d'un mauvais usage des freins, ou de leur mauvais état ; d'une mauvaise pression des pneus, ou de leur mauvais état ; du disque chronotachygraphe. Cet expert demandait également, ainsi d'ailleurs que l'arrêté du 7 avril 1980 en fait obligation, que tout accident grave pouvant avoir pour cause le mauvais état du véhicule ou sa non-conformité, soit signalé au service des mines, celui-ci étant le seul parfaitement apte à déceler la cause technique et mécanique d'un accident. En conséquence, il lui demande : 1° combien d'accidents ont été signalés au service des mines depuis cinq ans ; 2° pourquoi les suggestions de l'expert judiciaire en question ne lui ont pas paru dignes d'être retenues ; 3° pour quelles raisons les services de police et de gendarmerie, qui ont le même rôle en matière de constats d'accidents, ne possèdent pas, pour ce faire, les mêmes imprimés. Une uniformisation ne lui apparaît-elle pas souhaitable.

Etrangers (travailleurs étrangers).

26585. — 25 février 1980. — Les services spécialisés des préfectures opposent aux ressortissants étrangers qui désirent exercer en France une activité commerciale, artisanale ou industrielle, l'exigence d'une carte de commerçant étranger, en vertu d'une

circulaire non publiée, et adoptée par les services de **M. le ministre de l'intérieur**. Cette circulaire n° 523, datée du 12 décembre 1977, constitue pour l'administration le droit positif en vigueur ; or, ce texte non publié semble constituer une violation aux engagements internationaux de la France, en raison des entraves draconiennes qu'elle institue à l'exercice du commerce par certains ressortissants étrangers. **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'intérieur**, en l'absence de publication de cette circulaire, s'il ne convient pas de ne retenir que l'application des circulaires des 26 août, 11 septembre 1974 et 22 mars 1976, adoptées par le ministre du commerce dans le cadre de ses attributions apparemment exclusives. Il souhaiterait savoir en conséquence, si **M. le ministre de l'intérieur** donnera informations et instructions dans ce sens aux services préfectoraux.

S. N. C. F. (équipement).

26586. — 25 février 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté**, à la suite de la réponse de **M. le ministre des transports** en date du 3 mars 1979 à la question 5077 qu'il lui avait posée le 5 août 1978, souhaiterait savoir où en est actuellement le projet de tunnel ferroviaire sous la Manche. Le projet de tunnel à voie unique est-il maintenu ; ou la construction d'une voie secondaire a-t-elle été décidée ? Il souhaiterait savoir si, un an environ après sa première réponse, **M. le ministre des transports** peut apporter des précisions nouvelles sur l'état d'avancement des études et sur le début des éventuels travaux.

Avortement (législation).

26587. — 25 février 1980. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que la presse a indiqué dans les derniers jours de décembre que des avortements tardifs et prétendument thérapeutiques auraient été pratiqués dans un établissement parisien. Des failles dans la législation de l'avortement permettraient ces pratiques. Une des questions qui vient à l'esprit est de savoir pourquoi le décret concernant l'avortement thérapeutique prévu par la loi de 1975 n'a jamais été publié. Il lui demande son sentiment sur cette affaire et les mesures qu'il entend prendre pour qu'elle ne se renouvelle pas.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (cliniques et établissements privés).

26588. — 25 février 1980. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que dans une affaire d'avortements prétendument thérapeutiques des failles graves de la législation ont été décelées. L'action de ceux qui ont commis les actes en question a été facilitée par le passage d'une clinique privée libérale en hôpital privé à but non lucratif. Or il apparaît que l'association sous le couvert de laquelle étaient pratiquées les opérations répréhensibles, est en fait propriétaire ou gestionnaire ou sous-locataire de quatre anciens cliniques privées libérales à Paris et dans la région parisienne, toutes transformées en hôpital privé à but non lucratif et que l'on retrouve d'ailleurs les mêmes noms de médecins dans ces différentes cliniques. Il lui demande s'il a fait ouvrir une enquête afin d'être bien sûr que dans les trois autres cliniques où rien n'avait été décelé, ne se produisent pas les mêmes actes répréhensibles que ceux qui ont pu être découverts par le plus grand des hasards dans l'établissement parisien.

Parkings (sécurité des biens et des personnes).

26589. — 25 février 1980. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que de nombreuses agressions ont lieu dans les parcs de stationnement souterrains privés et que cette insécurité pourrait être corrigée par une installation d'alerte et un éclairage correct qui seraient imposés au constructeur. Le parlementaire susvisé rappelle que, d'après la réglementation actuelle, les préfets, notamment le préfet de police, saisis pour avis lors des demandes de permis de construire, ne peuvent réclamer que des mesures concernant l'hygiène et la sécurité contre l'incendie, mais qu'ils sont démunis de toute possibilité de suggérer des améliorations au point de vue sécurité contre les agressions. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour compléter l'article R. 123-11 du code de la construction dans un sens qui permette aux préfets de province et au préfet de police à Paris, d'imposer un certain nombre de mesures améliorant la sécurité des usagers dans les parcs de stationnement souterrains privés à construire, telles que la pose d'interphones reliés à la loge du gardien ou à des locataires, bornes d'appel et éventuellement caméras de télévision.

Français : langue (défense et usage).

26590. — 25 février 1980. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir lui expliquer les raisons pour lesquelles les responsables des cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, dans leur documentation cartographique sur la région d'Ile-de-France, ont cru devoir porter systématiquement une traduction en anglais des légendes des signes utilisés sur les cartes éditées. Ces informations sont a priori destinées à des citoyens français et l'I.A.U.R.I.F. n'a pas pour mission l'enseignement de l'anglais ou de toute autre langue étrangère. L'auteur de la question aimerait donc connaître les motifs qui ont inspiré une décision de cet ordre et il s'interroge sur son bien-fondé.

*Commerce et artisanat
(conjoins de commerçants et artisans).*

26591. — 25 février 1980. — M. René Caille expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que les derniers textes réglementaires donnés aux conjoints de commerçants la faculté d'être mentionnés au registre du commerce et fixant par ailleurs les modalités d'éligibilité des conjoints dans les chambres de commerce ont été favorablement accueillis par les professionnels concernés, lesquels ont reconnu que : la mention au registre du commerce est une première reconnaissance officielle de l'activité professionnelle du conjoint du commerçant ; son accès à l'éligibilité dans les chambres de commerce et d'industrie est un droit à la parole et une possibilité de participation réelle à l'activité socio-économique. Il doit par contre être noté que rien n'est fait, dans les mêmes domaines, pour les conjoints d'artisans et les conjoints salariés de l'affaire familiale, dont l'accès à la représentation professionnelle n'est toujours pas mis en œuvre. D'autre part, de lourdes incertitudes subsistent, quant aux incidences sociales (cotisations et prestations retraite et maternité) qui doivent découler de la mention au registre du commerce et également en ce qui concerne la notion de la responsabilité du conjoint vis-à-vis des tiers. Les mesures qui ont été prises récemment sont donc à compléter par des dispositions permettant au conjoint collaborateur : d'acquiescer un droit personnel à la retraite ; d'avoir accès aux prestations de maternité ; de se voir attribuer l'entreprise par priorité, et systématiquement, en cas de succession, s'il le désire. Enfin, il apparaît équitable que soit donnée au conjoint la faculté d'opter entre trois statuts : collaborateur, salarié ou associé, et que ces statuts fassent l'objet d'une étude et d'une mise au point entreprises simultanément. Il lui demande que les suggestions exposées ci-dessus soient étudiées dans l'esprit d'une véritable reconnaissance des droits des conjoints des commerçants et artisans, et souhaite que des précisions lui soient données quant à leurs possibilités de mise en œuvre.

Handicapés (établissements).

26592. — 25 février 1980. — M. René Caille rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que, dans le cadre des mesures prises pour assurer le redressement de la situation financière de l'assurance maladie de la sécurité sociale, la circulaire n° 2761 du 17 septembre 1979 relative au respect des budgets primitifs des établissements sanitaires et sociaux stipule que dans le cas où les responsables de ces établissements engageraient des dépenses au-delà de celles acceptées lors de la fixation du prix de journée, ils s'exposeraient à ne pas voir le déficit éventuel qui en résulterait pris en compte ultérieurement. D'autre part, les taux d'augmentation notifiés par lettres aux associations concernées par l'autorité de tutelle, tant pour la masse salariale que pour les dépenses courantes, ne pourront manifestement pas être respectés car les établissements n'en ont pas la maîtrise. C'est ainsi, à titre d'exemple, que ceux-ci ont à faire face à une augmentation du fuel domestique au taux de 33 p. 100 pour la période d'août 1978 à août 1979. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser la façon permettant de concilier les termes de la circulaire n° 2761 et les impératifs financiers auxquels vont être confrontées les associations, telles les associations départementales des amis et parents d'enfants inadaptés, qui ne disposent d'aucune ressource propre leur permettant de faire face à un dépassement des frais de fonctionnement prévus au budget accepté.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

26593. — 25 février 1980. — M. Jean-Charles Cavallé attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les récentes mesures, adoptées par le Gouvernement, tendant à valoriser les services d'aide ménagère à domicile en faveur des personnes âgées. Ainsi, certaines catégories de retraités jusqu'alors exclues du champ d'application de l'aide ménagère vont pouvoir bénéficier désormais de cette prestation. Malheureusement, il est à craindre que les résultats recherchés par le Gouvernement se traduisent, en réalité, par une diminution du nombre d'heures

accordé à chaque bénéficiaire. Les caisses gestionnaires doivent en effet faire face à des charges de personnels de plus en plus lourdes et il est prévisible que l'augmentation annoncée des crédits pour l'exercice 1980 ne leur permette pas, en définitive, de faire face aux besoins réels des personnes âgées. Il est souhaitable qu'une réforme profonde des modalités juridiques et financières soit rapidement entreprise afin de supprimer l'état de précarité qui caractérise cette prestation. Il lui demande donc de lui faire connaître ses sentiments et éventuellement ses propositions à l'égard de cette suggestion.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : successions et libéralités).

26594. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté expose à M. le ministre du budget que les testaments contiennent presque toujours des legs de biens déterminés faits à des personnes diverses. Ils ont alors pour effet juridique, quel que soit le degré de parenté ayant existé entre les bénéficiaires désignés dans l'acte et le testateur, de partager la fortune de ce dernier. Quand le testateur n'a pas de descendant ou n'en a qu'un seul, l'acte est enregistré au droit fixe. Quand le testateur a plusieurs descendants, le droit fixe est remplacé par un droit proportionnel beaucoup plus onéreux. De toute évidence, cette disparité de traitement constitue une véritable absurdité. Ainsi que des parlementaires représentant tous les groupes politiques l'ont signalé à maintes reprises une augmentation considérable du coût de la formalité de l'enregistrement lorsqu'un testateur laisse à sa mort plusieurs enfants, au lieu d'en laisser un seul ou de ne pas en laisser du tout, est inhumaine, inéquitable et antisociale. Il lui demande si, pour mettre fin à un abus intolérable dont de nombreuses familles françaises sont victimes, il accepte de déclarer que tous les testaments, même ceux contenant des legs faits par le testateur à chacun de ses enfants, doivent être enregistrés au droit fixe, conformément aux dispositions de l'article 848 du code général des impôts qui ne prévoit pas d'exception.

Police (fonctionnement : Rhône).

26595. — 25 février 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté, tout en se réjouissant que depuis le 22 octobre dernier une compagnie républicaine de sécurité ait été mise à la disposition du préfet délégué pour la police dans le département du Rhône afin de renforcer les corps urbains dans leur tâche de sécurité générale et sachant également les efforts du préfet de police pour assurer un meilleur contrôle notamment la nuit dans un certain nombre de quartiers de Lyon, attire cependant l'attention du Gouvernement sur le sentiment d'inquiétude qui habite un très grand nombre de citoyens et notamment les personnes âgées. Il demande en conséquence à M. le ministre de l'intérieur pour les dix dernières années d'indiquer quelle a été la politique en personnel et en moyens notamment automobiles, radio, ou autres mis à la disposition du préfet de la région lyonnaise.

Chômage : indemnisation (allocations).

26596. — 25 février 1980. — M. Alain Devague s'étonne auprès de M. le ministre de l'industrie de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 11670 publiée au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale n° 6 du 3 février 1979 (page 694). Sept mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il appelle son attention sur le système de protection des travailleurs privés d'emploi du secteur parapublic, et notamment des personnels titulaires des chambres de métiers. Il lui rappelle tout d'abord que ces derniers ne bénéficient actuellement que de l'allocation d'aide publique. L'allocation pour perte d'emploi, à laquelle peuvent prétendre, à défaut de l'allocation des Assedic, les agents non titulaires de l'Etat et des établissements publics administratifs ainsi que les salariés des établissements publics à caractère industriel et commercial des collectivités locales, ne leur est en effet pas accordée. Ils sont également exclus de la garantie de ressources prévue par les accords intersyndicaux et n'ont pas droit, par ailleurs, aux indemnités de formation de l'Assedic. Enfin, il doit être noté que les récentes dispositions législatives portant aménagement des conditions d'indemnisation des travailleurs privés d'emploi ont prévu que, moyennant le versement d'une contribution annuelle de l'Etat à l'Unedic, celui-ci deviendra le seul organisme chargé du paiement des allocations de chômage. En contrepartie, l'aide publique sera supprimée. Cette dernière mesure aggrave donc le sort réservé aux personnels titulaires des chambres de métiers licenciés pour cause de suppression d'emploi. Il lui demande en conséquence que des mesures soient prises à l'égard des intéressés ainsi que des salariés d'un certain nombre d'organismes para-publics, afin de mettre un terme aux insuffisances flagrantes du système de protection les concernant en cas de cessation d'activité.

Communes (personnel).

26597. — 25 février 1980. — M. Pierre Lataillade attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la situation des adjoints techniques des villes de France. Il apparaît en effet que la carrière de ces agents n'a été l'objet d'aucun relèvement depuis 1948 à tel point que les arrêtés du 22 octobre 1977 permettent aux agents de maîtrise du cadre C, d'accéder à l'indice d'adjoint technique. Bien sûr les avantages accordés au cadre C ne sauraient être remis en question, ni contestés, mais il apparaît que le classement indiciaire des agents techniques des villes de France n'est nullement en rapport avec les fonctions et les responsabilités assurées. En 1973 : des communes ont nommé leur adjoint technique chef de section. Ces promotions ont été accordées par certaines préfectures, d'autres départements les ont refusées ; En 1974 : l'arrêté ministériel du 10 janvier permettait d'atteindre l'indice de chef de section, quelques intéressés seulement ont bénéficié de cet avancement ; En 1978 : les arrêtés du 4 septembre ne font nullement mention de la carrière de ces adjoints techniques. Ce vide a permis à certains d'être nommés soit adjoint technique principal, soit adjoint technique chef selon le bon vouloir des préfetures. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que les nominations acceptées par certaines préfetures puissent s'appliquer sans exception sur l'ensemble du territoire.

Météorologie (établissements : Aveyron).

26598. — 25 février 1980. — M. Jacques Godfrain demande à M. le ministre des transports si les informations concernant la fermeture prochaine des services de la météorologie de Millau sont bien fondées. Il semblerait qu'en raison de la création d'un aéro-drome civil commercial à Rodez, la météorologie soit concentrée dans le nord du département de l'Aveyron. Si tel était le prétexte invoqué pour justifier cette décision, il serait bon de prendre en compte la présence de deux aérodromes dans le Sud-Aveyron, Millau-Larzac et Saint-Affrique-Belmont-sur-Rance, à vocation à la fois civile et militaire. Il serait également utile de considérer le climat particulier du Sud-Aveyron, tourné vers le bassin méditerranéen. En particulier, l'observation climatologique s'avèrera de plus en plus nécessaire dans cette région en raison du régime des eaux du Tarn, de la Dourbe et de la Jonte dont les crues auront périodiquement des conséquences de plus en plus graves en raison des installations hydro-électriques en construction. Enfin, il lui demande si un tel projet de fermeture des services de la météorologie à Millau n'est pas contraire aux propos de M. le Président de la République lors des discours concernant le plan Grand Sud-Ouest et stipulant l'existence d'un plan spécial Sud-Aveyron.

Sécurité sociale (participation des mutualistes au ticket modérateur).

26599. — 25 février 1980. — M. François Grussenmeyer attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le décret tendant à instaurer à compter du 1^{er} mai 1980 la participation des mutualistes au ticket modérateur de la sécurité sociale pour un montant de l'ordre de 1/5 de celui-ci. Tout en rappelant son souci de voir, dans les meilleurs délais, une amélioration de la gestion et de l'équilibre financier de la sécurité sociale du régime général et des autres régimes d'assurances sociales ainsi qu'une maîtrise des dépenses de santé, il lui paraît néanmoins particulièrement pénalisant de faire supporter aux mutualistes et aux mutuelles une forte participation au ticket modérateur de la sécurité sociale. Il lui demande de prendre en considération la motion prise en ce sens par l'union mutualiste du Bas-Rhin afin de ne pas instaurer un ticket modérateur qui léserait lourdement l'ensemble des sociétés mutuelles sans pour autant permettre de résorber efficacement une partie du déficit de la sécurité sociale.

Etrangers (Indochinois).

26600. — 25 février 1980. — M. Guy Guerneur expose à M. le ministre des affaires étrangères que, pour accueillir les réfugiés du Sud-Est asiatique, des groupes d'accueil se sont constitués ou sont en cours de constitution. Il y a là une volonté de solidarité qui fait honneur à notre pays. Toutefois, la capacité d'accueil créée par les efforts matériels et financiers d'un grand nombre de villes et de départements est loin d'être employée compte tenu du petit nombre de réfugiés arrivant en France. Il lui demande s'il peut lui indiquer le nombre de réfugiés du Sud-Est asiatique qui sont attendus dans notre pays en 1980. Il souhaiterait en effet savoir s'il est envisagé que ce nombre atteigne 2 000 personnes par mois, ainsi que cela avait été annoncé dans la presse. Il lui demande également que soient assouplies les conditions d'attributions de visa, notamment au bénéfice des réfugiés exclus des catégories actuellement définies.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Espace (satellites).

16204. — 17 mai 1979. — A la suite d'informations parues dans la presse, M. Olivier Guichard demande à M. le Premier ministre où en est le projet de restructuration de l'opération pilote interministérielle de télé-détection (O.P.I.T.), et, en cas de suppression de cet organisme, les projets concernant le reclassement des personnels, notamment contractuels.

Réponse. — L'opération pilote interministérielle de télé-détection, créée en avril 1976 par les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, de l'Équipement, de l'Industrie, de la recherche et de l'Intérieur, s'est fixée pour objet la mise au point des méthodes d'utilisation de la télé-détection en vue d'une exploitation opérationnelle dans les administrations où les besoins exprimés peuvent utilement faire appel à cette nouvelle technique. La nouvelle répartition des compétences entre les départements ministériels a conduit à ramener à quatre le nombre de tuteurs de cette opération : environnement et cadre de la vie, agriculture, recherche, délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Par ailleurs, la décision du Gouvernement d'engager la réalisation du programme de satellite d'observation de la terre Spot conduit à envisager la poursuite de l'O.P.I.T. dans une perspective légèrement différente, procédant d'une claire séparation des responsabilités entre : le centre national d'études spatiales, chargé de la conduite du projet Spot ; les utilisateurs déjà avertis des techniques de télé-détection et regroupés au sein du groupement pour le développement de la télé-détection aérospatiale (centre national d'études spatiales, Institut géographique national, bureau de recherches géologiques et minières, Institut français du pétrole) ; la structure de commercialisation des données de Spot qu'il est envisagé de mettre en place ; les administrations n'ayant pas encore engagé de véritables actions dans le domaine de la télé-détection. C'est dans cette perspective qu'un rapprochement des préoccupations de l'O.P.I.T. et des objectifs du programme Spot devrait être envisagé. A cet égard, l'O.P.I.T. pourrait jouer un rôle particulier de « club d'utilisateurs », disposant de son autonomie administrative sans toutefois évoluer vers une structure de service intermédiaire entre la structure de commercialisation des données et les utilisateurs finals.

AFFAIRES ETRANGERES

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : céréales).

20395. — 29 septembre 1979. — M. Michel Debré, à la suite des réponses aux questions n° 17302 et 17958, respectivement données par M. le ministre de l'Agriculture et par M. le ministre des affaires étrangères, fait observer à M. le ministre des affaires étrangères qu'aucun des Etats dénommés A.C.P. proches de la Réunion n'est susceptible d'exporter du maïs et qu'il résulte de renseignements sérieux et concordants que le seul maïs que ces Etats seraient en mesure d'exporter leur viendra d'Afrique du Sud dont ils l'importeront préalablement, aboutissant ainsi à un renchérissement du maïs, aux dépens de l'économie réunionnaise, donc française, avec le seul bénéfice, si l'on peut dire, de pouvoir affirmer que la Réunion n'achète pas son maïs en Afrique du Sud ; que cette hypocrisie ne mérite pas la décision de la commission de ne pas appliquer de prélèvement au seul maïs importé par la Réunion en provenance des Etats dénommés A.C.P. ; il lui demande en conséquence s'il n'estime pas nécessaire d'obtenir la suppression du prélèvement, d'où que vienne le maïs.

Réponse. — 1° Le Gouvernement, pour tenir compte des problèmes d'approvisionnement en maïs pour l'alimentation animale qui se posent à la Réunion, déjà soulevés par l'honorable parlementaire dans sa question écrite n° 18714 du 21 juillet 1979 à laquelle il a été répondu au Journal officiel du 15 septembre 1979, a obtenu l'introduction, dans la nouvelle convention signée à Lomé le 31 octobre 1979, d'un régime spécial pour les départements français d'outre-mer. Aux termes de ce régime, élaboré de manière à ne pas affecter les principes de la politique agricole commune auxquels le Gouvernement reste très attaché, ces départements pourront importer, sans prélèvement, du maïs en provenance des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dans la limite de 25 000 tonnes par an. 2° D'après les informations dont dispose le Gouvernement français, il ressort que trois Etats parties à la convention de Lomé et proches de la Réunion sont producteurs de maïs et en

mesure de procéder à des exportations : il s'agit du Kenya, de la Tanzanie et du Malawi. 3° Le Gouvernement a ainsi le sentiment d'avoir tenu compte des intérêts de la Réunion et d'avoir fait écho à la préoccupation manifestée par l'honorable parlementaire.

Départements et territoires d'outre-mer (accords de Lomé).

20434. — 29 septembre 1979. — M. Michel Debré, à la suite de la réponse publiée le 1^{er} septembre à la question n° 17959, fait remarquer à M. le ministre des affaires étrangères que les clauses de sauvegarde prévues par la convention de Lomé sont inefficaces, ne serait-ce qu'en raison de la lenteur inouïe de leur mise en œuvre ; que les industriels s'installant dans un Etat associé bénéficient automatiquement du marché des départements d'outre-mer alors que le contraire est impossible et que cette situation, que ne résout pas la clause de sauvegarde, cause un grave préjudice aux D. O. M., notamment à la Réunion, car les investisseurs préfèrent les Etats associés. Il lui demande pour quelle raison les intérêts des départements d'outre-mer ne sont pas mieux défendus dans les négociations avec les Etats associés.

Réponse. — Le Gouvernement peut assurer l'honorable parlementaire qu'il a eu à cœur, tout au long de la négociation de la nouvelle convention entre la Communauté et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, de défendre les intérêts des départements français d'outre-mer. Le Gouvernement ne partage pas l'opinion de l'honorable parlementaire selon laquelle la clause de sauvegarde prévue par la convention précédente aurait été insuffisante. Tel semble bien être également le jugement des Etats A. C. P., qui ont cherché, tout au long de la négociation, à en diminuer le caractère dissuasif en demandant l'institution de consultations préalables obligatoires avant l'utilisation de la clause de sauvegarde. Ces demandes ont été rejetées par la Communauté qui a maintenu le principe de consultations purement facultatives. De manière, toutefois, à pallier les risques inhérents à la durée de ces consultations, le Gouvernement a fait reconnaître dans la nouvelle convention, la possibilité pour la Communauté ou ses Etats membres de prendre des décisions immédiates lorsque des « circonstances particulières » ont rendu une telle action nécessaire : ces circonstances particulières s'appliquent principalement dans le cas des départements d'outre-mer. Le Gouvernement est en effet attentif à la concurrence que les économies des pays A. C. P., bénéficiant d'un coût salarial peu élevé, pourraient faire subir aux industries des départements d'outre-mer, et il est décidé à en tirer toutes les conséquences quant au déclenchement de la clause de sauvegarde. Enfin, s'agissant des produits faisant l'objet d'une organisation commune des marchés dans la Communauté, il a fait admettre dans la nouvelle convention C. E. E.-A. C. P. le principe selon lequel la Communauté aura la possibilité, pendant la durée d'application de cette convention, de modifier le régime d'accès au marché des départements d'outre-mer, « en fonction des nécessités de développement économique de ces départements ». Le Gouvernement français a ainsi le sentiment d'avoir fait reconnaître par ses partenaires de la Communauté et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique la spécificité des intérêts industriels et agricoles des départements français d'outre-mer.

Prestations familiales (montant).

20479. — 3 octobre 1979. — M. Jean-Pierre Cot attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les retenues opérées sur les prestations familiales perçues par les travailleurs migrants originaires de la Communauté dont les familles ne résident pas en France. Il lui rappelle qu'à obligations identiques avec les travailleurs français les migrants communautaires ne perçoivent pas les mêmes prestations. De surcroît cette situation particulièrement injuste est contraire aux dispositions prévues par le règlement du conseil des ministres de la Communauté du 14 juin 1971 qui, se référant aux articles 48 et 51 du Traité de Rome, visaient à assurer à terme une égalité de traitement entre travailleurs migrants communautaires et travailleurs nationaux. Il lui demande les raisons pour lesquelles il n'a pas à ce jour saisi le conseil des ministres européen du projet de règlement établi par la commission en application des décisions prises par le conseil le 14 juin 1971.

Réponse. — L'honorable parlementaire n'ignore pas que le règlement du conseil n° 1408/71 du 14 juin 1971 prévoit explicitement (art. 73, paragraphe 2) que « le travailleur soumis à la législation française a droit pour les membres de sa famille qui résident sur le territoire d'un Etat membre autre que la France aux allocations familiales prévues par la législation de l'Etat sur le territoire duquel résident les membres de la famille ». Ce traitement particulier prévu par la réglementation communautaire dans le cas de la France répondait à la nécessité de tenir compte du régime propre à notre pays en matière de prestations familiales, et notamment du niveau élevé de nos prestations au regard de celles de même nature réglées dans les autres Etats membres. Rien

à l'heure actuelle ne justifierait que le Gouvernement français propose de modifier un état de droit qui a été convenu en toute connaissance de cause au sein de la Communauté et dont aucun de ses partenaires ne conteste le bien-fondé.

Politique extérieure (échanges internationaux).

21650. — 26 octobre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères, à l'occasion de la ratification par le Congrès des Etats-Unis du traité concernant les négociations multilatérales (G.A.T.T., Tokyo Round), quelles sont les conditions qui ont été mises par le Congrès, notamment concernant l'interprétation de la notion de dumping, la définition des subventions à l'exportation et la définition du prix « normal » sur le marché d'origine des produits importés aux Etats-Unis.

Réponse. — Le Gouvernement a attaché une attention particulière à la négociation des deux accords internationaux auxquels se réfère l'honorable parlementaire (code « antidumping » et ende sur les subventions et droits compensateurs). A sa demande, le Conseil des communautés européennes des 2 et 3 avril 1979 a rappelé l'importance attachée par la Communauté économique européenne à ce que les législations d'application de ses principaux partenaires résistent « exactement et fidèlement » les stipulations de fond des différents accords ou codes négociés dans le cadre des négociations commerciales multilatérales. Dans le cas des Etats-Unis, la législation d'application a fait l'objet du « Trade Act », approuvé par le Congrès le 26 juillet 1979. Cette législation appelle, sur les questions posées par l'honorable parlementaire, les remarques suivantes. 1° La législation américaine intègre désormais le concept de « préjudice important » qui est à la base des actions susceptibles d'être engagées par les parties contractantes en matière de droits « antidumping » et de droits compensateurs. C'est là un progrès significatif par rapport à la situation antérieure, bien que l'introduction du critère du préjudice important ait été assortie de qualifications supplémentaires qui pourraient éventuellement en restreindre la portée. Seule la pratique, c'est-à-dire les décisions qu'adoptera à l'avenir en cette matière la commission du commerce international des Etats-Unis, permettra d'apprécier la façon dont l'engagement pris est mis en application. Le Gouvernement se montrera particulièrement vigilant à cet égard. 2° La définition que le « Trade Act » donne des subventions n'est pas différente de celle qui en est donnée par le code ayant fait l'objet de l'accord multilatéral. Pour le « dumping », le « Trade Act » donne une interprétation qui est plus précise que la définition donnée par le code dans l'hypothèse où la seule manière de mesurer la marge de dumping consiste à calculer une « valeur reconstituée ». Dans ce cas, le « Trade Act » permet d'inclure une majoration pour bénéfices et frais généraux fixée forfaitairement à 8 p. 100 pour les bénéfices et 10 p. 100 pour les frais généraux. Il convient cependant de noter, et cela constitue pour la Communauté un acquis substantiel, qu'aux termes des textes américains d'application des codes, l'administration ne pourra plus imposer de « droits antidumping » ni de droits compensateurs sans procéder à une enquête sur le préjudice effectivement subi par les entreprises plaignantes. 3° Le Gouvernement a tiré les conséquences des dispositions du « Trade Act » en demandant et en obtenant que la Communauté se dote des moyens de réagir efficacement à toute interprétation contestable, par tel ou tel de ses partenaires, des codes négociés au G. A. T. T. En premier lieu, le Conseil des communautés européennes, lorsqu'il a approuvé définitivement le résultat des négociations commerciales multilatérales le 20 novembre 1979, a décidé, sur notre demande, de « prendre toute mesure appropriée, y compris l'alignement des pratiques communautaires, sur celles d'autres signataires lorsque, par suite de ces pratiques ou interprétations qui sont faites des obligations, les engagements souscrits ne sont pas pleinement respectés ». Cette déclaration permet à la Communauté de réserver ses droits notamment au cas où l'administration et la commission du commerce international des Etats-Unis n'appliqueraient pas correctement les codes. En second lieu, la Communauté s'est dotée, grâce notamment à l'action du Gouvernement lors de l'élaboration des règlements d'application des codes « antidumping » et subventions, de certaines possibilités d'action similaires à celles utilisées par les Etats-Unis : lien entre le dumping et préjudice ; la Communauté a aligné sa réglementation sur les textes américains. Désormais, elle pourra instituer des « droits antidumping » même si le « dumping » n'est pas la cause « principale » du préjudice, mais simplement une des causes ; calcul de la marge de dumping ; les textes communautaires introduisent la notion de valeur reconstituée ou « valeur construite » comme la possibilité en est offerte par le code et, surtout, la faculté d'inclure une majoration pour bénéfices « sur la base des informations disponibles ». Cette disposition offre, comme la législation américaine, une possibilité d'application souple. Le Gouvernement pense que l'ensemble de ce dispositif est de nature à assurer un caractère équilibré aux engagements pris par la Communauté envers les Etats-Unis, et réciproquement.

Communautés européennes (commission).

22457. — 16 novembre 1979. — M. Michel Debré demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il lui paraît conforme à l'indépendance et à la dignité de la France que des agents de la commission économique européenne viennent enquêter sur place, en France, dans les bureaux de sociétés et d'entreprises françaises, sans mandat de la justice, ni de l'administration; lui signale l'extraordinaire attitude de la commission qui ne fait aucune enquête sur le cartel allemand de la sidérurgie, la plus formidable entente qui existe, et concentre ses feux sur des affaires de moindre importance, et notamment françaises; insiste auprès de lui pour une plus grande fermeté du Gouvernement à l'égard d'empiétements inadmissibles.

Réponse. — L'honorable parlementaire n'ignore pas que la commission des communautés européennes dispose, aux termes du Traité de Rome et du droit communautaire dérivé, de certains pouvoirs d'investigations et de contrôle. Ainsi le règlement du Conseil n° 17 du 6 février 1962 lui permet-il, pour assurer le respect des règles de concurrence fixées par le Traité de Rome, de « recueillir tous les renseignements nécessaires » (art. 11), de « contrôler les livres » et d'en « prendre copie », de « demander sur place des explications orales » et surtout d'« accéder à tous locaux, terrains et moyens de transport des entreprises » (art. 14). La commission est tenue d'effectuer ces opérations « en liaison étroite et constante » avec les Etats membres qui sont habilités à formuler toutes observations (art. 10 dudit règlement). De même, en matière d'aides au développement régional, les agents de la commission peuvent-ils participer à des opérations de vérification sur place organisées par les instances compétentes des Etats membres, à la demande de la commission, dans le cadre de la gestion du fonds régional. Ces vérifications se font conformément au droit français et avec le concours de hauts fonctionnaires des corps français de contrôle. En ce qui concerne la sidérurgie, les entreprises allemandes sont soumises aux mêmes règles et contrôles que celles des autres Etats membres dans le cadre du plan anticrise de la Communauté, mis en œuvre à la demande de la France depuis décembre 1977; c'est ainsi que la commission établit trimestriellement, en liaison avec les industriels concernés, des programmes de production pour la totalité des entreprises communautaires et assure le contrôle de leur respect. Le Gouvernement français veille avec la plus grande fermeté à l'application stricte des dispositions communautaires et nationales en matière de contrôles et d'enquêtes menés par la commission.

Aménagement du territoire (infrastructures : Alsace).

23142. — 1^{er} décembre 1979. — M. François Grussenmeyer attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les objectifs d'aménagement supranational en instance avec la République fédérale d'Allemagne et qui concernent particulièrement l'Alsace et le Pays de Bade-Wurtemberg. Il rappelle que le comité régional bipartite a insisté sur les aménagements suivants : amélioration des liaisons autoroutières franco-allemandes dans le Nord de l'Alsace et au niveau de Strasbourg; construction d'un deuxième pont sur le Rhin; amélioration des relations ferroviaires par une meilleure coordination des réseaux et des horaires; construction du barrage d'Au-Neubourg prévu par la convention additionnelle du 16 juillet 1975 à la convention franco-allemande du 4 juillet 1969; reconnaissance de l'intérêt international de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim dans le cadre de la mission de Strasbourg, siège des institutions parlementaires européennes. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour accélérer ces objectifs d'aménagement particulièrement essentiels pour l'Alsace, façade de la France sur l'Europe, et pour Strasbourg, siège des institutions parlementaires européennes.

Réponse. — Le ministère des affaires étrangères s'attache à obtenir la mise en service dans les meilleurs délais des ouvrages dont la réalisation a été décidée. Les négociations avec les autorités allemandes ont lieu soit à l'occasion de rencontres spécifiques, soit dans le cadre de la commission intergouvernementale franco-germano-suisse pour les problèmes frontaliers. C'est ainsi que l'attention des autorités allemandes a été appelée à diverses reprises sur l'intérêt d'une bonne coordination des travaux en vue de la jonction des réseaux routiers français et allemand au niveau de Lauterbourg; la section française sera ouverte à la circulation en 1981, mais des problèmes administratifs rencontrés par nos voisins ayant retardé les travaux du côté allemand, la liaison ne pourra être réalisée qu'en 1982. En ce qui concerne le deuxième pont de Strasbourg, les études continuent, l'emplacement exact n'ayant pas encore pu être arrêté, compte tenu des divergences de vues existant entre les communes françaises et allemandes intéressées. Les services techniques concernés dans chaque pays ont été chargés d'examiner les différentes solutions possibles afin de présenter un rapport à la

prochaine réunion du comité régional bipartite de la commission frontalière prévue pour mai 1980. Enfin, le Gouvernement français demeure très attaché aux objectifs de la convention du 16 juillet 1975 visant à protéger le cours du Rhin contre l'érosion. Le ministère des affaires étrangères poursuit son action auprès du gouvernement allemand afin que cette protection soit réalisée dans les meilleurs délais. En ce qui concerne les questions ferroviaires, une amélioration des relations est effectivement souhaitable et, à ce titre, un nouveau T. E. E. sera mis en service le 1^{er} juin 1980 entre Dortmund et Strasbourg via Cologne et Karlsruhe. Cependant, de meilleures conditions de desserte doivent pouvoir s'appuyer sur une fréquentation suffisante pour assurer une exploitation saine. En ce qui concerne la desserte aérienne de Strasbourg, le Président de la République a demandé, au cours du conseil des ministres du 19 décembre, que « le statut aéronautique de ville ouverte soit conféré à Strasbourg », ce qui permettra aux compagnies aériennes des Etats membres de la Communauté de relier Strasbourg directement à leur capitale sur simple demande de la compagnie intéressée. En période de session de l'Assemblée des communautés, Air France exploitera une liaison supplémentaire quotidienne et directe Londres—Strasbourg—Londres.

Etrangers (Indochinois).

24086. — 19 décembre 1979. — M. Louis Le Penec expose à M. le ministre des affaires étrangères qu'à la suite des événements du Sud-Est asiatique de nombreuses personnes se sont groupées pour créer des comités d'accueil aux réfugiés. Cet élan généreux se heurte à des procédures administratives qui, si on ne peut en nier la nécessité, ne doivent pas constituer des entraves à l'action qualifiée de « sauvetage d'une population ». En conséquence, il lui demande de lui préciser, au terme de cette année : 1° le nombre de réfugiés du Sud-Est asiatique accueillis en France mensuellement en 1979 et le nombre d'offres d'accueil enregistrées durant la même période; 2° les mesures qu'il envisage pour accélérer la satisfaction des offres d'accueil de réfugiés provenant de collectivités locales d'associations de familles; 3° le nombre d'arrivées prévu par le Gouvernement pour 1980.

Réponse. — Les trois questions posées par l'honorable parlementaire appellent les réponses suivantes : 1° la France a accueilli sur son territoire, du 1^{er} janvier au 30 juin 1979, 5 015 réfugiés, soit environ 840 par mois. Du 1^{er} juillet au 27 décembre 1979, 10 284 réfugiés ont été admis, soit un rythme mensuel moyen de 1 730 personnes, ce qui porte approximativement à 15 500 personnes le nombre de réfugiés accueillis en France au cours de l'année écoulée. Le chiffre de 10 500 réfugiés admis entre juillet et décembre correspond sensiblement au nombre d'offres d'accueil actuellement recensées et homologuées par le comité national d'entraide; 2° le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale a d'ores et déjà invité les préfets à veiller à ce que toutes les familles de réfugiés aptes à quitter les centres d'hébergement soient orientées sans délai vers les personnes ou organismes susceptibles de les accueillir. Le séjour en centre d'hébergement, lorsque l'insertion linguistique ne pose pas de problème particulier, sera donc réduit au minimum. Ses directives qui visent également à faciliter les contacts directs entre réfugiés, d'une part, collectivités, associations ou familles dont les offres ont été homologuées, d'autre part, devraient favoriser l'exercice de la solidarité qui s'est manifestée dans le pays en faveur des personnes déplacées du Sud-Est asiatique; 3° le Gouvernement ayant récemment pris la décision d'ouvrir pour 1980 un premier contingent de 5 000 accueils, l'arrivée de réfugiés et personnes déplacées du Sud-Est asiatique devrait se poursuivre à un rythme soutenu au cours des prochains mois.

Politique extérieure (Cuba).

24288. — 28 décembre 1979. — M. Joseph-Henri Maujouié du Gasset expose à M. le ministre des affaires étrangères que les lies des Petites Antilles entrent de plus en plus dans l'orbite des castristes. L'île de Saint-Vincent en est le témoignage le plus récent. Il lui demande s'il n'y a pas de quoi inquiéter la France et le Gouvernement français pour ce qui est de la Guadeloupe et de la Martinique.

Réponse. — La plupart des pays nouvellement indépendants de la zone Caraïbe, conscients des risques de déstabilisation auxquels ils sont exposés, s'emploient non sans succès à consolider les institutions démocratiques qu'ils ont librement choisies. Tel est notamment le cas de Saint-Vincent où les dernières élections législatives ont été remportées par le parti travailliste. La France, pour sa part, apporte une assistance et une aide significatives à tous les Etats de la région qui veulent bien se tourner vers elle et développe, à partir de ses départements de la Guadeloupe et de la Martinique, une importante coopération culturelle et technique avec l'ensemble de la région.

Politique extérieure (Nicaragua).

24349. — 29 décembre 1979. — **M. Bertrand de Malgret** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** qu'à l'occasion du séjour en France du ministre nicaraguayen de la culture, **M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères** aurait annoncé, le 5 décembre 1979, que 50 millions de francs seraient versés par la France au Nicaragua pour aider à sa reconstruction. Il lui demande de bien vouloir préciser : 1° quel est le montant exact de la contribution française ; 2° comment cette contribution se répartit entre dons et prêts et quelles sont les conditions de taux et de remboursement de ces prêts ; 3° sur quels chapitres budgétaires serait imputée cette opération ; 4° quelles sont les conventions d'assistance dans le cadre desquelles s'inscrirait cette contribution.

Réponse. — Outre l'aide d'urgence en médicaments, lait en poudre et farine de blé d'un montant d'environ trois millions de francs qui a été offerte au Nicaragua au cours du dernier semestre 1979, le gouvernement français a décidé de participer au programme de reconstruction économique et sociale de ce pays sorti très affaibli d'une guerre civile de plusieurs mois. C'est dans cette perspective que le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a annoncé le 5 décembre 1979 que la France accorderait une aide d'un montant de 50 millions de francs sous forme de dons, prêts bonifiés et crédits garantis. Cette contribution, dont les modalités techniques font actuellement l'objet de conversations avec les autorités nicaraguayennes, sera affectée à la réalisation d'un projet de reconstruction. Ainsi que le sait l'honorable parlementaire, les prêts gouvernementaux relèvent du chapitre des comptes spéciaux du trésor régulièrement inscrits dans la loi annuelle de finance. La décision d'accorder une aide au Nicaragua ne relève d'aucune convention d'assistance spéciale.

Politique extérieure (Iran).

24402. — 7 janvier 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il pense que la France a tenté l'impossible pour convaincre les autorités iraniennes de respecter les principes admis depuis toujours en droit international. Quelle action concrète a été conduite, et avec quels résultats. D'autres pourparlers sont-ils en cours actuellement, et de nouveaux contacts auront-ils lieu à l'avenir.

Réponse. — La France considère comme absolument inacceptable la prise en otage d'un personnel diplomatique couvert par des conventions signées et respectées par l'ensemble des Etats. Les règles générales qui régissent les relations entre Etats, notamment celles relatives aux immunités diplomatiques, doivent s'imposer à tous et en toutes circonstances. Rien ne saurait justifier qu'il y soit porté atteinte. Le Gouvernement a multiplié les actions qui s'imposaient : à Téhéran — où notre ambassadeur, appuyé par ses huit collègues de la communauté européenne, a accompli sept démarches depuis le 4 novembre — et dans les enceintes internationales appropriées, Nations-Unies, Communauté européenne, Pacte atlantique. Au conseil de sécurité, la France a voté toutes les résolutions destinées à mettre fin à une situation aussi inadmissible, y compris le projet comportant sanctions mis en vote le 13 janvier, auquel l'U. R. S. S. a opposé son veto. Nous avons également encouragé la mission de bons offices confiée au secrétaire général des Nations-Unies par la résolution du 31 décembre, exprimé le ferme espoir que les autorités iraniennes permettraient son succès et rendu hommage au sang-froid et à la dignité dont **M. Waldheim** a fait preuve pendant son difficile séjour en Iran. La France n'a cessé de soutenir les Etats-Unis depuis le début de l'épreuve qui leur est imposée et d'avoir constamment à l'esprit la grave violation du droit commise à Téhéran. Elle continuera à agir dans le même sens.

*Politique extérieure
(convention internationale contre la torture).*

24409. — 7 janvier 1980. — **Mme Edwige Avize** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les projets de convention internationale contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, actuellement étudiés par l'Organisation des Nations Unies. Elle appelle son attention sur la poursuite des pratiques qui, contrairement à ce qu'on a pu espérer ou prétendre, ne sont pas un vestige de la barbarie en voie de disparition avec les progrès de la civilisation. Pour certains Etats, la torture aujourd'hui constitue une véritable méthode de gouvernement, pour d'autres, son usage est non seulement courant mais toléré. Elle lui demande : 1° quelles mesures le Gouvernement français compte prendre pour permettre un large débat national puis international afin de mobiliser toutes les énergies pour combattre l'un des plus

odieux fléaux de notre temps ; 2° quelle sera la décision de la France lors de la présentation de ces textes aux Nations unies.

Réponse. — Le Gouvernement français est profondément attaché à la condamnation et à la répression de la torture. Aussi la France a-t-elle pris une part active tant à l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 qu'à celle des documents établis depuis lors, en particulier la déclaration contre la torture, en vue de lutter contre cette pratique odieuse. Elle s'efforce constamment, chaque fois qu'elle en a l'occasion, d'apporter un secours effectif aux victimes et d'amener les gouvernements concernés à mettre un terme à des pratiques condamnables. En ce qui concerne le projet de convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants auxquels se réfère l'honorable parlementaire, la France apporte à l'heure actuelle, au sein de la commission des droits de l'homme des Nations Unies, toute sa coopération à sa mise au point. Ce projet, inspiré, en ce qui concerne les modalités de la répression, du système établi par les conventions de La Haye et de Montréal concernant la sécurité de l'aviation civile, prévient l'extradition ou la poursuite des auteurs d'actes de torture et une entraide judiciaire améliorée entre les Etats parties. Quant à l'accueil que la France réservera à la convention internationale contre la torture quand elle sera achevée, il dépendra évidemment du texte auquel auront abouti les travaux en cours. Il y a cependant dès maintenant lieu d'espérer que celui-ci sera conforme aux fins qui doivent être les siennes. En tout état de cause, l'honorable parlementaire peut être assuré que le Gouvernement français s'emploie, comme il le souhaite, à promouvoir une action constante de la communauté internationale contre la torture.

Politique extérieure (Algérie).

24442. — 7 janvier 1980. — **M. Rodolphe Pesce** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les difficultés rencontrées par les citoyens français d'origine algérienne qui souhaitent se rendre en Algérie pour des motifs personnels. En effet, les autorités algériennes réclament systématiquement que les visiteurs d'origine algérienne déposent leur carte de séjour dès leur arrivée sur le sol algérien, sous peine d'être refoulés ; or, il est évident que les ressortissants français d'origine algérienne ne peuvent disposer d'une carte de séjour qui est réservée par définition aux étrangers. La catégorie de personnes concernée se voit donc refuser toute visite dans leur pays d'origine, ce qui ne va pas sans poser de graves problèmes, notamment au plan humain, à l'occasion du décès de parents algériens. En conséquence, il lui demande quelles démarches il a entreprises et il compte entreprendre auprès des autorités algériennes pour remédier à cette situation.

Réponse. — La question qui préoccupe l'honorable parlementaire et qui concerne la libre circulation entre la France et l'Algérie des Français musulmans est certainement l'une des plus délicates qui se posent à nos compatriotes d'origine algérienne. Bien que les autorisations d'entrée et de séjour relèvent du droit souverain de l'Etat concerné, le Gouvernement français n'a pas renoncé à obtenir des autorités algériennes qu'elles acceptent d'étudier les assouplissements susceptibles d'être apportés aux dispositions actuellement appliquées. Au cours de la visite qu'il a faite à Paris les 18 et 19 janvier dernier, le ministre algérien des affaires étrangères a vu son attention attirée sur ce problème humanitaire qui est inscrit à l'ordre du jour des négociations franco-algériennes en cours.

Politique extérieure (Viet-Nam).

24591. — 14 janvier 1980. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quel est le montant des crédits qu'il prévoit d'accorder au Gouvernement du Viet-Nam en 1980 et quelle quantité de fourniture de blé gratuit il compte lui fournir pour cette année.

Réponse. — La France n'a pris, à ce jour, aucune décision quant à l'octroi au Viet-Nam d'une aide financière ou alimentaire pour 1980.

Etrangers (Cambodgiens).

24612. — 14 janvier 1980. — **M. Gilbert Barbier** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le drame vécu par les enfants orphelins, des pays dévastés par la guerre et la famine comme le Cambodge. Il lui expose que, si l'année internationale de l'enfance vient de s'achever, nul ne peut rester insensible au désespoir et à la douleur d'un enfant. La France a mené une politique courageuse et aussi efficace que possible, notamment dans l'aide humanitaire mais un effort tout particulier ne doit-il pas être réalisé à l'égard des enfants réfugiés, de ces jeunes victimes qui

pourraient retrouver un foyer ? C'est pourquoi il lui demande quelles mesures spécifiques il entend prendre avec ses collègues compétents pour favoriser l'arrivée, l'accueil, le parrainage et l'adoption d'enfants orphelins susceptibles de retrouver l'équilibre dans notre pays.

Réponse. — Le Gouvernement français s'est tout particulièrement préoccupé du sort dramatique, parmi les réfugiés du Sud-Est asiatique, des enfants séparés de leur famille. Outre la sollicitude affective, certains souffrent de malnutrition, sont handicapés ou ont besoin de soins spécialisés. C'est pourquoi, en accord avec le haut commissariat des nations unies pour les réfugiés, le Gouvernement a décidé d'accueillir environ six cents mineurs dont plus d'une centaine sont arrivés en France fin décembre. Il convient, cependant, de préciser que ces enfants qui n'ont pas de statut juridique défini, ne sont pas, en règle générale, adoptables. Nombre de familles ayant été dispersées, on ignore en effet, dans bien des cas, s'il s'agit réellement d'orphelins. Le plus souvent leurs parents résident encore au Vietnam, au Cambodge ou dans d'autres camps de réfugiés. Les familles françaises qui les reçoivent ont été prévenues qu'une adoption ultérieure ne saurait être envisagée. En règle générale, les jeunes qu'elles accueillent sont appelés, dans un laps de temps plus ou moins long, à retrouver leur famille. Le principal objectif reste le regroupement familial et, à cet égard, le Gouvernement français s'est engagé auprès du haut commissariat des nations unies pour les réfugiés à restituer les enfants dès qu'ils seront réclamés par leur famille d'origine. Ces mineurs isolés ne sont pas pour la plupart de jeunes enfants. 70 p. 100 ont entre douze et dix-sept ans, à l'exception des Khmers récemment arrivés en Thaïlande où la proportion d'enfants en bas âge est plus importante, et pour lesquels le H.C.R. a prévu dans l'immédiat un programme d'assistance sur place. L'accueil de ces mineurs en France relève de la compétence du ministère de la santé et de la sécurité sociale, tandis que la responsabilité en a été confiée à la Croix-Rouge, et à certaines associations caritatives à qui incombe le soin de les placer en « parrainage » dans les familles françaises ayant formulé des offres d'accueil.

Politique extérieure (Sahara occidental).

24745. — 14 janvier 1980. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la résolution 34/37 adoptée le 4 décembre 1979 par l'Assemblée générale des Nations unies au sujet de la question du Sahara occidental. Il lui demande de lui exposer les motifs pour lesquels la France s'est abstenue de voter cette résolution.

Réponse. — La France, qui n'est pas partie au différend qui existe à propos du Sahara occidental, s'est effectivement abstenue lors du vote de la résolution 34/37 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 4 décembre 1979. Cette attitude, identique à celle de ses partenaires européens, témoigne du souci d'impartialité du Gouvernement français. Elle semble bien comprise par tous les Etats intéressés. L'amélioration des relations franco-algériennes, que traduit la visite récemment effectuée à Paris par le ministre des affaires étrangères algérien, en constitue la preuve.

Politique extérieure (convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales).

24851. — 21 janvier 1980. — M. Bernard Stasi attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur une réponse qu'il a faite à une question posée par M. Jean-Paul Fuchs, député du Haut-Rhin, le 30 juin 1978, concernant le problème de la non-ratification par la France de l'article 25 de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le ministre avait fait état de la nécessité d'une analyse approfondie des implications, sur le droit interne, de ladite convention. Il avait été dit, notamment, que si les conditions d'application ne paraissent pas encore réunies, leur examen se poursuivait néanmoins. Il semble donc opportun, alors que la France, fidèle à ses traditions, manifeste, en toutes occasions, son attachement aux droits de l'homme, que soit à nouveau précisée la position de la France à cet égard. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il est possible et souhaitable d'envisager l'acceptation par notre pays de cet article 25 dans un délai très bref.

Réponse. — Le Gouvernement n'a pas perdu de vue le problème de l'acceptation du droit de recours individuel dans le cadre de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Mais il estime que l'examen des conséquences éventuelles du droit de recours individuel doit encore être poursuivi. Au demeurant, il croit devoir à nouveau souligner que l'absence de formulation par la France de la déclaration facultative prévue à l'article 25 de la convention n'engendre aucun préjudice pour les citoyens français. En effet, et contrairement à ce qui se passe dans d'autres Etats parties à la convention, celle-ci s'applique

directement dans notre droit où, en vertu de l'article 55 de la Constitution, elle a une autorité supérieure à celle des lois. Les justiciables peuvent donc s'y référer devant nos tribunaux qui sont tenus de l'appliquer et ont eu à plusieurs reprises l'occasion de le faire.

Français (Français de l'étranger).

25084. — 28 janvier 1980. — M. Jean-Pierre Deialande expose à M. le ministre des affaires étrangères les conditions exigées par le consulat général de France à Londres en ce qui concerne l'immatriculation consulaire et, par voie de conséquence, l'établissement des procurations électorales (pour les élections non prévues aux consulats) en faveur des Français résidant en France. Pour être immatriculés, les Français résidant en Grande-Bretagne doivent, outre la production des pièces habituelles (passport, livret militaire, photographies), répondre aux conditions suivantes : délai de huit mois de résidence avant immatriculation ; production par le demandeur du « Résidence Permit » délivré par les autorités britanniques. De telles mesures ne paraissent pas prévues par les dispositions en vigueur concernant l'établissement de la carte d'identité consulaire. La pratique imposée privilégie, en outre, un document britannique, le « Résidence Permit », pour régler une situation qui concerne les rapports d'un citoyen français à l'égard de son propre Gouvernement. Or la production d'un document d'origine étrangère pour l'immatriculation et la délivrance de la carte d'identité consulaire ne paraît pas être autorisée ou prévue par la loi. Ces exigences constituent des entraves qui vont à l'encontre des recommandations officielles et des efforts faits pour que tout Français résidant à l'étranger procède à son immatriculation consulaire le plus rapidement possible. Cette immatriculation est de droit aux termes de la loi pour tout citoyen français résidant à l'étranger. Il y est porté atteinte par des pratiques qui ne paraissent pas légales. La carte d'identité consulaire avec numéro d'immatriculation consulaire devant être produite pour l'établissement du vote par procuration pour le vote des Français à l'étranger, il découle des mesures précitées que des citoyens français résidant en Grande-Bretagne peuvent être arbitrairement privés de la possibilité offerte par la loi de voter par procuration, et cela pendant toute la durée du délai de huit mois exigé ou jusqu'à la production du « Résidence Permit » dont la délivrance est longue. Il lui demande quelle est la valeur juridique de la procédure sur laquelle il vient d'appeler son attention. Il souhaiterait savoir les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier à des pratiques qui paraissent abusives, permettant ainsi que soient appliquées ses recommandations visant à l'inscription rapide des Français afin, en particulier, que ces citoyens ne soient pas arbitrairement privés de leurs droits électoraux ou de la possibilité d'en user.

Réponse. — Le décret n° 61-464 du 8 mai 1961 relatif à l'immatriculation consulaire dans les postes diplomatiques et consulaires dispose, en son article premier, que « les Français établis à l'étranger ont la faculté de se faire immatriculer au poste diplomatique ou consulaire dans la circonscription duquel ils ont fixé leur résidence habituelle ». Tout Français désirant s'immatriculer doit donc d'abord apporter la preuve que son établissement dans le pays est autorisé par les autorités de ce pays. Une ambassade ou un consulat ne saurait en effet immatriculer une personne qui ne serait pas en règle avec les lois et règlements locaux en matière de circulation et de séjour des étrangers. Le droit à l'établissement résulte soit du visa d'établissement apposé sur le titre de voyage de l'intéressé, soit d'une carte d'identité pour étranger ou de tout autre document analogue (le « Residence Permit » en Grande-Bretagne), en cours de validité, prouvant l'autorisation de résider dans le pays. Le candidat à l'immatriculation est en outre tenu de prouver qu'il a sa résidence habituelle dans la circonscription consulaire, et qu'il y demeurera au moins pendant huit mois. Pour des séjours d'une durée inférieure à huit mois, il n'a pas été jugé nécessaire de procéder à l'immatriculation. Pour répondre au souci exprimé par l'honorable parlementaire, l'ambassade de France à Londres a été invitée à intervenir auprès des autorités britanniques compétentes s'il s'avérait que les délais exigés pour la délivrance du « Residence Permit » étaient anormalement longs. Cependant, il convient de noter que quelle que soit l'importance de ces délais, les ressortissants français ne sauraient pour autant être privés de la faculté de voter par procuration puisqu'il n'est pas nécessaire d'être immatriculé pour pouvoir donner procuration de vote valable pour un seul scrutin où pour un an.

Permis de conduire (réglementation).

25113. — 28 janvier 1980. — M. Marceau Gauthier attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le problème suivant auquel sont confrontés les fonctionnaires français résidant en Grande-Bretagne. A l'issue d'une période de six mois et, dans cer-

taines conditions, d'un an, les autorités britanniques refusent unilatéralement de reconnaître la validité du permis de conduire français délivré par les autorités françaises et la validité du permis de conduire international délivré par ces mêmes autorités. Le délai réglementaire expiré, les fonctionnaires français (enseignants pour la plupart) sont tenus de subir dans leur intégralité les épreuves de code et de conduite, d'engager les frais qui s'y rapportent, d'observer les règles qui s'appliquent aux conducteurs débutants, même s'ils sont détenteurs du permis français. Or, en France, les ressortissants britanniques, en qualité de résidents et non de touristes, en vertu d'une loi de 1969, reçoivent sur simple présentation du permis britannique, un permis de conduire français délivré par les préfetures en France. Cette situation porte atteinte à la règle de réciprocité des conditions, base des relations diplomatiques entre Etats souverains. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation injuste.

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire préoccupe également le ministère des affaires étrangères. Les ressortissants britanniques résidant en France peuvent en effet conduire pendant un an avec leur permis britannique dont la validité est reconnue par les autorités françaises. A l'expiration de ce délai, ils peuvent, en application de l'arrêté du 28 mars 1977 qui a abrogé celui de 1969, échanger leur permis britannique contre un permis français à condition d'acquitter les droits afférents à la délivrance du titre. La situation des fonctionnaires français résidant en Grande-Bretagne est moins favorable puisque les autorités britanniques ne reconnaissent pas la validité du permis de conduire français au-delà d'un délai maximal d'un an et que ces Français se voient dans l'obligation de passer l'ensemble des épreuves (code et conduite) pour obtenir un permis de conduire britannique. Comme le souligne l'honorable parlementaire, la règle de réciprocité n'est pas appliquée. C'est pourquoi des instructions ont été envoyées le 7 janvier 1980 à notre ambassade à Londres qui est intervenue auprès des autorités britanniques pour qu'elles reconsidèrent leur position et qu'elles acceptent de prendre les mesures donnant aux ressortissants français résidant en Grande-Bretagne les mêmes facilités qu'aux ressortissants britanniques résidant en France.

Politique extérieure (convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales).

25139. — 28 janvier 1980. — **M. Adrien Zeller** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il n'est pas dans l'intention du Gouvernement français de ratifier l'article 25 de la convention européenne des droits de l'homme, qui permet à chaque citoyen de saisir le conseil d'une violation éventuelle des droits de l'homme. Dans la négative, il lui demande de bien vouloir lui préciser la position du Gouvernement français dans ce domaine.

Réponse. — Ainsi que le ministre des affaires étrangères a eu récemment l'occasion de l'indiquer, le Gouvernement considère que l'acceptation du droit de recours individuel dans le cadre de l'article 25 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne peut intervenir qu'après une étude et une analyse approfondies des implications sur le droit interne des dispositions de ladite convention. Le Gouvernement estime que l'examen des conséquences éventuelles du droit de recours individuel doit être poursuivi. L'attention de l'honorable parlementaire est au demeurant appelée sur le fait que l'absence de formulation par la France de la déclaration facultative prévue à l'article 25 de la convention n'engendre aucun préjudice pour les citoyens français. En effet, et contrairement à ce qui se passe dans d'autres Etats parties à la convention, celle-ci s'applique directement dans notre droit où, en vertu de l'article 55 de la Constitution, elle a une autorité supérieure à celle des lois. Les justiciables peuvent donc s'y référer devant nos tribunaux qui sont tenus de l'appliquer et ont eu à plusieurs reprises l'occasion de le faire.

AGRICULTURE

Élevage (porcs).

12957. — 3 mars 1979. — **M. Antoine Gissinger** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui indiquer le montant total des importations de viande porcine de 1974 à 1978, le nom des grands pays fournisseurs et la part que représentent ces différents pays dans les importations françaises. Il lui demande également si les études faites par ses services ont permis d'établir les raisons persistantes des distorsions de concurrence entre les producteurs de la C. E. E. et

les dangers qu'elles peuvent présenter pour l'avenir de notre élevage national et pour celui de notre économie céréalière, en particulier par la croissance des importations de produits de substitution, tel le manioc. Il lui demande enfin de lui indiquer les mesures prises ou à l'étude susceptibles de redonner confiance à nos éleveurs de porcs.

17277. — 13 juin 1979. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'agriculture** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 12957, publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 3 mars 1979 (p. 1250). Plus de trois mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant, si possible, une réponse rapide. En conséquence, il lui demande de lui indiquer le montant total des importations de viande porcine de 1974 à 1978, le nom des grands pays fournisseurs et la part que représentent ces différents pays dans les importations françaises. Il lui demande également si les études faites par ses services ont permis d'établir les raisons persistantes des distorsions de concurrence entre les producteurs de la C. E. E. et les dangers qu'elles peuvent présenter pour l'avenir de notre élevage national et pour celui de notre économie céréalière, en particulier par la croissance des importations de produits de substitution, tel le manioc. Il lui demande enfin de lui indiquer les mesures prises ou à l'étude susceptibles de redonner confiance à nos éleveurs de porcs.

23573. — 7 décembre 1979. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'agriculture** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 12957 publiée au *Journal officiel* des débats de l'A. N. du 3 mars 1979 (p. 1250). Cette question a déjà fait l'objet d'un rappel sous le numéro 17277 publié au *Journal officiel* n° 50 du 13 juin 1979 (p. 4867). Dix mois s'étant écoulés depuis le dépôt de la question initiale, comme il tient à connaître sa réponse à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes. En conséquence, il lui demande de lui indiquer le montant total des importations de viande porcine de 1974 à 1978, le nom des grands pays fournisseurs et la part que représentent ces différents pays dans les importations françaises. Il lui demande également si les études faites par ses services ont permis d'établir les raisons persistantes des distorsions de concurrence entre les producteurs de la C. E. E. et les dangers qu'elles peuvent présenter pour l'avenir de notre élevage national et pour celui de notre économie céréalière, en particulier par la croissance des importations de produits de substitution, tel le manioc. Il lui demande enfin de lui indiquer les mesures prises ou à l'étude susceptibles de redonner confiance à nos éleveurs de porcs.

Réponse. — Il y a quelques mois, un très important effort de réflexion a été conduit par ce ministère, en vue de déterminer si les conditions dans lesquelles les éleveurs de porcs exercent leurs activités, étaient comparables d'un pays à l'autre de la Communauté, ou, si, au contraire, il existait des distorsions sensibles entre eux. Il résulte de cette étude que les principales sources de distorsions qui pouvaient exister entre les producteurs de porcs français et leurs principaux concurrents étaient d'origine monétaire et étaient liées à l'existence de montants compensatoires monétaires. Or, celles-ci ont été partiellement résolues avec la réduction des montants compensatoires monétaires ; la France, pour sa part, a supprimé en 1979 le montant compensatoire monétaire qu'elle appliquait à la viande de porc. Cette mesure a contribué à réduire considérablement le volume des importations de viande porcine et, a ainsi permis un redressement très sensible du niveau du marché français. Il convient de signaler que le mode d'alimentation constitue de moins en moins un facteur de désavantage pour les éleveurs français. En effet, le manioc a cessé d'être compétitif avec les céréales communautaires ; aussi, les éleveurs français trouvent-ils à s'approvisionner à des conditions comparables à celles que connaissent leurs homologues étrangers. En revanche, il demeure exact que le coût d'approvisionnement en matières importées a pu parfois être considéré comme plus élevé pour les éleveurs français, en raison de la situation particulière de nos infrastructures portuaires et ferroviaires. En ce qui concerne les infrastructures portuaires, une mission confiée à un haut fonctionnaire a conduit à la réalisation d'une étude qui dégage des orientations à suivre dans ce domaine. Cette étude sert désormais de guide aux investissements que les pouvoirs publics effectuent dans ce secteur et aux choix des équipements qu'ils y réalisent. De même, des relations ont été établies avec la S. N. C. F. afin d'étudier les possibilités d'acheminer les céréales nécessaires aux régions d'élevage de porcs, dans des conditions plus économiques pour les utilisateurs. Il apparaît que dans les trois principaux domaines pour lesquels les éleveurs français pouvaient non sans raison faire état de conditions moins favorables que leurs partenaires des autres Etats membres, les désavantages aient partiellement ou totalement disparu. Dans les autres secteurs, notamment celui de la construction des bâtiments d'élevage,

vage et de leur financement, une étude récemment confiée à un haut fonctionnaire avait fait ressortir que les conditions étaient sensiblement comparables d'un Etat à l'autre de la Communauté, et, que l'efficacité des élevages français n'avaient rien à envier à celle que l'on peut trouver dans les principaux pays concurrents, autant en ce qui concerne les modalités techniques de gestion des exploitations que les résultats obtenus par celles-ci. Il apparaît donc que les facteurs de distorsion et de concurrence ayant disparu, la plupart des éleveurs français n'ont pas à craindre les productions d'autre pays par rapport auxquels ils ont atteint un degré de compétitivité tout à fait satisfaisant. Les pouvoirs publics continuent d'apporter un soutien actif à la production de porc. Les crédits mis en place dans le cadre du plan de rationalisation porcine se sont élevés à 64,8 millions en 1979; ils ont été consacrés en grande partie aux bâtiments d'élevage (43,2 millions), à l'amélioration génétique (7,1 millions) et à des actions régionales (14,5 millions). Il convient, à cet égard, de rappeler que le plan de rationalisation a permis un redressement sensible de la production porcine dont les effets bénéfiques apparaissent aujourd'hui de façon tangible.

Recherche scientifique (I.N.R.A.).

18153. — 7 juillet 1979. — M. Raoul Bayou demande à M. le ministre de l'agriculture s'il estime conforme au souci de mobilité si souvent exprimé verbalement par les membres du Gouvernement : 1° que les directeurs de recherches de l'I.N.R.A. notamment ne puissent présenter leur candidature aux fonctions de directeur des E.N.S.A. sous tutelle du ministère de l'agriculture (décret n° 70-867); 2° que les fonctionnaires de l'I.N.R.A. ne puissent occuper les emplois de D.D.A. sous prétexte qu'ils ne sont pas considérés comme appartenant aux services extérieurs du ministère de l'agriculture (décret n° 76-1013).

Réponse. — Dans le décret n° 70-867 du 17 septembre 1970 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur des écoles nationales supérieures agronomiques, les directeurs de recherche ne sont effectivement pas nommément désignés comme pouvant postuler les emplois de directeurs. Ils peuvent néanmoins être candidats puisque les docteurs ès sciences et docteurs ès sciences économiques justifiant de dix années d'enseignement supérieur ou de recherche ou d'activité professionnelle en relation avec les disciplines enseignées dans les écoles nationales supérieures agronomiques peuvent présenter leur candidature. Les conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de directeur départemental de l'agriculture ont été fixées par le décret n° 76-1013 du 4 novembre 1976. Ce texte réglementaire a défini limitativement les catégories de personnel ayant vocation à occuper l'emploi de directeur départemental en visant expressément les fonctionnaires appartenant aux services extérieurs du ministère de l'agriculture d'un grade doté d'un indice net terminal au moins égal à 640 et les administrateurs civils hors classe. Sont donc exclus du champ d'application du décret du 4 novembre 1976 précité, les fonctionnaires appartenant aux corps relevant spécifiquement d'établissements tels que l'Institut national de la recherche agronomique. Cela est justifié par le fait qu'il existe une différenciation fondamentale entre, d'une part, la polyvalence des fonctions d'un directeur départemental de l'agriculture et, d'autre part, le caractère de haute spécialisation de la mission d'un chercheur.

Enseignement agricole (établissements).

18375. — 14 juillet 1979. — M. François Massot appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des bâtiments scolaires et des locaux d'internat du lycée d'enseignement professionnel agricole de Carméjane-Malhaj. Une grève des élèves a permis tout récemment d'attirer une nouvelle fois l'attention de ses services sur l'insuffisance des aménagements de cet établissement qui nuisent à l'évidence à son bon fonctionnement matériel et pédagogique. Depuis le mois d'octobre 1978, restent en suspens des travaux indispensables : augmentation du nombre de classes, agrandissement du réfectoire, des dortoirs, des sanitaires. Sur le plan de l'encadrement scolaire, de graves carences se manifestent également : manque d'un ingénieur des travaux agricoles, insuffisant renouvellement du cheptel, dégradation des services techniques. Il lui demande, en conséquence, de tout mettre en œuvre pour prendre les dispositions budgétaires nécessaires, permettant, dès la prochaine rentrée scolaire, un fonctionnement normal d'un service public essentiel dans cette région.

Réponse. — Le ministre de l'agriculture confirme à l'honorable parlementaire les termes des engagements qu'il a pris en ce qui concerne la réalisation dans les Alpes-de-Haute-Provence d'un établissement d'enseignement agricole disposant d'installations adaptées et fonctionnelles, sous réserve que ces dernières n'impliquent pas

une participation financière de l'Etat supérieure à 8 millions de francs et qu'un donaire suffisamment important soit constitué afin de rendre l'exploitation annexée viable. La mise en œuvre de cette décision reste subordonnée aux conclusions d'une étude comparative actuellement conduite par l'ingénieur général d'agronomie, chargé de la région, entre l'implantation de l'établissement à Gauthert ou l'extension et la restauration des installations à Carméjane. En ce qui concerne l'encadrement scolaire, le poste d'ingénieur des travaux agricoles vacant dans l'établissement n'a pu être pourvu lors de la rentrée de 1979. L'établissement demeure prioritaire pour l'affectation d'un ingénieur titulaire si une possibilité se présente en cours d'année.

Communauté économique européenne (F.E.O.G.A.).

18545. — 14 juillet 1979. — M. Emmanuel Hamel rappelle à M. le ministre de l'agriculture que l'objectif principal du règlement C.E.E. n° 355/77 est d'améliorer la structure de marché des produits agricoles et de faciliter les adaptations ou les orientations de l'agriculture rendues nécessaires par l'évolution de la politique agricole. Dans ce cadre, la section orientation du F.E.O.G.A. accorde un concours financier à certains projets d'investissement. La subvention du fonds est, en principe, égale à 25 p. 100 du montant de l'investissement. Toutefois, la directive n° 1361/78 du 19 juin 1978 a porté ce pourcentage à 35 p. 100 pour tous les projets situés dans le Languedoc-Roussillon et la Provence-Côte d'Azur. Il est regrettable que certains départements de la région Rhône-Alpes, tels le Rhône, la Drôme et l' Ardèche, qui sont placés pour leurs productions fruitières et viticoles dans les mêmes conditions de concurrence face aux pays méditerranéens, ne puissent bénéficier des concours du F.E.O.G.A. au taux le plus élevé. Il lui demande donc s'il envisage par une action tendant à modifier en ce sens la réglementation communautaire en vigueur.

Réponse. — Le règlement 1361/78 prévoit effectivement un taux majoré pour tous les secteurs dans la seule région Languedoc, alors qu'il est limité au secteur viticole dans les autres départements méditerranéens concernés. L'importance des difficultés qu'entraîne pour les zones limitrophes le champ d'application de ce règlement et les dispositions qui en résultent n'ont pas échappé aux responsables du ministère de l'agriculture, mais il n'a pas été possible de remettre en cause un compromis obtenu dans le cadre d'un règlement global avec la commission et les différents partenaires de la Communauté économique européenne. Toutefois, compte tenu des graves problèmes qui se posent dans l'ensemble des régions méditerranéennes, le ministère de l'agriculture envisage de demander l'extension du règlement 1361 à l'ensemble des secteurs des régions et départements concernés par ce texte.

Elevage (veaux de boucherie).

19522. — 25 août 1979. — M. Jean-Pierre Bechter rappelle à M. le ministre de l'agriculture l'urgence qu'il y a à mettre en place une politique d'organisation de la production et du marché du veau de boucherie afin d'éviter des baisses de cours semblables à celles que l'on a récemment pu enregistrer et dont ont été particulièrement victimes les exploitants corréziens. Il lui demande donc quand les mesures adéquates seront prises dans ce domaine.

Réponse. — Le secteur de la viande bovine a été caractérisé en 1979 par une forte augmentation de la production, cette variation ayant été de 6 p. 100 pour la viande de veau, dont la consommation s'est accrue de 2,5 p. 100. Les prix de marché atteignent un niveau élevé puisqu'ils sont en progression de 10 p. 100 par rapport à la même période de l'année 1978. Cependant une meilleure régularité du marché du veau de boucherie suppose une régularisation du marché des veaux de huit jours, ce dernier étant tiré vers le haut par la demande italienne. Aucun mécanisme n'a été mis en place à ce jour pour maîtriser ce marché dont dépend tout l'intérêt de la production de veaux de boucherie. Il apparaît donc souhaitable qu'au sein de la profession concernée des accords soient passés entre fournisseurs et utilisateurs de veaux de huit jours; les groupements de producteurs sont bien entendu les premiers intéressés par la mise en place de tels accords. Dans le cas particulier du veau élevé au pis, il a été décidé de revaloriser l'aide versée aux groupements de producteurs. En outre, le Gouvernement a l'intention de demander à la Commission des communautés européennes d'autoriser le stockage privé dès le début de l'été.

Elevage (veaux).

19908. — 15 septembre 1979. — M. Charles Miossec attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'inquiétante dégradation qui persiste et s'accroît sur le marché du veau de boucherie. Au-delà de la faiblesse naturelle des cours, chaque année à pareille

époque, s'inscrit l'inadaptation du règlement européen qui permet des achats de viande à l'extérieur de la Communauté, la commission de Bruxelles continuant à s'en tenir à une politique de stockage et par conséquent de dépréciation de la viande qui condamne les agriculteurs français à vendre au prix le plus bas du marché, au lieu d'encourager la profession à trouver et conquérir de nouveaux marchés. Alors que la consommation de viande de veau est en augmentation dans notre pays, les producteurs français ont, en outre, à faire face à la concurrence hollandaise, favorisée par les montants compensatoires monétaires. Il demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour empêcher que des animaux, souvent achetés sous forme de veaux de 8 jours sur nos propres places de production, ne reviennent plus tard concurrencer, à des prix favorisés par l'application des M.C.M., la production nationale, mettant en danger la situation de nos éleveurs. Il lui demande également quelle action il entend mener pour faire adapter la réglementation européenne aux nécessités de l'expansion de l'élevage français.

Réponse. — Le marché du veau de boucherie est distinct du marché de la viande de gros bovins. L'intervention, telle qu'elle est pratiquée sur les bœufs et jeunes bovins ainsi que le déstockage de ces viandes n'ont pas d'effet sur le veau de boucherie. S'il est exact qu'au début de l'été, on a enregistré une baisse habituelle des prix de marché, on doit constater que les cours se sont redressés et atteignent en ce début d'année des niveaux relativement élevés, la progression étant de l'ordre de 10 p. 100 par rapport à janvier 1979. Afin de soutenir le marché des veaux en été, le Gouvernement a l'intention de demander aux instances communautaires d'autoriser des opérations de stockage privé sur certaines viandes de veau à cette saison. Par ailleurs, dans le but de limiter les importations en provenance de l'étranger le Gouvernement français a obtenu du conseil des ministres de la Communauté une nette réduction du montant compensatoire monétaire applicable au secteur bovin, par un ajustement du taux représentatif. De plus, lors de la négociation des prix au printemps prochain, ce M.C.M. français sera probablement supprimé ce qui diminuera la concurrence hollandaise en particulier. Les importations de veaux de huit jours en provenance d'Irlande ont complètement disparu tandis que celle en provenance du Royaume-Uni sont nettement réduites. Bien que nos ventes de veaux de huit jours vers l'Italie soient particulièrement élevées, il convient de noter que nous tentons de réduire l'exportation de ces animaux par l'attribution d'une prime aux veaux sevrés exportés et que nous avons réussi une politique d'organisation du marché du veau de huit jours et, dans certaines régions, l'engraissement sur place des veaux maigres. En ce qui concerne les marchés communautaires du veau de huit jours, la France est en concurrence avec certains pays partenaires en particulier le Danemark et les Pays-Bas puisque les importations communautaires en provenance des pays tiers sont pratiquement nulles. D'autres part, le Gouvernement français veille au respect de l'emploi du pourcentage de poudre à incorporer dans les aliments veaux pour bénéficier de l'aide communautaire. Il demande à la commission de veiller au respect de cette disposition. A cet égard, la suspension du régime d'aides à l'incorporation dans les aliments porcs et volailles supprime une possibilité réelle de fraude.

Viticulture (viticulteurs du Midi).

20470. — 3 octobre 1979. — M. Raoul Bayou demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire connaître les mesures que le Gouvernement envisage de prendre à la suite de la parution dans le journal américain *New York Times* d'un article qui constitue une insulte pour les viticulteurs du Midi et qui porte atteinte grave à leur réputation de travailleurs sérieux et organisés.

20530. — 3 octobre 1979. — M. Gilbert Sénéas demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire connaître les mesures que le Gouvernement envisage de prendre à la suite de la parution dans le journal américain *New York Times* d'un article qui constitue une insulte pour les viticulteurs du Midi et qui porte une atteinte grave à leur réputation de travailleurs sérieux et organisés.

Réponse. — Le ministre de l'agriculture a immédiatement et publiquement réagi à la publication d'un article paru dans le *New York Sunday Times*, dont les assertions étaient purement calomnieuses. Les critiques portées par l'auteur de l'article sur la qualité des vins du Midi sont inacceptables. En effet, et surtout depuis trois ans, les vins méridionaux ont accompli des progrès indéniables, unanimement reconnus, et en particulier par des négociants et des distributeurs qui commercialisent des vins produits dans d'autres pays de la Communauté. Par ailleurs, le Gouverne-

ment n'a pas attendu que les vins méridionaux soient attaqués pour les défendre et les promouvoir. Depuis trois ans en effet, des crédits importants sont consacrés par l'O.N.I.V.I.T. à la promotion des vins de table français. Cet effort sera poursuivi et intensifié lors de la campagne 1979-1980.

Carburants (exploitants agricoles).

20702. — 5 octobre 1979. — M. Martin Malvy attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés financières que rencontrent les exploitants agricoles en raison de l'augmentation très sensible du prix du carburant nécessaire au fonctionnement de leurs matériels de production. Il lui fait remarquer que depuis 1973 ce carburant, dont la détaxe avait été jugée nécessaire au préalable, a augmenté dans des proportions très importantes, ce qui accroît considérablement les charges de l'agriculture et s'ajoute aux autres charges également en augmentation, sans que le revenu agricole progresse dans la même proportion. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour pallier les inconvénients de cette hausse du carburant agricole sur le revenu des exploitants.

Réponse. — L'accroissement du prix du carburant consommé par les agriculteurs est la conséquence du relèvement général des prix du pétrole brut, relèvement dont il est d'autant moins possible d'exempter les agriculteurs qu'ils bénéficient d'un carburant largement détaxé. En effet, une très forte majorité de tracteurs et machines automotrices agricoles est équipée de moteurs Diesel et, en considération de ce que ces matériels se déplacent essentiellement dans les champs, ils sont autorisés à utiliser le fuel-oil domestique coloré, combustible normalement réservé au chauffage et, de ce fait, exempté des taxes afférentes aux carburants routiers. C'est ainsi que les agriculteurs bénéficient d'un carburant détaxé au coût actuel de 1,40 franc le litre alors que le carburant diesel routier, qui a pratiquement les mêmes caractéristiques, est vendu 2,20 francs le litre. Il apparaît, dans ces conditions, que, malgré le poids effectivement lourd que représente, pour les agriculteurs, le prix du carburant, les avantages qui leur sont actuellement consentis sont aussi favorables que possible.

Abattoirs (activité et emploi).

20720. — 5 octobre 1979. — M. Daniel Boulay attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conditions d'exploitation des abattoirs publics du Mans. Une nouvelle organisation du marché, de nouveaux débouchés commerciaux sont aujourd'hui impératifs pour permettre une exploitation viable de cet équipement à caractère public. Ces dernières années l'exploitation n'a pu se poursuivre qu'avec l'aide financière de la communauté urbaine du Mans (3 110 000 francs en 1975, 3 027 000 francs en 1976, 2 731 000 francs en 1977, 1 913 000 francs en 1978). Depuis 1977, les élus de la communauté urbaine ont recherché, en liaison avec les travailleurs, les moyens à mettre en œuvre pour limiter le déficit de gestion. Il reste que l'Etat ne saurait se désengager plus longtemps d'une situation aggravée par la nécessité de procéder à l'amélioration des conditions d'abattage, de manutention et de réfrigération. Il y va de la garantie de l'emploi des soixante salariés de cet établissement et des intérêts des contribuables de l'agglomération mancelle. Dans ces conditions il lui pose trois questions : 1° quel crédit accorde-t-il à l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1970 portant délimitation du périmètre d'action des abattoirs publics... alors que se sont multipliées les autorisations en faveur d'établissements privés ; 2° quelle intervention financière de l'Etat propose-t-il pour tenir compte de cette situation dont souffre l'abattoir public du Mans ; 3° quelles propositions envisage-t-il de faire en faveur de l'implantation d'une usine agro-alimentaire au Mans qui pourrait aider l'abattoir public de mettre en œuvre sa capacité d'abattage de 18 000 tonnes.

Réponse. — Il est sans conteste anormal de mettre à la charge du contribuable le coût de fonctionnement d'un service à caractère industriel et commercial dont l'autonomie de gestion est fondamentale et il est, cecl étant, de rigueur de distinguer les dépenses d'investissement à la charge de la collectivité propriétaire qui perçoit à ce titre la taxe d'usage et les charges d'exploitation à équilibrer par des redevances à fixer au niveau approprié. Sur le premier point, un soutien considérable vient précisément d'être apporté à la communauté urbaine du Mans par l'attribution au titre de 1978, sur les ressources du fonds national des abattoirs, d'une subvention d'allègement qui comble pratiquement l'intégralité du déficit constaté par rapport au produit de la taxe d'usage. Sur le second, il appartient à la communauté urbaine de tirer les conséquences des conclusions de l'étude qu'elle a fait réaliser, étant souligné que les anomalies qui affectent la gestion de l'établissement, causes immédiates de déséquilibre, expliquent aussi bien la diminution enregistrée des tonnages. Il importe, d'ailleurs, de préciser qu'un seul abattoir privé, d'un niveau d'activité modique, est

en activité dans le périmètre de l'abattoir du Mans. Le développement satisfaisant dans le département de la Sarthe d'autres abattoirs publics, concurremment avec des abattoirs industriels de grande envergure, confirme par ailleurs le caractère inhérent aux conditions de fonctionnement de l'abattoir du Mans des difficultés que connaît ce dernier. L'implantation d'une usine agro-alimentaire à proximité est enfin susceptible de faire l'objet, en dehors des aides au développement régional relevant de la délégation à l'aménagement du territoire, d'une participation financière de l'Etat sous la forme de la prime d'orientation et, le cas échéant, d'une subvention à la coopération, ainsi que de la participation financière du F.E.O.G.A.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : céréales).

21476. — 23 octobre 1979. — M. Pierre Lagourgue attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que la décision de la Communauté économique européenne de supprimer le maïs importé dans le département de la Réunion en provenance d'un Etat associé est une mesure qui n'a aucune incidence sur le coût de revient, le maïs importé de la Réunion ne provenant pas de ce pays. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir envisager une modulation du prélèvement, de façon à obtenir que le prix seuil du maïs dans un port européen soit égal au prix seuil du maïs au port de la Réunion; autrement dit, que le prélèvement sur le maïs rendu à la Réunion, quelle que soit son origine, soit diminué de la valeur du montant du fret.

Réponse. — La suppression du prélèvement frappant les importations de maïs dans l'île de la Réunion a fait l'objet de diverses interventions du Gouvernement français auprès des autorités communautaires en raison des difficultés particulières d'approvisionnement en céréales fourragères se posant dans ce territoire d'outre-mer. Le renouvellement des accords de Lomé a, d'ores et déjà, permis d'obtenir une première amélioration dans ce sens en instaurant une franchise complète de prélèvement à l'importation en Réunion de maïs en provenance des Etats A.C.P., et ceci pour des tonnages conformes aux besoins locaux. Il est donc possible aux importateurs réunionnais de céréales fourragères d'utiliser au mieux la faculté qui leur est ainsi accordée et de développer des courants d'échanges avec les Etats A.C.P. proches de l'île de la Réunion et producteurs de maïs.

*Lait et produits laitiers
(taxe communautaire de coresponsabilité).*

21728. — 27 octobre 1979. — M. Michel Barnier appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'impopularité grandissante que rencontre dans les départements de montagne, et notamment en Savoie, la taxe de coresponsabilité sur le lait, compte tenu des conditions de rentabilité agricole difficiles. Il apparaît nécessaire, si cette taxe doit être maintenue, de la moduler afin qu'elle soit plus juste et plus efficace. De même que la zone de montagne en est exonérée, il serait souhaitable que la zone de piémont ne soit astreinte qu'au paiement d'une demi-taxe. Un abattement annuel de 30 000 litres applicable à tous les producteurs éviterait de pénaliser les petites exploitations. Il lui demande d'envisager, à défaut de sa suppression, l'aménagement de la taxe de coresponsabilité sur le lait selon les suggestions qui précèdent, afin de la rendre plus équitable, et partant plus acceptable.

Réponse. — Le prélèvement de coresponsabilité, qui a pour objet de contribuer à l'assainissement du secteur laitier, en raison du déséquilibre croissant entre la demande solvable et l'offre, a été institué par le règlement du conseil des communautés européennes du 17 mai 1977 (n° 1079-77). Son taux, qui s'est d'abord élevé à 1,5 p. 100 du prix indicatif du lait, a été abaissé à 0,5 p. 100 de celui-ci à partir du mois de mai 1978. Les zones de montagne en ont été exonérées, compte tenu des handicaps particuliers qu'elles subissent. Les conditions de rentabilité agricole y sont en effet difficiles. Les propositions de la commission, relatives à la prochaine campagne, continuent d'exclure les zones de montagne. La France demande que la taxe de coresponsabilité laitière soit progressive, de façon à favoriser les exploitations familiales qui utilisent les ressources herbagères de la Communauté et non les exploitations de type industriel qui consomment massivement des aliments du bétail importés.

Agriculture (drainage et irrigation).

21811. — 30 octobre 1979. — M. André Tourné rappelle à M. le ministre de l'agriculture que le département des Pyrénées-Orientales a toujours eu le souci d'assurer, dans les meilleures conditions possible, l'irrigation des exploitations agricoles. Ce souci l'a amené à aider pendant des décades à l'aménagement et à la construction

de canaux d'irrigation. Mais il s'est avéré qu'il fallait aller plus loin. C'est ainsi que naquit l'idée de construire sur le territoire de la commune de Vinça (Pyrénées-Orientales) une œuvre d'art sous forme de barrage de retenue d'eau. Cela pour faire face aux besoins d'irrigation des milliers d'hectares de production maraîchère et fruitière qui se trouvent en aval du territoire de Vinça, jusqu'au littoral. Le projet de construction d'un barrage à Vinça fut envisagé dès le lendemain de la guerre 1914-1918. Toutefois, juridiquement, le projet fut définitivement décidé à la suite d'un vote intervenu au conseil général des Pyrénées-Orientales en mars 1946, lorsqu'il vota un premier crédit d'études. Depuis cette date, il a fallu attendre trente ans pour réaliser la retenue d'eau. Il est vrai qu'entre-temps le premier projet de barrage était du type voûte. Il dut être abandonné sur recommandation officielle à la suite de la rupture d'un barrage voûte, du nom de Malpasset, qui provoqua un véritable désastre dans le département du Var, notamment dans la région de Saint-Raphaël. Le projet de barrage voûte étant abandonné, c'est un projet de barrage poids qui fut en définitive arrêté. Ce changement de technique a provoqué au moins dix ans de retard, avec toutes les conséquences en matière de prix qui s'en sont suivies. Depuis trois ans, la retenue d'eau est en place. Elle a déjà rendu d'heureux services à l'agriculture, tout particulièrement au cours des deux derniers étés où une sécheresse très dure s'est manifestée. De plus, le plan d'eau derrière le barrage de Vinça a servi aussi au ravaillement des avions transporteurs d'eau engagés contre les incendies de forêt. Il s'agit donc d'un barrage dont le caractère agricole est évident, d'autant plus qu'il alimente une deuxième retenue d'eau sur le territoire de Villeneuve-de-la-Raho, d'où un système d'arrosage sous pression est à l'étude pour irriguer des milliers d'hectares de productions maraîchères. Il lui demande quel a été le coût réel du barrage de Vinça avec son complément de Villeneuve-de-la-Raho, en précisant le montant: a) de l'acquisition des terres inondées sur les territoires des communes précitées; b) des travaux d'ouvrage, en soulignant la part des dépenses des frais d'études. Il lui demande, en outre, de rappeler la contenance en mètres cubes du plan d'eau de Vinça et de son complément de Villeneuve-de-la-Raho, cela une fois les deux cuvettes pleines et les réserves qu'ils représentent au cours des douze mois de l'année. De plus, il lui demande de souligner dans quelles conditions le financement a été assuré: 1° part du département; maître d'ouvrage; 2° part des ministères concernés; 3° part de l'agence de bassin; 4° part du F.E.O.G.A., etc.

Réponse. — Après plusieurs réévaluations, le coût réel global des deux ouvrages de Vinça et de Villeneuve-de-la-Raho s'établit au 30 septembre 1979 à 252 millions de francs, dont 24 400 000 francs pour les acquisitions de terrain, 205 600 000 francs pour le gros œuvre et 11 500 000 francs pour les études. Le barrage de Vinça, à finalité multiple, a nécessité un financement pluriministériel. Pour sa part, le ministère de l'agriculture a versé une somme de 31 400 000 francs, à laquelle il faut ajouter 10 000 000 de francs pour les études, le ministère de l'intérieur une somme de 3 750 000 francs et le ministère de l'équipement 5 400 000 francs. Quant à la retenue de Villeneuve-de-la-Raho, elle a été financée avec la participation du seul ministère de l'agriculture pour un montant de 8 200 000 francs. Les deux ouvrages ont fait l'objet d'une aide du F. E. O. G. A., soit environ 17 000 000 de francs. Le solde a été couvert par des fonds propres du département, sous forme d'auto-financement et sous forme de prêts contractés à taux préférentiels, soit auprès de la C. N. C. A., soit auprès de l'agence financière de bassin. Les capacités utiles des deux retenues sont pour Vinça de 24 200 000 mètres cubes d'eau et de 15 500 000 mètres cubes pour Villeneuve-de-la-Raho.

Agriculture (formation professionnelle et promotion sociale).

21993. — 6 novembre 1979. — M. Fernand Marin attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la loi n° 78-754 du 17 juillet 1978, et les textes subséquents relatifs à la prise en charge par l'Etat de la rémunération des stagiaires agriculteurs dans les centres agréés de formation professionnelle: les dispositions nouvelles ont créé des inégalités au préjudice des jeunes exploitants, de leurs épouses et des aides familiaux; antérieurement à l'application de cette loi, cette catégorie d'agriculteurs percevaient en cours de stage 90 à 100 p. 100 du S. M. I. C., et cela sans autre condition que leur qualité professionnelle; la loi nouvelle et ses textes d'application ont créé des conditions ayant pour effet de provoquer un abaissement de 90 à 25 p. 100 du montant du S. M. I. C. pour les agriculteurs stagiaires n'ayant pas douze mois d'activité dont six mois consécutifs au cours des trois années qui précèdent l'entrée en stage; pareille mesure n'est pas appliquée aux salariés de toutes professions, pour lesquels il n'est exigé légitimement qu'un seul mois de travail pour obtenir une rémunération égale à 70 p. 100 du salaire antérieur avec un minimum de 90 p. 100 du S. M. I. C., étant précisé que s'ils ont moins d'un mois de travail ils ne bénéficieront que de 25 p. 100 du S. M. I. C.; la nouvelle mesure constitue une sérieuse pénalisation contre les jeunes exploitants, leurs femmes

et leurs aides familiaux, auprès desquels nous procédons, sans cesse, à une incitation pour la formation professionnelle. Il lui demande, en conséquence, que les textes nouveaux soient reconsidérés et aménagés de telle sorte que disparaissent une discrimination aussi importante et que les stagiaires exploitants, aides familiaux et femmes d'agriculteurs, soient rémunérés comme par le passé, sans conditions particulières.

Réponse. — L'honorable parlementaire estime que les jeunes agriculteurs sont lésés par les dispositions de la loi n° 78-754 du 17 juillet 1978 et ses décrets d'application qui exigent une année d'activité professionnelle pour pouvoir bénéficier d'une rémunération égale au S. M. I. C. Un temps d'expérience professionnelle est exigé pour être admis dans les stages conduisant à un diplôme reconnu de l'enseignement agricole : une année pour le brevet professionnel agricole, deux années pour le brevet de technicien agricole, trois années pour le brevet de technicien supérieur. Cette notion « d'expérience professionnelle » se cumule avec celle « d'activité professionnelle » et l'apprentissage agricole est considéré comme activité professionnelle. Dans ces conditions, sauf cas exceptionnel, tout jeune agriculteur qui souhaite entrer en formation, présente les qualités requises. La nouvelle loi ne modifie donc pas dans les faits, la situation antérieure.

Fruits et légumes (arbres fruitiers).

22308. — 13 novembre 1979. — M. Christian Laurisergues demande à M. le ministre de l'agriculture si la station d'amélioration des arbres fruitiers de Provence-Languedoc, dont la création était demandée depuis longtemps par les professionnels, et promise par les pouvoirs publics, sera créée par l'I.N.R.A. en 1980, et dans cette hypothèse, avec quels crédits.

Réponse. — Le projet de création en Provence-Languedoc d'une station de recherches sur les productions fruitières répond à la nécessité de conduire l'expérimentation dans les conditions régionales sur les espèces spécifiquement méditerranéennes. Cette opération sera financée sur les crédits de l'enveloppe-recherche affectés à l'I.N.R.A., avec l'appui des instances régionales et départementales intéressées, qui ont promis leur concours.

Elevage (chevaux).

23222. — 1^{er} décembre 1979. — M. Dominique Dupilet attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'absence d'encadrement communautaire vis-à-vis de l'élevage du cheval lourd français et plus particulièrement boulonnais. Cette carence favorise les importations en provenance des pays tiers, conduit à une baisse du revenu de nos éleveurs et aggrave notre déficit commercial. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour relancer la production de viande chevaline et pour régulariser le marché intérieur.

Réponse. — Le marché du cheval ne bénéficie, au plan communautaire, ni d'une organisation de marché, ni d'une protection vis-à-vis des pays tiers. La différence de prix qui résulte de cette situation est d'autant plus sensible que la viande de cheval est, dans beaucoup de pays, considérée comme un sous-produit. Les mesures proposées par le ministère de l'agriculture en 1979 et adoptées par le Gouvernement, consistant en la mise en œuvre d'un plan de relance de la production chevaline française, et notamment celle de chevaux lourds (relèvement des primes de concours et des aides tendant à favoriser le développement des groupements de producteurs et la mise à l'engraissement des laitons et poulains) ont entraîné, depuis le mois de septembre 1979, un renversement de tendance dans l'évolution des prix intérieurs jusqu'alors défavorable aux éleveurs. Si l'écart avec les prix pratiqués dans les autres pays se trouve ainsi accru, quoique le coût élevé du transport des viandes importées et son évolution ne doivent pas être perdus de vue, il n'en demeure pas moins que la production chevaline française ne saurait en aucun cas être considérée simplement comme un appoint, à l'égard des consommateurs, d'importations onéreuses qui aggravent chaque année davantage l'important déficit commercial de la France touchant ce produit. Dans cette optique, la poursuite de la concertation, favorisée par les mesures décidées par le Gouvernement, entre les organisations professionnelles concernées est indispensable, en vue de parvenir à la mise en place d'un dispositif de caractère interprofessionnel de régularisation du marché.

Elevage (chevaux).

23255. — 4 décembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté attire à nouveau l'attention de M. le ministre de l'agriculture, sur l'énorme déficit causé par l'implantation de la viande chevaline pour l'année 1979, qui pourrait atteindre, comme l'a souligné le ministre du commerce extérieur à Antenne 2 le 19 octobre, 1 milliard. Il lui

demande si dans les années qui viennent on ne pourrait pas réduire ce déficit en établissant une véritable politique d'aide à la production française de viande chevaline de boucherie afin de réduire autant que faire se peut le déséquilibre budgétaire ainsi réalisé.

Réponse. — Le Gouvernement français est préoccupé par la situation du cheval de boucherie. Afin d'enrayer le déficit croissant de la balance commerciale enregistré dans ce secteur au cours des années récentes, un dispositif très complet d'aides a récemment été mis en place ; il constitue un véritable plan de relance de la production chevaline. Il s'agit, tout d'abord, de développer une production dans un cadre organisé. Le développement des groupements de producteurs est encouragé par des mesures d'aide individuelle et collective. Les adhérents des groupements de producteurs peuvent bénéficier, dans le cadre de contrats de production et de livraison de laitons et poulains engraisés, d'une prime dont le montant a été porté à 700 francs par tête pour le premier semestre et 500 francs pour le second. Le champ d'application de cette prime concerne 5 000 éleveurs cette année au lieu de 1 500 l'année précédente. Les groupements peuvent bénéficier d'aides aux investissements à caractère collectif, tels que les centres d'allotement ou de sélection. Leur action d'appui technique aux éleveurs ou de collecte des poulains est également encouragée par une prise en charge d'une part importante des frais qui y correspondent. Enfin, le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) a été autorisé à mettre en place une prime complémentaire aux naisseurs de poulains maigres destinés à favoriser le regroupement de l'offre, notamment dans les zones défavorisées. Le montant de cette prime est fixé à 200 francs par animal collecté par les groupements. Le troisième volet du plan est d'ordre technique. En particulier l'Institut de la recherche agronomique (I.N.R.A.) est invité à augmenter les moyens mis à la disposition des chercheurs chargés d'étudier les conditions tendant à accroître le taux de fécondité des juments des races de boucherie. Parmi ces mesures certaines pourront être prises dans le cadre des conventions régionales. Le rappel de ces dispositions témoigne de l'intérêt que le Gouvernement attache à cette production.

Elevage (chevaux).

23258. — 4 décembre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté souhaiterait que M. le ministre de l'agriculture lui indique quels ont été les montants d'aide à l'élevage de viande chevaline de boucherie, distribués par ses services depuis les cinq dernières années.

Réponse. — Les actions menées en faveur du soutien de l'élevage de cheval de boucherie sont conduites à la fois par le service des haras et le F. O. R. M. A. Les actions conduites par le service des haras sont destinées à financer d'une part les concours d'animaux et d'autre part les contrats accordés aux éleveurs de poulinières. Le montant de la prime accordée dans le cadre de ces contrats est passé de 1 000 à 1 300 francs en 1979. Les enveloppes régionales dont a disposé le service des haras pour ces deux actions se sont élevées à 1975, 13 000 000 de francs ; 1976, 13 000 000 de francs ; 1977, 13 700 000 francs ; 1978, 15 000 000 de francs ; 1979, 16 000 000 de francs. Le F. O. R. M. A. a mis en place depuis plusieurs années des contrats de production et de livraison de laitons et poulains engraisés. Le montant de la prime à laquelle ils donnent lieu, qui s'élevait à 300 francs jusqu'à la dernière campagne a été désormais porté à 700 francs lorsque la livraison a lieu au 1^{er} semestre et à 500 francs pour le deuxième semestre. En outre, le F. O. R. M. A. a mis en place, depuis 1979, une prime complémentaire aux naisseurs de poulains maigres, dont le montant est de 200 francs par animal collecté. Le volume des aides ainsi distribuées par le F. O. R. M. A. s'élève à : 1974, 146 500 francs ; 1975, 201 200 francs ; 1976, 216 500 francs ; 1977, 162 300 francs ; 1978, 257 600 francs ; 1979, 435 200 francs. Le volume des crédits payés en 1980 par le F. O. R. M. A. sera très sensiblement supérieur en raison de l'augmentation sensible du montant des contrats d'engraissement et de la mise en place de la prime complémentaire aux naisseurs d'animaux maigres. L'importance des crédits ainsi mis en place depuis cinq ans pour le soutien de l'élevage du cheval de boucherie témoigne de l'intérêt que les pouvoirs publics portent à cet élevage et de leur volonté d'enrayer la chute de la production qui avait été constatée depuis plusieurs années.

Mutualité sociale agricole (cotisations).

23456. — 6 décembre 1979. — M. Pierre Guidoni rappelle à M. le ministre de l'agriculture que le montant des cotisations allocations familiales, vieillesse et assurance maladie des exploitants agricoles représente une lourde charge lors du paiement en deux échéances, pour bon nombre d'entre eux. Il convient de rera-

quer par ailleurs, que la période d'appel des cotisations (avril-octobre) intervient alors que ces derniers ont à faire face à d'autres obligations, comme par exemple les salaires des travailleurs saisonniers, particulièrement lourds dans les régions viticoles, et que les opérations d'appel de cotisations représentent des frais d'exécution et d'envoi qui peuvent grever lourdement le budget de la mutualité sociale agricole. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les exploitants agricoles puissent payer mensuellement leurs cotisations sociales, par la voie du prélèvement automatique sur leur compte bancaire ou leur compte chèque postal.

Réponse. — Les cotisations sociales dues par les exploitants agricoles peuvent faire l'objet soit d'un appel unique, soit d'appels fractionnés. Il appartient au conseil d'administration de chaque caisse de mutualité sociale agricole d'opter pour l'une ou l'autre formule et de fixer, compte tenu, d'une part, des périodes auxquelles les agriculteurs du département disposent des moyens financiers pour s'acquitter de leurs charges sociales et, d'autre part, des besoins de trésorerie de la caisse, les dates d'exigibilité des cotisations. En vue d'assurer l'alimentation la plus régulière possible des caisses de mutualité sociale agricole et de leur permettre, ainsi, d'apporter leur contribution normale au financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (B. A. P. S. A.), la réglementation en vigueur a cependant prévu que la date d'exigibilité des cotisations ne peut être postérieure au 30 juin s'il est procédé à un appel unique; s'il est procédé à un appel fractionné, la date d'exigibilité de la dernière fraction de cotisations appelée ne peut être postérieure au 30 septembre. Pour 1979, la plupart des conseils d'administration ont choisi de procéder à deux appels et aucun d'entre eux, compte tenu des difficultés de gestion inhérentes à la multiplication des appels, ne s'est prononcé pour plus de trois appels. Cependant, la réglementation en vigueur laisse toute latitude aux conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole de recouvrer chaque mois par voie de prélèvement automatique sur les comptes bancaires ou postaux de leurs adhérents le montant des cotisations dues, sous réserve que ces prélèvements, au nombre maximum de neuf, soient effectués entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre et, naturellement, que les assurés aient marqué leur accord sur ce mode de règlement.

Eau et assainissement (financement : Sarthe).

23882. — 14 décembre 1979. — M. Daniel Boulay attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la baisse très sensible des crédits d'Etat réservés à l'alimentation en eau potable et à l'assainissement. C'est ainsi que pour le département de la Sarthe, les crédits d'Etat cumulés « eau-assainissement » ont baissé, par rapport à 1976 (en prenant un taux moyen annuel d'inflation de 12 p. 100) : de 16 p. 100 en 1977; de 28 p. 100 en 1978; de 43 p. 100 en 1979; de 42 p. 100 en 1980 (prévision). Cette diminution des crédits d'Etat est inacceptable : plus de 15 000 Sartheois et Sarthoises restent encore privés d'un service public d'eau potable. Quant à l'assainissement, la demande est très importante. Cette insuffisance des crédits d'Etat aboutit à un nouveau transfert de charges se répercutant sur les impôts locaux : les subventions d'Etat ne couvrent que 30 à 45 p. 100 des travaux d'adduction d'eau (en fonction du prix de l'eau pratiqué) et que 30 p. 100 des travaux d'assainissement. Cela revient à dire que les communes ou les syndicats qu'elles constituent doivent financer la différence et répercuter des sommes très importantes; en 1979, les subventions votées par la région et le département dépassaient celles de l'Etat (10 750 000 francs, contre 7 503 000 francs à l'Etat), ces crédits régionaux et départementaux se répercutent évidemment sur la taxe d'habitation. Devant l'ampleur des besoins, et avec le souci de limiter les transferts de charges, il lui demande les mesures qu'il entend proposer au Parlement pour augmenter les crédits d'Etat en matière d'eau et d'assainissement.

Réponse. — En matière d'alimentation en eau potable, l'Etat a fourni un effort considérable au cours de ces dernières décennies qui a permis de faire passer le taux de desserte nationale de 50 p. 100 en 1960 à près de 95 p. 100 en 1979. Il est cependant tenu compte des situations spécifiques de chaque région lors de la répartition entre elles des crédits budgétaires. C'est ainsi que plus de 11 p. 100 de ces crédits sont affectés à la région Pays de la Loire, ce qui devrait permettre de résorber rapidement les retards qui pourraient encore exister. La situation des équipements de traitement des eaux usées est en revanche moins satisfaisante sur le plan national, le taux de desserte étant de 35 p. 100 d'habitants desservis par un réseau ou une station d'épuration. Les dotations budgétaires globales affectées à la région Pays de la Loire au cours du VII^e Plan, au titre de l'ensemble des opérations d'adduction d'eau et d'assainissement désormais groupés sur le même chapitre et le fonds national des adductions d'eau, s'élevaient à : 1976, 48 300 000 francs; 1977, 48 300 000 francs; 1978, 46 500 000 francs; 1979, 50 000 000 francs; 1980, 56 000 000 francs. On peut observer que

ces dotations, qui sont les plus importantes accordées à une région, ont évolué très positivement depuis 1978. Le département de la Sarthe a donc dû pouvoir en bénéficier dans le cadre de la procédure de déconcentration. Toutefois, le ministère de l'agriculture est bien conscient des besoins exprimés notamment en matière d'assainissement. Il s'efforcera d'accroître encore les possibilités d'investissement dans ce secteur au cours du VIII^e Plan. En ce qui concerne les taux de subvention appliqués aux travaux de l'espèce, ceux-ci découlent du décret du 10 mars 1972 relatif au régime des subventions d'investissement de l'Etat, qui prévoit en la matière une fourchette de 20 à 50 p. 100.

Pharmacie (pharmacie vétérinaire).

23922. — 15 décembre 1979. — M. Jean Falala rappelle à M. le ministre de l'agriculture que le décret n° 79-422 du 21 mai 1979 prescrit le paiement d'un droit fixe d'un montant de 1500 francs pour chaque demande d'autorisation de mise sur le marché de médicaments vétérinaires. La date limite de ce versement a été fixée au 15 janvier 1980 pour un avis du ministère de l'Agriculture inséré dans le *Journal officiel* du 15 septembre 1979 (N.C., p. 7887). Or ces dispositions ne sont pas sans poser de graves problèmes de trésorerie à de nombreux petits laboratoires de produits vétérinaires. En effet, le décret précité précise bien que l'obtention de l'autorisation de la mise sur le marché du produit est conditionnée, entre autres, par le paiement de cette taxe. Par ailleurs, il doit être noté que ces laboratoires doivent déposer un nombre important de demandes d'autorisation afin d'assurer leur avenir, sachant qu'un certain nombre peut leur être refusé. Il résulte de ces impératifs que la charge financière dont l'échéance est fixée au 15 janvier 1980 est particulièrement lourde. Pour certains laboratoires, de taille petite ou moyenne, cette charge atteint 200 000 francs, voire 300 000 francs, sans contrepartie directe et assurée, puisque le ministère n'est pas en mesure de se prononcer dans de courts délais sur tous les dossiers déposés (environ 8 000). C'est pourquoi il apparaît juste que des délais soient accordés aux laboratoires concernés pour le paiement de cette taxe, étant entendu qu'un acompte sur celle-ci serait exigible le 15 janvier 1980. Les délais pourraient être utilement de l'ordre de ceux appliqués par l'administration pour donner suite aux demandes d'autorisation présentées. Il lui demande de bien vouloir, en liaison avec ses collègues intéressés, M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale et M. le ministre de l'agriculture, étudier la possibilité de donner satisfaction à cette suggestion, qui répond à un souci de logique et d'équité.

Réponse. — La loi n° 75-409 du 29 mai 1975 prévoit (art. L. 617-15 du code de la santé publique) le versement d'un droit fixe accompagnant toute demande d'autorisation de mise sur le marché. En tout état de cause, ce droit fixe aurait dû être versé lors du dépôt de la demande d'autorisation de mise sur le marché, c'est-à-dire, pour la presque totalité des demandes, le 23 juin 1978. Il est à noter, par ailleurs, que le décret fixant le montant du droit fixe (dont le texte était élaboré dès 1977) n'a été publié que le 15 septembre 1979. Ce retard apporté à la publication du texte réglementaire fixant le montant du droit fixe n'était d'ailleurs pas sans rapport avec le souci de l'administration de ne pas précipiter une échéance dont les incidences économiques ne lui avaient pas échappé. De plus, un avis au *Journal officiel* fixe les modalités de paiement ainsi que l'échéance limite de versement au 15 janvier 1980, accordant ainsi un nouveau délai. La date du 15 janvier 1980 a été retenue de préférence à une échéance plus courte car celle-ci permettrait aux intéressés d'étaler le versement des droits fixes sur deux exercices budgétaires. On ne saurait donc reprocher à l'administration d'avoir fait preuve d'une intransigeance excessive, si l'on veut bien considérer que le décret fixant le montant du droit fixe n'a été publié que quatre ans après la loi correspondante, que sa parution au *Journal officiel* a pris quatre mois et qu'il n'est devenu effectif que quatre mois plus tard, soit cinquante-six mois après la promulgation de la loi du 29 mai 1975. L'honorable parlementaire suggère que des délais soient accordés et que le versement soit lié aux délais appliqués par l'administration pour donner suite aux demandes présentées. Il convient de rappeler que le versement du droit fixe n'est lié ni à l'attribution d'une autorisation de mise sur le marché, ni à l'instruction de la demande d'autorisation de mise sur le marché, mais bien à son dépôt. En outre, le fait de verser le droit fixe accompagnant la demande d'autorisation de mise sur le marché constitue pour l'administration un début d'assurance que le pétitionnaire donne suite à cette demande en fournissant les expertises qui n'ont pas été exigées au 23 juin 1978 comme l'aurait voulu une application stricte de la loi. Il convient, par ailleurs, de noter qu'à la date du 15 janvier 1980 la plus grande partie des sommes dues au titre du droit fixe avaient été encaissées par le Trésor public.

Poissons et produits de la mer (aquaculture).

23933. — 15 décembre 1979. — **M. Charles Mlossec** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelle action il entend mener parallèlement à celle déployée par le ministère de l'industrie au travers de la délégation à l'innovation et à la technologie et par le ministère des transports au travers de la direction générale de la marine marchande, afin de promouvoir l'aquaculture dans la pêche artisanale. Il lui demande, en particulier, comment seront harmonisées les opérations d'aquaculture extensive d'élevage et de repeuplement entre l'I.N.R.A. (Institut national de la recherche agronomique), l'I.S.T.P.M. (Institut scientifique et technique des pêches maritimes), le C.N.E.X.O. (Centre national pour l'exploitation des océans), l'O.R.S.T.O.M. (Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer) et comment s'effectuera concrètement le suivi scientifique du travail en mer.

Réponse. — Le ministre de l'agriculture rappelle à l'honorable parlementaire que seule la pêche en eau douce, la pisciculture et l'hydrobiologie relèvent de son département. Cependant, depuis que l'intérêt et les possibilités d'aquaculture en mer ou en zones littorales ont été perçues, des actions non négligeables ont été entreprises en faveur de cette spéculation qui, basée sur des processus biologiques, met en œuvre des techniques proches de l'élevage traditionnel et pose des problèmes de commercialisation et de consommation directement liés à la politique alimentaire. De plus, ces élevages nécessitent des travaux d'hydraulique, qui doivent être intégrés dans des programmes d'ensemble relevant du ministère de l'agriculture. L'Institut national de la recherche agronomique étudie principalement les problèmes de physiologie et d'écologie des poissons, d'aménagement des pêches et de nutrition. Le centre technique du génie rural, des eaux et des forêts, qui a une vocation d'appui technique auprès des services administratifs, mais aussi auprès des particuliers, a créé depuis 1970 une division aménagements littoraux et aquaculture relevant du groupement de Bordeaux. Un groupe de liaison assure l'harmonisation des activités de ces deux organismes. La direction de la qualité est impliquée dans l'étude de la pathologie des poissons, et dispose d'un laboratoire au centre océanologique de Bretagne. Sur un plan d'ensemble, la coordination est assurée par le groupe interministériel de développement de l'aquaculture, qui a récemment été mis en place sous la présidence du directeur général de la marine marchande et, au sein duquel siègent deux représentants du ministère de l'agriculture. Toutefois, de récentes dispositions gouvernementales modifient comme suit l'ensemble du dispositif en océanologie : des programmes d'application de l'océanologie seront établis et conduits par les ministres responsables des politiques sectorielles ; à ce titre ont été identifiés un programme pêche et un programme aquaculture, dont la responsabilité a été confiée au ministre des transports ; le programme global de recherche relèvera du ministre des universités ; l'évaluation et la coordination des programmes finalisés seront confiées au comité de l'orientation de l'océanologie, qui se substitue au conseil de la recherche océanologique. Dans le cadre de ces dispositions, qui ne dateront que de quelques semaines, le C.T.G.R.E.F. va formuler des propositions, en liaison avec la direction générale de la marine marchande.

Viandes (bovins).

23955. — 16 décembre 1979. — **M. André Lajoinie** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences de certaines consignes que semblent recevoir les agents de l'office national Interprofessionnel du bétail et des viandes (O.N.I.B.E.V.), membres des commissions de cotation pour les marchés de référence servant à établir les moyennes hebdomadaires nationales des cotations des gros bovins et la cotation nationale de synthèse qui en découle. Ces agents observateurs du marché prennent part au même titre que les autres observateurs représentant les vendeurs et les acheteurs à l'établissement de ces cotations. Or, lors des périodes de crise sur le marché bovin, il a été constaté que ces agents, obéissant certainement à des consignes de l'office, semblaient faire en sorte que les cours de catégories d'animaux susceptibles d'être mis à l'intervention du fait de la situation du marché, ne descendent pas — si possible — à l'intérieur des fourchettes des tarifs d'achat de la société interprofessionnelle du bétail et des viandes (S.I.B.E.V.). Cet état de fait est regrettable, car il fausse l'équilibre des parties en présence dans les commissions de cotation ; de plus, il nuit à l'objectivité de la cotation nationale de synthèse qui sert de référence pour le déclenchement des mesures de soutien des marchés, pour les échanges entre les Etats membres et la C. E. E. et les pays tiers, ainsi qu'à l'établissement de contrats commerciaux, baux, etc. Les cotations données ayant subi l'influence des pouvoirs publics

au travers des agents de l'O. N. I. B. E. V. sont publiées dans la presse et induisent en erreur les éleveurs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à une telle situation préjudiciable aux éleveurs.

Réponse. — L'arrêté du 22 novembre 1976 fixant la composition des commissions de cotation locales chargées de la cotation des gros bovins a prévu qu'en plus des représentants des différentes administrations font partie de ladite commission : le maire de la commune ; un représentant de l'office national interprofessionnel du bétail et des viandes (O.N.I.B.E.V.) ; trois à cinq représentants des vendeurs et, à parité, trois à cinq représentants des acheteurs. Le représentant de l'O.N.I.B.E.V. participe donc en tant que membre aux commissions de cotation des gros bovins qui ont lieu chaque semaine sur les marchés de référence. Son rôle consiste essentiellement à recueillir sur le marché des données chiffrées pour faciliter les travaux de la commission et, le cas échéant, permettre au président d'arbitrer en toute objectivité entre des positions parfois opposées. Il est ridicule de prétendre que les agents de l'O.N.I.B.E.V., obéissant à de quelconques consignes, feraient en sorte que les cours des différentes catégories d'animaux susceptibles d'être mis à l'intervention ne descendent pas en dessous du prix maximum d'achat à l'intervention pour ces catégories. Ce serait tout d'abord méconnaître l'indépendance des représentants des différentes familles professionnelles, de l'administration et du président. Au surplus, les moyennes nationales des prix des catégories de bœufs et de jeunes bovins achetés à l'intervention se sont trouvées en permanence en France, depuis le 6 août 1979, en dessous du prix maximum d'achat et l'intervention a été permanente. Le relèvement des prix constaté en décembre 1979 a correspondu à une réduction des achats à l'intervention qui, après être passés par un maximum hebdomadaire de 3 583 tonnes la dernière semaine de novembre, se sont progressivement réduits, au fur et à mesure du relèvement des prix de marchés, pour n'être plus que de 236 tonnes la deuxième semaine de janvier 1980, date de l'arrêt de l'intervention. Il y a une concomitance évidente entre le niveau des achats à l'intervention et la situation du marché.

Circulation routière (réglementation).

24149. — 20 décembre 1979. — **M. André Tourné** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'à l'heure actuelle des exploitants agricoles sont obligés de faire face à des mesures on ne peut plus contraignantes. Ces dernières proviennent de l'obligation d'installer un tachygraphe à bord des véhicules utilisés par les exploitants agricoles. Par tachygraphe, comme le précise le dictionnaire, il faut entendre « appareil enregistreur de vitesse ». L'installation dudit tachygraphe, dans certains cas, représente une dépense d'au moins 3 000 francs. Les exploitants agricoles tenus de faire face à une telle dépense, alors que très souvent ils possèdent de très vieux véhicules, sont légitimement inquiets pour ne point dire mécontents. En conséquence, il lui demande s'il ne pourrait pas revoir les directives données aux services départementaux pour qu'ils réétudient le problème en tenant compte des distances réelles parcourues par les véhicules utilisés par les exploitants agricoles. De plus, ne serait-il pas possible d'obtenir un prix d'installation plus modeste de ces tachygraphes ou appareils enregistreurs de vitesse.

Réponse. — Les conditions de travail dans les transports routiers publics et privés sont réglementées par les textes communautaires. La France ne peut donc prendre, de sa seule autorité, de dispositions qui soient contraires à ces prescriptions. Or, le règlement n° 1463-70 du 20 avril 1970 prévoit, en son article 4, l'obligation d'introduire, à partir du 1^{er} juillet 1979, un chronotachygraphe sur tous les véhicules de transport de marchandises de plus de 3,5 tonnes de poids maximal autorisé. Conscient toutefois du fait que l'installation de cet appareil à bord de certaines catégories de véhicules et notamment de ceux qui ont habituellement un rayon d'action très limité ne se justifie pas pleinement, le Gouvernement français a proposé à ses partenaires de la Communauté de les en exempter, mais cette suggestion n'a malheureusement pas été adoptée. Les seules mesures d'assouplissement admises à ce jour sont donc celles prévues par l'arrêté du 3 août 1979 qui concerne les transports d'animaux vivants depuis l'exploitation agricole jusqu'aux marchés locaux et vice versa, ainsi que le transport de carcasses ou de déchets d'abattage non destinés à la consommation humaine. On peut cependant remarquer que la dispense d'appareils mécaniques ayant pour conséquence d'imposer au conducteur l'utilisation d'un dispositif de contrôle manuscrit, il n'est pas exclu que, dans de nombreux cas, l'emploi d'un disque de chronotachygraphe s'avère finalement moins contraignant pour l'usager que la tenue d'un livret individuel de contrôle.

Boissons et alcools (vins et viticulture).

24284. — 28 décembre 1979. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'agriculture que la fédération des syndicats de défense des vins de table et de pays du Centre-Ouest, réunie à Angers le 9 novembre 1979, avait procédé à une analyse de la situation viticole de la région, compte tenu de l'application des textes, l'un relatif à l'enrichissement et l'autre aux conditions de production des vins de pays, compte tenu également de l'échéance du 31 décembre 1979 pour l'élimination des cépages autorisés temporairement. Elle avait constaté que l'encépagement des treize départements du val de Loire comporte une superficie importante consacrée aux cépages autorisés temporairement, et aux cépages autorisés : près de 40 000 hectares. Elle avait souhaité conserver le potentiel viticole actuel afin de maintenir et améliorer le revenu des petites exploitations qui vivent en partie de la vigne et sauvegarder ainsi ce tissu social. Elle avait affirmé la vocation du val de Loire à produire, en plus des vins V. Q. P. R. D., les vins de pays de cépage, caractérisés par le climat, légers, frais, bouquetés, des vins de base pour mousseux dont la qualité est reconnue sur le marché européen (production unique en Europe) et indispensable aux élaborateurs de mousseux de qualité ; elle affirmait la volonté des différentes familles viticoles d'organiser ce marché et de le développer, en particulier à l'exportation. Et, en conclusion, elle avait émis le vœu que le val de Loire bénéficie d'une aide communautaire à la rénovation du vignoble. Il lui demande si, précisément, les dernières mesures prises à Bruxelles en faveur des vignobles ne correspondent pas aux vœux exprimés par cette fédération et doivent s'appliquer aux vignobles définis plus haut.

Réponse. — Les 11 et 12 décembre 1979, le conseil des ministres de l'agriculture, réuni à Luxembourg, a adopté un ensemble de mesures se rapportant à la viticulture. En particulier, il a été décidé d'encourager la restructuration du vignoble pour l'ensemble des régions viticoles de la Communauté européenne. Des subventions pouvant atteindre 17 000 francs par hectare seront octroyées aux projets d'opérations collectives contribuant à améliorer les conditions de travail et le revenu des viticulteurs, garantissant une meilleure qualité de vins produits et accroissant l'efficacité économique ; le fonds européen d'orientation et de garantie agricole les prendra en charge à concurrence de 30 p. 100. Les pouvoirs publics estiment que le Val de Loire sera un terrain privilégié de la restructuration. Les importantes aides attribuées faciliteront l'implantation de cépages recommandés qui s'impose sur une large part du vignoble de cette région. Les vœux formulés par la fédération des syndicats de défense des vins de table et de pays du Centre-Ouest et rapportés par l'honorable parlementaire devraient ainsi être satisfaits.

Fruits et légumes (pommes de terre : Bretagne).

24453. — 7 janvier 1980. — M. Paul Chapel appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés que rencontrent actuellement les producteurs de plants de pommes de terre bretons, concernant notamment le marché de la Bintje. Après avoir recherché une amélioration sensible de la qualité des plants au point de vue sanitaire, les producteurs constatent que les cours s'effondrent d'une façon grave, alors que la région Nord du Bassin parisien et la Hollande augmentent leurs surfaces de production et contribuent donc à cette baisse ; d'autre part, cette crise atteint les capacités de trésorerie des producteurs, et les projets d'investissements en matière d'équipement et moyens de traitement et de conservation. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour améliorer les conditions de ce marché et les revenus des producteurs.

24613. — 14 janvier 1980. — M. Jean-Charles Cavallé attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des producteurs bretons de plants de pommes de terre qui voient, à nouveau, et pour la troisième année consécutive, s'effondrer le marché du plant (surtout dans la variété Bintje) et qui, pour certains d'entre eux, s'acheminent inévitablement vers de réelles difficultés de trésorerie si des actions de soutien ne sont pas prises à leur égard. La cause profonde de cette crise réside essentiellement dans une carence de la réglementation du marché au niveau de la production et au niveau des échanges. Ceci est particulièrement flagrant en ce qui concerne l'application des règles phytosanitaires par les différents pays de la Communauté. La France ouvre largement ses frontières, sans contraintes particulières (les contrôles phytosanitaires étant à peu près inexistant), alors que d'autres pays comme les Pays-Bas imposent des mesures draconiennes (quarantaine). Alors que les sélectionneurs bretons, regroupés au sein du G. O. P. E. X., ont manifesté jusque-là un certain sens de discipline en respectant les règles définies par le comité national, à l'opposé,

des opérateurs, peu scrupuleux, se mettent à la vente à des prix légèrement inférieurs au prix de retrait, accaparant à leur profit, dès le début, le marché et laissant aux autres les mesures de soutien, les indemnités des invendus. Pour l'ensemble de toutes ces raisons, le G. O. P. E. X. ne peut plus continuer à soutenir le marché du plant comme par le passé. Il en résulte actuellement, pour les producteurs, des prix de misère jamais vus depuis la création de l'organisation. Il est donc fondamental que des mesures soient rapidement prises si l'on ne veut pas assister à l'anéantissement de toute une région, en l'occurrence la Bretagne. C'est pourquoi il lui demande de lui indiquer le sens qu'il entend donner à la politique du Gouvernement en la matière afin d'enrayer cette crise qui ne s'inscrit pas, cette fois-ci, dans le cycle des hauts et des bas de la production de pommes de terre.

24649. — 14 janvier 1980. — M. François Leizour interroge M. le ministre de l'agriculture au sujet de la crise qui sévit chez les producteurs bretons de plants de pomme de terre. Il lui rappelle que les producteurs bretons ont été à l'origine de l'organisation du marché du plant de pommes de terre en France et que les graves difficultés du marché ont réduit de 10 603 en 1968 à 4 500 en 1979 le nombre de sélectionneurs. Il insiste sur le fait que le prix payé est loin de couvrir les frais et que le déficit de 12 000 francs à l'hectare de l'année précédente sera encore plus élevé cette année. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour mettre fin à la discrimination dont sont victimes les producteurs bretons, notamment pour la variété Bintje, par rapport aux gros producteurs de la région Nord-Bassin parisien et de la Hollande ; pour une organisation plus équitable du marché national et européen ; pour obtenir dans l'immédiat l'aide directe du F.O.R.M.A. à la caisse de péréquation du G.O.P.E.X.

25183. — 28 janvier 1980. — M. Le Pensec appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation désastreuse en Bretagne des producteurs de plants de pommes de terre par suite de l'effondrement des cours mais aussi d'une trésorerie déjà obérée par deux années difficiles et l'impôt spécial 1976. La persistance de cette crise ne manquerait pas d'avoir d'importantes répercussions sur le maintien de cette production dans notre région, et en conséquence à la fois sur l'emploi et le déficit de la balance commerciale. Il lui demande donc de lui préciser les mesures qu'il envisage pour établir un marché organisé et stable du plant de pommes de terre mais aussi apporter dans cette attente une aide urgente et directe du F.O.R.M.A.

Réponse. — La situation du marché des plants de pommes de terre n'a pas manqué d'appeler mon attention. Il convient de remarquer cependant que si les structures de production, notamment en Bretagne, ont subi de sensibles transformations, la réduction du nombre des producteurs (10 600 en 1968, contre 4 500 en 1978) a été plus marquée que la réduction des superficies (15 550 hectares en 1968, contre 9 850 hectares en 1978), et plus encore que la diminution des productions (203 400 tonnes en 1968 contre 137 150 en 1978). Cela correspond donc à une meilleure organisation de la production des plants qui, par l'amélioration de ses structures et de la productivité, est plus apte à répondre à l'évolution du marché de la production des pommes de terre qui, pour son compte, est passé de 470 000 hectares en 1968 à 275 000 hectares en 1978. Le ministère de l'agriculture s'est toujours associé à la recherche de solutions permettant de maintenir ce secteur important de l'économie agricole régionale. C'est ainsi que, dès 1974, des moyens importants ont été dégagés pour redresser la situation sanitaire de la production et que plus récemment une participation publique a été apportée à la création des investissements techniques réalisés à Hanvec. Le ministère de l'agriculture examine, en liaison avec les professionnels, les moyens à mettre en œuvre, à court terme, pour pallier les effets d'une conjoncture défavorable. A moyen terme, le ministère a entrepris l'étude d'un programme d'investissements, concerté avec les organisations professionnelles, qui, au titre du stockage et du conditionnement des récoltes de plants de pommes de terre, portant sur un total de 115 millions de francs, a été proposé au financement du F.E.O.G.A. dans le cadre du règlement du conseil n° 355/77 du 15 février 1977.

Enseignement agricole (enseignement supérieur et post-baccalauréat : Puy-de-Dôme).

24623. — 14 janvier 1980. — M. Paul Balmigère demande à M. le ministre de l'agriculture si une partie de la dotation supplémentaire inscrite au budget de l'agriculture pour l'enseignement agricole sera utilisée pour donner à l'Institut national de la montagne de 63-Lempdes les moyens suffisants pour accomplir la mission qui lui a été assignée.

Réponse. — L'étude des problèmes de développement de zones d'économie montagnarde ainsi que la formation des agriculteurs,

pour ces régions, des cadres et des techniciens constituent des objectifs prioritaires. Cette année, un effort particulier portera sur la subvention de fonctionnement de l'institut national de la montagne, qui sera sensiblement augmentée pour lui permettre de remplir sa mission.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

24673. — 14 janvier 1980. — M. André Rossinot attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation d'un certain nombre de personnes qui ont versé des cotisations facultatives d'assurance vieillesse antérieurement au 1^{er} juillet 1952 aux caisses de mutualité sociale agricole et qui sont bénéficiaires de rentes annuelles d'un montant dérisoire. Il lui cite, à titre d'exemple, le cas d'une personne qui a versé des cotisations facultatives du 1^{er} juillet 1930 au 31 décembre 1950, soit pendant vingt années et demie et qui ne perçoit de la caisse de mutualité sociale agricole qu'une rente annuelle d'un montant de douze francs, et cela depuis le 1^{er} janvier 1968, sans que la rente ait jamais été revalorisée depuis cette date. Ces rentes doivent, semble-t-il, faire l'objet d'un rachat par versement d'un capital; mais cela ne peut être mis en œuvre sans qu'interviennent des dispositions législatives. Il lui demande quelles mesures il a l'intention de prendre afin qu'un projet de loi permettant un tel rachat soit soumis au vote du Parlement dans les meilleurs délais.

Réponse. — L'assurance vieillesse agricole facultative, qui a été supprimée lors de l'institution du régime obligatoire d'assurance vieillesse des exploitants agricoles et membres de leur famille, fonctionnait selon le principe de la capitalisation. Ceci explique la modicité du montant des rentes non revalorisées acquises par les assurés par rapport au montant des avantages de vieillesse servis par les régimes obligatoires de sécurité sociale, dans lesquels le financement des prestations est assuré, en grande partie, par la masse des cotisations de l'ensemble des assurés. Les caisses de mutualité sociale agricole continuent à verser aux intéressés les rentes capitalisées auxquelles ils se sont ouvert des droits, à l'âge de soixante ans, grâce à leurs versements volontaires, et qui s'ajoutent aux avantages de vieillesse proprement dits qu'ils ont acquis dans le régime obligatoire dont ils relèvent. Compte tenu de l'extrême modicité des rentes d'assurance facultative et en égard à la charge disproportionnée que leur gestion impose à la mutualité sociale agricole, il est effectivement apparu opportun de procéder à un rachat desdites rentes sous la forme d'un versement forfaitaire unique à chaque assuré qui se verrait ainsi attribuer un capital représentant selon les cas de trente-neuf à cinquante-cinq fois environ le montant annuel initial de sa rente. Une telle réforme ne pouvant être réalisée que par voie législative, un projet de loi dans ce sens sera prochainement soumis à l'approbation du Parlement.

Produits agricoles et alimentaires (betteraves).

25838. — 11 février 1980. — M. Didier Julia appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le problème des quotas imposés aux agriculteurs planteurs de betteraves. Il lui fait observer que tout laisse à penser que les besoins mondiaux en sucre seront supérieurs aux productions à attendre au cours des prochaines années. C'est pourquoi les propositions de la commission, pour le régime 1980-1985, apparaissent marquées d'irréalisme puisqu'elles tendent à réduire la production communautaire, au moment où le marché du sucre nécessite au contraire un accroissement des livraisons. Il est en effet surprenant de poursuivre une politique de limitation des quotas, alors que la production mondiale s'élevant à 87 millions de tonnes est insuffisante pour satisfaire une consommation de 91 millions de tonnes. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas logique de réviser cette notion des quotas, qui ne paraît plus reposer sur des réalités, et s'il n'estime pas, à tout le moins, qu'à défaut d'un régime de liberté un système de quotas n'est concevable dans la C.E.E. que si les références de production totale sont prises pour base pour l'établissement des quotas.

Réponse. — L'organisation commune de marché du sucre qui aurait la préférence de la France serait fondée sur un quantum communautaire de production. Un tel système permet en effet une répartition parfaitement équitable des charges liées au soutien du marché du sucre entre tous les planteurs, les transformateurs et les Etats membres de la C.E.E. Dans l'hypothèse où la plupart des ministres de la Communauté préféreraient un système de quotas, conformément au souhait de la confédération internationale des betteraviers européens, les quotas devraient, selon la position française, être calculés sur la base des références de production réelles, incluant les quotas A, B et C de façon à respecter le principe de la spécialisation régionale des productions et à tenir compte du dynamisme manifesté par les planteurs et les sucreries au cours des cinq dernières années.

ANCIENS COMBATTANTS

Anciens combattants (revendications).

20763. — 29 septembre 1979. — M. Gérard Houter rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants le mécontentement que la réunion plénière de la commission tripartite a provoqué dans le monde combattant, le 27 juin 1979. Déterminée dans sa lutte pour l'aboutissement de ses revendications essentielles, l'union nationale des A. C. V. G. demande instamment que reprennent les contacts nécessaires pour: parvenir, sur le plan du « rapport constant » à des conclusions et à des décisions d'ordre pratique; contribuer à dissiper totalement et définitivement les craintes relatives aux pensions d'invalidité; obtenir dans le cadre de la loi de finances 1980 des améliorations sérieuses. En conséquence, il souhaite savoir, pour répondre en particulier aux A. C. V. G. de l'union fédérale de la Haute-Garonne, dans quelle mesure ce programme revendicatif sera satisfait.

Réponse. — 1^o La commission tripartite, composée de parlementaires, de représentants d'anciens combattants et de fonctionnaires, a repris ses travaux le 27 novembre 1979. Elle a pour tâche d'étudier les conditions d'application du « rapport constant » entre les pensions militaires d'invalidité et les rémunérations de la fonction publique en comparant dans leur globalité les avantages respectifs dont ont bénéficié pensionnés et fonctionnaires. Les travaux préliminaires ayant fait l'objet d'un rapport au Gouvernement, de francs échanges de vues ont permis de préciser la position de chacune des parties. Le secrétaire d'Etat a, pour écarter toute équivoque sur un point qui suscitait l'inquiétude du monde combattant, rappelé notamment que le Gouvernement ne prend pas en compte dans l'étude du rapport constant la fiscalisation et les cotisations sociales auxquelles les fonctionnaires sont soumis. La poursuite de cette concertation a été décidée. Un groupe de travail de neuf membres (trois parlementaires, trois associations et trois fonctionnaires) s'est déjà réuni deux fois en vue de faire tenir son rapport à la commission le 6 mars 1980. 2^o Le souci exprimé par l'honorable parlementaire rejoint certaines rumeurs qui se sont développées ces derniers mois selon lesquelles la législation applicable aux anciens combattants et aux victimes de guerre pourrait être remise en cause. A de multiples reprises, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, soit par lettres adressées aux présidents des associations, soit en répondant aux questions écrites et orales des parlementaires, a apporté les démentis les plus formels aux allégations de cet ordre; son budget pour 1980, qui ne comporte aucune mesure portant atteinte à l'exercice du droit à pension militaire d'invalidité, en témoigne. Il confirme une nouvelle fois toutes les assurances que: a) le principe d'une quelconque modification en ce domaine ne pourrait être proposé au législateur sans le consensus préalable des associations; b) après avoir constaté divers excès dans le domaine des pensions, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants a fait part de sa manière de voir aux nombreux présidents d'associations qu'il a reçus; il leur a confirmé l'assurance qu'une large concertation précéderait, le cas échéant, l'adoption de dispositions devant permettre d'y mettre fin et de les éviter dans l'avenir. 3^o La loi de finances pour 1980 (n^o 80-30 du 18 janvier 1980) contient, en ses articles 90 et 92, les mesures nouvelles suivantes en faveur des anciens combattants et des victimes de guerre: le relèvement de 30 à 50 points du taux des allocations et majorations spéciales allouées aux aveugles de guerre et de la Résistance; la majoration de 10 points de l'allocation servie aux veuves des grands invalides, bénéficiaires de l'allocation spéciale 5 bis b; l'abaissement de cinquante-cinq à quarante ans de l'âge auquel la pension de veuve est portée à l'indice 500, sans conditions de ressources. D'autre part, l'article 21 de la loi de finances rectificative pour 1979 (n^o 79-1109 du 21 décembre 1979) prévoit le relèvement des indices des pensions d'ascendants, à compter du 1^{er} janvier 1980 (taux plein: 3 points, demi-taux: un demi-point). Enfin, le Gouvernement a accepté le principe d'un nouveau relèvement du plafond des rentes mutualistes d'anciens combattants majorables par l'Etat, qui sera porté de 2 500 francs à 2 750 francs en 1980.

Anciens combattants et victimes de guerre

(politique en faveur des anciens combattants et victimes de guerre).

22573. — 18 novembre 1979. — M. Henri Darras appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les légitimes revendications des anciens combattants, des victimes de guerre et déportés. De nombreuses questions sont encore à régler telles: l'application du rapport constant, la réversion des pensions aux veuves à l'âge de soixante ans; et dans le domaine social: l'octroi de bonification pour les veuves ayant élevé seules leurs enfants, l'exonération du ticket modérateur aux veuves, une prise en charge plus importante des soins nécessaires aux déportés, aux anciens combattants (cures thermales, séjours en maisons de repos); le forfait actuel étant insuffisant, la prise en compte dans le calcul

des annuités de retraite des arrêts prolongés pour soins. Est-il besoin de rappeler que les anciens combattants, les victimes de guerre, et les déportés attendent depuis trop longtemps que satisfaction leur soit donnée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la reconnaissance de leurs droits propres et ceux de leurs familles.

Réponse. — 1° La commission tripartite, composée de parlementaires, de représentants d'anciens combattants et de fonctionnaires, a repris ses travaux le 27 novembre 1979. Elle a pour tâche d'étudier les conditions d'application du « rapport constant » entre les pensions militaires d'invalidité et les rémunérations de la fonction publique en comparant dans leur globalité les avantages respectifs dont ont bénéficié pensionnés de guerre et fonctionnaires. Les travaux préliminaires ayant fait l'objet d'un rapport au Gouvernement, de francs échanges de vues ont permis de préciser la position de chacune des parties. Le secrétaire d'Etat a, pour écarter toute équivoque sur un point qui suscitait l'inquiétude du monde combattant, rappelé notamment que le Gouvernement ne prend pas en compte dans l'étude du rapport constant la fiscalisation et les cotisations sociales auxquelles les fonctionnaires sont soumis. La poursuite de cette concertation a été décidée. Un groupe de travail de neuf membres (trois parlementaires, trois associations et trois fonctionnaires) s'est déjà réuni deux fois, en vue de faire tenir son rapport à la commission le 6 mars 1980; 2° en ce qui concerne les pensions de veuves servies au titre du code des pensions militaires d'invalidité: a) les pensions de veuves de guerre ne sont pas des pensions de réversion mais représentent l'indemnisation directe, objective et forfaitaire par l'Etat du dommage subi du fait du décès de l'époux imputable par preuve ou par présomption à un fait du service militaire ou de la guerre; b) si la question posée concerne la pension de veuve au taux qualifié « de réversion » (indice 307), il est rappelé que celui-ci est accordé sans condition d'âge aux veuves de militaires décédés en possession de droits à pension d'invalidité d'un taux compris entre 60 et 80 p. 100 pour des infirmités sans relation médicale avec l'affection ayant entraîné le décès; c) pour les veuves de guerre âgées de soixante ans (ou plus jeunes si elles sont infirmes ou atteintes d'une maladie incurable entraînant une incapacité permanente de travail), la pension est portée au taux exceptionnel (indice 614), à la condition que les intéressés ne soient pas imposables sur le revenu. L'indice de la pension est porté à 500 sous certaines conditions, lorsque la veuve atteint quarante ans (art. 92 de la loi de finances pour 1980) et à 614 sans condition pour les veuves de déportés morts dans les camps (art. 97 de la loi de finances pour 1979); 3° dans le domaine social, les veuves de guerre qui ont élevé plusieurs enfants ont bénéficié de suppléments familiaux pour enfants à charge majorant leur pension de veuve, cumulables avec les prestations familiales. En ce qui concerne leur retraite professionnelle: a) pour les femmes fonctionnaires, le total des services retenus pour le calcul de la retraite peut atteindre le maximum de quatre ans annuités du fait de la bonification d'un an par enfant (art. L. 12 b du code des pensions civiles et militaires de retraite). D'autre part, ce même code (art. L. 18) prévoit un avantage supplémentaire de pension à caractère familial consistant à majorer de 10 p. 100 la pension des fonctionnaires ayant élevé trois enfants et de 5 p. 100 supplémentaires par enfant au-delà du troisième; b) pour les femmes salariées relevant du secteur privé, une bonification de deux années par enfant est accordée pour le calcul de leur pension de vieillesse, dans la limite du maximum de durée d'assurance de trente-sept ans et demi; 4° l'exonération du « ticket modérateur » est accordée aux pensionnés de guerre pour le traitement de leurs affections non couvertes par la législation des « soins gratuits » (art. L. 383 du code de la sécurité sociale). Les veuves de guerre bénéficient, en qualité d'ayant cause d'une victime de guerre, des avantages prévus pour tous les ressortissants de la sécurité sociale (exonération du ticket modérateur pour soigner des affections dont la liste est fixée par décret ou dont la thérapeutique est particulièrement prolongée et coûteuse); 5° les invalides pensionnés au titre du code des pensions militaires d'invalidité ayant la qualité de militaire ou d'ancien militaire (anciens combattants, déportés résistants, notamment) peuvent suivre les cures organisées par le ministère de la défense (cures dites « militaires ») au titre de l'article L. 115 du code précité (soins gratuits). Ils n'ont aucune avance à faire pour l'hébergement, la nourriture, le traitement thermal et la surveillance. Ceux d'entre eux qui préfèrent effectuer les cures dites « civiles » organisées par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants, et les victimes civiles de la guerre (déportés politiques, par exemple), qui ont droit à ces mêmes cures, utilisent leur carnet de soins pour honorer le médecin choisi par eux pour surveiller le traitement thermal. D'autre part, ils obtiennent le remboursement des frais de cure et de voyage, ainsi que le versement, sans condition de ressources, d'une indemnité forfaitaire de subsistance égale à la participation maximale des caisses de sécurité sociale aux frais d'hébergement des curistes assurés sociaux (484 francs pour l'année 1979). Ces dispositions paraissent de nature à donner satisfaction à l'honorable

parlementaire; 6° les dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ouvrent la possibilité aux pensionnés militaires d'invalidité, titulaires de l'indemnité de soins aux tuberculeux, d'adhérer à l'assurance volontaire vieillesse gérée par le régime général de la sécurité sociale et de racheter, dans ce régime, les périodes pendant lesquelles ils ont été astreints à cesser toute activité salariée pour percevoir cette indemnité. L'extension de dispositions analogues aux invalides de guerre que leurs affections pensionnées ont conduit à interrompre leur activité professionnelle pendant une période n'ayant pas donné lieu à cotisation ne pourrait être étudiée qu'à la lumière d'exemples précis en fonction de la législation très complète mise en œuvre par le ministre de la santé et de la sécurité sociale.

*Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
(pensions de veuves de guerre).*

22647. — 21 novembre 1979. — M. Pierre Prouvost attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la différence de régime existant entre les veuves de déportés morts au cours de leur déportation et les veuves de disparus au cours de la guerre 1939-1945. Les premières bénéficient de la pension des veuves au taux exceptionnel, sans condition d'âge, d'invalidité, ni de ressources, alors que les secondes ne bénéficient que de l'attribution de la pension à l'indice 500, sans condition de ressources, dès l'âge de cinquante-cinq ans. Sans méconnaître que pour les veuves de déportés s'est ajouté, à la douleur de perdre un mari, l'horreur des conditions dans lesquelles il a péri, il n'en reste pas moins que cette discrimination entre veuves ayant perdu un mari au service de la France, semble indiquer que le Gouvernement institue une échelle de valeurs dans les sacrifices consentis. Or, les difficultés quotidiennes des veuves, qu'elles le soient au titre de la déportation ou de la guerre 1939-1945, sont les mêmes et le Gouvernement s'honorerait de les aider dans les mêmes conditions. C'est pourquoi, il lui demande d'admettre les veuves de disparus au cours de la guerre 1939-1945 au bénéfice de la pension de veuve au taux exceptionnel, sans condition d'âge, d'invalidité, ni de ressources.

Réponse. — La situation des veuves de guerre est au premier rang des préoccupations du secrétaire d'Etat. Les mesures prises au fil des années qui figurent dans la liste en annexe en témoignent. Toutes ont un caractère catégoriel en vue de l'amélioration de la situation des veuves ayant eu à faire face à des circonstances particulièrement douloureuses, à l'exception du relèvement indiciaire général prévu au budget de 1979. Ce caractère catégoriel ne doit pas être qualifié pour autant de discriminatoire: son but est de mieux adapter la législation à des situations distinctes toutes également dignes d'intérêt, tout en tenant compte des possibilités budgétaires du moment. Cette année, l'abaissement de cinquante-cinq à quarante ans de l'âge auquel la pension de veuve peut être calculée sur l'indice 500 (mesure n° 11 de la liste en annexe) paraît présenter l'impact général souhaité par l'honorable parlementaire.

ANNEXE

Veuves de guerre :

- 1° Majoration de l'allocation aux veuves des plus grands invalides (budget 1973) ;
- 2° Création d'une allocation pour les veuves des grands invalides (budget 1973) ;
- 3° Pensions des veuves de guerre portées à l'indice 500 à soixante ans (budget 1974), à cinquante-cinq ans (budget 1978), sous certaines conditions ;
- 4° Suppression de la condition d'âge imposée aux veuves visées en 1° et 2° pour bénéficier de ces allocations (budget 1977) ;
- 5° Attribution d'une majoration de pension de 170 points aux veuves de guerre ayant la qualité d'ascendante (budget 1977) ;
- 6° Versement du supplément familial à la personne qui a la charge effective et permanente des enfants d'une veuve de guerre (art. 17 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978) ;
- 7° Relèvement indiciaire de 2, 3, 4 points selon le taux de la pension de veuve (réversion, normal ou exceptionnel) (budget 1979) ;
- 8° Majoration de 20 points de l'allocation spéciale aux veuves des plus grands invalides (budget 1979) ;
- 9° Suppression des conditions d'âge, d'invalidité et de ressources pour permettre aux veuves de déportés morts en déportation de percevoir leur pension au taux exceptionnel (budget 1979) ;
- 10° 10 points de pension supplémentaires aux veuves des grands invalides bénéficiaires de l'allocation spéciale 5 bis b (budget 1980) ;
- 11° Abaissement de cinquante-cinq à quarante ans de l'âge auquel la pension de veuve peut être calculée sur l'indice 500, sous certaines conditions (budget 1980).

*Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
(pensions de veuves de guerre).*

25023. — 28 janvier 1980. — M. Didier Barlanl demande à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants de lui faire connaître les raisons qui s'opposent à l'unification des droits accessoires des pensions des veuves de la guerre 1914-1918 et ceux des veuves de la guerre 1939-1945 en ce qui concerne plus particulièrement les avantages accordés en matière de transport. Il est en effet incontestable que cette discrimination est ressentie comme une injustice flagrante par les veuves de la guerre 1939-1945 qui considèrent avec juste raison que les officiers, sous-officiers et soldats tués au combat ou décédés des suites de leurs blessures au cours des deux conflits mondiaux ont fait le sacrifice de leurs vies dans le même esprit d'abnégation pour la défense de la patrie et qu'ainsi la reconnaissance de la nation devrait se concrétiser par des droits identiques pour toutes. De plus, trente-cinq années se sont maintenant écoulées depuis l'armistice du 8 mai 1945 et il serait semblait-il souhaitable, dans un souci d'équité, de mettre fin à l'inégalité des droits actuels des ayants cause de tous les anciens combattants, déportés et résistants.

Réponse. — Les réductions de tarifs de transport ne relèvent pas de la compétence d'attribution du secrétaire d'Etat aux anciens combattants mais sont décidées par les collectivités locales en fonction de leurs possibilités financières et de la solidarité nationale qui s'exerce en faveur des Français les plus démunis et, par conséquent, les plus âgés. Quant aux droits des veuves de guerre dans le code des pensions militaires d'invalidité, il n'existe de distinction qu'en fonction des conditions du décès de l'époux, ou de l'âge et des ressources des intéressés. Les pensions d'orphelins sont régies par les mêmes règles. En ce qui concerne les ascendants, l'attribution de la pension à laquelle ils peuvent prétendre du chef d'un ou plusieurs enfants victimes de guerre n'est subordonnée qu'à des conditions d'âge et de ressources, en raison du caractère alimentaire de cette pension. Pour 1980, le Gouvernement a proposé et le parlement a adopté les mesures suivantes en faveur des veuves et des ascendants : 1° L'article 92 de la loi de finances pour 1980 (n° 80-30 du 18 janvier 1980) prévoit une majoration de dix points de l'allocation servie aux veuves des plus grands invalides, bénéficiaires de l'allocation spéciale 5 bis b et l'abaissement de cinquante-cinq à quarante ans de l'âge auquel la pension de veuve est portée à l'indice 500, sans condition de ressources. 2° L'article 21 de la loi de finances rectificative pour 1979 (n° 79-1102 du 21 décembre 1979) relève les indices des pensions d'ascendants (taux plein ; trois points, demi-taux ; demi point).

BUDGET

Monnaie (transport de fonds à l'étranger).

19350. — 11 août 1979. — M. Jacques Lavédrine indique à M. le ministre du budget que, d'après des informations non démenties parues dans la presse (*Le Canard enchaîné*, *Le Monde*, notamment), il aurait récemment accepté une « transaction » entre l'administration des douanes et un agent de la chambre syndicale des industries sidérurgiques qui transportait illégalement à l'étranger des fonds appartenant à cette organisation patronale. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° si les informations ainsi publiées sont exactes et, dans ce cas, quel était le montant des fonds transportés illégalement ; quelles sont, dans ce même cas et compte tenu de cette somme, les sanctions pénales prévues par les textes en vigueur (minimum et maximum) et quel a été le montant de la transaction ainsi que les motifs pour lesquels a été acceptée une transaction au lieu et place des poursuites pénales ; 2° quel a été, en 1975, 1976, 1977 et 1978, le nombre de faits analogues relevés par la direction des douanes, le nombre étant réparti suivant les catégories ci-après : moins de 50 000 francs, de 50 000 à 100 000 francs, de 100 000 à 500 000 francs, de 500 000 à 1 million de francs, de 1 million de francs à 5 millions de francs et au-delà de 5 millions de francs ; 3° quel a été le nombre de transactions accordées pendant la même période que celle visée au 2° ci-dessus, sur quelles sommes elles ont porté (selon la même répartition qu'au 2° ci-dessus), combien de poursuites ont été engagées devant la justice (avec la même répartition qu'au 2°) et quelles sanctions pénales ont été infligées dans chaque catégorie de poursuite et de fonds transportés (répartition du 2°).

Réponse. — 1° En raison des dispositions de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale, ainsi que de l'article 59 bis du code des douanes et de l'article 378 du code pénal, relatifs au secret professionnel, il n'est pas possible de fournir à l'honorable parlementaire toutes les précisions demandées. Mais il lui est confirmé que les infractions à la réglementation des changes, quelles qu'elles soient, sont recherchées et sanctionnées avec la plus grande fermeté, à moins qu'elles ne présentent un caractère

formel. Elles se soldent par des pénalités juridictionnelles ou transactionnelles très lourdes auxquelles s'ajoute, le cas échéant, la confiscation des sommes en cause. Les pouvoirs publics n'ont aucunement l'intention de modifier leur attitude à cet égard, y compris dans l'affaire signalée par l'honorable parlementaire ; 2° les statistiques disponibles ne permettent pas d'isoler les affaires correspondant aux critères retenus dans la question écrite. Il est cependant possible d'indiquer les résultats globaux obtenus par la direction générale des douanes et des droits indirects dans le domaine du contrôle des relations financières avec l'étranger : 1 156 infractions ont été signifiées à ce titre en 1975 ; 1 359 en 1976 ; 2 500 en 1977 et 2 300 en 1978 ; 3° il est précisé que, lorsque la justice est saisie, le droit de transaction ne s'exerce qu'avec l'accord du parquet ; lorsque la justice n'est pas saisie et lorsque les affaires portent sur des sommes supérieures à un million de francs, le droit de transaction ne s'exerce qu'après avis du comité du contentieux fiscal douanier et des changes, institué par la loi du 29 décembre 1977 et composé de magistrats de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes.

Impôts (administration [fonctionnement]).

20145. — 22 septembre 1979. — M. Claude Martin expose à M. le ministre du budget que les services des contributions directes, dans leur immense majorité, demandent systématiquement aux propriétaires, gérants ou syndics d'immeubles, l'identité des copropriétaires, afin de leur permettre de procéder à une vérification des contribuables au titre de la contribution foncière. Or, dans l'hypothèse où il y a eu mutation, le service du cadastre est nécessairement informé par l'intermédiaire des notaires chargés de la réitération de la vente par acte authentique et il est difficilement admissible que des agents du fisc ne puissent obtenir, dans certains cas, des renseignements auprès d'une autre administration fiscale et soient obligés de demander ces renseignements auprès de personnes privées. Si la position de l'administration fiscale peut se concevoir lorsque les renseignements demandés concernent des locataires, pour la détermination de la taxe d'habitation, il n'en est pas de même en ce qui concerne la taxe foncière. C'est pourquoi M. Claude Martin demande à M. le ministre du budget que toutes dispositions soient prises pour que le cloisonnement administratif relevé soit supprimé et que les renseignements relatifs à l'identité des propriétaires soient signalés directement, en cas de mutation, par le service du cadastre au service de l'administration fiscale chargé du recouvrement de la taxe foncière.

Réponse. — Il est exact que l'administration des impôts dispose des informations relatives aux cessions des immeubles soumises à publicité par l'intermédiaire des conservations des hypothèques où ont été effectuées les formalités de publication au fichier immobilier. Néanmoins, des difficultés se sont présentées, notamment à Paris, à la suite de l'exploitation, à compter du 1^{er} janvier 1974, de la nouvelle documentation cadastrale relative aux propriétés bâties, constituée à partir des déclarations souscrites par les propriétaires. En particulier, les numéros des lots des copropriétés n'avaient pas été pris en compte ; il était donc difficile de faire les rapprochements nécessaires entre les locaux déclarés et les informations en provenance des conservations des hypothèques lors de mutations ultérieures de ces locaux. Dans le seul souci d'éviter des erreurs d'imposition préjudiciables aussi bien à l'administration qu'aux contribuables qui en subissent les conséquences, les services des impôts sont assez souvent conduits à demander aux propriétaires ou à leurs représentants les renseignements qui leur font défaut. En 1978, l'administration a lancé une opération d'incorporation de ces numéros de lots dans les fichiers du cadastre qui devrait se terminer fin 1980-début 1981. L'identification précise des locaux que permettra cette amélioration de l'information cadastrale doit éviter à l'avvenir de continuer à questionner les propriétaires ou leurs représentants en vue de l'établissement des rôles de la taxe foncière.

Administration (documents administratifs).

20469. — 3 octobre 1979 et 22551. — 18 novembre 1979. — M. Gérard Bapt attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation particulièrement anormale dans laquelle se trouve un litige qui oppose la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.) de Gascogne-Haut-Languedoc, à Toulouse, à un particulier, M. J. P... En effet, il semblerait que la direction des services fiscaux de la Haute-Garonne refuse de communiquer à la justice (cour d'appel de Toulouse) des documents administratifs nécessaires à la détermination de son jugement. Il ajoute que M. J. P... a eu personnellement connaissance de ces documents ; le premier établi par un inspecteur des impôts à Pamiers (1972) qui donne avis défavorable à la volonté de la S.A.F.E.R. « concernant la rétrocession d'une partie de sa propriété de Roques-le-Vieux, à Pamiers, en parcelles loties » ; la deuxième établi par le commissaire du Gouvernement, en date du

13 décembre 1972. Par ailleurs, il lui précise que cette affaire a également fait l'objet en date du 21 janvier 1973, de deux rapports référencés P 30019 et 30020, vraisemblablement établis par le commissaire du Gouvernement. La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 « portant diverses mesures d'amélioration des relations de l'administration avec le public » confirme l'obligation qui est faite aux commissaires du Gouvernement de communiquer leur avis. Bien que les S. A. F. E. R., sociétés de droit privé, soient exclues du champ d'application de cette loi, les avis des commissaires du Gouvernement sont des actes administratifs détachables des décisions des S. A. F. E. R., et donc doivent être communiqués à qui en fait la demande. Il est difficilement admissible, si le fait est exact, qu'une administration puisse refuser de communiquer des documents qui permettraient à la justice d'exercer son action sans entraves. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que ces documents soient retrouvés, d'une part, et soient communiqués à la justice, d'autre part.

Réponse. — Il a été répondu directement à l'honorable parlementaire.

Impôts : vérifications fiscales.

20904. — 10 octobre 1979. — M. Gérard Longuet demande à M. le ministre du budget de préciser si les dispositions de l'article 2008 du code général des impôts peuvent être opposées à un procureur de la République qui demande communication d'un rapport de vérification fiscale concernant un contribuable exerçant une profession réglementée faisant l'objet d'une surveillance particulière du parquet : notaire, syndic, huissier, etc.

Réponse. — Les agents des impôts sont astreints au secret professionnel en vertu des dispositions de l'article 378 du code pénal et ne peuvent, en conséquence, communiquer les renseignements se trouvant en leur possession à d'autres personnes que le contribuable concerné par ces derniers, en dehors des dérogations expressément et limitativement définies par la loi. L'une de ces exceptions est édictée par l'article 40, deuxième alinéa, du code de procédure pénale qui dispose précisément que tout fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. Sous le bénéfice de ces observations, il ne pourrait être répondu avec davantage de précision à l'honorable parlementaire que si, par l'indication des nom et adresse de la personne concernée, l'administration était mise en mesure de faire procéder à une enquête.

Boissons et alcools (débits de boissons).

22054. — 7 novembre 1979. — M. Marc Lauriol rappelle à M. le ministre du budget qu'il lui a posé le 27 juin 1979 une question n° 17924 relative à l'aménagement diversifié d'établissements titulaires d'une licence de vente de boissons à consommer sur place. La réponse a fait état de diverses jurisprudences selon lesquelles l'exploitation d'une seule licence dans un établissement comportant des salles de consommation aménagées en fonction d'une activité qui diffère suivant le moment de la journée et les motivations de la clientèle constituait l'ouverture de débits de boissons illicites. Depuis cette réponse, la cour d'appel de Nancy a relaxé divers exploitants ayant aménagé différentes salles de leurs commerces en fonction d'une activité différenciée, bien que les mêmes boissons soient vendues dans tout l'établissement, les prix variant d'une salle à l'autre, et a estimé que la perception d'un prix d'une consommation à l'entrée de la salle affectée à la discothèque n'était qu'une mesure d'administration interne et ne saurait établir à elle seule l'existence de deux débits distincts, qu'en tout état de cause un aménagement ainsi diversifié soit-il n'enlevait pas à l'établissement son caractère d'unicité. Il lui demande, si compte tenu de cet arrêt qui n'a pas fait l'objet d'un pourvoi en cassation et qui constitue une nouvelle jurisprudence en opposition à la précédente, l'administration adoptera une position différente de celle qui a fait l'objet de la réponse à la question précitée.

Réponse. — La question de savoir si l'adjonction d'un point de vente de boissons à consommer sur place à un débit de même nature préexistant et l'exploitation de l'ensemble sous le couvert de la licence afférente à ce dernier débit, présentent un caractère illicite au regard des réglementations fiscale et administrative, est essentiellement une question de fait. Elle nécessite chaque fois un examen approfondi des circonstances de l'espèce. Dans ces conditions, le ministre du budget estime que les deux arrêts de relaxe rendus par la cour d'appel de Nancy en février 1979, arrêts qui ne sont d'ailleurs pas définitifs à l'égard de l'administration fiscale, constituent des décisions d'espèce qui ne remettent pas en cause la jurisprudence antérieure.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : successions et libéralités).

22240. — 10 novembre 1979. — M. Albert Llogier rappelle à M. le ministre du budget que les droits de succession entre époux sont soumis à des taux qui sont paradoxalement inchangés depuis plusieurs années alors que la forte inflation qui sévit actuellement rendrait particulièrement équitable le relèvement des bases d'imposition. Il lui rappelle également qu'en réponse à une question écrite d'un sénateur (Question écrite n° 28805, *Journal officiel*, Débats Sénat n° 14, du 29 mars 1979), il était jugé prématuré de déposer un projet de loi modifiant le régime actuel de droits de succession avant qu'un débat relatif à l'étude d'un prélèvement sur les fortunes n'ait eu lieu. Il lui demande que ce débat ne soit pas un prétexte à différer l'actualisation qui s'impose des normes de détermination des droits de succession et de prendre au besoin à ce sujet les mesures adéquates lors de l'élaboration d'une prochaine loi de finances rectificative.

Réponse. — Conformément à l'engagement pris par le Gouvernement, une commission d'étude d'un prélèvement éventuel sur les grosses fortunes, composée de MM. Ventejol, Blot et Meraud, a été créée en juillet 1978 et a remis son rapport au Gouvernement le 30 décembre 1978. Ce rapport a été transmis les premiers jours de janvier 1979 aux présidents des deux Assemblées, puis à tous les membres de chacune des commissions des finances. Aussi bien, sans prétendre traiter cette question dans son ensemble, le Gouvernement a décidé, dans le cadre de l'effort de solidarité demandé aux Français, de reprendre certaines propositions figurant dans le rapport précité ou s'en inspirant. Ainsi lors de la discussion de la loi de finances pour 1980, de nombreux parlementaires ont déjà pu prendre position sur l'ensemble des problèmes posés par l'imposition des patrimoines. Cela dit, le Gouvernement demeure bien entendu disposé à participer à un débat général sur la question traitée par le rapport à tout moment qui sera jugé convenable par l'une ou l'autre Assemblée et par les commissions des finances. Le remodelage et, le cas échéant, le relèvement de certaines limites applicables en matière de droits de succession pourraient être évoqués à cette occasion.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

22766. — 22 novembre 1979. — M. Emile Jourdan attire l'attention de M. le ministre du budget sur les discriminations exercées à l'égard des retraités dans le calcul de la redevance télévision. Certains services de la redevance radio et télévision en effet établissent celle-ci sur la base du quatrième trimestre de leur pension multiplié par quatre pour obtenir la somme totale de leurs revenus annuels. Cette méthode utilisée ne reflète pas la réalité chiffrée de leur pension de retraite. Elle peut dans certains cas les favoriser et dans d'autres, les pénaliser, en les privant ainsi de l'exemption de la redevance. En conséquence, il lui demande si ces méthodes correspondent à une interprétation correcte des textes et quelles mesures il compte prendre pour que cessent ces discriminations qui ne frappent pas les autres utilisateurs de la télévision.

Réponse. — Aux termes de l'article 16 du décret n° 60-1464 du 29 décembre 1960 modifié, sont, notamment, exonérées de la redevance télévision, les personnes âgées d'au moins soixante-cinq ans ou d'au moins soixante ans en cas d'invalidité au travail — à condition qu'elles vivent seules ou avec leur conjoint ou avec une personne ayant qualité pour être exonérée — qui sont bénéficiaires d'une pension ou rente de la sécurité sociale ou d'une pension de retraite, lorsque le montant de leurs ressources ne dépasse pas les plafonds fixés par la réglementation pour avoir droit à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Il est précisé à l'honorable parlementaire que, lors de l'examen des demandes d'exemption de la taxe, les conditions de ressources susvisées sont appréciées au moment où la redevance est due, c'est-à-dire en tenant compte des revenus du trimestre précédant la date d'échéance rapportés à l'année pleine. Les ressources ainsi déterminées ne tenant pas compte des revalorisations qui interviendraient en cours d'année, ce calcul conduit à les fixer à un niveau inférieur à celui qu'elles atteindraient réellement pour l'année d'usage du récepteur au titre de laquelle la redevance est perçue. Compte tenu des dispositions de l'article 8 du décret précité du 29 décembre 1960 aux termes desquelles la redevance télévision doit être acquittée « annuellement et d'avance, en une seule fois et pour une année entière », la méthode de calcul retenue — qui est appliquée sans discrimination par l'ensemble des centres de la redevance — est en définitive de nature à avantager, dans tous les cas, les personnes âgées sur lesquelles l'attention a été appelée.

Impôts locaux (taxe professionnelle : Nord).

22772. — 22 novembre 1979. — M. Emile Roger attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation de certaines petites entreprises qui ont vu le montant de leur taxe professionnelle pour 1978 majoré dans des proportions effarantes et inexplicables. C'est

ainsi que dans sa propre localité, alors que le taux de prélèvement n'a été augmenté que de 3,5 p. 100, certaines entreprises ont eu des majorations de 400 p. 100 et pour l'une d'elles de 1 000 p. 100. Cette situation proprement scandaleuse met en cause l'existence même de ces établissements. Dans une région où le taux de chômage est un des plus élevés, ce serait un nouveau mauvais coup porté à l'arrondissement de Douai. C'est pourquoi il lui demande : de donner des instructions afin que des dégrèvements importants soient accordés à ces entreprises ; s'il compte mettre un terme, au plus vite, à une situation qui ne peut plus durer en ce qui concerne la taxe professionnelle et vuc ce qu'il convient d'appeler des communes de complaisance comme pour les pavillons maritimes. C'est ainsi que des entreprises de travaux publics éisent des domiciles fictifs afin d'échapper aux fantaisies de la taxe professionnelle.

Réponse. — Certaines cotisations de taxe professionnelle ont connu des majorations importantes en 1979 par rapport à 1978. Ce phénomène, qui a concerné un nombre limité de contribuables, est dû à l'effet conjugué de la hausse des budgets locaux et des mesures prévues par les lois des 3 janvier et 14 mai 1979 pour mieux adapter les cotisations à la capacité contributive des redevables. Il convient, à cet égard, de préciser que les majorations les plus importantes concernent les entreprises dont la cotisation de taxe professionnelle a été plafonnée sur la base de la patente de 1975 et dont l'activité s'est fortement développée depuis cette date. Ces entreprises se trouvaient dans une situation plus favorable que les entreprises non plafonnées en 1976 ou créées depuis lors. Les mesures intervenues, conformes à l'équité, ont donc eu pour objet de rétablir des conditions de concurrence normales. Cela dit, pour remédier aux difficultés dues à cette hausse très forte de certaines cotisations, le dispositif suivant a été mis en place ; les redevables dont la cotisation a augmenté dans des proportions importantes (doublement ou davantage) ou qui connaissent des difficultés de trésorerie liées à la situation de leur entreprise ont bénéficié, sur simple demande, de délais de paiement avec remise de majorations. Les entreprises qui ont subi une très forte majoration et dont l'activité s'est ralentie après une période d'expansion ou qui ont à faire face à des difficultés financières graves, ont obtenu, ou obtiendront, sur simple demande, des dégrèvements définitifs. En outre, pour compléter ces mesures, il a été décidé de renforcer l'efficacité du plafonnement fondé sur la valeur ajoutée institué par la loi du 3 janvier 1979. Ce dispositif, qui s'applique à toutes les entreprises, anciennes ou nouvelles, plafonnées ou non en 1976, constitue en effet une garantie fondée sur un critère économique et n'introduit aucune discrimination entre les entreprises. Le nouveau plafonnement, qui avait été fixé par la loi du 3 janvier 1979 à 8 p. 100 de la valeur ajoutée a ainsi été abaissé à 6 p. 100, cette disposition s'appliquant dès 1979. Le coût de ces mesures qui vont dans le sens des préoccupations des honorables parlementaires incombe pour une large part à l'Etat. En effet, la

cotisation nationale n'en couvre qu'une partie. Ainsi, au titre du plafonnement, la charge nette pour l'Etat a été de 1 300 000 francs pour chacune des années 1976 et 1977, 2 200 000 francs en 1978 et de 1 700 000 francs pour 1979. Pour cette dernière année, les prévisions actuelles permettent de dégager un coût de 940 000 000 francs au titre du seul plafonnement fondé sur la valeur ajoutée. Enfin, la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale comporte plusieurs dispositions relatives, notamment, au vote direct des taux des impôts locaux, et à la réforme des bases de la taxe professionnelle qui paraissent de nature à atténuer la portée des difficultés actuelles.

Rapatriés (indemnisation).

22892. — 28 novembre 1979. — M. Michel Debré rappelle à M. le ministre du budget les engagements pris pour assurer un dédommagement aux fermiers réunionnais de la Sakay ; lui signale que les versements du Gouvernement de Madagascar étant uniquement utilisés pour le remboursement à l'Etat des dettes de la société responsable de l'implantation des Réunionnais, ne sont pas jusqu'à présent suffisamment importants pour assurer un dédommagement ; lui demande s'il n'estime pas juste de prévoir à partir du prochain versement un partage à égalité — 50 p. 100 pour le remboursement des dettes, 50 p. 100 pour dédommager progressivement les colons expulsés et dont un grand nombre se trouve en France dans une situation matérielle difficile et digne de l'attention des pouvoirs publics.

Réponse. — Les deux premiers versements effectués par la République malgache en compensation du transfert à cet Etat du domaine dit de la Sakay ont été réservés au paiement des dettes les plus urgentes de la société professionnelle et agricole de la Sakay qui en était gestionnaire, notamment les salaires et les indemnités de licenciement dus à ses agents métropolitains. Les opérations de liquidation de la société ne sont pas encore assez avancées pour permettre d'affecter au dédommagement des fermiers déposés, comme le suggère l'honorable parlementaire, une partie des sommes restant dues par la République malgache. Il convient par ailleurs de rappeler que les fermiers rapatriés bénéficient des dispositions de la loi du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer. Le Gouvernement ne manquera pas d'informer l'honorable parlementaire des suites qu'il sera cependant possible de donner à sa proposition.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

23069. — 30 novembre 1979. — M. Philippe Malaud appelle à nouveau l'attention de M. le ministre du budget sur la progression inquiétante du montant de la taxe professionnelle. Les exemples suivants illustrent les doléances des redevables :

	1975	1978	1979	DIFFERENCE 1979/1975	
	Francs.			P. 100	
Première entreprise en Côte-d'Or.....	18 355	31 204	60 204	✓	300
Seconde entreprise en Côte-d'Or.....	3 586	7 168	15 466	✓	500
Troisième entreprise en Côte-d'Or.....	17 763	36 231	77 495	✓	400
Entreprise dans l'Yonne.....	2 557	5 779	30 275	≠	1 500
Entreprise dans la Nièvre.....	10 119	17 202	39 432	≠	400

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	DIFFERENCE 1979/1973
	Francs.							
Entreprise en Saône-et-Loire.....	257 364	365 375	443 684	671 000	870 392	913 394	1 123 193	≠ 336

Il lui demande s'il estime de telles majorations compatibles, d'une part, avec une croissance des prix modérée, d'autre part, avec le maintien de la compétitivité des entreprises, enfin avec une régression du chômage, les entreprises se déclarant désireuses, compte tenu des charges qu'elles supportent, de réduire leurs activités.

23198. — 1^{er} décembre 1979. — M. Jean-François Mancel attire l'attention de M. le ministre du budget sur les hausses considérables de la taxe professionnelle qui dépassent 30 p. 100 en moyenne et atteignent parfois 200 à 300 p. 100. Il demande à M. le ministre du budget quelles mesures immédiates il compte prendre pour permettre aux artisans et commerçants, aux P. M. E. et P. M. L. de faire face à ces hausses dont le cumul avec une conjoncture difficile et un poids croissant des charges sociales rend leur situation financière de plus en plus précaire.

23465. — 6 décembre 1979. — M. Philippe Madrelle appelle l'attention de M. le ministre du budget sur le nouveau mode de calcul de la taxe professionnelle appliqué sur la loi du 3 janvier 1979 modifié par la loi d'août 1979. Il ressort que de nombreux contribuables ont vu le montant de leur taxe majoré de 25 p. 100 à plus de 100 p. 100 bien que la situation de leur entreprise n'ait guère évolué. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si des mesures sont envisagées pour alléger la participation de cette catégorie de contribuables. Par ailleurs, il lui fait part des inquiétudes de très nombreux assujettis pour les années à venir, et lui demande de prévoir un nouveau mode de calcul plus juste.

23647. — 8 décembre 1979. — M. François d'Harcourt attire l'attention de M. le ministre du budget sur les charges financières exorbitantes que font peser cette année encore, sur de nombreuses entreprises, les impositions relatives à la taxe professionnelle pour

1979. Il serait indispensable que ces entreprises en difficulté puissent bénéficier de dégrèvements en instituant le plafonnement à la taxe professionnelle de 1979, par rapport à la taxe de 1970, basée sur l'évolution du produit intérieur brut. Il lui demande si une telle mesure pourrait être décidée prochainement.

23899. — 14 décembre 1979. — M. Jacques Lelong appelle l'attention de M. le ministre du budget sur le niveau d'augmentation des impositions des entreprises de transport au titre de la taxe professionnelle pour 1979. Ce niveau d'augmentation est le plus souvent incompatible avec l'équilibre financier de ces entreprises. La taxation actuelle aboutit, dans nombre de cas, à supprimer le plafonnement instauré en 1976 et reconduit en 1977 et 1978. De ce fait sont restaurés les excès qui avaient nécessité ces mesures drastiques de plafonnement. Aussi il lui demande, pour éviter une situation anarchique, de maintenir le plafonnement en l'affectant d'un coefficient de hausse sensiblement identique à la hausse moyenne du coût de la vie.

23960. — 16 décembre 1979. — M. André Tourné expose à M. le ministre du budget qu'à l'heure actuelle, les commerçants et les artisans sont très inquiets du fait de l'augmentation, vraiment abusive, dans certains cas, des taxes professionnelles auxquelles ils sont assujettis. La chambre de commerce et d'industrie de Perpignan a enregistré des exemples multiples de ces hausses devenues parfois exorbitantes. Entre autres exemples, elle a donné connaissance de la situation de deux entreprises. L'une d'entre elles a vu sa taxe professionnelle passer de 15 296 francs en 1975 à 80 993 francs en 1979, soit 429,5 p. 100 d'augmentation. Il s'agit d'une entreprise moyenne, puisqu'elle emploie neuf salariés. L'autre exemple est donné par une entreprise plus importante, surtout grosse utilisatrice de main-d'œuvre. Cette dernière a vu sa taxe professionnelle passer de 352 000 francs en 1975 à 800 000 francs en 1978 et à 1 036 000 francs en 1979. Une telle situation risque à la longue d'entraîner : a) l'arrêt des investissements, des modernisations et des agrandissements, ce qui ne manquerait pas de mettre en cause la productivité du travail et une augmentation des prix de revient ; b) l'aggravation du chômage ; c) voire l'augmentation des faillites. En conséquence, il lui demande : 1° pour quelles raisons la taxe professionnelle connaît dans certains cas des relèvements pareils à l'encontre d'entreprises dont le caractère social et professionnel ne semble pas avoir pratiquement varié ; 2° ce qu'il compte décider : a) pour réviser de tels relèvements ; b) pour mettre un terme aux disparités causées par les relèvements abusifs de la taxe professionnelle.

23961. — 16 décembre 1979. — M. André Tourné expose à M. le ministre du budget que du fait de l'accroissement de la taxe professionnelle, une multitude de commerçants et d'artisans honnêtes sont gagnés par une très sérieuse inquiétude. Il existe des cas qui ne peuvent pas manquer de faire réfléchir les autorités fiscales de notre pays. Dans le département des Pyrénées-Orientales, on a enregistré de nombreux cas qui démontrent que le montant de la taxe professionnelle connaît des hausses exorbitantes, sans que les assujettis aient vu leur situation sociale ou professionnelle augmenter en conséquence. Deux exemples peuvent être cités tels qu'ils se présentent dans les Pyrénées-Orientales : 1° un établissement commercial de neuf salariés a vu sa taxe professionnelle passer de 15 296 francs en 1975 à 80 993 francs en 1979, soit 429,5 p. 100 d'augmentation ; 2° une entreprise grosse utilisatrice de main-d'œuvre, dans le même département des Pyrénées-Orientales, a vu sa taxe professionnelle passer de 352 000 francs en 1975 à 800 000 francs en 1978 et à 1 036 000 francs en 1979. Il s'agit vraiment là d'injustices fiscales qui exigent des corrections dans un département comme celui des Pyrénées-Orientales où le chômage au mois d'octobre dernier frappait 12,8 p. 100 de la population salariée. De telles augmentations de la taxe professionnelle risquent d'avoir des conséquences à l'encontre de l'emploi. Il lui demande : 1° ce qu'il pense des cas précités plus haut ; 2° ce qu'il compte décider pour étudier la situation des artisans et des commerçants assujettis abusivement à la taxe professionnelle.

Réponse. — Certaines cotisations de taxe professionnelle ont connu des majorations importantes en 1979 par rapport à 1978. Ce phénomène, qui a concerné un nombre limité de contribuables, est dû à l'effet conjugué de la hausse des budgets locaux et des mesures prévues par les lois des 3 janvier et 14 mai 1979 pour mieux adapter les cotisations à la capacité contributive des redevables. Il convient, à cet égard, de préciser que les majorations les plus importantes concernent les entreprises dont la cotisation de taxe professionnelle a été plafonnée sur la base de la patente de 1975 et dont l'activité s'est fortement développée depuis cette date. Ces entreprises se trouvaient dans une situation plus favorable que les entreprises non plafonnées en 1978 ou créées depuis lors. Les mesures intervenues, conformes à l'équité, ont donc eu pour objet de rétablir des conditions de concurrence normales. Cela dit, pour remédier aux difficultés dues à cette hausse très forte de certaines cotisations,

le dispositif suivant a été mis en place ; les redevables dont la cotisation a augmenté dans des proportions importantes (doublement ou davantage) ou qui connaissent des difficultés de trésorerie liées à la situation de leur entreprise ont bénéficié, sur simple demande, de délais de paiement avec remise de majorations. Les entreprises qui ont subi une très forte majoration et dont l'activité s'est ralentie après une période d'expansion ou qui ont à faire face à des difficultés financières graves, ont obtenu, ou obtiendront, sur simple demande, des dégrèvements définitifs. En outre, pour compléter ces mesures, il a été décidé de renforcer l'efficacité du plafonnement fondé sur la valeur ajoutée institué par la loi du 3 janvier 1979. Ce dispositif, qui s'applique à toutes les entreprises, anciennes ou nouvelles, plafonnées ou non en 1978, constitue en effet une garantie fondée sur un critère économique et n'introduit aucune discrimination entre les entreprises. Le nouveau plafonnement, qui avait été fixé, par la loi du 3 janvier 1979, à 3 p. 100 de la valeur ajoutée, a ainsi été abaissé à 6 p. 100, cette disposition s'appliquant dès 1979. Le coût de ces mesures, qui vont dans le sens des préoccupations des honorables parlementaires, incombe, pour une large part, à l'Etat. En effet, la cotisation nationale n'en couvre qu'une partie. Ainsi, au titre du plafonnement, la charge nette pour l'Etat a été de 1 300 000 francs pour chacune des années 1976 et 1977, de 2 200 000 francs en 1978 et de 1 700 000 francs pour 1979. Pour cette dernière année, les prévisions actuelles permettent de dégager un coût de 940 000 000 francs au titre du seul plafonnement fondé sur la valeur ajoutée. Enfin, la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale comporte plusieurs dispositions relatives, notamment au vote direct des taux des impôts locaux et à la réforme des bases de la taxe professionnelle, qui paraissent de nature à atténuer la portée des difficultés actuelles.

Douane (droits de douane).

23357. — 5 décembre 1979. — M. Jean-Claude Gaudin expose à M. le ministre du budget que l'article 9 du projet de budget pour 1980 qui prévoit une majoration de 100 p. 100 sur la taxe de navigation et de francisation concernant la coque des navires de plaisance et de 130 p. 100 sur les droits afférents aux moteurs, risque de mettre en difficulté de nombreuses entreprises de construction navale de plaisance. En effet, les industries nautiques qui peuvent s'enorgueillir d'avoir créé un nombre d'emplois non négligeable ces dernières années, ont su se hisser au deuxième rang mondial et équilibrer à plus de 150 p. 100 la balance commerciale du secteur. D'autre part, les arguments avancés sur la dépense d'énergie ne sont pas fondés car le parc français ne consomme annuellement que 120 000 tonnes de produits pétroliers dont le coût en devises est converti près de cinq fois par les exportations des industries nautiques. La démocratisation de la navigation de plaisance permet à nos concitoyens d'exercer une activité sportive et touristique parmi les plus bénéfiques, moralement et physiquement. A l'heure où l'un des soucis essentiels est l'emploi, il lui demande s'il n'est pas mal venu de mettre en péril un secteur aussi dynamique du tissu industriel français ?

Réponse. — Malgré l'augmentation résultant de l'article 14 de la loi de finances pour 1980, le droit de francisation et de navigation applicable aux navires de plaisance reste en fait très modéré comme le montre le rapprochement que l'on peut faire avec la taxe différentielle qui frappe les véhicules automobiles. En effet le rapport entre la valeur vénale des biens taxés et le montant des droits qu'ils supportent fait apparaître une taxation de 0,30 p. 100 en moyenne pour les bateaux de plaisance contre 1,30 p. 100 en moyenne pour les automobiles. Sur le plan de l'équité, une augmentation moindre, ou nulle, du droit de francisation et de navigation n'aurait eu ainsi aucune justification dans la mesure où elle aurait laissé subsister au profit des navires de plaisance un fort écart par rapport aux véhicules automobiles. Au demeurant, cet écart est maintenu en matière de taxe sur la valeur ajoutée puisque le taux de 17,60 p. 100 applicable aux bateaux de plaisance reste inchangé. En outre, la loi de finances pour 1980 laisse subsister les dispositions très favorables, actuellement en vigueur, applicables aux navires de plaisance d'un tonnage brut inférieur ou égal à deux tonneaux (jusqu'à 5 mètres de long environ) ainsi qu'aux moteurs d'une puissance administrative inférieure ou égale à 5 ch., c'est-à-dire 35 ch. de puissance réelle. En pratique, l'application de ces dispositions revient à exonérer du droit de francisation et de navigation 80 p. 100 environ de l'effectif total des navires de plaisance. Il ne semble pas, dans ces conditions, que la mesure inscrite dans la loi de finances pour 1980 ait une incidence réelle sur le développement du secteur de la plaisance.

Radiodiffusion et télévision (redevance).

23626. — 8 décembre 1979. — M. Jean Falela rappelle à M. le ministre du budget que l'exonération de la redevance télévision est accordée aux personnes âgées disposant de ressources dont le montant est inférieur à un certain plafond (actuellement 14 700 francs

pour une personne seule et 27 600 francs pour un ménage). Il lui expose à ce propos la situation d'un contribuable âgé de 86 ans, veuf depuis plusieurs années et vivant avec une de ses filles, célibataire, laquelle assure l'entretien de la maison. Bien que les revenus du père et de la fille soient nettement inférieurs au plafond fixé de 27 600 francs, l'exonération de la taxe a été refusée à l'intéressé, au motif que, par couple, il fallait entendre obligatoirement mari et femme. Il lui demande s'il ne lui paraît pas que la décision de rejeter fait appel à la lettre et non à l'esprit des textes ayant prévu la possibilité de l'exonération en cause et s'il n'estime pas logique et équitable d'adapter la situation qu'il vient de lui exposer aux errements en vigueur, en permettant, dans ce cas, l'exonération de la taxe TV.

Réponse. — Il n'échappera pas à l'honorable parlementaire que modifier, pour tenir compte d'une situation comme celle qu'il expose, les dispositions relatives au plafond de ressources requis pour bénéficier de l'exonération de redevance de télévision, aboutirait en fait, à la valeur de l'élargissement de la notion de ménage, à une extension des possibilités d'exonération à de nombreuses personnes dont les ressources dépassent ce plafond. Cette conséquence aurait pour effet d'aggraver sensiblement les charges de l'Etat (qui est juridiquement tenu de compenser au profit des sociétés de programme les pertes de recettes correspondant aux exemptions de redevance) au profit de personnes ne se situant pas parmi celles dont les ressources sont les plus faibles. Il convient d'ajouter que le plafond de ressources de 14 700 francs évoqué par l'honorable parlementaire se confond avec celui que définit le règlementation pour bénéficier de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Il était de 8 950 francs au 1^{er} janvier 1976 et a donc été relevé de 64,25 p. 100 en trois ans. Cette évolution a naturellement permis à un nombre fortement accru de personnes âgées d'être admises au bénéfice de l'exonération.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires : pensions de réversion).

23645. — 8 décembre 1979. — **M. Sébastien Coupepel** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des veuves de retraités militaires. Diverses mesures ont été prises et ont amélioré, par exemple, le montant des allocations versées aux veuves qui n'avaient pas le droit à la pension de réversion. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait d'envisager l'octroi de la pension de réversion aux veuves titulaires d'une allocation annuelle.

Réponse. — L'attribution d'une allocation annuelle aux veuves non remariées qui, n'ayant pas acquis de droit à pension lors du décès du fonctionnaire ou du militaire, survenu antérieurement au 1^{er} décembre 1964, remplissaient les conditions exigées par le dernier alinéa de l'article 39 du nouveau code des pensions, correspondait au souci de donner aux intéressés un avantage, certes moins important que celui qui aurait résulté de l'application rétroactive de la loi, mais rapprochant leur sort de celui des bénéficiaires de la loi du 26 décembre 1964. Le Gouvernement avait ainsi cherché à atténuer la différence de traitement faite aux bénéficiaires de la loi et aux non bénéficiaires. En effet, dans la législation antérieure, ces veuves ne percevaient aucune indemnité, alors qu'en application des dispositions du nouveau code, elles percevaient une allocation calculée à raison de 1,5 p. 100 du traitement afférent à l'indice 100 par année de service effectif accompli par le mari; depuis le 1^{er} janvier 1977, ce taux a d'ailleurs été porté de 1,5 p. 100 à 1,8 p. 100. Par ailleurs, la substitution progressive de l'indice 185 nouveau majoré à l'indice 100 pour le calcul de ladite allocation a permis une revalorisation très importante de cette allocation au cours des dernières années. Mais en application du principe général de non rétroactivité des textes en matière de pension, réaffirmé par l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964, il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de concéder aux veuves concernées une pension de réversion.

Justice (conseils de prud'hommes).

24101. — 20 décembre 1979. — **M. Lucien Pignon** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour rembourser aux collectivités locales les lourdes dépenses nécessitées par l'établissement des listes et par les opérations électorales prud'homales. Ces élections faisant suite aux élections pour les chambres de commerce et d'industrie qui ont, elles aussi, nécessité le concours des services municipaux, il paraît absolument indispensable que les charges afférentes à ces opérations soient prises en compte. Dans toutes les villes intéressées, ces charges sont lourdes, et quand il s'agit d'une commune rurale dont la population n'atteint même pas 10 000 habitants, elles deviennent insupportables. En conséquence, le remboursement de ces dépenses apparaît comme une mesure d'urgence.

Réponse. — La loi n° 79-44 du 18 janvier 1979 relative aux conseils de prud'hommes a mis à la charge de l'Etat « les frais d'élections et, dans des conditions fixées par décret, certains frais de campagne électorale ». Il résulte de ces dispositions que les dépenses occasionnées aux communes, lors des élections prud'homales du 12 décembre dernier, par l'établissement des listes électorales et par les opérations électorales sont à la charge de l'Etat. Les crédits nécessaires à cet effet ont été mis en place au budget du ministère du Travail et de la participation et toutes dispositions utiles ont été prises pour que ces remboursements soient effectués dans les meilleurs délais.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

24388. — 29 décembre 1979. — **M. Gilbert Barbier** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la modicité de la rémunération des moniteurs des facultés de droit et de sciences économiques. Les indemnités versées aux étudiants, considérés comme brillants, nommés à ces postes sont le plus souvent consacrées à leurs travaux de recherche. Or depuis de nombreuses années, vraisemblablement à la suite d'un oubli, ils n'ont pas été augmentés. En conséquence, il demande à **M. le ministre du budget** quelles mesures il compte prendre au sujet de la rémunération des moniteurs des facultés de droit et de sciences économiques.

Réponse. — Les moniteurs de travaux pratiques des universités recrutés à titre temporaire parmi les étudiants, participent à temps partiel au service des universités et étaient chargés de guider les étudiants sans pouvoir, toutefois, assurer des enseignements magistraux. Depuis l'intervention du décret n° 78-966 du 20 septembre 1978, les tâches qui leur étaient confiées doivent normalement être exercées par les personnels, notamment les étudiants qualifiés, dont ce texte a fixé les conditions de recrutement, d'emploi et de rémunération. Ainsi, il n'y a pas lieu de prendre de nouvelles dispositions applicables aux moniteurs des facultés.

Impôts et taxes (contrôle et contentieux).

24714. — 14 janvier 1980. — **M. Claude Dhinnin** expose à **M. le ministre du budget** que, dans le cadre des garanties offertes aux contribuables en matière de vérification, la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 fait obligation au vérificateur de faire viser par l'inspecteur principal dont il dépend la notification de redressement toutes les fois qu'il prend la décision de recourir à la procédure de taxation d'office. Dès lors, le non-respect de cette formalité essentielle établie par la loi entache la vérification d'un vice de forme. Il lui demande de bien vouloir préciser si ce vice de forme entraîne à la fois la nullité des bases d'imposition retenues à la suite de la taxation d'office et de l'imposition qui en découle.

Réponse. — Aux termes du dernier alinéa de l'article 3-12 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière, « la décision de recourir à la procédure de rectification d'office est prise par un agent ayant au moins le grade d'inspecteur principal. Celui-ci vise la notification ». L'inobservation de cette prescription, qui concerne non les taxations d'office mais les rectifications d'office, entraîne la nullité de la notification de redressement et, par voie de conséquence, celle de l'imposition qui en découle.

COMMERCE ET ARTISANAT

Commerce et artisanat (publicité mensongère).

20955. — 10 octobre 1979. — **M. Christian Pierrat** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur certains procédés de vente utilisant une forme de publicité mensongère, préjudiciable aux consommateurs. Fin octobre, un grand magasin implanté à Paris et un banlieue parisienne a attiré, pendant trois jours, une grande foule en annonçant des prix promotionnels et en laissant entendre qu'ils s'étendaient à tous les articles et sur tous les rayons. En réalité, seul un petit nombre d'objets, par rapport au total des biens offerts à la vente, bénéficiait des conditions avantageuses tant vantées. Il faut, de plus, ajouter le caractère marginal des tailles de certains sous-vêtements ou vêtements proposés. Ces journées ressemblaient davantage à un solde d'inventures qu'à une opération promotionnelle sur les articles du magasin. Par ailleurs, le second jour, un spot publicitaire fut diffusé le matin, sur une station de radio périphérique, annonçant que « pendant la nuit, des camions avaient réapprovisionné tous les rayons ». Or, à l'ouverture des magasins, certains étaient vides. Il lui demande de bien vouloir lui communiquer les dispositions législatives et régle-

mentaires organisant ce type de vente, s'il existe des services de contrôle et les moyens (effectifs, etc.), principalement pour les sept départements d'Ile-de-France et ceux de la région Lorraine) dont ils disposent. Il lui rappelle que pour des infractions beaucoup moins graves de nombreux petits commerçants et artisans sont tracassés et poursuivis. Il lui demande donc si des poursuites sont envisageables dans le cas résumé ici.

Réponse. — Les textes régissant la publicité mensongère permettent de lutter efficacement contre les pratiques de la nature de celles qui sont signalées par l'honorable parlementaire, à condition, toutefois, que les services de contrôle soient informés à temps des abus de manière à pouvoir dresser des procès-verbaux précis pour caractériser les infractions éventuellement commises. En effet, les problèmes que pose la publicité mensongère n'ont pas échappé aux pouvoirs publics, ce qui a amené le législateur à en donner une définition exhaustive dans l'article 43 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat. Ce texte précise qu'est interdite « toute publicité comportant, sous quelque forme que ce soit, des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur, lorsque celles-ci portent sur un ou plusieurs des éléments ci-après : existence, nature, composition, qualités substantielles, teneur en principes utiles, espèce, origine, quantité, mode et date de fabrication, propriétés, prix et conditions de vente de biens ou services qui font l'objet de la publicité, conditions de leur utilisation, résultats qui peuvent être attendus de leur utilisation, motifs ou procédés de la vente ou de la prestation de services, portée des engagements pris par l'annonceur, identité, qualités ou aptitudes du fabricant, des revendeurs, des promoteurs ou des prestataires ». Ce même texte donne compétence pour relever les infractions aux agents de la direction générale de la concurrence et de la consommation du ministère de l'économie, à ceux du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité au ministère de l'agriculture ainsi qu'à ceux du service des instruments de mesure au ministère de l'industrie. Les services de contrôle sont, bien entendu, attentifs à relever les infractions en cette matière mais doivent assumer de nombreuses autres tâches. Or, tant les commerçants que les consommateurs préfèrent laisser agir l'administration alors qu'un syndicat professionnel ou une association de consommateurs peut légalement saisir des infractions dont il a eu connaissance les autorités citées ci-dessus, ou le parquet. Dans l'espèce citée par l'auteur de la question, une saisine rapide du parquet ou des autorités administratives compétentes aurait permis de vérifier l'existence d'une infraction et de la qualifier, le cas échéant, alors qu'il est beaucoup plus délicat d'en établir, a posteriori, la matérialité.

Commerce et artisanat (charte de l'artisanat).

21626. — 25 octobre 1979. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat qu'une charte de l'artisanat est actuellement en préparation. Il lui demande s'il peut lui indiquer les grandes lignes de cette charte.

Réponse. — La mise à l'étude de la charte de développement de l'artisanat a été décidée par le conseil des ministres du 14 mars 1979. Les travaux préparatoires de cette charte se sont depuis en étroite concertation avec les représentants des métiers, chambres de métiers, comme les organisations professionnelles. Les premières conclusions des commissions et groupes de travail permettent d'indiquer que les principaux thèmes que doit inclure cette charte se regroupent en trois chapitres : le premier traite de l'amélioration de la formation et de la qualification des artisans. Cet effort concerne d'abord la formation initiale et en particulier l'apprentissage. Il se prolonge par des actions qui doivent permettre aux artisans d'acquérir une meilleure qualification lorsqu'ils s'installent. Cet effort ne doit pas s'arrêter à l'installation mais permettre à l'artisan de parfaire tout au long de sa vie sa formation, surtout dans le domaine de la gestion ; le second concerne le développement des entreprises artisanales. L'objectif poursuivi doit être aussi bien économique que financier. Une amélioration du système de financement est une des premières priorités qu'il s'agisse du financement d'origine publique ou de la réforme du cautionnement mutuel. Des mesures spécifiques sont en outre nécessaires dans certains cas : maintien de l'artisanat en milieu rural, présence dans les centres-villes et les banlieues, développement des métiers d'art, accès à des marchés nouveaux (exportations, technologies nouvelles, sous-traitance...); le troisième définit les actions nécessaires pour assurer une égalité des chances entre l'artisan et les autres catégories économiques et sociales. Cette égalité suppose que soit poursuivie l'harmonisation fiscale et sociale. Enfin, il faut renforcer la lutte contre le travail noir en utilisant les moyens juridiques et administratifs et en rapprochant les entreprises artisanales des clients.

COMMERCE EXTERIEUR

Textiles (importations).

19269. — 4 août 1979. — M. Michel Debré demande à M. le ministre du commerce extérieur comment il peut admettre l'ouverture de nouveaux contingents de produits textiles au moment où notre industrie traverse une crise si grave ; quel est le contrôle que le Gouvernement exerce à ce sujet sur la commission et ses services ; comment il est possible qu'un accord avec la Chine soit signé sans accord du Gouvernement et du Parlement et quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour réagir à cette déplorable politique.

Réponse. — L'honorable parlementaire peut être assuré que la situation difficile de l'industrie du textile et du vêtement français est l'objet de l'attention vigilante des pouvoirs publics. Afin de faire face à cette situation et permettre la réadaptation indispensable de ce secteur aux conditions nouvelles des échanges mondiaux, une politique tendant à ordonner la croissance des importations originaires des pays fabriquant à bas prix sur la base d'un niveau de salaires et de protection sociale très inférieur à celui existant dans les pays industrialisés s'est avérée indispensable. Une politique de cette nature a été mise en place depuis 1977 avec le renouvellement de l'arrangement multilatéral. Celui-ci a servi de cadre à l'établissement d'une série d'accords bilatéraux d'autolimitation pour les importations dans la Communauté économique européenne de produits textiles fabriqués à « bas prix ». La mise en place de ces accords, dont la plupart a donné lieu à négociation particulière, et dont la portée comme la durée sont très variables, s'est étalée sur un laps de temps important puisque certains viennent seulement d'être paraphés. On ne peut donc dans ce contexte parler de mise en place de nouveaux contingents d'importation, mais bien plutôt d'achèvement d'un dispositif dont l'efficacité ne fait pas de doute. C'est ainsi qu'en 1978 les importations de produits qualifiés d'ultra-sensibles étaient en régression de 7,3 p. 100 sur l'année précédente. L'effet des mesures de restriction adoptées a été d'autant plus sensible que durant cette première année de fonctionnement des accords les quotas attribués n'ont été, globalement, utilisés qu'aux trois quarts. En 1979, les pays exportateurs ayant appris à faire le meilleur usage des possibilités offertes par les accords ont utilisé beaucoup mieux leurs quotas. Cela explique la progression des importations par rapport à l'année 1978. L'accord entre la C.E.E. et la Chine est intervenu dans une conjoncture bien particulière, consécutive au souhait des autorités chinoises de développer les échanges de leur pays avec l'extérieur. Cette volonté est conforme à l'intérêt de tous, et en particulier aux intérêts de la France. La Chine est un marché très important, pour une bonne part encore potentiel, mais dont l'avenir est immense et sur lequel la France ne peut se permettre d'être absente. Par ailleurs, de nombreux professionnels français du textile souhaiteraient pouvoir s'approvisionner sur des bases stables en produits chinois de qualité. Dans ces circonstances, il convenait de substituer aux régimes unilatéraux en vigueur un régime contractuel mutuellement satisfaisant. L'accord négocié entre la C.E.E. et la Chine, dont la mise au point a été difficile, est, d'une façon générale, beaucoup plus complet que les accords bilatéraux usuels conclus dans le cadre de l'arrangement multilatéral. Son champ est plus large, puisqu'il vise notamment, en plus des produits de la nomenclature A.M.F., le lin, la soie et le jute. Sa durée est plus longue. Les modalités de sa gestion sont plus systématiques. Cela vaut en particulier pour les conditions de mise en œuvre de la clause de sauvegarde pour les produits non soumis a priori à limitation définie. De l'avis même des professionnels du textile, les contreparties ainsi obtenues sont positives. Le Gouvernement français a pendant toute la durée de la négociation entre la C.E.E. et la Chine suivi étroitement son déroulement. A deux reprises, le conseil des Communautés a fixé les directives applicables par le négociateur. Celui-ci était assisté pendant toute la phase finale des négociations par un comité composé de représentants des Etats membres. Pour l'instant, l'accord C.E.E.-Chine a simplement été paraphé au nom de la commission, cette formalité étant une responsabilité du négociateur. Conformément à la pratique suivie pour les autres accords textiles, il s'applique de facto dès lors que le Gouvernement français — estimant que les concessions acceptées sur le plan quantitatif étaient indispensables pour aboutir à sa conclusion et n'étaient pas d'une importance disproportionnée et gravement préjudiciable aux intérêts de l'industrie cotonnière française — a levé la réserve qu'il avait initialement formulée à son encontre.

FAMILLE ET CONDITION FEMININE

Enseignement préscolaire et élémentaire (institutrices).

20455. — 29 septembre 1978. — Mme Chantal Leblanc attire l'attention de Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine, sur une situation des plus scandaleuses. Les modalités d'organisation du concours de recru-

tement des futurs instituteurs et institutrices comportent une série d'épreuves dont une d'éducation physique et sportive. Or les textes ne prévoient aucune dispense pour les candidates enceintes au moment de l'examen. Que se passera-t-il si lors du concours une candidate est à son septième mois de grossesse. Une telle discrimination est proprement intolérable. En conséquence elle lui demande quelles mesures urgentes il (elle) compte prendre pour remédier à cet état de fait et permettre à toutes les candidates d'avoir les mêmes chances pour devenir élèves institutrices.

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire n'a pas échappé au ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine qui a saisi son collègue le ministre de l'éducation des situations qui peuvent naître en l'état actuel de la réglementation régissant les concours de recrutement d'élèves instituteurs et d'élèves institutrices. Le ministre de l'éducation recherche un aménagement des épreuves pour le prochain concours qui, d'une part, soit compatible avec les règles fondamentales exigeant que les candidats soient placés sur un pied d'égalité lors des concours donnant accès à la fonction publique et, d'autre part, réponde au souci d'apprécier les qualités des candidats au regard de l'éducation physique et sportive.

DEFENSE

Défense (ministère) (personnel).

22747. — 22 novembre 1979. — **M. Gérard Chasseguet** rappelle à **M. le ministre de la défense** que la législation des emplois réservés repose actuellement sur deux lois fondamentales : la loi du 30 janvier 1923 relative aux emplois réservés aux victimes de la guerre ; et la loi du 18 juillet 1924 concernant les emplois réservés aux anciens militaires. Les emplois réservés sont classés en cinq catégories exigeant des niveaux d'instruction différents sanctionnés par un examen commun à chacune de ces catégories. Dans le passé, les militaires liés par contrat ne pouvaient adresser leur demande d'emploi réservé que dans les six mois précédant la date de la fin de leur contrat. Ce délai a été porté à dix-huit mois pour éviter des hiatus entre la carrière militaire et l'emploi réservé. Malgré ces dispositions, de nombreux sous-officiers devant quitter l'armée puisque ayant atteint la limite d'âge de leur grade et reçus à l'examen ouvrant droit à un emploi réservé ne peuvent bénéficier de cet emploi dès leur libération. Il lui demande quelles mesures pourraient être envisagées pour remédier à cette situation regrettable. Il serait par exemple souhaitable qu'ils soient maintenus dans l'armée jusqu'à leur prise de poste effective dans l'emploi réservé auquel ils ont été admis. En effet, cette prise de poste demande souvent un an à un an et demi et même plus.

Réponse. — Les militaires dont la demande d'emploi réservé n'a pu aboutir avant leur radiation des cadres pour limite d'âge ou pour limite de durée des services ne peuvent être maintenus en activité au-delà de ces limites, qui sont impératives puisque fixées par la loi du 13 juillet 1972, modifiée, régissant leur statut. Toutefois, lorsque ce statut prévoit une double limite d'âge pour certains sous-officiers, les demandes des militaires concernés — c'est-à-dire inscrits sur la liste de classement du secrétariat d'Etat aux anciens combattants — sont examinées avec bienveillance, afin de leur accorder, si possible, le bénéfice de la limite d'âge supérieure dans l'attente de leur nomination à l'emploi réservé.

Défense (ministère) (personnel : Morbihan).

22881. — 24 novembre 1979. — **M. René Vissu** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le profond mécontentement des secrétaires administratifs en service à l'arsenal de Lorient devant la dégradation de leur situation matérielle comparativement aux autres catégories de personnels. Leurs rémunérations n'ont pas suivi, depuis 1963, la même évolution que celles des autres personnels. Aujourd'hui, les secrétaires administratifs n'ont plus l'espérance d'une carrière de chef d'équipe ou de technicien à statut ouvrier (T. S. O.), agents qu'ils ont cependant pour vocation d'encadrer. Cette disparité de situation de trouve encore accentuée au moment du départ en retraite. Par ailleurs, la situation de sous-rémunération dans laquelle les secrétaires administratifs sont maintenus, outre qu'elle leur cause un très grave préjudice, a pour autre effet, de retirer progressivement tout le crédit attaché à leur fonction de cadre. Tout en demeurant conscients qu'une solution réelle à leur déclassement passe par une nécessaire remise en ordre des traitements de la fonction publique, les secrétaires administratifs restent néanmoins persuadés de la nécessité d'apporter, dans l'immédiat, les corrections qui s'imposent pour un rétablissement de leurs

rémunérations au niveau relatif de 1963. A cet effet, ils demandent qu'il leur soit attribué une indemnité de qualification identique à celle attribuée à leurs homologues de l'ordre technique, les techniciens d'études et de fabrication. Il lui demande de bien vouloir préciser les mesures qu'il compte prendre pour donner une suite favorable à cette réunification.

Réponse. — Les secrétaires administratifs des services extérieurs du ministère de la défense bénéficient des dispositions statutaires communes applicables à l'ensemble des fonctionnaires de la catégorie B et constituent un corps unique régi par le décret n° 72-952 du 19 octobre 1972 modifié. Au cours des années écoulées, diverses mesures tendant à améliorer leur situation (création de postes supplémentaires, aménagement de la pyramide des grades, complément indemnitaire...) ont été prises, qui témoignent de la préoccupation du ministre à leur égard. Tout récemment encore, un décret du 14 janvier 1980, publié au *Journal officiel* du 24 janvier, a modifié leur statut particulier dans le sens d'un assouplissement des conditions de promotion au choix au grade de secrétaire administratif en chef. Cet effort se poursuivra dans les limites imposées par la gestion d'ensemble de la fonction publique.

Défense (ministère) écoles militaires.

23244. — 4 décembre 1979. — **M. Jean Fontaine** signale à **M. le ministre de la défense** le cas d'un élève de l'école militaire de la Réunion (E. M. P. R.), qui, ayant obtenu son baccalauréat, s'oriente tout naturellement vers une carrière militaire et prépare en conséquence au lycée de La Flèche son concours d'admission à une des trois grandes écoles militaires. Au bout de deux ans, à l'occasion de l'examen médical d'aptitude, il est détecté chez ce candidat une dyschromatopsie (anomalie de la vision des couleurs), ce qui le rend inapte à poursuivre de telles études. C'est alors que son père est invité à rembourser les frais occasionnés pour le séjour de son fils à l'E. M. P. R., au motif que ce dernier ne poursuit plus une carrière militaire. Il y a dans cette affaire quelque chose qui s'apparente à une anomalie, puisqu'il n'a pas dépendu de l'élève de poursuivre ou d'interrompre ses études militaires, mais bien d'un accident de santé imprévisible. Il va de soi que si cette maladie avait été diagnostiquée à temps, les parents de cet adolescent auraient pris les dispositions qui s'imposent pour lui assurer des études plus adaptées. C'est pourquoi **M. Fontaine** demande à **M. le ministre** de lui faire connaître si en pareil cas, exceptionnel somme toute, une remise gracieuse de la dette ne doit pas être obtenue.

Réponse. — Une réponse directe a été adressée à l'honorable parlementaire.

Décorations (croix du combattant volontaire).

23582. — 8 décembre 1979. — **M. Pierre Mauger** expose à **M. le ministre de la défense** que des résistants, membres de réseaux homologués de la Résistance, qui s'étant évadés de France par l'Espagne, ont subi l'internement espagnol, puis à leur arrivée en A. F. N. ou ailleurs se sont engagés et ont combattu dans la première armée française, dans la 2^e D. B. ou dans d'autres formations n'ont pas la possibilité actuellement de faire valoir leurs droits, car une loi de 1949 déclare la forclusion pour la présentation de demandes d'homologation, ou toutes demandes de certificat d'appartenance à un réseau de résistance. Cette disposition est très dommageable pour les intéressés, car elle ne leur permet pas d'obtenir certaines décorations comme celle de combattant volontaire de la Résistance pour laquelle le certificat d'appartenance à un réseau homologué de résistance est demandé et constitue la pièce essentielle et incontestable. Comme ce certificat d'appartenance est délivré par son ministère, il lui demande de lui faire connaître s'il a l'intention de lever la forclusion qui existe actuellement, permettant ainsi, ce qui serait normal, à tous ceux qui ont appartenu à la Résistance ou qui ont réalisé des actes de résistance, de faire valoir leurs droits.

Réponse. — Le décret n° 75-725 du 6 août 1975 a permis la levée de plusieurs forclusions opposées jusqu'ici à certaines catégories d'anciens combattants et de victimes de la guerre. Il n'est pas envisagé de lever la totalité des forclusions et notamment celles, édictées en 1949, qui frappent l'homologation par l'autorité militaire des services effectués dans les Forces françaises combattantes. Les difficultés et les aléas des vérifications qu'il faudrait opérer plus de trente-quatre ans après les faits seraient, en effet, susceptibles de porter atteinte à la crédibilité de toutes les décisions prises à ce sujet conformément à des dispositions appropriées et selon une procédure garantissant leur objectivité et leur bien-fondé.

Assurance vieillesse : généralités (calcul des pensions).

24158. — 20 décembre 1979. — M. Jean-Marie Dallet expose à M. le ministre de la défense le cas d'une personne qui a appartenu aux F. F. I. du 3 mars 1943 au 26 janvier 1945. En considération de son temps de présence dans la résistance l'intéressée a obtenu le titre de combattant volontaire de la résistance. Elle est, d'autre part, titulaire d'une pension militaire d'invalidité au taux de 60 p. 100 à la suite d'une blessure reçue au cours d'une tournée de ravitaillement, en juin 1944. Bien qu'elle possède des attestations émanant, d'une part, du chef du service de santé du maquis de la région R. 6 et, d'autre part, du chef régional des mouvements unis de résistance de cette région, cette personne ne peut obtenir la prise en considération, pour la liquidation de ses droits en matière de retraite, du temps passé dans la résistance, du fait qu'elle n'a pas demandé en temps voulu, c'est-à-dire avant le 1^{er} mars 1951, date prévue par le décret n° 51-95 du 27 janvier 1951, le certificat d'appartenance aux membres des forces françaises de l'intérieur. Il lui demande s'il n'estime pas qu'un nouveau décal devrait être ouvert pour la délivrance de ces certificats d'appartenance aux F. F. I. en faveur des personnes qui possèdent des attestations délivrées par les anciens chefs régionaux des mouvements de résistance, étant donné que, dans la plupart des cas, les intéressés pensaient que le nécessaire serait fait sur le plan national, en ce qui concerne la reconnaissance de leurs services, sans avoir besoin de demander eux-mêmes un certificat national.

Réponse. — Le décret n° 75-725 du 6 août 1975 a permis la levée de plusieurs conclusions opposées jusqu'ici à certaines catégories d'anciens combattants et de victimes de la guerre. Il n'est pas envisagé de lever la totalité des conclusions et notamment celles, édictées en 1951, qui frappent l'homologation par l'autorité militaire des services effectués dans les Forces françaises de l'intérieur. Les difficultés et les aléas des vérifications qu'il faudrait opérer plus de trente-quatre ans après les faits seraient, en effet, susceptibles de porter atteinte à la crédibilité de toutes les décisions prises à ce sujet conformément à des dispositions appropriées et selon une procédure garantissant leur objectivité et leur bien-fondé.

Gendarmerie (fonctionnement).

24255. — 23 décembre 1979. — M. Charles Miossec s'inquiète auprès de M. le ministre de la défense de l'élargissement constant des missions imparties à la gendarmerie nationale et des problèmes qui en résultent quant aux moyens mis en œuvre et quant à la disponibilité du personnel. Il souligne, à cet égard, que nos concitoyens sont parfaitement conscients de la nécessité du rôle accru de la gendarmerie, que, globalement, ils jugent sa mission comme revêtant davantage un caractère de service public et d'assistance que de répression et qu'à l'échelle départementale, notamment dans les communes rurales, ils déplorent l'insuffisance des effectifs de gendarmerie. Encore faut-il que le gendarme ne devienne pas l'homme à tout faire de l'administration française et qu'il dispose de moyens suffisants, qui ne remettent pas en cause son rôle et sa crédibilité dans l'opinion. Il lui demande de lui préciser : 1° quelle est l'évolution des effectifs de gendarmerie par année depuis 1970 ; 2° quelle est l'évolution corrélatrice du parc de véhicules légers sur cette même période ; 3° pour quelles raisons le gendarme est-il le seul fonctionnaire à ne pouvoir bénéficier des quarante-huit heures de repos hebdomadaire ; 4° quelles sont les modifications envisagées en ce qui concerne les grades du corps de la gendarmerie, en particulier celui de maréchal des logis-chef, et quelles incidences une disparition éventuelle de grade aurait sur le plan des retraites ; 5° quelle orientation il entend donner au recrutement des gendarmes auxiliaires, constitués de jeunes accomplissant leur service national.

Réponse. — Pour permettre à la gendarmerie nationale de faire face à ses missions traditionnelles, un effort particulier a été accompli pour accroître les moyens en personnels et en matériels. C'est ainsi que depuis 1970, les effectifs généraux se sont accrus régulièrement de 2 593 hommes en 1971, 1 049 en 1972, 3 790 en 1973, 2 191 en 1974, 1 350 en 1975 et 4 790 de 1976 à 1980. De même, l'évolution du parc automobile en véhicules légers a-t-elle suivi une courbe ascendante durant cette même période : 883 en supplément de 1970 à 1974, 1 282 en 1975, 1 243 de 1976 à 1980. Les créations d'emplois de ces dernières années ont permis d'améliorer les conditions d'exécution du service, et d'allonger les temps de repos, sans réduire la capacité opérationnelle de l'arme. Ces

améliorations se poursuivront en 1980 grâce à la mise en place de mille postes d'officiers et de sous-officiers d'active ; cette dernière mesure ne présume d'ailleurs en rien un arrêt du recrutement des gendarmes auxiliaires qui sera poursuivi mais limité évidemment au pourcentage fixé par l'article L. 74 du code du service national. Enfin, la suppression de certains grades du corps de la gendarmerie n'est nullement envisagée.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (montant des pensions).

24281. — 21 janvier 1980. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation des retraitées infirmières appartenant au service de santé des armées. Il apparaît qu'à la suite de l'application au 1^{er} janvier 1969 d'un statut particulier découlant de la loi n° 68-703 du 31 juillet 1968, le personnel féminin perçoit une retraite nettement inférieure à celle du personnel masculin de même qualification et de même ancienneté, alors que la loi n° 72-1143 du 22 décembre 1972 accorde la parité entre les personnels militaires. Aussi il lui demande, dans le cadre de la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 prévoyant la révision des statuts militaires particuliers, quelles mesures il compte envisager pour remédier à cette situation.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (montant des pensions).

25110. — 28 janvier 1980. — M. Charles Fiterman attire l'attention de M. le ministre de la défense sur le sort des personnels féminins du service de santé des armées : infirmières, spécialistes et cadres. Ce personnel reçoit une pension de retraite nettement inférieure à celle perçue par un infirmier militaire de même qualification et de même ancienneté. Cette situation résulte de l'application d'office, au 1^{er} janvier 1969, d'un statut particulier découlant de la loi n° 68-703 du 31 juillet 1968. Les infirmières militaires admises à la retraite avant le 1^{er} janvier 1969 bénéficient de la parité totale avec les personnels masculins, comme tous les autres personnels féminins des armées et services, alors que celles qui ont été admises à la retraite après cette date voient leur retraite calculée sur des indices nettement inférieurs et perçoivent moins, même si elles ont plus d'années de services militaires effectifs. Ces personnels militaires féminins sont les seuls à n'avoir pas obtenu la parité avec les personnels militaires masculins de même qualification et titulaires des mêmes diplômes, parité accordée par la loi du 13 juillet 1972. La loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 a prévu la révision des statuts militaires particuliers. Il doit donc être possible de remédier à cette injustice flagrante. En conséquence, il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation injuste.

Réponse. — Le ministre de la défense invite les honorables parlementaires à se référer à la réponse faite aux questions écrites n° 23408 et 23914 (*Journal officiel*, Débats parlementaires n° 4 Assemblée nationale (Q) du 28 janvier 1980, p. 289).

ÉCONOMIE

Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens (statistiques).

19827. — 8 septembre 1979. — M. François Grussenmayer attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur une étude réalisée par la caisse nationale des marchés de l'État analysant, région par région, l'évolution des défaillances d'entreprises depuis le premier trimestre 1978. Alors que, globalement, dans la majorité des régions, les défaillances d'entreprises ont plutôt diminué par rapport au premier trimestre de 1978, l'Alsace connaît, d'après cette étude, une situation particulièrement difficile avec un accroissement de plus de 20 p. 100. Dans le seul département du Bas-Rhin, 113 jugements de liquidation ont été prononcés pour le premier semestre 1979, soit plus que la totalité des dépôts de bilan enregistrés en 1977. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître, outre la concurrence très vive de la R. F. A., quelles sont les raisons profondes de ces défaillances, la nature des entreprises concernées, l'origine de leur siège social et les mesures qu'il compte prendre, en liaison avec son collègue du commerce extérieur, pour accroître la compétitivité des entreprises françaises et en particulier alsaciennes.

Réponse. — L'étude de la caisse nationale des marchés à laquelle fait référence l'honorable parlementaire analyse, d'après les jugements du règlement judiciaire ou de liquidation de biens prononcés par les tribunaux de commerce, l'évolution du nombre des défaillances d'entreprises par région. Il paraît toutefois très délicat d'en tirer des conclusions sur la santé économique d'une région car les statistiques sur lesquelles cette étude se fonde additionnent, sans les pondérer, des défaillances concernant des entreprises de toutes tailles et appartenant à des secteurs très divers. En particulier, dans le cas de l'Alsace, s'il est exact que le nombre des défaillances d'entreprises constatées au cours du premier semestre de 1979 a crû d'environ 20 p. 100 par rapport au premier semestre de 1978, il faut souligner que cette augmentation a pour une large part concerné les commerces de détail et le secteur du bâtiment et des travaux publics, dans lesquels le nombre des entreprises individuelles ou employant moins de cinq personnes est élevé et où les créations de nouveaux établissements sont très fréquents. S'agissant des mesures susceptibles d'accroître la compétitivité des entreprises, il convient de rappeler notamment que les pouvoirs publics ont mis en place en 1979 un comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien à l'emploi (C. I. D. I. S. E.), qui est chargé tout particulièrement d'aider les petites et moyennes entreprises industrielles performantes. Son intervention, qui revêt la forme de prêts participatifs du F. D. E. S., permet la réalisation de programmes de développement visant en particulier à augmenter la capacité exportatrice des entreprises.

Industries agro-alimentaires (financement).

20184. — 22 septembre 1979. — M. Charles Miossec demande à M. le ministre de l'économie de bien vouloir l'informer des intentions du Gouvernement en matière de financement de l'industrie agro-alimentaire. Celle-ci, dans beaucoup de régions rurales, est tantôt trop atrophie ou embryonnaire, tantôt en situation de monopole, alors qu'elle constitue l'un des moteurs du développement économique. Il souhaiterait, notamment, connaître l'état du projet de création d'un Institut de développement industriel spécialisé dans l'agro-alimentaire, dont les actionnaires principaux seraient, selon des informations dignes de foi, l'I. D. L., le crédit agricole, le crédit national, ainsi que l'organisme parapublic Unigrains, dont l'une des missions essentielles réside précisément dans l'amélioration des structures de transformation de l'élevage.

Réponse. — Les industries agro-alimentaires ont fait l'objet de plusieurs mesures de la part du Gouvernement, visant à en favoriser le développement et la compétitivité sur les marchés extérieurs. C'est ainsi notamment que la prime d'orientation agricole a été réformée dans un sens sélectif et incitatif, que des conventions de développement ont été signées entre l'Etat et une vingtaine d'entreprises particulièrement dynamiques et que le Crédit agricole a été autorisé à financer l'ensemble des entreprises de transformation et de commercialisation des produits agricoles. La désignation récente d'un secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des industries agro-alimentaires confirme l'intérêt que le Gouvernement attache au secteur des industries agro-alimentaires et à la recherche de solutions des problèmes que posent son développement et son financement.

Contrats (contrat de louage).

20584. — 3 octobre 1979. — M. Jean-Pierre Pierre-Bloch rappelle à M. le ministre de l'économie que l'article 2 de la loi modifiant l'article 1792-4 du code civil édicte que « le fabricant d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un élément d'équipement conçu et produit pour satisfaire en état de service à des exigences précises et déterminées à l'avance, est solidairement responsable des obligations mises à la charge du locateur d'ouvrage, qui a mis en œuvre, sans modification et conformément aux règles édictées par le fabricant, l'ouvrage, la partie d'ouvrage, ou élément d'équipement considéré ». Est assimilé aux fabricants, l'importateur des mêmes biens. Il souhaite obtenir des éclaircissements sur les points suivants : 1° si la notion d'ouvrage peut être considérée comme claire, les notions de partie d'ouvrage et d'élément d'équipement sont beaucoup plus difficiles à cerner. Il est demandé si ces notions recouvrent les éléments sans caractéristiques particulières qui s'intègrent dans toutes opérations de construction et qui font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité de fondation d'ossature de clois et de couverts. En particulier, tuiles, brique, bois de charpente, carrelages, sont-ils des composants au sens de

l'article 1792-2 nouveau du code des assurances ; 2° dans la mesure où la réponse à la première question serait positive, il est demandé si la notion de fabricant englobe, par exemple, un négociant en bois (ou un importateur) qui fait subir auxdits éléments un traitement ou un façonnage très léger, qui ne modifie pas sensiblement les caractéristiques techniques du produit ; 3° si cette réponse est positive, le fait que le fabricant négociant ou importateur ne peut en aucun cas contrôler l'utilisation qui est faite réellement de ses produits, en conséquence ne peut jamais édicter des règles au sens de l'article 1792-4 nouveau, et surtout ne peut jamais en contrôler le respect pratique, n'est-il pas de nature à exonérer ledit fabricant, négociant ou importateur de la responsabilité prévue par la loi.

Réponse. — La loi du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, a voulu adapter la responsabilité pesant sur le constructeur aux nouveaux procédés et techniques de construction : pour ce faire, elle a entendu distinguer dans un ouvrage la fonction « construction » englobant l'infrastructure, l'ossature, le clos et le couvert, et la fonction « équipement » dont relèvent les autres éléments accessoires de la construction, et notamment les aménagements intérieurs de l'espace délimité par le clos et le couvert. Ces derniers éléments peuvent, bien qu'ils n'appartiennent pas à la fonction « construction », être indissociablement liés à la viabilité, les fondations, l'ossature, le clos ou le couvert (art. 1792-2 nouveau du code civil), ou bien causer à l'ouvrage lui-même des dommages compromettant sa solidité, ou le rendant impropre à sa destination (art. 1792 nouveau du code civil). Les matériaux de construction, quant à eux, peuvent être partie intégrante de l'une ou l'autre fonction indifféremment. La question de savoir s'ils sont dissociables ou non ne se pose donc pas, puisqu'ils sont des constituants même de chaque ouvrage, partie d'ouvrage ou élément d'équipement. Le « composant » répond à une définition encore différente, donnée à l'article 1792-4 du code civil, et dont un groupe de travail réuni actuellement s'emploie à éclaircir les conséquences. Mais il paraît relativement clair que les tuiles, briques, bois de charpente et carrelages, cités par l'honorable parlementaire, sont de simples matériaux de construction indifférenciés, et non pas des « éléments d'équipement conçus et produits pour satisfaire, en état de service, à des exigences précises et déterminées à l'avance ». La réponse à cette première question étant donc négative, la seconde question doit tomber d'elle-même. Toutefois, il est signalé qu'en règle générale la « fabrication » peut être partagée entre plusieurs intervenants, et que la part de responsabilité pesant éventuellement sur l'un, ou plusieurs, doit être appréciée dans chaque cas particulier. Enfin, sur le dernier point, le fait que le fabricant, négociant ou importateur ne peut contrôler l'utilisation effective qui est faite de ses produits, ne peut modifier la règle générale posée par l'article 1792-4 du code civil : en effet, si le produit est posé conformément aux règles émises par le fabricant, négociant ou importateur, et en vue de l'emploi prévu par ce dernier, sa responsabilité ne peut être engagée que si ses consignes de pose ou d'emploi étaient erronées, ou si le produit ne répondait pas aux caractéristiques énoncées. A l'inverse, si le poseur n'a pas respecté les règles de pose et d'emploi prévues par le fabricant, ou s'il en a ajouté de son propre chef, ces décisions n'engagent que lui.

Banques et établissements financiers (crédit).

22832. — 24 novembre 1979. — M. Philippe Malaud appelle une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de l'économie sur les conséquences dramatiques pour les P.M.E. d'un encadrement désordonné du crédit conjugué avec la désinvolture des administrations à l'égard de leurs créanciers : une industrie agro-alimentaire, dont on célèbre cependant les mérites et l'importance à longueur d'homéies dominicales, vient de se voir réduire son découvert autorisé de 1,7 à 1 million de francs, par une banque (nationalisée). Dans le même temps le montant de ses créances impayées sur les administrations et collectivités locales qu'elle fournit s'élève à 600 000 francs. Il n'en faut pas plus pour la menacer d'un dépôt de bilan qui dans le secteur agricole où elle travaille est pratiquement sans appel. La seule réponse qui a été faite à l'entrepreneur par les diverses instances auxquelles il a pu s'adresser a été que s'il envisageait de remettre de l'argent frais dans son affaire, on pourrait envisager de lui obtenir l'aide de la caisse des marchés de l'Etat. Réponse qui s'apparente à une fin de non-recevoir, attendu qu'il est évident qu'un entrepreneur qui disposerait de moyens de trésorerie ne chercherait pas à accroître ses frais financiers démesurés dans l'état actuel des taux d'intérêt. Philippe Malaud demande à M. le ministre de l'économie : 1° s'il ne devrait pas être élaboré une procédure de mise en demeure, d'astreintes et de sanctions administratives et financières à l'encontre des administrations, entreprises publiques

et collectivités déblitrices; 2° s'il ne lui apparaît pas indispensable de mettre en œuvre un mécanisme quasi automatique de réescompte auprès de la caisse des marchés de l'Etat des créances des entreprises à découvert du fait de l'incurie de leurs clients publics; 3° s'il ne lui semble pas évident que les banques du secteur public devraient recevoir des instructions pour l'assouplissement des règles d'encadrement au bénéfice des créanciers du secteur public et jusqu'à la mise en œuvre de la procédure de réescompte susvisée.

Réponse. — 1° et 2° Depuis plusieurs années, le Gouvernement s'attache tout particulièrement à protéger les fournisseurs contre les retards de paiement des collectivités publiques. A partir de 1976 des mesures ont été prises en vue d'accélérer le règlement des marchés de l'Etat. Elles ont consisté à améliorer la gestion prévisionnelle par les administrations de leurs dotations budgétaires (circulaires des 20 décembre 1976, 14 novembre 1977 et 4 décembre 1978). En outre, les décrets du 29 août 1977 relatifs aux marchés de l'Etat ont eu pour objet de réduire de 90 à 45 jours les délais normaux de mandatement, de majorer le taux des intérêts moratoires en le portant au niveau du taux des obligations cautionnées augmenté de deux points et demi et d'établir d'une manière certaine le point de départ des délais. Ces dispositions visent à accorder aux entreprises un dédommagement réel en cas de retards de paiement. Toutefois, ce dédommagement n'intervient qu'a posteriori et les P.M.E. pouvaient rester exposées à des difficultés de trésorerie. Aussi, la caisse nationale des marchés de l'Etat a-t-elle été chargée de consentir des paiements à titre d'avance aux titulaires ou aux sous-traitants de marchés passés par l'Etat ou par un de ses établissements à caractère administratif. L'accès à cette facilité a été ouvert aux P.M.E. par la loi du 4 janvier 1978 instituant une procédure simplifiée de cession de créance. Les résultats satisfaisants de cette réforme ont conduit le Gouvernement à décider son extension, sous réserve des adaptations nécessaires, aux marchés du secteur public local et d'une façon générale aux commandes hors marché, répondant ainsi au vœu formulé tant par les parlementaires que par les entreprises. C'est ainsi que le champ d'application de la loi du 4 janvier 1978 a été étendu au secteur public local par la loi n° 79-566 du 5 juillet 1979. Les avances de la caisse nationale des marchés de l'Etat seront gratuites et accordées sans formalités pour les commandes passées sur marché dès lors que l'entreprise a exprimé par lettre recommandée sa demande de paiement de la créance, et que la caisse nationale des marchés de l'Etat aura été en mesure de préparer le recouvrement de cette créance ainsi que celui des intérêts de retard. D'autre part, deux décrets, en date du 27 novembre 1979, ont été publiés au Journal officiel du 28 novembre: le décret n° 79-1000 modifiant le code des marchés publics étend aux marchés locaux et à l'ensemble des commandes hors marché les dispositions relatives aux délais de mandatement et aux modalités de calcul des intérêts moratoires en vigueur depuis 1977 pour les marchés de l'Etat et de ses établissements publics; le décret n° 79-999 généralise les paiements à titre d'avance de la caisse nationale des marchés de l'Etat à l'ensemble des commandes hors marché et des marchés du secteur public soumis au code des marchés publics. Ces nouvelles dispositions qui sont applicables aux marchés notifiés et aux commandes hors marché passées à compter du 1^{er} février 1980, traduisent le souci du Gouvernement de hâter le règlement des marchés publics afin d'améliorer la trésorerie des P.M.E. 3° Ces mesures paraissent de nature à régler la plupart des problèmes du type de celui décrit par l'honorable parlementaire. Il n'apparaît par contre pas souhaitable de créer une nouvelle catégorie de crédits échappant à l'encadrement pour les résoudre. En effet, le contrôle de la masse monétaire, et donc notamment de la distribution des crédits à l'économie, est un élément essentiel de la politique économique et financière du Gouvernement et toute exception aux règles de l'encadrement du crédit porte atteinte à l'efficacité de ce contrôle.

Consommation (information et protection des consommateurs).

23556. — 7 décembre 1979. — M. Michel Rocard appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur le mécontentement grandissant et justifié des consommateurs au sujet des clauses abusives insérées dans les contrats de vente, de location ou de services par les professionnels. Il lui rappelle que la loi du 10 janvier 1978 lui a donné les pouvoirs nécessaires pour réglementer de telles clauses, mais que, depuis sa promulgation, il n'a pas cru devoir utiliser les pouvoirs que lui a confiés le législateur, si l'on excepte le décret du 23 mars 1978. Il lui demande si cette inaction provient du fait qu'il estime que toutes les clauses abusives ont disparu des contrats. Dans la négative, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour intensifier l'action publique en ce domaine.

Réponse. — La protection des consommateurs contre les clauses abusives insérées dans les contrats de vente ou de services est un élément essentiel de la politique de la consommation que le Gouvernement entend mener. Le chapitre IV de la loi n° 78-23 du 10 janvier 1978 offre dans cette perspective deux voies de procédure: les clauses considérées comme abusives peuvent être soit interdites, limitées, ou réglementées par décret, soit dénoncées par des recommandations émises par la commission des clauses abusives que cette loi a constitué. A ce jour, les deux voies ont été suivies. C'est ainsi que le décret du 24 mars 1978 interdit trois catégories de clauses couvrant un très large domaine contractuel: les clauses qui constatent l'adhésion à des stipulations ne figurant pas sur l'écrit signé, celles qui suppriment ou limitent le droit à réparation en cas de manquement du professionnel à l'une de ses obligations et celles qui réservent au professionnel le droit de modifier unilatéralement les caractéristiques du bien à livrer ou du service à rendre; en outre, le décret impose le rappel de l'application de la garantie légale des défauts cachés. D'autre part, dans deux recommandations publiées au B.O.S.P., la commission a dénoncé dix clauses abusives insérées dans les contrats de garantie et huit clauses concernant les recours en justice.

Marchés publics (paiement).

24110. — 20 décembre 1979. — M. Gilbert Sénès expose à M. le ministre de l'économie les difficultés rencontrées par certaines entreprises travaillant pour le compte d'hôpitaux locaux et de ceux de l'assistance publique. Celles-ci n'obtiennent le règlement de leurs travaux qu'avec de très grands retards, à telle enseigne que quelques sociétés se trouvent dans des situations financières graves du fait des paiements tardifs qui interviennent. Il lui demande s'il ne serait pas possible pour les entreprises considérées que la caisse nationale des marchés de l'Etat prenne à son compte les dettes des collectivités locales, comme elle le fait pour d'autres secteurs.

Réponse. — Le bénéfice de la procédure des paiements à titre d'avance instituée par le décret n° 79-982 du 29 août 1977 a été initialement limité aux petites et moyennes entreprises titulaires de marchés passés par l'Etat et les établissements publics nationaux à caractère administratif. Le conseil des ministres du 28 février 1979 a décidé d'étendre aux commandes hors marchés de l'Etat et aux commandes des collectivités locales cette procédure qui repose sur deux moyens principaux: l'institution d'un système renforcé et automatique de paiement des intérêts moratoires dus en cas de retard de l'ordonnateur dans le cas de commandes hors marchés de l'Etat et des établissements publics nationaux autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial et de commandes des collectivités locales et de leurs établissements publics; l'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat qui procédera au paiement des sommes dues aux petites et moyennes entreprises titulaires de ces créances, lorsque l'ordonnateur n'aura pas mandaté les sommes dues dans les délais prévus (quarante-cinq jours). L'extension de la compétence de la C.N.M.E. aux créances des petites et moyennes entreprises titulaires de marchés a été réalisée par un décret n° 79-999 en date du 27 novembre 1979. Cette nouvelle procédure est appliquée par la C.N.M.E. aux marchés notifiés à compter du 1^{er} février 1980.

Bourses des voleurs (bourses de province).

24130. — 20 décembre 1979. — M. Vincent Ansquer rappelle à M. le ministre de l'économie que de nombreux chefs d'entreprises sont particulièrement soucieux de trouver les moyens financiers les plus aptes à soutenir le développement de leur firme. Parallèlement à la décentralisation bancaire et aux résultats positifs de la récente loi sur les S.I.C.A.V., les bourses de province apparaissent comme un instrument capable de mobiliser l'épargne publique en faveur des entreprises de la région. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage d'élargir les possibilités d'intervention des bourses de province.

Réponse. — Au cours des années passées, plusieurs mesures ont été prises pour faciliter l'accès des entreprises régionales aux bourses de province comme pour favoriser l'élargissement et l'animation de leur marché. C'est ainsi qu'en 1977 a été créé le compartiment spécial du hors-cote. Ce compartiment est réservé aux sociétés qui se sont engagées auprès de la commission des opérations de bourse à publier les mêmes informations que les sociétés inscrites à la cote officielle et à demander l'admission de leurs actions à la cote officielle avant l'expiration d'un délai de trois ans. Afin de favoriser plus particulièrement la réanimation

des marchés de province, l'effort a principalement porté sur l'inscription à leur cote officielle d'emprunts émis par des collectivités régionales. Les résultats connus permettent déjà de juger du bien-fondé de cette mesure. C'est ainsi qu'en 1977, 15 emprunts obligataires nouveaux ont été inscrits à la cote des bourses régionales pour une valeur nominale de 1,9 milliard de francs; en 1978 le progrès a été plus net : 28 emprunts obligataires nouveaux ont été inscrits pour une valeur nominale totale de 4,1 milliards de francs. Cet effort s'est poursuivi en 1979 puisque 22 emprunts obligataires pour une valeur nominale globale de 3,6 milliards de francs sont venus s'ajouter à ceux précédemment inscrits. Par ailleurs, depuis le 1^{er} octobre 1979 les sociétés de gestion de fonds communs de placement institués par la loi du 13 juillet 1979 ont mis en place plusieurs fonds régionaux dont le portefeuille est très spécialisé sur les valeurs locales. En outre, à l'occasion du dernier collectif budgétaire de 1979, les pouvoirs publics ont pris la décision de donner une suite favorable à l'une des propositions du rapport Mayoux qui préconisait la suppression de l'impôt de bourse sur les places de province. Enfin, le Gouvernement a pris la décision de relever de 15 à 50 millions de francs le seuil en deça duquel les émissions d'obligations sont libres. Ces diverses mesures et tout particulièrement les deux dernières sont de nature à répondre aux légitimes préoccupations de l'honorable parlementaire.

Banques et établissements financiers (crédit national).

24265. — 23 décembre 1979. — M. Roger Corrèze attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur les difficultés qu'une entreprise de sa circonscription éprouve après avoir formulé une demande de crédit à moyen terme au Crédit national. Cette demande était motivée par le fait que cet établissement en expansion a augmenté ses effectifs de plus de 10 p. 100. Or, le Crédit national vient de signaler par télégramme à cette société que l'attribution d'un prêt était accordée mais que les crédits étaient actuellement épuisés. Cette situation est préjudiciable pour l'avenir de cette entreprise dynamique qui voit son programme menacé par le fait que le Crédit national ne peut honorer ses engagements et l'obligerait à contracter ailleurs des emprunts à des taux beaucoup plus élevés. Aussi, il lui demande quelles dispositions rapides il compte prendre pour qu'au moins le Crédit national dispose de crédits lui permettant de remplir son rôle dans les plus brefs délais.

Réponse. — Dans la procédure de prêts à taux privilégié en faveur des entreprises engageant des investissements créateurs d'emplois, sont associés des crédits à long et moyen terme. Les prêts à long terme sont distribués par des établissements financiers spécialisés comme le Crédit national, dans le cadre d'enveloppes annuelles. Le rythme de consommation est de la responsabilité de ces établissements. L'enveloppe des prêts spéciaux était effectivement épuisée lorsque l'honorable parlementaire a formulé sa question. Afin de poursuivre l'effort entrepris depuis plusieurs années en faveur de l'investissement productif, le conseil des ministres du 2 janvier dernier a décidé pour l'année 1980 l'ouverture de nouvelles enveloppes. Le Crédit national sera donc en mesure de reprendre la distribution de ces crédits prochainement.

Banques et établissements financiers (crédit mutuel).

24338. — 29 décembre 1979. — M. Roland Huguet appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur le maintien du plafond des livrets « bleu » du Crédit mutuel alors que le plafond des livrets « A » des Caisses d'épargne est relevé à 45 000 francs. Le Crédit mutuel assurant la promotion et la protection de l'épargne salariale ainsi que le financement des réalisations des collectivités locales, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — Il n'est pas apparu souhaitable de maintenir un plafond identique pour le livret A des caisses d'épargne et le compte spécial sur livret du Crédit mutuel. L'égalité des plafonds faisait en effet bénéficier le Crédit mutuel d'une situation privilégiée, tant par rapport aux banques que par rapport aux caisses d'épargne. D'une part, le Crédit mutuel n'est pas soumis aux mêmes contraintes d'emploi que les caisses d'épargne. La totalité des sommes déposées sur le livret A est consacrée à des opérations d'intérêt général (logement social et collectivités locales en particulier) le plus souvent à des taux d'intérêt très inférieurs à ceux du marché. En revanche, les sommes déposées sur les comptes

spéciaux sur livrets du Crédit mutuel ne servent qu'à concurrence de 50 p. 100 à des emplois d'intérêt général consentis aux taux du marché et servent pour le reste à des opérations ordinaires de prêts. Le Crédit mutuel est, d'autre part, le seul de toutes les institutions bancaires à pouvoir offrir simultanément aux particuliers un compte leur offrant une rémunération identique à celle du livret A des caisses d'épargne et l'ensemble des services bancaires. Cette situation privilégiée avait un double inconvénient. Elle entraînait des distorsions importantes sur le plan de la concurrence entre réseaux bancaires et elle risquait de porter de graves préjudices au fonctionnement des caisses d'épargne et de la Caisse des dépôts et consignations et notamment de restreindre les possibilités de prêts de ces établissements aux collectivités locales et aux organismes d'H. L. M. C'est pourquoi, le plafond des dépôts sur comptes spéciaux du Crédit mutuel a été maintenu à 41 000 francs. Il faut noter que ce plafond permet à une famille de trois enfants de disposer, nets d'impôts, de revenus afférents à un capital de 205 000 francs. Cette mesure ne porte donc pas atteinte à l'épargne salariale.

EDUCATION

Enseignement secondaire (personnel).

24219. — 21 décembre 1979. — M. Henri Bayard expose à M. le ministre de l'éducation que la rémunération des « heures-année second degré » due à certains enseignants des premier et second cycles en plus de la rétribution mensuelle afférente à un service complet d'enseignement n'est pas régulièrement annexée à cette dernière, comme cela semblerait normal, mais que les heures supplémentaires effectuées au cours des mois de septembre, octobre, novembre et décembre ne sont payées qu'avec le salaire et les heures-année dus pour le mois de janvier. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à ces retards systématiques et injustifiés dans le paiement des heures-année.

Réponse. — La liquidation des heures supplémentaires d'enseignement ne peut être effectuée qu'après approbation des emplois du temps des personnels et mise en œuvre de la procédure qui permet d'indiquer aux centres électroniques du Trésor le nombre d'heures dues aux différents ayants droit. Compte tenu des impératifs administratifs et techniques liés aux opérations considérées le paiement des sommes dues au titre du premier trimestre de l'année scolaire ne peut généralement intervenir avant la fin du mois de décembre. Le paiement en décembre des heures du premier trimestre scolaire a été défini pour tous les personnels intéressés par des directives générales données en 1979. Dans la grande majorité des académies ces directives ont été appliquées de façon très satisfaisante. Dans quelques académies, les paiements de décembre 1979 n'ont pas correspondu à la totalité des droits constatés; de ce fait les personnels d'un certain nombre d'établissements n'ont pu recevoir le montant des indemnités pour heures supplémentaires du premier trimestre scolaire 1979-1980 qu'à la fin du mois de janvier 1980. Des instructions ont été données aux recteurs des académies en cause afin que de tels faits ne se reproduisent pas pour la prochaine année scolaire.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

Architectes (ouvrages intéressant la défense).

6519. — 30 septembre 1978. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les dispositions du décret n° 78-69 du 20 janvier 1978 fixant les conditions d'agrément des officiers pour la conception architecturale des ouvrages intéressant la défense, qui interdit par son article 7 l'application de l'article 17 de la loi sur l'architecture. Cela a pour conséquence que les chefs de service des bâtiments et des armements terrestres ne peuvent bénéficier de cet article 17 de forces motrices de certains établissements de la direction technique des armements terrestres ne peuvent bénéficier de cet article 17 de la loi sur l'architecture comme c'est le cas pour certains cadres d'autres ministères. Il lui demande s'il ne conviendrait pas de prendre des mesures susceptibles de mettre fin à cette discrimination.

Réponse. — L'article 17 de la loi sur l'architecture impose à tout architecte quel que soit le mode d'exercice de sa profession, de déclarer, selon les modalités et sous les réserves qui sont déterminées par décret, les projets de construction qui lui sont confiés.

L'article 7 du décret n° 78-09 du 20 janvier 1978 dispose que « les travaux de la défense nationale » ne peuvent faire l'objet de cette déclaration prévue à l'article 17 de la loi sur l'architecture. Le décret portant code des devoirs professionnels, actuellement en cours de signature après examen par le Conseil d'Etat, doit préciser le régime de déclaration applicable aux travaux ne relevant pas de la défense nationale. Il prévoit notamment que la déclaration imposée à tout architecte agréé en architecture ou société d'architecture ne porte que sur les projets de construction qui lui sont confiés et qui ont fait l'objet d'une demande de permis de construire, que la déclaration ne peut être rendue publique, qu'elle porte sur la nature, l'importance, la localisation du projet, sur le maître d'ouvrage et sur l'étendue et les modalités de la mission confiée, que le destinataire de la déclaration est, à leur demande, le conseil régional de l'ordre des architectes ou tableau duquel est inscrit l'auteur du projet ou l'administration chargée de l'architecture. L'énoncé de l'ensemble de ces dispositions d'application de l'article 17 de la loi sur l'architecture montre que la préoccupation traduite par la question posée porte sans doute sur une matière différente qu'il conviendrait alors de préciser.

Logement (expulsions et saisies).

11938. — 3 février 1979. — Mme Paulette Fost attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation difficile dans laquelle se trouvent de nombreuses familles du fait des difficultés économiques actuelles, à savoir : le chômage, les réductions d'horaires, etc. Nombreux sont les locataires, les accédants à la propriété qui ont de plus en plus de mal à faire face à leur dépense de logement. Les saisies et les expulsions risquent de ce fait de se multiplier. Les organismes à but non lucratif, notamment les H.L.M. ressentiront directement les effets de cette situation. Des mesures d'urgence s'imposent. C'est pourquoi elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° l'attribution d'une prime mensuelle exceptionnelle aux locataires et accédants leur permettant de faire face à leur dépense logement ; 2° un moratoire pour les dettes de logement liées à la conjoncture économique ; 3° l'aide sous forme de subventions aux organisations propriétaires de caractère social leur permettant d'équilibrer leur budget 1979 sans augmentation de loyer. En effet, l'application rapide de ces mesures permettrait d'atténuer, dans les familles, les atteintes à leur niveau de vie.

12983. — 3 mars 1979. — M. Antoine Porcu attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les conséquences sociales dramatiques des licenciements massifs annoncés en Lorraine par les groupes Usinor et Sacilor. En particulier, les travailleurs frappés de chômage seront dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs loyers ainsi que des charges parfois supérieures à 50 p. 100 de ces derniers. Nombreuses sont les familles de travailleurs qui s'étaient lancées dans l' aventure de l'accès à la propriété ; aujourd'hui, elles s'interrogent : que vont-ils devenir, comment s'acquitter de leurs emprunts. Par ailleurs, si ces graves menaces étaient mises en application, les fermetures d'usines entraîneraient inévitablement une perte de recettes considérable pour les communes qui, du même coup, seraient dans l'obligation de restreindre leurs subventions à caractère social. Partant de ces considérations, il est intolérable que des saisies ou expulsions puissent menacer ceux déjà atteints par le chômage. D'autre part, de nombreux locataires et accédants actuellement au chômage dans une région où la situation de l'emploi est vraiment critique, demandent : l'attribution d'une prime mensuelle exceptionnelle aux locataires et accédants leur permettant de faire face à leur dépense de logement ; un moratoire pour les dettes des logements liés à la conjoncture économique ; une aide sous forme de subventions aux organismes propriétaires, de caractère social, leur permettant d'équilibrer leur budget 1979, sans augmentation de loyer. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour satisfaire ces revendications et en vue d'interdire toutes saisies ou expulsions à l'égard de locataires victimes du chômage.

Réponse. — Le Gouvernement, très attentif aux difficultés rencontrées par les familles pour faire face à leurs dépenses de logement, qu'il s'agisse de l'allocation de logement ou de l'aide mesurée à cet égard. C'est ainsi que la diminution de ressources liée au chômage est prise en compte dans les aides personnelles au logement, qu'il s'agisse de l'allocation de logement ou de l'aide personnalisée au logement dont le montant est, en ce cas, révisé en cours de période de paiement pour s'adapter rapidement à la situation financière des ménages et à son évolution. Par ailleurs, un ensemble de mesures ont été prises au niveau local pour faciliter

la solution des difficultés temporaires que peuvent rencontrer les locataires. En particulier, des commissions de conciliation sont progressivement mises en place soit au niveau des organismes de logements locatifs sociaux, soit au niveau des services préfectoraux, ou de diverses associations de la loi de 1901 ; elles ont pour objet de résoudre à l'amiable les problèmes, et de mobiliser en faveur des ménages une série d'aides financières qui peuvent être accordées par des organismes aussi divers que les caisses d'allocations familiales, les Assedic, ou les bureaux d'aide sociale. Il est rappelé, en outre, que la loi permet au juge d'accorder, d'une part, des délais de paiement, suspendant les poursuites, en considération de la situation économique du débiteur (art. 1244 du code civil) et, d'autre part, des délais d'exécution d'une ordonnance d'expulsion « chaque fois que le relogement des intéressés ne pourra avoir lieu dans des conditions normales » (art. 1^{er} de la loi n° 51-1372 du 12 décembre 1951). En ce qui concerne la situation des organismes d'H.L.M., propriétaires, il convient de souligner que ces derniers sont tenus d'assurer l'équilibre financier de leur gestion. Pour les logements non conventionnés, le loyer d'équilibre s'inscrit à l'intérieur d'une « fourchette » réglementaire tenant compte des prix de revient de la construction et des frais de gestion, contrôle et entretien. Pour maintenir cet équilibre, l'organisme décide des majorations de loyer qui ne peuvent cependant pas entraîner une hausse supérieure de 10 p. 100 d'un semestre par rapport au précédent. Pour les logements conventionnés, cet équilibre s'inscrit dans la limite d'un maximum fixé au niveau national et tenant compte des conditions d'amortissement des nouvelles aides de l'Etat (prêt locatif aidé). Dans le patrimoine existant, le passage au régime conventionné permet un relèvement des loyers dans la limite de ce maximum national en vue, notamment, de pratiquer une politique d'amélioration et d'entretien, ce relèvement étant, pour les locataires à ressources modestes, plus que compensé par l'aide personnalisée au logement. Il convient de noter en outre, en matière de moratoire, que les emprunts contractés par les organismes bailleurs ont fait l'objet d'un contrat entre ces derniers et le prêteur et que l'administration ne peut s'immiscer dans des affaires relevant du droit privé. En tout état de cause, enfin, le budget de l'Etat ne dispose pas de chapitre permettant d'accorder des subventions exceptionnelles aux organismes bailleurs de logements sociaux et il appartient à la collectivité support d'apporter ce genre d'aides, si elle l'estime nécessaire.

Institut géographique national (imprimerie).

13249. — 10 mars 1979. — M. Joël Le Tac appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les investissements de l'I. G. N. dans le domaine de l'imprimerie. Le secteur de l'imprimerie de labeur connaît aujourd'hui une situation difficile, par suite notamment de la concurrence anormale qu'exercent sur ses marchés les imprimeries administratives intégrées, lesquelles échappent pour une grande part aux charges qui pèsent sur les entreprises de la profession. Par une circulaire en date du 27 novembre 1975, M. le Premier ministre avait demandé à MM. les ministres et secrétaires d'Etat de se montrer particulièrement vigilants quant aux activités d'imprimerie exercées par les établissements publics placés sous leur tutelle. Cette vigilance paraît s'être quelque peu assoupie et certains de ces établissements ont pu procéder récemment à des investissements importants dans ce domaine. C'est ainsi que l'I. G. N. s'est équipé ces derniers mois d'une rotative six couleurs d'une valeur de plus de cinq millions de francs ; or, à l'heure actuelle, ce matériel est largement sous-employé, et le personnel de l'imprimerie de l'Institut se trouve en chômage technique par suite d'erreurs d'appréciation quant au plan de charge de l'atelier correspondant. A cette situation préoccupante pour l'I. G. N. lui-même, s'ajoutent des conséquences extrêmement dommageables pour les imprimeries professionnelles auxquelles l'Institut ne confie plus que de rares travaux alors que celles-ci sont parfaitement capables d'assurer notamment l'impression des cartes mises au point par l'Institut. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il se propose de prendre pour remédier à ce déplorable état de choses.

Réponse. — Conformément au décret du 23 décembre 1966, l'imprimerie de l'Institut géographique national (I. G. N.) a pour mission d'assurer la publication des cartes de base, des cartes dérivées et des produits des travaux cartographiques destinés à la défense nationale, aux diverses administrations civiles, aux collectivités et services publics, aux Etats étrangers et aux organismes internationaux. Sa structure, ses moyens et ses activités sont ceux d'une imprimerie de labeur, établissement de l'Etat, au même titre que l'imprimerie nationale, l'imprimerie des Journaux officiels ou l'atelier de l'Imbr. Les personnels ouvriers et de maîtrise qui y

sont affectés sont des professionnels de l'imprimerie formés par l'Institut national des industries et arts graphiques ; ils sont rémunérés sur la base des salaires des personnels ouvriers du livre du ministère de la défense, selon des barèmes s'inspirant de la convention nationale de travail des imprimeries de labeur et d'industries graphiques. Pour ces différentes considérations, l'imprimerie de l'I. G. N. n'entre pas dans la catégorie des imprimeries administratives intégrées visées par la circulaire du 27 novembre 1975. Par ailleurs, la modernisation du parc de machines offset s'imposait à l'I. G. N. qui, en raison de la vétusté des matériels, n'était plus en mesure d'exécuter dans des conditions satisfaisantes les travaux d'impression, notamment pour le compte du ministère de la défense. Le potentiel d'impression dont l'établissement dispose aujourd'hui correspond seulement à ses missions essentielles de service public. L'I. G. N. recourt largement aux imprimeurs professionnels pour la réalisation de certains travaux : c'est ainsi qu'en 1978, 2 085 000 cartes ont été imprimées en sous-traitance par des imprimeurs du secteur privé pour un montant de 1 780 000 francs ; en 1979, les travaux réalisés pour l'I. G. N. par les imprimeurs professionnels se sont élevés à 2 578 000 francs. La situation et les conditions d'utilisation de l'imprimerie de l'I. G. N. feront l'objet d'un examen attentif dans le cadre des réflexions conduites par le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur l'organisation, les activités et le fonctionnement de l'établissement.

Maires (attributions).

14740. — 7 avril 1979. — M. Claude Dhinnin, se référant à la publication *Le Nouvel Economiste*, n° 167, du 22 janvier 1979, demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de lui préciser la nature des propositions qu'il envisage de formuler et des initiatives qu'il envisage de prendre, afin « de rendre totalement la liberté aux maires pour qu'ils puissent faire appel à l'intervenant de leur choix et donc, s'ils le souhaitent, à des entreprises privées » ainsi que cela était indiqué dans la publication précitée à l'égard des travaux communaux.

Réponse. — Dans le cadre de la politique de développement des responsabilités locales, le Président de la République a chargé le Gouvernement de préparer les conditions d'une transformation profonde des rapports entre les collectivités territoriales et les services techniques de l'Etat. En effet, les communes et leurs groupements font souvent appel aux administrations de l'équipement et de l'agriculture pour gérer leur voirie, étudier des projets d'infrastructure ou surveiller des chantiers. Beaucoup d'élus critiquent les modalités de ces interventions : outre la lourdeur des procédures, ils leur reprochent d'établir un lien direct entre le volume des travaux ainsi exécutés et le montant des indemnités allouées en contrepartie aux ingénieurs et techniciens de l'Etat. Pour mettre fin à cette ambiguïté, le Gouvernement a mis en place une réforme inspirée par un triple souci de vérité, de simplicité et d'équité : vérité : à compter du 1^{er} janvier 1980, tout lien est supprimé entre les indemnités des ingénieurs et techniciens de l'Etat et les sommes versées par les collectivités locales pour les interventions des administrations de l'équipement et de l'agriculture. Les communes et leurs groupements sont ainsi assurés d'une liberté totale dans le choix de leur maître d'œuvre. L'objectivité des services de l'Etat ne peut plus être mise en cause lorsqu'ils sont appelés à émettre un avis technique sur un projet intéressant une collectivité locale. La réforme supprime également certains obstacles à la mobilité des personnels et facilite l'affectation de ceux-ci dans les zones prioritaires ; simplicité : par une seule délibération annuelle de leur conseil municipal, les communes peuvent obtenir des directions départementales de l'équipement une prestation d'aide technique à la gestion. Pour les communes ne dépassant pas 2 000 habitants, moyennant une contribution de 2,50 francs par habitant en 1980, cette prestation comprend la gestion de la voirie communale, l'étude et la direction des travaux de voirie d'un montant inférieur à 100 000 francs, ainsi qu'une mission générale d'assistance et de conseil en matière d'aménagement, d'urbanisme et d'habitat ; équité : pour les autres missions de maîtrise d'œuvre, les barèmes de rémunération sont aménagés afin de mieux correspondre à l'importance réelle de chaque type d'interventions. Les sommes versées par l'ensemble des collectivités locales étant maintenues à leur niveau actuel, il en résulte une diminution du coût des travaux courants, qui intéressent souvent les communes petites et moyennes. La réforme décidée par le Gouvernement rend ainsi plus claires et plus confiantes les relations des collectivités locales avec les services techniques de l'Etat appelés à privilégier désormais leur mission de conseil.

Habitations à loyer modéré (construction).

16116. — 12 mai 1979. — M. Joseph Legrand demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de bien vouloir lui préciser les questions suivantes : 1° quelle a été l'évolution du financement de la construction locative d'H.L.M. depuis 1960 ; 2° quelles furent la durée et les taux d'intérêt des prêts depuis 1960 ; 3° quelle est l'évolution de l'intérêt des prêts consentis aux offices d'H.L.M. pour la construction locative dans le cadre de l'application de la loi sur l'aide personnalisée au logement.

Réponse. — Le rythme de construction de logements locatifs sociaux a progressivement crû de 1960 à 1968 d'un niveau annuel approximativement de 70 000 logements à un niveau qui a atteint et parfois légèrement dépassé 130 000 logements par an. Ceci s'explique par la forte demande entraînée dans la période allant de 1967 à 1973 par l'expansion démographique et la croissance urbaine accélérée. Depuis 1974, le nombre de logements construits chaque année a progressivement diminué pour atteindre un minimum d'un peu plus de 67 000 logements en 1978. Le nombre de logements construits en 1979 sera environ de 77 000, chiffre égal à celui prévu par le projet de loi de finances pour 1980. Ce niveau apparaît raisonnable, compte tenu notamment de la moindre expansion démographique et du net ralentissement des migrations à l'intérieur du territoire. Les conditions de prêts, qui en 1960 étaient à un taux d'intérêt de 1 p. 100 et d'une durée de quarante-cinq ans, sont progressivement moins favorables au fur et à mesure que se développaient les aides à la personne, et notamment le champ d'application de l'allocation logement. Les nouveaux prêts locatifs aidés institués par la réforme de l'aide au logement sont des prêts de trente-quatre ans à un taux d'intérêt de 6,18 p. 100. Ces conditions financières restent très privilégiées et impliquent une aide budgétaire importante. Une part croissante de l'aide de l'Etat est maintenant attribuée à chaque locataire à travers le système de l'aide personnalisée au logement, qui a pour effet de créer une adéquation entre la charge de logement de chacun et ses revenus. L'aide publique, d'un montant global en progression, est ainsi répartie plus justement entre les diverses catégories de bénéficiaires.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques).

16593. — 30 mai 1979. — M. Louis Darinot appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les risques graves encourus par le site et la baie du Mont-Saint-Michel. Il lui rappelle la réponse qu'il avait faite le 24 septembre 1977 à sa question écrite n° 38723 du 8 juin 1977, et dans laquelle il précisait que le processus d'ensablement se poursuivrait inexorablement si certaines solutions, qu'il fallait chiffrer, n'intervenaient pas. Les travaux du L.C.H.F., sans avoir été publiés, ont fait l'objet dans leurs conclusions d'un exposé prévoyant pour 1990 la perte d'insularité du Mont-Saint-Michel. Il lui demande donc : 1° quelle est son opinion sur les propositions faites par le L.C.H.F. ; 2° si les solutions auxquelles il faisait allusion dans sa réponse du 24 septembre 1977 ont été chiffrées et dans quel délai il compte mettre en œuvre les travaux indispensables à la sauvegarde du site ; 3° pour quelles raisons aucun crédit n'a été prévu au budget de 1979 alors qu'en 1977 il laissait espérer que les travaux commenceraient en 1979 pour s'achever en 1982.

19321. — 11 août 1979. — M. Henri de Gastines rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que le mont Saint-Michel constitue un joyau essentiel du patrimoine naturel et monumental de France. Son insularité est, à elle seule, un des éléments capitaux de son renom. Or le mont Saint-Michel est victime d'un processus d'ensablement rapide qui met en cause, à brève échéance, cette insularité qui a contribué et contribue encore à lui donner une célébrité sans cesse grandissante. L'étonnement et la profonde émotion récemment éprouvés et exprimés par l'académie des beaux-arts de constater, dans le budget de l'exercice en cours, l'absence de tout crédit destiné à arrêter un phénomène de plus en plus inquiétant, sont particulièrement opportuns. C'est pourquoi il lui demande que des dispositions soient prises d'urgence sur le plan financier afin de permettre la mise en œuvre des travaux indispensables de désensablement préconisés par le laboratoire central d'hydraulique de France.

Environnement (protection : Mont-Saint-Michel).

19994. — 15 septembre 1979. — M. Jean-Marie Dailliet demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie s'il n'estime pas qu'il serait opportun d'inscrire dans le budget de son

département pour 1980 les crédits nécessaires pour engager dès le prochain exercice les travaux recommandés par le conseil général des ponts et chaussées en vue de sauvegarder l'insularité du Mont-Saint-Michel.

Environnement (protection) (Manche).

21697. — 26 octobre 1979. — M. Alain Madelin signale à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie les inquiétudes de divers scientifiques et diverses associations sur l'avenir de l'insularité du Mont-Saint-Michel. Depuis 1972 diverses réunions et études ont été menées sous le patronage du ministère de l'environnement et des administrations locales. Il lui demande donc de bien vouloir faire le point sur ce dossier et d'indiquer quelles mesures il compte prendre pour assurer l'avenir du Mont-Saint-Michel, monument et témoin essentiel de la civilisation occidentale.

Réponse. — Le ministère de l'environnement et du cadre de vie a procédé au cours de l'année 1979 à un examen détaillé des conditions financières, administratives, juridiques et techniques permettant de donner suite aux conclusions de l'étude qu'il avait confiée au laboratoire central d'hydraulique de France, sur les moyens de lutter contre l'ensablement de la baie du Mont-Saint-Michel. La voie dans laquelle il convient de s'engager appelle une intervention conjointe de l'Etat, de la région, des collectivités locales intéressées, sans préjudice des concours résultant d'un vaste mouvement de sauvegarde auquel les visiteurs du mont seraient appelés à se joindre; si la région et le département s'associent à une telle démarche, il sera proposé à un prochain comité interministériel une participation de l'Etat à hauteur de 50 p. 100 d'une première tranche de travaux. Cette première tranche de travaux serait arrêtée après une table ronde associant les partenaires intéressés et les techniciens compétents pour fixer clairement les priorités. Il semble dès maintenant que la première opération pourrait porter sur une démolition partielle de la digue de la Roche-Torin; ce qui favoriserait la divagation de la Sée et de la Sélune pour leur permettre d'attaquer le grand banc de sable situé à l'Est du mont. L'étape ultérieure complémentaire, l'aménagement du barrage et du bassin du Couesnon doit à l'évidence faire l'objet d'études particulières pour étudier les conséquences des modifications proposées sur le plan d'eau et pour s'assurer qu'il n'y a pas de risques pour le réseau hydraulique de cette zone très sensible. Quant aux travaux concernant les réservoirs à marée à l'Est du mont, l'aménagement d'un épi enraciné au Grouin du Sud ou la modification de la digue-route d'accès au mont, les opinions sur l'utilité relative de tels travaux restent partagées; ce sont donc des points qui devront être largement débattus et qui pourront l'être d'autant plus aisément que les travaux en question ne seraient retenus que beaucoup plus tard s'ils apparaissaient nécessaires et incontestables.

Enregistrement : droits (successions).

1719°. — 9 juin 1979. — M. Gustave Anseret attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les difficultés que rencontrent un grand nombre d'héritiers pour acquitter les droits de mutation. En effet, il y a un délai légal de six mois pour déposer une déclaration de succession après l'ouverture de celle-ci. Ces successions sont assujetties ou non aux droits de mutation à titre gratuit et il peut arriver, notamment en ligne collatérale, que les droits soient assez importants. De fait, beaucoup d'héritiers attendent la vente du ou des immeubles provenant de ladite succession pour payer les droits de mutation. Les circonstances économiques que connaît notre région, et que vous n'êtes pas sans savoir, font que les ventes sont de plus en plus difficiles et demandent des délais de plus en plus importants pour se réaliser, dans bien des cas l'offre étant supérieure à la demande. En outre, lorsque des amateurs se sont présentés et ont souscrit un engagement d'achat pour un immeuble en vente, il s'écoule souvent un délai de six mois avant l'obtention du prêt sollicité, notamment en matière d'aide personnalisée au logement, les prêts « PAP ». Il en résulte donc, compte tenu des délais de plus en plus longs, un préjudice matériel pour les héritiers qui, outre les droits, se voient infliger des pénalités de retard : 3 p. 100 le premier mois, 1 p. 100 les mois suivants. En conséquence, il lui demande : 1° d'accélérer l'obtention des prêts dont le contrôle est soumis à l'administration de l'environnement et du cadre de vie; 2° pour des régions que l'on peut considérer comme sinistrées, d'accorder les remises totales de pénalités pour dépôt tardif de déclaration de succession et de paiement des droits.

Réponse. — 1° Dans le cadre d'une accélération de l'instruction des dossiers de demande de prêts urgents, le ministre de l'environnement et du cadre de vie a demandé aux directions départementales de l'équipement, dans la circulaire du 5 juin 1979 relative aux prêts aidés, de donner un caractère prioritaire aux dossiers pour lesquels les demandeurs de prêts sont tenus par des délais de réponse à l'égard des vendeurs; 2° l'indemnité de retard prévue à l'article 1727 du code général des impôts présente un caractère prédominant de réparation civile et, pour cette raison, est exigible du seul fait du paiement tardif de l'impôt. Mais l'administration examine toujours avec largueur de vues les demandes en remise ou modération des successibles qui, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, se sont trouvés dans l'impossibilité de se libérer, dans le délai prescrit, des droits dont ils étaient redevables. Il en est ainsi lorsque les héritiers ou légataires n'ayant pas de disponibilités personnelles et n'en ayant pas recueilli dans la succession, ont dû se résoudre à alléner un ou plusieurs immeubles héréditaires dans des conditions parfois difficiles et justifient avoir fait toutes les diligences nécessaires pour se procurer, le plus rapidement possible, les fonds destinés au paiement de leur dette fiscale. L'importance de la modération accordée est fonction des circonstances propres à chaque affaire, parmi lesquelles entre, le cas échéant, la situation économique d'une région déterminée. Cette prise en considération d'éléments d'appréciation singuliers exclut que des mesures de caractère général puissent être appliquées de façon quasi automatique sur une partie plus ou moins étendue du territoire.

Urbanisme (Bouches-du-Rhône).

17839. — 15 juin 1979. — M. Jean-Claude Gaudin attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation d'un grand ensemble résidentiel des quartiers Sud de Marseille, La Rouvière, construit de 1962 à 1969 et comprenant sur 27 hectares de collines, 7 bâtiments (2 200 logements) occupés par près de 10 000 personnes, un centre commercial, le tout au milieu d'espaces verts soigneusement entretenus et étendus au fil des années par les soins du syndicat des copropriétaires. Malheureusement, à la suite de la mise en liquidation judiciaire de la S. C. I. La Rouvière en 1969, un vaste ensemble de construction devant comprendre un second centre commercial, un complexe sportif avec piscine et une salle de réunion s'est trouvé brusquement arrêté en plein chantier, restant en l'état depuis lors. Ce chantier abandonné, situé à l'entrée principale de la résidence, dépare celle-ci et la dévalorise, mais en outre, par son état de dégradation (dalles de béton effondrées, excavation encombrée de ferrailles et de piliers inachevés), il constitue un danger, en particulier pour les centaines d'enfants fréquentant le groupe scolaire de la résidence, situé à proximité immédiate. Il lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour que cesse une telle situation; et pour favoriser la réalisation à La Rouvière d'un centre socio-administratif digne d'une résidence aussi importante.

Urbanisme (Bouches-du-Rhône).

25217. — 28 janvier 1980. — M. Jean-Claude Gaudin rappelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur sa question n° 17389 du 15 juin 1979, parue dans le Journal officiel du 15 juin 1979, dont les termes sont les suivants : « M. Jean-Claude Gaudin attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation d'un grand ensemble résidentiel des quartiers Sud de Marseille, La Rouvière, construit de 1962 à 1969 et comprenant, sur vingt-sept hectares de collines, sept bâtiments (2 200 logements) occupés par près de 10 000 personnes, un centre commercial, le tout au milieu d'espaces verts soigneusement entretenus et étendus au fil des années par les soins du syndicat des copropriétaires. Malheureusement, à la suite de la mise en liquidation judiciaire de la S. C. I. La Rouvière en 1969, un vaste ensemble de constructions devant comprendre un second centre commercial, un complexe sportif avec piscine et une salle de réunions s'est trouvé brusquement arrêté en plein chantier, restant en l'état depuis lors. Ce chantier abandonné, situé à l'entrée principale de la résidence, dépare celle-ci et la dévalorise, mais en outre, par son état de dégradation (dalles de béton effondrées, excavation encombrée de ferrailles et de piliers inachevés) il constitue un danger, en particulier pour les centaines d'enfants fréquentant le groupe scolaire de la résidence, situé à proximité immédiate. Il lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour que cesse une telle situation et pour favoriser la réalisation à La Rouvière d'un centre

socio-administratif digne d'une résidence aussi importante. » Il lui demande de bien vouloir lui donner une réponse dans les plus brefs délais.

Réponse. — L'ensemble immobilier de La Rouvière, dans le secteur Sud de l'agglomération marseillaise, comporte effectivement des ouvrages inachevés, qui se dégradent peu à peu, et, dans leur état actuel, constituent un danger certain pour le voisinage. L'amélioration de cette situation ne saurait résulter que de la réalisation à cet emplacement d'un jardin ou d'un équipement public, les possibilités constructives qu'offre le coefficient d'occupation du sol de la parcelle en cause étant d'ores et déjà épuisées. Une telle solution implique notamment que les problèmes posés par la maîtrise foncière de ce terrain, actuellement indivis entre les copropriétaires de l'ensemble résidentiel, puissent être réglés. Il appartient à la ville de Marseille, dont l'attention a été appelée sur cette question, d'élaborer le programme de l'opération, en liaison avec les différents propriétaires intéressés. Le ministre de l'environnement et du cadre de vie est prêt, en ce qui le concerne, à accueillir favorablement toute proposition viable de nature à améliorer la situation de l'ensemble de La Rouvière et en particulier, à examiner les possibilités de son financement au titre du fonds d'aménagement urbain.

Habitat ancien (primes à l'amélioration de l'habitat).

17749. — 23 juin 1979. — M. Jean-Pierre Bechter demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de lui faire le point sur les projets de modification de la prime d'amélioration de l'habitat rural. Il attire à cet égard son attention sur la nécessité que la P.A.H.R. garde sa spécificité et ne soit pas amalgamée au sein d'une prime à l'amélioration de l'habitat prenant en compte également le secteur urbain et que les travaux exécutés par les agriculteurs eux-mêmes puissent continuer à être pris en compte.

Réponse. — Dans le cadre du plan global d'amélioration de l'habitat approuvé en conseil des ministres le 29 août 1978, les services du ministère de l'environnement et du cadre de vie ont élaboré un nouveau décret publié au *Journal officiel* du 22 novembre 1979 (décret n° 79-977 du 20 novembre 1979), fusionnant la prime à l'amélioration de l'habitat rural (P.A.H.R.) et la prime à l'amélioration de l'habitat (P.A.H.). A cette occasion, le montant définitif de la prime, au taux normal de 20 p. 100, applicable hors opérations programmées, a été porté de 10 000 francs à 12 000 francs. Le montant des crédits inscrits au budget de 1980 du ministère de l'environnement et du cadre de vie est en augmentation de 77 p. 100 par rapport au budget de 1979, ce qui permettra de faire face à la demande en milieu rural, comme en milieu urbain. Il est rappelé par ailleurs que les dossiers présentés par les exploitants agricoles, les associés d'exploitation titulaires d'un contrat enregistré ou les ouvriers agricoles feront l'objet d'une consultation systématique de la direction départementale de l'agriculture par les services des directions départementales de l'équipement.

Energie (énergie solaire).

17934. — 27 juin 1979. — M. François Massot appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur certaines difficultés d'application de l'arrêté du 23 avril 1979 créant une prime de 1 000 francs pour les particuliers qui, au cours du premier semestre 1979, auraient doté leur logement d'installations de chauffe-eau solaires. Un certain nombre d'informations parues dans la presse laissent entendre que cette prime pourrait être versée sur présentation, à la direction départementale de l'équipement, d'un double de la facture acquittée dans le cours de la période considérée. S'il est bien exact que ces pièces doivent être fournies, elles doivent être accompagnées d'une série de documents complémentaires dont le nombre ne peut que décourager les usagers de toucher leur prime. Ne pense-t-il pas qu'un tel alourdissement des procédures paraît inacceptable, compte tenu du montant des sommes attribuées et qu'elle ne peut avoir que des effets dissuasifs, alors que, précisément, cette prime était attribuée pour des raisons incitatives au développement des énergies douces et plus particulièrement à l'énergie solaire.

Réponse. — La procédure mise en place en vue de l'attribution de la prime chauffe-eau solaire a pris fin le 30 juin 1979. Cette dernière a rencontré des difficultés d'ordre administratif liées à la gestion des crédits et à l'obtention simultanée de la prime et du permis de construire, notamment en logement existant. Pour remédier, dans l'avenir, à cet état de fait, les services du ministè-

re de l'environnement et du cadre de vie ont étudié les moyens de concilier l'utilisation de l'énergie solaire et les impératifs d'intégration architecturale et d'urbanisme. Cette prime est dorénavant relayée dans le cadre des aides au logement par des prêts complémentaires (prêts locatifs aidés et prêts accession à la propriété) destinés à prendre en compte les surcoûts dus à l'utilisation des chauffe-eau solaires, ce qui, en l'espèce, rend la procédure d'aide beaucoup plus simple.

Energie (énergie solaire).

18642. — 21 juillet 1979. — M. André Tourné expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que, dans les constructions nouvelles, l'énergie solaire semble prendre, petit à petit, une place de choix en vue de chauffer les maisons d'habitations ou des établissements publics (lycées, collèges, piscines, hôpitaux, etc.). Des architectes inventifs ont déjà mis au point plusieurs types de construction susceptibles de bénéficier du chauffage solaire, soit sous forme d'appoint, soit sous forme d'un chauffage permanent. Ainsi naît progressivement une architecture nouvelle en direction du solaire. Il est vrai que ce phénomène n'est pas nouveau. Les conceptions de l'immortel architecte d'avant-garde Le Corbusier le prouvent, lui qui donnait au soleil, même avec ses grands ensembles, une place prépondérante. Le centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), de son côté, depuis quinze ans déjà, étudie la mise en place des premières maisons solaires, dans certains cas appelés « mur Trombe », du nom du chercheur français pour qui le soleil est une source de chaleur aux données incompréhensibles. A présent, le moment semble bien arrivé où les seules initiatives individuelles ou par équipe, d'architectes et de chercheurs, ne suffisent plus. Aussi, il lui demande si son ministère est totalement gagné par les heureuses initiatives de chauffage urbain par le solaire. Si oui, il lui demande quelles mesures il a prises pour encourager et aider les architectes confirmés et intéressés par l'utilisation du solaire. De plus, il lui demande de préciser si, dans nos grandes écoles qui forment des architectes ou des techniciens du bâtiment, on a prévu un enseignement concernant le solaire et les multiples applications en chauffage, susceptibles d'être obtenues : aussi bien pour les maisons et les appartements d'habitation que pour les établissements publics.

Réponse. — Le ministre de l'environnement et du cadre de vie a déjà pris de nombreuses mesures en vue de favoriser l'utilisation de l'énergie solaire dans l'habitat, tandis que d'autres sont à l'étude. En ce qui concerne les chauffe-eau solaires, il a été procédé, dans le cadre d'un concours national, à une sélection des meilleurs matériels et une aide financière, sous forme de prêt complémentaire aux aides à la construction (prêts aidés à l'accession à la propriété et prêts locatifs aidés) a été mise en place pour l'équipement des logements en chauffe-eau solaires. Ce prêt s'élève à 4 000 francs par logement en individuel et 3 000 francs en collectif. Dans le domaine du chauffage solaire, qui en est encore au stade des recherches et des expérimentations, un concours de 5 000 maisons équipées de ce type de chauffage vient d'être lancé. Quant à l'architecture bioclimatique, elle fait l'objet de nombreuses opérations expérimentales et d'une campagne de sensibilisation des concepteurs par la délégation à l'architecture et à la construction. En outre, un projet de modification de la réglementation thermique est à l'étude, afin d'inciter à l'utilisation de l'énergie solaire sans capteur. Par ailleurs, de nombreuses actions concernant la formation des ingénieurs et des architectes en matière d'énergie solaire sont en cours. Un nombre croissant d'écoles d'ingénieurs et d'unités pédagogiques d'architecture dispensent désormais des cours spécialisés sur ce thème. En matière de formation permanente, l'agence pour les économies d'énergie (A.E.E.) et le commissariat à l'énergie solaire (C.O.M.E.S.) enregistrent un nombre croissant d'organismes dispensant une formation sur les économies d'énergie. Enfin, des actions complémentaires auprès des entreprises et des artisans sont en cours ou en projet.

Départements d'outre-mer (Réunion : logement).

18999. — 28 juillet 1979. — M. Pierre Lagourgue attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la réponse à la question écrite n° 14705 du 6 avril 1979 faite par M. le ministre du budget et sur le fait que, lors de sa visite dans le département en février 1979, le secrétaire d'Etat au logement avait promis que 3 millions de francs seraient prélevés sur les crédits ouverts au chapitre 65-57 « Action sur le parc de logements

existants » pour que le programme de l'amélioration de l'habitat social puisse continuer sans interruption. A l'heure actuelle, rien n'a encore été fait. En conséquence, il lui demande de bien vouloir envisager le déblocage de ces 3 millions de francs le plus rapidement possible.

Réponse. — Le programme d'amélioration de l'habitat social proposé par le département de la Réunion a donné lieu, après accord des ministères de l'économie et du budget, à l'octroi à ce département d'un crédit de 3 millions de francs qui a été mis à sa disposition au cours de l'été 1979, abondant ainsi les subventions du conseil général et de la caisse d'allocations familiales.

Logement (H. L. M.).

19394. — 11 août 1979. — M. Jacques Doufflagues attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les problèmes que pose l'exercice de leur mandat par les administrateurs d'offices publics d'habitations à loyer modéré salariés d'une entreprise. Ceux-ci éprouvent souvent des difficultés à obtenir les autorisations d'absence nécessaires de leur employeur dont les réactions vont même, dans certains cas, jusqu'à constituer une menace pour la sécurité de leur emploi. Si le problème de la rémunération du temps consacré à ce mandat a reçu une solution puisque les offices sont autorisés à compenser les diminutions de salaires que peuvent éventuellement subir les administrateurs salariés, aucune disposition ne garantit le libre exercice de leur mandat par les intéressés et ne les protège contre d'éventuelles réactions défavorables de leur employeur. Il lui demande dans ces conditions si une disposition prévoyant la reconnaissance d'un crédit d'heures, analogue à ce qui existe actuellement pour les délégués syndicaux et délégués du personnel, ne pourrait pas être envisagée dans le cas des administrateurs d'offices publics d'habitations à loyer modéré salariés d'une entreprise.

24270. — 23 décembre 1979. — M. Jacques Doufflagues rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sa question écrite n° 19394 du 11 août 1979 relative aux problèmes que pose l'exercice de leur mandat par les administrateurs d'offices publics d'habitations à loyer modéré.

Réponse. — La circulaire du 5 juin 1979 a prévu le remboursement des pertes de salaires subies par les administrateurs d'offices publics d'habitations à loyer modéré salariés d'une entreprise privée à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs. Il n'est pas envisagé actuellement de prévoir la reconnaissance d'un crédit d'heures au profit de ces administrateurs. Il n'est d'ailleurs pas prouvé que l'octroi d'un tel crédit d'heures protégerait davantage les administrateurs salariés contre d'éventuelles réactions défavorables de la part de leur employeur. Aucun parallèle ne peut, en la matière, être établi avec le cas des délégués syndicaux ou du personnel.

Logement (chauffage domestique).

19814. — 8 septembre 1979. — M. Henri de Gastines rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que la loi n° 74-908 du 29 octobre 1974, article 4, a posé le principe de l'individualisation des charges de chauffage et d'eau chaude sanitaire dans les immeubles collectifs. Jusqu'à présent, les dispositions réglementaires concernant l'application de ce texte ne sont pas intervenues. Ce retard est extrêmement regrettable puisqu'une source d'économies d'énergie très importante apparaît ainsi comme négligée. Les répartiteurs des charges de chauffage ont déjà fait l'objet d'une large diffusion dans les pays membres de la Communauté économique européenne et leur mise en œuvre permet d'obtenir dans un immeuble collectif des économies d'énergie de l'ordre de 15 p. 100. L'absence de dispositions pratiques maintient la persistance d'un gaspillage résultant du fait que les utilisateurs ne sont vraiment sensibilisés aux conséquences de leur consommation que si celles-ci ont un effet financier personnel direct. Ces gaspillages sont particulièrement importants dans les immeubles d'habitation dotés d'un chauffage collectif et dans les locaux administratifs où chaque hiver il est permis de constater une insouciance généralisée particulièrement fâcheuse. Celle-ci est spécialement ressentie par les personnes logées dans des maisons individuelles dont l'approvisionnement en fuel est soumis à des restrictions qu'elles ne devraient pas être les seules à supporter. Compte tenu des raisons qui précèdent, M. Henri

de Gastines demande à M. le ministre de l'économie les mesures qu'il compte prendre, et dans quel délai, pour que les dispositions précitées de la loi n° 74-908 du 29 octobre 1974 soient enfin effectivement appliquées.

Réponse. — Un projet de décret répondant aux problèmes posés par la présente question a été élaboré en liaison avec l'Agence pour les économies d'énergie qui relève du ministre de l'Industrie plus spécialement chargé de l'application de la loi n° 74-908 du 29 octobre 1974. Ce texte, qui a recueilli l'avis du Conseil d'Etat, est actuellement soumis à la signature des ministres concernés.

Urbanisme (collectivités locales).

19933. — 15 septembre 1979. — M. Emile Koehl demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de bien vouloir lui indiquer quels enseignements et quelles conséquences pratiques peuvent être tirés de l'application des programmes d'action foncière (P. A. F.) depuis leur création en 1974. Il souhaiterait connaître notamment : a) le nombre de P. A. F. conclus à ce jour, en précisant pour chaque collectivité locale signataire, la période, le montant et le financement du programme d'acquisitions foncières agréé par l'Etat ; b) l'intérêt que présente la conclusion d'un P. A. F. pour une collectivité locale par rapport aux prêts traditionnels qui lui sont accordés pour la constitution de réserves foncières. Certes, la conclusion d'un P. A. F. permet l'attribution prioritaire de certaines aides de l'Etat, mais il semble néanmoins qu'un tel contrat entraîne un renforcement du contrôle technique et financier de l'Etat sur les collectivités ou groupements de collectivités cocommercialisantes. Un paiement rapide du prix de vente étant un facteur essentiel pour la réalisation de transactions amiables, ne faut-il pas envisager un déblocage moins rapide et moins souple des crédits de l'Etat avec le financement P. A. F. En effet, l'arrêté de subvention n'entraînant pas immédiatement un déblocage des fonds, certaines collectivités sont amenées à payer leurs acquisitions foncières sur leurs avances de trésorerie ; c) dans le cadre d'un P. A. F. : dans quel délai intervient la décision de subvention de l'Etat ; quel délai faut-il entre la signature de la promesse de vente d'un terrain et le paiement de son prix ; un acte de vente peut-il être signé avant l'arrêté de subvention.

Réponse. — La création par la circulaire n° 75-156 du 5 octobre 1975 des programmes d'action foncière (P. A. F.) a répondu au souci de permettre aux collectivités locales de définir et d'exécuter elles-mêmes une politique foncière traduisant leurs objectifs d'aménagement tels qu'ils sont exprimés dans les documents d'urbanisme. Quatre années après la création des P. A. F., vingt et un programmes ont été pris en considération. Les collectivités cocommercialisantes et les plans de financement correspondants figurent dans le tableau ci-après. Les P. A. F. comportent : l'attribution d'une subvention (article 11 du chapitre 65-43 du budget de l'Etat), dont l'objet est de permettre à la collectivité maître d'ouvrage de constituer un volant de réserves foncières destinées à tourner au fur et à mesure des besoins engendrés par les actions d'aménagement prévues ; une priorité dans l'attribution des prêts pour réserves foncières de la C. A. E. C. L. ; l'automatisme dans l'octroi de la prime aux prêts à moyen terme de la C. A. E. C. L. Les P. A. F. n'ont pas entraîné de renforcement du contrôle de l'Etat sur les collectivités cocommercialisantes. L'intervention des services de l'Etat dans la mise en œuvre des P. A. F. s'est bornée à la recherche, en liaison avec le maître d'ouvrage de chaque programme, des moyens les mieux adaptés et les moins coûteux permettant d'atteindre les objectifs fixés par les collectivités locales. La subvention de l'Etat pour chaque P. A. F. fait l'objet d'une unique décision annuelle qui vaut pour l'ensemble de l'exercice budgétaire. Ces crédits sont ensuite distribués au fur et à mesure de la présentation de dossiers par le maître d'ouvrage et font l'objet d'une décision attributive de subvention prise par le préfet, suivant une procédure qui demande deux à trois semaines. Le dossier que présente à cet effet le maître d'ouvrage n'est rien d'autre que l'ensemble des pièces qu'une collectivité locale doit nécessairement détenir pour acquérir un bien immobilier. Les fonds sont débloqués immédiatement après l'acquisition. La procédure qui peut être très rapide a donc été conçue pour aboutir à des décisions compatibles avec les délais imposés aux collectivités locales. L'acte de vente ne peut intervenir avant l'arrêté attributif de subvention, en vertu de l'article R. 235-18 du code des communes, qui a cependant été interprété de la façon la plus large puisque c'est la phase finale de l'acquisition (acte de vente) qui a été considérée comme « le commencement d'exécution » et non la décision d'acquisition prise par le maître d'ouvrage du programme.

MAITRE D'OUVRAGE	DATE de prise en considération.	DURÉE	MONTANT total.	VOLANT de réserves foncières.		ÉTAT chapitre 55-40 art. 10.	F.N.A.F.U. (avances).	PRÉT de la C.A.E.C.I. à moyen terme.	PRÉT de la C.A.E.C.I. à long terme.	AUTOFINAN-CEMENT	E. P. P. ou départ.	DIVERS
				Subvent. chapitre 65-43 art. 11.	Prêt C. D. C.							
S. I. V. O. M. de l'agglomération havraise.....	1974	5 ans.	136 000			6 500	14 000		13 000	36 250	41 250	2 500 (E. P. B. S.).
Rennes	1975	5 ans.	25 000			8 000	4 500		10 000	2 500		
District urbain d'Angers (1)	1977	5 ans.	36 100	4 050	9 450		3 000	13 000	5 240			1 360 (espaces verts).
District urbain de Saint-Omer	1976	5 ans.	10 219	1 508	3 517	1 500	2 166		1 222	306		
Brignoles	1976	5 ans.	5 760			1 800	1 200		2 208	552		
Castres	1976	5 ans.	16 420	2 750	6 400	2 250	3 500		1 216	304		
Grenoble (2)	1976	5 ans.	57 000	9 960	23 100		19 000		4 000	1 000		
Agglomération grenobloise (Sieparg)	1977	5 ans.	30 000	6 300	14 700		9 000					
C. U. de Brst.	1976	5 ans.	41 000	7 750	18 250		12 000		2 400	600		
Département du Finistère.	1976	5 ans.	46 138				23 069		18 455	4 614		
C. U. de Dunkerque.....	1976	4 ans.	42 500	6 072	5 006		9 940			11 586		7 270 (espaces verts).
Orange	1977	5 ans.	19 950	4 275	9 975		5 700					2 026 (F. S. I. R.).
District urbain de Nancy.	1977	3 ans.	49 000	6 300	14 700		13 000					5 000 (E. P. M. L.).
Département de la Seine-et-Marne	1977	5 ans.	18 000	2 700	4 500		3 000	2 400				
C. U. de Bordeaux.....	1977	8 ans.	220 000	47 000	110 000		5 000	58 000	3 600	900		3 600 (E. P. R.).
C. U. Le Creusot - Montcau-les-Mines	1977	5 ans.	15 100	3 510	8 190		2 650	750				
Montreuil	1977	3 ans.	22 900	2 405	5 610		2 430	4 440	5 610			2 405 (E. P. R.).
Quimper	1978	3 ans.	18 160	3 198	7 462			3 020	3 944			
Département de la Vendée.	1978	5 ans.	35 484	6 872	15 387			3 182	7 481	1 962		
Syndicat mixte d'action foncière de la région clermontoise	1978	5 ans.	50 000	6 300	14 700		17 000	9 600		2 400		
C. U. de Lyon	1979	5 ans.	275 600	38 025	88 725			9 950	63 270	7 030		68 600 (recettes de cessions).
Totaux			1 170 781	159 915	360 872	20 050	130 455	111 742	151 246	70 990	47 255	119 256

(1) Seconde version d'un programme datant de 1975.

(2) Le P. A. F. de l'agglomération grenobloise a été élaboré en deux temps : par la commune de Grenoble seule en 1976, puis par le syndicat intercommunal de l'agglomération (Sieparg) en 1977.

Bâtiment et travaux publics (personnel).

20089. — 22 septembre 1979. — M. Gérard Houter appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le régime d'indemnisation des petits déplacements applicable aux ouvriers du bâtiment. Ce texte prévoit que le calcul des indemnités de frais de transport et de trajet, ainsi que celui des indemnités de repas, soit fixé en fonction des zones concentriques dont le centre est constitué par le siège de l'entreprise. Selon le C. A. P. E. B. cet accord se trouve mis en échec du fait de la position des U.R.S.S.A.F. qui refusent de tenir compte des dispositions de la convention collective considérant que les indemnités de petits déplacements devraient être déterminées en prenant pour point de départ le domicile fiscal des salariés avec une seule dérogation, lorsque le domicile du salarié est proche du siège de l'entreprise. La position des U. R. S. S. A. F. repose sur une circulaire de l'A. C. O. S. S. du 12 décembre 1978 qui, en fait, entraîne des complications extrêmes tant d'ailleurs pour les salariés que pour les entreprises ou les organismes de contrôle sans qu'aucun avantage n'apparaisse pour autant. Les partenaires qui ont négocié cet accord ont retenu le principe des zones concentriques avec comme point de départ le siège de l'entreprise parce que ce dispositif est simple à appliquer et qu'il ne lèse personne. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — Les organisations syndicales et patronales du bâtiment et des travaux publics ont institué le 14 avril 1976 un régime particulier d'indemnisation des petits déplacements des salariés, pour lequel le Gouvernement a accepté, dans le cadre des mesures d'aides à ces secteurs d'activité décidées en 1977, d'assouplir les limites d'exonération de charges sociales et fiscales prévues à l'égard des frais professionnels, notamment par l'arrêté interministériel du 26 mai 1975 applicable pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. Une décision conjointe du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé du budget en date du 3 février 1978 a fixé les limites particulières d'exonération applicables en l'espèce, compatibles avec le respect des règles du droit commun en vigueur

en matière d'abattement pour frais professionnels, selon lesquelles les indemnités représentatives de frais ne peuvent être exonérées de charges sociales et fiscales que pour autant qu'elles sont effectivement utilisées conformément à leur objet. En particulier, les frais de transport sont, par application d'une jurisprudence constante, ceux engagés par les salariés pour se rendre de leur domicile à leur lieu de travail. Ces règles s'imposent, bien évidemment, quelles que soient les dispositions conventionnelles prévues, comme en l'espèce, pour le calcul des indemnités. Il n'est pas envisagé en conséquence de remettre en cause le dispositif retenu, qui comporte des mesures favorables aux entreprises concernées, et dont les modalités d'application pratiques ont au surplus été approuvées par le conseil d'administration de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale à l'issue d'un large débat avant d'être diffusées par cet organisme le 12 décembre 1978.

Logement (ravalement).

20149. — 22 septembre 1979. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation difficile des personnes âgées ayant des ressources limitées et copropriétaires dans un immeuble ancien. Ces dernières doivent en effet supporter la charge du ravalement obligatoire des façades, pour la part qu'elles détiennent, et cette dépense est parfois considérable par rapport à leurs ressources. M. Michel Noir souhaite savoir si des aides sont envisagées pour cette catégorie de personnes et si cette question a déjà fait l'objet d'une étude par les services du ministère.

Réponse. — Les travaux relatifs au ravalement obligatoire des façades peuvent faire l'objet de deux catégories d'aides en ce qui concerne les copropriétaires occupants : la prime à l'amélioration de l'habitat peut être accordée si les travaux sont menés corrélativement avec une mise aux normes minimales d'habitabilité des logements intéressés ; une subvention du fonds d'aménagement ur-

bain (F.A.U.) peut être octroyée aux communes qui accordent une subvention à des personnes privées pour des actions de restauration de façades qui présentent un intérêt architectural particulier, dans la mesure où leur coût dépasse celui d'un ravalement courant. La dépense subventionnable par le F.A.U. (au taux de 35 p. 100) est calculée à partir de la différence entre le coût réel de la restauration envisagée et le coût théorique d'un ravalement courant (100 francs le mètre carré).

Architectes (recours obligatoire à un architecte).

20180. — 22 septembre 1979. — M. Jean-François Mancel appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les termes du décret n° 77-190 du 3 mars 1977 relatif aux dispenses de recours à un architecte prévues à l'article 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture. L'article 1^{er} de ce texte prévoit que ne sont pas tenues de recourir à un architecte les personnes physiques qui déclarent vouloir modifier ou édifier pour elles-mêmes une construction dont la surface totale de plancher développée n'excède pas 250 mètres carrés hors œuvre. L'obligation de recours à un architecte se comprend lorsqu'il s'agit de l'édification d'une construction dont la surface de plancher excède 250 mètres carrés, mais le terme « modifier » employé dans le décret rend celle-ci applicable lorsqu'une personne physique veut réaliser une adjonction à une habitation déjà existante. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'une maison ancienne d'une surface comprise, par exemple, entre 240 et 250 mètres carrés, à laquelle le propriétaire veut ajouter une annexe de 10 à 20 mètres carrés, il semble que le texte cité en référence lui impose d'avoir recours à un architecte pour cette extension. Cette obligation apparaît comme extrêmement regrettable. Il lui demande si le terme « modifier » utilisé dans le décret du 3 mars 1977 doit bien être ainsi interprété dans des situations analogues à celle qu'il vient de lui exposer. Dans l'affirmative, il lui demande de bien vouloir envisager une modification du texte en cause.

Réponse. — L'obligation de recours à l'architecte a été posée en principe par la loi du 3 janvier 1977. Un critère de surface a cependant été retenu pour les constructions de faible importance des personnes physiques et un seuil a été fixé, au-dessous duquel il est dérogé au principe posé. Sur ce point, les termes de la loi et du décret d'application ne laissent aucune place à l'interprétation; le seuil de surface joue, qu'il s'agisse de construction neuve ou de simple modification d'une construction existante. Dans ce dernier cas, le recours à l'architecte ne devient facultatif que si la modification d'une construction n'est pas visible de l'extérieur. Cela exclut la construction d'annexes, si petites soient-elles. Ces dispositions législatives posent effectivement un certain nombre de problèmes dans des cas limites. Elles sont cependant à apprécier dans un contexte général d'exigence de qualité architecturale voulue par le législateur. Cette qualité peut, en effet, être compromise par des modifications malencontreuses. Au surplus, la charge que l'obligation légale fait peser sur les maîtres d'ouvrage, et qui varie avec l'importance du projet, est légère dans le cas de modifications mineures.

Urbanisme (plans d'occupation des sols).

20212. — 22 septembre 1979. — M. Sébastien Couépel attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la composition des commissions d'études des plans d'occupation des sols. Il lui demande en particulier s'il ne serait pas possible d'envisager d'admettre à siéger à ces commissions un ou des représentants du syndicat du bâtiment. La revendication de cette profession apparaît comme fondée quand on sait que celle-ci est amenée à subir les conséquences directes de l'élaboration des P. O. S.

Réponse. — Les conditions d'élaboration des plans d'occupation des sols résultent de dispositions législatives et réglementaires qui doivent être scrupuleusement respectées. Ainsi qu'il est précisé par l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme, « les plans d'occupation des sols (P. O. S.) sont élaborés conjointement par les services de l'Etat et les communes intéressées ou lorsqu'ils existent des établissements publics groupant lesdites communes et ayant compétence en matière d'urbanisme ». Cette disposition est précisée par l'article R. 123-4 du même code dont le deuxième alinéa prévoit que le « préfet sous l'autorité duquel est conduite la procédure, constitue un groupe de travail comprenant des représentants élus des communes ou établissements publics intéressés et des représentants des services de l'Etat ». Il résulte de ces dispositions que l'élaboration des P. O. S. doit être l'œuvre conjointe de deux parte-

naires exclusifs, la commune et l'Etat. La présence de ces deux partenaires publics, et d'eux seuls, au sein du groupe chargé d'élaborer le P. O. S., s'explique par le rôle de chacun d'eux. Les représentants élus de la collectivité porte-paroles et défenseurs des intérêts communaux sont mieux à même d'apprécier notamment le rythme du développement de la commune, et ses incidences financières, ainsi que les besoins en matière d'équipements. Les représentants de l'administration départementale, qui doivent faire respecter les orientations retenues au plan national ou les intérêts qui dépassent le cadre local, ont également en charge la responsabilité de la réalisation des grands équipements d'intérêt national, et doivent s'attacher au maintien de la légalité. Il convient de préciser que, malgré l'exclusivité de la représentation publique au sein du groupe de travail, sont associés aux travaux du groupe avec voix consultative, le ou les représentants désignés par la chambre de commerce et d'industrie et la chambre des métiers, et le ou les représentants de la chambre d'agriculture lorsque celle-ci en fait la demande. C'est à ce dernier titre, par le biais des organismes consulaires, que les représentants d'organisations socio-professionnelles comme celles citées par le parlementaire, peuvent faire entendre leur avis sur un P. O. S. en cours d'élaboration. Toutefois, leur participation à l'élaboration proprement dite du plan, c'est-à-dire aux options fondamentales telles que l'affectation des sols par zones, les réserves de terrain pour services publics, la définition des densités admises et de toutes les règles (surface, emprise, hauteur, etc.) applicables aux constructions dans chaque secteur, ne pourrait être admise. En effet, le pouvoir d'édictier des règles d'occupation et d'utilisation du sol et donc d'effectuer des arbitrages entre des intérêts bien souvent concurrentiels, appartient exclusivement à l'Etat et aux collectivités locales. Le juge administratif sanctionne d'ailleurs sévèrement les manquements aux règles fixées, puisque un arrêt récent du Conseil d'Etat (association pour la protection et l'embellissement du site de La Baule-Escoubiac et dames Robinet et Flandre, 5 janvier 1979) a annulé un plan d'occupation des sols rendu public pour un vice affectant la constitution du groupe de travail. En effet, ce dernier s'était adjoint, au fur et à mesure du déroulement de ses travaux, des personnes qui n'avaient aucun titre à y figurer, tels « des représentants de différentes catégories professionnelles intéressées à la construction et à la vente des immeubles » dans la région concernée par le P. O. S.

Baux de locaux d'habitation (loyers).

20378. — 29 septembre 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur deux difficultés rencontrées dans l'application de la loi du 1^{er} septembre 1946. La première provient de l'application jurisprudentielle du décret du 30 décembre 1964 concernant les travaux de conformité que doit effectuer le propriétaire. Il est constant que la volonté du législateur a été le retour à la liberté des loyers, à partir du moment où un minimum de confort était fourni au preneur. C'est pourquoi la taxation s'applique pour l'article 3 quinquies tant que les locaux ne sont pas mis en conformité avec les exigences du décret du 30 décembre 1964. Ce décret prévoit que c'est le propriétaire qui doit effectuer les travaux. Dès lors, on comprend mal pourquoi la jurisprudence refuse de donner effet à un bail 3 quinquies lorsqu'un propriétaire offre au locataire de rembourser les travaux que ce dernier a effectués. En effet, le locataire ne subit alors aucun préjudice et cela permettrait d'éviter la fraude qui consiste justement, pour le locataire, dans le cas de non-conformité même, à se précipiter pour effectuer quelques travaux afin d'opposer une fin de non-recevoir au propriétaire qui voudrait les effectuer pour mettre les lieux en conformité. Cette fraude permet ainsi au locataire de bénéficier du maintien dans les lieux *ad vitam aeternam* et cette façon d'agir n'a certainement pas été prévue par le législateur. Il lui demande en conséquence si un texte est à l'ébauche pour permettre de considérer que les lieux sont conformes si le propriétaire a remboursé au locataire les travaux de mise en conformité. La seconde difficulté concerne l'article 3 sexies dans sa rédaction du 9 juillet 1970. La situation qui va être évoquée concerne tous les baux passés antérieurement au décret du 22 août 1978, puisque celui-ci ne s'applique que pour l'avenir. L'article 3 sexies dans sa rédaction de 1970 a été édicté pour mettre fin à une jurisprudence critiquable qui, à l'expiration des baux passés par application des articles 3 ter et 3 quinquies, décidait que les locaux redevenaient soumis à la taxation. L'article 3 sexies faisait lui-même suite à des baux qui permettent de sortir de la taxation, devrait donc en toute logique être au moins aussi favorable au propriétaire que l'article 3 quinquies. Or, c'est l'inverse qui se produit, car si l'article 3 du décret du 30 décembre 1964 se rapportant à l'article 3 quinquies permet « la liberté différée », en ce sens que dès que le propriétaire

a fait des travaux, le bail 3 quinquies prend effet, le décret du 29 septembre 1962 concernant l'article 3 sexies ne permet pas cette possibilité. On arrive alors à la situation suivante : un bail 3 sexies ne permet pas de « rattrapage » dans le cas où les travaux de conformité n'ont pas été exécutés. C'est alors que cet article, qui avait été prévu pour rendre la liberté aux locataires, arrive à un effet exactement contraire puisqu'il implique le retour définitif à la taxation. Il demande en conséquence quelles dispositions il compte prendre pour modifier le décret du 29 septembre 1962 et le rendre conforme au décret du 30 décembre 1964, afin de permettre la « liberté différée » pour les baux 3 sexies conclus antérieurement à l'application du décret du 22 août 1978.

Réponse. — Il convient de préciser que l'article 3 quinquies de la loi de 1948 qui permet au propriétaire bailleur de sortir du champ d'application de la taxation des loyers à condition d'effectuer des travaux destinés à améliorer le confort et l'équipement du logement et de conclure un bail de six ans, ne s'applique qu'aux locaux vacants. Le propriétaire qui rembourse au locataire dans les lieux les travaux effectués par celui-ci ne peut donc pas passer de bail conforme à l'article 3 quinquies. Le loyer ne pourrait être majoré que par l'intermédiaire de la notification d'une nouvelle surface corrigée (art. 32 bis de la loi précitée) et, éventuellement du reclassement du logement dans une catégorie supérieure. Par ailleurs, si l'article 3 du décret du 30 décembre 1964 prévoit une application différée du bail de six ans, ce n'est qu'à la condition que les travaux de mise en conformité soient bien exécutés par le propriétaire, et ce n'est que lorsque le constat d'huissier a certifié la conformité du logement que le bail de six ans entre en vigueur. C'est pourquoi la jurisprudence refuse de donner effet à un bail 3 quinquies lorsqu'un propriétaire offre au locataire de rembourser les travaux effectués par ce dernier après son entrée dans les lieux. Le décret n° 78-924 du 22 août 1978 qui a unifié les conditions de location des logements anciens vacants et a remplacé, notamment, les conditions du décret du 30 décembre 1964 relatives à ces conditions de location, n'a pas expressément rappelé la possibilité, qui existait dans l'ancienne réglementation, d'une application différée du bail de six ans. C'est pourquoi une modification du décret du 22 août 1978 est à l'étude afin de réintroduire cette possibilité, toujours dans l'hypothèse où le local est vacant et où un bail de six ans doit être signé. Par ailleurs, à l'expiration d'un bail passé en application soit de l'article 3 bis, soit de l'article 3 ter, soit de l'article 3 quater ou enfin de l'article 3 quinquies, c'est un bail conforme à l'article 3 sexies qui doit être conclu. Les baux 3 bis, 3 quater ou 3 quinquies ayant déjà suscité l'exécution de travaux dans les logements concernés six ans auparavant, une simple remise en état des lieux, si cela s'avère nécessaire, suffira pour que les conditions posées par le décret du 29 septembre 1962 soient remplies, et qu'un bail 3 sexies puisse être signé. Par contre, dans le cas d'un bail 3 ter, le propriétaire peut louer le logement à prix libre, si le preneur est déjà dans les lieux, sans qu'aucune condition portant sur l'équipement et le confort du logement ne soit exigée, la seule contrainte imposée au propriétaire bailleur concerne la durée du bail qui doit être de six ans. Cet article 3 ter a été institué afin de permettre à un occupant, qui voit son droit au maintien dans les lieux contesté (insuffisance d'occupation, sous-location non déclarée, etc.), de bénéficier d'un maintien dans les lieux pendant six ans en contrepartie d'un loyer libre. Ce bail 3 ter étant lié à la situation de l'occupant, aucune obligation n'a été prévue au niveau du logement. A l'expiration d'un bail 3 ter, première étape vers la liberté, le local n'est donc pas aux normes et c'est pourquoi des obligations portant sur l'état physique du logement sont liées à la conclusion d'un bail 3 sexies, deuxième et dernière étape vers la liberté. Les travaux, prévus par le décret du 29 septembre 1962, qui a été remplacé pour l'avenir par le décret du 22 août 1978, doivent être exécutés préalablement à la conclusion du nouveau bail (3 sexies), sinon le logement retombe dans le champ d'application de la loi du 1^{er} septembre 1948. Dans cette hypothèse, étant donné le caractère spécifique du bail 3 ter, il n'a pas été jugé opportun de prévoir la possibilité de « liberté différée » pour les baux 3 sexies, d'autant plus qu'aucune durée n'est imposée pour la signature de ces baux ; c'est donc au moment de la conclusion de la nouvelle location que le local doit répondre aux normes requises.

Urbanisme (plans d'occupation des sols).

20605. — 3 octobre 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la nécessité d'adopter la réglementation s'appliquant aux plans d'occupation des sols (P. O. S.). Il apparaît, en effet, que le groupe de travail composé actuellement des représentants élus des communes intéressées et des représentants des services de l'Etat ne

peut compter en son sein aucun représentant des propriétaires fonciers concernés, lesquels méritent pourtant, en toute logique, d'être directement associés à l'élaboration des P. O. S. Les graves injustices engendrées par l'application d'une réglementation à l'établissement de laquelle n'ont pas été autorisés à participer les principaux intéressés, en l'occurrence les propriétaires eux-mêmes, militent pour que ces derniers soient admis à part entière à la prise de décision les intéressant au premier chef. Il peut être admis que si les élus locaux ne sont pas forcément des propriétaires fonciers de la commune, ce peut être parfois des propriétaires de terrains agricoles qui, dans ce cas, ont obligatoirement une vue particulière des problèmes qui leur sont soumis. La concertation s'avère indispensable avec les propriétaires fonciers car elle a l'avantage de les informer verbalement, et donc plus explicitement, des principes d'application de l'urbanisme mis en œuvre et qu'ils ignorent la plupart du temps. C'est pourquoi, M. Pierre-Bernard Cousté souhaite vivement que des dispositions soient prises afin que les réglementations concernant les P. O. S. soient élaborées pour les administrés et par les administrés, sous le contrôle de l'administration et non sous sa tutelle, et que, pour ce faire, les représentants de la propriété privée soient admis à figurer dans les groupes de travail au côté des représentants élus des communes et des fonctionnaires intéressés.

Réponse. — L'élaboration des P.O.S. est une tâche qui relève essentiellement des collectivités locales et des services déconcentrés de l'Etat. En effet, l'aménagement de l'espace et, en particulier, la définition de l'usage qui peut en être fait, constitue une prérogative de la puissance publique, qui ne peut être partagée qu'entre les représentants élus des communes et les représentants des services de l'Etat. L'élaboration conjointe de ces documents n'exclut cependant pas de larges possibilités d'information et de consultation. Il convient de rappeler que sont obligatoirement associées à l'élaboration des P.O.S. les chambres de commerce et d'industrie, les chambres des métiers, ainsi qu'à leur demande, les chambres d'agriculture, et qu'à cette occasion les industriels, entrepreneurs, artisans ou agriculteurs peuvent exprimer, par le biais de leurs représentants consulaires, leurs préoccupations quant à la pérennité et au développement de leurs activités. Dans ces conditions, l'admission dans le groupe de travail des représentants du syndicat du bâtiment ne paraît ni nécessaire, ni souhaitable dans la mesure où de nombreux autres intéressés seraient également en droit d'obtenir une représentation dans ce groupe. Enfin, il faut souligner que des instructions sont données aux services locaux pour que les documents d'urbanisme tiennent bien compte des besoins en terrains constructibles des communes intéressées.

Architecture (agréés en architecture).

20679. — 4 octobre 1979. — M. Francisque Perrut attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la longueur excessive des délais de réponse aux candidats à l'agrément en architecture : certains qui sont passés devant la commission départementale en début d'année 1979 sont toujours dans l'ignorance de la décision prise à leur égard. Il lui demande s'il n'est pas possible de prendre des dispositions pour que les candidats soient informés plus rapidement du sort qui leur est réservé.

Réponse. — La loi du 1^{er} janvier 1977 et ses textes d'application édictent des règles et fixe une procédure en vue d'examiner la qualification de certains maîtres d'œuvre en bâtiment. Après avis d'une commission régionale, chaque dossier fait l'objet d'une décision du ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la reconnaissance de qualification et d'une décision du conseil régional de l'ordre des architectes sur l'inscription ou le refus d'inscription au tableau. En cas de recours hiérarchique, il est prévu, après avis du conseil national de l'ordre des architectes, une décision définitive du ministre. Cette procédure, qui peut paraître lourde et complexe — et qui entraîne effectivement des délais — a été élaborée dans l'intérêt même des candidats à l'agrément. C'est cette préoccupation qui a déterminé la composition des commissions et les règles auxquelles est soumis leur fonctionnement. C'est aussi cette préoccupation qui conduit le ministre de l'environnement et du cadre de vie à ne se prononcer sur les dossiers qu'après un examen personnel approfondi, et qui inspire par ailleurs la procédure d'instruction des recours hiérarchiques. Ces délais ne nuisent aucunement aux candidats à l'agrément, qui conservent leur récépissé valant droit d'exercer jusqu'à la décision définitive les concernant.

Urbanisme (certificat d'urbanisme).

20727. — 5 octobre 1979. — M. Georges Hage demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie si le constructeur d'un ensemble immobilier composé d'habitations individuelles dont l'édification a été autorisée par un permis de construire délivré

sur le fondement des articles R. 421-7-1, R. 421-32-5° et R. 421-37 du code de l'urbanisme relatifs aux permis de construire « plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance » est tenu de solliciter préalablement aux ventes en l'état futur d'achèvement de ces habitations individuelles à des accédants à la propriété un certificat d'urbanisme de l'article L. 111-5 du code de l'urbanisme. Avaliser une telle exigence reviendrait à superposer un certificat d'urbanisme à une autorisation de construire pour une même et unique opération de construction de bâtiments, « accompagnée » d'une division de terrain. La cascade d'autorisations en résultant serait contraire à la volonté des pouvoirs publics de simplifier les procédures administratives imposées aux citoyens préalablement à l'acte de construire, comme ils l'ont fait dans le domaine des « lotissements et divisions de propriété » en précisant sous l'article R. 315-2 d du code de l'urbanisme que ne constituent pas des lotissements, les divisions de terrains en propriété ou en jouissance lorsque les terrains issus de la division constituent l'assiette d'un immeuble à construire dont la vente est régie par les articles 1601-1 à 1601-4 du code civil. Par ailleurs, cette exigence, si elle était fondée, placerait le bénéficiaire d'un permis de construire portant sur un groupe de bâtiments dont le terrain d'assiette doit être divisé, dans une situation aggravée sur le plan des formalités, par rapport au bénéficiaire d'un permis de lotir qui est dispensé en vertu de l'article R. 160-5 du code de l'urbanisme de solliciter et d'obtenir préalablement à la cession des lots le certificat d'urbanisme de l'article L. 111-5. Une telle différence de traitement devrait à tout le moins être justifiée.

Réponse. — Contrairement aux apparences, les formalités qui précèdent la cession d'un lot, issu d'un lotissement et la cession d'un bâtiment et du terrain qui le supporte dans une opération réalisée sous le régime du permis de construire prévu par l'article R. 421-7-1, ne sont pas fondamentalement différentes, quant aux sujétions qu'elles causent au vendeur et aux garanties qu'elles apportent à l'acquéreur. Dans un lotissement, la cession est précédée de la délivrance d'un certificat administratif (art. R. 315-36) mentionnant l'exécution des prescriptions imposées par l'autorisation ou d'un certificat mentionnant la garantie d'achèvement; en outre, le lotisseur est tenu de fournir aux acquéreurs une attestation (art. R. 315-29-f) mentionnant la surface hors œuvre nette constructible sur le lot. Le certificat administratif garantit le vendeur sur la réalisation des travaux; l'attestation qui lui sera demandée dans le dossier de demande de permis de construire le garantit sur les possibilités réelles totales de construire du terrain qu'il acquiert, qu'il utilise ou non complètement ces possibilités, à l'occasion de l'établissement de son projet. Lorsque l'acquisition porte sur un immeuble vendu en l'état futur d'achèvement, alors même que le terrain a déjà été bâti et supporte au moins une construction, le certificat d'urbanisme prévu par l'article L. 111-5 permet à l'acquéreur de connaître les possibilités de construire attachées au bien qu'il acquiert indépendamment de la surface hors œuvre du bâtiment dont l'acquisition est envisagée. La garantie que les travaux, communs à l'ensemble du projet de permis de construire, sont réalisés, lui est fournie par le contrat lui-même. L'exécution de ce contrat n'implique, de ce fait, aucune surveillance de l'autorité administrative. Si la formalité du certificat d'urbanisme ne présente aucun avantage pour le vendeur, elle en présente un pour l'acquéreur qui est en droit de savoir si le bâtiment qu'il acquiert est susceptible ou non d'extension éventuelle.

Logement (logements libérés).

20794. — 6 octobre 1979. — **M. Claude Martin** souhaiterait connaître de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** les instructions données à l'administration préfectorale concernant les logements libérés. En effet, les bureaux de logement locaux ne semblent pas avoir les mêmes instructions sur ce genre de formalités, les uns répondant qu'elles sont devenues inutiles, les autres les enregistrant comme par le passé et les transmettant à la préfecture du département. Or, il semblerait que ces formalités ne soient plus obligatoires depuis la suppression de la taxe de compensation sur les locaux insuffisamment occupés mais les déclarations adressées par les bureaux locaux seraient cependant exploitées dans un intérêt statistique dont les résultats ne peuvent évidemment être que partiels.

Réponse. — Les formalités de déclaration de locaux vacants par leurs propriétaires, prévues par l'article R. 641-5 du code de la construction et de l'habitation (C.C.H.) s'inscrivent dans le cadre de la législation relative au logement d'office-réquisitions. Elles ne sont applicables que dans les communes pourvues d'un service

du logement, c'est-à-dire dans lesquelles sévissait, lors de la mise en place de ces dispositions, une crise du logement. Cette réglementation instituée après guerre ne répond plus aux mêmes besoins et tombe peu à peu en désuétude. Toutefois, il s'agit de dispositions permanentes, et le préfet — la procédure étant largement déconcentrée — « peut » exiger cette déclaration s'il estime qu'il y a crise du logement dans la commune en question. Aucune directive précise n'est donnée en la matière par les services centraux du ministère de l'environnement et du cadre de vie, l'application de ces dispositions étant décidée en fonction de la situation locale. Il existe par ailleurs des dispositions analogues — déclaration de vacance — dans le cadre de législations plus actuelles concernant l'attribution de logements du parc social à des familles ou des personnes mal logées prioritaires : dans la législation classique H. L. M., pour l'application des articles R. 441-20 et 21 du code de la construction et de l'habitation en région parisienne et dans les villes de plus de 100 000 habitants; dans le cadre du régime du conventionnement en application de la loi du 3 janvier 1977 relative à la réforme des aides au logement.

Logement (chauffage domestique).

20926. — 10 octobre 1979. — **M. Didier Bariani** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des jeunes enfants, des personnes âgées et des infirmes qui se trouvent dans l'obligation de rester dans leurs appartements, alors qu'ils habitent de grands ensembles ou des immeubles en béton dont le chauffage n'est pas toujours maintenu à un niveau décent. Dans ces conditions, il lui demande si des mesures particulières concernant les normes de chauffage collectif ne pourraient pas être appliquées à ces catégories de personnes.

Réponse. — L'attention doit être attirée sur le fait que, si la législation en vigueur autorise le Gouvernement à fixer une température maximale de chauffe des immeubles d'habitation, elle ne permet pas de fixer de température minimale. Dans le cadre des mesures prises pour économiser l'énergie, il a été décidé de ramener le niveau maximal de la température moyenne des logements de 20 °C à 19 °C. Cette disposition a été adoptée après avis du corps médical et ne semble pas de nature à porter préjudice à la santé de quiconque. Néanmoins, il convient de préciser que la limitation à 19 °C de la température moyenne d'un logement n'exclut pas la possibilité de porter cette dernière au-delà de 19 °C dans l'une des pièces du logement et en particulier dans celle où séjournent habituellement les personnes âgées, les infirmes et les enfants en bas âge.

Energie (énergie solaire).

21153. — 17 octobre 1979. — **M. Emmanuel Hamel** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que le mardi 5 décembre 1979, **M. le secrétaire d'Etat** au logement inaugurerait dans le Morbihan, à Noyal-Pontivy, un ensemble résidentiel dit La Cité du Soleil, dont dix-huit logements étaient équipés de chauffe-eau solaires. Il lui demande, dix-huit mois après cette inauguration : 1° quel bilan on peut dresser de cette expérience; 2° si elle apparaît déjà comme positive; 3° par quels moyens il compte promouvoir la multiplication d'expériences comparables d'utilisation de l'énergie solaire, notamment dans la région Rhône-Alpes et particulièrement dans le département du Rhône.

Réponse. — La réalisation de l'ensemble résidentiel « La Cité du Soleil » à Noyal-Pontivy n'a pas fait l'objet d'une campagne de mesures particulières de la part du ministère de l'environnement et du cadre de vie qui puissent permettre d'obtenir des chiffres précis. Néanmoins, les résultats obtenus dans le cadre du concours chauffe-eau solaires pour maisons individuelles qui ont été annoncés à la presse le 6 mars 1979 et dont les épreuves comportaient une mesure de la performance des chauffe-eau solaires (économie d'énergie de l'ordre de 40 à 50 p. 100 des besoins en moyenne) ont démontré l'intérêt de développer leur utilisation dans l'habitat. Afin d'en assurer le développement, le ministre de l'environnement et du cadre de vie a mis en place, dans le cadre de l'arrêté du 28 août 1979 relatif aux prêts aidés par l'Etat pour le financement des chauffe-eau solaires, des compléments de prêts de 4 000 francs pour les maisons individuelles et de 3 000 francs pour les logements collectifs, mesure qui concerne évidemment la région Rhône-Alpes.

Enseignement supérieur (beaux-arts).

21230. — 18 octobre 1979. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** qu'après dix ans d'illégalité, l'enseignement de l'architecture a enfin été doté de structures réglementaires par la publication des décrets n° 78-265 et n° 78-266 du 8 mars 1978 et de leurs textes d'application. Il s'étonne cependant d'apprendre que plus d'un an après la promulgation de cette réforme, plusieurs unités pédagogiques d'architecture, dont les plus importantes numériquement, refusent la mise en place des conseils d'administration prévus par ces textes. Il lui demande, d'une part, de bien vouloir lui préciser, pour chacune des vingt-trois unités pédagogiques, les dates des élections effectives des représentants des divers collèges au sein des conseils d'administration ainsi que celles des désignations des personnalités extérieures et des présidents de ces conseils, et d'autre part, de lui faire connaître le nombre des diplômés d'architecte D. P. L. G. obtenus par les élèves de ces établissements du 1^{er} juin 1978 au 31 juillet 1979, distinction étant faite entre les deux années universitaires considérées. Il appelle, en effet, son attention sur les risques d'ouverture d'un nouveau contentieux s'il est établi que des unités pédagogiques délivrent des diplômes tout en s'opposant à la réglementation en vigueur, car, selon une jurisprudence constante, le refus de mettre en place un conseil d'administration ne saurait être assimilé à une carence d'un conseil régulièrement constitué.

Réponse. — La mise en place effective des conseils d'administration des vingt-trois unités pédagogiques d'architecture prévus par le décret n° 78-266 du 8 mars 1978 ne pose plus à ce jour aucun problème. En ce qui concerne les élections des membres autres que les personnalités désignées, elles ont eu lieu en totalité ou en partie en mai 1978 dans quatorze écoles : les unités pédagogiques d'architecture n° 4, 5, 7, 8 et 9 de Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Rennes, Rouen et Strasbourg. Un renouvellement partiel est intervenu le 19 décembre 1979 sauf en ce qui concerne les unités pédagogiques érigées en établissements publics dont il est question ci-après. Pour cinq autres écoles, les unités pédagogiques d'architecture n° 1 et 3 de Grenoble, Nancy, Saint-Etienne, les élections ont eu lieu en décembre 1978 et un renouvellement partiel est intervenu le 19 décembre dernier (sauf en ce qui concerne l'unité pédagogique n° 1 devenant établissement public). Pour quatre autres écoles, les unités pédagogiques d'architecture n° 2 et 6 de Nantes et de Toulouse, les élections ont eu lieu le 19 décembre 1979. Il y a lieu seulement aujourd'hui de procéder au renouvellement complet du conseil d'administration des unités pédagogiques d'architecture n° 1 et 4 à Paris et des unités pédagogiques d'architecture de Bordeaux, Lille et Marseille pour tenir compte des décrets n° 79-1077 à 79-1081 du 10 décembre 1979 (J. O. du 14 décembre 1979, p. 3157) qui érigent ces écoles d'architecture en établissements publics administratifs. Il est précisé enfin que le nombre des diplômés d'architecte D. P. L. G. obtenus par les élèves des vingt-trois établissements s'élevait en 1978, à 1126. Celui de 1979 n'est pas encore connu définitivement.

Urbanisme (certificats d'urbanisme).

21385. — 20 octobre 1979. — **M. Alexandre Bolo** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** si le constructeur d'un ensemble immobilier composé d'habitations individuelles dont l'édification a été autorisée par un permis de construire délivré sur le fondement des articles R. 421-7-1, R. 421-32, 5° et R. 421-37 du code de l'urbanisme relatifs aux permis de construire « plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance » est tenu de solliciter préalablement aux ventes en l'état futur d'achèvement de ces habitations individuelles à des accédants à la propriété le certificat d'urbanisme prévu à l'article L. 111-5 du code de l'urbanisme. Avaliser une telle exigence reviendrait à superposer un certificat d'urbanisme à une autorisation de construire pour une même et unique opération de construction de bâtiments « accompagnée » d'une division de terrain. La cascade d'autorisations en résultant serait contraire à la volonté des pouvoirs publics de simplifier les procédures administratives imposées aux citoyens préalablement à l'acte de construire, comme ils l'ont fait dans le domaine des « lotissements et divisions de propriété » en prédisant à l'article R. 315-2 du code de l'urbanisme que ne constituent pas des lotissements les divisions de terrains en propriété ou en jouissance lorsque les terrains issus de la division constituent l'assiette d'un immeuble à construire dont la vente est régie par

les articles 1601-1 à 1601-4 du code civil. Par ailleurs, cette exigence, si elle était fondée, placerait le bénéficiaire d'un permis de construire portant sur un groupe de bâtiments dont le terrain d'assiette doit être divisé dans une situation aggravée sur le plan des formalités, par rapport au bénéficiaire d'un permis de lotir qui est dispensé, en vertu de l'article R. 160-5 du code de l'urbanisme, de solliciter et d'obtenir préalablement à la cession des lots le certificat d'urbanisme de l'article L. 111-5. Une telle différence de traitement devrait à tout le moins être justifiée.

22208. — 9 novembre 1979. — **M. Pierre Lagorce** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** s'il n'envisage pas de compléter l'article R. 160-5 du code de l'urbanisme pour que l'obtention du certificat d'urbanisme, prévu à l'article L. 111-5, alinéa 3, ne soit pas exigée en cas de cession d'un lot compris dans un ensemble immobilier faisant l'objet d'un permis de construire valant régulièrement autorisation de diviser. En effet, dans l'état actuel des textes, ce certificat est obligatoire dès lors qu'une construction est terminée; il paraît cependant inutile puisque le respect des limitations éventuelles aux droits de construire résultant du coefficient d'occupation des sols ou du plafond légal de densité a déjà été contrôlé lors de la délivrance du permis de construire.

Réponse. — Contrairement aux apparences, les formalités qui précèdent la cession d'un lot, issu d'un lotissement et la cession d'un bâtiment et du terrain qui le supporte dans une opération réalisée sous le régime du permis de construire prévu par l'article R. 421-7-1, ne sont pas fondamentalement différentes, quant aux sujétions qu'elles causent au vendeur et aux garanties qu'elles apportent à l'acquéreur. Dans un lotissement, la cession est précédée de la délivrance d'un certificat administratif (art. R. 315-36) mentionnant l'exécution des prescriptions imposées par l'autorisation ou d'un certificat mentionnant la garantie d'achèvement; en outre, le lotisseur est tenu de fournir aux acquéreurs une attestation (art. R. 315-29-f) mentionnant la surface hors-œuvre nette constructible sur le lot. Le certificat administratif garantit le vendeur sur la réalisation des travaux; l'attestation qui lui sera demandée dans le dossier de demande de permis de construire le garantit sur les possibilités réelles totales de construire du terrain qu'il acquiert, qu'il utilise ou non complètement ces possibilités, à l'occasion de l'établissement de son projet. Lorsque l'acquisition porte sur un immeuble vendu en l'état futur d'achèvement, alors même que le terrain a déjà été bâti et supporte au moins une construction, le certificat d'urbanisme prévu par l'article L. 111-5 permet à l'acquéreur de connaître les possibilités de construire attachées au bien qu'il acquiert indépendamment de la surface hors-œuvre du bâtiment dont l'acquisition est envisagée. La garantie que les travaux, communs à l'ensemble du projet de permis de construire, sont réalisés, lui est fournie par le contrat lui-même. L'exécution de ce contrat n'implique, de ce fait, aucune surveillance de l'autorité administrative. Si la formalité du certificat d'urbanisme ne présente aucun avantage pour le vendeur, elle en présente un pour l'acquéreur qui est en droit de savoir si le bâtiment qu'il acquiert est susceptible ou non d'extension éventuelle.

Domaine public et privé (cours d'eau).

21451. — 21 octobre 1979. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** qu'un syndicat intercommunal s'est constitué dans son département, en vue de l'aménagement de la vallée d'une rivière particulièrement pittoresque et susceptible d'attirer des touristes. Cet aménagement doit rester « léger »; enlèvement des obstacles qui encombrant le lit de cette rivière, autrefois navigable, pour la rendre plus apte à la pratique de la pêche et du canoë-kayak, nettoyage des rives pour réaliser des sentiers de promenades pédestres ou équestres, équipement de quelques points fixes. Or, ce syndicat, qui a obtenu ou va obtenir des subventions du conseil général et du comité départemental du tourisme, se heurte à la volonté de certains propriétaires riverains qui refusent le droit de passage pour les travaux à effectuer. Il lui demande dans quelle mesure ce refus est légitime et de quelles armes juridiques dispose ce syndicat pour réaliser ses objectifs, aussi bien dans la partie de la rivière qui est du domaine public que dans celle qui est du domaine privé.

Réponse. — Le lit des cours d'eau non domaniaux appartient pour moitié aux propriétaires des deux rives. A la condition de ne pas modifier le régime des eaux et d'assurer le curage du cours d'eau, sous réserve de supporter les servitudes prévues par le code rural et le décret du 7 janvier 1959, dans le but de

maintenir l'écoulement des eaux et le bon état d'entretien du cours d'eau (libre passage des engins de curage et de faucardement dans le lit et sur les berges de certains cours d'eau), les riverains peuvent librement exercer l'intégralité de leurs droits de propriété. Ils ont en particulier la faculté de se clore, d'interdire le passage des tiers et de faire obstacle à la circulation des bateaux. Les collectivités locales qui se substituent aux riverains pour l'exécution de travaux d'entretien urgents ou d'intérêt général déclarés d'utilité publique, ne disposent pour autant d'aucun droit d'usage particulier sur ces cours d'eau. Pour procéder à l'aménagement d'une rivière non domaniale et de ses berges, en vue de la rendre accessible et propre à la pratique de la pêche et du canoë-kayak, le syndicat inter-communal maître d'ouvrage devra donc rechercher un accord avec chacun des riverains, moyennant le versement d'indemnités adaptées aux facilités obtenues et aux préjudices occasionnés. En cas d'opposition persistante des riverains à une telle opération, le maître d'ouvrage devrait recourir à l'expropriation, sous réserve de pouvoir justifier l'utilité publique du projet. Il appartiendra alors au juge administratif de vérifier si les atteintes à la propriété privée ou à d'autres intérêts publics, et le coût financier des opérations, les inconvénients d'ordre social, ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt de l'aménagement envisagé.

Logement (allocations de logement).

21470. — 21 octobre 1979. — M. Alain Vivien expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que, lorsqu'un locataire ne paie plus son loyer, le bailleur peut engager une procédure à son encontre. L'une des premières mesures coercitives à prendre consiste à faire opposition au paiement de l'allocation-logement. Dès lors, cette allocation est versée entre les mains du bailleur durant la partie de l'exercice restant à courir et le suivant. Durant ce délai, un jugement est souvent rendu. Ainsi, certains d'entre eux ne concluent pas à une expulsion immédiate, mais invitent le locataire à payer le retard par mensualités d'un montant adapté. Mais certains locataires qui ont un arriéré important et qui essaient de redresser leur situation se voient refuser par les caisses d'allocations familiales le paiement de l'allocation-logement, car ils sont incapables de fournir la quittance de janvier de l'année en cours. Ainsi ces locataires, déjà dans une situation difficile, sont lourdement pénalisés par la suppression de l'allocation-logement. Il lui demande en conséquence quelles mesures seraient envisageables pour remédier à cette situation.

Réponse. — Aux termes de l'article L. 554 du code de la sécurité sociale, la créance du bénéficiaire de l'allocation de logement est inextinguible et insaisissable. Toutefois, en cas de non-paiement des loyers ou de non-remboursement des mensualités d'accès à la propriété, l'organisme payeur de cette prestation peut décider, à la demande des bailleurs ou des prêteurs, de leur verser la totalité de cette allocation. Les modalités et les délais d'exercice de l'opposition du bailleur ou du prêteur sont mentionnés aux articles 11 et 17 du décret n° 72-533 du 29 juin 1972, modifié. Il est apparu cependant que la procédure en place n'était pas satisfaisante car, d'une part, le délai d'action laissé au bailleur ou au prêteur était trop long (6 mois à compter du 3^e terme mensuel impayé) et, d'autre part, l'instruction des dossiers manquait de souplesse, ce qui avait pour conséquence de rendre les mécanismes inopérants dans un certain nombre de cas et de laisser les situations se détériorer. Il a donc été décidé de réduire le délai de six mois prévu par la réglementation à deux mois. Enfin, pour venir en aide aux allocataires se trouvant dans une situation financière particulièrement difficile et qui n'ont pu se mettre à jour vis-à-vis de leur bailleur, il est prévu à titre exceptionnel que le conseil d'administration de l'organisme payeur peut décider de reconduire pour un exercice le versement de l'allocation de logement directement au bailleur.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (beaux-arts).

21866. — 1^{er} novembre 1979. — M. Pierre Bas s'étonne auprès de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de ce que, à l'âge de l'informatique, on installe une unité pédagogique d'architecture de qualité dans un lieu très médiocre éloigné des autres arts et abandonné par le clergé tant son influence néfaste a pesé sur le goût des séminaristes. Dans les mêmes circonstances, pour mieux loger les gardes mobiles d'Ancenis, on envisage de raser un couvent tricentenaire de grande qualité, ce qui est dénoncé à juste titre par les amis des arts. Le rapprochement entre ces deux affaires montre une différence d'attitude; il est étonnant que l'on engage une dépense de plus de douze millions de francs pour une opération sans intérêt pour le patrimoine culturel de la France et

qui, de plus, est néfaste sur le plan de l'enseignement de l'architecture alors que l'on envisage ailleurs de raser une œuvre de qualité. Ce qui est certain, c'est que les arts ont toujours fleuri en des lieux où souffle l'esprit, ce qui n'est pas évident pour Charenton. C'est pourquoi il lui demande quelles sont les raisons de cette politique passiviste à l'égard des étudiants en architecture qui sont appelés à modeler le visage de la France de demain.

Réponse. — L'unité pédagogique d'architecture n° 4 doit s'installer dès la rentrée 1980 dans des locaux situés à Charenton-le-Pont. Les raisons de cette nouvelle implantation ont déjà été explicitées dans la réponse publiée le 13 octobre 1979 à la question posée le 6 juin 1979. Il convient cependant de rappeler les points suivants : d'une part, le ministère de l'environnement et du cadre de vie n'est pas juge des motifs pour lesquels le clergé a abandonné l'ancien séminaire de Charenton; d'autre part, l'un des axes de la politique de l'architecture consiste précisément à tenter de donner une nouvelle utilité et une nouvelle vie sociale à des bâtiments qui sont momentanément désertés par l'évolution des besoins. C'est dans cette optique qu'il convient d'apprécier le transfert de l'unité pédagogique d'architecture n° 4 dans les locaux de l'ancien séminaire de Conflans, à Charenton.

Architecture (agréés en architecture).

22212. — 9 novembre 1979. — M. Michel Manet attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la sévérité dont fait preuve la commission paritaire d'Aquitaine pour agréer les maîtres d'œuvre candidats au titre d'agréés en architecture. Cette région est ainsi sanctionnée par rapport à d'autres où les commissaires régionaux sont plus tolérants. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à ces inégalités régionales et pour faire respecter le droit des maîtres d'œuvre à être agréés.

Réponse. — Les travaux des commissions régionales de qualification constituées pour l'application de l'article 37,2^e, de la loi sur l'architecture font effectivement apparaître, si on les compare, des pourcentages d'avis favorables rapportés au nombre de demandes, différents selon les régions. Ces variations peuvent se fonder sur une réelle différence de qualification des candidats à l'agrément d'une région à l'autre. En l'état actuel d'avancement de l'instruction des dossiers, il ne semble pas en tout cas qu'il y ait lieu de s'étonner des comparaisons purement statistiques qui ont pu être établies.

Logements (prêts).

22262. — 10 novembre 1979. — M. Maurice Ligot appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la champ d'application des prêts localisés aidés. En effet, l'application stricte des textes ne permet pas la réalisation d'équipements sociaux, comme par exemple les foyers d'accueil. D'une part, le financement des prêts localisés aidés est lié au conventionnement des logements qui doivent être loués nus à des personnes physiques, à titre de résidence principale. D'autre part, l'aide personnalisée au logement et l'allocation de logement ne peuvent se cumuler au profit d'une même famille. M. Ligot demande si l'examen des nombreuses difficultés rencontrées dans l'application des textes ne conduira pas M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie à envisager la mise en place d'une procédure dérogatoire, afin de permettre aux collectivités des réalisations d'intérêt social au profit d'associations.

Réponse. — Il convient de noter tout d'abord qu'aux termes de l'article R. 351-55 du code de la construction et de l'habitation, les logements-foyers hébergeant à titre principal des jeunes travailleurs, des travailleurs migrants, des handicapés et des personnes âgées, sont assimilés aux logements à usage locatif susceptibles de bénéficier de l'aide personnalisée au logement. Les aides au logement, conformément aux objectifs et aux dispositions de la loi, conviennent aussi au financement des résidences principales, à l'exclusion de toute autre forme d'hébergement temporaire qui relève nécessairement d'autres procédures.

Assurances (assurance de la construction).

22412. — 14 novembre 1979. — M. Jean Proriot attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les limitations du champ d'application de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, relatif à l'assurance décennale de construction, et souhaite savoir si

les nouvelles dispositions contenues en particulier dans les articles 1792-1 et 1792-6 (nouveaux) du code civil sont applicables à un groupement d'intérêt économique, tel le groupement d'entreprises du bâtiment, qui intervient dans « l'acte de construire » sous différentes formes (démarchage commercial, liaison entre architectes, clients et entreprises membres ou sous-traitantes — émission de situations de travaux, de demande d'approvisionnement de chantiers et de mémorands de travaux — coordination des travaux pour les chantiers traités directement auprès de particuliers qui ne désirent pas prendre d'architecte...) étant précisé que tous les ouvrages traités par les membres ou les sous-traitants du G.I.E. portent un panneau de chantier publicitaire au nom du G.I.E. et qu'ils sont obligatoirement titulaires de polices d'assurance décennale à titre individuel.

Réponse. — Les groupements d'intérêt économique peuvent avoir des activités très diverses. Ce n'est donc que cas par cas après examen des statuts qu'il est possible de se prononcer sur les éventuelles obligations d'assurances d'un G.I.E. dans le domaine de la construction. C'est seulement dans l'hypothèse où le groupement aurait une mission assimilable soit à celle d'un maître de l'ouvrage soit à celle d'un constructeur au sens de la loi qu'il devrait satisfaire, dans le premier cas, à l'obligation d'assurance de dommages, dans le second cas à l'obligation d'assurance de responsabilité.

Chauffage (chauffage domestique).

22471. — 16 novembre 1979. — M. Claude Martin souhaiterait connaître de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie les raisons pour lesquelles M. le secrétaire d'Etat, au cours du débat à l'Assemblée nationale du 30 octobre 1979, a estimé qu'il n'était pas obligatoire de rendre applicables avant 1985 les appareils de comptage individuels de chaleur dans les appartements collectifs, les appartements à construire et les appartements anciens. Il souhaiterait, notamment, connaître si cette date éloignée est la conséquence de la non-fiabilité des appareils actuels en vente sur le marché ou de la nécessité de laisser aux utilisateurs un laps de temps suffisant pour réaliser ces installations. Dans cette dernière hypothèse, il est vraisemblable que les intéressés hésiteront à procéder, dès maintenant, aux investissements nécessaires, compte tenu de l'évolution des techniques au cours des prochaines années.

Réponse. — Il convient de préciser que les appareils de différents types permettant le comptage individuel de la chaleur dans les immeubles collectifs sont techniquement fiables. La date de 1985 prévue pour rendre obligatoire la réalisation de ces installations a été choisie non pour des raisons techniques, mais parce qu'il qu'il n'était pas possible d'équiper, en un délai plus bref, les quelque 4 500 000 logements existants en immeubles collectifs dotés d'un système de chauffage collectif.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements : Ille-et-Vilaine).

23115. — 30 novembre 1979. — Mme Marie Jacq demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie s'il est possible de revoir la situation de l'école d'architecture de Rennes qui reste défavorisée en dépit de l'augmentation du budget de l'enseignement de l'architecture. Cette école n'apparaît nulle part dans les priorités du ministère. Or, depuis 1970, ses effectifs ont triplé. Corrélativement, le nombre d'enseignants et la surface des locaux restent inchangés. Chaque étudiant ne dispose aujourd'hui que d'un demi-mètre carré d'atelier pour travailler. L'école accueille des étudiants de toute la Bretagne leur permettant à la fois de faire leurs études dans leur région et de s'intéresser aux problèmes spécifiques de l'architecture et de l'environnement de la Bretagne. Elle lui demande ce qu'il compte faire pour que les cinquante étudiants de première année ne voient pas leurs études définitivement compromises faute de locaux et d'enseignants.

Réponse. — Le budget de l'enseignement de l'architecture pour 1980 augmente de 25 p. 100 par rapport à celui de 1979. Cette dotation accrue permet notamment deux mesures en faveur de l'unité pédagogique d'architecture de Rennes. D'une part, cette école disposera très prochainement d'un local supplémentaire de 400 mètres carrés qui sera loué dès le début de l'année 1980. Des travaux d'aménagement permettront de l'adapter à sa nouvelle affectation. Les étudiants de première année pourront ainsi étudier dans des conditions plus satisfaisantes. D'autre part seront mis deux postes de chef de travaux pratiques à la disposition de l'unité pédagogique

d'architecture de Rennes pour résoudre le cas de deux agents payés de manière précaire sur des crédits de vacations. Ces deux mesures vont certainement aider l'école d'architecture de Rennes à résoudre une partie de ses problèmes actuels.

Mer et littoral (aménagement du littoral).

23116. — 30 novembre 1979. — M. Pierre Jagoret appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les modalités d'application de la directive sur la protection et l'aménagement du littoral publiée le 26 août 1979. Il lui demande de préciser si les dispositions de cette directive s'appliquent bien à toutes les opérations, même autorisées, dont les travaux n'ont pas été engagés et plus précisément si un certificat d'urbanisme attribué antérieurement à la date de publication de cette directive n'autorise pas à entreprendre maintenant des travaux de construction ou de lotissements dans la zone littorale de 100 mètres.

Réponse. — Les modalités d'entrée en vigueur de la directive d'aménagement national du territoire du 29 août 1979 ont été fixées par son paragraphe 6.2. En principe, elle s'applique à compter du jour de sa publication au Journal officiel à toutes les décisions administratives, à l'exception des opérations qui répondent aux deux conditions : avoir fait déjà l'objet d'une décision valant autorisation ; avoir fait l'objet d'un engagement de travaux. Pour les principales décisions administratives (certificats d'urbanisme, permis de construire, lotissements, zones d'aménagement concerté), une note de commentaires va être prochainement adressée aux communes et aux administrations concernées, afin de préciser clairement les conditions d'application de la directive, qui sont, pour l'essentiel, les suivantes : en ce qui concerne le certificat d'urbanisme, l'article L. 410-1, alinéa 3, du code de l'urbanisme s'applique pleinement. Lorsqu'une demande de permis de construire a été déposée avant l'expiration du délai de validité d'un certificat d'urbanisme positif et en conformité avec ses dispositions, la directive ne peut pas faire obstacle à la délivrance de l'autorisation de construire.

Environnement et cadre de vie (ministère) (structures administratives).

23346. — 5 décembre 1979. — M. Maurice Nihès attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation des centres d'études techniques de l'équipement et la réforme du règlement national qui doit entrer en vigueur l'année prochaine. Au terme de ce nouveau règlement, il serait institué un échelon 0 et une amputation des salaires d'embauche de plusieurs catégories ; une mobilité du personnel dans la fonction publique par « mutation d'office dans l'intérêt du service » ; une multiplication des sanctions à caractère financier ; et un renforcement de la centralisation de la gestion des personnels. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer au personnel des C. E. T. E. la garantie et la stabilité d'un emploi qualifié pour tous, la garantie d'une mobilité en terme exclusif de volontariat avec maintien des avantages acquis et pourvu du poste laissé vacant et, enfin, la satisfaction des revendications du personnel concernant la formation permanente et les carrières des différentes catégories de personnel.

Réponse. — Au nombre de sept, les centres d'études techniques de l'équipement (C.E.T.E.), dont la création s'est échelonnée entre 1968 et 1974, ont connu un développement rapide à une époque où la France avait à réaliser d'importantes infrastructures routières. Leurs modalités de financement, fondées sur la facturation de leurs prestations, et la forte proportion de personnel non titulaire créent diverses difficultés, notamment quant à leur équilibre financier. C'est pourquoi le ministère de l'environnement et du cadre de vie a mis à l'étude, avec le ministère des transports, une réforme des C.E.T.E. en vue notamment d'un aménagement des structures de financement et d'une meilleure utilisation des moyens en personnel. Certaines reconversions d'activités seront poursuivies en faveur des secteurs appelés à se développer, en particulier ceux qui touchent à l'environnement et à la qualité de la vie. Ainsi, des aménagements seront apportés au règlement applicable aux agents non titulaires afin d'offrir à ceux-ci des possibilités de mobilité interne et externe avec maintien du bénéfice de leur statut. La centralisation de la gestion d'une partie du personnel permettra de faciliter, par une meilleure connaissance des agents, leur affectation éventuelle à des postes de responsabilité. S'il est prévu une réduction des effectifs dans la limite de 250 postes, cet ajustement, de faible ampleur par rapport aux 4 000 postes existants, s'inscrit dans un contexte de maintien des effectifs globaux du ministère de l'environnement et du cadre de vie et du ministère des transports ; il s'effectuera

par des transferts de postes vacants et par des mutations. Ces dernières ne seront proposées que dans la mesure où elles ne risqueront pas de compromettre l'efficacité et le bon fonctionnement des C.E.T.E. La mise en place de l'échelon zéro ne crée pas de mesure nouvelle en ce qui concerne l'abattement de salaire d'embauche déjà prévu par le règlement de 1973 pour certaines catégories. Dans ces conditions, il ne peut être soutenu que la réforme envisagée viserait à affaiblir le potentiel technique et scientifique des C.E.T.E., auxquels il s'agit au contraire d'ouvrir des perspectives nouvelles en relation avec l'évolution des tâches incombant à l'Etat.

Urbanisme (plafond légal de densité).

24705. — 14 janvier 1980. — **M. Roland Florian** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur un cas particulier d'application des dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'urbanisme relatives à l'application du plafond légal de densité : un contribuable a acquis, il y a quatorze ans, un immeuble ancien constituant son habitation principale. Cet immeuble nécessitant de grosses réparations de toiture, planchers et isolation, la direction départementale de l'équipement délivre un permis de construire, mais sous réserve qu'une pente de toit de 45 degrés soit observée. Cette inclinaison occasionne un grenier atteignant 1,80 mètre dans sa partie la plus haute, grenier qui n'existait pas auparavant, mais nullement souhaité par le requérant. Ce grenier ne peut d'ailleurs être aménagé car il ne peut être construit d'accès stable. En effet, tout le sol de l'immeuble étant déjà bâti, il ne peut être installé d'escalier extérieur; de même, un escalier intérieur ne pourrait être installé que dans le couloir de l'étage, obstruant le passage pour l'accès aux pièces principales. En conséquence il lui demande s'il estime que, dans ces conditions, la taxe pour dépassement du plafond légal de densité est exigible.

Réponse. — Dans le cas précis évoqué et en l'absence d'autres informations sur la situation décrite dans la question posée, il semble que le requérant ne soit pas assujéti au paiement du versement, dès lors que la modification autorisée par le permis ne concerne que la création d'une grenier, et que la surface hors œuvre nette des autres niveaux du bâtiment existant n'est pas augmentée par les travaux en cause. Le nouvel article R. 112-2 du code de l'urbanisme, issu du décret n° 77-739 du 7 juillet 1977 donne, en effet, la définition de la surface de plancher hors œuvre d'une construction, qui est également applicable pour l'évaluation de la densité au regard du P.L.D. et du calcul du versement lié au dépassement de ce plafond. Il autorise en particulier la déduction de la surface hors œuvre brute d'une construction des « surfaces de planchers hors œuvre des combles et des sous-sols non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ». La circulaire n° 77-170 du 28 novembre 1977 (publiée au Bulletin officiel du ministère de l'équipement n° 77/100) précise que les combles sont considérés comme non aménageables et ne doivent pas être retenus dans la surface de plancher hors œuvre : s'ils correspondent à une hauteur sous toiture inférieure à 1,80 mètre ; s'ils sont manifestement inaccessibles, même si la hauteur sous toiture de ces combles est supérieure à 1,80 mètre. Le grenier réalisé dans le cas présent satisfait à l'une comme à l'autre de ces deux conditions et n'est donc pas à inclure dans la surface hors œuvre nouvelle de la construction autorisée par le permis de construire. Si aucune autre surface hors œuvre supplémentaire par rapport à l'état existant n'est créée à l'occasion de la délivrance de ce permis, le versement n'est pas exigible.

FONCTION PUBLIQUE

Fonctionnaires et agents publics (supplément familial).

22372. — 14 novembre 1979. — **M. Gérard Haesebroeck** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur la circulaire n° FP 671 et F146 du 8 octobre 1968 qui précise que le supplément familial ne peut être attribué qu'à l'agent bénéficiaire du traitement. Toutefois, en cas de séparation de corps ou de divorce, cette prestation est versée directement à la personne qui a obtenu par décision de justice la garde des enfants et n'est pas remariée. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si cette mesure est également applicable à l'ex-conjoint qui vit en concubinage notoire.

Réponse. — Les modalités de versement du supplément familial de traitement en cas de divorce ou de séparation sont pour certaines dispositions actuellement définies par la circulaire n° FP 971 et F148 du 8 octobre 1968. Cette circulaire précise en effet que le

supplément familial de traitement peut être exceptionnellement versé à la mère des enfants, non fonctionnaire, à la condition qu'elle ait reçu par décision judiciaire la garde des enfants issus de son mariage avec le fonctionnaire et qu'elle ne soit pas remariée. Ce texte a eu notamment pour objet, pour tenir compte d'un arrêt du Conseil d'Etat en date du 22 mars 1957, de modifier une disposition de la circulaire n° 15732 B5 du 14 décembre 1948 qui prévoyait que le père fonctionnaire pouvait prétendre au versement du supplément familial de traitement s'il apportait la preuve qu'il était tenu compte de cet avantage dans l'établissement du montant de la pension alimentaire. Cependant, et bien qu'il n'en soit pas fait expressément mention, les dispositions applicables aux ex-conjoints de fonctionnaires qui se remarient sont également applicables aux ex-conjoints de fonctionnaires qui vivent en concubinage notoire et de façon continue.

Assurance invalidité-décès (capital-décès).

23636. — 8 décembre 1979. — **M. Louis Sallé** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** que la demande d'attribution du capital-décès formulée par la personne ayant vécu maritalement avec un fonctionnaire du ministère de l'agriculture et que celui-ci avait à sa charge n'a pas été accueillie favorablement, au motif que l'article 8 du décret du 20 octobre 1947 modifié relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires énumère limitativement les bénéficiaires du capital-décès et que la concubine ne figure pas dans cette énumération. Or, de telles dispositions ne figurent pas dans la réglementation concernant les assurés du régime général de sécurité sociale. Le capital-décès a été défini comme constituant un secours immédiat devant être attribué, à titre prioritaire, aux personnes qui sont « à la charge » de l'assuré. Du fait du silence des textes, une controverse s'est élevée sur la nécessité, pour les personnes à charge susceptibles d'être bénéficiaires prioritaires du capital-décès, d'avoir en même temps la qualité d'ayant droit de l'assuré, c'est-à-dire d'être liées par la naissance ou l'alliance légitimes. Après de nombreux litiges, la Cour de cassation a finalement estimé qu'une personne à charge de l'assuré pouvait bénéficier du capital-décès en priorité, même si elle n'avait pas, en même temps, la qualité d'ayant droit. C'est ainsi que le capital-décès a été accordé à la concubine de l'assuré et que l'administration, qui estimait jusque-là que le bénéficiaire prioritaire devait obligatoirement avoir la qualité d'ayant droit, s'est, en définitive, ralliée à la position adoptée par les tribunaux (lettre D. A. M. C. S. S./B. P. 2, n° GA 2633 du 15 mai 1970, et circulaire n° 36 S. S. du 27 juillet 1970, B. O./S. S. n° 32-70). Il lui demande s'il n'estime pas que l'éviction du droit au capital-décès d'une personne ayant vécu maritalement avec un fonctionnaire et qui était manifestement à la charge de celui-ci constitue une disposition contraire à la logique et à l'équité et s'il n'envisage pas de faire cesser d'urgence une telle anomalie, en alignant les conditions d'accès, reconnues licites par les tribunaux, pour les assurés du régime général, aux fonctionnaires de l'Etat et aux personnels des collectivités locales.

Réponse. — Les conditions d'ouverture du droit au capital-décès du régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires sont différentes de celles en vigueur dans le régime général de sécurité sociale, ce qui rend peu significatives les comparaisons portant sur les modalités de versement des prestations. Ainsi, il n'existe pas dans le régime spécial des fonctionnaires d'ayant droit prioritaire ni de conditions de ressources nécessaires pour l'attribution du capital-décès. En outre, le montant de la prestation ainsi accordée est elle-même sans comparaison avec celle du régime général limitée à quatre-vingt-dix fois le salaire journalier de base soumis à cotisation de sécurité sociale. C'est pourquoi il n'apparaît pas souhaitable d'aménager les conditions d'attribution du capital-décès du régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires selon la suggestion du parlementaire.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (politique en faveur des retraités).

25068. — 28 janvier 1980. — **M. Roland Renard** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur les revendications des retraités de la fonction publique. Ceux-ci demandent : la suppression des abattements de zone ; la révision, plus rapide (péréquation) des pensions suite aux augmentations de salaires, traitements, reclassements ; l'octroi d'une indemnité de cessation d'activité égale à six mois de salaires ou traitements ; le relèvement du minimum des pensions, montant garanti prévu par l'article L. 17

du code des pensions; la pension de réversion à 75 p. 100; l'incorporation totale de l'indemnité de résidence dans le traitement (fonctionnaires) et la prise en compte des indemnités ayant un caractère de complément de traitement, notamment de l'indemnité forfaitaire (fonctionnaire de l'ordre technique); pour les titulaires de pension proportionnelle d'avant décembre 1964: le bénéfice de la suppression du sixième sans restriction et des majorations pour enfants: le rétablissement des réductions d'âge pour l'entrée en jouissance d'une pension pour toutes les catégories qui en bénéficiaient jusqu'en décembre 1964; le rétablissement des droits acquis aux retraités d'Algérie, du Maroc, de Tunisie; l'échelle quatre pour les ex-immatriculés; pour les révoqués, la prise en compte pour la retraite des travailleurs de l'Etat des années de révocation; attribution d'un capital égal au montant d'une année de pension au conjoint survivant ou aux enfants mineurs ou infirmes; revalorisation de l'allocation de retraites; liquidation de l'allocation de retraite à l'âge de soixante ans et suppression des coefficients de réduction; relèvement de 50 à 75 p. 100 de la pension de réversion pour les veuves et veufs; création d'un fonds social; mise à la disposition des administrateurs des moyens nécessaires à l'exercice de leur mandat; élections à la proportionnelle des représentants des allocataires au conseil d'administration; un allègement de la fiscalité (abattement supplémentaire de 15 p. 100 au lieu de 10 p. 100) par retraité et non par foyer fiscal; le droit à un logement décent; la réforme de l'allocation loyer et son attribution à toutes les personnes âgées en fonction des ressources et du loyer; l'extension et le bénéfice de toutes les activités sociales de l'action sociale des armées (A.S.A.) aux retraités et veuves: service à domicile (ménage, alimentation, soins); maisons de repos; séjours à tarifs réduits dans les maisons familiales; la réduction de 50 p. 100 au lieu de 30 p. 100 sur les tarifs S.N.C.F. à l'occasion des vacances et, d'autre part, l'attribution d'un voyage gratuit par an aux titulaires de petites pensions. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de satisfaire ces revendications.

Réponse. — Parmi les points évoqués, ceux qui relèvent plus particulièrement de ma compétence appellent les observations suivantes: 1° l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement brut des fonctionnaires a été poursuivie en 1979 par l'incorporation d'un point supplémentaire à compter du 1^{er} septembre. Il n'est pas possible de préjuger pour l'instant les décisions qui pourraient intervenir à l'avenir en la matière et qui s'inscrivent dans le cadre des négociations salariales annuelles avec les organisations syndicales; 2° quant aux autres indemnités servies aux fonctionnaires en activité, il ne saurait être envisagé de les prendre en compte dans l'assiette de la pension de retraite, car elles n'ont pour objet, conformément à l'article 22 de l'ordonnance du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires, que de rémunérer des sujétions inhérentes à l'emploi ou de tenir compte de la manière de servir; 3° l'octroi d'une allocation de départ à la retraite ne paraît pas devoir s'imposer, car, même si la cessation d'activité a évidemment pour corollaire une diminution des ressources, il n'en demeure pas moins que l'admission à la retraite est un événement prévisible auquel le fonctionnaire peut se préparer plusieurs années à l'avance. On doit en outre observer que l'utilisation des moyens informatiques a permis de réduire le délai exigé par les différentes opérations de contrôle, de liquidation et de concession incombant au service des pensions du ministère du budget et que la procédure d'instruction menée par les administrations gestionnaires a été sensiblement accélérée. Enfin, lorsque la procédure normale de liquidation subit un retard, l'administration peut faire au pensionné des avances sur pension qui lui permettent de ne pas se trouver démuné de ressources; 4° le minimum de retraite a été très sensiblement relevé à l'occasion des accords salariaux successifs négociés avec les organisations syndicales. Il est désormais calculé sur la base de l'indice majoré 185, l'accord salarial pour 1979 lui ayant attribué 8 points d'indices majorés supplémentaires (3 points au titre des mesures « bas salaires » et 5 points au titre d'une revalorisation spécifique); 5° le taux de la pension de réversion accordée aux veuves de fonctionnaires n'est pas spécifique au régime de retraite des fonctionnaires de l'Etat. Il est le même dans le régime général de la sécurité sociale et dans la plupart des autres régimes de retraite. Outre les charges importantes qu'une élévation de ce taux entraînerait pour le régime des pensions de l'Etat, l'extension inévitable d'une telle mesure aux autres régimes de retraite compromettrait l'équilibre déjà fragile de ces derniers; 6° le principe de la pérennité des retraites est fixé par l'article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Aux termes de cet article, en cas de réforme statutaire, l'indice de traitement déterminant les émoluments retenus pour le calcul du montant de la pension doit être fixé conformément à un tableau d'assimilation annexé au décret relatif aux modalités de cette réforme. Selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, cette assimilation doit obligatoirement tenir compte des reclassements opérés automatiquement par le nouveau statut des fonctionnaires en activité. Les services de la fonction publique veulent attenti-

vement à ce que ce principe soit respecté; 7° s'agissant de la suppression de l'abattement du sixième, les dispositions de l'article 4 de la loi du 26 décembre 1964, qui ne constituent que des modalités nouvelles pour le calcul du montant des pensions, ont permis la révision des pensions des agents retraités sous l'empire de l'ancienne législation afin de tenir compte pour leur durée effective des services et bonifications qui, dans la liquidation initiale, avaient été retenus à concurrence des cinq sixièmes de leur durée. Cette mesure, cependant, n'a pas eu pour effet de modifier la nature des pensions dont sont titulaires les intéressés ou leurs ayants cause: celles-ci restent soumises aux autres règles qui leur étaient applicables sous l'empire de la législation antérieure, notamment au plafonnement du nombre des annuités liquidables prévu par cette législation en ce qui concerne les pensions proportionnelles. De même, en ce qui concerne la majoration pour enfants, les agents radiés des cadres antérieurement au 1^{er} décembre 1964 demeurent soumis aux dispositions de l'article L. 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite en vigueur jusqu'au 30 novembre 1964 qui prévoyait que le bénéfice de la majoration de pension attribuée aux retraités ayant élevé au moins trois enfants était réservé aux titulaires d'une pension d'ancienneté et aux titulaires de pensions proportionnelles allouées pour invalidité imputable au service. L'application du principe de non-rétroactivité même si elle peut paraître rigoureuse est particulièrement justifiée en ce qui concerne les retraités de l'Etat. En effet, les diverses réformes intervenues dans le domaine des retraites se sont traduites par la succession de régimes différents fixés en fonction d'un contexte économique et social qui a varié. Chacune de ces étapes a apporté des novations qui ont eu pour objet d'améliorer la situation des retraités, mais a comporté également la suppression d'avantages qui n'avaient plus de justification. Aussi, l'application rétroactive des lois de pension aurait-elle pour inconvénient majeur le cumul par les titulaires de retraites anciennement concédées des dispositions les plus avantageuses contenues dans les textes qui se sont succédés depuis leur radiation des cadres. Cet état de chose ne manquerait pas de susciter des revendications de la part des fonctionnaires ayant cessé leur activité récemment et dont les pensions sont liquidées sur la base des seuls droits ouverts par le code annexé à la loi du 26 décembre 1964; 8° l'abandon de la notion de pension d'ancienneté qui a été l'une des mesures essentielles de la réforme du code des pensions civiles réalisées en 1964 a entraîné la disparition de la condition d'âge mise jusqu'alors pour l'acquisition du droit à ladite pension. Par là même, il devenait sans objet de reprendre dans le code des pensions les dispositions antérieures relatives aux réductions d'âge prévues pour certaines catégories de fonctionnaires. Toutefois, afin de ménager le passage des anciennes règles aux nouvelles, le Gouvernement avait accepté à l'époque le maintien des réductions d'âge à titre transitoire jusqu'au 1^{er} décembre 1967. Cette période de trois ans a été jusqu'ici suffisante au regard de l'économie de la réforme qui imposait de limiter dans le temps le maintien en vigueur des règles anciennes. Douze ans après l'expiration du délai, de telles dispositions ne sauraient être réintroduites dans le code des pensions, en leur donnant un caractère permanent, sans aller à l'encontre des objectifs qui s'étaient fixés les auteurs de la réforme, c'est-à-dire promouvoir l'amélioration et une simplification de la liquidation des pensions au moment de l'admission à la retraite; 9° il est rappelé que le capital-décès n'est versé aussi bien dans le régime général de la sécurité sociale que dans le régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires qu'aux ayants droit d'un assuré occupant un emploi salarié à la date de son décès. Cette prestation a pour but d'assurer une indemnité de premier secours destinée à faire face aux difficultés financières nées de la disparition brutale de celui qui donnait à la famille les moyens de subsistance. Or, tel n'est pas le cas de la veuve d'un fonctionnaire ou d'un militaire retraité qui, le plus souvent, n'a plus d'enfant à charge au moment de son décès. Il ne paraît pas dès lors nécessaire de donner une suite favorable à cette proposition. En effet, la veuve n'est pas démunie de ressources, puisque la pension de retraité est maintenue jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel le décès est intervenu et que les droits à pension de réversion commencent à courir à partir du premier jour du mois suivant; 10° s'agissant de l'allocation viagère accordée aux veuves de fonctionnaires ou militaires décédés avant le 1^{er} décembre 1964, il convient de souligner que celles-ci, qui n'avaient aucun droit à pension parce qu'elles ne satisfaisaient pas aux conditions d'antériorité du mariage exigées par l'ancienne législation, ont vu leur situation sensiblement améliorée par la loi du 26 décembre 1964. Elles perçoivent, en effet, sans conditions d'âge ni de ressources, une allocation viagère calculée en fonction de la durée des services accomplis par leur mari dès lors qu'elles réunissent les conditions d'antériorité de mariage requises par l'article L. 39 du nouveau code des pensions. Le taux de cette allocation, fixé primitivement à 1,5 p. 100 du traitement afférent à l'indice 100 par année de service accompli par le mari, a été porté à 1,8 p. 100 dudit traitement à compter du 1^{er} janvier 1977.

INDUSTRIE

Electricité et gaz.

17005. — 6 juin 1979. — M. André Tourné demande à M. le ministre de l'Industrie s'il est exact que la France vend à des pays étrangers du courant électrique. Dans l'affirmative, il lui demande quels sont les pays qui, en 1978, ont bénéficié de la vente par la France de courant électrique: a) nombre de kilowatts par pays acheteur; b) à quel prix des kilowatts ont-ils été payés.

Réponse. — En 1978, les exportations d'électricité effectuées par E. D. F. ont atteint 10 900 millions de kWh dont:

— 5 404 millions de kWh ont été exportés au titre des échanges d'énergie, par conséquent, sans donner lieu à paiement;

— 4 971,3 millions de kWh d'énergie électrique de base ont été fournis à l'étranger par les centrales à participation installées sur le territoire français;

— 524,7 millions de kWh ont été cédés à différents pays par contrat ou à bien-pleaire.

L'énergie électrique vendue par E. D. F. en 1978, par contrat ou à bien-pleaire, a été cédée aux différents pays pour les quantités et aux prix suivants:

PAYS	VENTES (GWh).	PRIX du kWh (c/kWh).
Grande-Bretagne	6,5	11
Belgique + Luxembourg	115,5	14
Allemagne	0	»
Suisse	248,2	13,9
Italie	4,5	12,8
Monaco	150	13,8

Carburants (commerce de détail).

20745. — 5 octobre 1979. — M. Serge Charles attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les dispositions de l'arrêté du 30 juin 1977, paru au *Journal officiel* du 9 juillet, limitant la vente du fuel-oil léger spécial à basse teneur en soufre, pour la période allant du 1^{er} juillet 1977 au 1^{er} juillet 1979. En effet, ce fuel-oil léger spécial est le combustible idéal pour les petites et moyennes chaufferies, soit à titre d'auxiliaire pour le démarrage des installations durant le temps de réchauffage du fuel lourd, soit pour assurer une marche intermittente en périodes creuses. Interdire la vente de cette catégorie de fuel ne serait pas sans avoir des conséquences préjudiciables à la bonne utilisation de l'énergie et sur les frais fixes des entreprises. Il lui demande si, dans le cadre de la campagne d'économie d'énergie et de relance économique, menée actuellement, il n'envisage pas de lever cette interdiction de vente.

Réponse. — Le fuel léger spécial, supprimé le 1^{er} juillet 1979, avait des caractéristiques posant de sérieux problèmes à l'utilisation. En effet, ce produit peu homogène avait une viscosité variable dans une large plage, ce qui rend difficile une conduite de combustion optimisée en entraîne, dans la plupart des cas, un rendement énergétique assez médiocre et une émission d'imbrûlés. C'est donc précisément le souci de l'utilisation rationnelle de l'énergie, d'une part, de la réduction de la pollution atmosphérique, d'autre part, qui ont conduit à supprimer ce produit en 1979 (cette mesure était d'abord prévue en 1977). La suppression du fuel léger ne pose pas, semble-t-il, de problèmes insurmontables aux utilisateurs. Suivant le cas (la puissance de l'installation et les contraintes locales d'environnement interviennent dans le choix) et le type d'usage (combustible principal ou auxiliaire de démarrage) le remplacement par du fuel lourd, du gaz naturel ou du fuel domestique est possible.

Impôts et taxes (taxe parafiscale sur les granulats).

20771. — 6 octobre 1979. — M. Paul Duraffour expose à M. le ministre de l'Industrie que le tonnage de la production de granulats est resté pratiquement stable depuis quelques années et que, de ce fait, les recettes de la taxe parafiscale sur les granulats instituée par un décret du 5 mai 1975 stagnent en francs courants et diminuent donc en francs constants. Si cette stagnation devait se prolonger, il ne manquerait pas d'en résulter de sérieux inconvénients tant au point de vue de l'approvisionnement de notre pays en

matériaux de construction qu'à celui de la sauvegarde de l'environnement. L'incidence de la taxe sur le coût de la construction ne pouvant être que très limitée en raison de la faiblesse de son taux, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire que son assiette soit étendue à d'autres matériaux, et notamment à l'argile.

Réponse. — Le ministre de l'Industrie précise que jusqu'à ces derniers mois et bien que la taxe parafiscale sur les granulats ait été maintenue au même taux depuis son institution par décret du 5 mai 1975, les ressources correspondantes ont permis de répondre favorablement aux propositions des instances locales, tant en ce qui concerne les études d'approvisionnement en matériaux que les opérations en réaménagement d'anciennes carrières de granulats. 396 actions ont été lancées, parmi lesquelles 143 opérations de travaux de réaménagement d'anciennes carrières intéressantes plus de 1 400 hectares de terrains dégradés. Actuellement, les propositions qui sont faites tendent de plus en plus à dépasser les possibilités de la taxe. Les risques évoqués par l'honorable parlementaire doivent cependant être évités tant au point de vue de l'approvisionnement en granulats qu'à celui de la sauvegarde de notre cadre de vie. Les différents départements ministériels concernés rechercheront donc dans les mois qui viennent si des moyens nouveaux doivent et peuvent être mis en œuvre; l'extension de la taxe à l'ensemble des matériaux de carrière et la revalorisation de son taux seront examinées à cette occasion.

Mineurs (travailleurs de la mine) (veuves).

21105. — 13 octobre 1979. — M. André Lajoie attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur le cas des veuves de mineurs licenciés avant l'âge de la retraite. Il lui rappelle: que ces veuves n'ont pas droit aux allocations de logement et de chauffage; qu'actuellement seules les veuves dont le mari comptait plus de quinze ans de présence à la mine et avait fait valoir ses droits à la retraite alors qu'il était encore en activité peuvent y prétendre. Il l'informe que, de par cette loi, des veuves de mineurs ayant effectué vingt ou vingt-cinq ans et plus de fond ne peuvent bénéficier de ces avantages qui seraient pourtant d'un grand intérêt pour leur modeste budget. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que toutes les veuves de mineurs ayant effectué quinze ans de présence effective puissent bénéficier des allocations de logement et de chauffage.

Réponse. — Les prestations de chauffage et de logement des anciens membres du personnel des exploitations minières ou celles de leurs ayants droit ne sont pas des accessoires des pensions mais des avantages différés du contrat de travail, c'est-à-dire du statut du mineur et de ses textes d'application; les règles relatives à leur attribution ne sont donc pas les mêmes que celles concernant les pensions. En outre, en raison de la diversité de leur nature et des moyens de leur réalisation, les deux prestations font l'objet de dispositions différentes. Par exemple, pour ce qui concerne le chauffage, la réglementation, et en dernier lieu l'arrêté interministériel du 27 juillet 1979, a toujours reconnu un droit en nature ou en espèces aux veuves titulaires d'une pension de réversion du régime minier, si leur mari avait compté au moins quinze années de services. Pour le logement, les conditions d'ouverture du droit ont toujours été inspirées du principe que, la priorité devant être donnée au logement en nature, il convenait d'assurer au mineur, à la fin de sa carrière, le maintien de son logement par l'exploitant. L'arrêté du 2 mai 1979 a continué de tenir compte de ces considérations en n'ouvrant normalement droit à la prestation de logement ou à sa contrepartie en espèces aux anciens agents ou à leurs ayants droit, qu'en cas de passage de l'activité à la retraite minière, sans discontinuité. En dehors de divers cas d'invalidité du travail ou des décès en activité, il ne déroge à cette règle que pour les longues carrières minières, de trente ans ou plus. Les pouvoirs publics ne peuvent envisager d'assouplir dans l'immédiat ces dispositions; le coût des prestations de chauffage et de logement de leurs retraités constituent déjà pour les exploitations minières qui en assurent seules le financement, en raison même de leur caractère particulier, une charge très lourde.

Départements et territoires d'outre-mer (pétrole et produits raffinés).

21661. — 26 octobre 1979. — M. Pierre Lagourgue attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur le fait que la loi du 30 mars 1928 concernant le régime pétrolier français n'est pas applicable aux départements d'outre-mer. Etant donné la situation actuelle de l'approvisionnement et des prix pétroliers, il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des dispositions pour étendre l'application de cette loi aux départements d'outre-mer, ce, afin de faciliter les contrôles sur les carburants.

Réponse. — Afin de favoriser, en dépit de la faiblesse de ses ressources en hydrocarbures, la constitution d'une industrie pétrolière nationale capable d'intervenir aux différents niveaux de la chaîne pétrolière (exploration, production, transport, raffinage, distribution), la France s'est dotée d'un instrument juridique qui a depuis cinquante ans démontré son efficacité: la loi du 30 mars 1928 et les textes pris pour son application. Ce dispositif juridique assure aux pouvoirs publics des pouvoirs étendus pour le contrôle de l'origine des approvisionnements et la fixation des obligations de tous ordres (et notamment l'obligation de stockage de réserve) imposées aux sociétés admises à approvisionner le territoire français. Ce texte n'est toutefois, dans l'état actuel des choses, applicable qu'au seul territoire métropolitain de la France. L'article 9 de la loi du 30 mars 1928, qui précise que le champ d'application de cette loi peut être étendu aux territoires non métropolitains par des décrets pris en la forme de règlements d'administration publique, n'a pas à ce jour été utilisé à cette fin. En effet, le nombre de ces territoires, leur dispersion géographique, la diversité de leurs situations économiques et sociales ont conduit les pouvoirs publics à intervenir, dans le domaine pétrolier, par des dispositions spécifiques. C'est ainsi que pour la Réunion, les obligations des compagnies en matière de stockage de réserve sont fixées par un décret-loi de 1933; de même le régime des prix des produits pétroliers est régi par des dispositions particulières, différentes à la fois de celles qui prévalent en métropole et de celles qui existent dans les autres D.O.M. Il n'est donc pas certain que l'extension pure et simple de la loi de 1928 soit la solution la meilleure pour donner aux pouvoirs publics les moyens de régler les difficultés d'approvisionnement des départements d'outre-mer évoquées par l'honorable parlementaire, ceci en raison des implications juridiques et institutionnelles complexes liées à une telle extension.

Mines et carrières (mineurs).

21706. — 7 octobre 1979. — M. Yvon Tondou appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les menaces qui pèsent sur le maintien de certains avantages sociaux prévus au statut du mineur. En effet, les indemnités de chauffage et de logement servies aux retraités mineurs sont considérées comme trop lourdes par les responsables des mines de fer du fait d'une évolution démographique très défavorable de la profession, laquelle envisage incessamment de ne plus les payer. Or les droits des retraités ne correspondent pas aux besoins tels que les évaluent, par exemple, les Charbonnages de France pour leurs propres retraités puisque l'écart entre primes de chauffage varie de 1 à près de 3. Il est donc urgent de les revaloriser dans les mines de fer. De plus les reconversions intervenues ont interrompu la carrière de nombreux mineurs avant le seuil de 30 années de fond qui ouvre droit aux indemnités visées. Apparaîtrait alors comme une décision de simple justice celle qui interviendrait pour supprimer le plancher d'annuité et rendre les droits proportionnels à la durée du travail à la mine. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour garantir d'urgence et promouvoir très vite les droits aux indemnités de chauffage et de logement des retraités des mines de fer.

Réponse. — La diminution des effectifs en activité dans les mines de fer a pu faire naître certaines inquiétudes concernant l'éventualité d'un arrêt du versement des indemnités de chauffage et de logement des retraités des mines de fer. Il convient de rappeler que le droit aux prestations de logement et de chauffage ou à défaut au versement d'indemnités compensatoires, est prévu au statut du personnel des exploitations minières et assimilées (décret n° 46-1433 du 14 juin 1946) dans ses articles 22 et 23 et qu'il ne peut être dérogé à cette obligation légale. En outre, il est à noter que les indemnités allouées aux personnels des exploitations minières et assimilées, de leurs anciens membres et de leurs ayants droit, ont été récemment revalorisées par les arrêtés du 27 juillet et du 18 septembre 1979 qui en fixent les nouveaux taux. Il y a lieu de souligner, par ailleurs, que, seul, le déroulement complet de carrière peut ouvrir droit à ces versements et qu'il ne peut être introduit une « proratisation » de ces indemnités en raison de la durée effective des services miniers. En effet, s'agissant d'indemnités compensatoires d'avantages en nature, tels que le droit au logement et au chauffage qui ne sont pas eux-mêmes divisibles, il ne peut être envisagé de les fractionner.

Chauffage (géothermie).

22057. — 7 novembre 1979. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur l'utilisation actuelle en France de la géothermie comme source d'énergie pour le chauffage domestique. Il souhaite connaître l'état de cette question, si le ministre

envisage de développer au maximum cette forme d'énergie si des aides sont prévues pour encourager ce type de chauffage et dans quel délai cette exploitation pourrait s'avérer rentable.

Réponse. — Le développement de l'utilisation de la géothermie comme source d'énergie pour le chauffage domestique est encouragé depuis plusieurs années par le ministère de l'industrie. Ainsi des études scientifiques générales ont été lancées afin de mieux connaître région par région le potentiel des ressources géothermiques et d'améliorer les techniques. Parallèlement, la réalisation d'opérations de chauffage géothermique est encouragée. Six opérations importantes portant sur l'équipement de l'ordre de seize mille logements ont été réalisées à ce jour. Par ailleurs, une dizaine d'opérations qui ont déjà reçu une aide du ministère de l'industrie sont en cours de réalisation (au niveau des travaux de surface, des forages, des études d'ingénierie de détail...). D'ores et déjà l'exploitation de la géothermie est rentable. Cependant la rentabilité est sensible à la dérive respectuelle des prix et en particulier du prix de l'énergie. Par ailleurs, le lancement d'une opération de géothermie présente un risque géologique spécifique qui ne peut être couru par les maîtres d'ouvrage d'opération. C'est pourquoi afin d'encourager le développement de la géothermie le ministère de l'industrie couvre à 80 p. 100 le risque géologique sur le premier forage. Le budget consacré à ces aides dépasse 40 millions de francs par an. Dans ces conditions on peut escompter un développement rapide de la géothermie. En 1980, une douzaine d'opérations nouvelles devraient être engagées qui permettront le raccordement de vingt-six mille logements et on peut penser que le rythme de développement de la géothermie pourrait s'établir de trente mille à cinquante mille équivalents logements raccordés chaque année à des installations géothermiques.

Pétrole et produits raffinés (commerce de détail).

22106. — 7 novembre 1979. — M. Emmanuel Hamel exprime à M. le ministre de l'industrie le souhait d'obtenir rapidement, vu l'urgence, les précisions que n'apporte pas sa réponse du 20 octobre 1979 à la question n° 18561 du 14 juillet 1979. Il lui demande quelles ont été, sur le comportement inadmissible en France de la filiale française de la société pétrolière américaine visée par la question précitée, les conséquences concrètes de son intervention ainsi évoquée à la dernière phrase de sa réponse: « Le ministre de l'industrie a rappelé aux compagnies pétrolières opérant en France l'importance qu'il attache à ce que la concertation préside aux rapports des sociétés balleresses avec leurs gérants et à ce que tout litige donne lieu d'abord à la recherche de solutions négociées ».

Réponse. — Ainsi qu'il l'a été exposé précédemment à l'honorable parlementaire, la location-gérance de station-service s'exerce dans le cadre de dispositions contractuelles, qui relèvent du droit commercial et laissent à chacune des parties la latitude de reprendre sa liberté par résiliation du contrat dans certaines conditions et moyennant un préavis fixé dans le contrat lui-même. Il arrive aux bailleurs comme aux preneurs de faire usage de cette latitude pour des causes multiples dans certains cas, les rapports entre propriétaire et locataire ont évolué depuis la signature du contrat au point que la poursuite de leurs relations commerciales apparaît comme n'étant plus possible. L'administration ne peut aller contre la volonté affirmée de l'un ou l'autre, et n'a pas le pouvoir de s'opposer à l'application des clauses d'un contrat dont le droit dit qu'il fait la loi des parties. Il appartient aux tribunaux de dire quelles situations sont inadmissibles et de statuer en conséquence. Pour sa part, le ministre de l'industrie peut, dans l'exercice de sa tutelle, veiller à ce que les voies de conciliation soient d'abord recherchées, et c'est là l'action de ses services. Il est toujours disposé en outre à faire étudier les cas particuliers qui lui sont indiqués avec précision.

Charbon (prix).

22138. — 8 novembre 1979. — M. Claude Labbé attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les hausses intervenues sur le prix de vente de charbon. En effet, à Grenoble, un couple de retraités qui avait payé 654 francs la tonne de charbon en 1978, doit régler cette année la somme de 990 francs, soit une augmentation de plus de 40 p. 100. Ces augmentations interviennent après la libération des prix, s'appliquent à des revenus généralement modestes. De plus, elles ne servent pas les économies d'importation pétrolière puisqu'elles peuvent conduire un certain nombre de personnes

concernées à modifier leur mode de chauffage. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre à des personnes disposant de revenus modestes d'utiliser le charbon dans des conditions de prix acceptables.

Réponse. — Il est exact que les prix des charbons ont fortement augmenté depuis 1978. Cela ne résulte pas tant du régime de liberté de la fixation des prix du charbon que de l'augmentation générale des prix de l'énergie qui fait suite, en ce qui concerne le charbon, à une longue stagnation antérieure. A ce titre indicatif la hausse du prix du fuel-oil domestique a été sensiblement plus forte et le prix du charbon reste inférieur à celui du fuel. Il appartient par ailleurs aux négociants de charbon de veiller à ce que les différentes catégories de combustibles minéraux solides qu'ils souhaitent vendre, demeurent compétitives. Tel est le cas général aujourd'hui puisque l'on constate un maintien de la consommation de charbon dans le secteur des foyers domestiques au lieu de la régression régulière enregistrée au cours des dernières années et même une forte augmentation des ventes d'appareils utilisant du charbon. La hausse générale du prix de l'énergie pose certes des problèmes aux personnes disposant de revenus modestes, et notamment aux retraités. Mais il a paru plus judicieux au Gouvernement d'améliorer la situation de ces derniers par une politique générale de revalorisation des retraites qui bénéficie à tous les intéressés, plutôt que de favoriser préférentiellement ceux qui consomment le plus d'énergie, ou de façon encore plus restrictive, ceux qui consomment du charbon par la fixation de prix à des niveaux artificiellement bas.

*Assurance vieillesse (régimes autonomes et spéciaux)
(travailleurs de la mine : pensions).*

22175. — 9 novembre 1979. — **M. Anjoine Porcu** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation des pensionnés des mines de fer, les difficultés qu'ils rencontrent, notamment en matière de raccordement et de droits au logement et sur la discrimination intolérable qui frappe les pensionnés des mines de fer, en matière d'indemnité compensatrice de chauffage, logement, par rapport à ceux des Charbonnages de France. Une situation qui risque encore de s'aggraver. En effet, alors que le Gouvernement s'est engagé lors d'une réunion du 9 avril dernier à garantir les retraités des mines de fer contre la défaillance de leur ancien employeur et rétablir le niveau des prestations (raccordement, indemnité, chauffage, logement), seule une somme de 9 millions de francs a été inscrite au budget de 1980. Une somme qui en fait ne correspond qu'aux seuls besoins pour assurer les prestations jusqu'à la fin de 1979 et laisse sans aucune ressource, pour 1980, l'organisme chargé du versement de raccordement des indemnités, la C.R.I.R.E.P., sans aucune possibilité financière pour 1980. Les retraités risquent donc de se trouver privés d'une partie importante de leurs ressources. De plus, il ne semble pas que le Gouvernement ait retenu l'application au raccordement servi aux pensionnés des mines de fer, de la loi applicable aux travailleurs manuels et aboutissant à la suppression de l'abattement pour anticipation d'âge, alors que le raccordement servi par les Charbonnages de France est exonéré de cet abattement. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre afin que soient respectés en tous points les engagements pris par l'Etat, à savoir : 1° que l'indemnité de raccordement soit rétablie au taux plein ; 2° que soit revalorisé le taux réglementaire des indemnités compensatrices d'avantages en nature de telle sorte que les retraités des exploitations disparues bénéficieront de ces prestations au taux dont bénéficient actuellement ceux des exploitations demeurées en activité ; 3° que l'Etat accorde sa garantie pour le versement des retraites dues aux mineurs en retraite anticipée en cas de défaillance de leur dernier employeur.

Réponse. — Les divers points abordés dans cette question appelleaient les réponses suivantes : 1° par suite de l'insuffisance des ressources de l'institution gestionnaire du régime de raccordement des anciens ouvriers des mines de fer françaises, chargée du versement des arrérages et alimentée par des cotisations en importance variable, cette prestation avait subi depuis le 1^{er} janvier 1978 un abattement qui atteignait 22,4 p. 100 au 1^{er} avril 1979. Cette réduction a été supprimée par décision des pouvoirs publics, du 9 avril 1979 prise à la suite des négociations entre l'administration et les syndicats, décision qui a rétabli le raccordement au taux plein à compter du 1^{er} juillet 1979 grâce à l'aide de l'Etat. La traduction budgétaire de cette aide doit respecter le principe de l'annualité budgétaire. Pour 1979, les crédits correspondants sont inscrits dans la loi de finances rectificative et permettront de rembourser l'avance consentie par les sociétés minières pour que l'indemnité soit versée en temps utile. En ce qui concerne l'année 1980, ces

crédits figurent dans la loi de finances pour 1980. Par ailleurs, une demande tendant à obtenir l'application au raccordement de la suppression de l'abattement pour anticipation accordée aux travailleurs manuels ayant effectué des travaux pénibles a été soumise au ministre de l'Industrie par les organisations syndicales des mineurs de fer. Cependant, cette extension au raccordement implique inévitablement l'alourdissement de la participation budgétaire de l'Etat et doit faire l'objet d'une étude approfondie ; en tout état de cause, cette mesure est déjà acquise en ce qui concerne la retraite complémentaire proprement dite, servie à partir de soixante ans ; 2° les prestations de chauffage et de logement accordées aux mineurs retraités et à leurs ayants droit ont été revalorisées par l'arrêté du 27 juillet 1979 qui fixe le taux des indemnités compensatrices de chauffage et l'arrêté du 18 septembre 1979 qui fixe le taux des indemnités compensatrices de logement. En application des mêmes arrêtés, les mineurs retraités des mines fermées bénéficient des mêmes prestations que ceux des mines en activité, grâce au concours budgétaire de l'Etat ; 3° en ce qui concerne la garantie de l'Etat accordée pour le versement des retraites dues aux mineurs en retraite anticipée en cas de défaillance de leur dernier employeur, aucun cas ne s'est présenté jusqu'à présent mais une procédure interministérielle est engagée afin d'assurer cette garantie le cas échéant.

*Assurance vieillesse (régimes autonomes et spéciaux)
(travailleurs de la mine : pensions).*

22285. — 13 novembre 1979. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur le préjudice subi par des mineurs mutés dans d'autres exploitations, lorsque leurs droits sont ouverts à l'indemnité de raccordement. Il lui cite l'exemple de mineurs de fer mutés dans les ardoisières, dont l'indemnité n'est pas calculée sur l'ensemble des années effectuées dans les mines, mais seulement sur les années passées dans la dernière exploitation. Il serait souhaitable d'établir une coordination à l'échelon national, qui obligerait les activités de différentes substances à cotiser à l'U. R. P. I. M. M. E. C. qui pourrait devenir l'organisme gestionnaire. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de recommander l'établissement de cette coordination comme cela existe d'ailleurs dans de nombreuses professions.

Réponse. — Le problème dit « des carrières mixtes », en matière de droits à l'indemnité de raccordement, n'a pas échappé à l'attention du ministre de l'Industrie. Actuellement existe entre les houillères, les mines de fer et de potasse un accord tendant à faire assumer par le dernier employeur l'intégralité de l'indemnité de raccordement ; mais cet accord ne correspond pas à la situation présente des flux de personnel entre les diverses substances minières, les exploitants s'efforcent d'établir, pour tous les secteurs de la profession, un nouveau système dans lequel chacun des employeurs successifs aurait la charge d'une partie de l'indemnité de raccordement, proportionnelle à la durée des services accomplis pour lui par l'intéressé. Ces négociations n'ont pas encore pu aboutir en raison de la conjoncture difficile dans laquelle se trouvent les exploitants des mines de fer. En tout état de cause, il faut souligner que les régimes d'indemnités de raccordement relèvent d'accords contractuels entre partenaires sociaux ; les pouvoirs publics ne peuvent donc, en la matière, que faire connaître aux divers exploitants miniers l'intérêt qui s'attache à une solution équitable du problème soulevé par l'honorable parlementaire ; pour sa part, le ministre de l'Industrie a effectué, à plusieurs reprises, des démarches dans ce sens.

Assurance vieillesse (régimes autonomes et spéciaux).

22287. — 13 novembre 1979. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la pénalisation dont sont victimes certains mineurs ayant été admis à la retraite anticipée. A la suite de déagements d'effectifs, des mineurs âgés de moins de cinquante ans, comptant trente années de services, sont partis en retraite anticipée. Il lui cite l'exemple de Monsieur F..., âgé de quarante-quatre ans, ayant obtenu sa retraite anticipée alors qu'il aurait pu poursuivre sa carrière minière six ans de plus, jusqu'à l'âge de cinquante ans, date d'admission à la retraite pour les mineurs de fond. Pour les invalides et les retraités anticipés, article 89, les années restant à courir jusqu'à l'âge de la cessation de carrière sont prises en compte pour le calcul de la retraite. Dans la sidérurgie, des dispositions ont été prises pour que les travailleurs partant à la retraite à cinquante ou cinquante-cinq ans ne soient pas pénalisés — leur garantie de ressources est de 70 p. 100 pendant cette période — ; des points gratuits leur sont attribués

pour le calcul de la retraite complémentaire. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire d'étendre ces dispositions à tous les mineurs partant à la retraite anticipée.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire, touchant la situation des mineurs retraités anticipés pour motifs économiques, n'a pas échappé à l'attention du ministère de l'Industrie. Celui-ci, dans le rapport état conjointement le 10 janvier 1978 par les Charbonnages de France et les organisations syndicales représentatives des mineurs sur divers problèmes intéressant la sécurité sociale minière, a notamment mis à l'étude la possibilité de prendre en compte la période séparant la mise à la retraite anticipée et la date théorique de la retraite en fin de carrière normale. Les conclusions de cette étude, assorties de propositions précises en ce qui concerne la mesure souhaitée, font l'objet d'un examen dans les autres ministères qui, avec celui de l'Industrie, assurent la tutelle du régime de la sécurité sociale dans les mines.

Electricité et gaz (E. D. F. et G. D. F. : abonnés défaillants).

22324. — 13 novembre 1979. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazals attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation des personnes victimes de coupures de gaz et/ou d'électricité pour non-paiement d'une ou plusieurs factures. En effet, l'examen attentif de la situation de ces personnes fait apparaître que l'immense majorité d'entre elles sont victimes du chômage, des bas salaires ou de la maladie; en un mot, de la politique gouvernementale d'austérité et de misère qui les prive du droit au travail inscrit dans la Constitution et des moyens les plus élémentaires de survie. Dans ces conditions, il est intolérable que ces familles ayant souvent de jeunes enfants à charge se voient humiliées et conduites au dénuement le plus total par des pratiques inhumaines, bien à l'image de la politique conduite par le Gouvernement. Elle l'informe qu'avec la population et l'ensemble des élus du groupe communiste, elle mettra tout en œuvre pour faire cesser ce scandale et elle lui demande de prendre immédiatement des mesures permettant de maintenir le gaz et l'électricité aux personnes qui sont dans l'impossibilité de payer parce qu'elles rencontrent des difficultés insurmontables dues à la politique du Gouvernement auquel il appartient.

Réponse. — Le souci d'Electricité de France, confronté aux problèmes que pose le recouvrement de ses factures, a toujours été de traiter dans le plus grand esprit de compréhension le cas de ses clients qui ne peuvent pas occasionnellement faire face à leurs obligations. La suspension des fournitures d'électricité n'intervient que lorsqu'un délai appréciable, quarante-cinq jours calendaires au minimum, s'est écoulé depuis la date d'émission de la facture. Ce délai peut être mis à profit par le client pour informer de ses difficultés les services d'Electricité de France; ceux-ci peuvent alors lui accorder des délais de règlement, respectant un échéancier accepté d'un commun accord ou, lorsqu'il s'agit de cas sociaux évidents, inviter les usagers à prendre contact avec les bureaux d'aide sociale des municipalités, lesquels peuvent accorder l'assistance financière temporaire dont les intéressés ont besoin et dont l'octroi ne relève pas d'Electricité de France et de Gaz de France.

Métaux (titane).

22348. — 13 novembre 1979. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'Industrie que la section de Longwy de l'association pour le développement économique, culturel et social de la Lorraine du Nord (A.D.E.C.S.Lor.) a souligné à plusieurs reprises le risque de pénurie de titane qui se profile dans le monde. La France est actuellement entièrement dépendante du marché extérieur pour son approvisionnement en titane qui est un métal que l'on considère actuellement comme hautement stratégique; l'aéronautique (Alrbus, les hélicoptères), les centrales nucléaires, les usines de dessalement d'eau de mer en sont notamment consommatrices. Certaines sociétés spécialisées dans cette métallurgie (PUK, etc.) envisagent l'éventualité de la fabrication d'éponges de titane, soit en France (Ugine Acier), soit en participation dans le cadre de la C.F.E. Au moment où la sidérurgie abandonne, dans des secteurs économiques particulièrement sensibles, des usines métallurgiques entières (La Chiers et Usinor à Longwy), il lui demande si, dans le cadre de telles études, il ne serait pas possible d'inciter par le biais de subventions les sociétés intéressées à créer une usine à Longwy.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Electricité et gaz (abonnés défaillants).

22576. — 18 novembre 1979. — M. Henri Darras appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur le problème qui ne fait que s'amplifier du paiement des factures d'E. D. F.-G. D. F. Les familles aux revenus modestes ou — ce qui se produit trop souvent — victimes du chômage, rencontrent de grandes difficultés pour régler ces factures. Or, les délais avant poursuites et fermetures des compteurs sont très courts. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation et accorder aux familles en difficulté des facilités de paiement, voire des exonérations.

Réponse. — Les dispositions pratiquées par Electricité de France dans le domaine du recouvrement des factures conduisent à des délais différents suivant que le client a ou non l'habitude de régler avec retard ses factures. Les clients qui, occasionnellement, ne peuvent faire face à leurs obligations, reçoivent, dans un premier temps, une simple lettre de rappel; en cas de non-paiement, une seconde lettre est adressée sous pli recommandé; si la facture demeure toujours impayée, la suspension des fournitures intervient dans un délai de deux mois et demi après l'émission de la facture. Les délais laissés aux abonnés coutumiers des règlements tardifs sont évidemment plus courts, mais la suspension des fournitures d'électricité n'intervient jamais dans un délai inférieur à quarante-cinq jours calendaires après la date d'émission de la facture. Ce délai peut être mis à profit par le client pour informer de ses difficultés les services d'Electricité de France; ceux-ci peuvent alors accorder des délais de règlement, respectant un échéancier accepté d'un commun accord. Par ailleurs, dans le cas de situations relevant de cas sociaux évidents, les clients sont avisés qu'ils peuvent prendre contact avec les bureaux d'aide sociale des municipalités, lesquels peuvent leur apporter l'assistance financière temporaire dont ils ont besoin. L'ensemble de ces dispositions permet de tenir compte des situations particulières de chaque client, sans méconnaître la nécessité où se trouve Electricité de France d'assurer une gestion rigoureuse du service dans le respect du principe de l'égalité de traitement, ce qui ne lui permet pas d'envisager la possibilité d'exonération.

Matériels électriques et électroniques (entreprises : Eure-et-Loir).

22617. — 21 novembre 1979. — M. Georges Lemoine attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation de l'usine I. T. T. Océanic de Chartres. Depuis quelques mois, les employés ont subi une réduction sérieuse des heures de travail; depuis quelques jours, la direction offre des primes de départ. Ces initiatives apparaissent comme le prélude d'autres mesures qui risqueraient de mettre en cause la survie de cette usine, qui emploie plus de 1 000 salariés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher la dégradation de la situation de l'emploi dans une région sévèrement touchée depuis quelques mois.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Machines-outils (entreprises : Loire).

23186. — 1^{er} décembre 1979. — M. Théo Vial-Massat attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur ce qui se passe actuellement à l'Entreprise Clesid S. A. à Saint-Chamond dans la Loire. Cette entreprise locale a pour vocation la conception, la construction et l'installation des équipements pour la sidérurgie, principalement destinés à l'exportation. Dans son catalogue, les machines à couler en continu occupent une place prépondérante. Elles représentent environ 40 p. 100 de son activité. En qualité de fabricant français de ces machines, cette société a été contactée par le groupe Sacilor pour concevoir, fabriquer et installer une machine de ce type, élaborant des blooms et des ronds, dans le cadre des investissements décidés pour la modernisation de la sidérurgie dans l'Est. Après de longues négociations et après que l'Entreprise Clesid ait répondu aux exigences économiques et technologiques de Sacilor, c'est une société allemande Demag qui a bénéficié du marché. En conséquence, compte tenu que les contribuables français ont financé un plan de restructuration et de modernisation de la sidérurgie, il lui demande d'intervenir auprès de Sacilor pour que l'argent public serve à favoriser le travail dans les entreprises françaises, et notamment dans une entreprise du département de la Loire, département déjà largement frappé par le chômage et les pertes d'emplois.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Métaux (entreprises : Moselle).

23328. — 4 décembre 1979. — M. César Depietri expose à M. le ministre de l'Industrie que la société sidérurgique Sacilor a décidé de construire dans son usine de Gandrange (Moselle) une aciérie à coulée continue dont le coût est évalué à plus de 600 millions de francs. Une partie des travaux de cette aciérie à coulée continue a été, après consultation internationale, attribuée à une société de la République fédérale allemande pour, paraît-il, 50 millions de francs. Il lui expose qu'il aurait été plus logique que tous les travaux soient exécutés par des entreprises françaises du fait que les patrons de la sidérurgie ont touché des fonds publics de l'Etat français pour près de 30 milliards de francs, que notre pays compte 1 800 000 chômeurs, que cette aciérie se trouve en France et que des sociétés françaises sont capables de construire cette aciérie. Il lui rappelle que, compte tenu que l'Etat est maintenant majoritaire financièrement dans la sidérurgie française du fait de sa participation et des banques nationalisées, il a donc dû donner son accord pour la participation de la société de la R.F.A. Aussi, il lui demande de reviser ce marché afin de le donner à une société française, que toute aciérie soit construite par des sociétés françaises et aussi de l'informer de tous les marchés qui ont eu lieu et qui auront lieu sur cette aciérie, le nom des entreprises et les prix.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Produits alimentaires (sucre : Oise).

20795. — 6 octobre 1979. — M. Jean-François Mancel expose à M. le Premier ministre (industries agricoles et alimentaires) que la disparition, fin 1979, de la sucrerie de Wavignies (Oise) va obligatoirement entraîner des transferts de quotas sucre vers d'autres usines. Il est donc à craindre que ce transfert ne se fasse au détriment des planteurs de l'Oise vers d'autres départements, ce qui, à terme, obligerait certains agriculteurs et même certains secteurs du département à renoncer à la culture de la betterave sucrière et ce d'autant plus vigoureusement que les régions les plus vulnérables sont celles qui n'ont pas la possibilité de cultures de remplacement. Il lui demande, en conséquence, que toutes dispositions soient prises, en accord et en liaison avec les organisations professionnelles de l'Oise, pour que le potentiel de production betteravière soit maintenu et transféré au travers des cinq sucreries en activité dans le département.

Réponse. — La fermeture de la sucrerie de Wavignies a été décidée par ses dirigeants, à la suite de nombreuses difficultés rencontrées au cours des années passées et qui n'ont pu être totalement surmontées en dépit des nombreux concours qui ont été apportés à l'entreprise pour tenter de rétablir ses résultats tant techniques que financiers. Cette situation a conduit à rechercher auprès d'autres sucreries situées dans la même région agricole celles qui sont susceptibles de prendre livraison à l'avenir des betteraves traditionnellement destinées à la sucrerie de Wavignies, dans les mêmes conditions de valorisation que lors des campagnes écoulées. Les efforts entrepris en ce sens ont, selon les informations recueillies auprès des intéressés, globalement permis de résoudre le problème posé et de sauvegarder ainsi les intérêts des planteurs de betteraves concernés.

INTERIEUR

Nuisances (bruit).

19421. — 25 août 1979. — M. Gilbert Gantier expose à M. le ministre de l'Intérieur que, malgré les dispositions réglementaires déjà existantes en la matière, les véhicules motorisés à deux roues continuent fréquemment à constituer en raison du bruit qu'ils émettent une gêne insupportable pour l'environnement, notamment la nuit. Il lui demande, en conséquence, s'il ne conviendrait pas de prohiber l'usage nocturne en zone urbaine des véhicules motorisés à deux roues dépassant certaines normes de bruit considérées comme acceptables pour l'environnement.

Réponse. — Les pouvoirs publics conscients de la gêne résultant du bruit occasionné par les véhicules à moteur, ont pris des dispositions réglementaires strictes en fixant pour chaque catégorie d'entre eux les limites du niveau sonore autorisé : l'arrêté interministériel du 13 juillet 1979 a modifié l'arrêté du 13 avril

1972 relatif au bruit des véhicules automobiles, en réduisant, en particulier, les limites applicables en matière de bruit des cyclomoteurs et en fixant des normes différenciées en fonction de la cylindrée pour les autres engins à deux roues. Le contrôle s'effectue, d'une part lors de la réception des véhicules construits en France ou importés, soumis préalablement à leur mise en vente à homologation, d'autre part, au cours de leur utilisation. En 1978, 27 870 procès-verbaux à l'article R. 70 du code de la route, interdisant aux véhicules automobiles d'émettre des bruits susceptibles de causer une gêne aux usagers de la route ou aux riverains, ont été rédigés par les services de la préfecture de police et des polices urbaines et 1 340 engins trop bruyants ont été immobilisés conformément aux dispositions du code de la route. La surveillance s'efforce d'être aussi efficace que possible. Dans ces conditions, il paraît difficile de prohiber l'usage nocturne, en zone urbaine, des véhicules motorisés à deux roues qui par construction ne dépassent pas un niveau sonore fixé par la réglementation et qui, par ailleurs, sont souvent utilisés pour se rendre ou revenir des lieux de travail à des heures où les transports en commun sont rares ou inexistantes. En outre, une telle mesure ne concernant qu'une certaine catégorie de véhicules ne serait pas conforme à la règle de l'égalité des citoyens devant la loi.

Handicapés (circulation routière).

22581. — 18 novembre 1979. — M. Henri Darras appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur le fait que les invalides civils sont tenus de respecter les règles de stationnement applicables à l'ensemble des citoyens, bien que la station debout leur soit pénible. Il lui demande s'il n'est pas possible de délivrer aux invalides titulaires de la carte d'invalidité portant mention « station debout pénible », une vignette à apposer sur le pare-brise de leur voiture leur permettant de stationner plus facilement et leur évitant des déplacements souvent difficiles.

Réponse. — L'insigne de Grand Invalide Civil (G.I.C.) qui est accordé aux titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale, délivrée aux grands infirmes dont le taux d'invalidité est au moins égal à 80 p. 100, a pour but de signaler aux agents de l'autorité publique la qualité de son utilisateur et d'obtenir d'eux qu'ils fassent preuve dans l'application des règles de la circulation et du stationnement de toute la bienveillance compatible avec les circonstances de temps et de lieu. La carte d'invalidité « station debout pénible » répond à un autre critère et ne saurait être reconnue comme permettant l'octroi de l'insigne G.I.C. Toutefois, les préoccupations signalées n'ont pas échappé au Gouvernement qui fait actuellement procéder à l'examen d'un ensemble de mesures destinées à faciliter les déplacements pénibles imposés aux handicapés.

Impôts locaux (champ d'application).

22959. — 28 novembre 1979. — M. Charles Miossec attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la situation des collectivités locales qui, pour accueillir des ouvrages d'intérêt national destinés à assurer la défense du pays : bases aéronavales, de sous-marins, casernements, etc., ont accepté d'amputer leur territoire de superficies parfois importantes. Les terrains ainsi soustraits à l'activité économique normale ne font l'objet d'aucune participation fiscale de la part des autorités militaires ou civiles concernées, en particulier au titre de la taxe professionnelle. C'est, par contre, le cas pour d'autres ouvrages d'intérêt national comme les centrales E.D.F., par exemple. S'il est vrai que les grands centres les plus proches enregistrent des retombées positives, ne serait-ce que par le logement des personnels et l'activité commerciale qui en découle, les petites communes périphériques, amputées elles aussi, et souvent de superficies plus importantes, n'ont aucune contrepartie financière. Il lui demande donc s'il ne lui paraît pas convenable d'envisager une aide compensatrice de l'Etat au profit de ces communes, aide qui marquerait la solidarité du pays à l'égard des collectivités qui ont accepté de sacrifier une partie de leur territoire à la défense nationale.

Réponse. — Lorsque les ouvrages d'intérêt national répondent aux trois critères suivants posés par les articles 1382-1^{er} et 1394-2^o du code général des impôts, à savoir : être des propriétés publiques, être affectés à un service public ou d'utilité générale et être non productifs de revenus, ils sont exonérés de par la loi de la taxe foncière sur les propriétés bâties, et de la taxe foncière

sur les propriétés non bâties. Cette exonération ne donne pas droit à une compensation financière au profit des collectivités locales sur le territoire desquelles sont implantés ces ouvrages. Les camps militaires font à ce titre l'objet d'exemptions à caractère permanent de la taxe foncière sur les propriétés non bâties. Toutefois, il est signalé au parlementaire intervenant que dès lors qu'ils font l'objet d'une amodiation autorisant, par exemple, la récolte des herbes ou le pacage des animaux, l'administration admet de les considérer comme productifs de revenus et par suite les assujettit à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (instruction de la Direction générale des impôts du 13 décembre 1979). Il importe peu à cet égard que la location ait un caractère précaire, que le prix de celle-ci soit modique ou que des sujétions particulières soient supportées par le locataire. Ces nouvelles dispositions, qui sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1980, sont de nature à répondre — au moins en partie — aux préoccupations du parlementaire auteur de la question.

Mines et carrières (travailleurs de la mine).

23064. — 30 novembre 1979. — M. Joseph Legrand proteste auprès de M. le ministre de l'intérieur sur les mesures policières prises à l'égard de personnels des mines, minières et carrières, chargés de leurs activités professionnelles de manipuler des explosifs. Jamais, depuis l'existence de l'exploitation minière, ces personnels qui ont toujours fait preuve d'honnêteté, de conscience professionnelle exemplaires, n'avaient subi d'interrogatoires policiers et leur mise en fiche qui sont de graves atteintes aux libertés individuelles et à la dignité des travailleurs. En approuvant les vigoureuses protestations des syndicats des mineurs, il lui demande l'annulation immédiate de ces décrets intolérables de mise en fiche policière de travailleurs.

Réponse. — Du fait de l'expansion du marché des produits explosifs et de l'évolution des techniques enregistrées dans ce domaine, il a paru opportun de refondre et d'actualiser une réglementation qui, datant pour l'essentiel de 1915, était tout à la fois épaisse et désuète. De plus, les disparitions de ces produits, qui portaient annuellement sur plusieurs tonnes, justifiaient la mise en œuvre de mesures propres à prévenir leur utilisation à des fins délictueuses. C'est en fonction de ce double objectif qu'est intervenue toute une série de dispositions législatives et réglementaires. Il s'agit de la loi du 3 juillet 1970, du décret du 12 juillet 1978 et des arrêtés du 21 septembre 1978 ainsi que de la récente loi du 3 juillet 1979 réprimant le défaut de déclaration de la disparition de produits explosifs. La loi précitée de 1970 et les textes subséquents ont successivement instauré et organisé le principe et les modalités des contrôles et des autorisations préalables pour la production, l'importation, l'exportation, le commerce, le transport, la conservation et l'emploi des substances explosives. En particulier, le décret du 12 juillet 1978 soumet leur transport et leur emploi à une autorisation préfectorale. Dans le même esprit, les personnes physiques responsables de la garde et de la mise en œuvre comme du tir de ces produits doivent y être habilités par le préfet. Une telle disposition, loin de viser d'une façon discriminatoire les seuls personnels cités, s'inscrit dans l'ensemble des mesures de sauvegarde de l'ordre public rappelées ci-dessus, lesquelles concernent l'ensemble des catégories professionnelles concernées par ce secteur d'activité économique ; il ne saurait donc être question d'abroger cette réglementation. Au demeurant, les préfets veilleront à ce que la délivrance des habilitations soit opérée rapidement et avec le souci d'apporter le moins de gêne possible aux intéressés.

Protection civile (sapeurs pompiers).

23650. — 8 décembre 1979. — M. Charles Revet demande à M. le ministre de l'intérieur de lui préciser le point suivant : un sapeur-pompier (professionnel ou volontaire), qui intervient spontanément pour secourir un blessé ou un malade ou toute autre personne en danger, alors qu'il est en période de repos ou de congé, est-il considéré comme étant en service commandé.

Réponse. — Les sapeurs-pompiers volontaires ne sont « en service commandé » qu'à compter du moment où ils sont convoqués, jusqu'à la fin de leur mission. En dehors de la période de temps ainsi définie, leur qualité de sapeur-pompier volontaire ne peut être prise en considération, et s'ils viennent à intervenir spontanément pour secourir une personne en danger, ils le font en qualité de simple particulier. Cependant, rien ne s'oppose, dans certains cas, et sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, à ce

qu'ils puissent être considérés comme « étant en service » à l'occasion de leur intervention, et à bénéficier ainsi des avantages statutaires correspondant à cette qualité. Quant aux sapeurs-pompiers professionnels, l'article R. 353-77 du code des communes n'évoque la notion de « service commandé » qu'à propos de la réparation des accidents qu'ils peuvent subir « dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions », en précisant que l'imputabilité de l'accident est appréciée par la commission de réforme instituée par le régime des pensions des personnels des collectivités locales. Il faut noter enfin que, dans son état actuel, la jurisprudence a tendance à interpréter la notion de « service commandé », de la manière la plus favorable aux sapeurs-pompiers.

Sports (planche à voile).

24421. — 7 janvier 1980. — M. Dominique Duplet appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le problème de la sécurité des planches à voile et du contrôle de leur mise à la mer. En effet, la sortie des bateaux et voiliers est contrôlée, il est donc possible de savoir si leurs occupants sont rentrés au port ou s'ils sont en difficulté. Ce contrôle est rendu impossible pour les planches à voile dans la mesure où ces embarcations ne sont inscrites ni au registre maritime, ni dans un club nautique. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager une réglementation souple et adéquate pour la mise à la mer des planches à voile.

Réponse. — Il convient de rappeler qu'aucun texte n'oblige les équipages de bateaux à moteur ou des voiliers à signaler leurs mouvements aux autorités portuaires, non plus que le nombre de leurs passagers. D'autre part, les embarcations légères, de faibles dimensions, ne sont pas soumises à immatriculation. Il semble donc difficile d'imposer des règles plus sévères pour l'utilisation des planches à voiles. Par contre, les préfets maritimes et les maires ont toute latitude pour prendre des arrêtés de police en fonction des contraintes ou des dangers spécifiques à chaque portion du littoral.

Publicité (publicité extérieure).

24532. — 14 janvier 1980. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'intérieur, que, de plus en plus la publicité est faite au moyen de prospectus ou « papillons » posés sur les pare-brise des automobiles. « Papillons » qui, une fois lus, vont rejoindre les feuilles mortes, dans les caniveaux, augmentant de ce fait, le travail des préposés au nettoyage des villes. Il lui demande si un maire aurait le droit de prendre un arrêté subordonnant l'usage d'une telle publicité au versement d'une taxe au bénéfice, par exemple, des bureaux d'aide sociale ; cela, suivant modalités à définir.

Réponse. — L'institution de taxes locales facultatives par les conseils municipaux n'est juridiquement possible, aux termes de la Constitution, que dans la mesure où de telles taxes sont prévues par la loi. S'agissant de la publicité, les dispositions législatives existantes permettent l'institution d'une taxe communale, dont le régime est fixé par les articles L. 233-15 et suivants du code des communes. Toutefois, la forme d'expression publicitaire visée par le parlementaire — à savoir, les prospectus ou « papillons » déposés sur le pare-brise des automobiles — n'entre dans aucune des catégories taxables énumérées par la loi (art. L. 433-17 du code des communes). Certes, la première de ces catégories est constituée par « les affiches sur papier ordinaire, imprimées ou manuscrites ». Mais les prospectus déposés sur le pare-brise des automobiles en stationnement ou à l'arrêt, s'ils peuvent constituer le support de messages publicitaires, ne paraissent pas susceptibles de recevoir la qualification d'« affiche ». Une affiche en effet, de même que toutes les autres formes de publicité visées à l'article L. 233-17 précité, est destinée à être perçue par un public qu'elle prétend informer ou convaincre. Or le prospectus déposé sur le pare-brise d'un véhicule automobile ne peut avoir un impact qu'auprès du seul utilisateur de ce véhicule. Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 233-15 du code, la taxe sur la publicité ne s'applique que dans les limites du territoire de chacune des communes qui l'a instituée, ce qui suppose naturellement une possibilité de localisation du support publicitaire. Si cette condition est parfaitement satisfaite lorsque les messages publicitaires sont apposés sur un mur, un bâtiment ou un mobilier urbain, il n'en va évidemment pas de même dans le cas d'un prospectus déposé sur le pare-brise d'une automobile.

Défense : ministère (personnel : Vni-de-Marne).

24550. — 14 janvier 1980. — M. Georges Marchais a pris connaissance de la convocation du commissaire de police de la ville de Cachan, agissant sur instructions du procureur de la République et adressée à un travailleur des arsenaux, pour que ce dernier lui communique des renseignements d'état civil concernant les membres du syndicat C. G. T. de l'établissement technique de l'armement d'Arcueil. Une telle initiative de caractère illégal constitue une atteinte grave aux libertés syndicales dans la mesure où la recherche de tels renseignements et l'ingérence de la police ne peuvent viser qu'à la mise en fiches des salariés. Ces mesures, évidemment arbitraires, créent, en fait, les conditions d'un contrôle policier des travailleurs et tendent à développer en France les sanctions et interdictions professionnelles pour délit d'opinion. Il est donc conduit à exiger du Gouvernement le désaveu de telles méthodes, et notamment à demander à M. le ministre de l'Intérieur de prendre l'engagement qu'aucune discrimination, qu'aucune enquête sur les options philosophiques, religieuses, politiques des travailleurs en général et de ceux de l'Etat en particulier ne sauraient être tolérées, parce que contraires aux droits de l'homme, aux libertés fondamentales et à la Constitution elle-même.

25129. — 28 janvier 1980. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les enquêtes qui sont actuellement effectuées par la direction générale de la police nationale et portant sur les militants C. G. T. de l'E. T. C. A. d'Arcueil. Les renseignements demandés visent manifestement à nourrir un fichier. Ces pratiques sont contraires aux libertés individuelles et à la Constitution. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cessent immédiatement ces procédés inadmissibles.

Réponse. — L'article L. 411-4 du code du travail précise que : « Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat doivent jouir de leurs droits civiques et n'avoir encouru aucune des condamnations prévues aux articles L. 5 et L. 6 du code électoral ». Pour vérifier si les délégués élus remplissaient les conditions imposées par la loi, le procureur de la République devait connaître leur état-civil. Il a chargé le commissariat de police compétent en raison du domicile de recueillir ces renseignements auprès des intéressés.

Collectivités locales (personnel).

24874. — 21 janvier 1980. — M. Philippe Madrelle demande à M. le ministre de l'Intérieur quelle interprétation doit être faite de l'article L. 415-3 du code des communes : « Tout agent en activité a droit à un congé de trente jours consécutifs ou vingt-six jours ouvrables pour l'année de service accomplie » ? Sachant que la période considérée pour les fonctionnaires et agents des collectivités locales est l'année civile, doit-on en déduire que les congés ne peuvent être pris qu'à terme « échu » ? Auquel cas, il semble que l'article précité soit en contradiction avec l'article L. 415-5 : « Le congé dû pour une année de service accomplie ne peut se reporter sur l'année suivante... » Ainsi, un agent entré dans les services municipaux à compter du 1^{er} janvier 1980, par exemple, pourra-t-il prétendre à trente jours consécutifs, à n'importe quel moment dans le courant de la même année ? Quel serait alors le recours du maire au cas où l'intéressé démissionnerait avant le 31 décembre, après avoir pris ses congés.

Réponse. — Le congé annuel d'un agent en activité fixé par l'article L. 415-3 du code des communes est dû avant la fin de l'année c. : cours à l'issue de laquelle l'intéressé devra avoir accompli un an de service. Une interprétation stricte de l'article L. 415-3 précité pourrait aboutir à supprimer aux stagiaires tout congé au titre de leur première année si l'expiration du délai d'un an tombait après la clôture de la période prévue pour l'octroi des congés. Aussi la circulaire n° 70-314 du 19 juin 1970 du ministre de l'Intérieur précise que les stagiaires ainsi que les agents ne comptant pas encore une année de services rendus à la collectivité à un titre quelconque depuis le 1^{er} janvier de l'année précédente, bénéficient de leur premier congé annuel avant la clôture de la période prévue pour les congés de l'année en cours. La circulaire n° 76-58 du 3 février 1976 du ministre de l'Intérieur fixe dans ce cas la durée du congé à 2 jours par mois ou fraction de mois supérieure à quinze jours écoulés depuis l'entrée en fonction. La démission résultant de la manifestation expresse de la volonté de l'intéressé de quitter les cadres de l'administration, il en résulte que l'agent qui offre sa démission avant d'avoir bénéficié du congé annuel doit être considéré comme

renonçant implicitement à ce congé au cas où sa démission serait acceptée. S'il démissionne avant le 31 décembre après avoir pris l'intégralité de son congé annuel, une régularisation est opérée sur son traitement en tenant compte des jours de congé en trop.

Communes (personnel).

24977. — 21 janvier 1980. — Mme Marie Jacq attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les difficultés de promotion trop limitée pour les agents sténodactylographes dans les petites communes. Ils peuvent se présenter au concours de commis mais, malheureusement, le nombre d'admis est très restreint. Ainsi, une personne admissible à l'oral, obtenant une note de 192,5/300 n'est pas reçue. En revanche, dans les catégories d'emploi technique, un agent du même groupe (groupe IV) peut, sur concours interne, accéder au groupe supérieur. Il serait justifié de donner aux communes la possibilité de créer le poste de secrétaire sténodactylographe (groupe V), les promotions se faisant, comme pour les emplois techniques, sur concours interne. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre en ce sens.

Réponse. — Les sténodactylographes (groupe IV) peuvent accéder à l'emploi de commis (groupe V) après un concours interne et au titre de la promotion sociale. Les ouvriers professionnels de 1^{re} catégorie (groupe IV) peuvent être nommés ouvriers professionnels de 2^e catégorie (groupe V) après un concours interne, qui nécessite soit des titres, soit des connaissances correspondant à deux certificats d'aptitude professionnelle ou à un brevet professionnel, et au titre de la promotion sociale. Les dispositions relatives à la promotion des agents des services administratifs sont donc analogues à celles des personnels des emplois techniques. D'autre part, les emplois d'exécution administratifs et techniques communaux sont exactement alignés sur les emplois homologues des services extérieurs de l'Etat. Comme l'emploi de secrétaire sténodactylographe n'existe pas dans ces derniers, il n'est pas possible d'envisager sa création dans les communes.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Enseignement secondaire (établissements : Pas-de-Calais).

22706. — 21 novembre 1979. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation du collège Péguy, à Arras. S'agissant de l'éducation physique et sportive, les élèves ne se voient dispenser que deux heures au lieu des trois réglementaires, une classe de C. P. P. N. étant même privée de cet enseignement. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour porter remède à cette situation.

Réponse. — Le collège Charles-Péguy d'Arras compte 533 élèves répartis en vingt-six sections. Les deux professeurs en exercice dans l'établissement assurent trente-huit heures de cours dans le cycle normal, dont deux heures supplémentaires, un enseignant ayant produit un certificat médical le dispensant d'effectuer des heures supplémentaires. Par ailleurs, deux heures de cours sont assurées dans six des sept classes de C. P. P. N. par des personnels rémunérés sur le budget de l'éducation. Le collège Charles-Péguy devrait bénéficier, à la rentrée 1980, de l'attribution d'un emploi supplémentaire d'enseignant d'E. P. S.

Tourisme et loisirs (agences de voyages).

23159. — 1^{er} décembre 1979. — M. Henri Colomblat attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les conditions d'exercice d'un certain nombre d'agences de voyages japonaises qui ont obtenu du commissariat général au tourisme une licence d'agent de voyages et agissent directement sur le marché français. Il lui signale, tout d'abord, que ces agences font régler par leur siège social japonais les prestations hôtelières, de manière à pouvoir bénéficier de la T. V. A. à taux réduit. Cette faculté n'étant pas accordée aux agences françaises, il conviendrait, semble-t-il, d'imposer aux agences japonaises installées en France le règlement par leur intermédiaire de toutes les prestations fournies à leur clientèle japonaise, y compris les prestations hôtelières. En second lieu, les agences japonaises refusent systématiquement d'employer des français parlant japonais pour l'accompagnement de leurs circuits touristiques, alors qu'au Japon, pour pouvoir accomplir un travail de guide-interprète, le personnel doit être obligatoirement de nationalité japonaise. Il conviendrait d'imposer à ces agences l'emploi en priorité de personnel français parlant

japonais. Il semblerait nécessaire, d'ailleurs, de contrôler la situation dans laquelle se trouve, en matière de carte de séjour et de carte de travail, le personnel japonais accompagnant les touristes. Enfin, s'il est compréhensible que le Gouvernement français se refuse à prendre toutes mesures susceptibles de freiner l'expansion du tourisme japonais en France, il est regrettable que, de son côté, le gouvernement japonais apporte de nombreuses restrictions à l'implantation des agences françaises au Japon. On constate, en effet, qu'aucune agence de voyages française n'est installée dans ce pays et ne possède une licence d'agent de voyages de l'Etat japonais. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre sur les différents points signalés en vue d'assurer aux agences françaises la protection qui leur est indispensable.

Réponse. — Cette question appelle les remarques suivantes : 1° l'attention du ministère avait déjà été appelée sur le règlement, par leur siège social japonais, des prestations hôtelières servies en France par les agences de voyages japonaises titulaires d'une licence française d'agent de voyages. Cette pratique est effectivement en contradiction avec les dispositions de la loi de finances rectificative pour 1978 (loi n° 78-1240 du 20 décembre 1978), article 28, portant modification de l'article 239 A du code général des impôts, aux termes desquels les opérations d'hébergement sont imposables en France lorsque le prestataire a en France le siège de son activité ou un établissement stable à partir duquel le service est rendu. En conséquence, le ministre du budget a été saisi de ce problème ; 2° l'emploi en priorité, par les agences de voyages installées en France, de guides ou d'accompagnateurs français parlant le japonais a fait l'objet de réunions avec les professionnels (agents de voyages et guides-intervenants). Il serait effectivement souhaitable que les groupes japonais soient accompagnés par un guide de nationalité japonaise ou française titulaire de la carte professionnelle ou par un guide agréé de nationalité française dont les commentaires seraient traduits par le courrier accompagnateur du groupe. Mais les mesures susceptibles d'être prises ne doivent pas freiner l'expansion du tourisme étranger en France. C'est dans ce sens qu'il est procédé à un inventaire des besoins professionnels en guides de langues rares dont le japonais, en fonction des arrivées de touristes de ces nationalités prévues chaque année ; 3° la situation des ressortissants japonais, candidats à l'emploi de guide, est devenue très difficile depuis la publication de la loi du 11 juillet 1975, du décret du 28 mars 1977 pris pour son application, et de la circulaire du mois de septembre 1976 émanant du ministère de l'intérieur. Les services du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs se sont mis en rapport avec les ministères de l'intérieur et du travail en vue de trouver une solution qui, tout en respectant la réglementation, permette aux guides japonais d'exercer leur profession. Il y a lieu de penser que ce problème pourra être réglé à la satisfaction des intérêts en présence ; 4° à l'heure actuelle, aucune agence de voyages française n'est titulaire au Japon d'une licence délivrée par l'Etat japonais. Des agents de voyages qui désirent s'installer au Japon ont été invités à déposer une demande de licence dans les normes requises par la législation japonaise. Il sera alors possible d'intervenir auprès du ministère des affaires étrangères pour lui demander d'appuyer le dossier. A ce jour, aucune demande ne semble avoir été déposée. Il est précisé par ailleurs qu'une demande de licence d'agent de voyages déposée par des Japonais auprès des administrations françaises serait examinée dans le cadre de la réciprocité entre les deux pays. Aucun dossier n'a été présenté depuis plusieurs années.

Education physique et sportive (enseignement secondaire : Nord).

23706. — 12 décembre 1979. — M. Alain Bosquet attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le manque d'enseignants d'éducation physique au collège Marie-Curie de Saint-Amand-les-Eaux (département du Nord). En effet, au moment où l'on insiste régulièrement sur l'enseignement du sport à l'école, il se trouve que, dans cet établissement, comptant trente-deux classes, vingt et une classes ont un horaire d'éducation physique et sportive insuffisant (inférieur à l'horaire officiel) et cinq classes n'ont pas du tout de cours d'éducation physique scolaire (classés de C. P. P. N. et de C. P. A.) et ce, en raison du manque de professeurs. Il serait indispensable que, dans cet établissement, soient créés deux postes de maîtres d'éducation physique scolaire, afin que les élèves qui le fréquentent puissent bénéficier de l'enseignement qui leur est dû. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de remédier à cette situation.

Réponse. — Les trois enseignants d'E. P. S. du collège Marie-Curie de Saint-Amand-les-Eaux dispensent soixante heures de cours dans le cycle normal — dont seize heures supplémentaires — aux sept cent soixante élèves répartis en trente-deux sections. La situation

définicitaire du collège de Saint-Amand-les-Eaux fera l'objet d'un nouvel examen à la rentrée 1980 lors de la répartition de la dotation allouée à l'académie de Lille au titre de l'enseignement du second degré.

Enseignement secondaire (établissements : Gard).

24299. — 28 décembre 1979. — M. Bernard Deschamps appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les problèmes particuliers qui subsistent dans les établissements scolaires de Bagnols-sur-Cèze : lycée classique — collège annexe : un poste de surveillant et deux postes d'agent ont été supprimés. Il manque des enseignants dans les disciplines artistiques. Les associations de parents d'élèves constatent une dégradation des bâtiments. Cité technique : tous les candidats ne peuvent y être admis en raison du nombre de places insuffisant. Il manque : un professeur de dessin d'art, un assistant d'anglais, du personnel de surveillance. Du matériel technique réformé est malgré tout utilisé, faut de pouvoir le renouveler. Collège du Bordelet : ont été supprimés : un poste d'agent, un poste d'enseignant en E. M. T., un contingent de dix heures d'éducation physique et sportive. L'enseignement de la musique est assuré incomplètement. Le nombre des surveillants est insuffisant. Collège du Bosquet : absence de poste de documentaliste. L'option allemand en langues vivantes 2 n'est pas créée. Il manque des surveillants. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin de remédier à ces graves insuffisances.

Réponse. — Le collège Le Bordelet de Bagnols-sur-Cèze accueille, depuis la rentrée scolaire 1979, neuf cent onze élèves répartis en quarante sections. Quatre professeurs d'E. P. S. dispensent soixante-dix-sept heures hebdomadaires. Par ailleurs, vingt-huit heures hebdomadaires sont assurées par des personnels rémunérés sur le budget de l'éducation, alors que, comme le note l'honorable parlementaire, ces mêmes personnels effectuaient trente-huit heures au cours de la précédente année scolaire. Au total, le déficit enregistré est de quinze heures. A la rentrée scolaire 1979, priorité a été donnée aux établissements présentant un déficit équivalent à un poste complet d'E. P. S. Mais il est prévu, lors de la répartition des emplois ouverts au budget 1980, de doter les établissements présentant un déficit égal ou supérieur à un demi-poste. En conséquence, la situation du collège Le Bordelet de Bagnols-sur-Cèze fera l'objet d'un nouvel examen et devrait être normalisée à la prochaine rentrée.

Education physique et sportive (enseignement secondaire : Charente).

24341. — 29 décembre 1979. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation de l'éducation physique au C. E. S. du Gond-Pontouvre en Charente. Il note que cet établissement n'assure pas l'horaire minimum d'enseignement physique par manque d'heures. Au total, il manque quinze heures de cours. Par ailleurs, il propose une augmentation des crédits de fonctionnement spécifiques pour les équipements sportifs du C. E. S. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Réponse. — Le collège du Gond-Pontouvre (Charente), accueille, depuis la rentrée scolaire 1979, cinq cent quarante-deux élèves répartis en vingt-trois sections d'éducation physique et sportive. Les trois professeurs d'E. P. S. affectés dans cet établissement dispensent cinquante-neuf heures de cours par semaine dont cinq heures supplémentaires. Le déficit est donc de dix heures d'enseignement, soit un demi-poste d'enseignant. A la rentrée 1979, priorité a été donnée aux établissements présentant un déficit équivalent à un poste complet d'enseignant d'éducation physique et sportive. Lors de la répartition des postes ouverts au budget 1980, la situation du collège du Gond-Pontouvre sera réexaminée en fonction d'une liste d'urgence des établissements déficitaires établie à l'échelon départemental. En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, celles-ci sont régionalisées. Etant conscient de l'importance des besoins, le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs s'efforce de revaloriser substantiellement ces crédits.

JUSTICE

Racisme (lutte contre le racisme).

8022. — 3 novembre 1978. — M. Michel Barnier indique à M. le ministre de la justice que les signes de plus en plus nombreux de racisme, d'intolérance ou de mépris à l'égard du combat et du sacrifice des anciens résistants, combattants et déportés suscitent une

profonde indignation à travers l'ensemble du pays et parmi toutes les générations. Devant cette résurgence du racisme et de l'antisémitisme — et au moment où certains criminels de guerre français et étrangers osent relater leurs actions passées comme s'il s'agissait de simples faits divers — il lui demande s'il ne lui paraît pas indispensable de mobiliser tous les moyens, tous les témoignages et toutes les informations, sous sa haute autorité, dans le cadre d'un « haut comité contre la violence et le racisme ». Ce haut comité pourrait notamment être appelé à user d'un droit de réponse automatique sur les chaînes de télévision lorsque celles-ci diffusent des interviews d'anciens criminels de guerre. Il devrait également recevoir la mission de sensibiliser — à travers l'éducation nationale et les moyens d'information audio-visuels — l'opinion publique et les jeunes en particulier aux dangers passés et présents du racisme, de l'antisémitisme et de la violence.

Racisme (lutte contre le racisme).

25012. — 21 janvier 1980. — M. Michel Barnier s'étonne auprès de M. le ministre de la justice de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 8022 du 3 novembre 1978, dont il lui rappelle les termes: M. Michel Barnier indique à M. le Premier ministre que les signes de plus en plus nombreux de racisme, d'intolérance ou de mépris à l'égard du combat et du sacrifice des anciens résistants, combattants et déportés suscitent une profonde indignation à travers l'ensemble du pays et parmi toutes les générations. Devant cette résurgence du racisme et de l'antisémitisme — et au moment où certains criminels de guerre français et étrangers osent relater leurs actions passées comme s'il s'agissait de simples faits divers — il lui demande s'il ne lui paraît pas indispensable de mobiliser tous les moyens, tous les témoignages et toutes les informations, sous sa haute autorité, dans le cadre d'un « haut comité contre la violence et le racisme ». Ce haut comité pourrait notamment être appelé à user d'un droit de réponse automatique sur les chaînes de télévision lorsque celles-ci diffusent les interviews d'anciens criminels de guerre. Il devrait également recevoir la mission de sensibiliser — à travers l'éducation nationale et les moyens d'information audiovisuels — l'opinion publique et les jeunes en particulier aux dangers passés et présents du racisme, de l'antisémitisme et de la violence.

Réponse. — Le garde des sceaux, à qui la présente question écrite a été transmise par M. le Premier ministre, est en mesure d'assurer que les parquets exercent des poursuites et développent des réquisitions très fermes contre les auteurs de faits à caractère raciste ou antisémite ou contre les personnes qui font l'apologie de crimes, notamment de crimes de guerre ou de crimes et délits de collaboration avec l'ennemi. Il rappelle par ailleurs que le décret du 28 février 1977 a institué le comité national de prévention de la violence et de la criminalité. Sa mission est d'assurer en permanence la connaissance des phénomènes de violence et des diverses formes de criminalité en France, de proposer aux pouvoirs publics les mesures de nature à les prévenir et à en contenir les effets. Elle consiste également à informer l'opinion. Il ne paraît pas nécessaire, dans ces conditions, d'envisager la création d'un autre comité dont les attributions ne pourraient que se superposer à celles de cet organisme. En ce qui concerne le droit de réponse sur les chaînes de télévision, il convient de préciser que l'article 8 de la loi du 3 juillet 1972 portant statut de l'O.R.T.F. et le décret du 13 mai 1975 pris pour son application limitent l'exercice de cette prérogative aux personnes physiques. Il semble difficile de remettre en cause cette solution qui a été retenue par le législateur pour tenir compte de la spécificité de ce mode d'expression.

Copropriété (régime juridique).

24615. — 14 janvier 1980. — M. Joseph Comiti expose à M. le ministre de la justice le point de droit suivant: lors des élections au conseil syndical d'une copropriété, peut-on considérer comme représentant légal d'une société copropriétaire d'un ou de plusieurs appartements dans l'ensemble en copropriété un locataire habitant la copropriété, dûment mandaté par cette société, mais n'ayant aucune fonction à quelque titre que ce soit dans ladite société.

Réponse. — Sous réserve des restrictions pouvant résulter des stipulations du règlement de copropriété, les copropriétaires choisissent librement le mandataire auquel ils délèguent leur droit de vote à l'assemblée générale. Ainsi un locataire peut-il participer, au nom de son bailleur, à l'élection du conseil syndical. En revanche, il ne semble pas qu'un locataire pourrait exercer les fonctions de conseiller syndical en vertu d'une délégation conventionnelle de

pouvoirs. En effet, l'article 23 du décret du 17 mars 1967, dont les dispositions sont d'ordre public, prévoit expressément que les membres du conseil syndical ne peuvent être choisis que parmi les copropriétaires, les associés ou leurs représentants légaux. Or, un locataire s'il peut être représentant conventionnel, ne tient d'aucune disposition législative la qualité de représentant légal d'un propriétaire.

Copropriété (régime juridique).

24680. — 14 janvier 1980. — M. Jean Bonhomme demande à M. le ministre de la justice si une majorité de copropriétaires peut imposer des travaux amortissables en moins de cinq ans mais d'un coût plus élevé que par exemple le revenu quinquennal des loyers. Il souhaiterait également savoir quelle proportion doit être respectée entre le coût des travaux susvisés et la valeur vénale du lot de copropriété.

Réponse. — L'importance des travaux à prévoir, ainsi que les conditions de leur réalisation, dépendent très largement de l'état de l'immeuble et d'autres circonstances de fait qui échappent par nature aux prévisions de dispositions législatives de portée générale. Aussi la loi se borne-t-elle à fixer, en fonction de la nature des travaux, les règles de majorité auxquelles ceux-ci peuvent être imposés à l'ensemble des membres du syndicat, en laissant à l'assemblée générale le soin d'en apprécier elle-même l'opportunité et d'en arrêter les modalités d'exécution et de financement. En ce qui concerne plus particulièrement les travaux ayant pour but d'améliorer l'isolation thermique ou le rendement des installations consommant de l'énergie, auxquels l'honorable parlementaire semble faire allusion, ils peuvent être décidés à la majorité de l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965 (majorité des voix de tous les copropriétaires) dès lors qu'ils entrent dans l'une des 15 catégories mentionnées à l'article 1^{er} du décret n° 79-1065 du 6 décembre 1979, et qu'ils sont amortissables sur une période inférieure à cinq ans. Les intérêts légitimes des copropriétaires minoritaires ne sont pas pour autant méconnus par l'application de ces principes. En effet, et indépendamment de l'action en nullité qui peut être exercée à l'encontre de toute décision régulière en la forme mais acquise à la faveur d'un abus de majorité, les copropriétaires qui n'ont pas donné leur accord peuvent, en application de l'article 33 de la loi du 10 juillet 1965, demander à ne payer leur part du coût des travaux que par annuités égales au dixième de cette part.

Copropriété (régime juridique).

24686. — 14 janvier 1980. — M. Louis Sallé demande à M. le ministre de la justice si un copropriétaire ayant fait promesse de vente de son appartement au syndicat de copropriétaires, au moment du vote par l'assemblée générale extraordinaire réunie pour délibérer sur cette acquisition, devait prendre part au vote ou au contraire quitter la salle des délibérations. En effet, il semblerait qu'un copropriétaire traitant avec le syndicat de copropriétaires ne peut être juge et partie. Or ni la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 ni le décret n° 67-223 du 17 mars 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ne comportent une disposition traitant de ce cas particulier très rare.

Réponse. — Sur un plan général, une partie importante de la doctrine (Givord et Giverdon n° 405; Kichinewski-Broquisse n° 646; Cabanac n° 513), ainsi que les quelques rares décisions de justice rendues sur ce point (Cour d'appel - Aix - 22 avril 1969. Gaz. Pal. 1969.2.257) admettent qu'en l'absence de dispositions législatives contraaires tout copropriétaire, personnellement intéressé ou non par la délibération, doit être appelé à participer à l'assemblée générale. Il est d'ailleurs habituel de voir un ou plusieurs membres du syndicat voter sur des questions qui les concernent au premier chef. Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, cette solution pourrait être appliquée au cas précis évoqué par l'honorable parlementaire qu'il estime lui-même très rare en pratique.

Sociétés civiles et commerciales (sociétés anonymes).

25052. — 28 janvier 1980. — M. Philippe Séguin rappelle à M. le ministre de la justice l'obligation faite par le décret n° 68-25 du 2 janvier 1968 (art. 293 du code de commerce) à toute société par action « de déposer, en double exemplaire, au greffe du tri-

bunal, pour être annexés au registre du commerce, dans le mois qui suit leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, le bilan, le compte de pertes et profits et le compte d'exploitation générale de l'exercice écoulé... Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 1 000 à 2 000 francs ». Il apparaît que certaines sociétés anonymes ne respectent pas cette obligation, peu soucieuses de faire connaître ces documents à d'éventuels créanciers, considérant comme négligeable la sanction à laquelle elles s'exposent et persuadées qu'aucun client ou concurrent ne prendra l'initiative d'engager une procédure auprès du procureur de la République, démarche risquant de constituer une pratique « anticommerciale ». Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre en vue de donner leur plein effet aux dispositions précitées et prévenir tout manquement aux règles ainsi fixées.

Réponse. — La publicité des comptes sociaux imposée par l'article 293 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967, modifié par le décret n° 68-25 du 2 janvier 1968, a fait l'objet de directives particulières du garde des sceaux le 29 novembre 1971 puis ces instructions ont été rappelées dans une circulaire du 22 mai 1974. Les représentants au ministère public ont été invités à veiller tout particulièrement au respect de cette réglementation et, le cas échéant, à exercer des poursuites contre les dirigeants des entreprises défaillantes. Il était envisagé d'appeler de nouveau l'attention des magistrats et des services du greffe sur le caractère impératif de la publicité des principaux documents comptables ; il a toutefois paru opportun de différer cette mesure. En effet les dispositions de l'article 293 doivent être modifiées à court terme pour tenir compte des principes définis par la quatrième directive du conseil des communautés européennes relative à l'harmonisation des comptes annuels des sociétés par actions, adoptée le 25 juillet 1978.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET TELEDIFFUSION

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : postes et télécommunications).

24221. — 23 décembre 1979. — **M. Jean Fontaine** fait observer à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** qu'il lui a déjà signalé des anomalies flagrantes et inadmissibles dans le fonctionnement de l'administration des P.T.T. à la Réunion. Les conditions dans lesquelles les enquêtes ont été opérées laissent à penser que le but recherché n'était pas forcément l'efficacité et la chasse aux gaspillages. Il est vrai que, selon toute vraisemblance, ce que l'on dépense inconsidérément, d'une part, on essaie de le rattraper sur le dos des usagers, d'autre part. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à considérer les factures du service téléphonique, dont les fantaisies dépassent l'imagination. A la vérité, il est bon de préciser que des dégrèvements sont accordés qui, selon les clients, peuvent se chiffrer à des millions de centimes. Mais la dernière joyuseté de cette administration mérite d'être signalée. Un abonné, dont le nouveau compteur n'est même pas branché, reçoit une facture lui réclamant 99 500 unités pour un mois. A l'évidence, il convient de mettre un terme à cette débauche qui frise l'inconscience. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour normaliser de telles situations.

Réponse. — Je ne saurais que laisser à l'honorable parlementaire la responsabilité de son analyse du fonctionnement du service téléphonique à la Réunion et des conclusions qu'il en tire. J'observe toutefois que la procédure de vérification et de contrôle en vigueur a précisément permis de régler immédiatement le cas aberrant qu'il présente comme un exemple alors qu'à la Réunion comme en métropole le pourcentage des incidents techniques inséparables de toute activité quelle qu'elle soit est particulièrement infime, de l'ordre d'un pour mille facturations.

Postes et télécommunications (bureaux de poste : Nord).

24235. — 23 décembre 1979. — **M. Jean Jarosz** interroge **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la création d'une agence postale dans le nouveau centre administratif d'Aulnoye-Aymeries (Nord). Le conseil municipal d'Aulnoye-Aymeries s'est prononcé, en séance, pour la création d'une antenne postale. Un refus lui a été notifié récemment, Aulnoye-Aymeries, « commune de 10 000 habitants pouvant, sans inconvénient, être desservie par un seul établissement ». Or, il s'avère que le public ne trouve

pas, actuellement, les meilleures conditions d'accueil auprès du bureau de poste existant. Le stationnement est difficile, le bureau de poste se situant près de la gare. Les locaux sont trop exigus pour l'importance de la clientèle. L'attente est souvent longue malgré la bonne volonté du personnel. Cette situation justifie amplement la proposition du conseil municipal d'installer une antenne dans le nouveau centre administratif, permettant à une bonne partie de la population d'effectuer, dans de meilleures conditions, les opérations postales les plus courantes. C'est pourquoi il lui demande : quelles mesures il compte prendre pour que l'antenne postale dans le centre administratif d'Aulnoye-Aymeries soit créée ; quelles dispositions il compte prendre pour que fonctionne normalement le service public que sont les postes et télécommunications afin de satisfaire les besoins réels de la population.

Réponse. — L'équipement postale des zones urbaines fait l'objet d'études précises qui prennent en compte les données actuelles et l'évolution prévue, notamment dans les domaines démographique et économique, et qui consignent chaque agglomération. C'est dans ce cadre qu'a été examiné l'équipement postal de l'agglomération d'Aulnoye-Aymeries. A l'heure actuelle, il comprend les bureaux d'Aulnoye-Aymeries, Bachant, Berlaimont et Pont-sur-Sambre. Compte tenu de la population existante et de la faible expansion démographique attendue, cet équipement peut être considéré comme satisfaisant. S'agissant plus particulièrement de la commune d'Aulnoye-Aymeries, il ressort qu'elle peut être desservie par un seul établissement de poste à condition que celui-ci soit adapté aux besoins. Aussi, des instructions sont données au chef de service départemental en vue d'améliorer les conditions d'accueil de ce bureau et de remédier aux difficultés rencontrées par le public, dues vraisemblablement et pour une large part à une insuffisante adaptation aux irrégularités inévitables de répartition du trafic. Il ne paraît pas possible, dans ces conditions, de retenir dans un avenir proche, la création d'un établissement supplémentaire dans cette localité, d'autant plus que des besoins impérieux se manifestent par ailleurs dans des zones plus défavorisées.

Postes et télécommunications (téléphone : Indre).

24821. — 21 janvier 1980. — **M. Michel Aurillac** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion** sur les litiges qui opposent son administration à des particuliers, voire à des entreprises privées, en matière de facturation de communications téléphoniques dans l'Indre. En dehors des erreurs patentes, facilement décelables, plusieurs de ces litiges ne trouvent pas de solution, l'administration opposant le plus souvent des arguments techniques. Les services du médiateur, saisis, se voient opposer la même réponse ; ces problèmes restent donc sans solution, les requérants à défaut de paiement s'exposant à des poursuites. Il le prie donc de lui préciser à quelle échéance les équipements permettant d'opérer une facturation détaillée pour le trafic taxé à la durée sont susceptibles d'être installés dans le département de l'Indre et s'il est bien exact que ce service sera rendu uniquement sur demande expresse du client, à titre onéreux.

Réponse. — L'argumentation technique avancée par l'administration est basée, d'une part, sur la vérification tant de la ligne de l'abonné que du bon fonctionnement de son compteur, et d'autre part, si nécessaire, sur une surveillance conjointe du trafic conduisant à confronter, sur une certaine durée, le relevé établi par le réclamant et l'enregistrement des caractéristiques des appels établi simultanément par un dispositif spécial. Cette confrontation fait parfois apparaître des discordances dont l'explication est à rechercher non dans le fonctionnement du compteur mais dans l'existence d'appels effectués à l'insu de l'abonné bien qu'à partir de son poste. J'ai déjà eu à rappeler, à ce sujet, que le pourcentage des contestations de taxe est du même ordre de grandeur qu'à l'époque de l'exploitation manuelle, laquelle nécessitait pour l'établissement de chaque communication interurbaine l'établissement d'un ticket envoyé ultérieurement à l'abonné en même temps que sa facture. La contestation portait alors tant sur la durée taxée des communications que sur l'existence même de certaines d'entre elles, et il serait présomptueux d'affirmer qu'une information plus détaillée éliminerait tout litige avec nos clients. Mais je n'ignore pas qu'une partie d'entre eux souhaiterait disposer de cette information soit pour certains types de communications, et notamment pour les « us chers d'entre elles, soit à l'occasion d'un usage particulier de l'installation téléphonique. C'est pourquoi mon administration étudie la fourniture à terme d'une facture détaillée pour le trafic taxé à la durée. Je note tout d'abord que ce service sera rendu uniquement sur demande expresse du client et à titre onéreux. Il ne serait pas convenable, en effet, d'effectuer des relevés détaillés pour les abonnés qui, pour des raisons diverses, ne désirent pas ce service ou ceux pour qui le

besoin est déjà satisfait d'une manière plus complète encore (en particulier dans certaines installations privées où est relevée également l'indication du poste intérieur demandeur). D'autre part, il ne saurait être envisagé de faire supporter à l'ensemble des abonnés les coûts supplémentaires résultant de l'établissement systématique des factures alors que seule une fraction d'entre eux est réellement intéressée par cette faculté. Ce nouveau service, dont une expérimentation a été programmée dans trois centraux électroniques, sera développé progressivement en fonction des résultats de cette expérience et au fur et à mesure de l'installation des matériels nécessaires. Il serait actuellement prématuré d'avancer une date précise quant à la fourniture de cette prestation aux abonnés de l'Indre où, dans un premier temps, deux autocommutateurs seront susceptibles d'offrir la facturation détaillée: le nouveau central de Châteauroux et l'autocommutateur E 10 du Blanc, dont les mises en service interviendront respectivement fin 1980 et fin 1981.

Assurance vieillesse: régime des fonctionnaires civils et militaires (montant des pensions).

24882. — 21 janvier 1980. — M. Michel Sainte-Marie attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la situation des retraités conducteurs principaux de travaux. Nombre de ces derniers remplissant les conditions d'ancienneté à l'indice brut 405 pour atteindre l'indice terminal 474 se voient octroyer l'indice brut 453, contrairement aux directives de l'article 23 du décret n° 765 du 6 janvier 1976 et, à l'esprit de l'article 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Aussi, il lui demande quelles mesures compte-t-il prendre afin de rétablir les droits des conducteurs principaux qui remplissent les conditions d'ancienneté exigées par le décret.

Réponse. — L'article 23 du décret n° 76-5 du 6 janvier 1976 portant statut particulier des corps des services de la distribution et de l'acheminement des postes et télécommunications a déterminé, conformément aux dispositions de l'article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite, les assimilations fixant les nouveaux indices de traitement à retenir pour la liquidation de la pension des conducteurs principaux retraités. Pour réaliser l'assimilation prévue à cet article 23 afin de déterminer l'indice de conducteur de travaux devant désormais servir au calcul de la pension de ces retraités qui à la date de leur admission à la retraite se trouvaient en possession du 8^e échelon du grade de conducteur principal, l'ancienneté prise en compte a été celle correspondant à la durée de la période où les intéressés ont effectivement perçu la rémunération afférente à cet échelon et sur la base de laquelle ont été précomptées leurs cotisations pour pension. En application de ces dispositions, la pension des retraités ci-dessus a été révisée dans le courant de l'année 1976 sur la base de l'indice correspondant au 12^e échelon (actuellement indice 474) ou au 11^e échelon (actuellement indice 453) du grade de conducteur de travaux, selon qu'à la date de leur départ ils avaient perçu les émoluments correspondant au 8^e échelon du grade de conducteur principal pendant une période au moins égale (dans le premier cas) ou inférieure (dans le deuxième cas) à deux ans et demi. Ces révisions ont été effectuées à l'époque, conformément à la règle édictée par le ministère du budget dans tous les cas analogues à ceux faisant l'objet de la présente question.

Postes et télécommunications et télédiffusion (secrétariat d'Etat: personnel).

24908. — 21 janvier 1980. — M. Charles Miossec attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur les graves conséquences qui résultent des pratiques de son administration, en matière de concours, pour le recrutement des différentes catégories de personnels. En effet, chaque année des concours sont organisés et un certain nombre de jeunes gens et de jeunes filles postulent à des emplois, au sujet desquels il est d'ailleurs fait une très large publicité. Or, bien qu'ayant satisfait aux épreuves, les candidats ne sont recrutés que plusieurs mois, voire plusieurs années après, et pourtant régulièrement, imperturbablement les concours ont lieu, suscitant l'espoir d'un recrutement chez de nombreux candidats, alors que ceux reçus aux épreuves un an ou deux ans avant sont toujours en attente d'une affectation. Il lui demande donc s'il ne lui est pas possible d'exiger de son administration un minimum d'organisation, de manière à ajuster les concours aux besoins en personnels de l'administration des postes et télécommunications et de la télédiffusion.

Réponse. — L'administration des P. T. T. est tenue d'assurer la continuité du service public, en ayant en permanence des lauréats en instance d'appel à l'activité, afin de combler les vacances d'emplois

au fur et à mesure qu'elles se produisent. A cet effet, elle doit procéder à des recrutements anticipés importants qui tiennent compte de prévisions de mouvements de personnel à moyen terme, des sorties définitives de fonctions envisagées, ainsi que des déficiences susceptibles d'intervenir auprès des candidats reçus aux concours. Il est donc naturel que les appels à l'activité des lauréats des concours s'étaient toujours sur plusieurs mois et parfois sur des périodes pouvant dépasser largement une année. Toutefois, les appels à l'activité prévus au cours des prochains mois vont permettre de diminuer sensiblement le nombre des lauréats en instance de nomination. Par ailleurs, l'objectif de l'administration des P. T. T. est de maintenir les délais d'appel à l'activité à un niveau inférieur à six mois pour les concours qui seront organisés en 1980.

Postes et télécommunications (courrier).

24926. — 21 janvier 1980. — Mme Myrlam Barbera attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la suppression de la liaison aérienne Rennes—Nantes—Poitiers—Clermont-Ferrand. Elle lui fait part de l'émotion qu'a suscitée cette mesure dans les centres de tri concernés et qui a motivé la riposte du syndicat C.G.T. des P.T.T. de l'Hérault, qui déclare notamment: « Cette nouvelle suppression, qui s'inscrit dans le processus de démantèlement du réseau postal aérien, va avoir des répercussions importantes pour le personnel des centres de tri concernés. Le glissement du trafic de nuit en jour entraînera des réductions d'effectifs dans les brigades de nuit, la mise en place de services mixtes, le tout accompagné de compressions de positions de travail. Par ailleurs, c'est une dégradation importante de la qualité du service qui va s'ensuivre, notamment pour les régions de Bretagne, du Sud-Ouest et du Sud-Est, compte tenu des moyens de remplacement insuffisants mis en œuvre. En tout état de cause, nous pouvons affirmer que la suppression de cette liaison est l'abandon pur et simple, pour les régions précitées, de la formule J + 1 qui fit le renom de la poste en son temps. Cela se traduira par du J + 2, voire du J + 3. Le syndicat départemental C.G.T. des P.T.T. de l'Hérault réaffirme que les seules solutions valables passent par le maintien et l'amélioration des structures actuelles et par l'augmentation des effectifs (600 sur le département). » Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour le maintien et l'amélioration des structures actuelles de cette administration et pour l'accroissement des effectifs dans le département de l'Hérault.

Réponse. — La suppression de la ligne aéropostale Rennes—Nantes—Poitiers—Clermont-Ferrand et retour le 10 décembre 1979 s'inscrit dans le cadre de l'actuelle politique d'économie d'énergie et de réduction de la consommation en produits pétroliers. Cette mesure n'a eu qu'une faible incidence sur la qualité de service offerte aux usagers car elle n'a affecté que des flux de trafic peu importants. En effet, l'horaire précoce de départ des escales de Rennes et Nantes ne permettait pas au courrier déposé en Ile-et-Vilaine et en Loire-Atlantique d'être acheminé dans sa totalité par cette voie et, au retour, une partie importante du trafic amené par l'avion ne pouvait bénéficier d'une distribution le matin même. Au cas particulier du département de l'Hérault, la quantité de courrier qu'il recevait ou expédiait par la liaison Rennes—Nantes—Poitiers—Clermont-Ferrand et retour ne représentait qu'une proportion infime de son trafic total. C'est la raison pour laquelle la suppression de cette relation aéropostale n'a pas eu d'incidence sur le fonctionnement du centre de tri de Montpellier et n'a entraîné aucune compression de position de travail ni par conséquent, aucune réduction d'effectifs. Depuis le 10 décembre 1979, le trafic qui empruntait cette liaison est acheminé par les moyens terrestres existants et il est distribué, selon le cas, soit le lendemain comme précédemment, soit le surlendemain dans les relations difficiles. Par ailleurs, un recours accru aux lignes commerciales de la compagnie Air Inter, dont les modalités d'application sont actuellement à l'étude, devrait conforter la rapidité et la régularité des échanges entre les différentes métropoles.

Papiers et cartons (entreprises).

25074. — 28 janvier 1980. — M. André Billardon s'inquiète auprès de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion des conséquences néfastes pour l'industrie papetière nationale de la politique d'appel d'offres international, que semble vouloir développer de manière systématique le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'administration oriente de manière prioritaire ses commandes vers les industries nationales.

Réponse. — Conformément à la directive de Bruxelles adoptée par le conseil des communautés européennes le 21 décembre 1976, le décret n° 79-98 du 12 janvier 1979 et ses textes d'application, publiés au *Journal officiel* du 4 février 1979, ont imposé aux services de l'Etat, aux collectivités locales et à leurs établissements publics une mise en concurrence, dans le cadre de la Communauté économique européenne, de leurs marchés de fournitures dont le montant estimé est égal ou supérieur à 1,1 million de francs hors T. V. A. A cet effet, les appels d'offres correspondants doivent obligatoirement faire l'objet d'un avis d'appel de candidatures publié au *Journal officiel* des communautés européennes. C'est dans le respect de cette procédure que l'administration des P. T. T. procède aux consultations communautaires dont fait état l'honorable parlementaire, en vue de la fourniture de papiers, cartons et travaux d'impression pour les besoins de ses services. Parallèlement, et ainsi que le prévoit cette même réglementation, il est effectué un appel à la concurrence auprès des fabricants français.

Postes et télécommunications (téléphone).

25078. — 28 janvier 1980. — M. Roger Fourneyron demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion dans quelle mesure ne pourrait être rendue obligatoire une consultation des services des postes et télécommunications lors de la procédure préalable à la création d'une zone artisanale par une collectivité locale. Cette concertation avec les services compétents permettrait, en effet, d'éviter les retards ou les insuffisances d'équipements téléphoniques trop souvent constatés dans ces zones artisanales et qui ne permettent pas aux artisans de poursuivre leur activité dans les meilleures conditions.

Réponse. — Je note tout d'abord que la création d'une zone artisanale ne relève pas de dispositions spécifiques. Les constructions ou aménagements peuvent être réalisés selon des procédures diverses telles que Z. A. C., lotissements, permis de construire globaux ou individuels, ayant chacune ses particularités propres. Mais il serait particulièrement souhaitable qu'une étroite concertation soit établie avec mes services dès qu'une collectivité locale envisage la création d'une zone artisanale, par exemple lors de l'établissement d'un plan d'occupation des sols. Cette concertation n'est actuellement obligatoire que dans le cas des Z. A. C. ou des lotissements, où est exigée la réalisation de l'infrastructure du réseau téléphonique souterrain. Il en serait utilement de même pour les autres formules, mais cette extension de l'obligation est subordonnée à une décision interministérielle en ce sens faisant intervenir, à côté de mon département, celui de l'environnement et du cadre de vie et celui de l'intérieur.

Postes et télécommunications (bureaux de poste : Isère).

25122. — 28 janvier 1980. — M. Jacques Jouve demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion si un crédit de 5 millions de francs est effectivement attribué pour la construction d'un bureau de poste principal de Saint-Martin-d'Hères (Isère).

Réponse. — Le financement de la construction du bureau de poste de Saint-Martin-d'Hères (Isère) dont fait état l'honorable parlementaire, soit 5 millions de francs, est effectivement prévu au titre du programme d'équipement de la région Rhône-Alpes de 1980.

Papiers et cartons (entreprises).

25368. — 4 février 1980. — M. Jacques Jouve appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur l'appel d'offre international soumis par son ministère pour la fourniture de 140 000 mètres carrés d'adhésif double face, de 64 millions de paravents (papier listing), de 8 millions d'emballages carton. Cet appel s'ajoute à un précédent concernant la fourniture d'enveloppes. Cet appel est pour le moins inconvenant. Le déficit commercial des industries papeteries est un des plus importants après celui du pétrole et d'autre part il s'agit de fournitures fabriquées par des entreprises françaises. L'argument de la compétitivité est un leurre dans la mesure où les importations sont payées en devise d'une part et que, d'autre part, des aides à l'exportation seront nécessaires pour la production française à moins que celle-ci soit encore réduite provoquant un surcroît de chômage et le coût social que cela implique. Il lui demande donc quelles dispositions il compte prendre afin que son administration s'approvisionne en productions nationales.

Réponse. — Conformément à la directive de Bruxelles adoptée par le conseil des communautés européennes le 21 décembre 1976, le décret n° 79-98 du 12 janvier 1979 et ses textes d'application publiés au *Journal officiel* du 4 février 1979 ont imposé aux services de l'Etat, aux collectivités locales et à leurs établissements publics une mise en concurrence, dans le cadre de la Communauté économique européenne, de leurs marchés de fournitures dont le montant estimé est égal ou supérieur à 1,1 million de francs hors T. V. A. A cet effet, les appels d'offres correspondants doivent obligatoirement faire l'objet d'un avis d'appel de candidatures publié au *Journal officiel* des communautés européennes. C'est dans le respect de cette procédure que l'administration des P. T. T. procède à des consultations communautaires en vue de l'acquisition de papiers, cartons et travaux d'impression pour les besoins de ses services. Parallèlement, et ainsi que le prévoit cette même réglementation, il est effectué un appel à la concurrence auprès des fabricants nationaux par insertion d'un avis dans le *Bulletin officiel* des annonces des marchés publics. En tout état de cause, les marchés actuellement conclus pour la fourniture de papier-paravent pour ordinateur, dont fait état l'honorable parlementaire, ont été attribués à trois entreprises françaises. S'agissant de l'acquisition des emballages carton pour « paquet-poste », la consultation correspondante est en cours et il ne peut être présumé de la suite qui lui sera réservée. Par ailleurs, il convient de préciser que l'appel d'offres qui sera prochainement lancé pour la fourniture de papier adhésif double face, destiné à la fabrication des vignettes automobiles, ne fera pas l'objet d'une procédure communautaire, le montant estimé du marché n'atteignant pas le seuil préétabli.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (âge de la retraite).

25553. — 4 février 1980. — M. Christian Nucci appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur le problème du personnel des P. T. T. classé dans la catégorie B qui bénéficie de la retraite à cinquante-cinq ans, suite à un arrêté ministériel du 12 janvier 1976. Cette mesure touchait à l'origine les agents travaillant dans les bureaux-gares et dans certains services des centres de chèques postaux. Bien que les décrets n'aient pris effet que le jour de la parution au *Journal officiel*, dans ce cas précis, il a été accordé un effet rétroactif à ce texte, si bien que tous les agents remplissant les conditions requises, à savoir cinquante-cinq ans d'âge et au moins quinze ans d'ancienneté dans ces bureaux ou dans un bureau classé en catégorie active, ont bénéficié de la retraite immédiatement. Or certains salariés de la recette principale des postes de Lyon n'ont bénéficié de cet avantage qu'à compter du 1^{er} janvier 1977, sans octroi du service rétroactif. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette injustice.

Réponse. — Les textes législatifs et réglementaires auxquels l'honorable parlementaire fait allusion, à savoir les dispositions de l'article 20 de la loi de finances rectificative pour 1975 n° 75-1242 du 27 décembre 1975 et le décret n° 76-8 du 6 janvier 1976, ne permettent de prendre en considération pour l'octroi d'une retraite anticipée à cinquante-cinq ans que les seuls services accomplis dans un centre de tri ou au service du tri dans une recette centralisatrice ou un centre de chèques postaux. Or, la recette principale de Lyon est devenue « recette centralisatrice » le 1^{er} janvier 1977.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

Assistants maternelles (pension de retraite et avantages sociaux).

4850. — 29 juillet 1978. — M. Robert Vizet attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les différents problèmes qui se posent aux assistantes maternelles après l'application de leur nouveau statut. En effet, le montant du revenu imposable augmentant, l'impôt sur le revenu suit cette courbe, le salaire unique risque d'être de ce fait supprimé. L'augmentation du quotient familial entraîne la réduction ou la suppression de certains avantages sociaux (tarifs de cantines, colonies de vacances, centres de loisirs). Il lui demande, d'une part, quelles seront les conséquences du nouveau statut sur les pensions retraite et, d'autre part, ce qu'il compte faire pour que les quelques avantages sociaux qui étaient attachés à la profession ne soient pas remis en cause et soient maintenus.

Assistants maternelles (statut).

11861. — 3 février 1978. — N'ayant toujours pas reçu de réponse à sa question écrite n° 4850, publiée au *Journal officiel* du 29 juillet 1978, M. Robert Vizet rappelle à M. le ministre de la santé et de

la sécurité sociale les différents problèmes qui se posent aux assistantes maternelles après l'application de leur nouveau statut. En effet, le montant du revenu imposable augmentant, l'impôt sur le revenu suit cette courbe, le salaire unique risque d'être de ce fait supprimé. L'augmentation du quotient familial entraîne la réduction, ou la suppression de certains avantages sociaux (tarifs de cantines, colonies de vacances, centres de loisirs). Il lui demande, d'une part, quelles sont les conséquences du nouveau statut sur des pensions de retraite et, d'autre part, ce qu'il compte faire pour que les avantages sociaux qui étaient attachés à la profession ne soient pas remis en cause et soient maintenus.

Réponse. — La loi n° 77-505 du 17 mai 1977 a institué un statut salarial en faveur des assistantes maternelles, sans toutefois rien changer à leur situation antérieure au regard de la sécurité sociale. C'est ainsi que les pensions de retraite restent, comme précédemment, calculées sur une base forfaitaire de cotisation égale, en 1979, à 251 francs par enfant et par mois. Ces cotisations fortement réduites donneraient droit à une pension elle aussi réduite si, par le « jeu du minimum vieillesse », les assistantes maternelles ne bénéficiaient d'une importante bonification portant leur pension à 12900 francs par an au 1^{er} janvier 1979. Une augmentation des pensions supérieure à ce chiffre ne serait possible qu'au prix d'un très fort accroissement des cotisations. Le système actuel s'avère donc une voie moyenne très acceptable. Au surplus, les assistantes maternelles doivent désormais être affiliées, comme tous les salariés, à un régime de retraite complémentaire : dans ce domaine, les cotisations et, partant, les pensions sont proportionnelles au salaire réellement perçu. L'accession des assistantes maternelles à un statut de salarié à part entière n'a, par ailleurs, nullement remis en cause leurs avantages sociaux. La réforme du complément familial appliquée à compter du 1^{er} janvier 1978, soit à la même date que le nouveau statut, ne pénalise pas les assistantes maternelles puisque, contrairement à l'ancienne allocation de salaire unique, il peut être attribué quelle que soit l'activité des membres du couple. En matière fiscale, si le nouveau statut rend désormais les assistantes maternelles passibles du régime d'imposition applicable aux salariés, ce dernier n'en a pas moins été très largement adapté pour tenir compte de la particularité de cette profession. En effet, par la loi de finances rectificative pour 1979, et à l'initiative du Gouvernement, le Parlement a décidé que les assistantes maternelles seraient imposées sur un montant déterminé par différence entre, d'une part, le total des sommes qui leur sont versées, tant à titre de rémunération que d'indemnités pour l'entretien et l'hébergement des enfants et, d'autre part, une somme forfaitaire égale à trois fois le montant horaire du salaire minimum de croissance (soit 38,79 francs au 1^{er} décembre 1979) par enfant et par jour de garde. L'abattement est porté à quatre fois le montant du salaire minimum de croissance pour les enfants ouvrant droit à la majoration pour sujétions exceptionnelles prévue à l'article L. 773-10 du code du travail. La déduction forfaitaire de 10 p. 100 pour frais professionnels, puis l'abattement de 20 p. 100 sont appliqués à la base ainsi déterminée. Ce régime d'imposition permettra d'éviter que les assistantes maternelles ne soient imposées sur des sommes qu'elles consacrent à l'entretien des enfants dont elles ont la garde. En revanche, si certaines assistantes maternelles se voient supprimer certains avantages ayant trait, par exemple, aux tarifs de cantine, à l'accès aux centres de loisirs et aux colonies de vacances, la responsabilité en incombe directement aux organismes gestionnaires de ces équipements auxquels on ne saurait reprocher de favoriser les familles dotées des plus basses rémunérations.

Travailleuses familiales (bassin de Briey [Meurthe-et-Moselle]).

7539. — 20 octobre 1978. — Mme Colette Gocurlot attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des travailleuses familiales du bassin de Briey. Sur l'arrondissement de Briey, trente-trois travailleuses familiales interviennent dans un périmètre couvrant les agglomérations de Briey et environs, Homécourt, Jœuf, Auboué, Valleroy, Jarny et environs, Longuyon, Longwy, Villerupt et environs, et assistent des familles de cinq enfants à onze enfants maximum. Sans vouloir insister davantage sur l'aspect du travail qui leur est confié et sur les conditions qu'elles rencontrent, il faut considérer sérieusement les difficultés qu'elles éprouvent au niveau de l'application de la convention collective réglant leur profession. En particulier trois points de celle-ci ne sont plus appliqués ou n'ont jamais été appliqués par l'association de l'aide familiale du Pays-Haut dont les travailleuses familiales dépendent : le temps de récupération attribué pour les cas de surcharge physique ou psychique ; supprimé ; la prime de vacances, la prim d'assiduité ; jamais appliquées ; la prime uniforme de 200 francs à valoir sur les mesures d'amélioration du pouvoir d'achat ; pas attribuée. D'autre part, le prix horaire était jusqu'en juillet 1978 de 37 francs, à présent de 39,50 francs, alors

que pour l'ensemble de la France il varie de 41,20 francs minimum à 44,80 francs maximum. En conséquence, elle lui demande : quelles mesures il compte prendre pour que soient respectés les termes de la convention collective des travailleuses ; si les crédits nécessaires seront affectés à l'organisme payeur, pour régler les arriérés découlant de la non-application de la convention collective ; s'il entend faire régulariser le retard du prix horaire par rapport aux autres départements.

Réponse. — La situation des travailleuses familiales du bassin de Briey, de même que celle de leur association employeur (l'A. P. A. F. du Pays-Haut), est suivie avec une particulière attention par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle en liaison avec les services concernés du ministère de la santé et de la sécurité sociale. L'association en cause, a, en effet, connu des difficultés financières, particulièrement au cours de l'exercice 1977 : les heures travaillées se sont en effet avérées inférieures aux prévisions à partir desquelles avaient été déterminés le prix de revient et donc les taux de remboursement des organismes financeurs. Il est à noter que les taux horaires ainsi fixés étaient néanmoins assez nettement supérieurs à ceux accordés aux associations de travailleuses familiales travaillant en secteur rural (5 à 8 francs supplémentaires par heure), et identiques à ceux des autres associations exerçant en zone urbaine dans l'ensemble du département. Néanmoins les services locaux — tant la direction départementale des affaires sanitaires et sociales que les organismes de sécurité sociale — sont conscients que tout doit être fait pour que les activités de l'A. P. A. F. du Pays-Haut puissent s'effectuer dans les meilleures conditions possibles tant pour les travailleuses familiales que pour les foyers qui bénéficient de leur concours. L'association ayant fait elle-même des efforts dans le sens d'une meilleure organisation, ce problème doit être à nouveau examiné lors d'une prochaine réunion des comités de coordination et de concertation auxquels participent des représentants du conseil général, de la caisse d'allocations familiales et des caisses primaires d'assurance maladie.

Etablissements sanitaires non hospitaliers (personnel). Hôpitaux (personnel).

12403. — 17 février 1979. — M. André Saint-Paul se félicite de la publication de l'arrêté de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale, en date du 6 septembre 1978, relatif à l'attribution d'une indemnité de sujétion spéciale aux personnels de certains établissements relevant du livre IX du code de la santé publique et cela d'autant mieux qu'il avait réclamé l'adoption de cette mesure au cours de la session budgétaire de 1978. Cependant, l'énumération des établissements dans lesquels ce texte sera applicable ne semble pas comprendre les établissements des services départementaux d'aide sociale à l'enfance. La même observation peut être faite en ce qui concerne l'indemnité de responsabilité accordée aux personnels de direction par un arrêté du même jour. Une telle exclusion, si elle était confirmée, aboutirait à une inégalité de traitement entre les personnels hospitaliers suivant qu'ils exercent leurs fonctions dans un hôpital public ou dans un établissement départemental alors même que l'article L. 792 du code de la santé publique leur a accordé, aux uns comme aux autres, un statut identique. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre, concernant les établissements visés aux 4^e et 5^e de l'article L. 792 du code de la santé, afin que soit rétablie l'identité de statut souhaitée par le législateur entre tous les agents appartenant au service public de l'hospitalisation.

Réponse. — L'arrêté du 6 septembre 1978 relatif à l'attribution d'une indemnité de sujétion spéciale concerne, dans les établissements d'hospitalisation publics, les maisons de retraite et les hospices publics, les personnels titulaires et stagiaires relevant des dispositions du livre IX du code de la santé publique et les personnels contractuels et auxiliaires exerçant des fonctions similaires à celles des titulaires. Compte tenu des contraintes financières résultant des prix de journée dont la charge est directement imputée sur les dépenses de la sécurité sociale et de l'aide sociale, le ministre de la santé et de la sécurité sociale n'est pas présentement en mesure d'envisager une modification de la réglementation existante.

Adoption (enfants étrangers).

13738. — 16 mars 1979. — M. Georges Fillioud appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les difficultés que rencontrent les couples qui adoptent des enfants étrangers, en particulier pour faire face aux frais occasionnés par ces adoptions. En effet, indépendamment des frais de transport eux-mêmes, les familles concernées ont à faire face à des dépenses imposées par l'administration, qui s'ajoutent aux charges d'entretien habituelles des familles élevant des enfants dans les conditions identiques. Il lui demande en conséquence quelles mesures il

compte prendre pour faciliter l'adoption d'enfants étrangers à un moment où les demandes d'adoption sont considérablement plus nombreuses que le nombre d'enfants français adoptables.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale précise à l'honorable parlementaire que les frais qui incombent aux adoptants à la suite de l'adoption d'un enfant étranger ne peuvent faire l'objet d'une aide financière particulière. En effet, l'adoption relève d'une politique plus générale de protection de l'enfance et a pour principal objet de procurer une famille aux enfants qui ont perdu la leur, et non des enfants aux familles qui en sont dépourvues. Les pouvoirs publics français exercent leurs responsabilités à cet égard à l'intérieur des frontières françaises. Il faut cependant rappeler qu'une fois l'adoption réalisée, qu'elle l'ait été en France ou à l'étranger, les familles adoptives bénéficient des mêmes avantages sociaux que l'ensemble des familles ayant des enfants à charge.

Professions et activités sociales (aides familiales).

15026. — 18 avril 1979. — M. Charles Pistre appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le barème des participations des familles à la rémunération des services des travailleuses familiales. Ce barème laisse une charge relativement élevée au compte des bénéficiaires de ces services, ce qui exclut certaines familles aux ressources modestes. Il lui demande s'il envisage de faire modifier ce barème de façon à permettre à toutes les familles qui en ont besoin et dont le budget est modeste, de pouvoir bénéficier de cette aide sans devoir y participer trop lourdement.

26074. — 18 février 1980. — M. Charles Pistre rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale les termes de la question écrite n° 15026, déposée le 18 avril 1979, qu'il avait posée à son prédécesseur, et pour laquelle il s'étonne de n'avoir pas eu de réponse : « M. Charles Pistre appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le barème des participations des familles à la rémunération des services des travailleuses familiales. Ce barème laisse une charge relativement élevée au compte des bénéficiaires de ces services, ce qui exclut certaines familles aux ressources modestes. Il lui demande si elle envisage de faire modifier ce barème de façon à permettre à toutes les familles qui en ont besoin et dont le budget est modeste, de pouvoir bénéficier de cette aide sans devoir y participer trop lourdement. »

Réponse. — Les interventions des travailleuses familiales au foyer des ressortissants du régime général des prestations familiales sont financées sur le fonds d'action sociale des caisses d'allocations familiales. Chaque conseil d'administration fixe librement le montant de la prise en charge qu'il consent, et les barèmes selon lesquels sera fixée la participation horaire des familles bénéficiaires, barèmes établis pour tenir compte des possibilités contributives de chaque famille, donc de ses ressources (quotient familial). Avec la grille des interventions qui permet la régulation des prises en charge, cette possibilité laissée aux caisses constitue le moyen d'assurer le respect des priorités que celles-ci définissent dans le domaine de l'action sanitaire et sociale pour répondre aux besoins de leurs allocataires et en fonction des fonds dont elles disposent. Il en résulte que les barèmes de participation des familles varient d'un département à l'autre; mais, d'une façon générale, et compte tenu que la clientèle des services des travailleuses familiales est en grande majorité constituée par des familles de condition modeste, la participation demandée est dans la plupart des cas d'un niveau très faible: des sondages effectués, il ressort que pour les familles dont le quotient familial est inférieur à 700 francs, le montant moyen de participation est inférieur à 3 francs, le montant le plus fréquent est de l'ordre de 1 franc, et quelquefois même l'intervention est entièrement gratuite. Il convient de souligner, par ailleurs, qu'en matière d'action sanitaire et sociale des caisses d'allocations familiales, la réglementation — notamment le décret n° 68-327 du 5 avril 1968 — accorde aux caisses une large autonomie; en conséquence, le ministre de la santé et de la sécurité sociale ne peut imposer à une caisse les modalités d'octroi d'une aide aux familles, la décision correspondante relevant du seul conseil d'administration de la caisse.

Aide sociale (pupilles de l'Etat).

15447. — 26 avril 1979. — M. Georges Mesmin expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que les pupilles de l'Etat qui ont été élevés par les soins de l'aide sociale à l'enfance souhaitent généralement, lorsqu'ils sont devenus adultes, connaître

leur famille d'origine. Mais ils se heurtent alors au silence de l'administration qui refuse de leur donner les indications qui leur permettraient de retrouver leurs parents. Il semble que le secret dont le service de l'aide sociale à l'enfance entoure la naissance de ces enfants anciens pupilles de l'Etat constitue aujourd'hui une mesure désuète, difficilement justifiable. Il lui demande donc s'il n'estime pas nécessaire de proposer au Parlement les mesures législatives qui permettraient aux anciens pupilles de l'Etat devenus majeurs d'obtenir les renseignements permettant d'obtenir leurs origines familiales.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale précise à l'honorable parlementaire que l'origine des pupilles de l'Etat n'est tenue secrète que si la mère ou les parents en ont fait expressément la demande, conformément à l'article 55 du code de la famille et de l'aide sociale, au moment de la remise de l'enfant aux services de l'aide sociale à l'enfance. Cette garantie du secret est maintenue pour éviter les abandons qui mettraient en danger la vie de l'enfant. Dans tous les autres cas, le pupille peut obtenir des renseignements sur sa filiation d'origine. Le conseil supérieur de l'adoption a été chargé d'étudier l'opportunité d'assouplir cette réglementation. Il faut cependant noter que les directions départementales des affaires sanitaires et sociales sont, en tout état de cause, parfois dans l'impossibilité de révéler aux pupilles leur état civil antérieur, faute d'en avoir eu connaissance elles-mêmes. En effet, les enfants trouvés, ou sans filiation connue, sont remis aux services sans indication et un acte d'état civil provisoire est alors établi. Le secret de l'origine des pupilles de l'Etat ne porte donc que sur un nombre de cas limité.

Enfants (garde agréée d'enfants).

16757. — 31 mai 1979. — M. Michel Noir demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de lui indiquer quelle est l'évolution depuis 1975, année par année, du nombre d'agréments en matière de garde agréée d'enfants. Il souhaite, d'autre part, connaître l'évolution de ces chiffres dans les régions où le statut des assistantes maternelles résultant de la loi d'avril 1977 a été appliqué par les U. R. S. S. A. F., au regard de l'assujettissement aux charges sociales.

Réponse. — Le nombre des assistantes maternelles agréées et accueillant des enfants de moins de six ans a évolué ces dernières années de la manière suivante: 31 décembre 1975: 263 670; 31 décembre 1976: 287 500; 31 décembre 1977: 307 400. L'effectif au 31 décembre 1978 n'est pas encore connu. Par ailleurs, il est précisé à l'honorable parlementaire que la loi du 17 mai 1977 relative aux assistantes maternelles n'a pas modifié les conditions d'assujettissement des intéressées à la sécurité sociale. Néanmoins l'entrée en vigueur de cette loi au 1^{er} janvier 1978 a rendu plus évidente une obligation respectée antérieurement de manière très inégale. Mais il ne semble pas à l'heure actuelle exister de différence notable entre le comportement des diverses U. R. S. S. A. F. quant à l'incidence du nouveau statut sur l'évolution du nombre des agréments: il est trop tôt pour en prendre la mesure de façon précise et exacte.

Hôpitaux (personnels).

18102. — 1^{er} juillet 1979. — M. Lucien Richard appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conditions d'attribution d'une indemnité de sujétion spéciale à certains personnels des établissements d'hospitalisation publics, des maisons de retraite publiques et des hospices publics. Il lui fait observer qu'aux termes de l'arrêté interministériel du 17 février 1978 l'octroi d'une indemnité de sujétion spéciale était prévu au bénéfice des personnels titulaires, stagiaires, auxiliaires ou contractuels des établissements relevant du livre IX du code de la santé publique. Conformément à cet arrêté, le foyer départemental de l'enfance de la Loire-Atlantique, ainsi que deux instituts départementaux pour l'accueil de mineurs handicapés ont été autorisés par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales à verser cette indemnité spéciale à leurs personnels. Il lui indique que cette autorisation a été suspendue le 16 octobre 1978 en application de l'arrêté interministériel du 6 septembre 1978 lequel, se substituant au précédent arrêté, exclut du bénéfice de cette indemnité les établissements relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance et les établissements à caractère public pour mineurs inadaptés qui, cependant, relèvent du livre IX du code de la santé publique. Il estime qu'il s'agit d'une mesure discriminatoire, dans la mesure où des établissements de même nature et rattachés à un établissement hospitalier sont autorisés à verser cette indemnité qui applique des régimes différents à des établissements relevant

du même statut. Ayant constaté en outre que certains départements accordent cette prime, il lui demande de bien vouloir reconsidérer ce problème afin que l'ensemble des catégories de personnel relevant du livre IX du code de la santé publique puissent bénéficier de cette indemnité.

Etablissements sanitaires non hospitaliers (personnel).

18502. — 14 juillet 1979. — M. François Autain attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la discrimination qui frappe les établissements départementaux (foyer départemental de l'enfance, Instituts de jeunes sourds et de jeunes aveugles) en matière d'attribution de l'indemnité de sujétion spéciale prévue par l'arrêté du 17 février 1978 complété par l'arrêté du 6 septembre 1978. Il s'étonne de constater que ces textes écartent de leur champ d'application les établissements relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance et les établissements à caractère public pour mineurs inadaptés, alors que ces derniers relèvent du livre IX du code de la santé publique. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette injustice.

Réponse. — L'arrêté du 6 septembre 1978 relatif à l'attribution d'une indemnité de sujétion spéciale concerne, dans les établissements d'hospitalisation publiques, les maisons de retraite et les hospices publics, les personnels titulaires et stagiaires relevant des dispositions du livre IX du code de la santé publique et les personnels contractuels et auxiliaires exerçant des fonctions similaires à celles des titulaires. Compte tenu des contraintes financières résultant des prix de journée dont la charge est directement imputée sur les dépenses de la sécurité sociale et de l'aide sociale, le ministre de la santé et de la sécurité sociale n'est pas présentement en mesure d'envisager une modification de la réglementation existante.

Pension de réversion (assurance vieillesse).

19937. — 15 septembre 1979. — M. André Rossinot appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'inquiétude qu'ont suscitée, auprès de nombreux assurés sociaux, les dispositions de la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, et dont les articles L. 39 à L. 45 modifient les dispositions antérieures applicables dans les divers régimes sociaux relatives au droit à pension de réversion de l'ex-conjoint divorcé d'un assuré décédé. Il apparaît, en effet, que désormais ce droit à pension ou à partage est acquis à l'ex-conjoint divorcé quelles qu'aient été les causes du divorce et qu'en outre les nouvelles dispositions seront applicables aux pensions de réversion prenant effet postérieurement à la date de promulgation de la loi susvisée. Il lui demande dans quelle mesure il ne conviendrait pas de modifier ce nouveau dispositif en prévoyant que le droit à pension ou à partage ne saurait être accordé au conjoint dont le divorce a été prononcé à ses torts exclusifs, et d'autre part qu'il ne sera reconnu que pour les divorces prononcés après la promulgation de la loi.

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire que la loi du 17 juillet 1978 permet désormais à tous les conjoints divorcés non remariés — quel que soit le cas de divorce — de bénéficier de la pension de réversion à laquelle l'assuré est susceptible d'ouvrir droit à son décès au titre du régime général de la sécurité sociale. Lorsque l'assuré s'est remarié, cette pension est partagée entre son conjoint survivant et le ou les précédents conjoints divorcés non remariés au prorata de la durée respective de chaque mariage. Ce partage est opéré à titre définitif lors de la liquidation des droits du premier d'entre eux qui en fait la demande. Ces nouvelles dispositions s'appliquent aux pensions de réversion qui prennent effet postérieurement au 18 juillet 1978, date de publication de cette loi. Il est à noter que ces mesures ont été prises pour tenir compte de l'évolution des mentalités en matière de divorce, celui-ci n'étant plus guère considéré comme un constat de faute mais plus tôt comme un constat d'échec. Il a donc paru équitable de permettre à l'ex-conjoint divorcé qui a contribué à la constitution des droits à pension de vieillesse de l'assuré, au cours de leur vie commune, de bénéficier d'une partie de la réversion de ces droits, et ce, quel que soit le motif ou la date du divorce. Cependant, il n'échappe pas au ministre de la santé et de la sécurité sociale que cette loi conduit parfois à des situations qui peuvent sembler inéquitables. Le problème fait actuellement l'objet d'études attentives mais le Gouvernement entend veiller à ce que les options qui seront retenues ne créent pas d'autres injustices et ne remettent pas complètement en question l'étape importante que constitue cette loi dans l'extension des droits dérivés.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (hôpitaux : personnel).

20252. — 29 septembre 1979. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation d'un médecin d'un service de médecine préventive du personnel lié par un contrat à l'établissement hospitalier qui l'emploie. Il lui demande si : 1° un contrat de ce type peut stipuler qu'en cas de résiliation du contrat par l'une des parties, l'arrêté préfectoral de nomination du médecin tomberait ipso facto en désuétude et si une telle clause, qui manifestement ne vise qu'à tourner le règlement, peut être approuvée par l'autorité de tutelle alors qu'elle met le préfet dans l'impossibilité d'exercer les attributions qui lui sont dévolues par l'article 7 de l'arrêté du 29 juin 1960 ; 2° dans l'hypothèse où une stipulation de ce genre figurerait dans un tel contrat et aurait été approuvée par l'autorité de tutelle, il serait procédé au retrait hiérarchique de l'approbation et si le préfet recevrait les instructions nécessaires pour qu'en cas de résiliation les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 29 juin 1960 soient rigoureusement observées avec en particulier l'avis du conseil d'administration et un arrêté signé par le préfet lui-même.

Réponse. — Le contrat liant le médecin de médecine préventive à un établissement hospitalier public ne peut stipuler que l'arrêté préfectoral de nomination « tomberait ipso facto en désuétude » en cas de résiliation du contrat par l'une des deux parties. En effet, la législation et la jurisprudence n'admettent pas qu'un acte administratif puisse tomber en désuétude ; seul un acte contraire peut le faire disparaître. La révocation d'un médecin de médecine préventive constitue un pouvoir conféré au préfet, qui doit motiver sa décision en fonction de sa propre appréciation des conditions dans lesquelles le médecin a en cause accompli ses fonctions. Dans l'hypothèse où une telle clause figurerait dans un contrat approuvé par le préfet, cette clause devrait être considérée comme nulle de plein droit. Le préfet ne peut en effet se dessaisir des pouvoirs qui lui sont conférés par un texte réglementaire.

Médecine préventive (médecins).

20885. — 10 octobre 1979. — M. Raymond Tourrain rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que, selon les dispositions de l'article 7 de l'arrêté interministériel du 29 juin 1960, toujours en vigueur, le médecin chargé d'un service de médecine préventive du personnel est nommé et révoqué par le préfet, sur la proposition du directeur départemental de la santé et après avis de l'assemblée gestionnaire du ou des établissements intéressés. Il lui demande de vouloir bien lui préciser, compte tenu de la suppression du directeur départemental de la santé à la suite de la réforme intervenue en 1964 des services extérieurs du ministère de la santé, sur la proposition de qui l'arrêté doit être pris, si le fonctionnaire, sur la proposition de qui la décision dont il s'agit est prise, peut également signer cet arrêté, par délégation du préfet, ce fonctionnaire étant ainsi conduit à décider une mesure qu'il se serait proposée à lui-même.

Réponse. — Il est précisé que depuis la réforme intervenue en 1964 avec la publication du décret du 14 mars 1964, le préfet assure la direction des fonctionnaires des services extérieurs des ministères. Dans le cadre du principe hiérarchique ainsi défini, la procédure de proposition prévue par l'arrêté du 29 juin 1960 est tombée de fait en désuétude. Par contre, conformément aux dispositions du décret du 14 mars 1964 précité, le préfet peut déléguer au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales la signature de l'arrêté de nomination d'un médecin de médecine préventive.

Enseignement supérieur et post-baccalauréat (Ille-et-Vilaine : écoles d'infirmiers et d'infirmières).

21444. — 25 octobre 1979. — M. Michel Cointat appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'école des cadres d'infirmiers à Rennes. Il paraît qu'en 1979, les frais d'inscription à cette école ont été portés de 80 francs à 15 000 francs. Si ce fait est exact, il lui demande comment le Gouvernement peut autoriser une augmentation aussi exorbitante qui défile à la fois la logique et le bon sens.

Réponse. — Les charges qui résultent de la formation des personnels paramédicaux sont supportées pour la plus grande part par les hôpitaux qui hébergent les écoles et sont incluses de ce fait dans les prix de journée payés par les organismes de sécurité

sociale. Le centre hospitalier régional de Rennes s'est livré sur ce sujet à des études qui ont permis de calculer les coûts réels à chacune des formations qu'il délivre. C'est ainsi qu'il a pu estimer à 15 000 francs le coût de la formation d'un cadre infirmier au cours d'une année. Toutefois le centre hospitalier régional n'a pas réclamé aux élèves les sommes correspondantes dans l'attente des dispositions qui seront mise en place prochainement concernant la prise en charge des frais de formation des personnels paramédicaux. Il convient en effet de rappeler que, parmi les mesures prises le 25 juillet dernier et relatives à l'équilibre financier de la sécurité sociale, figure le versement par l'Etat d'une somme de 1 milliard 500 millions de francs à la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés au titre des coûts de formation pour la période 1975-1980. D'autre part, l'Etat s'est engagé à prendre en charge à compter de 1981 les frais de formation des étudiants en médecine et des personnels soignants; des études sont actuellement en cours pour mettre en place le dispositif financier de cette opération.

Adoption (statistiques).

21814. — 30 octobre 1979. — M. André Tourné expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'il existe en France au moins 40 000 foyers, désireux d'adopter un enfant. Il est des couples très dignes à tous égards, prêts à assurer le bonheur d'un enfant et en même temps assurer l'épanouissement de leur propre bonheur, qui attendent depuis plusieurs années. Il lui demande : 1° combien de demandes d'adoption d'enfant sont en instance dans les services départementaux de l'action sanitaire et sociale pour toute la France et dans chacun des départements concernés; 2° quel

est le nombre d'enfants des deux sexes et de tous âges, contrôlés par les services de l'action sanitaire et sociale susceptibles d'être adoptés; 3° combien d'enfants ont été adoptés définitivement au cours de chacune des dix dernières années, pour toute la France et dans chacun des départements français.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale précise qu'il n'est pas possible de disposer de données très précises sur le nombre de demandes d'adoption non satisfaites en instance dans les directions départementales des affaires sanitaires et sociales. Toutes les demandes enregistrées par les services de l'aide sociale à l'enfance peuvent être conservées quel que soit l'aboutissement de la requête. En effet, de nombreux candidats introduisent une candidature dans plusieurs départements et même très souvent à l'étranger. Lorsqu'une réponse positive leur est donnée, les parents adoptifs ne préviennent pas de façon systématique les autres services contactés et, de ce fait, leur demande reste en instance dans ces services. En conséquence, la comptabilisation de toutes les demandes en instance conduirait inévitablement à des doubles comptes et surestimerait le nombre exact des personnes souhaitant adopter un enfant. Par ailleurs, le nombre de mineurs pupilles de l'Etat s'élevait à 22 524 au 1^{er} janvier 1979 dont 3 657 admis au cours de l'année 1978. Enfin, le ministre de la santé et de la sécurité sociale informe l'honorable parlementaire que la réponse à sa précédente question écrite sur le même sujet (question écrite n° 21076 posée le 28 juin 1975) a été publiée au *Journal officiel* en date du 19 mars 1977 et contenait le nombre de jugements d'adoption prononcés de 1964 à 1974 par cour d'appel. Ces données sont tées au compte général du ministère de la justice. Pour les années postérieures, les chiffres suivants peuvent être communiqués :

Nombre annuel de jugements d'adoption :

COUR D'APPEL	1975			1976			1977		
	Adoptions simples.	Adoptions plénières.	Total.	Adoptions simples.	Adoptions plénières.	Total.	Adoptions simples.	Adoptions plénières.	Total.
Agen	26	28	54	17	24	41	21	31	52
Aix	243	235	478	134	200	334	182	285	467
Amiens	29	91	120	42	86	128	52	147	199
Angers	36	125	161	41	139	180	62	244	306
Bastia	15	5	20	8	8	16	7	11	18
Besançon	14	73	87	21	90	111	29	83	112
Bordeaux	99	69	168	86	98	184	83	94	177
Bourges	39	36	75	26	37	63	20	52	72
Caen	52	78	130	49	63	112	50	110	160
Chambéry	14	57	71	21	67	88	38	79	117
Colmar	42	109	151	60	146	206	69	156	225
Dijon	33	60	93	34	71	105	26	69	95
Douai	57	210	267	76	220	296	87	364	451
Grenoble	45	134	179	45	93	138	61	142	203
Limoges	24	40	64	12	38	60	13	47	60
Lyon	72	207	279	78	201	279	129	255	384
Metz	26	59	85	23	58	81	32	137	169
Montpellier	42	63	105	44	76	120	68	80	157
Nancy	44	82	126	36	92	128	37	122	159
Nîmes	44	85	129	36	90	126	52	100	152
Orléans	38	79	117	47	90	137	54	119	173
Paris	398	827	1 225	376	833	1 209	369	628	997
Pau	48	44	92	51	62	113	73	75	148
Poitiers	55	110	165	33	101	134	45	118	163
Reims	51	81	132	31	63	94	39	93	132
Rennes	132	357	489	100	281	381	93	374	467
Riom	42	69	111	40	82	102	77	77	154
Rouen	41	102	143	63	87	150	57	143	200
Toulouse	35	81	116	36	85	121	55	115	170
Versailles (depuis 1977) ...	»	»	»	»	»	»	193	443	636
Total	1 836	3 596	6 432	1 666	3 581	5 247	2 173	4 802	6 975

Handicapés (appareillage).

21934. — 1^{er} novembre 1979. — Mme Marie Jacq demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de bien vouloir l'informer des mesures qu'il entend prendre pour limiter la participation des intéressés aux frais d'acquisitions liés directement ou indirectement à un handicap physique. Il s'agit par exemple d'achat de chaussure pour pied nain, pour les porteurs d'une chaussure spéciale ou d'une prothèse, et du relèvement des tarifs applicables aux appareillages en fonction de l'évolution exacte de leur coût.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale rappelle à l'honorable parlementaire que les prix limites de vente des appareils de prothèse et d'orthopédie attribués aux handicapés

physiques et pris en charge à 100 p. 100 par les organismes d'assurance maladie sont fixés par arrêté interministériel. Les demandes de fournisseurs en vue d'obtenir le relèvement des tarifs applicables aux appareils en fonction de l'évolution de leur coût fait l'objet d'études diligentées par la commission interministérielle des prestations sanitaires que préside un représentant du ministère de l'économie. En ce qui concerne les chaussures orthopédiques, la réactualisation des tarifs est effectuée chaque année. En 1979, notamment, une hausse importante de 40 p. 100 de moyenne a été consentie par arrêté du 3 avril 1979. Une hausse de 7 p. 100 pour les chaussures orthopédiques en box et de 13,5 p. 100 pour les chaussures orthopédiques en chevreau fait actuellement l'objet d'un arrêté interministériel en cours de publication au *Journal officiel*.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

22218. — 9 novembre 1979. — **M. Rodolphe Pesce** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'arrêté du 17 février 1978 étendant à l'ensemble des personnels des établissements d'hospitalisation publics, des maisons de retraite publiques et des hospices publics, le bénéfice de l'indemnité de sujétion spéciale dite des « treize heures supplémentaires ». Les établissements auxquels fait référence l'arrêté ministériel précité sont ceux qui figurent aux premier, deuxième et troisième alinéas de l'article L. 792 du code de la santé publique. Or, les quatrième et cinquième alinéas dudit article visent les établissements relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance et les établissements à caractère public pour mineurs inadaptés. Alors qu'il vient d'être décidé, à la suite d'un arbitrage de **M. le Premier ministre**, que les agents concernés par l'arrêté ministériel du 17 février 1978 percevraient l'intégralité de l'indemnité à compter du 1^{er} janvier 1980 pour les catégories C et D, et à compter du 1^{er} juillet 1980 pour les catégories A et B, il lui demande les raisons pour lesquelles les agents des deux catégories d'établissements visés aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 792 du code de la santé publique ont été écartés du bénéfice de l'indemnité de sujétion dite des « treize heures supplémentaires », alors qu'ils ont des sujétions analogues à celles de leurs collègues des hôpitaux et alors que leur statut est identique.

Réponse. — L'arrêté du 6 septembre 1978 relatif à l'attribution d'une indemnité de sujétion spéciale concerne, dans les établissements d'hospitalisation publics, les maisons de retraite et les hospices publics, les personnels titulaires et stagiaires relevant des dispositions du livre IX du code de la santé publique et les personnels contractuels et auxiliaires exerçant des fonctions similaires à celles des titulaires. Compte tenu des contraintes financières résultant des prix de journée dont la charge est directement imputée sur les dépenses de la sécurité sociale et de l'aide sociale, le ministre de la santé et de la sécurité sociale n'est pas présentement en mesure d'envisager une modification de la réglementation existante.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cures (hôpital : Essonne).

22395. — 14 novembre 1979. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation de l'hôpital de Dourdan, dans le département de l'Essonne, qui, suivant les instructions de son ministre, sera dans l'obligation de licencier plusieurs dizaines d'employés. Compte tenu de l'importance du rôle de cet établissement dans le Sud du département, assurant une protection sanitaire minimale, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1^o pour assurer à l'hôpital de Dourdan les moyens indispensables sur le plan de l'équipement et du personnel afin de répondre dans les meilleures conditions aux besoins de protection sanitaire de la population ; 2^o pour assurer la garantie de l'emploi au personnel de l'établissement.

Réponse. — La situation de l'hôpital de Dourdan a fait l'objet d'un examen attentif de la part de la commission de rationalisation de la gestion hospitalière qui a émis un certain nombre de recommandations dont l'application doit permettre le retour à des conditions de fonctionnement comparables, compte tenu de la structure des services de cet établissement, à celles qui existent dans des hôpitaux de même type. Les autorités de tutelle ont veillé néanmoins à ce que les moyens financiers nécessaires soient maintenus pour assurer les charges de l'exercice 1979 au cours duquel aucun licenciement n'a été prononcé ; elles ont par ailleurs élaboré, en accord avec les responsables de l'établissement, un plan de redressement financier qui doit aboutir au cours de l'année 1980 à un ajustement de l'effectif réel à l'effectif budgétaire autorisé au moyen des seuls départs volontaires et des mises à la retraite. L'ensemble de ces mesures doivent permettre le fonctionnement normal et régulier de l'hôpital, d'une part, et la garantie de l'emploi du personnel, notamment grâce à une titularisation progressive des auxiliaires qui remplissent les conditions pour en bénéficier, d'autre part.

Professions et activités sociales (puéricultrices : Vaucluse).

22672. — 21 novembre 1979. — **M. Bernard Derosier** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur certains postes d'auxiliaires de puériculture, notamment à Châteauneuf-de-Gadagne dans le Vaucluse, qui ne sont « pratiquement permis » qu'aux candidates célibataires. Il lui demande de lui préciser les raisons de

cette discrimination, les textes sur lesquels elle est fondée. Il lui demande également s'il ne lui semble pas judicieux de laisser aux intéressées le soin de déterminer si elles peuvent ou non remplir les engagements inhérents à cet emploi et dans ce cas, les mesures qu'il compte prendre pour que cesse cette atteinte à la liberté individuelle.

Réponse. — Le centre d'enfants convalescents de Châteauneuf-de-Gadagne est un établissement situé à 15 kilomètres d'Avignon où se trouve le centre hospitalier dont il dépend et à quelques kilomètres du village de Gadagne. En raison notamment de cet isolement, les services d'incendie ont exigé, outre les nombreux travaux déjà effectués, la présence d'un personnel de nuit parfaitement adapté, à raison d'un agent pour huit enfants ; ces enfants sont en majorité des petits enfants ou des enfants handicapés. Ces exigences ont contraint l'établissement à employer un personnel logé sur place et spécialement entraîné à agir en cas de sinistre : il faut prévoir, en effet, l'évacuation immédiate des berceaux avec leurs occupants en cas d'incendie. Les installations dont dispose cet établissement ne lui permettent pas de loger les couples ; c'est pourquoi, pour répondre aux consignes impératives de sécurité, il est amené à donner sa préférence à du personnel célibataire.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

22744. — 22 novembre 1979. — **M. Emile Bizet** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de lui faire connaître le nombre et la répartition par discipline des médecins nommés en vertu du décret n^o 78-258 du 8 mars 1978 au grade d'adjoint et de praticien du cadre hospitalier (mono-appartenant) à la date du 1^{er} juillet 1979 dans les C.H.U.

Réponse. — Depuis la publication du décret n^o 78-257 du 8 mars 1978 modifié, un premier recrutement a permis la nomination (par arrêté du 2 juillet 1979) de 23 praticiens du cadre hospitalier répartis comme suit : médecine : 1, réanimation médicale : 1, rééducation fonctionnelle : 1, cardiologie : 2, cardiologie infantile : 2, pédiatrie : 5, toxicologie : 1, radiologie : 2, gynécologie : 1, urologie : 2, neurochirurgie : 4, chirurgie infantile : 1. S'agissant des postes d'assistants et d'adjoints : 101 postes de médecine et spécialités médicales, 61 postes de chirurgie et spécialités chirurgicales, 30 postes de biologie, 21 postes de radiologie et radiothérapie, ont été créés depuis la publication du décret n^o 78-257 du 8 mars 1978 modifié, se répartissant comme suit dans les différents centres hospitaliers et universitaires :

Nombre de postes d'adjoints et d'assistants créés dans les centres hospitaliers universitaires :

Amiens : 5, Angers : 4, Besançon : 5, Bordeaux : 9, Brest : 5, Caen : 11, Clermont-Ferrand : 4, Dijon : 4, Grenoble : 4, Lille : 11, Limoges : 8, Lyon : 17, Marseille : 16, Montpellier-Nîmes : C. H. R. Montpellier : 6, C. H. R. Nîmes : 4, Nancy : 4, Nantes : 7, Nice : 6, Poitiers : 4, Reims : 5, Rennes : 4, Rouen : 8, Saint-Etienne : 3, Strasbourg : 8, Toulouse : 6, Tours : 4, Paris : 36.

Enseignement (cantines scolaires).

22750. — 22 novembre 1979. — **M. Jean Foyer** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la circulaire d'application de l'arrêté Interministériel du 29 octobre 1975 portant création des commissions départementales consultatives des restaurants d'enfants. Il semble que, dans la plupart des départements, ces commissions n'ont aucune existence. La réponse faite il y a quelques années par un ministre de la santé et de la sécurité sociale (question écrite n^o 11497, *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 15 janvier 1972) évoquant la création future de ces commissions disait qu'après d'elles il serait possible d'envisager l'institution d'associations privées qui seraient chargées de gérer un fonds d'action pour la promotion des restaurants d'enfants. Elle ajoutait que l'existence d'un fonds serait semble-t-il favorable à une amélioration des conditions de distribution des repas des écoliers et de leur qualité. La mise en place de la journée continue prévue dans les lycées supposerait, parmi d'autres dispositions, une modification des habitudes alimentaires des lycéens. Celle-ci ne pourrait s'accomplir qu'à travers une éducation nutritionnelle perçue auparavant dans l'enseignement primaire au sein de véritables restaurants d'enfants. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que, dans chaque département, les commissions consultatives des restaurants d'enfants soient rapidement mises en place et se réunissent effectivement. Il souhaiterait également qu'elles soient dotées d'un fonds d'action leur permettant de travailler à l'amélioration progressive et au développement des restaurants d'enfants.

Réponse. — Les commissions départementales consultatives des restaurants d'enfants, créées par l'arrêté interministériel du 29 octobre 1975, se mettent en place progressivement. Une circulaire interministérielle en date du 30 mars 1978 a recommandé notamment la création de six sections spécialisées correspondant aux missions prioritaires de ces commissions, le nombre des sections à mettre en place pouvant cependant varier en fonction des circonstances locales. Le ministère de la santé et de la sécurité sociale ne dispose pas encore de la totalité des éléments permettant d'avoir une vue précise sur le nombre des commissions consultatives des restaurants d'enfants ayant fonctionné et sur les améliorations qu'elles ont apportées à la restauration scolaire. Cependant, les rapports annuels concernant les contrôles sanitaires et qualitatifs de la restauration collective dans les établissements scolaires et universitaires établis pour l'année 1978 par les vétérinaires conseillers techniques des recteurs et par les directeurs départementaux des services vétérinaires ont fourni d'utiles renseignements sur le fonctionnement des installations de restauration dans les établissements scolaires et universitaires et ont proposé un certain nombre de mesures pour une amélioration de cette restauration. La campagne d'éducation pour la santé portant sur l'hygiène alimentaire, mise en œuvre en 1979, devrait, d'autre part, permettre aux élèves d'acquérir des habitudes nutritionnelles équilibrées. La circulaire précitée du 30 mars 1978 a prévu la mise en place d'une section concernant la gestion appelée à traiter de l'étude des coûts et d'une section chargée de la nutrition. Ces sections peuvent proposer des solutions en vue d'améliorer la qualité des repas distribués aux écoliers. Par ailleurs, il a été demandé aux personnels du service de santé scolaire, par circulaires DGS/492/PME 3 du 2 octobre 1979, de s'associer aux expériences de journée continue dans les lycées afin d'en étudier les répercussions sur l'équilibre et la santé des élèves.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(hôpital : Aude).*

23020. — 29 novembre 1979. — M. Gilbert Millet attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les menaces qui pèsent sur l'avenir du centre psychothérapique de Limoux (Aude), confronté à des difficultés financières graves. Dans l'immédiat, 835 emplois risquent d'être supprimés et la sectorisation est remise en cause. Il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour assurer le maintien de 635 emplois et du potentiel de santé du centre, pour permettre la mise en exécution de la politique de sectorisation.

Réponse. — La situation des personnels du centre psychothérapique de Limoux est au nombre des préoccupations du ministre de la santé et de la sécurité sociale et il paraît souhaitable qu'une solution satisfaisante soit rapidement trouvée afin que les emplois actuels soient préservés et que la reconversion de l'établissement puisse se faire dans les meilleures conditions. Déjà, l'accord d'entreprise du 16 mai 1979 prévoyant le rattachement de l'établissement à la convention collective du 31 octobre 1951 et la définition des avantages acquis par le personnel précédemment en poste a été agréé par arrêté du 24 août 1979. De plus, l'association audoise d'aide à la santé mentale a soumis aux services compétents du ministère de la santé et de la sécurité sociale un projet de reconversion qui paraît pouvoir être mis en œuvre dans un délai relativement bref. Il appartient bien évidemment aux gestionnaires du centre psychothérapique de Limoux de présenter, dans les formes réglementaires, les dossiers nécessaires pour réaliser leur programme. Toutes instructions ont d'ailleurs été données aux autorités de tutelle locales pour que les mesures qui s'avèreraient utiles à la solution de cette affaire soient prises rapidement.

Handicapés (personnels).

23041. — 29 novembre 1979. — M. Jean-Pierre Delalande rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale combien le Gouvernement et le Parlement ont souhaité avec le vote de la loi d'orientation du 30 juin 1975 sur les handicapés que ceux-ci trouvent leur juste place dans l'activité de la nation. Aussi, attire-t-il son attention sur le fait que la faculté de Jussieu-Marie-Curie attribuerait après trois ans de formation près de trois cents diplômés de rééducateurs en psychomotricité mais que, dans le même temps, la santé publique ne créerait malheureusement pas de postes de psychomotriciens en proportion du nombre de diplômés. Cela est doublement injuste à la fois à l'égard des handicapés qui peuvent voir légitimement dans ces personnels une aide efficace, et à l'égard des diplômés eux-mêmes qui, ayant décidé de consacrer générau-

sement leur vie à une tâche sociale, se voient ainsi empêchés de la mener à bien. Il lui demande si, en liaison avec le ministre des universités, il ne lui paraîtrait pas opportun d'étudier la possibilité de créer le nombre de postes supplémentaires de psychomotriciens en rapport avec le nombre de diplômés sortant chaque année des universités.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale assure l'honorable parlementaire de son souci d'assurer aux handicapés concernés par les techniques de rééducation psychomotrice, la possibilité de bénéficier de la présence de psychorééducateurs dans les établissements sanitaires et sociaux. C'est pourquoi, un statut de cette catégorie de personnel dans les établissements relevant du livre IX du code de la santé publique, vient d'être soumis au contre-seing des différents ministres intéressés. En outre, il s'efforce de déterminer avec précision le nombre d'étudiants à admettre annuellement en seconde année d'études préparant au diplôme d'Etat de psychorééducateur en fonction de l'ensemble des besoins de la nation. C'est ainsi qu'il a été procédé ces dernières années à une réduction de 25 p. 100 de flux de formation de cette catégorie professionnelle.

Drogue (lutte et prévention : Sarthe).

23281. — 4 décembre 1979. — M. Bertrand de Maigret signale à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que le sous-préfet de La Flèche vient de décider la fermeture temporaire de trois débits de boissons, dans la Sarthe, au terme d'une enquête de gendarmerie qui aurait révélé le développement d'un trafic de drogue dans l'arrondissement. Les débitants de boissons de cet arrondissement approuvent totalement les efforts entrepris par les pouvoirs publics pour lutter contre ce fléau. Mais, ils ne cachent pas leur émotion devant la brutalité des sanctions prises, semble-t-il, sans que les avertissements préalables n'aient été adressés à la totalité des chefs des établissements concernés. Pour éviter de gêner les enquêtes de police, il eut, en effet, été possible d'informer l'ensemble des débitants de boissons du département de leurs responsabilités et des risques qu'ils encourent lorsqu'ils tolèrent la présence de drogués, voire même, le trafic de drogue, dans leurs locaux. Afin d'éviter que d'autres commerçants puissent être surpris dans leur bonne foi, il lui demande de lui indiquer les dispositions qu'il lui paraît possible de prendre rapidement pour organiser, en Sarthe, des réunions d'information sur la drogue, en liaison avec les débitants de boissons, mais également avec les organisations représentant les parents et les familles, afin que le public le plus large puisse être associé aux efforts de prévention.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale fait observer à l'honorable parlementaire que l'attention de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales a été attirée sur le problème de l'information en matière de toxicomanie dans le département de la Sarthe. Il semble souhaitable, en effet, que des réunions d'information sur ce sujet puissent avoir lieu dans le département. Il a donc été rappelé à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales qu'il était possible pour réaliser ces réunions de s'appuyer sur un ensemble de moyens d'information et de formation qui ont été mis en place depuis 1975. Les centres de formation continue des universités de Paris-V, Paris-VII organisent des stages de formation sur la toxicomanie destinés aux personnels pouvant être en relation professionnelle avec des toxicomanes (médecins, infirmiers, éducateurs, animateurs). Des films sur la toxicomanie sont à la disposition des organisations pour leur permettre d'animer ces réunions. Il existe d'ailleurs un centre d'accueil au Mans qui, comme le centre régional de traitement à Rennes, est en mesure d'organiser des réunions d'information. Les adresses de ces différentes institutions ont été rappelées à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de la Sarthe qui a mission de les diffuser auprès des différents groupes de population intéressés.

Personnes âgées (établissements d'accueil : Seine-et-Marne).

23742. — 13 décembre 1979. — M. Gérard Bordu attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le prix abusif de journée des « hospices ». Ainsi, l'hospice du centre hospitalier de Lagny réclame 152 francs par jour à ses pensionnaires soit un total de 4 700 francs par mois. Il s'agit uniquement de personnes très âgées dont les enfants sont également retraités et qui sont condamnés à régler parfois la totalité des frais de placement sur leur retraite. Il lui demande à quel moment interviendra la suppression des charges alimentaires imposées aux enfants qui n'ont pas les moyens de participer.

Réponse. — Toute atteinte aux prescriptions légales du code civil relatives à l'obligation alimentaire doit revêtir, en matière d'aide sociale, un caractère exceptionnel sous peine de supprimer toute manifestation de la solidarité familiale et de favoriser ceux qui s'y dérobent au détriment de ceux qui s'en acquittent. Il faut préciser toutefois que les commissions d'admission à l'aide sociale se prononcent cas par cas et qu'une décision de recouvrement n'est prise par les commissions d'admission, à l'encontre des débiteurs d'aliments, que si les revenus des intéressés le permettent. Cette décision, de plus, peut toujours être contestée dans un délai d'un mois auprès de la commission départementale d'aide sociale, puis dans un nouveau délai d'un mois à compter de cette dernière décision auprès de la commission nationale d'aide sociale. En outre, il est signalé à l'honorable parlementaire que la circulaire du 26 septembre 1963, reprise par la circulaire du 1^{er} août 1973, proposait, sans porter atteinte à la liberté d'appréciation des commissions d'admission, un seuil de ressources en-deçà duquel aucun débiteur d'aliments ne devrait être mis en cause. Il est ainsi conseillé de ne pas mettre en cause les débiteurs d'aliments dont les ressources mensuelles sont inférieures au minimum garanti mentionné à l'article L. 141-8 du code du travail (soit 7,92 francs au 1^{er} décembre 1979) calculé sur une base mensuelle de deux cents heures et multiplié par : 1,5 pour une personne seule ; 2,5 pour un ménage sans enfant et 0,5 en plus par enfant à charge. Dans l'exemple cité par l'honorable parlementaire d'un couple de retraités appelé à participer aux frais d'hébergement d'un ascendant placé en hospice, l'application du seuil mentionné ci-dessus conduit à ne demander aucune participation au couple si ses ressources sont inférieures à 4 000 francs par mois environ en décembre 1979. Il est rappelé à l'honorable parlementaire que l'article 23 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales, prévoit la transformation dans le délai de dix ans des hospices soit en centres et unités de long séjour, soit en maison de retraite éventuellement avec section de cure médicale. Aux termes des articles 3 et 8 de la loi n° 78-11 du 4 janvier 1978, les frais de soins afférents à cet établissement ou sections d'établissements sont désormais pris en charge par l'assurance maladie dans la limite de forfaits qui sont fixés, en 1979, respectivement à 83 francs par jour pour les centres et unités de long séjour, 44 francs pour les sections de cure médicale et 6,6 francs pour les soins courants concernant les lits non médicalisés. Cette transformation et cette nouvelle modalité de tarification permettront de mieux répartir les dépenses entre les différents financeurs, donc d'alléger certains des prix de journée parmi les plus élevés des hospices et la charge des soins qu'ils supportent actuellement. Enfin, il est précisé à l'honorable parlementaire que les mesures d'application du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales, qui est actuellement en discussion au Parlement, devraient permettre une double réforme qui compéterait les mesures exposées ci-dessus. En premier lieu, les modalités des participations respectives de l'assurance maladie et de l'aide sociale aux dépenses des centres et unités de long séjour comme des sections de cure médicale devraient être précisées, de manière que les prix de journée d'hébergement, lesquels sont à la charge des intéressés et de leur famille, et subsidiairement de l'aide sociale, ne comprennent plus les frais dits de « maternage », c'est-à-dire ceux que l'état de dépendance des pensionnaires rend nécessaire pour les aider à accomplir des actes essentiels de l'existence tels que s'habiller et se laver. Ces derniers frais seraient financés comme les dépenses de soins. En second lieu, le seuil de ressources en-deçà duquel aucun débiteur d'aliments ne peut être mis en cause pourrait être fixé par la loi et s'imposerait alors automatiquement. L'effet conjugué des mesures récentes et des projets qui sont rappelés ci-dessus devrait garantir, en toute hypothèse, la compatibilité des sommes demandées aux débiteurs d'aliments et de leurs ressources.

Divorce (pensions alimentaires).

23921. — 15 décembre 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les moyens de recouvrement des pensions alimentaires dont le paiement est imposé par jugement restent très souvent inefficaces, et cela malgré les dispositions législatives prises assez récemment à ce sujet. Or, si l'Etat n'a pas à se substituer à la responsabilité du parent débiteur, il ne peut pas pourtant rester indifférent aux besoins de l'enfant. C'est pourquoi la création d'un service chargé spécialement du recouvrement des pensions alimentaires semble devoir s'imposer. Ce service devrait être investi d'un pouvoir de contrainte auquel le créancier pourrait faire appel dès l'échec du recouvrement par les voies normales. En vue de permettre une continuité dans les revenus de la famille monoparentale, le service devrait pouvoir assurer, dès le premier échec du paiement de la pension, un versement égal au montant de l'allocation d'orphelin. La gestion du service de recouvrement pourrait être financée par

une majoration de 10 p. 100 du montant des pensions alimentaires supérieur à celui de l'allocation d'orphelin ; le paiement de majorations de retard ; des fonds d'Etat prélevés sur le budget de l'aide sociale. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître son opinion sur cette création d'un service spécial de recouvrement des pensions alimentaires dont la nécessité apparaît pour protéger les droits des enfants, trop souvent mis en échec par le non-respect, volontaire ou non, de l'assistance qui leur est reconnue. Le Gouvernement ayant déjà chargé les caisses d'allocations familiales de faire des avances sur pensions alimentaires ou de se substituer au parent défaillant par l'attribution de l'allocation d'orphelin, il peut sembler opportun de donner à ce même organisme les moyens de poursuivre les débiteurs défaillants, en lui confiant ce service de recouvrement. Il souhaite que cette éventualité soit étudiée en liaison avec M. le ministre de la justice.

Réponse. — Le Gouvernement est particulièrement conscient des nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les parents créanciers de pensions alimentaires. Ainsi, la garde des sceaux et le ministre délégué à la condition féminine ont conjointement mis en place un groupe de travail afin de tirer les enseignements des différentes études faites sur le recouvrement des pensions alimentaires et de proposer des mesures propres à apporter des solutions à ce problème.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (budget).

23941. — 15 décembre 1979. — **M. Augustin Chauvet** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les récentes dispositions en matière de limitation des dépenses hospitalières faisant l'objet de la circulaire interministérielle n° 947 du 29 mars 1979 imposent aux établissements hospitaliers l'obligation de ne pas présenter de budget supplémentaire en 1979, ou tout au moins de le limiter à des virements de crédits même dans le cas où des recettes supplémentaires, provenant d'une augmentation d'activité des services, permettraient de gager des dépenses nouvelles et de sauvegarder ainsi l'équilibre comptable du budget de l'hôpital. Il lui apparaît que cette mesure générale d'interdiction présente de sérieux inconvénients dans la mesure où il n'est pas possible de maîtriser la demande de soins, lorsqu'il s'agit d'un hôpital neuf qui bouleverse les habitudes de fréquentation de la population. Il désirerait connaître les motifs qui ont conduit le Gouvernement à modifier par voie de circulaire et en cours d'exercice les dispositions à caractère réglementaire du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958, prévoyant le vote du budget supplémentaire par l'assemblée délibérante, le non-respect de la hiérarchie des actes administratifs constituant une atteinte au principe de légalité qui est le fondement de notre droit administratif et de l'action administrative. Il demande : quel sera à la clôture de l'exercice 1979, le sort réservé aux recettes supplémentaires que l'hôpital aura pu encaisser, même contre son gré, et si elles ne devraient pas servir finalement à équilibrer le budget, lorsque des dépenses supplémentaires auront dû malgré tout être engagées pour couvrir l'augmentation d'activité imposée par l'obligation d'accueil et la mission de service public ; si le principe de l'équilibre budgétaire par confrontation des dépenses et recettes de l'exercice continuera à être admis ou si on doit s'attendre également à une remise en cause de l'annualité budgétaire sous la forme d'une imputation comptable des dépenses supplémentaires de 1979 à un exercice ultérieur.

Réponse. — Les dispositions de la circulaire n° 947 du 29 mars 1979 relative au contrôle de l'exécution des budgets et de l'activité des établissements publics d'hospitalisation, de soins et de cure résultent de l'impérieuse nécessité de mieux maîtriser les dépenses hospitalières, tout en maintenant la qualité du service rendu auquel les Français sont légitimement attachés. Il convient, en effet, de souligner que, si les dépenses d'hospitalisation publique ont augmenté de près de 20 p. 100 au cours de l'année 1978, les recettes de l'assurance maladie n'ont progressé dans le même temps que de 11 p. 100. C'est dans cet esprit qu'il a été demandé aux responsables hospitaliers de limiter leurs dépenses aux crédits inscrits dans le budget primitif pour 1979. Toutefois, il a été tenu compte des situations exceptionnelles qu'ont pu connaître certains hôpitaux du fait d'une modification importante de leurs structures, notamment dans le cas de l'ouverture d'un établissement neuf. Ainsi l'inscription de crédits supplémentaires a-t-elle pu être autorisée chaque fois que les nécessités de la situation l'exigeaient pour garantir la continuité du service public et la qualité des soins délivrés aux malades. Il convient par ailleurs de rappeler que les instructions qui ont été données aux préfets s'inscrivent dans le cadre de leurs pouvoirs de tutelle à l'égard des établissements hospitaliers. Les préfets sont, en effet, autorisés, en vertu de l'article 22 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière, « à supprimer les prévisions de dépenses qui paraîtraient abusives ». A ce égard des recettes supérieures aux prévisions ne sauraient entraîner du seul fait de

leur existence des dépenses supplémentaires si celles-ci ne sont pas indispensables au fonctionnement du service public hospitalier; les recettes qui ne trouveraient pas leur emploi dans des dépenses nouvelles contribuent à la formation d'un excédent qui peut être employé selon les termes du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 à la constitution du fonds de roulement pour un tiers et pour le reste à une réduction des prix de journée de l'année suivante.

Communes (maires et adjoints).

24097. — 19 décembre 1979. — M. Philippe Madrelle demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale, à propos du cas d'un cadre hospitalier occupant les fonctions de maire d'une commune, de bien vouloir lui indiquer: 1° de combien d'heures d'absence rémunérées peut bénéficier ce cadre hospitalier (chef de bureau) pour faire face à ses obligations de maire d'une commune de plus de 2 000 habitants; 2° dans le cas où il ne bénéficierait pas d'heures rémunérées si les heures d'absence à consacrer à la gestion de la commune sont décomptées de son salaire.

Réponse. — Il est précisé qu'un agent hospitalier maire d'une commune de plus de 2 000 habitants bénéficie des autorisations d'absence prévues par l'article L. 851 A-1° du code de la santé publique en faveur des agents occupant des fonctions publiques électives pour la durée totale des sessions des assemblées dont ils font partie. Il peut, par ailleurs, bénéficier d'autorisations d'absence en dehors de ces sessions dans la limite d'une journée ou deux demi-journées par mois conformément aux termes de la circulaire F. P. n° 905 du 3 octobre 1967 dont les dispositions sont applicables aux agents des établissements hospitaliers publics.

Professions et activités paramédicales (formation professionnelle et promotion sociale).

24390. — 29 décembre 1979. — M. Gilbert Barbier attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la rémunération prévue pour les travailleurs paramédicaux des secteurs public et privé désirant suivre une école de formation dans leur branche. Il lui expose qu'une circulaire émanant de son ministère, n° 71 P.S. 4, du 31 juillet 1979, parue au *Bulletin officiel* 5P 4455-17157, relative à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, supprime, dès cette année, sa possibilité d'attribution à tous les candidats venant du secteur public et déjà admis dans une école, qui ont, comme cela se passait les années précédentes, fait une demande de mise en disponibilité. La circulaire stipule que, pour les agents du secteur public, les démissionnaires seuls pourront prétendre à une rémunération; introduisant ainsi une discrimination entre les salariés des secteurs public et privé. Dans un contexte socio-économique difficile, cette mesure porte une atteinte évidente à la promotion et à la formation professionnelle. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir réexaminer la situation des personnels du secteur public concernés en prenant tout particulièrement en considération les situations sociales engendrées par la suppression de cette rémunération, ainsi que de lui apporter des précisions sur les motivations de cette mesure, si elle devait être maintenue.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que la loi n° 78-754 du 17 juillet 1978, modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle (publiée au *Journal officiel* du 18 juillet 1978) comportait, en son article 3, une modification de l'article 920-1-1 du code du travail qui excluait du bénéfice de la rémunération les catégories visées au titre VII du code du travail, à savoir les agents de l'Etat et des collectivités locales. C'est en application de cette disposition législative que fut préparée la circulaire n° 71 P.S. 4 du 31 juillet 1979 dont il est fait état. Devant la situation ainsi créée, la direction générale de l'administration et de la formation publique s'est engagée à mettre à l'étude des textes visant à faciliter la formation du personnel mentionné ci-dessus. (Cf. réponse à la question écrite n° 19025 du 29 juin 1979, *Journal officiel*, débats de l'Assemblée nationale, du 15 septembre 1979.) Dans l'attente de ces textes, le secrétariat d'Etat chargé de la formation professionnelle a diffusé une circulaire en date du 6 décembre 1979 rétablissant « à titre tout à fait exceptionnel » la possibilité de prise en charge des agents en cause. Mais il doit être signalé que les limites impératives des quotas de rémunération alloués à chaque département ne permettront pas de donner satisfaction à toutes les demandes.

Professions et activités paramédicales (sages-femmes).

24852. — 21 janvier 1980. — M. Adrien Zeller demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de bien vouloir lui préciser si la profession de sage-femme restera, dans notre pays, une profession réservée exclusivement aux femmes ou s'il est dans son intention de proposer une modification de la loi du 24 avril 1944.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que dans l'avenir la profession de sage-femme ne sera plus réservée aux personnes du sexe féminin. En effet, dans le cadre des directives européennes notifiées le 23 janvier 1980 et dans les délais impartis, la législation et la réglementation internes concernant, d'une part, la formation sage-femme, d'autre part, les conditions d'exercice de la profession seront modifiées; c'est à cette occasion que sera prise la mesure permettant l'accès des hommes à la profession de sage-femme.

TRANSPORTS

Voies navigables (liaisons).

12707. — 24 février 1979. — M. Antoine Rufenacht demande à M. le ministre des transports si la liaison fluviale Seine-Nord et Seine-Est reste une priorité de la politique des transports du Gouvernement. De fait, la déclaration de M. le ministre des transports devant le comité consultatif de l'office national de la navigation, en décembre dernier, est de nature à semer le doute dans les esprits puisque la liaison Rhin-Rhône est dite devoir mobiliser « l'essentiel des ressources qui pourront être consacrées pendant les prochaines années à une politique de grands travaux en matière de voies navigables » (*Revue de la navigation fluviale et européenne*, janvier 1979, p. 15). Il lui demande donc de bien vouloir réaffirmer la volonté du Gouvernement de mener à bien, dans un proche avenir, ces deux liaisons vitales pour l'économie nationale.

Réponse. — Trois grands projets intéressent actuellement les voies navigables: Seine-Est, Seine-Nord et Rhin-Rhône. Le coût du projet Seine-Nord est évalué globalement à 4 milliards de francs si le gabarit maximal est retenu. Le projet Seine-Est est, quant à lui, évalué, dans sa totalité, à plus de 6 milliards de francs et l'aménagement de la liaison Saône-Rhin au grand gabarit est estimé à 6,5 milliards de francs. Les possibilités budgétaires, dans une conjoncture générale difficile, imposent des choix en matière d'aménagement de voies navigables. Le Parlement, en adoptant le projet de loi déposé par le Gouvernement, confiant à la Compagnie nationale du Rhône la maîtrise d'ouvrage de la liaison Saône-Rhin, a confirmé la priorité donnée à cette liaison dans le cadre du programme d'action prioritaire n° 6 du VII^e Plan. Il n'est cependant pas question de sacrifier l'ensemble des voies navigables à un projet considéré comme prioritaire. Un plan de travail sur cinq ans correspondant à la politique française en matière de voies navigables sera d'ailleurs présenté au cours de l'année. Le projet Saône-Rhin est tout à fait spécifique mais d'autres voies d'eau méritent d'être améliorées et entretenues et l'essentiel des budgets des transports pour 1980 et les années qui suivront leur sera consacré.

Environnement et cadre de vie (ministère: personnel).

22201. — 9 novembre 1979. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la dégradation des conditions de travail des officiers de port. Alors que la charge de travail des officiers de port s'est considérablement accrue du fait des sujétions propres à la profession, de l'augmentation du trafic maritime et du rôle d'information auprès des plaisanciers, le recrutement de personnels nouveaux semble bloqué. Au dernier concours de recrutement organisé en mai 1979, seulement 13 sous-lieutenants ont été admis pour 53 postes à pourvoir et 7 lieutenants pour 12 postes. Cette situation est d'autant plus inquiétante que 30 officiers (10 p. 100 des effectifs) âgés de plus de soixante ans sont susceptibles de faire valoir leurs droits à la retraite. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour améliorer les conditions de travail des officiers de port et assurer un recrutement à la hauteur des besoins.

Environnement et cadre de vie (ministère: personnel).

23230. — 1^{er} décembre 1979. — M. Jean-Yves Le Drian attire l'attention de M. le ministre des transports sur la crise de recrutement qui affecte aujourd'hui la profession des officiers de port. Cette profession, en raison des mauvaises conditions de rémunération en début de carrière, connaît, en effet, des difficultés sérieuses

de recrutement : au dernier concours, en mai 1979, il n'y a eu que treize sous-lieutenants admis sur cinquante-trois postes à pourvoir et sept lieutenants pour douze postes. Or cette insuffisance risque de se faire sentir à très court terme. En effet, au vieillissement des cadres actuellement en poste, s'ajoutent aujourd'hui les besoins nouveaux en effectifs provoqués par l'extension du trafic des ports et des attributions des officiers de port dans le domaine de la lutte antipollution. Les catastrophes maritimes récentes, notamment celle de Bantry Bay, ont montré l'importance du contrôle de la sécurité des installations portuaires et des navires qu'elles reçoivent, condition de la protection non seulement des marins et travailleurs portuaires, mais aussi des populations : c'est précisément la tâche, souvent méconnue, des officiers de port. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à l'insuffisance des effectifs des officiers de port et notamment pour améliorer les conditions de rémunération en début de carrière des sous-lieutenants.

Environnement et cadre de vie (ministère : personnel).

23333. — 5 décembre 1979. — **M. André Duroméa** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation des officiers de port et sur les conséquences qui en résultent. Alors que les officiers de port jouent un rôle primordial pour la sécurité des ports, les conditions de recrutement insuffisantes dissuadent des personnes compétentes de se présenter au concours. Ainsi, en mai 1979, il n'y a eu que treize sous-lieutenants pour cinquante-trois postes à pourvoir et sept lieutenants pour douze postes. De ce fait, le personnel recruté par concours ne suffit même pas à remplacer les départs en retraite. Cette crise de recrutement se traduit par des risques certains pour la sécurité et la bonne exploitation des ports. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour classer tous les officiers de port en catégorie A des fonctionnaires en raison des responsabilités importantes qu'ils exercent ; 2° pour leur assurer des rémunérations convenables ; 3° pour fournir les effectifs nécessaires au maintien de la sécurité dans les ports.

Environnement et cadre de vie (ministère : personnel : Seine-Maritime).

23657. — 11 décembre 1979. — **M. Irénée Bourgois** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les difficultés de recrutement des officiers de port en fonction dans les ports non autonomes de Seine-Maritime. En effet, ces officiers de moins en moins nombreux connaissent une situation matérielle insuffisante en rapport avec leurs responsabilités. Ils rencontrent des difficultés pour assurer la sécurité des personnes et des biens dans leur fonction. De plus, les officiers de port partant à la retraite ne sont plus remplacés. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : pour encourager les candidatures d'officiers de port dans les ports non autonomes ; pour remplacer les officiers partant à la retraite ; pour créer des postes de sous-lieutenant de port adjoint à l'officier dans tous les ports où l'officier est seul en poste.

Réponse. — La situation des officiers de port et officiers de port adjoints fait l'objet d'un examen par un groupe de travail mixte associant les représentants des personnels aux membres des administrations concernées (ministère des transports et ministère de l'environnement et du cadre de vie), en vue d'explorer les voies et moyens propres à améliorer les conditions d'activité de cette catégorie dont le niveau actuel paraît de nature à poser le problème d'un nombre suffisant de candidatures. Par ailleurs, au début de l'année 1979, les travaux du groupe de travail ont permis de dégager certaines orientations dans le domaine indemnitaire. Les démarches entreprises de concert par le ministère de l'environnement et du cadre de vie et le ministère des transports, lors de l'élaboration du projet de loi de finances pour 1980, ont permis dans un premier temps d'abonder les dotations réservées au paiement des primes et indemnités dont peuvent bénéficier les officiers de port et officiers de port adjoints. Dès 1980, ces personnels bénéficieront donc d'une amélioration de leur situation indemnitaire, laquelle fera à nouveau l'objet d'un examen lors de la préparation du prochain budget. A partir des concours du groupe de travail, la concertation interministérielle sera développée en 1980 en vue de chercher à améliorer les conditions de travail des officiers de ports et officiers de port adjoints et d'assurer en conséquence un recrutement qui réponde aux nécessités de service.

S. N. C. F. (matériel roulant).

22277. — 10 novembre 1979. — **M. Michel Noll** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le fait que, dans les trains de la S. N. C. F. de grandes lignes, aucune trousse de secours ne semble exister permettant à un médecin se trouvant dans le train

de pratiquer les premiers soins à une personne en difficulté. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas utile que dans les trains de grandes lignes il soit remédié à cette lacune, ces trains transportant plus de 1 000 personnes dans la plupart des cas.

Réponse. — Tout agent du service des trains est muni à titre personnel d'un nécessaire de secours contenant de l'aspirine, du collyre anesthésiant, de l'élixir parégorique, de la mercurecéline, des bandes, pansements, ciseaux, seringues... Ce nécessaire peut être soit utilisé par l'agent du service des trains lui-même, soit mis à disposition d'un docteur ou d'un infirmier se trouvant dans le train. Les mesures à prendre en cas d'accidents de personnes sont définies par une instruction intérieure à la S. N. C. F. datée du 1^{er} octobre 1979, qui précise notamment la conduite à tenir en cas de décès, blessures, maladies survenues en cours de route : appel à un médecin ou à toute personne possédant des notions médicales ; utilisation de la trousse de secours, arrêt du train à la gare la plus proche.

Tourisme et loisirs (aviation de tourisme).

22567. — 18 novembre 1979. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les conséquences du projet de loi de finances concernant la diminution des crédits accordés aux achats de matériel aéronautique. Il note qu'au chapitre « achats de matériel aéronautique » une diminution de 2 000 000 de francs est inscrite. Le crédit de prime d'achat conditionne le développement des clubs amateurs. Il propose qu'une dotation au moins équivalente à celle de 1979 soit accordée à ce crédit. Il lui demande quelles mesures il compte proposer au Parlement à cet effet.

Réponse. — La diminution de 2 000 000 de francs dans le budget 1980 des crédits destinés aux primes d'achat a eu pour origine une observation de la Cour des comptes sur le principe et le fonctionnement du système des « primes d'achat » d'avions, de planeurs et d'équipement. La cour relevait en particulier que la formule actuelle ne répondait plus tout à fait aux buts initiaux, à savoir l'acquisition de matériels destinés à l'instruction aéronautique des jeunes, que ces appareils effectuaient dans ce but un nombre insuffisant d'heures de vol et enfin que, de ce fait, l'efficacité de l'aide de l'Etat en la matière diminuait d'année en année. De même, la cour appelait l'attention sur le second aspect de l'objectif initial de ces subventions, à savoir l'aide indirecte apportée par ce biais aux constructeurs français d'avions légers et de planeurs. Une réflexion approfondie sur ces observations a conduit à en admettre le bien-fondé. En particulier, les statistiques ont montré que l'utilisation annuelle des avions dans les associations aéronautiques a progressé jusqu'en 1973 mais est, depuis, stagnante (de l'ordre de 236 heures/avion-an). Ceci signifie que les associations ont acquis, en particulier avec l'aide des « primes d'achat », un matériel d'instruction et des équipements suffisants pour satisfaire les besoins actuels de formation aéronautique des jeunes et que l'utilisation plus rationnelle des matériels d'instruction qu'elles possèdent pouvait, dans l'immédiat, leur permettre de répondre à une augmentation éventuelle de leur clientèle. De surcroît, il est apparu que le décret de 1980 qui a étendu l'aide de l'Etat à l'acquisition d'appareils fabriqués dans les pays de la Communauté économique européenne aboutit à subventionner indirectement des constructeurs étrangers sur le budget français. Cette situation risque de s'étendre lors de la mise en application des accords Gatt. C'est pourquoi, dans l'attente d'une réforme indispensable du principe même de cette forme d'aide, il a semblé possible de réduire le montant des crédits affectés à l'acquisition par les associations aéronautiques de matériels d'instruction sans porter un préjudice à leur développement.

Transports urbains (financement).

22711. — 21 novembre 1979. — **M. René Gallard** expose à **M. le ministre des transports** qu'au cours de journées de travail organisées les 6 et 7 novembre à La Roche-sur-Yon par le Cetur, la quasi-totalité des élus représentant les quatorze villes invitées à réfléchir sur les problèmes posés par l'organisation et la gestion des transports collectifs dans les villes moyennes ont émis le vœu que des moyens financiers nouveaux et adaptés soient apportés aux municipalités de ces villes pour leur permettre de faire face à la mise en œuvre de transports collectifs de qualité qu'ils considèrent comme l'une de leurs responsabilités majeures. Ils ont en effet considéré que : la participation financière des usagers ne saurait être augmentée de façon inconsidérée, si l'on désire conserver une certaine incitation à l'utilisation des transports collectifs, particulièrement souhaitable dans le contexte énergétique actuel ; les contributions des

collectivités locales atteignent aujourd'hui un niveau qu'il paraît difficile d'élever compte tenu de la structure actuelle de la fiscalité locale. Le ministre ayant indiqué à de nombreuses reprises que le Gouvernement n'entendait pas abaisser le seuil à partir duquel les collectivités locales peuvent instituer le versement transport, il lui demande si d'autres types de ressources ne pourraient pas être envisagées pour répondre aux besoins des villes moyennes. Ainsi, à l'image de ce qui se passe depuis fort longtemps en Allemagne fédérale, par exemple, ne serait-il pas opportun que le Gouvernement accorde x (valeur à déterminer) centimes par litre d'essence vendu sur leur territoire aux collectivités locales qui possèdent un réseau de transports collectifs ou qui souhaitent en mettre un en place, étant entendu que cette recette ne pourrait être utilisée que pour le financement des transports collectifs (investissements et fonctionnement). En conséquence, il lui demande quel écho il entend donner à ce vœu qui, au-delà des quatorze villes ayant participé aux journées de La Roche-sur-Yon, concerne l'ensemble des agglomérations de moins de 100 000 habitants.

Réponse. — Le fait que les problèmes de transports soient considérés dans de nombreuses villes moyennes comme une responsabilité locale majeure constitue une condition essentielle pour le développement de ce secteur. L'Etat peut aider sur le plan financier les efforts de développement comme il le fait déjà pour certaines agglomérations dans le cadre d'un programme d'action prioritaire. L'institution d'une surtaxe complémentaire sur les carburants viendrait accroître encore les augmentations déjà très élevées résultant de la répercussion de l'évolution du prix du pétrole. Cette mesure qui viendrait au surplus compliquer encore la fiscalité n'apparaît donc pas opportune.

Tourisme et loisirs (aviation de tourisme).

22749. — 22 novembre 1979. — **M. Gérard Chasseguet** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les graves difficultés auxquelles ont à faire face les associations au sein desquelles se pratiquent les diverses formes de l'aviation légère. Ces difficultés ont été inventoriées et analysées dans une étude diffusée en 1976 et que le secrétariat général à l'aviation civile n'ignore donc pas. Parmi les constatations faites dans cette étude, figure notamment l'insuffisance des aides de l'Etat, par rapport à l'évolution des coûts. C'est ainsi que les primes d'achat, qui constituent indirectement et pour l'essentiel une aide aux constructeurs français de planeurs et d'avions légers dont la situation économique est en péril, n'ont bénéficié d'aucune revalorisation depuis 1964 et ne représentent plus qu'une maigre ristourne sur ce que l'Etat récupère sur les investissements en matériels et sur les frais d'entretien. D'autre part, les bourses réservées aux jeunes s'apparentent à une aumône et ne peuvent donc pratiquer les sports aériens que ceux disposant de possibilités financières. Il lui demande, en conséquence, que des mesures interviennent permettant la survie de l'aviation légère et sportive qui est confrontée à des problèmes de plus en plus aigus, et donnant aux associations concernées un soutien accru, indispensable à la poursuite de leur action.

Réponse. — La diminution de deux millions de francs des crédits destinés aux primes d'achat dans le budget de 1980 a eu pour origine une observation de la Cour des comptes sur le principe et le fonctionnement du système des « primes d'achat » d'avions, de planeurs et d'équipement. La Cour relevait en particulier que la formule actuelle ne répondait plus tout à fait aux buts initiaux, à savoir l'acquisition de matériels destinés à l'instruction aéronautique des jeunes, que ces appareils effectuaient dans ce but un nombre insuffisant d'heures de vol et enfin que, de ce fait, l'efficacité de l'aide de l'Etat en la matière diminuait d'année en année. De même, la Cour appelait l'attention sur le second aspect de l'objectif initial de ces subventions, à savoir l'aide indirecte apportée par ce biais aux constructeurs français d'avions légers et de planeurs. Une réflexion approfondie sur ces observations a conduit à en admettre le bien-fondé. En particulier, les statistiques ont montré que l'utilisation annuelle des avions dans les associations aéronautiques a progressé jusqu'en 1973 mais est, depuis, stagnante (de l'ordre de 236 heures/avions-an). Cela signifie que les associations ont acquis, en particulier avec l'aide des « primes d'achat », un matériel d'instruction et des équipements suffisants pour satisfaire les besoins actuels de formation aéronautique des jeunes et que l'utilisation plus rationnelle des matériels d'instruction qu'elles possèdent pouvait, dans l'immédiat, leur permettre de répondre à une augmentation éventuelle de leur clientèle. De surcroît, il est apparu que le décret de 1968 qui a étendu l'aide de l'Etat à l'acquisition d'appareils fabriqués dans les pays de la Communauté économique européenne aboutit à subventionner indirectement des constructeurs étrangers sur le budget français. Cette situation risque de s'étendre lors de la mise en application des accords G. A. T. T. C'est pourquoi,

dans l'attente d'une réforme indispensable du principe même de cette forme d'aide, il a semblé possible de réduire le montant des crédits affectés à l'acquisition par les associations aéronautiques de matériels d'instruction sans porter un préjudice à leur développement. Néanmoins même diminuées, les aides apportées à notre aviation légère restent importantes si on les compare à celles lorsqu'elles existent, dispensées dans les autres pays.

Permis de conduire (examens).

22961. — 28 novembre 1979. — **M. Charles Miossec** rappelle à **M. le ministre des transports** sa réponse du 18 octobre 1978 à une question concernant les craintes exprimées par les moniteurs d'auto-écoles et les utilisateurs devant la menace de fermeture de certains centres secondaires d'examen du permis de conduire. La création de grands centres très sophistiqués, la mise en œuvre de méthodes pédagogiques et techniques nouvelles, font de nouveau craindre des suppressions de centres non permanents dans un très proche avenir. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour éviter que ne soit arrêtée, selon ses propres paroles, « une décision stupide d'un service dépendant de mon ministère », sous prétexte que « les crédits destinés à financer les frais de déplacement des inspecteurs risqueraient à manquer ».

Réponse. — Le ministre des transports n'envisage pas de modifier sa position en ce qui concerne le maintien de l'ensemble des centres d'examen du permis de conduire. Même si les crédits destinés à financer les frais de déplacement des inspecteurs du service national des examens du permis de conduire (S. N. E. P. C.), n'ont pas, dans le contexte budgétaire présent, été revalorisés dans la même proportion que la hausse prévisible des prix, la somme inscrite au budget de ce service pour 1980 (3,75 millions de francs contre 3,5 millions de francs en 1979), permettra d'assurer la desserte de l'ensemble des localités où se déroulent actuellement les épreuves. Par ailleurs, s'il est exact que l'on assiste depuis plusieurs années à l'introduction de méthodes pédagogiques et techniques nouvelles dans l'enseignement de la conduite, cette évolution, qui s'est développée à l'initiative de la profession, n'aura aucune incidence sur le maintien des centres d'examen du permis de conduire.

Permis de conduire (auto-écoles).

22975. — 28 novembre 1979. — **M. René Gaillard** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur l'inquiétude des responsables d'auto-écoles devant la convergence de faits qui pourraient porter préjudice, à terme, à la poursuite de leur activité. En premier lieu, l'on assiste au développement à grand renfort de publicité de centres d'enseignement qui auraient bénéficié, selon certaines informations, de modalités privilégiées pour l'attribution des places d'examen et de dérogations de tarifs. En second lieu, le volume des crédits prévus pour les frais de déplacement des personnels des centres d'examen du permis de conduire tels qu'ils apparaissent au budget du S. N. E. P. C. (compte 641) diminuera l'année prochaine, puisqu'il passera de 3,5 millions de francs à 3,75 millions de francs, c'est-à-dire une hausse de 7,1 p. 100 inférieure à la hausse prévisible des prix. Cette restriction financière, entraînant une limitation des déplacements des inspecteurs, contraindra les candidats à se rendre au chef-lieu du département pour passer les épreuves du permis et risque ainsi de porter un coup décisif aux auto-écoles périphériques. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder l'activité des auto-écoles, et pour assurer une large concertation préalable à tout éventuel projet de modification du mode d'enseignement actuel.

Réponse. — La politique du ministère des transports en matière d'enseignement de la conduite ne vise nullement à favoriser certains établissements d'enseignement de la conduite au détriment des autres. En ce qui concerne l'attribution des places d'examen, la règle suivie par le service national des examens du permis de conduire (S. N. E. P. C.), est l'égalité de traitement : ce service s'efforce en effet d'assurer un fonctionnement équitable du système, que les formateurs se réclament de l'enseignement par stages ou de formules plus traditionnelles. Quant aux tarifs, les centres d'enseignement qui pratiquent la formation par stages n'ont pas bénéficié de dérogations. Ces établissements doivent, lorsque le stage proposé comporte des prestations non répertoriées par la convention départementale (des leçons de conduite sur piste, par exemple), procéder à un dépôt de barème auprès de la direction départementale de la concurrence et de la consommation, seule compétente pour l'apprécier. Mais, dans le cas contraire, lorsque le stage ne comporte qu'une concentration dans le temps des presta-

tions déjà répertoriées, ces établissements sont soumis comme les autres à l'application de la convention départementale des prix. Par ailleurs, la somme inscrite au budget du S.N.E.P.C. pour 1980 (3,75 millions de francs contre 3,5 millions de francs en 1979) permettra d'assurer la desserte de l'ensemble des localités où se déroulent actuellement les épreuves. Des économies seront en effet recherchées dans une affectation plus rationnelle des examinateurs. Enfin, il convient de préciser que le ministre des transports n'entend absolument pas imposer un quelconque projet de modification du mode d'enseignement en vigueur. Dans ce domaine, les pouvoirs publics n'interviennent que pour maintenir une libre concurrence entre les différents types d'établissements et pour informer le public. Cette politique est mise en œuvre dans un souci constant de concertation avec la profession.

S. N. C. F. (transports de matières dangereuses).

23008. — 29 novembre 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la catastrophe survenue dans la province de l'Ontario, le 11 novembre 1979, après l'accident survenu à un train canadien transportant des produits toxiques, chlore et propane notamment. Il lui demande quelles conclusions il tire pour la politique de l'environnement et la protection du cadre de vie de cette catastrophe canadienne, à moins qu'il n'ait la conviction, par les informations venues à sa connaissance, que pareille catastrophe ne pourrait avoir lieu en France de par les précautions que prendrait la S.N.C.F.

S. N. C. F. (transports de matières dangereuses).

23010. — 29 novembre 1979. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le déraillement survenu le 10 novembre 1979 à un train canadien transportant du propane et du chlore. Il lui demande : 1° s'il a eu connaissance : a) des causes et circonstances de cet accident près de Toronto ; b) des moyens mis en œuvre pour prévenir et combattre les dangers encourus par la population habitant près du lieu de la catastrophe ; 2° les enseignements qu'il tire de cet accident dans l'Ontario quant au transport des produits dangereux et toxiques par la Société nationale des chemins de fer français, notamment en ce qui concerne la vitesse et la composition des trains, les trajets et les horaires de transport ferroviaire de ces produits.

Réponse. — Les causes et circonstances de l'accident survenu au train canadien transportant du propane et du chlore ne sont pas connues avec précision, mais on doit rappeler que les conditions d'exploitation des réseaux ferroviaires canadiens et français sont très différentes : la charge par essieu dépasserait couramment 30 tonnes au Canada, ce qui favorise la détérioration de la voie ferrée, alors qu'elle n'excède pas 20 tonnes en France ; les conditions de révision du matériel ferroviaire, en Amérique du Nord, diffèrent des méthodes utilisées en Europe où sont prévues des modalités et périodicités précises d'entretien, alors qu'aux Etats-Unis, par exemple, les interventions sur les infrastructures des wagons sont en principe effectuées à titre curatif et non préventif ; il n'existe pas en France de trains de marchandises aussi longs que le train accidenté au Canada, qui comportait 103 wagons. En effet, la composition maximale des convois réalisés par la S.N.C.F. ne peut excéder 65 unités véhicules et, en pratique, lorsqu'il s'agit de citernes modernes à bogies, les charges admissibles, en fonction du profil des lignes et des possibilités des engins de traction, limitent cette composition à 20 ou 25 wagons. Le règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses prescrit d'ailleurs que tout wagon transportant des substances explosives, des munitions ou des artifices doit être séparé de ceux chargés de matières dangereuses inflammables et interdit de classer en queue des trains les wagons contenant certains explosifs, munitions ou peroxydes organiques. Enfin, il faut noter que l'acheminement de ces wagons est suivi de gare en gare et que, dans le cas où un accident se produirait, un système d'alerte a été mis au point en liaison avec la direction de la sécurité civile du ministère de l'Intérieur. La série de dispositions à prendre figure dans une annexe au plan Orsec dite « Orsectox » (toxicité) valable aussi bien pour un accident qui se produirait au cours du transport que pendant la période du dépôt de la marchandise.

Société nationale des chemins de fer français (lignes).

23058. — 29 novembre 1979. — M. Irénée Bourgois attire l'attention de M. le ministre des transports sur la vive inquiétude des élus et des populations de la région Le Tréport-Eu (Seine-Maritime) et

des cantons limitrophes de la Somme, face aux dangers considérables qu'entraîneraient les réformes de structures de la S.N.C.F. sur la ligne Le Tréport—Abbeville. En effet, selon des informations tout à fait sérieuses et de plus en plus précises, le service d'été de mal 1980 ne comporterait plus sur cette ligne qu'un train (le 7506), au départ du Tréport le matin, et qu'un train (le 7543) au départ d'Abbeville le soir, le reste du trafic étant transféré sur réseau routier et, de surcroît, sur un réseau routier qui ne dessert pas les centres et les lieux d'activité. Soulignant les conséquences désastreuses auxquelles ces réformes conduiraient tant sur le plan humain que sur le plan touristique et balnéaire, les élus et les populations concernés protestent contre un tel projet qui est inévitablement porteur d'asphyxie économique et sociale dans une région déjà durement touchée par la crise. Ils révèlent qu'au moment où s'aggrave le chômage, le déclin et l'abandon de la ligne Le Tréport—Abbeville, à laquelle les entreprises se sont raccordées sous l'impulsion de la S.N.C.F. elle-même, sont des choix intolérables. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher l'abandon de cette ligne et quels moyens la S.N.C.F. envisage de mettre en œuvre pour en assurer le développement.

Société nationale des chemins de fer français (lignes).

23659. — 11 décembre 1979. — M. Michel Couillet attire l'attention de M. le ministre des transports sur une éventuelle suppression du service voyageurs qui serait prévue en mai 1980 entre Le Tréport et Abbeville. Il ne circulerait, paraît-il, que le train 7506 partant du Tréport le matin, avec un seul retour, le train 7543 partant d'Abbeville le soir. Si telles étaient les décisions à venir, une telle mesure porterait un grave préjudice à la vie économique de toute une région, celle du Vimeu. En effet, nombreux sont les ouvriers, les étudiants à emprunter cette ligne pour leur travail ou leurs études. Nombreux aussi sont ceux qui doivent se rendre à Abbeville au centre hospitalier afin de visiter des malades de leur famille ou autres, et, enfin, la suppression de ce service porterait un grave préjudice aux stations balnéaires de Mers-les-Bains, Ault et Le Tréport, transférer à la route ce service de voyageurs ne pourra régler la situation. C'est la raison pour laquelle il lui demande les véritables intentions de son ministère à ce sujet et quel projet il entend réserver à cette portion de ligne.

Réponse. — Compte tenu des dispositions du contrat d'entreprise conclu entre l'Etat et la S.N.C.F., il appartient désormais à la société nationale, responsable de l'exploitation, de prendre toutes mesures destinées à assurer une meilleure adaptation de ses services aux besoins ou à en réduire les coûts de fonctionnement. C'est dans ce cadre que la société nationale envisage une restructuration de la desserte ferroviaire de la ligne Abbeville—Le Tréport rendue nécessaire par la baisse sensible de trafic enregistrée sur cette ligne en 1978. Cette année, le nombre de voyageurs-kilomètres n'a été que de 3 460 000, ce qui équivaut à une occupation moyenne de 26 voyageurs par train. De ce fait, les recettes obtenues n'ont pu compenser les dépenses occasionnées par l'exploitation de la ligne. Dans le souci d'adapter son offre au trafic réel, la S.N.C.F. prévoit le transfert sur route, en juin 1980, des services ferroviaires à faible taux de fréquentation sur cette ligne. En revanche, les trains bien utilisés seront maintenus en circulation. Deux services quotidiens supplémentaires, routiers et semi-directs, seront créés dans chaque sens de la relation. Ils donneront la correspondance, à Abbeville, avec des trains en provenance ou à destination de Paris. Deux services ferroviaires seront améliorés, l'un grâce à une prolongation du parcours du train d'Abbeville à Amiens, l'autre grâce au report de son origine d'Abbeville à Amiens. Les autocars semi-directs qui circuleront à la place de certains trains ne desserviront pas Quesnoy-le-Montant mais Miannay. Cependant, la possibilité qu'ils puissent également desservir cette première localité pourrait être examinée. Par contre, les cars affectés à des services routiers omnibus traverseront toutes les communes actuellement desservies par les trains, favorisant ainsi les usagers qui n'auront plus à se rendre dans les gares parfois distantes d'environ 1 000 à 1 500 m des communes. Cette réorganisation de la ligne Abbeville—Le Tréport n'est donc en aucun cas destinée à restreindre ou supprimer des services offerts à la clientèle. Elle permettra, bien au contraire, en raison des économies qui seront réalisées, d'apporter des améliorations aux services existants.

Tourisme et loisirs (avation de tourisme).

23410. — 5 décembre 1979. — M. Henri Ferretti attire l'attention de M. le ministre des transports sur le contrôle de la Cour des comptes effectué en 1978 sur les subventions accordées aux aéro-clubs en 1975-1976-1977. Parmi les observations présentées par la Cour, l'une intéressait le principe et le fonctionnement du système

des « primes d'achat » d'avions, de planeurs et d'équipements. La Cour relevait en particulier que la formule actuelle ne répondait plus tout à fait aux buts initiaux, à savoir l'acquisition de matériels destinés à l'instruction aéronautique des jeunes, que ces appareils effectuaient à cet égard un nombre insuffisant d'heures de vol et que, de ce fait, l'efficacité de l'aide de l'Etat diminuait d'année en année. De même, la Cour appelait l'attention sur le second aspect de l'objectif initial de ces subventions, à savoir l'aide indirecte apportée par ce biais aux constructeurs français. Pour le budget 1980, les primes ont été diminuées de 50 p. 100. Or, il est un fait acquis que depuis 1973 les clubs ont vu leurs charges augmenter régulièrement. De plus, il est connu que l'aviation légère française est en difficulté. Qu'est-il prévu pour permettre à ces clubs de continuer leurs actions vis-à-vis des jeunes.

Réponse. — La diminution de deux millions de francs des crédits destinés aux primes d'achat dans le budget de 1980 a eu en effet pour origine une observation de la Cour des comptes sur le principe et le fonctionnement du système des « primes d'achat » d'avions, de planeurs et d'équipement. De même, la Cour appelait l'attention sur le second aspect de l'objectif initial de ces subventions, à savoir l'aide indirecte apportée par ce biais aux constructeurs français d'avions légers et de planeurs. Une réflexion approfondie sur ces observations a conduit à en admettre le bien-fondé. En particulier, les statistiques ont montré que l'utilisation annuelle des avions dans les associations aéronautiques a progressé jusqu'en 1973 mais est, depuis, stagnante (de l'ordre de 236 heures/avion-an). Cela signifie que les associations ont acquis, en particulier avec l'aide des « primes d'achat », un matériel d'instruction et des équipements suffisants pour satisfaire les besoins actuels de formation aéronautique des jeunes et que l'utilisation plus rationnelle des matériels d'instruction qu'elles possèdent pouvait, dans l'immédiat, leur permettre de répondre à une augmentation éventuelle de leur clientèle. De surcroît, il est apparu que le décret de 1968 qui a étendu l'aide de l'Etat à l'acquisition d'appareils fabriqués dans les pays de la Communauté économique européenne aboutit à subventionner indirectement des constructeurs étrangers sur le budget français. C'est pourquoi, dans l'attente d'une réforme indispensable du principe même de cette forme d'aide, il a semblé possible de réduire le montant des crédits affectés à l'acquisition par les associations aéronautiques de matériels d'instruction sans porter un préjudice à leur développement. Pour ce qui concerne les autres aides à l'aviation légère, le ministre des transports note que, même diminuées, ces aides restent importantes si on les compare à celles, lorsqu'elles existent, dispensées dans les autres pays.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

23635. — 8 décembre 1979. — **M. Robert Pujade** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation inégale des titulaires de la carte vermeil et de la carte 30 p. 100 perpétuelle dont bénéficiaient ceux qui ont élevé au moins cinq enfants. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder à ces derniers l'avantage supplémentaire de pouvoir voyager certains jours à 50 p. 100 comme le permet la carte vermeil.

Réponse. — Une distinction doit être faite entre les tarifs sociaux et les tarifs commerciaux pratiqués par la S. N. C. F. Les premiers lui sont imposés par l'Etat et remboursés par les finances publiques, tandis que la Société nationale est seule maîtresse des seconds. Le tarif « carte vermeil 50 » est une tarification commerciale qui donne, moyennant l'achat d'une carte annuelle au prix actuel de 37 francs, la possibilité de voyager en période creuse, c'est-à-dire du lundi 12 heures au vendredi 15 heures et du samedi 12 heures au dimanche 15 heures avec une réduction de 50 p. 100 alors que la réduction de 30 p. 100 consentie à vie aux pères et mères ayant eu au moins cinq enfants est une mesure sociale qui ne comporte aucune restriction d'utilisation. Le budget de l'Etat supporte déjà des charges très lourdes en faveur du transport des familles nombreuses sur les lignes de la S. N. C. F. puisque ces dépenses se sont élevées à 211 millions de francs pour la seule année 1978. Il n'est donc pas possible, dans la conjoncture économique et budgétaire actuelle, d'accroître cette dépense sans contrepartie en majorant le taux de la réduction consentie aux titulaires de la carte 30 p. 100 à vie.

Circulation routière (réglementation).

24072. — 19 décembre 1979. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les règles de circulation appliquées sur les autoroutes. Elles sont en effet imprécises en ce qui concerne notamment : 1° l'autorisation, pour les automobilistes,

quand ils roulent à la vitesse maximale autorisée, de circuler de façon constante sur la file de gauche, 2° l'autorisation de rester en pleins phares, même lorsqu'ils croisent un autre véhicule. Il lui demande quelles sont les dispositions applicables dans ces domaines.

Réponse. — Les règles de circulation sur autoroute sont celles prescrites par les articles R 43 et suivants du code de la route. Aux termes de l'article 43-1 les règles applicables sur l'ensemble du réseau routier sont applicables sur les autoroutes. L'article R. 4, qui précise que tout conducteur doit en marche normale maintenir son véhicule près du bord droit de la chaussée, est donc applicable également sur autoroute. Il en résulte que l'usage de la voie la plus à gauche est strictement réservé aux seuls dépassements, sauf dans le cas où la densité de la circulation oblige les conducteurs à circuler en file ininterrompue sur toutes les voies. S'agissant par ailleurs du type d'éclairage à adopter lors du croisement d'un véhicule sur autoroute, l'article R. 40 énonce que les feux de croisement doivent se substituer aux feux de route dans tous les cas où il y a danger d'éblouissement. Tous les usagers sont tenus de s'y conformer. Aussi, lorsque sur une autoroute la séparation des chaussées n'est pas matérialisée par des dispositifs qui ont pour effet de supprimer tout risque d'éblouissement, les conducteurs doivent-ils utiliser leurs feux de croisement.

S.N.C.F. (gares : Pyrénées-Orientales).

24157. — 20 décembre 1979. — **M. André Tourné** expose à **M. le ministre des transports** qu'un artiste peintre espagnol au langage fleuri s'est écrié un jour, d'une façon bien à lui : « La gare de Perpignan est le centre de l'univers ». Il s'agissait là d'une appréciation de rêveur. La vérité est tout autre. La gare de Perpignan, malgré ses importantes activités en passagers et en fret — ce qui la classe en tête de sa catégorie en France — est une de celles où les aménagements modernes ont été malheureusement laissés de côté. En dehors d'une partie du hall couvert, les voyageurs sont exposés à tous les vents dont certains venant du Nord, sont particulièrement froids. A plusieurs reprises, il fut question de réaliser sur la partie non couverte des quais, des abris en plexiglas transparent en vue de permettre aux voyageurs d'être protégés des intempéries, surtout quand les attentes sont longues. Une telle situation doit prendre fin. Il lui demande : 1° si les responsables de la S. N. C. F. ont vraiment conscience de la situation de la gare de Perpignan dépourvue d'abris en conséquence ; 2° ce qu'il compte décider pour répondre aux vœux des utilisateurs, surtout quand les trains ont du retard du fait, en général, des correspondances en provenance d'Espagne.

Réponse. — La Société nationale des chemins de fer français étudie actuellement l'agrandissement et la modernisation du bâtiment voyageurs de la gare de Perpignan. Ce projet, très avancé, devrait être réalisé en 1982 au plus tard. Par ailleurs, la construction prochaine sur le quai central d'un abri vitré muni de sièges est également prévue, afin d'abriter efficacement les voyageurs qui attendent leur train.

Circulation routière (réglementation).

24182. — 21 décembre 1979. — **M. Pierre-Charles Krieg** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur certaines publicités que l'on peut voir dans la presse et qui vantent les mérites de voitures que l'on peut conduire « sans aucun permis de conduire » et s'étonne que les pouvoirs publics puissent tolérer cette situation sans réagir. Si techniquement il est, en effet, possible qu'une telle « conduite intérieure » puisse être conduite sans connaissances techniques spéciales, il n'en demeure pas moins que l'introduction d'un tel véhicule dans la circulation générale implique la connaissance des diverses règles édictées par le code de la route. Or, rien ne permet d'affirmer qu'un conducteur qui ne possède pas son permis de conduire ait une connaissance suffisante de ce code et par conséquent ne devienne pas, sur une route ou une rue quelconque, un danger potentiel pour lui-même et les autres. A une époque où la manie de tout réglementer frôle souvent l'exagération, il est permis de s'étonner devant un tel laxisme, chacun sachant que tout véhicule constitue une source de risque, quelle que soit sa nature.

Réponse. — Les « mini-voitures » sont actuellement classées en fonction de leurs caractéristiques techniques, en deux catégories dans le code de la route. Certains types sont réceptionnés dans celle des vélomoteurs et d'autres dans celle des cyclomoteurs. Aucun permis n'est requis pour la conduite de ces derniers : les conduc-

teurs de « mini-voitures » s'y rattachant sont donc exactement dans la même situation que ceux de tous les autres cyclomoteurs. Une enquête récente effectuée par le ministère des transports a, d'autre part, fait observer que les possesseurs de ce genre d'engins étaient dans leur très grande majorité des personnes âgées résidant le plus souvent à la campagne et qui, pour des raisons diverses, n'ont pu obtenir le permis de conduire de la catégorie B. Il apparaît donc que ces véhicules jouent un rôle social non négligeable en facilitant à des personnes âgées les déplacements sur de courtes distances, sans accroître les risques que leurs utilisateurs peuvent faire courir aux autres usagers de la route. Il convient de noter, en effet, qu'aucun élément n'en a fait ressortir le caractère dangereux. Toutefois, l'accroissement rapide de leur nombre a conduit à envisager le réexamen global de la réglementation qui leur est applicable. Celui-ci est en cours et devrait aboutir assez rapidement, mais il n'est pas encore possible de préjuger la suite qui sera donnée à cette étude.

Mer et littoral (aménagement du littoral).

24198. — 21 décembre 1979. — M. Alain Gérard expose à M. le ministre des transports que les violentes tempêtes de ces derniers jours rappellent que la protection du littoral est un objectif exigeant. La protection juridique a été assurée par les dispositions des directives gouvernementales relatives à l'aménagement du littoral. En revanche, les dégradations matérielles dues à l'effet de la mer se poursuivent comme lors des précédentes grandes tempêtes, en particulier dans les secteurs exposés, et certaines zones habitées sont directement menacées. Par ailleurs, des terrains dont l'intérêt écologique est évident ne sont pas à l'abri d'une invasion des eaux. Il lui demande de lui indiquer les mesures prises depuis les tempêtes de l'année dernière et celles qui sont envisagées à bref délai pour mettre au point un plan cohérent de réalisations, avec des financements supportables par les différents intéressés : l'Etat, l'E.P.R., les collectivités locales, voire les particuliers. Seule la mise en œuvre d'un tel plan permettra de protéger efficacement les zones du littoral gravement menacées par les tempêtes et les fortes marées, comme l'auteur de la présente question a pu le constater ces derniers jours dans le Sud-Finistère, et tout particulièrement sur la côte bigouden.

Réponse. — Les pouvoirs publics sont particulièrement conscients de l'importance des problèmes posés par la défense du littoral français contre l'action de la mer. C'est du reste pourquoi un groupe de travail, animé par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, a été créé. Il est chargé d'étudier ces problèmes, et de coordonner, secteur par secteur, les actions entreprises. Il convient toutefois de rappeler les principes généraux adoptés en la matière : la responsabilité de la défense contre la mer incombe en priorité aux propriétaires intéressés (loi du 16 septembre 1907), les collectivités locales peuvent se substituer aux riverains pour assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux (loi du 10 juillet 1973) et l'Etat, pour sa part, subventionne les actions engagées, en fonction de l'importance des intérêts généraux en cause. Plusieurs ministères interviennent au nom de l'Etat, pour la défense du rivage, compte tenu de la nature du problème posé : le ministère des transports pour la protection des lieux habités, le ministère de l'agriculture pour la protection des zones agricoles, le ministère de l'environnement et du cadre de vie, le cas échéant, pour les zones naturelles présentant un intérêt écologique certain. Afin de donner aux subventions la meilleure efficacité, et permettre la prise des décisions au niveau où les problèmes sont le mieux appréhendés, les crédits du ministère des transports sont déconcentrés au niveau des régions, et, pour 1979, les préfets de région les ont bien affectés en priorité aux zones littorales où les effets des tempêtes ont entraîné des dégâts demandant des réparations urgentes. De telles dispositions, qui permettent de faire prendre leurs responsabilités, en premier lieu, aux bénéficiaires des aménagements et aux collectivités locales concernées, ne paraissent pas devoir être modifiées alors qu'elles vont dans le sens de l'évolution actuelle. Chaque fois que des opérations de défense sont nécessaires sur certaines portions du littoral, il importe donc d'abord que les volontés locales et régionales apparaissent clairement, que des maîtres d'ouvrage se manifestent, que la région et le département intéressés apportent, dans la mesure du possible, leur participation financière pour aider les communes concernées, afin d'aboutir à l'élaboration de plans concertés d'intervention. En ce qui concerne 1980, il est prévu un doublement des crédits de subvention des travaux de protection du littoral, qui atteindront ainsi 15 millions de francs. La répartition entre les régions n'est pas encore opérée, mais les besoins particuliers de la Bretagne, et ceux du Finistère, ne manqueront pas, bien entendu, d'être pris en considération. L'établissement public régional de Bretagne a accepté, au cours d'une délibération récente,

de faire porter son effort sur plusieurs années. Cette volonté ainsi affirmée permettra sans aucun doute d'aboutir à la mise en place d'un programme pluriannuel efficace pour assurer la défense contre la mer du littoral breton.

S.N.C.F. (tarifs voyageurs).

24366. — 29 décembre 1979. — Mme Edwige Avice attire l'attention de M. le ministre des transports sur les modalités d'utilisation de la carte « Vermeil ». Les récentes modifications tendent à restreindre de façon abusive les droits des personnes âgées à se déplacer librement. L'interdiction d'utiliser cette carte pendant la durée du week-end (samedi et dimanche) ainsi qu'à l'occasion des jours fériés, revient de fait à priver les personnes du troisième âge, des visites qu'elles font habituellement ces jours-là, chez leurs enfants qui travaillent les autres jours de la semaine. Il semble, en outre, que le champ d'application de la carte « Vermeil » qui impose un trajet « aller » d'au moins 75 kilomètres ne permette pas à ces mêmes personnes âgées de se déplacer en « grande banlieue » alors même qu'elles sont déjà gravement pénalisées par le manque de fréquence des trains qui desservent cette « grande banlieue ». En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour permettre, d'une part, l'utilisation de la carte « Vermeil » le samedi et le dimanche, et d'autre part, pour accroître le champ d'application de cette carte en réduisant notamment la distance minimum à parcourir.

Réponse. — Les tarifs récemment modifiés ou instaurés par la S. N. C. F. sont destinés à inciter certaines catégories d'usagers à emprunter le train en dehors des périodes d'affluence ; il s'agit de tarifications purement commerciales de l'opportunité desquelles la S. N. C. F. est seule juge. Pour la « carte Vermeil 50 », l'importance de la réduction (50 p. 100 au lieu de 30 p. 100) compense avantageusement la limitation du nombre de jours d'utilisation. En effet, les possesseurs de cette carte, qui sont en général des retraités, ont la possibilité de modifier leurs dates de voyages et peuvent bénéficier, en périodes creuses, c'est-à-dire du samedi midi au dimanche 15 heures, et du lundi midi au vendredi 15 heures, de conditions plus confortables pour effectuer leurs déplacements. L'existence de cette période du samedi midi au dimanche 15 heures, qui ne semble pas être connue de tous les clients de la S. N. C. F. rend tout à fait possibles les déplacements de fin de semaine. Dans la majorité des cas, le décalage, de quelques heures d'un voyage, ne constitue qu'un inconvénient mineur au regard de la réduction consentie. Toutefois, si l'un des deux trajets, aller ou retour, devait, pour une raison quelconque, s'effectuer au plein tarif, la réduction moyenne consentie sur l'ensemble du voyage serait de 25 p. 100, soit d'un taux proche des 30 p. 100 offerts précédemment.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

24542. — 14 janvier 1980. — M. Hubert Bassot attire l'attention de M. le ministre des transports sur les nouvelles dispositions prises par la S. N. C. F. concernant l'attribution de la carte « Vermeil » aux personnes âgées. Si le taux de réduction accordé aux possesseurs de la carte « Vermeil » sur les tarifs de la S. N. C. F. a été élevé de 30 p. 100 à 50 p. 100, par contre, les périodes d'utilisation de cette carte ont été réduites. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'inviter la S. N. C. F. à maintenir la possibilité d'utilisation de la carte « Vermeil » tous les samedis et lundis, excepté au moment de certaines fêtes et de certains grands départs, ainsi que cela était prévu avant les nouvelles dispositions.

Réponse. — La carte « vermeil 50 » est une carte d'abonnement à caractère purement commercial, créée par la S. N. C. F. qui ne reçoit pas de subvention pour son application et est seule habilitée à en fixer les modalités d'application. Sur le plan commercial, la société nationale dispose d'une autonomie de gestion accrue lui permettant d'établir une politique tarifaire conciliant ses intérêts propres avec ceux de sa clientèle. C'est ainsi qu'elle a jugé opportun d'accorder des réductions importantes, en dehors des périodes de fort trafic, afin d'inciter les voyageurs à reporter leurs déplacements sur les trains peu chargés. L'importance de la réduction (50 p. 100 au lieu de 30 p. 100) qui est accordée, compense avantageusement la limitation du nombre de jours d'utilisation. En effet, les personnes du troisième âge, qui sont en général des retraités, ont la liberté de choisir, sans contrainte, leurs dates de voyages et peuvent bénéficier en périodes creuses, c'est-à-dire du samedi 12 heures au dimanche 15 heures et du lundi midi au vendredi 15 heures, de conditions plus confortables pour effectuer leurs déplacements. L'existence de cette période du samedi 12 heures au dimanche 15 heures, qui ne semble pas être connue des utilisateurs, est pourtant favorable pour les visites familiales et pour se rendre

à des manifestations dominicales. Pour les retours, le décalage de quelques heures, parfois moins, ne devrait constituer qu'un inconvénient mineur au regard de la réduction consentie sur le prix du voyage. Toutefois, si pour une raison quelconque, ce retour devait s'effectuer au plein tarif, les intéressés auront bénéficié en définitive d'une réduction moyenne de 25 p. 100, proche du taux de 30 p. 100 offert précédemment. En outre, la réduction s'applique en totalité au voyage commencé en période creuse même s'il se termine, sans arrêt volontaire, en période de pointe.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

24787. — 14 janvier 1980. — Mme Marie Jacq attire l'attention de M. le ministre des transports sur l'insuffisance des conditions d'attribution de la « carte vermeil » S. N. C. F. pour les retraités. L'attribution de cette carte est liée non pas aux conditions du retraité mais à son âge, soit soixante ans pour les femmes et soixante-cinq ans pour les hommes. Si un retraité choisit de reprendre une activité rémunérée cumulée, il bénéficie de cet avantage. En revanche, les personnes qui sont en préretraite doivent attendre l'âge requis alors que leurs revenus sont parfois très modestes. Pour la survie de certaines entreprises, pour la résorption du chômage actuel, le patronat et le Gouvernement incitent certains travailleurs à accepter cette préretraite. Elle lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette injustice.

Réponse. — La carte « vermeil 50 », contrairement à l'interprétation qui en est faite, est une carte d'abonnement à caractère purement commercial, créée par la S. N. C. F. qui ne reçoit pas de subvention pour son application et est seule habilitée à en fixer les modalités d'application. Sur le plan commercial, la société nationale dispose d'une autonomie de gestion accrue lui permettant d'établir une politique tarifaire conciliant ses intérêts propres avec ceux de sa clientèle. Or, elle n'a pas reconnu possible d'abaisser l'âge limite (soit soixante-cinq ans) au-dessus duquel les hommes peuvent demander le bénéfice de ladite carte. En effet, la société nationale estime qu'en dessous de soixante-cinq ans, de nombreuses personnes exercent encore des activités professionnelles et qu'elles utiliseraient leur carte pour des voyages d'affaires, ce qui entraînerait une perte de recettes sur le tarif acquis et fausserait le bilan du tarif carte « vermeil ». En revanche, il existe d'autres tarifs qui présentent un intérêt non négligeable et qui peuvent être utilisés dans les mêmes conditions que la carte « vermeil » ; ce sont entre autres : le tarif « couple » qui accorde une réduction de 50 p. 100 à la deuxième personne du couple ; le tarif « famille » accordé à tout groupe familial d'au moins trois personnes et qui comporte une réduction de 50 p. 100 à partir de la deuxième personne ; le tarif « billet de séjour » qui remplace l'ancien billet touristique et qui offre une réduction de 25 p. 100 sur un trajet aller-retour ou circulaire d'au moins 1 000 kilomètres ; sa validité minimale est de cinq jours et maximale de deux mois.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

16533. — 24 mai 1979. — M. Maurice Andrieu demande à Mme le ministre du travail et de la participation quelles mesures il compte prendre à l'égard des rémunérations des stagiaires en formation dans les centres de rééducation professionnelle pour handicapés. En effet, les intéressés constatent que, contrairement aux intentions exprimées dans la loi du 30 juin 1975, leur rémunération va baisser d'au moins 20 p. 100, accusant une régression inadmissible sur leur situation antérieure. Les nouvelles dispositions, en diminuant les moyens financiers des personnes handicapées, empêcheront bon nombre d'entre eux de vaincre leur réticence et les pénaliseront bien plus que les valides. Il lui demande dès lors qu'il soit mis fin à une injustice en suspendant l'application de ces nouvelles dispositions pour les personnes handicapées en formation depuis le 1^{er} avril 1979, pour celles qui ont fait l'objet d'une décision de Cotorep avant cette date.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

16678. — 30 mai 1979. — M. Gérard Bapt attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les conséquences de l'application des décrets du 27 mars 1979 concernant les rémunérations des stagiaires placés dans les centres de rééducation professionnelle pour handicapés. Il lui rappelle que la loi d'orientation du 30 juin 1975 affirmait le caractère prioritaire des actions menées en faveur des handicapés, d'une part, et la concer-

tation entre les pouvoirs publics et les associations, d'autre part. Or ces décrets pris sans aucune concertation aboutiront à une diminution de l'ordre de 20 p. 100 des rémunérations des stagiaires, et ils mettront l'administration en difficulté puisque les engagements qui ont été pris en faveur des handicapés qui ont commencé leur formation dès le 1^{er} avril 1979 ne pourront pas être tenus. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas nécessaire de surseoir à l'application de ce décret et d'en reconsidérer l'esprit et les termes pour répondre mieux à l'attente du législateur de 1975.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

16782. — 31 mai 1979. — M. Théo Vial-Massat attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation provoquée par les décrets du 27 mars 1979 concernant les stagiaires et la répercussion de ce décret sur les handicapés. Les dispositions de ce décret sont contraires à l'esprit de la loi d'orientation du 30 juin 1975 qui affirmait le caractère prioritaire des actions en faveur des handicapés en vue notamment de leur assurer toute l'autonomie dont elles sont capables. Il va de soi que cette autonomie passe très souvent par la formation professionnelle, et que toute diminution des ressources permettant aux personnes handicapées de s'engager dans un processus de formation va donc à l'encontre de cette recherche d'autonomie ; elles sont contraires à l'esprit de la loi d'orientation du 30 juin 1975, qui affirmait la concertation entre les pouvoirs publics et les associations, qui affirmait aussi que les interventions devaient être conjuguées pour mettre en œuvre l'obligation nationale qu'est la réinsertion sociale et professionnelle des personnes handicapées. Les décrets du 27 mars 1979, pris sans que les associations aient été consultées, mettent celles-ci et les personnes handicapées devant le fait accompli ; elles sont en régression par rapport à la loi de 1967. La diminution de 20 p. 100 au moins des rémunérations va en effet à l'encontre de la volonté exprimée dans ce texte législatif de maintenir le montant des ressources des personnes en formation à un niveau aussi proche de celui dont elles disposaient antérieurement ; elles ne tiennent aucun compte de la situation spécifique des personnes handicapées puisqu'elles assimilent celles-ci aux stagiaires valides en formation. Il faut donc rappeler une fois encore que l'atteinte physique ou mentale qui rend un être infirme a pour corollaire une absence de choix. La personne handicapée qui est obligée de changer de métier si elle veut retrouver son autonomie et sa place dans la société subit une contrainte ; cette contrainte est douloureuse et difficile à accepter. Les nouvelles dispositions, en diminuant les moyens des personnes handicapées, empêcheront bon nombre d'entre elles de vaincre leurs réticences. Elles les pénaliseront donc bien plus que les valides. Elles ancreront les plus démunies et les plus défavorisées dans leur malheur ; elles sont injustes enfin. Les Cotorep ont, en effet (comme la loi les y oblige), fourni aux personnes handicapées des informations sur les conditions qui leur seraient faites dans les centres de rééducation, en particulier, en matière de rémunération. Les handicapés qui ont commencé une formation depuis le 1^{er} avril 1979 ou qui ont accepté de s'engager dans un processus de formation qui commencera après cette date ont donc été trompés puisqu'ils ont pris leur décision sur la base d'informations contredites par les nouvelles dispositions. Il est injuste que ces personnes pâtissent de cette discordance entre les promesses faites par les représentants d'un organisme public et la réalité nouvelle introduite par les textes du 27 mars 1979. En conséquence, M. Vial-Massat lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les dispositions des décrets parus le 27 mars 1979 ne s'appliquent pas aux handicapés.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

16803. — 31 mai 1979. — M. Gérard Houteer attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le mécontentement des centres de rééducation professionnelle pour handicapés par suite du contenu des décrets relatifs aux rémunérations des stagiaires en formation. Dorénavant, en effet, ces personnes verront leur rémunération baisser d'au moins 20 p. 100. De plus, ces nouvelles dispositions sont inacceptables pour plusieurs raisons : elles sont contraires à l'esprit de la loi d'orientation du 30 juin 1975 qui affirmait le caractère prioritaire des actions en faveur des handicapés en vue notamment de leur assurer toute l'autonomie dont ils sont capables ; elles sont encore contraires à l'esprit de la loi d'orientation du 30 juin 1975 qui affirmait aussi que les interventions devaient être conjuguées pour mettre en œuvre l'obligation nationale qu'est la réinsertion sociale et professionnelle

des personnes handicapées ; elles sont en régression par rapport à la loi de 1968. La diminution de 20 p. 100 au moins des rémunérations va, en effet, à l'encontre de la volonté exprimée dans ce texte législatif de maintenir le montant des ressources des personnes en formation à un niveau aussi proche que possible de celui dont elles disposaient antérieurement ; elles ne tiennent aucun compte de la situation spécifique des personnes handicapées puisqu'elles assimilent celles-ci aux stagiaires valides en formation ; elles sont injustes enfin. Les Cotorep ont en effet (comme la loi les y oblige) fourni aux personnes handicapées des informations sur les conditions qui leur seraient faites dans les centres de rééducation, en particulier en matière de rémunération. Les handicapés qui ont commencé une formation depuis le 1^{er} avril 1979 ou qui ont accepté de s'engager dans un processus de formation qui commencera après cette date ont donc été trompés puisqu'ils ont pris leur décision sur la base d'informations contredites par les nouvelles dispositions. En définitive, cette loi du 30 juin 1975, annoncée comme un progrès considérable, marque à mesure qu'on l'applique une régression sur la situation antérieure, en particulier pour les personnes handicapées en formation. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas souhaitable que les personnes handicapées ne soient pas concernées par les décrets du 27 mars 1969, et, en l'attente d'une telle mesure, de surseoir à l'application pour, d'une part, celles qui sont en formation depuis le 1^{er} avril 1979, et, d'autre part, celles qui ont fait l'objet d'une décision de la Cotorep avant cette date.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

16806. — 31 mai 1979. — M. Jacques-Antoine Gau appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les conditions inadmissibles du décret du 27 mars 1979, dont l'effet est de réduire très sensiblement la rémunération des handicapés poursuivant un stage de rééducation professionnelle. La régression ainsi apportée ne peut que dissuader les travailleurs handicapés de suivre de tels stages, ceci réduisant d'autant leur chance de réinsertion professionnelle et sociale. Le résultat obtenu par l'application de ce texte est donc exactement à l'opposé des intentions perpétuellement affirmées par le Gouvernement pour la politique suivie en « faveur des handicapés ». Il lui demande en conséquence s'il n'envisage pas de rapporter les dispositions visées ci-dessus et de faire étudier des mesures plus favorables.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

16894. — 2 juin 1979. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les conséquences de la décision ministérielle du 27 mars 1979 (décrets d'application n° 79-249 et n° 79-250) sur la rémunération des stagiaires en rééducation professionnelle ou handicapés en formation. Par cette décision, les stagiaires intéressés vont voir leur rémunération baisser de près de 20 p. 100. Cette nouvelle mesure est, pour le moins, en contradiction avec les intentions généreuses de la loi d'orientation pour les personnes handicapées du 30 juin 1975 et avec la loi de 1968 qui prévoyait dans ses textes, pour les personnes en formation, le maintien de leurs ressources au montant le plus proche possible de celui dont elles disposaient antérieurement. Il souligne les conséquences particulièrement graves de ces décrets pour les handicapés qui entreront en stage en septembre 1979 et ne seront pas rémunérés sur les bases fixées par les décisions des Cotorep. Il lui demande quelles dispositions elle envisage de prendre pour remédier au préjudice ainsi causé.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

17191. — 9 juin 1979. — M. Gustave Ansart attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les conséquences du décret paru le 27 mars 1979, n° 249-250 applicable le 1^{er} avril 1979. En effet, ce décret porte atteinte aux rémunérations des stagiaires, tous handicapés du travail, entrés depuis le 1^{er} avril 1979 en centres, malgré les promesses faites par l'administration du travail et de la main-d'œuvre, lors de constitution des dossiers d'admission. Leur situation financière, pécuniaire, familiale, leur état de santé se trouvent être alourdis et présentent de ce fait d'énormes difficultés. On peut constater à compter du 1^{er} avril 1979, par rapport au 30 mars 1979, une baisse salariale allant de 12 p. 100 à 26 p. 100 suivant les cas, soit une perte pécuniaire de 200 francs à 450 francs mensuellement (les frais de transports n'étant pas remboursés pour les stagiaires semi-internes). En conséquence, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour que ces stagiaires retrouvent les avantages promis lors de leur entrée en centre de formation professionnelle.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

17374. — 14 juin 1979. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les revendications des stagiaires au centre de rééducation professionnelle « Suzanne-Masson » de Paris. Ces stagiaires réclament l'annulation de l'arrêté ministériel du 27 mars 1979 qui réduit de 20 p. 100 leurs rémunérations. Cet arrêté porte un préjudice grave aux travailleurs handicapés. Il lui demande de préciser les mesures qu'il compte prendre pour donner une suite favorable aux revendications suscitées.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

18840. — 28 juillet 1979. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la réduction de 20 p. 100 opérée dès le 1^{er} avril sur les rémunérations des stagiaires de formation professionnelle. Cette mesure apparaît socialement inexplicable, s'agissant de travailleurs économiquement démunis d'une période de formation. Mais elle atteint plus douloureusement encore cette catégorie désavantagée de stagiaires que sont les handicapés astreints à suivre une formation professionnelle afin d'acquiescer un nouveau métier compatible avec leur état de santé. C'est pourquoi il lui demande s'il peut lui faire connaître les motifs de cette réduction particulièrement importante et a priori inexplicable qui va affecter sensiblement les conditions de vie des chômeurs, handicapés, malades et accidentés à la recherche d'une réinsertion sociale difficile et délicate.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

18846. — 28 juillet 1979. — M. Louis Mexandeau appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les décrets n° 79-249 et 79-250 relatifs aux rémunérations des stagiaires en formation. Il constate, une fois encore, que les intentions généreuses exprimées dans la loi du 30 juin 1975 sont contredites. Annoncée comme un progrès considérable, cette loi marque, à mesure qu'on l'applique, une régression sur la situation antérieure, en particulier pour les personnes handicapées en formation. Dorénavant, en effet, ces personnes verront leur rémunération baisser d'au moins 20 p. 100. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre, en liaison avec son collègue du ministère de la santé, pour abroger ces nouvelles dispositions qui sont inacceptables pour les raisons suivantes : elles sont contraires à l'esprit de la loi d'orientation du 30 juin 1975, qui affirmait le caractère prioritaire des actions en faveur des handicapés en vue notamment de leur assurer toute l'autonomie dont elles sont capables. Il va de soi que cette autonomie passe très souvent par la formation professionnelle et que toute diminution des ressources permettant aux personnes handicapées de s'engager dans un processus de formation va donc à l'encontre de cette recherche d'autonomie ; elles sont en régression par rapport à la loi de 1968. La diminution de 20 p. 100 au moins des rémunérations va à l'encontre de la volonté exprimée dans ce texte législatif de maintenir le montant des ressources des personnes en formation à un niveau aussi proche que possible de celui dont elles disposaient antérieurement.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

20528. — 3 octobre 1979. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les conditions inadmissibles du décret du 27 mars 1979, n° 79-250, dont l'effet est de réduire très sensiblement la rémunération des handicapés poursuivant un stage de formation professionnelle. La régression ainsi apportée ne peut que dissuader les travailleurs handicapés de suivre de tels stages, ceci réduisant d'autant leur chance de réinsertion professionnelle et sociale. Le résultat obtenu par l'application de ce texte est donc exactement à l'opposé des intentions perpétuellement affirmées par le Gouvernement pour la politique suivie en « faveur des handicapés ». Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de rapporter les dispositions visées ci-dessus et de faire étudier des mesures plus favorables.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

22334. — 13 novembre 1979. — M. François Leizour attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des handicapés à l'O.N.A.C. (office national des anciens combat-

tants de Rennes) en stage de rééducation professionnelle dans l'une des dix écoles de France réservées au recyclage de cette catégorie de travailleurs. Ces derniers exigent notamment l'abrogation du décret du 27 mars 1979 qui réduit les rémunérations appliquées jusqu'à de 25 à 70 p. 100. Ils demandent : que les stagiaires soient payés douze mois de l'année; que les rémunérations restent ce qu'elles étaient avant la publication du décret et correspondent au minimum de 120 p. 100 du S. M. I. C.; que soit promulgué un statut unique pour tous les handicapés en stage de formation professionnelle. Il lui demande : 1° dans quelles conditions ont pu se dérouler à Rennes le jeudi 18 octobre de violents incidents contre la police et les handicapés stagiaires qui attendaient d'être reçus à la direction départementale du travail d'Ille-et-Vilaine; 2° quelles mesures il envisage de prendre pour répondre aux légitimes revendications des handicapés.

Réponse. — L'honorable parlementaire s'est inquiété des conséquences résultant, notamment pour les personnes handicapées, des dispositions du décret n° 79-250 du 27 mars 1979 fixant les montants et les taux de rémunération des stagiaires de formation professionnelle. Il convient tout d'abord de constater que cette modification de la situation des stagiaires en rééducation professionnelle indiquée par l'honorable parlementaire provenait directement de la modification du régime de rémunération des stagiaires demandeurs d'emploi, auxquels les handicapés se trouvent assimilés aussi bien dans le régime actuel que par le passé. Bien entendu, et selon l'usage, tous les textes législatifs et réglementaires instituant ce nouveau régime ont fait l'objet des procédures de concertation habituelles en la matière, notamment devant la délégation permanente du conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi. Il faut noter également que l'article 12 du décret n° 79-249 du 27 mars 1979 permet aux handicapés de compenser la diminution des taux de rémunération par un aménagement sensible du cumul des diverses indemnités et allocations. Le nouveau régime organise en effet la possibilité de cumuler avec la rémunération versée au titre de la formation professionnelle les rentes et pensions et les allocations, qu'il s'agisse de l'allocation aux adultes handicapés (A. A. H.) ou des allocations compensatrices prévues aux articles 35 et 39 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des handicapés. Cette modification du droit n'a présenté cependant, dans certains cas, qu'un alignement sur une situation dont les stagiaires bénéficiaient déjà, sans base légale il est vrai. Dans ces conditions, il est apparu opportun de revoir sur ce point les décrets du 27 mars 1979, révision entérinée par le décret n° 79-1033 du 23 novembre 1979 dont l'économie est la suivante : les jeunes handicapés à la recherche d'un premier emploi perçoivent désormais une rémunération égale à 90 p. 100 du S. M. I. C.; quant aux handicapés déjà insérés dans la vie professionnelle, leur assimilation aux travailleurs en congé de formation leur permet de percevoir une rémunération égale à leur salaire antérieur pendant toute la durée du stage, sans pour autant que soit créé un régime de rémunération spécifique. Cette volonté de maintenir l'unité et la simplicité du régime des stagiaires en formation professionnelle, qui comporte au demeurant bien des avantages pour les stagiaires en rééducation professionnelle, exclut en revanche que soient mises en œuvre un ensemble de mesures dérogatoires qui, pour le cas, ne seraient plus justifiées par la situation particulière des stagiaires handicapés (déroulement des stages, vacances, frais de transports, etc.). S'agissant plus précisément du niveau des rémunérations versées aux stagiaires handicapés, le Gouvernement a souhaité aller au-delà du régime antérieur à la loi du 17 juillet 1978 et ne peut être soupçonné de rechercher des positions de retrait par rapport aux intentions affichées. Contrairement aux assertions de l'honorable parlementaire, ces mesures manifestent sans ambiguïté la volonté du Gouvernement de respecter dans sa lettre et dans son esprit la loi d'orientation votée par le Parlement en 1975.

Travail temporaire (travailleurs intérimaires).

17422. — 15 juin 1979. — M. Louis Darinot appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les graves atteintes portées aux droits les plus élémentaires d'une catégorie de travailleurs spoliés quotidiennement : les travailleurs intérimaires. Neuf employés usant du droit de grève, droit garanti par la Constitution française, viennent d'être licenciés pour ce motif. Cet événement met en lumière l'absence de toute protection du travailleur intérimaire et la nécessité d'y remédier. Il lui demande donc, compte tenu de la multiplication des entreprises de travail temporaire dans les régions de « grand chantier » en particulier dans le Nord Cotentin, s'il n'estime pas nécessaire de réunir toutes les parties concernées pour aboutir rapidement à la reconnaissance d'un statut du travailleur intérimaire. Il lui demande, par ailleurs, d'intervenir avant la fin du mois de juin pour que ses services imposent à la direction de l'entreprise générale Industrielle la réintégration des neuf licenciés pour fait de grève.

Réponse. — Il est indiqué à l'honorable parlementaire que si la loi n° 72-1 du 3 janvier 1972 a fixé les conditions de travail et d'emploi des travailleurs intérimaires, il n'entre pas dans les pouvoirs de l'inspection du travail d'imposer à une entreprise utilisatrice la réintégration de salariés intérimaires auxquels une fin de mission aurait été signifiée abusivement. Toutefois, en l'espèce, une intervention tendant à attirer l'attention de la direction de la société en cause sur la situation des intéressés a été effectuée. Sur un plan général, des mesures ont été prises afin de perfectionner les garanties sociales dans le secteur du travail temporaire. Les mesures d'application de la loi n° 79-8 du 2 janvier 1979 sur l'obligation de cautionnement des entreprises de travail temporaire ont pris effet au début de 1980, permettant de garantir les salariés et les organismes de sécurité sociale contre l'insolvabilité éventuelle de ces entreprises. En outre, à la suite des mesures proposées dans le rapport sur le travail temporaire établi par M. Constat, député du Rhône, parlementaire en mission, le Gouvernement a formulé le souhait qu'un débat législatif ait lieu lors de la prochaine session parlementaire. Certaines des propositions de ce rapport, visant à améliorer la situation du travailleur temporaire en matière de médecine du travail, de chômage intérimaire, de durée des missions ou de réglementation des offres d'emplois intérimaires pourront notamment y être examinées. Dans l'immédiat, un décret portant sur l'amélioration du contrôle des entreprises de travail temporaire sera pris au cours du premier trimestre de 1980.

Entreprises (activité et emploi).

20238. — 22 septembre 1979. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la cessation d'activité et le licenciement de quatre-vingt-trois salariés de la société nouvelle Gamma, 6-10, rue de Toren, Paris (12^e). Cette société, filiale du groupe Jansen, dont le siège social est situé 9, rue Royale, Paris (1^{er}), est spécialisée dans l'ameublement, la décoration, l'ébénisterie. Elle emploie dans ses ateliers des menuisiers, doreurs, bronziers-ciseleurs, peintres, ébénistes, sculpteurs. Tous sont hautement qualifiés et font le renom de l'artisanat français. Or, malgré le volume important de travail dont disposait la société, celle-ci se déclare en cessation de paiements le 20 juillet 1979 et licencie tout son personnel, sans consulter préalablement le comité d'entreprise. Ce n'est que sur l'intervention pressante du secrétaire du C. E. et du syndicat C. G. T. que le syndicat convoque le comité d'entreprise en date du 1^{er} août. Cependant, au-delà des formes légales de licenciement à respecter, il y a le problème angoissant de l'emploi dans une profession artisanale, plus proche d'un métier d'art que de l'industrie. La société nouvelle Gamma est, d'après la section syndicale de l'entreprise, viable. Les commandes existent, des contrats sont en cours d'exécution et le groupe Jansen, qui est le propriétaire de tout le matériel, peut assurer l'activité de sa filiale en lui donnant le travail qu'il confierait à des sous-traitants. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre à la société nouvelle Gamma de reprendre son activité et garantir l'emploi à ses salariés.

Réponse. — La société nouvelle Gamma, spécialisée dans l'ameublement, la décoration et l'ébénisterie occupait quatre-vingt-un salariés à Paris. En raison de graves difficultés économiques et financières et de la perte de certains marchés importants, l'entreprise a déposé son bilan le 18 juillet 1979. Le 26 juillet 1979 le tribunal de commerce a prononcé la liquidation de biens. Dans cette situation, les licenciements ne sont pas soumis à l'autorisation de l'administration. L'ensemble du personnel a été licencié après information du comité d'entreprise le 5 septembre 1979 et de la direction du travail et de l'emploi le 6 septembre 1979. Les services du ministère du travail et de la participation suivent avec attention toute possibilité de reprise qui serait susceptible d'intervenir et s'efforcent d'assurer le reclassement des intéressés.

Entreprises (activité et emploi).

20690. — 4 octobre 1979. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de l'Usine Transunel de Petit-Quevilly du groupe Aisthom-Unelec. Les salariés de cette usine viennent d'être informés que l'effectif devrait être réduit d'une centaine de personnes. Les moyens utilisés pour atteindre l'objectif sont les suivants : 1° mise en retraite anticipée (licenciement économique) à cinquante-six ans et huit mois qui concernera environ trente-cinq personnes; 2° incitations au départ ou à la mutation par des indemnités. Cependant, si ces possibilités n'étaient pas suffisantes, des mesures draconiennes telles que licenciements collectifs, réduction d'horaire, voire les deux, pourraient être décidées. Devant ces menaces, les travailleurs ressentent une vive inquiétude; en effet, si elles devaient se concrétiser

tiser, cela aurait des conséquences dramatiques pour ces salariés et leurs familles dans une région où le taux de chômage est déjà très élevé. Il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour empêcher les licenciements et assurer la défense de l'emploi dans la région rouennaise.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle les observations suivantes : une réduction d'effectifs concernant quatre-vingt salariés a été annoncée au comité d'entreprise le 31 août 1979 à l'établissement Transunel de l'entreprise Alstom-Unelec de Petit-Quevilly. Cette usine, spécialisée dans la fabrication de transformateurs, a actuellement un effectif de 559 personnes. Cette compression d'effectifs sera réalisée au moyen de mutations dans d'autres établissements, d'incitations au départ volontaire et, à titre complémentaire, par une demande de préretraite pour les personnes proches de leur soixantième année. A ce jour, aucune demande de licenciement ou de mise à la préretraite pour motif économique n'a été déposée auprès de l'inspection du travail. Dans le cas où cette demande serait déposée, elle ferait l'objet d'une enquête approfondie destinée à vérifier le bien-fondé des motifs économiques invoqués et la régularité de la procédure suivie.

Entreprises (activité et emploi).

20723. — 5 octobre 1979. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de l'entreprise Difuzuil implantée à Genevilliers, Asnières et Villeneuve-la-Garenne. La direction, depuis quelques temps, prend prétexte de difficultés de trésorerie pour menacer son personnel de chômage ou préconiser une « solution » de blocage des salaires, de suppression des différentes primes et du treizième mois, d'augmentation des cadences. Il souligne que les travailleurs ne peuvent en aucun cas être tenus pour responsables d'une mauvaise gestion de l'entreprise, ni en être les victimes. Il attire particulièrement son attention sur le fait que la société Difuzuil est l'une des entreprises de la presqu'île de Genevilliers employant un personnel essentiellement féminin. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin de garantir aux travailleurs de la société Difuzuil leur emploi, leur salaire et des conditions de vie et de travail décentes.

Deuxième réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle les observations suivantes : la société Difuzuil possède deux établissements à Genevilliers et un à Asnières qui occupent au total 95 salariés. A la suite d'une grève au sein de la société en 1978 et d'une autre à la Savlen, un de ses principaux clients, en juin 1979, le chiffre d'affaires a baissé sensiblement. Cette situation s'est traduite par un découvert en banque et le non-règlement le 23 août 1979 de l'obligation cautionnée. Par suite certains créanciers ont demandé le paiement immédiat de leurs créances, accentuant les difficultés de trésorerie rencontrées par la société. Actuellement un plan de redressement est à l'étude, orienté vers la recherche de nouveaux capitaux. Il est possible que l'entreprise soit amenée à envisager des suppressions d'emploi. La direction ne peut encore se prononcer sur ce point, dans l'attente des résultats des études en cours. Le comité d'entreprise et les délégués du personnel sont tenus régulièrement au courant, lors de réunions mensuelles, de l'évolution de la situation. A ce jour, aucune demande de licenciement pour motif économique n'a été déposée auprès des services locaux du ministère du travail.

Apprentissage (Nord - Pas-de-Calais).

21275. — 18 octobre 1979. — M. Bernard Derostier attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le fait que dans la région Nord-Pas-de-Calais, le nombre d'apprentis n'a cessé de croître au cours des trois dernières années. Il était de 5 939 en 1977, de 7 386 en 1978, de 8 135 en 1979. Dans le même temps, la participation de l'Etat, dans le cadre de l'enveloppe régionale, est passée de 12 millions de francs en 1977 à 8 259 000 francs en 1979. Ce désengagement de l'Etat ne correspond pas à la volonté affirmée par le Gouvernement de revaloriser le travail manuel. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre afin de mettre fin à une telle situation.

Réponse. — Les données financières retenues par l'honorable parlementaire ne tiennent pas compte des effets des lois du 12 juillet 1977 et du 3 janvier 1979 relatives à l'apprentissage. La loi du 12 juillet 1977 a remplacé le système du concours financier prévu par l'article L. 118-1 du code du travail par une prime pour frais de formation versée notamment aux maîtres d'apprentissage artisans ainsi qu'à ceux occupant dix salariés au plus. De surcroît, les modalités de versement de cette prime permettaient aux maîtres d'apprentissage concernés de bénéficier en 1978 à la fois de la prime au titre de l'exercice en cours et des reliquats

des concours financiers dus au titre d'exercices antérieurs, la liquidation de ces concours étant une opération longue et complexe. Les crédits prévus pour l'apprentissage dans la région Nord-Pas-de-Calais sont ainsi passés de 12,89 millions de francs en 1977 à 24,15 millions de francs en 1978. Après une large concertation, la loi du 3 janvier 1979 a supprimé la prime pour frais de formation en contrepartie de la prise en charge par l'Etat des cotisations sociales ouvrières et patronales dues au titre du salaire des apprentis dont les employeurs remplissaient les conditions pour bénéficier de la prime pour frais de formation. Les crédits inscrits en 1979 se trouvent donc diminués, d'une part, des crédits nécessaires aux concours financiers, les reliquats dus au titre des années antérieures à 1978 étant très faibles et, d'autre part, des crédits nécessaires au paiement de la prime pour frais de formation. En contrepartie, mais sans que ces moyens figurent dans les crédits de l'apprentissage et donc dans les enveloppes régionales, ont été inscrits, au budget des charges communes, les moyens nécessaires à la prise en charge par l'Etat des cotisations sociales. Compte tenu de ces éléments, la seule comparaison possible de 1977 à 1979, toutes choses égales d'ailleurs, est celle des crédits de fonctionnement des centres de formation d'apprentis. Ceux-ci sont passés de 7,72 millions de francs à 13,90 millions de francs en ce qui concerne l'enveloppe de la région Nord-Pas-de-Calais, soit une croissance de 80 p. 100 alors que les effectifs cités par l'honorable parlementaire traduisent une croissance de 35 p. 100. Le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle se réjouit de constater l'intérêt nouveau que porte l'honorable parlementaire au développement de l'apprentissage. Les chiffres indiqués ci-dessus confirment que l'Etat poursuit un effort financier en rapport avec les besoins constatés. Cet effort sera poursuivi.

Assurance maladie maternité (indemnités journalières).

21767. — 30 octobre 1979. — M. Pierre Jagoret appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les conséquences déplorables du mode de calcul des cotisations versées par l'Etat pour les stagiaires F. P. A. Afin de réduire les charges supportées par le budget de l'Etat ces cotisations sont calculées sur un salaire fictif mensuel de 322 francs. Cela entraîne le versement d'indemnités journalières extrêmement faibles, non seulement pendant le stage mais pour tous les congés maladie maternité débutant dans les trois mois suivant la fin du stage, ce qui est particulièrement préjudiciable pour les femmes enceintes (stagiaires ou ex-stagiaires), dont l'indemnité est très inférieure à ce que perçoivent normalement les demandeurs d'emploi, dont les indemnités sont calculées sur le dernier salaire perçu. Cette situation est peu incitative à la fois pour la recherche des stages et pour le développement de la natalité, elle est en outre paradoxale puisque les indemnités versées lorsqu'il y a contribution de l'Etat au financement de la sécurité sociale sont inférieures à ce qu'elles sont lorsque celle-ci prend entièrement en charge les indemnités versées aux demandeurs d'emploi. Il lui demande s'il ne serait pas normal que tous les demandeurs d'emploi, qu'ils aient été ou non stagiaires, bénéficient de prestations égales calculées sur le dernier salaire d'activité et quelles mesures il compte prendre pour corriger ces anomalies.

Réponse. — Deux mesures ont été prises en 1973 puis en 1978 pour limiter la perte de revenu que pouvait subir un stagiaire de la formation professionnelle en cas de maladie ou de congé de maternité. En ce qui concerne les prestations en espèces versées par l'Etat, le système des cotisations forfaitaires permet de faire bénéficier les stagiaires de la formation professionnelle des prestations en nature de droit commun (prises en charge hospitalières, remboursement pharmaceutique, etc.). Par contre, les prestations en espèces au cas d'interruption pour maladie, maternité, accident, demeurent proportionnelles au montant des cotisations versées, conformément à une jurisprudence solidement établie des caisses d'assurance maladie. Les taux de cotisations forfaitaires restant, malgré leur réévaluation récente, peu élevés, les indemnités journalières d'assurance maladie que les caisses de sécurité sociale peuvent être appelées à verser aux stagiaires restent relativement faibles. C'est pourquoi a été institué à leur intention, dès le mois de janvier 1973, un dispositif d'indemnité différentielle financé sur crédits d'Etat. Aux termes des dispositions du décret n° 73-45 du 5 janvier 1973, pour toute maladie née pendant la durée du stage ou pendant le mois qui suit la fin du stage, le stagiaire non titulaire d'un contrat de travail et relevant soit du régime général de la sécurité sociale, soit du régime des assurances sociales agricoles, se voit attribuer par l'Etat une indemnité journalière de maladie en sus de celle que lui verse la caisse de sécurité sociale. Cette indemnité est calculée de telle manière que le malade ait la garantie, en tout état de cause, et quel que soit le montant de la cotisation forfaitaire de la sécurité sociale fixée par voie réglementaire, de percevoir la moitié

de la rémunération journalière de stage dont le bénéficiaire lui a été reconnu. Après le stage, le bénéficiaire de cet avantage complémentaire est maintenu à l'intérêt aussi longtemps qu'il perçoit les indemnités journalières de l'assurance maladie de la sécurité sociale. Un décret n° 78-854 du 9 août 1978 a étendu ce dispositif aux interruptions de stage motivées par une maternité. Il étend en outre la protection sociale des stagiaires de formation professionnelle au risque « Décès ». Un projet de décret en cours de signature porte de 50 à 90 p. 100 le montant de l'indemnité différentielle « maternité » mentionnée à l'article 2 du décret n° 78-854 du 9 août 1978. Quant au dispositif particulier mis en place à l'attention des stagiaires demandeurs d'emploi, un décret n° 77-1348 du 22 novembre 1977, publié au *Journal officiel* du 9 décembre 1977, a prescrit la neutralisation de la période de stage afin que le salaire servant de base au calcul de l'indemnité journalière soit le dernier salaire perçu avant l'admission au stage et avant les périodes de chômage constaté. Il résulte de ce nouveau texte que les personnes ayant suivi un stage de formation professionnelle alors qu'elles se trouvaient en situation de demandeurs d'emploi et ayant été victimes d'une maladie survenue après le stage bénéficient désormais des garanties ouvertes aux demandeurs d'emploi.

Bois et forêts (Yonne : emploi et activité).

21939. — 1^{er} novembre 1979. — M. Pierre Joxe demande à M. le ministre du travail et de la participation quelles mesures il compte prendre pour assurer l'emploi des soixante ouvriers de l'entreprise Monthule, de Sens, menacés dans leur emploi par le dépôt de bilan de l'entreprise et, plus particulièrement, pour les sept personnes licenciées depuis le mois d'octobre. Au moment où le Gouvernement entend développer la filière « bois », il serait aberrant de voir disparaître l'une des très rares usines bourguignonnes qui transforment une ressource régionale. Le bois abattu est en effet exporté le plus souvent hors de la région et de la France à l'état de grumes, privant ainsi la Bourgogne de la valeur ajoutée qu'apportent les industries de transformation du bois.

Réponse. — La société Monthule, entreprise de menuiserie du bâtiment, occupait 160 personnes, dont 85 à l'usine de Saint-Denis-lès-Sens, 30 au siège social à Paris, 45 sur les chantiers. L'entreprise, qui avait brûlé en 1978, avait repris son activité en janvier 1979. Elle a connu, depuis, de graves difficultés économiques et financières qui l'ont amenée fin juillet 1979 à supprimer son département « électricité », puis le 19 septembre 1979 à déposer son bilan. Par décision du tribunal de commerce de Paris du 1^{er} octobre 1979, elle a été mise en règlement judiciaire. Conformément à la réglementation, le directeur départemental du travail et de l'emploi a été informé de la décision de licenciement de 14 salariés dont 8 à l'unité de Sens. A la suite du règlement judiciaire, la poursuite de l'activité fut autorisée pendant trois mois pour éviter la fermeture définitive de l'usine et le licenciement de la totalité du personnel. Une société d'exploitation vient de prendre le fonds en gérance libre en conservant le personnel. Les services du ministère du travail et de la participation suivent avec attention l'évolution de cette affaire.

Agriculture (formation professionnelle et promotion sociale).

23493. — 6 décembre 1979. — M. Vincent Ansquer appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des centres de promotion sociale et des centres de formation de techniciens agricoles. S'agissant tout d'abord de la rémunération des stagiaires, il est à noter que celle-ci a subi, depuis le 1^{er} avril 1979, une diminution qui ne sera pas sans conséquence sur le nombre des candidatures envisagées. D'autre part, l'aide de l'Etat aux centres, dans le cadre des conventions de formation professionnelle, est appelée à être réduite puisque, pour 1980 et les années suivantes, les services instructeurs des conventions laissent entendre qu'en aucun cas le volume global de la subvention de fonctionnement ne dépassera celui de 1979, d'une part, et que, d'autre part, le projet de budget pour 1980 apparaît une réduction du fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale de près de 123 millions de francs. Enfin, alors que, précédemment, la signature de la convention entraînait la rémunération d'un nombre déterminé de stagiaires (lequel pouvait, par dérogation appropriée, être dépassé de 10 p. 100) et l'attribution au centre de la subvention de fonctionnement, deux décisions disjointes sont maintenant de rigueur : la signature de la convention pour la subvention de fonctionnement ; l'agrément annuel des stages pour la rémunération des stagiaires. Cette nouvelle procédure d'agrément a pour effets limitatifs : l'annulation de la possibilité du dépassement des effectifs de 10 p. 100 ; l'impossibilité de mener une politique à long terme, puisque l'agrément ne porte que sur une année ; une fluctuation du nombre des stagiaires selon le volume de l'enveloppe « Rémunération des stagiaires » et selon les critères de répartition de cette enveloppe entre les centres. Il lui demande que la mesure réelle du

désengagement de l'Etat soit prise, avec les risques qu'une telle politique ne manquera pas d'avoir sur la formation professionnelle et la vie des centres chargés de dispenser celle-ci. Il souhaite que des mesures soient prises afin de remédier à la situation qu'il vient de lui exposer.

Réponse. — Le niveau de rémunération des stagiaires agriculteurs relève du régime général des rémunérations des stagiaires de formation professionnelle tel qu'il a été établi par la loi du 17 juillet 1978 et ses textes d'application, notamment le décret n° 79-250 du 27 mars 1979. La nouvelle organisation du régime des rémunérations répond aux trois objectifs de simplification du régime, de rééquilibrage des situations des différents bénéficiaires et de maîtrise financière du système. La nécessité d'assurer la cohérence du régime des rémunérations des stagiaires avec la réforme de l'U. N. E. D. I. C. a conduit à ramener de 110 p. 100 à 70 p. 100 du salaire antérieur, la rémunération versée aux demandeurs d'emploi. Par ailleurs, l'accès aux rémunérations publiques a été ouvert aux travailleurs en congé de formation, ce qui n'était pas le cas avant cette réforme. Pour ce qui est de certaines situations particulières en secteur agricole, il convient de noter que la rémunération des « mutans » agricoles a été ramenée de 120 p. 100 du S. M. I. C. à 100 p. 100. Cette mesure répond notamment au souci de ne pas encourager l'exode rural. Quant aux exploitants agricoles rémunérés sur la base du S. M. I. C., leur situation demeure inchangée à l'exception de certains jeunes qui sont maintenant placés dans une situation nettement plus favorable que celle des autres stagiaires du même âge. En effet, les jeunes agriculteurs âgés de plus de seize ans sont considérés comme assistants d'exploitation et perçoivent une rémunération égale au S. M. I. C. S'agissant de l'engagement de l'Etat dans le secteur agricole, il est rappelé à l'honorable parlementaire que le volume global de crédits, tant au niveau national qu'au niveau régional, demeure inchangé. Bien entendu, et comme cela a toujours été le cas, il appartient aux responsables administratifs d'adapter sans cesse le dispositif de la formation professionnelle aux exigences de la situation économique dans chaque région et notamment aux évolutions du marché du travail, ce qui implique un choix d'actions. Il va de soi que ces procédures se déroulent comme à l'accoutumée dans un contexte de très large concertation. La diminution de 123 millions de francs affectant le budget de la formation professionnelle est liée au redéploiement du pacte national pour l'emploi ; elle est donc sans effet sur les actions de formation conduites parallèlement, et par conséquent sur les actions intéressant le secteur agricole. Pour ce qui concerne les facilités de gestion précédemment offertes aux centres de formation, il est à noter que la possibilité d'un ajustement des dotations apportées à chaque centre, permettant un dépassement de 10 p. 100 des effectifs prévus, n'était justifiée que dans la mesure où la gestion de ces actions était centralisée. Elle était rendue possible par les inévitables compensations interrégionales induites par les approximations d'une prévision globale. La régionalisation des « enveloppes » de rémunération doit permettre aux autorités de tutelle et aux responsables des centres de mieux ajuster leurs prévisions, étant entendu que la possibilité d'une compensation au niveau national est désormais exclue. Enfin, il convient de rappeler à l'honorable parlementaire que les textes en vigueur prévoient expressément la possibilité d'un agrément triennal. Cette possibilité n'a cependant pas été utilisée dès la première année car, confrontés aux responsabilités nouvelles qu'implique la régionalisation des crédits affectés à la rémunération des stagiaires, les préfets de région n'ont pas cru devoir s'engager au-delà d'une année avant d'avoir mesuré d'une façon précise les incidences financières de leurs décisions d'agrément.

Produits agricoles et alimentaires (industries agricoles et alimentaires : Jura).

23951. — 16 décembre 1979. — Mme Colette Goeuriot attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le conflit existant dans une entreprise jurassienne d'alimentation, les établissements Fagot-Alina. Les travailleurs sont en lutte pour obtenir une revalorisation de leurs salaires qui sont à peu près au niveau du S. M. I. C. La seule réponse qui ait été donnée à leur demande de négociation, a jusqu'à présent été l'intervention des forces de police. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour que : 1° le droit de grève soit respecté dans cette entreprise ; 2° qu'une négociation puisse s'ouvrir en vue d'examiner sérieusement les légitimes revendications de ces travailleurs.

Réponse. — Le conflit collectif de travail évoqué par l'honorable parlementaire, survenu à l'établissement Fagot-Alina, à Dole (Jura), a, du 24 octobre au 10 décembre 1979, pris la forme d'une grève partielle avec occupation des locaux de travail. Les grévistes demandaient, à compter du 1^{er} octobre, pour les employés, une augmentation mensuelle de 300 francs et, pour les ouvriers, une prime de panier de 5 francs par jour. Ce mouvement revendicatif a été suivi avec attention par les services compétents de l'inspection du travail.

Le directeur départemental du travail et de l'emploi a organisé plusieurs réunions et, finalement, les parties sont parvenues à un accord, aux termes duquel les salariés ont obtenu satisfaction.

*Travail et participation (ministère)
(services extérieurs : Provence-Côte d'Azur).*

24330. — 28 décembre 1979. — M. Alain Hauteceur attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les graves difficultés de fonctionnement que connaissent actuellement les directions départementales du travail des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et du Var. En effet, il apparaît que dans un certain nombre de services extérieurs du travail les moyens matériels permettant l'exécution efficace des fonctions des services d'inspection fassent défaut. D'autre part, il lui signale la restriction apportée sur le nombre de kilomètres pouvant être parcourus par les contrôleurs et inspecteurs du travail des départements du Var et des Alpes-de-Haute-Provence en novembre et décembre 1979. Enfin, il lui fait part des retards de plusieurs mois apportés dans le remboursement des frais de déplacement des agents d'inspection, frais dont ces derniers doivent faire l'avance. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les raisons de cette situation et lui faire connaître quelles mesures il compte prendre le plus rapidement possible pour y remédier.

Réponse. — Une analyse générale est en cours qui déterminera, dans le cadre du budget 1980, les moyens disponibles qui peuvent être alloués, compte tenu de l'accroissement des charges dévolues. Les précisions concernant la situation présente et à venir des directions départementales du travail et de l'emploi de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur seront communiquées à l'honorable parlementaire lorsque cette étude sera achevée.

Handicapés (allocations et ressources).

24627. — 14 janvier 1980. — M. Robert Ballanger attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des travailleurs handicapés du C. A. T. de Villepinte. Cet établissement se trouve placé devant l'impossibilité de verser aux travailleurs du centre la part du salaire accordée par la tutelle du ministère du travail au titre de la garantie de ressources, étant donné que depuis septembre dernier, il ne reçoit plus aucune somme de la direction départementale du travail et de l'emploi. Il est bien évident que la trésorerie de l'établissement ne peut faire l'avance des fonds nécessaires au règlement des compléments de salaires relevant de la garantie de ressources, car l'ensemble de ces avances et des charges s'élèverait à la somme de 180 000 francs environ par mois. Le centre continue à assurer la part du salaire versé au titre du travail réalisé dans les ateliers, soit environ le tiers du salaire mensuel des travailleurs. Du fait de l'interruption du versement de leurs compléments de salaires à ces travailleurs handicapés, un certain nombre d'entre eux vont se trouver dans une situation financière critique, notamment ceux qui déjà se prennent en charge au niveau de leur nourriture, de leur vêture, de leurs déplacements voire même de leur hébergement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre le respect des engagements pris par l'administration de tutelle.

Handicapés (allocations et ressources).

24629. — 14 janvier 1980. — M. Gérard Bordo attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les graves difficultés de trésorerie de nombreux centres d'aide par le travail, du fait de retards importants dans le remboursement par l'Etat des compléments de rémunérations avancés par l'établissement aux ouvriers handicapés. Si les C. A. T. peuvent à la rigueur avancer un ou deux mois le complément de rémunération, ils ne peuvent aller au-delà. Or, selon les déclarations des services compétents du ministère du travail, la situation actuelle risque de se prolonger, de s'aggraver et même de se généraliser dans tous les départements. Or, un nombre non négligeable d'ouvriers des C. A. T. mènent une vie autonome à l'extérieur, ont un loyer à payer et certains ont même des charges de famille. On peut ainsi imaginer facilement les répercussions auprès de l'ensemble de la population des C. A. T. d'une rupture ou de retards importants dans le paiement de la garantie de ressources, devenue un droit pour ces handicapés. Il lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour faire appliquer la loi qui garantit aux travailleurs un minimum de ressources.

Réponse. — La mise en place de la garantie de ressources, assurée aux travailleurs handicapés, aux termes de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975, s'est heurtée à des difficultés d'ordre technique, au premier rang desquelles l'impossibilité de prévoir avec précision le nombre des bénéficiaires et son accroisse-

ment d'une année sur l'autre. Ces difficultés ont pu entraîner, localement et momentanément, des suspensions dans les versements du complément de rémunération dû aux travailleurs handicapés salariés des milieux ordinaire et de travail protégé. Afin de pallier ces insuffisances locales, des crédits complémentaires ont été mis en place en 1979. Enfin, il est porté à la connaissance des honorables parlementaires que toutes dispositions sont prises pour assurer la régularité des versements de la garantie de ressources des travailleurs handicapés en 1980. A cet effet, un crédit global de 250 millions de francs a été délégué au titre du premier trimestre du présent exercice, la dotation nécessaire aux remboursements du deuxième trimestre le sera dans les délais les plus rapprochés.

Emploi et activité (politique de l'emploi).

24814. — 21 janvier 1980. — M. Vircent Ansquer expose à M. le ministre du travail et de la participation que le chômage dans la Communauté européenne a augmenté de 1 p. 100 en 1979 par rapport à 1978. Or, si le nombre de chômeurs a diminué au Danemark, en République fédérale d'Allemagne et en Irlande, il a augmenté en France, en Belgique, au Luxembourg et en Italie. Mais c'est en France que le taux d'augmentation est le plus élevé, comme en témoignent les dernières statistiques connues, à savoir le nombre de chômeurs inscrits en novembre 1979 par rapport à novembre 1978 : Danemark : — 26,6 p. 100 ; République fédérale d'Allemagne : — 13,8 p. 100 ; Irlande : — 10,9 p. 100 ; France : + 10,7 p. 100 ; Belgique : + 4,6 p. 100 ; Luxembourg : + 4 p. 100 ; Italie : + 3,4 p. 100. Aussi lui demande-t-il quelles dispositions il compte prendre pour inverser ce courant et éviter que la France ne batte l'affligeant record du chômage en Europe.

Réponse. — Les comparaisons sur la situation du marché du travail des différents pays de la Communauté européenne sont trop conjoncturelles et il est difficile d'en tirer un constat significatif. Si le nombre de demandeurs d'emploi en France a continué de croître au cours de l'année 1979, la France conserve cependant une position médiane parmi les différents pays de la C. E. E. en ce qui concerne le taux de chômage. D'autre part, l'évolution plus favorable de la situation du marché du travail dans certains pays, comme la République fédérale d'Allemagne, résulte d'une conjoncture démographique très favorable, alors que l'économie française doit absorber annuellement 250 000 actifs supplémentaires. (La comparaison des véritables performances des différents pays apparaît plus nettement au travers du volume des emplois créés ; ainsi l'emploi total s'est accru en France de + 124 000 entre 1973 et 1978, tandis que l'économie allemande a perdu 1 522 000 emplois au cours de la même période.) Dans le contexte international actuel, seule la poursuite de la politique économique entreprise par le Gouvernement peut permettre aux entreprises de créer les emplois nécessaires pour faire face aux besoins démographiques. Le troisième pacte pour l'emploi vient en appui de cette politique économique, afin que l'ensemble des potentialités d'emploi dégagées dans les entreprises se concrétisent en embauches supplémentaires.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

24830. — 21 janvier 1980. — M. Louis Sallé expose à M. le ministre du travail et de la participation que, en réponse à une question concernant la prise en considération de la période d'essai effectuée par des travailleurs handicapés pour le calcul des congés payés de ceux-ci, le chef de la mission pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés a apporté les précisions suivantes : « En ce qui concerne le calcul des congés d'un travailleur handicapé ayant accompli une période d'essai au cours de la période de référence, je vous renvoie aux dispositions du code du travail (art. L. 223-4) quant aux périodes assimilées aux périodes de travail effectif. Je vous rappelle également que les C. A. T. ne peuvent être considérés comme des centres d'apprentissage, ni la période d'essai devenir un substitut d'apprentissage général. Dans ces conditions, il ne me semble pas possible de compter la période d'essai dans la base de référence pour le calcul des congés payés, et, partant, pour le calcul de complément de rémunération versé à ce titre. » Il lui fait observer que si l'article L. 223-4 du code du travail ne fait effectivement pas apparaître la période d'essai comme faisant partie des périodes assimilées au temps de travail effectif, il n'en reste pas moins que, dans la pratique, tout salarié entrant dans une entreprise doit y accomplir une période d'essai, laquelle ouvre pourtant droit à congés. Il apparaît donc équitable que des dispositions analogues soient prises au bénéfice des travailleurs handicapés exerçant leur activité dans des centres d'aide par le travail et qui doivent pouvoir prétendre à des congés payés, dans des conditions identiques à celles appliquées à tous les travailleurs. Il lui demande de bien vouloir le fixer sur ce point.

Réponse. — L'article L. 223-2 du code du travail définit la durée du congé, payé à la charge de l'employeur, sans que celle-ci puisse excéder vingt-quatre jours ouvrables et ce, à raison de deux jours ouvrables par mois de travail. L'article L. 223-4 dudit code définit, quant à lui, les périodes assimilables aux mois de travail pour la détermination de la durée des congés payés. La circulaire interministérielle n° 60 A. S. prise pour l'application du décret n° 77-1546 du 31 décembre 1977, relative aux centres d'aide par le travail, définit la période d'essai dont l'objet est de vérifier les critères sur lesquels la C. O. T. O. R. E. P. a orienté le travailleur handicapé de façon provisoire, pour les confirmer ou les infirmer en vue d'une orientation durable. La période d'essai n'est ni une période de préorientation ni un substitut d'apprentissage général, mais une période d'observation au cours de laquelle sont évaluées les aptitudes des travailleurs handicapés orientés par la C. O. T. O. R. E. P. Il est rappelé à l'honorable parlementaire que la durée de la période d'essai n'est en aucun cas, immuable : toute latitude est laissée aux gestionnaires des centres d'aide par le travail pour saisir la commission compétente, lorsqu'il lui semble qu'une prolongation de la période d'essai s'avère sans objet, soit que la personne handicapée se révèle apte à participer aux activités productives de l'établissement, soit lorsque celle-ci ne paraît pas devoir y demeurer. Enfin il est précisé que le versement du complément de rémunération assuré au titre de la garantie de ressources est subordonné à l'exercice d'une activité productive, c'est-à-dire produisant une valeur ajoutée, si minime soit elle. Il n'apparaît pas possible d'assimiler sous quelque forme que ce soit, la période d'essai « C. A. T. » à une période pendant laquelle le travailleur handicapé a une activité productive ; en conséquence, il apparaît impossible de prévoir la prise en compte de cette période dans la base de calcul du congé payé.

UNIVERSITES

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements : Rhône).

22597. — 21 novembre 1979. — **M. Charles Hernu** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la situation de l'université de Lyon-II. Cette université a reçu sur la liste des postes susceptibles d'être créés deux des quatre-vingt-une propositions de transformation de maîtrise d'assistantat en maîtrise de conférence, alors qu'elle compte onze inscriptions sur la liste aux fonctions de maître de conférence ; dans le même temps, l'université Lyon-III recevait cinq propositions. D'autre part, sur un contingent national de quatre cent quatre-vingt-treize transformations des postes d'assistants en maîtrise d'assistantat, l'université Lyon-II recevait trois attributions, alors que celle-ci compte aujourd'hui cinquante-quatre assistants docteurs de troisième cycle et inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant (secteur littéraire) et sept assistants remplissant les conditions pour occuper un poste de maître-assistant (secteurs juridique et économique). Dans le même temps, l'université de Lyon-III recevait une dotation près de six fois supérieure. Cette même université reçoit une transformation en psychologie, alors que tous les diplômés en psychologie sont exclusivement délivrés par l'université de Lyon-II et que le taux d'encadrement de cette discipline est connu au ministère pour être excessivement déficitaire (l'U. E. R. de psychologie et sciences morales recrute une centaine de vacataires dont quatorze effectuent des services comparables à ceux d'un assistant). Devant les observations de cet ordre, il lui demande de lui faire savoir si l'on ne tente pas ainsi de susciter le détachement d'assistants légitimement à la recherche d'une titularisation, de désorganiser l'enseignement et les centres de recherche, de préparer la carte universitaire à l'insu des universités, des élus et responsables locaux, les privant de toute chance de définir une politique interuniversitaire lyonnaise qui soit cohérente, à commencer par la politique des maîtres.

Réponse. — Les étapes de la politique de transformation d'emplois menée par le ministère des universités depuis plusieurs années répondent à des objectifs essentiels : l'amélioration du déroulement de la carrière des personnels ; la mise en œuvre par voie de redéploiement interuniversitaire et interdisciplinaire d'une répartition des emplois de nature à favoriser la mobilité des enseignants et à répondre aux besoins pédagogiques et de l'encadrement des divers établissements. Ainsi, 600 transformations d'emplois d'assistant en emplois de maître-assistant et 300 transformations d'emplois de maître-assistant en emplois de professeur auront été attribuées au titre de l'année 1979. A cette occasion, l'université de Lyon III, de création récente et manifestement sous-encadrée dans l'ensemble des disciplines, a bénéficié respectivement de quatorze appels de candidatures de maître-assistant et de cinq appels de candidatures de professeur. L'université de Lyon II a bénéficié pour sa part de trois appels de candidatures de maître-assistant, et de deux appels de candidatures de professeur. Par ailleurs, dans le cours de l'année 1979, une transformation d'emploi d'assistant en emploi de maître-assistant et quatre transformations d'emplois de maître-

assistant en emplois de professeur ont déjà été effectivement réalisées pour des enseignants de cet établissement. L'université de Lyon III n'a bénéficié que de deux transformations au cours de la même opération.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements : Val-de-Marne).

22653. — 21 novembre 1979. — **M. Michel Rocard** rappelle à **Mme le ministre des universités** les termes de sa question écrite n° 20056 et de la réponse qu'elle lui a faite, insérée au *Journal officiel* du 23 octobre 1979. Cette réponse ne lui semblant pas suffisamment précise, il lui demande de bien vouloir lui indiquer de manière détaillée le montant des crédits successifs prévus pour le relogement de l'université Paris-VIII et les dates de leur affectation à cette opération. Il lui demande également de lui communiquer le prix moyen et le prix plafond du mètre carré des constructions universitaires, en distinguant les locaux d'enseignement et les autres, et le prix atteint dans le cas du relogement de Paris-VIII pour ces deux catégories de locaux. Il lui rappelle enfin que les élus socialistes restent opposés au transfert autoritaire et imposé aux personnels et aux étudiants de cet établissement universitaire. Il lui demande de quelle manière elle a mis à profit le délai fourni par la ville de Paris pour ouvrir avec le conseil de l'université les négociations qui peuvent seules permettre d'aboutir à une solution donnant satisfaction à tous les participants intéressés.

Réponse. — Le coût des aménagements qui seront réalisés à Saint-Denis pour l'université Paris VIII sont (hors honoraires et V. R. D.) de 1 922 francs au mètre carré de plancher en valeur janvier 1979. Ce coût est sensiblement inférieur aux prix plafonds du système normatif universitaire qui varient au second semestre 1979 de 1 957 francs/mètre carré pour les locaux ordinaires à 2 348 francs/mètre carré pour les bibliothèques et 3 914 francs/mètre carré pour les grands amphithéâtres. Les autorités académiques et départementales sont chargées de toutes les négociations et concertations nécessaires à la réinstallation de l'université de Paris VIII. Le président de cet établissement a été reçu à ce sujet au rectorat de Paris le 29 mai 1979, le 11 juin 1979, le 26 septembre 1979, le 11 octobre 1979, le 27 novembre 1979, le 21 décembre 1979.

Enseignement supérieur et post-baccalauréat (personnel).

23153. — 1^{er} décembre 1979. — **M. Alain Chénard** expose à **Mme le ministre des universités** la situation du corps du personnel technique de l'enseignement supérieur créé en 1955 et mis en voie d'extinction en 1967. La moyenne d'âge de cette catégorie de personnel qui est aujourd'hui de quarante-cinq ans, devrait lui permettre d'espérer des possibilités de carrière et de rémunération en rapport avec les services rendus à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique. En effet, la conception, la réalisation et le fonctionnement de presque tous les prototypes et appareillages des laboratoires des établissements sont pris en charge par l'ensemble de ces techniciens auquel est venu se joindre en 1968 le corps des ingénieurs techniciens administratifs relevant du statut fixé par le décret n° 59-1405 du 9 décembre 1959 modifié, en étroite collaboration avec les chercheurs. Ce corps de fonctionnaires titulaires ne bénéficie pas des actions entreprises en faveur de la revalorisation de la condition des travailleurs manuels décidées au cours du conseil restreint du 16 décembre 1975. Il peut paraître surprenant que les plus hautes instances de l'Etat puissent affirmer d'une part que le secteur public joue, dans ce domaine, un rôle exemplaire vis-à-vis de l'ensemble de l'économie française, et ne s'attachent pas, d'autre part, à favoriser la revalorisation de la profession d'agents qui, de par la nature même de leurs fonctions, participent à des missions de l'enseignement supérieur telles qu'elles sont définies par le premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 : « Les universités et les établissements auxquels les dispositions de la présente loi seront étendues ont pour mission fondamentale l'élaboration et la transmission de la connaissance, le développement de la recherche et la formation des hommes. » En conséquence, il lui demande de préciser les mesures qu'elle entend prendre pour permettre à l'ensemble des personnels techniques de l'enseignement supérieur exerçant un travail identique dans les établissements qui relèvent de son département ministériel, d'accéder aux mêmes échelles de rémunération, sans remise en cause des avantages acquis.

Réponse. — Un effort important a été entrepris pour améliorer l'avancement des techniciens titulaires. En effet, les transformations d'emplois autorisées par les lois de finances de 1978 et de 1979 ont permis de réaliser un nombre élevé d'avancements au grade supérieur. En deux ans, à la suite des avancements successifs rendus possibles par ces transformations d'emplois, 25 p. 100 de l'effectif des personnels de laboratoire titulaires ont obtenu une promotion de grade. L'effort ainsi entrepris sera poursuivi. D'autre part, le

projet de finances pour 1980 prévoit une augmentation de 30 p. 100 de l'indemnité de sujétions spéciales allouée aux techniciens titulaires. D'une manière générale, les fonctionnaires titulaires bénéficient, dans certains domaines, d'avantages supérieurs à ceux des agents contractuels : il en est ainsi, notamment pour la stabilité de l'emploi, pour les modalités de la pension de retraite, pour le congé de longue durée.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat
(bibliothèques universitaires : Essonne).

23404. — 5 décembre 1979. — M. Pierre Juquin appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur la situation du personnel de la bibliothèque d'application de l'E. N. S. B., à Massy (Essonne). Ce personnel est confronté à des difficultés croissantes pour assurer à la fois la bonne marche du centre d'enseignement qui a accueilli 330 élèves au cours de l'année 1979 et les services de lecture publique attachés à la bibliothèque. Le budget est en diminution constante : de 1974 à 1977, il a subi une baisse en francs constants de 27 p. 100 environ. Depuis 1975, aucun poste n'a été créé alors que les charges de travail, notamment administratives, sont devenues plus lourdes, en particulier depuis le transfert de l'E. N. S. B. à Villeurbanne. Il est à signaler qu'une des conséquences de cette situation a été la suppression du service de bibliobus dont chacun s'accorde à reconnaître qu'il est une forme intéressante de diffusion du livre. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures elle compte prendre pour doter la bibliothèque publique de Massy des moyens financiers et en personnel indispensables à son bon fonctionnement.

Réponse. — Le ministère des universités affecte trente emplois et des crédits de fonctionnement à l'école nationale supérieure de bibliothécaires de Villeurbanne pour son annexe de Massy afin que cette bibliothèque d'application accueille et forme les élèves conservateurs de l'option « Bibliothèque publique ». Le financement du prêt des collections à la population de Massy et des communes voisines ne relève pas de la compétence du ministère des universités.

Bourses et allocations d'études (bourses d'enseignement supérieur).

23470. — 6 décembre 1979. — M. Louis Mexandeau s'étonne auprès de Mme le ministre des universités que ses services refusent le bénéfice d'une bourse d'études aux étudiants admis en première année au centre national de préparation au professorat de travaux manuels éducatifs. Cette suppression d'aide financière a été prise au plus grand mépris des sacrifices précédemment consentis par les parents et de l'obligation sans contrepartie faite aux étudiants de suivre leur formation dans l'unique centre situé à Paris. D'autre part, cette décision ne semble pas en accord avec la politique en faveur de l'orientation des enfants vers des métiers manuels à revaloriser. Cette politique aurait dû plutôt accorder aux étudiants de ce centre des salaires comparables à ceux des élèves instituteurs, P.E.G.C. ou des grandes écoles préparant aux carrières de l'enseignement. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui préciser les raisons pour lesquelles une telle décision a été prise, et quelles mesures il compte prendre pour remédier à l'injustice dont sont victimes les étudiants.

Réponse. — Les élèves professeurs des disciplines littéraires et scientifiques étaient rémunérés selon un régime particulier de recrutement (I. P. E. S.). Parallèlement les élèves du centre national de préparation au professorat de travaux manuels éducatifs d'enseignement ménager bénéficiaient d'un système particulier d'attribution de bourses d'enseignement supérieur du sixième échelon. Le recrutement des I. P. E. S. a été supprimé par le ministère de l'éducation en 1978. Le régime particulier d'aide aux élèves préparant le professorat de travaux manuels éducatifs et d'enseignement ménager ne se justifiait donc plus. Ils bénéficient aujourd'hui du même système d'aide sociale que l'ensemble des étudiants.

Examens, concours et diplômes (équivalences de diplôme).

23999. — 19 décembre 1979. — M. Charles Millon demande à Mme le ministre des universités pourquoi il n'existe aucune équivalence entre le diplôme de psychologue scolaire et celui de psychologue clinicien.

Réponse. — Le diplôme de psychologue clinicien et le diplôme de psychologue scolaire se préparent après l'obtention de la maîtrise de psychologie. Ils permettent à leurs titulaires de se présenter aux concours de recrutement organisés respectivement par le ministère de la santé et le ministère de l'éducation. Ces deux diplômes sanctionnent des formations spécifiques adaptées aux futures fonctions de leurs titulaires et ne sont donc pas équivalents.

QUESTIONS ECRITES

pour lesquelles les ministres demandent
un délai supplémentaire
pour rassembler les éléments de leur réponse.

PREMIER MINISTRE

N° 25020 Gabriel Péronnet ; 25030 Jean-Louis Beaumont ;
25227 Pierre-Bernard Cousté ; 25228 Pierre-Bernard Cousté ;
25229 Pierre-Bernard Cousté ; 25230 Pierre-Bernard Cousté ;
25291 Jean Michel Boucheron.

EDUCATION

N° 24932 Hélène Conrants ; 24940 Marcel Houët.

FONCTION PUBLIQUE

N° 25581 Georges Macé.

JUSTICE

N° 24917 Charles Millon ; 25004 Pierre de Benouville ; 25100 Jean Fonteneau ; 25627 Nicolas About.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

N° 24935 Paulette Fost ; 25904 Arthur Paecht.

TRANSPORTS

N° 24811 Roland Leroy ; 25006 Raymond Guillod ; 25046 René Caille ; 25072 Lucien Villa ; 25073 Robert Vizet ; 25109 Louis Duro-méa ; 25155 Michel Debré ; 25165 Alain Mayoud ; 25242 Pierre-Bernard Cousté ; 25243 Pierre-Bernard Cousté ; 25271 Jeanine Porte ; 25290 Louis Besson ; 25315 Jacques-Antoine Gau.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

N° 24922 Myriam Barbera.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires.

AFFAIRES ETRANGERES

N° 24981 Georges Lemoine.

AGRICULTURE

N° 24018 Roland Beix ; 24097 Christian Pierret ; 24115 Dominique Taddei ; 24150 André Tourné ; 24807 Jacques Chaminaide ; 24810 Roland Leroy ; 24820 Jean-Pierre Bechter ; 24834 Edmond Alphanbery ; 24835 Edmond Alphanbery ; 24840 Claude Birraux ; 24844 Bertrand de Maigret ; 24859 Jean-Michel Boucheron ; 24870 Gérard Hasebroeck ; 24903 Antoine Gissinger ; 24951 André Tourné ; 24952 André Tourné ; 24960 André Delehedde ; 24961 André Delehedde ; 24980 Christian Laurissergues ; 24982 Philippe Madrelle ; 24987 Bernard Madrelle ; 25016 Michel Barnier.

ANCIENS COMBATTANTS

N° 24866 André Delehedde ; 24933 Guy Ducoloné ; 24934 Guy Ducoloné ; 24941 Emile Jourdan.

BUDGET

N° 24816 Pierre-Bernard Cousté; 24818 Jean-Louis Goasduff; 24836 Eugène Berest; 24837 Eugène Berest; 24843 Jacques Delong; 24861 Alain Chenard; 24877 Christian Pierret; 24887 Antoine Rufenacht; 24889 Paul Fernin; 24890 Pierre Monfrals; 24891 Edmond Alphandery; 24892 Francisque Perrut; 24894 Maurice Sergheraert; 24895 Maurice Sergheraert; 24901 Pierre Gascher; 24928 Myriam Barbera; 24945 François Leizour; 24994 Christian Pierret; 24995 Christian Pierret; 24998 Gilbert Senès; 25002 Jean-Claude Gaudin; 25003 Vincent Ansquer.

CONDITION FEMININE

N° 24923 Myriam Barbera; 25000 Alain Vivien.

COOPERATION

N° 24900 Pierre Gascher.

CULTURE ET COMMUNICATION

N° 24912 Pierre Bas; 24913 Pierre Bas; 24920 Paul Quilès; 25013 Michel Barnier.

DEFENSE

N° 24808 Bernard Deschamps; 24828 Louis Sallé; 24833 Florence d'Harcourt; 24848 Charles Millon; 24865 André Delehedde; 24886 Edwige Avice; 25001 Alain Vivien.

ECONOMIE

N° 24815 Vincent Ansquer; 24819 Didier Julia; 24822 Antoine Rufenacht; 24825 Antoine Rufenacht; 24921 Paul Balmigère; 24956 Raoul Bayou; 24958 Jean-Michel Boucheron; 24962 André Delehedde; 24963 André Delehedde; 24964 André Delehedde; 24970 Laurent Fabius; 24996 Christian Pierret.

EDUCATION

N° 23997 Emmanuel Hamel; 24116 Dominique Taddei; 24205 Jean-Louis Masson; 24805 Robert Ballanger; 24817 Michel Debré; 24854 François Autain; 24864 André Delehedde; 24868 Roland Florian; 24878 Maurice Pourchon; 24885 André Chazalon; 24930 Hélène Constans; 24948 Colette Privat; 24949 Jack Ralite; 24966 André Delehedde; 24971 Pierre Fougues; 24973 Roland Hugué; 24978 Marie Jacq; 24979 André Labarrère; 24989 Henri Michel; 24991 Henri Michel; 24992 Christian Pierret.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

N° 24871 Charles Hernu; 24897 Pierre de Bénouville; 24911 Philippe Seguin; 24927 Myriam Barbera; 24929 Jacqueline Chonavel.

FONCTION PUBLIQUE

N° 24839 Claude Birraux; 24875 Rodolphe Pesce; 24967 Dominique Dupilet.

INDUSTRIE

N° 24857 Jean-Michel Boucheron; 24880 Michel Rocard; 24884 Gilbert Senès; 24902 Alain Gérard; 24936 Jacqueline Fraysse-Cazalis; 24937 Jacqueline Fraysse-Cazalis; 24947 Louis Odru; 24953 Théo Vial-Massat; 25008 Michel Noir.

INTERIEUR

N° 24089 Philippe Madrelle; 24842 Pierre Cornet; 24849 Charles Millon; 24872 Christian Laurissergues; 24907 Nicole de Hauteclocque; 24950 Marcel Rigout; 24984 Bernard Madrelle.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

N° 24860 Jean-Michel Boucheron.

JUSTICE

N° 23767 Jacques Douffiagues; 24831 Philippe Seguin; 24856 Jean-Michel Boucheron; 24858 Jean-Michel Boucheron; 24862 Jean-Pierre Chevènement; 24879 Alain Richard; 24916 Joseph-Henri Maujoüan du Gasset.

RECHERCHE

N° 24915 Pierre Bas.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

N° 24823 Antoine Rufenacht; 24824 Antoine Rufenacht; 24841 Pierre Chantelat; 24817 Charles Millon; 24853 François Autain; 24869 Jacques-Antoine Gau; 24876 Christian Pierret; 24888 Pierre Lagourgue; 24904 Antoine Gissinger; 24905 Antoine Gissinger; 24910 Antoine Rufenacht; 24919 Maurice Andrieux; 24925 Myriam Barbera; 24931 Hélène Constans; 24957 Louis Besson; 24959 Jean-Michel Boucheron; 24983 Philippe Madrelle; 24988 Pierre Mauroy; 24993 Christian Pierret; 25005 Jacques Godfrain.

TRANSPORTS

N° 24007 Jacqueline Chonavel; 24154 André Tourné; 24838 Eugène Berest; 24850 Gabriel Péronnet; 24914 Pierre Bas; 24946 Louis Maisonnat; 24955 Gérard Bapt; 24986 Bernard Madrelle; 25011 Jean-Marie Daillet.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

N° 24802 Hector Rolland; 24804 Philippe Seguin; 24829 Louis Sallé; 24845 Bertrand de Maigret; 24863 Jean-Pierre Chevènement; 24867 Laurent Fabius; 24873 Louis Le Pensec; 24883 Jacques Santrot; 24898 Jean Bonhomme; 24906 Antoine Gissinger; 24938 Jacqueline Fraysse-Cazalis; 24939 Guy Hermier; 24942 Jacques Jouve; 24943 Jacques Jouve; 24954 François Autain; 24968 Claude Evlin; 24974 Roland Hugué; 24975 Roland Hugué; 24999 Alain Vivien; 25014 Michel Barnier.

UNIVERSITES

N° 24215 Yvon Tondon; 24826 Antoine Rufenacht; 24827 Antoine Rufenacht; 24972 Roland Hugué; 24976 Roland Hugué; 25015 Michel Barnier.

Rectificatifs.

I. — Au Journal officiel (Assemblée nationale, questions écrites), n° 2, A. N. (Q.), du 14 février 1980.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 59, 1^{re} colonne, la question n° 24731 à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie est posée par « M. René Felt ».

II. — Au Journal officiel (Assemblée nationale, questions écrites), n° 5, A. N. (Q.), du 4 février 1980.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 408, 2^e colonne, 44^e ligne de la réponse à la question n° 13069 de M. Yves Le Cabellac à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie, au lieu de : « posséder les contrats; 3^e prévoient... », lire : « posséder. 2^e Les contrats prévoient... »; 60^e ligne, au lieu de : « afférant aux services antérieurs... », lire : « afférant aux exercices antérieurs... ».

III. — Au Journal officiel (Assemblée nationale, questions écrites), n° 6, A. N. (Q.), du 11 février 1980.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 468, 2^e colonne, 7^e ligne de la question n° 25717 de M. Roland Hugué à M. le ministre de l'éducation, après : « ils ne bénéficient pas », insérer : « d'une prime d'équipement. Les élèves des S. E. S. étant la plupart... » (le reste sans changement).

IV. — Au Journal officiel (Assemblée nationale, questions écrites), n° 7, A. N. (Q.), du 18 février 1980.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 543, 2^e colonne, la question n° 25923 de M. Jean-Louis Goasduff est à M. le ministre de l'agriculture et la question n° 25924 de M. Jean-Louis Goasduff est à M. le ministre de l'économie.

ABONNEMENTS

ÉDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.	
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.	Téléphone	Renseignements : 575-62-31
	Assemblée nationale :			} Administration : 578-61-39	
03	Débats	72	282		
07	Documents	260	558		
	Sénat :				
05	Débats	56	162		
09	Documents	260	540	TELEX	201176 F DIRJO - PARIS

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Prix du numéro : 1 F. (Fascicule hebdomadaire comportant un ou plusieurs cahiers.)